

LA RICHESSE DE LA HOLLANDE,

Ouvrage dans lequel on expose,

L'ORIGINE du COMMERCE & de la PIUSSANCE des Hollandois; l'accroissement successif de leur COMMERCE & de leur NAVIGATION; les causes qui ont contribué à leur progrès, celles qui tendent à les détruire; & les moyens qui peuvent servir à les relever.

*La Foi d'un simple Negociant lui [Bajazet] parut préférable à toute autre, dans une circon-
stance où de si puissans princes étoient intéressés. Temoignage bien glorieux pour le Com-
merce, dont le crédit, fondé sur l'intelligence & la fidélité, embrasse l'Univers, & s'attire
une considération d'autant plus solide, qu'il ne la doit qu'à lui-même. On voit avec plaisir
de simples particuliers appliqués & laborieux, employer leurs veilles & leurs soins à faire
fleurir les arts & l'industrie, étendre leurs utiles correspondances, rapprocher par les lessins &
les avantages d'une communication facile, les nations dispersées & divisées sous tant de chefs
ambitieux ou cruels, & consoler l'espèce humaine des maux qui ravagent la terre.*

VILLARET Hist. de France Tom. XII. p. 244.

TOME SECOND.



À LONDRES,

AUX DEPENS DE LA COMPAGNIE.

M D C C L X X V I I I .



T A B L E
 D E S
C H A P I T R E S
D U T O M E S E C O N D.

CHAP. VII. Examen des causes qui ont fait déchoir le commerce en Hollande.	. . . . .	Pag. 1
<i>De la Concurrence des Nations étrangères.</i>	. . . . .	2
<i>De l'Impôt.</i>	. . . . .	23
<i>De l'Influence de l'Impôt sur le Commerce.</i>	. . . . .	52
<i>De l'altération faite à la Constitution de la République.</i>	. . . . .	71
<i>Des Guerres.</i>	. . . . .	102
<i>De l'état Militaire relativement aux Etablissements des Hollandais dans les Indes.</i>	. . . . .	103
<i>Des vices moraux qui résultent de l'excès des Impôts.</i>	. . . . .	121
<i>De la concurrence des Anglois.</i>	. . . . .	127
<i>De l'abus du Crédit.</i>	. . . . .	129
<i>Des vices d'administration dans les affaires des Compagnies & autres grandes Sociétés de Commerce.</i>	. . . . .	137
<i>Des avances faites aux Colons des Colonies hollandaises & étrangères</i>	. . . . .	146
<i>Du luxe, des mœurs, du commerce usuraire, des faillites, des Portebales &c.</i>	. . . . .	158
CHAP. IX. Moyens par lesquels les Hollandais peuvent relèver leur Commerce & leur Navigation; & reprendre la supériorité sur toutes les Nations commerçantes.	. . . . .	176
<i>Etat Politique de la Hollande relativement à son Commerce & à sa Navigation.</i>	. . . . .	177

T A B L E D E S C H A P I T R E S.

<i>De la diminution des Impôts.</i>	120
<i>De la Finance.</i>	256
<i>Des Exemptions & des faveurs particulières à donner par rapport aux Impôts.</i>	295
<i>De l'inégalité des Villes de la Hollande pour les avantages du commerce</i>	309
<i>Des Manufactures à éléver à la Compagne, des Monopoles, de la préférence à donner aux Manufactures nationales.</i>	312
<i>Des avantages à retirer des Colonies</i>	325
<i>De la nécessité de reprimer les abus du Commerce</i>	346
<i>De differens moyens particuliers, qui pourroient servir à encourager, la Navigation, le Commerce & les Fabriques.</i>	359



L A

LA RICHESSE
DE LA
HOLLANDE,
OU CONSIDERATIONS SUR
L'ORIGINE, LES PROGRES, ET LA DECADENCE
DE SON
COMMERCE ET DE SA NAVIGATION,

*Et les ressources qui lui restent pour les conserver
& les relever.*

CHAPITRE SEPTIEME.

Examen des causes qui ont fait decroître le Commerce en Hollande.

L n'est pas possible de méconnoître le décroissement du Commerce de la Hollande dans presque toutes les branches les plus importantes. Les causes de ce décroissement sont d'autant plus intéressantes à observer, qu'il semble qu'il faut les bien connoître, surtout, si l'on veut s'occuper avec succès de la recherche des moyens qui peuvent concourir à le relever, ou à le conserver.

Les causes phisiques & naturelles qui ont contribué à rendre le commerce florissant, sont encore les mêmes; mais ces causes n'ont servi à ses grands progrès, qu'à l'aide des causes morales & des causes accidentelles ou étrangères. Les causes morales ne sont plus exactement les mêmes, & les événemens ont changé les causes étrangères, auxquelles ils ont substitué un nombre infini de causes destructives. Toutes les branches du commerce & de l'industrie en ont été plus ou moins affectées, à l'exception du commerce à la côte d'Afrique, de celui de l'Amérique, du commerce des grains, de celui du Rhin & de la Meuse.

Tome II.

A

AVANT

AVANT d'entrer dans la recherche des caufes qui ont donné atteinte au commerce des Hollandois, & qui l'ont fait tomber à cet état de langueur & de dépérisſement où nous le voyons aujourd'hui, nous devons nous arrêter un moment aux opinions & aux préjugés généralement adoptés sur ce ſujet. On fait que la première ſource de nos écarts & de nos malheurs fe doit prendre dans nos opinions & nos préjugés: il en est ainsi également de l'état du Commerce des Hollandois; & il importe de commencer par combattre la première & la principale des erreurs.

LORS QU'ON parle des caufes qui ont fait tomber le commerce en Hollande, on s'en prend ordinairement aux efforts que les Nations Etrangères ont faits dans le siècle dernier pour l'enlever aux Hollandois, ou du moins pour y prendre part. On allègue même ces efforts comme la principale caufe à laquelle on doit attribuer le décroiflement du commerce Hollandois; on cite les Anglois, les François, le Brabant, la Flandres, les villes du Nord, comme ſi ces nations n'avoient jamais songé au commerce, que depuis que les Hollandois les y ont appellés par les progrès qu'ils y ont faits. La proposition du Prince d'Orange indique même cette concurrence, comme une des caufes qui ont contribué au déclin du commerce de la Hollande. Assurément on ne peut nier, qu'une concurrence n'affecte plus ou moins le commerce d'une nation: & que fans concurrence on en soutient les avantages avec beaucoup plus de facilité. Cependant on lui attribue ici plus d'effet qu'elle ne produit naturellement. C'est le défaut ordinaire, ou si l'on veut, l'excuse ordinaire de ceux qui succèdent dans quelque commerce, ou quelque établiffement florissant, & qui font mal leurs affaires. Ils ne manquent pas de l'attribuer aux efforts que l'on fait pour les supplanter. C'est également le défaut des Nations. Pourquoi ne dirions-nous pas aux Nations ce que l'on répondroit à un particulier, qui nous allégueroit cette raiſon de la décadence de ſon commerce? qu'avec la même vigilance, les mêmes ſoins, la même économie de ſes Frédéceſſeurs, il auroit conservé & augmenté même ce qu'ils lui ont transmis. Nous avons déjà fait voir ci-dessus, que c'est une erreur de croire, que les Hollandois n'ont eu de concurrence à soutenir & à vaincre, que dans ces derniers tems, dans lesquels on a vu décheoir leur commerce. On n'a qu'à jeter les yeux sur l'histoire pour fe désabuser entièrement, & il importe de le faire.

Nous lisons que ſous l'Empereur AURELIEN, „ les Francs, nom par lequel on désignoit également les Actuariens, les Bructères, les Chamaves, les Saliens, les Cattes, les Amsivariens, les Cautes, les Sicambres & les Frisons,

„ sons, tous peuples de la Germanie, se saisirent de tous les vaisseaux qui se trouvèrent sur l'Océan (a),” & certainement ces Peuples ne pouvoient faire ce coup sans avoir une puissante marine; & une marine suppose toujours du commerce, quand ce ne seroit que pour se procurer ce qui est nécessaire à la construction d'un navire ou même d'un bateau.

Sous le regne de Clovis, une flotte françoise prit celle des Danois, leur enleva le butin que ceux-ci avoient fait, & remit en liberté les prisonniers françois. „ On ne fauroit (dit Mr. Velly en parlant de la magnificence de la Cour de Dagobert I.) (b) „ imaginer jusqu'où alloit la magnificence sous le regne de ce Prince. L'or & les pierres précieuses brilloient partout. „ Saint Eloy qui ne vint à la Cour qu'avec la qualité de simple Orfèvre, portoit des ceintures enrichies de pierreries. On assure qu'il fit pour Clo- taire un fauteuil d'or massif. Mais le comble du faste est ce Trône entier de même métal, sur lequel Dagobert parut assis dans une assemblée générale des Seigneurs de son Royaume. Les François devoient ces grandes richesses tant à leur commerce avec l'Empire d'Orient, qu'à leurs conquêtes d'Italie.”

Comment Pepin auroit-il pu équiper une flotte contre les Sarrazins; & comment au seul bruit de son approche, les Sarrazins se seroient-ils hâtes d'abandonner l'Île de Corse (c), où ils avoient fait une descente, si la France n'eut eu une marine respectable, & un commerce assez étendu pour la lui donner.

Ecoutons Velly. Voici comment il nous parle du commerce en France dès les premiers tems de la Monarchie. „ Aureste, il n'est pas étonnant (dit cet Auteur) (d) que parmi cette multitude de réglemens qui composent la Loi Salique, il n'y en ait aucun qui regarde la réforme du luxe. Ce vice, enfant de l'abondance, ne paroît guères dans le commencement des Empires. Le regne des conquérans est rarement celui du commerce, qui seul produit les grandes richesses. *On l'avoit vu fleurir dans les Gaules sous la domination des Romains*; les premiers Rois Mérovingiens l'y trouvèrent presque entièrement négligé; les guerres continues qu'ils eurent à soutenir, ne leur permirent pas de le rétablir dans son ancien éclat. Mais s'il fut dégradé dans les premiers siècles de la Monarchie, il ne fut

• ja.

(a) VELLY, *Hist. de France* Tom. I. p. 12 & 13.

(b) *Hist. de France* Tom. I. p. 247 & 248.

(c) VELLY, *Hist. de France*, Tom. I. p. 472.

(d) ib. p. 498 — 504.

„ jamais absolument éteint ; il paroît même qu'il avoit quelque vigueur sous le Roi Gontran. Ce Prince, mécontent de Childebert son neveu, interdit toute communication entre la Bourgogne & l'Austrasie. On voit sous Clovis II. une Société de marchands, qui sous la conduite de Samon, partoient du territoire de Sens pour aller négocier en Esclavonie. On trouve sous Dagobert I. quantité de marchés établis, comme autant de rendez-vous, en faveur de ceux qui vouloient acheter ou vendre. On apprend par un Capitulaire du neuvième siècle, que sous Charlemagne les François alloient par bandes trafiquer chez les Esclavons, les Abaris & les Saxons : il leur étoit défendu d'y porter des armes & des cuirasses. On lit dans la Chronique de Fontenelles, que dès les premières années du regne de ce grand Empereur, il y avoit un commerce réglé entre la France & l'Angleterre. Le Monarque François, indigné de la témérité d'Offa, Roi des Merciens, défendit toute espèce de trafic entre les deux peuples : il ne fut rétabli qu'au bout de deux ans."

„ ON ne connoissoit guères alors d'autre négoce, que celui qui se fait dans les marchés. C'étoient presque les seuls endroits où l'on put se pourvoir des choses nécessaires à la vie. Les artisans, les artistes, & les marchands, dispersés ça & là, n'avoient point encore fixé leur séjour dans les villes : elles n'étoient habitées que par les Prêtres & quelques ouvriers. On n'y voyoit ni Moines ni Moniales : il y avoit peu de Monastères qui ne fussent en pleine campagne, ou autour des cités. La Noblesse demeuroit dans ses terres, ou suivoit la Cour. Les gens de Poète, c'est - à - dire, sous la puissance, ne pouvoient sans la permission du Seigneur, quitter le lieu de leur naissance : le Serf étoit attaché à l'héritage, l'Esclave à la maison ou à la campagne du maître. On sent combien cette dispersion étoit peu favorable au commerce qui aime les sociétés grandes & policées. Ce fut pour remédier à cet inconvénient, que nos Rois établirent ce grand nombre de foires, où chacun devoit se rendre ; les uns pour se défaire du superflu ; les autres pour se procurer l'utile & l'agréable. Celle de Saint Denis étoit une des plus fameuses. On y venoit non-seulement de toute la France, mais de la Frise, de la Saxe, de l'Angleterre, de l'Espagne & de l'Italie. C'est ce qui paroît par l'acte de son établissement sous Dagobert I. & par une ordonnance de Pepin le Bref, qui confirme aux Moines de cette Abbaye le droit de toucher les péages sur le territoire de Paris."

„ ON voit cependant par plusieurs monumens historiques, que le commerce dans ces siècles reculés n'étoit point absolument restreint aux seuls marchés

„ chés, ni aux seuls étrangers Européens. La ville d'Arles, sous les premiers
„ regnes des Mérovégiens, étoit encore en réputation pour ses manufac̄tures,
„ pour ses broderies & pour ses ouvrages de rapport en or & en argent. C'étoit,
„ ainsi que Narbonne & Marseille, l'abord de tous les vaisseaux d'Orient &
„ d'Afrique. Elle communiquoit à Trèves une partie des richesses que les
„ flottes étrangères lui apportoient. On les embarquoit sur le Rhône jusqu'à
„ Lion. De là conduites sur la Saone & le Doux, elles étoient mises à terre,
„ ensuite voiturées jusqu'à la Moselle qui les rendoit au lieu de leur destination.
„ Ces beaux jours par la fatalité des guerres, s'éclipsèrent insensiblement.
„ Les Asiatiques & les Africains n'osèrent plus aborder dans nos ports. On
„ vit alors quelle est la force des inclinations primitives & innées. Nar-
„ bonne, Arles & Marseille conservèrent toujours ce génie marin qui en avoit
„ fait les entrepôts de l'univers. Elles entretenoient sous les Carlovingiens un
„ certain nombre de vaisseaux qu'elles envoyoient commerçer à Constantinople, à
„ Gênes, & à Pise. Les Lionnois, unis aux Marseillois & aux Avignonois,
„ avoient coutume d'aller deux fois l'an à Alexandrie, d'où ils rapportoient des
„ parfums & d'autres marchandises qui se vendoient en Provence & dans tout
„ le Royaume. Mais jamais le négocie n'avoit été aussi florissant qu'il le fut
„ sous Louis le Débonnaire. Ce Prince, attentif au bonheur de ses sujets,
„ établit un corps de marchands, sans autre servitude que de venir tous les
„ ans au Palais, pour y compter à sa chambre. Il leur permet de trafiquer
„ dans toute l'étendue de son Empire, déclarant qu'il les prend sous sa pro-
„ tection spéciale, ordonnant à ses Officiers de leur fournir les vaisseaux
„ dont ils auront besoin pour joindre aux leurs: établissement qui sembloit an-
„ noncer aux siècles à venir cette société si célèbre de nos jours, sous le nom de
„ Compagnie des Indes.

„ De tout ce détail, (ajoute Mr. Velly) il résulte que sous les deux pre-
„ mières Races de nos Rois, les François se font peu mêlés du commerce (a).
„ Ils l'abandonnèrent presque entièrement aux étrangers, qui ne leur appor-
„ toient que des bagatelles. L'Espagne les fournissait de chevaux & de
„ mulots; la Frise, de manteaux de diverses couleurs, de sayons ou vestes,
„ & de rochets ou habits de dessus, fourrés de peaux de martre, de loutre
„ ou de chat; l'Angleterre, de bleds, de fer, d'étain, de plomb, de cuirs
„ & de chiens de chasse; l'Orient & l'Afrique, d'herbes, de vins de gaze,
„ de papier d'Egypte, seul en usage en France jusques dans l'onzième siè-
„ cle, & d'huile d'olives, liqueur alors si rare dans nos climats, qu'un Con-
„ cile

(a) Ce résultat n'est pas bien consequent, comme on le verra par la suite.

„ cile d'Aix-la-Chapelle permet aux Moines de se servir d'huile de lard.
 „ Aureste, si l'étranger n'amenoit en France que des choses communes &
 „ de peu de valeur, celles qu'il en tiroit, n'offroient rien, ni de plus riche,
 „ ni de plus précieux. C'étoit pour l'ordinaire de la poterie, des cuivres ou-
 „ vrages, du vin, du miel, de la garance & du sel. On voit par une lettre
 „ de *Jérémie* Evêque d'une ville maritime, que la gabelle n'étoit point encore
 „ établie au neuvième siècle, & que le sel se faisoit alors comme aujourd'hui.
 „ Il manqua dans la province du Prélat, parce que les pluyes avoient inondé
 „ les sillons ouverts pour recevoir les eaux salées de la Mer. Il prie l'Evê-
 „ que de *Toul* de lui en envoyer de Lorraine & de Franche-Comté. Ce
 „ qui prouve que dés-lors ces deux salines étoient en vogue, & que cha-
 „ cun faisoit sa provision de sel où il jugeoit à propos, souvent même dans
 „ un Royaume voisin de celui dans lequel il habitoit.

„ ON trouve (c'est toujours Mr. VELLY qui parle) dans le recueil des
 „ Capitulaires quantité de réglemens, tant sur le négoce en général, que sur
 „ le commerce particulier des esclaves, de l'argent monnoyé, des rafes précieux
 „ & des pierreries, trafic alors très-commun en France. Les uns défen-
 „ dent d'établir des marchés sans la permission du Roi, ou de les tenir les
 „ saints jours de Dimanche : les autres décernent de rigoureuses peines con-
 „ tre quiconque vendra clandestinement un esclave, ou livrera un chrétien
 „ aux Juifs & aux payens. Ceux-ci interdisent toutes ventes de nuit ;
 „ ceux-là enjoignent de se servir de mesures & de poids égaix dans toute
 „ l'étendue de l'Empire François ; cet autre ordonne que le marchand
 „ Juif payera la dixième partie de son profit, & le Chrétien la onzième.
 „ Ces impôts, avec les droits de passage, de pontage, d'entrée & de sortie,
 „ faisoient une partie considérable du revenu de nos Rois. Ils avoient sur les
 „ lieux des gens préposés pour les lever. Dagobert I. ordonne qu'on prendra
 „ cent sols sur la recette Royale de Marseille, pour acheter l'huile néces-
 „ faire à l'Eglise de Saint Denis, qu'il avoit si richement dotée ou fondée.”

L'HISTOIRE nous parle encor de droits de douane établis en France dès les premiers tems, & vraisemblablement du tems des Romains. Les douanes supposent un commerce & un commerce assez considérable pour attirer l'attention du Souverain. Sous le regne de Philippe II. on voit une flotte de dix-sept cent voiles, équipée à l'embouchure de la Seine ; & quoique l'on ne puisse douter que les navires de cette flotte, étoient bien éloignés d'égaler ceux que l'on construit aujourd'hui, cependant, ces équipemens, quelque éloignés qu'ils fussent de la perfection, prouvent, du moins, qu'on n'a pas tou-

La Richesse de la Hollande.

7

toujours négligé la marine en France. Environ cent cinquante ans plus tard, Louis IX. paroit s'occuper avec soin du commerce : il fit des loix contre l'usure, l'altération des monnoyes, les ventes à faux poids, & toute espèce de monopole. *Il rangea les marchands & les artisans en différens corps de communautés*; dressa des statuts, & fit des réglemens qu'on n'a eu après cela qu'à copier & à suivre (e).

MR. VILLARET en parlant de l'état du Commerce de France sous le Règne de Charles, nous le décrit ainsi : „ Quoique le commerce, (dit-il) fut bien éloigné de cet état de prospérité où nos pères l'ont vu s'élever par les soins vigilans du ministre d'un de nos plus grands Rois, il ne faut pas cependant s'imaginer qu'il fut alors absolument négligé par un peuple actif & industrieux. Nous avions en France plusieurs manufactures, grossières à la vérité, mais qui auroient pu nous suffire si le luxe n'avoit fait donner la préférence aux ouvrages étrangers. On fabriquoit des draps dans plusieurs villes, telles que Paris, Rouen, Amiens, Tournay, Reims, Carcassonne, Marvejols, S. Omer, Dourlens, Chalons, Therouane, Beauvais, Louviers, &c. On ignoroit à la vérité la manière de préparer les laines avec autant de succès qu'en Flandres. Bruxelles fournoissoit les draps fins pour les habits des Seigneurs & des gens riches. Il en étoit à-peu-près de même de toutes nos autres manufactures. Les plus belles étoffes de foye nous venoient d'Italie, quoique depuis longtems les marchands Italiens eussent apporté des vers-à-foye dans nos Provinces Méridionales.

„ DEPUIS longtems dans nos grandes villes, les marchands & artisans étoient réunis en corps de communautés, distinguées les unes des autres par des priviléges, des usages & des statuts qui leur étoient particuliers. La plupart de ces établissemens avoient été institués par Saint Louis, mais il n'avoit fait que confirmer leurs coutumes, dont l'origine remontoit à des tems bien antérieurs. La singularité de quelques-unes de ces coutumes témoigne leur ancienneté. On trouve, par exemple, dans les loix de la confrérie des Drapiers de Paris, qu'aux repas publics de cette communauté, il y avoit un plat destiné pour le Roi. Item le Roi notre Seigneur doit avoir son mets entier. Ces vestiges de l'ancienne simplicité sembleroient annoncer, que nos Rois jadis ne dédaignoient pas de se trouver à ces sortes d'assemblées.

„ LES marchands & artisans formoient dans les villes le corps le plus cons-

„ dé-

(e) VELLY, Hist. de France, Tom. V. p. 300.

„ *détrable*, la noblesse passant une grande partie de l'année dans les chateaux; „ lorsqu'elle n'étoit pas employée à la suite de la cour ou dans les armées. „ *Les compagnies générales de commerce distribuées en différentes classes* selon „ les diverses professions qu'elles exerçoient, s'étoient accrues successivement „ par les priviléges qu'elles avoient obtenus.

„ *Le plus ancien de tous les corps de marchands du Royaume, est sans* „ *contredit celui des marchands de Paris.* Pour découvrir l'origine du corps „ municipal, connu de nos jours sous le nom d'Hôtel - de - ville, *il faut re-* „ *monter plusieurs siècles au - delà du commencement de notre monarchie.* Il y a „ près de dix - huit cens ans *qu'il existoit sous l'empire de Tibere, une société de* „ *commerçans par eau*, désignée sous le nom de *Nautae Parisiaci*. Cette so- „ ciété n'a jamais éprouvé d'autres interruptions que celles qui ont dû na- „ turellement être occasionnées par les révolutions dans le gouvernement, & „ *ces suspensions momentanées ne l'ont pas empêchée de subsister jusqu'à ce jour.* „ Sous le regne de Louis VII. les bourgeois de Paris commerçans sur la Sei- „ ne, obtinrent du Roi la confirmation des priviléges dont ils avoient joui „ sous ses prédécesseurs. Ils venoient d'acquérir des Religieuses de Haute- „ Bruyère un emplacement hors de la ville dans le dessein d'y établir un port „ pour la commodité de leur commerce.

„ *CETTE communauté de marchands étoit appellée Hanse d'un ancien mot* „ *celtique qui signifie société.* Elle avoit le privilége exclusif de tout com- „ *merce par eau.* Les négocians étrangers qui vouloient amener des mar- „ *chandises pour leur propre compte, étoient dans l'obligation de s'y faire* „ *aggréger & de s'associer avec un marchand Hanse de Paris, qui les ac-* „ *compagnoit pendant le cours du débit de leurs marchandises.* Les Rois „ accordèrent à la société *des marchands de l'eau* la moitié des amendes & con- „ *fiscations: ils leur attribuèrent plusieurs autres droits, tels que la levée de* „ *quelques légères impositions sur différens corps, la faculté d'arrêter leurs* „ *débiteurs.* Ces prérogatives excitérent l'émulation de la plupart des bour- „ *geois, qui s'empresserent d'y être admis.*

„ *Les marchands de l'eau*, pour la direction des affaires communes de leur „ société, avoient fait choix d'un *Prevôt*, qui assisté d'officiers inférieurs, „ appellés *Échevins*, exerçoit une juridiction particulière sur eux. C'est à „ cette institution que l'on peut attribuer l'origine de la police & inspection „ que le *Prevôt des marchands & les échevins* ont sur la rivière. Les avan- „ tages que les marchands retnoient d'un pareille union durent faire aspirer „ tous

La Richesse de la Hollande.

9

„ tous les corps de commerce à s'y faire aggréger, ensorte que tous les habitans de Paris, bourgeois, négocians & artifans, eurent une rélation immédiate ou indirecte à cette association générale. La jurisdicition du prevôt des marchands & des échevins embrassa par ce moyen presque toute la ville dans son ressort. La nécessité où se trouva le gouvernement d'imposer différentes aydes sur les Parisiens, accrut encore l'autorité du corps municipal. Les Rois lui attribuèrent la connoissance des contestations entre les collecteurs & les habitans. L'imposition de la capitation se fait encore de nos jours par le prevôt des marchands & les échevins. Ils furent appellés aux assemblées de police, aux élections des jurés. On a vu sous le regne précédent quelle étoit l'autorité des magistrats municipaux, par l'abus que Marcel & les échevins firent de leur crédit sur le peuple.

„ Les affaires concernant le commerce se traitoient en commun. Les marchands se rendoient pour tenir leurs conférences, dans un lieu appellé de toute ancienneté, LE PARLOUER AUX BOURGEOIS. Ces assemblées se tenoient sous la première race, au lieu où sont actuellement situés les Jacobins de la rue S. Jacques. Sous les derniers descendants de Charlemagne, cette partie de la ville ayant été détruite par les ravages des Normands, le parlouer aux bourgeois fut transféré dans une maison près du grand châtellet, où l'on continua de s'assembler jusqu'aux dernières années du regne de Jean. Ce fut pendant la prison de ce Prince, que Marcel & les Echevins firent l'acquisition d'une maison située dans la place de Grève, appellée la maison aux pilliers: ce batiment avoit anciennement appartenu aux Dauphins de Viennois. Le prix de cet achat fut de deux mille quatre cent florins d'or. L'emplacement de cette maison occupoit une partie du terrain sur lequel est construit l'Hôtel-de-ville. L'ancien édifice fut démolî sous le regne de François I., qui fit jeter les fondemens du nouveau batiment, achevé tel que nous le voyons aujourd'hui, sous le regne de Henri IV.

„ LE RÔI encouragea toutes les différentes espèces de négocians & d'artisans par le renouvellement & l'augmentation de leurs priviléges. Non content de protéger le commerce intérieur, il attira les étrangers. Les Castillans, les Portugais, les Italiens surtout, qui étoient alors en possession de faire le commerce maritime le plus étendu, furent invités à fréquenter nos ports par les exemptions & par la liberté qu'on leur accorda (*).

APRÈS

(*) Histoire de France. T. X. p. 100. & suiv.

APRES une pareille description du commerce de France, on ne se persuadera assurément pas, que les François ayant attendu que les Hollandais les y incitassent, pour s'y livrer à leur exemple. Voyons, si les autres Nations de l'Europe ont été dans ce cas. Mr. ROBERTSON, excellent Historien, nous parle de l'état du commerce en Europe, & des progrès qu'il y a fait, de la manière suivante. „ Peu de tems après la fin de la guerre-sainte, on découvrit la Bouffole qui, en rendant la navigation plus assurée & en même tems plus audacieuse, facilita la communication entre les nations éloignées, & les rapprocha pour ainsi dire l'une de l'autre.

„ PENDANT le même période de tems, les Etats d'Italie établirent un commerce régulier avec l'Orient par les ports d'Egypte, & en tirèrent toutes les riches productions des Indes. Ils introduisirent en même tems dans leur territoire des manufactures de différentes espèces, qu'ils encouragèrent & soutinrent avec beaucoup de vigueur & de soin. Ils imaginèrent de nouvelles branches d'industrie, & transplantèrent de l'Orient différentes productions naturelles, nées sous des climats plus chauds, & qui fournissent encore aujourd'hui les matériaux d'un commerce étendu & lucratif. Les Italiens tirèrent de grands avantages du débit de ces marchandises, qu'ils importoient d'Asie, ou qui étoient le fruit de leur propre industrie; ils les vendirent aux autres peuples de l'Europe, qui commençoiient à acquérir des goûts de luxe & d'agrément, inconnus ou méprisés par leurs ancêtres.

„ Pendant le douzième & le treizième siècles, le commerce d'Europe fut presque entièrement entre les mains des Italiens, plus connus alors sous le nom de Lombards. On vit dans les différens Royaumes s'établir des compagnies ou sociétés de négocians Lombards, qui se mirent sous la protection immédiate des gouvernemens divers. Elles obtinrent des priviléges & des immunités considérables, & l'on suspendit à leur égard l'exécution des anciennes loix barbares contre les étrangers. Ces négocians divinrent bientôt les voituriers, les manufacturiers & les banquiers de toute l'Europe..

„ TANDIS que les Italiens, au midi de l'Europe, étendoient & perfectionnoient le commerce avec tant d'activité & de succès, le même esprit d'industrie agitoit le Nord, vers le milieu du treizième siècle. Les pays voisins de la mer Baltique étoient alors habités par des peuples féroces qui inféroient

stoient cette mer de pirates; les villes de *Hambourg* & de *Lubec* ayant commencé à commercer avec ces peuples, furent obligées de former entre'elles une ligue défensive pour repousser les brigands. Elles retirèrent tant d'avantages de cette union, que d'autres villes s'empressèrent d'entrer dans la confédération, & bientôt quatre-vingt des cités les plus considérables, dispersées dans ces vastes contrées qui s'étendent du fond de la mer-Baltique jusqu'à *Cologne* sur le *Rhin*, se réunirent pour former cette fameuse ligue anseâique, devenue dans la suite si formidable, qu'on a vu les plus grands Monarques rechercher son alliance & redouter son inimitié.

„ Les membres de cette association puissante formèrent le premier plan
„ systématique de commerce qui ait été connu dans le moyen âge, & le
„ continuèrent, en suivant des loix communes faites dans leurs assemblées
„ générales. Ils fournirent au reste de l'Europe des provisions de marine,
„ & choisirent différentes villes, dont la plus considérable étoit *Bruges en*
„ *Flandres*, pour y établir des magasins où leur négoce se faisait avec beau-
„ coup d'exactitude & de régularité. C'étoit là que les Lombards appor-
„ toient les denrées de l'Inde avec les productions des manufactures d'Italie,
„ qu'ils échangeoient contre les marchandises plus volumineuses, mais non
„ moins utiles, qui venoient du Nord. Les négocians anfétatiques portoient
„ ensuite dans les ports de la Baltique, les cargaisons qu'ils recevoient des
„ Lombards, ou bien ils les transportoient en remontant les grandes ri-
„ vières jusques dans l'intérieur de l'Allemagne.

„ CETTE communication régulière, qui s'étoit ouverte entre les peuples du Nord & du Sud de l'Europe, leur apprit à connoître leurs besoins réciproques; la consommation extraordinaire qui se fit bientôt de marchandises de toute espèce, excita l'émulation des habitans des Païs-Bas; ils s'appliquèrent avec plus de vigueur à perfectionner & à étendre les deux grandes manufactures de laine & de coton, pour lesquelles ce païs étoit déjà renommé dès le siècle de Charlemagne. Comme Bruges devint le centre de communication entre les négocians Lombards & ceux des villes Anséatiques, les Flamands commerçoint dans cette ville avec les uns & les autres; l'étendue & le succès de ce commerce firent naître parmi ce peuple une habitude générale d'industrie, qui fit pendant longtems de la Flandres & des provinces adjacentes, le païs le plus riche, le plus peuplé & le mieux cultivé de l'Europe.

„ EDOUARD III. Roi d'Angleterre, fut frappé de l'état florissant de ces
B 2 pro-

» provinces, & n'eut pas de peine à en démêler la véritable cause. Il
 » s'occupa des moyens d'encourager l'industrie parmi ses sujets, lesquels
 » méconnoissant alors les avantages de leur situation, & ignorant la source
 » d'où la richesse devoit un jour se répandre dans leur Ile, négligeoient en-
 » tiérement le commerce, & n'essayoient pas même d'imiter les manufac-
 » tures dont ils fournissoient les matériaux aux étrangers. *Edouard engagea*
 » *des ouvriers flamands à aller s'établir dans son Royaume, & il fit plusieurs*
 » *bonnes loix pour l'encouragement & le règlement du commerce; ce fut à ses*
 » *soins que l'Angleterre dut l'établissement de ses manufactures de laine: ce Prin-*
 » *ce tourna le génie actif & entreprenant de son peuple vers la culture de ces*
 » *arts, qui ont élevé les Anglois au premier rang parmi les nations commer-
 » gantes.*

» *Les progrès du commerce & de la communication qui s'établit entre*
 » *les différens peuples, paroîtront peu considérables si on les compare à la*
 » *rapidité & à l'étendue de ceux qui se sont faits depuis deux siècles; mais*
 » *on les trouvera prodigieux si l'on fait attention à l'état de l'Europe avant*
 » *le douzième siècle. Ce changement ne pouvoit manquer de produire de*
 » *grands effets. Le commerce tend à affoiblir les préjugés qui entretien-
 » *nent la séparation & l'animosité réciproque des nations; il adoucit & po-
 » *lit les mœurs des hommes, qu'il unit par un des liens les plus forts de*
 » *l'humanité, celui de satisfaire leurs besoins mutuels; il les dispose à la*
 » *paix, en formant dans chaque Etat un ordre de citoyens, personnelle-
 » *ment intéressés à maintenir la tranquillité générale. Dès que l'esprit de*
 » *commerce commence à acquérir de la vigueur & de l'ascendant dans un*
 » *Etat, on voit aussitôt un nouveau génie animer son gouvernement, & y*
 » *diriger les alliances, les guerres, les négociations. On en trouve les*
 » *preuves les moins équivoques dans l'histoire des Etats d'Italie, de la ligue*
 » *Anséatique, & des villes des Païs-Bas, pendant le période dont nous*
 » *parlons. A mesure que le commerce pénétra chez les différens peuples*
 » *de l'Europe, on les vit successivement tourner leur attention vers les ob-
 » *jets qui occupent toutes les nations policiées, & adopter les mœurs qui*
 » *en distinguent le caractère.*”****

» *En parlant de l'Espagne, le même Auteur nous apprend, „ qu'au com-
 » *mencement du quinzième siècle, l'Espagne avoit un très- grand nombre*
 » *de villes, beaucoup plus peuplées que celles du reste de l'Europe, ex-
 » *cepté de l'Italie & des Païs-Bas. Les Maures avoient établi des manufac-
 » *tures dans ces villes, lorsqu'elles étoient sous leur domination. Les chré-
 » *tiens,*****

„ tiens, en se mêlant avec ces peuples, avoient appris leurs arts, & ils conservèrent à les cultiver. Il paroît que plusieurs villes faisoient alors un commerce déjà considérable; & l'esprit de commerce concourut à y conserver le grand nombre des habitans, comme le sentiment du danger commun les avoit engagés à s'y réunir.”

„ ON a des preuves frappantes, (dit le même Auteur) des richesses & du pouvoir des villes d'Espagne. Jérôme Paulus, dans une description de *Barcelone*, qu'il publia en 1491. compare cette ville à celle de Naples pour la grandeur, & à Florence pour l'élégance de ses batimens, *la variété de ses manufactures & l'étendue de son commerce*. *Marinæus* représente *Tolède* comme une ville grande & fort peuplée. Il y avoit parmi ses habitans beaucoup de personnes de qualité & d'un rang distingué. *Son commerce étoit considérable: il consistoit surtout en manufactures de soye & de laine; & ces deux branches de l'industrie occupoient près de dix mille personnes.* Je ne connois point de ville, dit cet Auteur, que je préférassie à *Valladolid* pour l'élégance & la richesse. On peut juger de sa population par les faits suivans. Ses citoyens prirent les armes en 1516. pour s'opposer aux projets d'administration du Cardinal Ximenès, & ils rassemblèrent trente mille combattans, tant dans la ville que dans le territoire qui en dépendoit. *Les manufactures établies dans les villes d'Espagne, ne travaillaient pas uniquement pour la consommation intérieure; elles exportoient aussi leurs productions dans les païs étrangers; & ce commerce étoit une source considérable de richesses pour les habitans.* Les loix maritimes de *Barcelone* ont été la base de la jurisprudence mercantile dans les tems modernes, comme les loix de Rhodes l'ont été chez les anciens. Tous les Etats commerçans d'Italie adoptèrent ces loix, & s'y conformèrent dans l'administration du commerce. Il paroît par quelques ordonnances des Rois de France, que les marchands d'*Aragon* & de *Castille* y étoient regus sur le même pied, & y jouissoient des mêmes priviléges que ceux d'Italie. Les villes étoient dans un état si florissant, qu'elles devinrent bientôt une portion respectable de la société, & eurent une grande part dans la législation. Les magistrats de *Barcelone* aspiroient au plus grand honneur, auquel pussent prétendre des sujets en Espagne, celui de se couvrir en présence du Roi, & d'être traités comme les Grands du Royaume.”

Le même Auteur parle de *Valladolid* comme d'une des plus considérables villes de l'Espagne, & le principal entrepôt des manufactures de *Ségovie* & de plusieurs autres cités.

Quoiqu'à certains égards les Italiens aient surpassé les autres nations de l'Europe dans le commerce, Mr. Robertson y va peut-être un peu trop loin, lorsqu'il assure que pendant le douzième & le treizième siècle, le commerce d'Europe fut presqu'entièrement entre les mains des Italiens. Les Germains ont été de tous tems réputés pour le mieux entendre la marine; on ne peut guères concevoir une marine puissante sans un grand fonds de commerce. Les déprédations maritimes des Danois ou des Normands, supposent un peuple capable d'équiper des navires; & ces équipemens supposent un commerce. Comment Godefroy Roi de Dannemarck, connu dans l'histoire pour un Prince puissant sur terre & sur mer, auroit-il pu en 808. tenter une expédition contre les Frisons, & y employer deux cent navires, sans que les Danois se fussent auparavant appliqués au commerce & à la navigation? Il détruisit, dans son retour, une ville danoise marchande, appelée *Rorik*, & située aux bords de la mer: il en emmena avec lui les marchands. Lorsqu'on lit qu'une flotte de Normands passe dans la Manche, peut-on s'empêcher de se figurer une nation commerçante? *In Alamania partibus variae habitant gentium nationes, quae valde forent utiles & necessariae ad munierendum negotium maritimæ de Egypto & specialiter Tremarii, qui habitant in extremis partibus maritimæ Archiepiscopi Bremensis: nec non & Frisones, qui deorsum habitant, a Warfullæ provincia prope mare, ac etiam gentes de provincia Dulandæ & Sylandæ, qui morantur deorsim versus mare de Comitate Gelræ atque Clevæ Et si aliquæ gentes debent simul benefacere, debent Alemanni cum Venetis, cum multi eorum Venetiis convergentur, & in armatis Venetorum sumantur, & bene se habeant, multique Venetiis cum uxoribus & filiis commorentrur (a).* L'historien WAGENAER qui rapporte ce passage, observe en parlant d'une famine qui affligea la Hollande en 1315, que les peuples du Nord venoient avec leurs navires aporter des grains en Hollande, aux marchés de Dord & de plusieurs autres places; & qu'ils s'affortisoient de marchandises pour en former la cargaison de leurs navires. On pourroit juger par là, que dans ce tems-là le commerce & la navigation de ces Nations étoient supérieurs à ceux des Hollandois (b). Elles leur fournisoient du bois, du fer, & autres marchandises; en particulier de la bierre de Hambourg, que les Hollandois envoyoient en Flandres & dans le Brabant.

D'AILLEURS les villes du Nord, connues ensuite sous le nom de villes *Ansætiques*, ont eu de la réputation pour le commerce, longtems avant le douzième siècle. Quoique l'on ne faille remonter l'origine de l'association

con-

(a) *Vad. Hist. T. III. p. 251.*

(b) *Vad. Hist. T. III. p. 201.*

connue sous le nom d'Anséatique, ou de Hanséatique, qu'à l'année 1241., il n'y a point de doute, que Lubbeck, Hambourg & d'autres villes du Nord, n'ayent été des villes commerçantes bien longtems auparavant. Si ces villes n'avoient été alors que dans leur naissance, les Hollandois & les Zélandois auroient pu se dispenser d'armer en 1434. une flotte pour troubler le commerce d'une seule de ces villes assoiees, & en 1437. une nouvelle flotte pour défendre leur commerce contre les entreprises des villes Anséatiques. Ces armemens considérables supposent dans ceux contre qui ils sont faits, une puissance assez redoutable pour rendre ces armemens nécessaires.

DANS les représentations que les Etats de Hollande firent à Charles V. en 1545., ils parlent du commerce que les Hollandois font en *Espagne*, en *Portugal*, en *Allemagne*, en *Ecoffe*, & particulièrement en *Dannemark* & le Païs du Nord, en *Norvège*, d'où ils rapportoient plusieurs productions & marchandises ; entre autres beaucoup de froment & autres grains. Tout cela indique chez les peuples du Nord, des terres cultivées, & des magazins formés de leur superflu, pour en fournir des Etrangers. Ces mêmes représentations parlent de Traités faits par les Comtes de Hollande avec les Royaumes de *Dannemark*, *Norvège*, *Suède*, la Principauté de *Sleeswyk*, de *Holstein*, avec les villes *Wenschen* & *Anséatiques*, avec d'autres villes du Nord. Les Etats de Hollande observent dans ces représentations, qu'en vertu de ces Traités, les marchands de ces différens peuples fréquentoient en tout tems librement, avec toutes sortes de marchandises, la province de Hollande. Ils rappellent les Traités, comme ayant été faits par les prédeceesseurs de Charles V., ce qui suppose dans le Nord de l'Europe des Etats & des Villes commerçantes, bien longtems avant le regne de ce Prince. Il est encore dit dans ces représentations, que les marchands fréquentent les ports de *Hambourg*, *d'Embdem*, à cause de la bonté des ports ; que les Princes Etrangers, & notamment les Rois d'Angleterre & de Portugal accordoient aux marchands du Nord plus de franchises qu'à leurs propres sujets. On y parle des villes de Dantzich, d'Embden, de Brémen, comme très-commerçantes, où les Espagnols, les Siciliens, les Italiens, les Portugais, & d'autres nations, yenoient faire le commerce. Les démêlés que les Hollandois ont eus avec les villes Anséatiques, les secours qu'ils ont donné de tems en tems aux Puissances du Nord, & dont nous avons parlé *Tom. I. p. 8. & suiv.*, attestent encore que les peuples du Nord se sont livrés au commerce, bien longtems avant le douzième siècle. Même encore aujourd'hui dans les Tribunaux de la Hollande on cite les Réglemens sur le commerce, de *Wisbuy*, ville de Suède, Capitale de l'Isle de Gotland, autrefois très-riche & très-considerable,

table, aujourd'hui presque ruinée, & qui, à ce qu'on prétend, a produit les premières Cartes marines.

Mr. VELLY observe (*a*), que déjà du temps de Constantin le Grand, on avoit établi dans plusieurs villes des Gaules, des Arsenaux, où l'on forgeoit les armes nécessaires pour les soldats; qu'on en fabriquoit de toute espèce à Strasbourg; que Macon fournoissoit les flèches & les traits; Rheims, les épées; Autum, les cuirasses; Amiens, Trèves & Soissons, les boucliers, les balistes, & les harnois des Gendarmes. En 810. Charlemagne fit bâtir un grand nombre de vaisseaux à Gand; ce qui suppose dans cette ville non-seulement des ouvriers propres à ce genre de travail, mais encore des magasins suffisans pour fournir les matériaux nécessaires à cet équipement. Lorsqu'en 1302. la Reine de France accompagna Philippe IV. son Epoux, dans le voyage que ce Prince fit en Flandres, elle fut surprise en arrivant à Bruges, de la magnificence des Damés. „ Je croyois, dit-elle, paroître ici „ comme la seule Reine, mais j'ai trouvé plus de six cent femmes qui me „ pourroient disputer cette qualité par la richesse de leurs habits (*b*).” La Flandre, (dit Villaret, en parlant de l'état de la Flandres dans le quatorzième siècle) „ étoit le seul endroit de l'Europe, où l'on fabriquât ces magnifiques tapisseries de haute-lisse, dont nous n'avons atteint la perfection que dans le dernier siècle: les plus beaux draps sortoient des fabriques de Gand & de Bruges. Le besoin de laines d'Angleterre, employées à ces ouvrages, rendoit nécessaire la communication rélatrice des deux peuples: ces travaux utiles, qui entraînoient à leur suite les autres branches du commerce, mettoient l'abondance dans les Païs-Bas, tandis que ces mêmes ressources étoient négligées en France, où l'on ne s'occupoit que de Chevalerie, d'amusemens frivoles, ou de disputes puériles & ridicules. En examinant les franchises & les exemptions des principales villes de Flandres, on trouve que presque tous les articles ne regardent que les opérations de leur commerce: on y descend jusqu'aux moindres détails des différens arts & métiers exercés par ces peuples industriels. Dans les lettres de priviléges accordés à nos villes, à peine daigne-t-on s'arrêter à ces objets; & la manière vague & indéterminée dont on s'exprime, annonce combien ils paroisoient peu intéressants.”

EN

(*a*) Hist. de France. Discours prélim. p. 21.

(*b*) Velly Hist. de France T. VII. p. 270.

EN 1396. le Roi de France envoia à Bajazet Empereur des Turcs, une tenture de haute-lisse de la manufacture d'Arras, représentant l'histoire d'Alexandre, & plusieurs pièces de toiles de la fabrique de Reims (a).

OBSERVONS que toutes ces Places qui ont eu de la réputation, soit pour les manufactures, soit pour le commerce, soit pour la navigation, ne sont pas parvenues tout d'un coup à l'état où on les a vu au quatorzième siècle. Elles ont dû, comme toutes les autres villes, le former insensiblement & s'élever par degrés. De là on peut juger qu'on n'a pas été absolument tardif à s'appliquer aux objets de commerce dans les païs où on croit qu'on n'a commencé à le cultiver que depuis que les Hollandois ont réveillé sur cet objet l'attention des Habitans. Les Anglois sont peut-être de toutes les nations de l'Europe ceux qui ont le plus tardé à s'y livrer. Cependant l'histoire nous apprend, que dès que les peuples de la Grande-Bretagne ont eu à la tête de leur Gouvernement des Chefs éclairés, les arts & le commerce ont d'abord attiré leurs soins, & leur application. Dans le passage que nous avons rapporté ci-dessus (*Tom. II. p. 4.*) on trouve que du tems de Charlemagne, il y avoit un commerce réglé entre la France & l'Angleterre; & dans celui que nous avons rapporté *p. 5.* il paroît que l'Angleterre fourniffoit à la France du bled, du fer, de l'étain, du plomb, des cuirs, des chiens de chasse. Ainsi que dans ces tems-là les Habitans de l'Angleterre doivent avoir eu quelque commerce: & si l'on fait attention que les Romains firent venir d'Angleterre les bleus pour approvisionner les armées qu'ils employoient contre les Chamaves & les Frissons (b), il n'est guères croyable que la culture des terres & le commerce y ayent été entièrement négligés; que ce ne seroit que sous Edouard III. que les Anglois auroient commencé à s'y appliquer. En parlant des différends survenus en 1275. entre les Anglois & les Hollandois, Wagenaar observe qu'il se faisoit depuis plusieurs siècles un commerce entre ces deux Nations: que les Hollandois tiroient de l'Angleterre non pas uniquement des laines; mais du métal: que Florent V. Comte de Hollande en fit venir de l'argent non-monoyé, pour en fraper de la monnoye (c).

L'ABBÉ MILLOT, cet excellent Historien, dont on lit toujours les ouvrages historiques avec un nouveau plaisir, parlant des arrangements qu'Alfred prit

(a) *ibid. Tom. XII. p. 243.*

(b) *Excerp. de Legat. ex Eunapii hist. p. 11. Ed. Venet. 1729.*

(c) *Vad. Hist. Tom. III. p. 21.*

prit pour le bien-être de l'Angleterre, ajoute: „ Mais de tous les établissements le plus utile fut celui de la marine. Les Anglois (dit-il) avoient entièrement négligé une ressource si facile par leur situation, & si importante par les avantages qu'ils pouvoient en recueillir. Tel est l'aveuglement des peuples: il faut de grands besoins, il faut même de grands hommes pour les conduire aux choses d'où leur félicité doit dépendre. Cent trente vaisseaux distribués sur les côtes, les mirent à couvert de ces petites flottes de pirates, qu'on voyoit auparavant aborder sans aucun obstacle. Alfred exerça son peuple à la navigation, & fit venir des matelots étrangers, dont le secours étoit alors nécessaire. Auroit-on pu croire, (ajoute Mr. Millot) que cet art, presqu'inconnu aux Anglois, seroit un jour le fondement de leur puissance (a)?”

HUME en parlant d'Alfred, dit, „ Ce Prince ne négligea pas davantage l'encouragement des arts mécaniques qui sont liés plus sensiblement, si ce n'est plus étroitement, aux intérêts de la société. Il attira de tous cotés les étrangers les plus industriels, pour repeupler ses provinces défolées par les ravages des Danois. Il introduisit & favorisa les manufactures de toute espèce, & quiconque inventa ou perfectionna quelque art ingénieur, ne resta point sans récompense sous son règne. Il excita ses sujets les plus actifs à s'appliquer à la navigation pour étendre le commerce dans les païs éloignés, & pour acquérir des richesses en éveillant l'industrie de leurs compatriotes. Il réservoit la septième partie de son revenu pour l'entretien d'un nombre d'ouvriers qu'il employa constamment à rebâtir ses villes ruinées, ses chateaux, ses palais & les monastères. La Méditerranée & les Indes lui fournirent même les marchandises précieuses aussi bien que les commodités de la vie (b).” Le même Auteur rapporte qu'Athelstan, l'un des Princes les plus habiles & les plus actifs de son temps, fit une Loi remarquable pour encourager le commerce: elle établissait que tout négociant, qui auroit entrepris à ses frais, deux longs voyages sur mer, seroit élevé au rang des *Thenes*, c'est-à-dire annobli (c). C'est dans le dixième siècle qu'Athelstan regna. Le Roi Edgard qui regna en 955. entretint un corps de troupes disciplinées. Il construisit & soutint une marine puissante, & afin de pouvoir exercer les matelots & montrer sans cesse un armement formidable à ses ennemis, il eut toujours trois escadres sur les côtes, & leur

or-

(a) Millot, Elémens de l'Histoire d'Angleterre. Tom. I. p. 38. Ed. de Leyde.

(b) Histoire de la Maison de Plantagenet. Tom. I. pag. 198. in 12mo.

(c) ib. p. 216.

ordonna de faire de tems en tems le tour de ses Etats (a). Par la Charte de Jean, donnée le 15. Juin 1215. il paroît que dans ce tems - la des Négocians étrangers venoient trafiquer en Angleterre, & que des Négocians Anglois alloient trafiquer en païs étrangers. „ *Omnes Mercatores, nisi publice prohibiti fuerint, habeant salrum & securum exire de Anglia & venire in Angliam, & morari, & ire tam per terram quam per aquam, ad emendum vel vendendum sine omnibus tollitis malis per antiquas & rectas consuetudines, præterquam in tempore Warræ, & si sint de terra contra nos Werrinæ: & si tales inveniantur in terra nostra in principio Warræ, attachientur sine damno corporum vel rerum; donec sciatur a nobis vel capitali justitiario nostro, quomodo mercatores terræ nostræ tractentur in terra contra nos Werrina; & si nostri salvi sint ibi, alii salvi sint in terra nostra (b).* ” Vers l'année 1018. les Habitans de *Tiel*, ville située sur le *Waal*, aujourd'hui peu florissante, portèrent des plaintes à l'Empereur sur ce que Thierry III. Comte de Hollande, levoit des droits sur les marchandises qui passoient devant la ville de *Dort*, que ce Comte avoit bâti depuis peu: représentant en même tems que si on ne les délivroit point de ces droits onéreux, ils ne pourroient plus passer en Angleterre pour y faire le commerce, & que les Anglois de leur coté ne viendroient plus en faire dans leurs quartiers (c). Edouard I. établit l'étape des laines à *Dort*, & accorda par lettres patentes datées de Novembre 1295. la libre pêche aux Hollandois & aux Zélandois sur les côtes de *Tarmouth*. En 1380. Guillaume Duc de Gueldres fit un Traité avec Richard II. Roi d'Angleterre, dans lequel ce Roi accorda aux Gueldrois la liberté de commerce durant la vie du Duc. Au commencement du quinzième siècle les Anglois en conclurent un avec les Frisons, pour mettre fin aux déprédatations que ceux-ci exerçoient contre leurs vaisseaux. Les Traités que les Anglois firent avec les Comtes de Hollande en 1467. 1478. 1487. 1496. 1506. & par lesquels ils stipulèrent souvent une franchise de douane, peuvent encore servir de preuve, que leur attention se portoit sur les avantages du commerce.

HUME en parlant d'un statut, passé au commencement du regne de Henry VIII. observe, que ce statut contenoit une clause remarquable, par laquelle on pourroit croire que l'Angleterre étoit fort déchue de l'état florissant où elle

(a) Hume ib. p. 238.

(b) Corps Diplom. Tom. I. p. 155. col. 1.

(c) *Vad. Hist.* Tom. II. p. 141.

elle avoit atteint autrefois. „ Il avoit été ordonné (dit cet Auteur) sous le regne de Charles II. qu'aucun Magistrat des Villes, ou des Bourgs, qui par le devoir de sa place, étoit obligé de tenir ses assises, ne vendroit ni vins, ni denrées, soit en gros soit en détail, pendant tout le tems de sa Magistrature. Cette Loi (ajoute Mr. Hume) paroiffoit très-sage, pour éviter les fraudes qu'auroient pu commettre sur le prix, le poids, & les mesures, ceux qui étoient préposés pour les regler: cependant elle fut révoquée sous le regne de Henri VIII.; & la raison que l'on en donna, étoit, que depuis le tems où cette ordonnance avoit été rendue, la plupart des cités, des bourgs, ou des villes incorporés dans le Royaume d'Angleterre, tombés depuis en décadence, n'étoient plus habités par de gros Commerçans, & des gens aussi aisés que lorsqu'on avoit fait ce statut: mais que, dans le tems actuel, les habitans, de ces mêmes cités ou bourgs étoient tous communément Boulanger, Cabare-tiers, Poissenniers, ou autres Fournisseurs de victuailles, & qu'il ne restoit presque plus personne pour remplir les offices de judicature. Les Hommes (continue Mr. Hume) ont toujours tant d'inclination à mettre le tems passé au dessus du présent, qu'il y auroit peut-être de la légéreté à s'en tenir à ce raisonnement du Parlement, sans avoir des preuves qui l'appuient.” La réflexion n'est pas déraisonnable: cependant on pourroit y opposer, si des actes ou des statuts de cette nature ne sont pas preuve pour constater des vérités historiques; il seroit bien difficile d'en trouver de plus convainquantes. Certainement on n'auroit pas bonne grace à répondre à celui qui nous diroit que les Villes de Bruges, de Gand & d'autres villes de Flandres sont fort déchues de ce qu'elles étoient il y a quatre siècles, que les hommes ont toujours tant d'inclination à mettre le tems passé au dessus du présent; & de douter par cette raison d'un fait, allégué dans un Acte Public du Corps de la Nation. Il seroit plus raisonnable de croire, que nous ignorons les effais & les tentatives, que les peuples ont fait pour les progrès des arts, pour la culture des terres, pour la navigation & le commerce, & qu'on ignore l'état florissant auquel ils ont élevés les endroits dans lesquels on s'y est appliqué, parce que les historiens se sont uniquement attachés à rapporter les exploits militaires, les carnages, les désolations, enfin les guerres que les princes se sont faites pour soutenir des droits réels ou prétendus; sans faire la moindre mention de la marche paisible & tranquille de l'esprit humain, & des succès qui en ont été les suites.

Les Plaintes que les Anglois firent en 1558. de la grande quantité de draps, que la société des Villes Asiatiques, nommée Still-Yard, faisoit for-

tir d'Angleterre, prouvent assez que si les Anglois n'ont pas été les premiers à les faire, ils n'ont pas attendu jusques à nos jours pour s'occuper de cette manufacture. Si en 1558. la société allemande exportoit quarante-quatre mille pièces de drap, si ensuite différentes villes d'Allemagne & des Provinces-Unies ont fait des efforts pour se procurer l'étape des draps Anglois, il faut absolument que les Anglois aient su prendre la supériorité pour cette fabrique dans la concurrence qu'ils avoient à soutenir contre les nations qui déjà en avoient été en possession avant eux.

C'EST surtout sous le regne d'Elizabeth, que la navigation, le commerce, & les manufactures des Anglois, ont reçu un grand accroissement. On prétend qu'en 1562. le commerce de l'Angleterre avec les Pays-Bas alloit pour les draps seuls à plus de cinq millions. Sous le regne de cette Princesse le Traité de 1496. fut renouvellé avec la Hollande.

IL paroît par tout ce que nous venons de rapporter, qu'on se trompe en s'imaginant que ce n'est qu'à l'exemple des Hollandois que les différentes nations se font appliquées au commerce; que de là est résulté une concurrence à laquelle on doit attribuer en grande partie le décroissement du commerce des Hollandois. Est-ce la concurrence des Nations étrangères qui a fait que la Flandres & les Provinces adjacentes ne sont plus le pays le plus riche, le plus peuplé & le mieux cultivé de l'Europe? Qui a fait tomber le commerce de Bruges, de Gand, d'Anvers, & de cent autres villes? Il est de fait qu'Amsterdam est une des Principales Places de Commerce du Monde; il est de fait que cette ville n'existe que depuis environ six siècles, tandis qu'il est des villes en Hollande, qui datent leur origine avant même le regne des Comtes. Un ancien Ecrivain mort sur la fin du seizième siècle, dit, en parlant d'Amsterdam, *Amsterdamum, urbs recens anno salutis humanæ millesimo ducentesimo aut circiter primum exorta.* Un autre Auteur qui a vécu dans le quinzième siècle, nomme Amsterdam *Oppidum Amstelredamense — ortu novissimum.* Les Anglois, les François, les Flamans, les Espagnols, les Portugais, enfin toutes les Nations de l'Europe étoient commerçantes avant que les premiers fondemens de la ville d'Amsterdam furent jetés. Cette ville a par conséquent dû soutenir & surpasser la concurrence non-seulement de toutes ces nations étrangères, mais encore celle des villes de la Hollande, de la Gueldres, & des autres villes qui déjà étoient en possession du commerce. Pourquoi cette ville a-t-elle réussi, tandis que dans le même tems d'autres sont déchues? Si la ville, aujourd'hui la plus commerçante de la Hollande, a pu s'élever & acquérir un commerce si prodigieux, malgré la grande concurrence qu'elle a

dù soutenir tant de la part des villes étrangères, que de celles de la Hollande même, n'a-t-on pas tort d'attribuer aujourd'hui son décroissement à la concurrence de ces Nations, qui, à ce qu'on prétend, ne s'y sont pas appliquées ci-devant. Le seul avantage que les Hollandois semblent avoir eu sur les Nations étrangères, c'est leur ferme attachement au commerce & leur constante activité à soutenir & à augmenter celui qu'ils faisoient (a). C'est cette constante activité qui leur a fait surmonter la concurrence des nations étrangères, & en particulier celle des villes Asiatiques du Nord, sur lesquelles celles de la Hollande n'ont commencé à prendre une supériorité qu'après que les Hollandois eurent fait des conquêtes dans les Indes. La concurrence des Nations étrangères a contribué (si l'on veut) dans ce dernier siècle à faire tomber le commerce en Hollande, parce que sans concurrence on ne court pas risque d'être dépossédé; car d'ailleurs si d'autres causes plus efficaces n'avoient opéré ce déclin, cette concurrence par elle-même n'auroit pas plus fait perdre aux Hollandois leur commerce, dans ces derniers tems, qu'elle ne les a empêchés de le soutenir & de l'accroître dans les tems antérieurs.

Ce que nous venons d'observer sur la concurrence, a également lieu par rapport au Luxe. Le luxe par lui-même ne peut faire décroître le commerce d'un Peuple. Il tend sans cesse à l'augmenter, parce, qu'il augmente les besoins de la vie. Si le luxe abime une maison de commerce, une autre vient la remplacer. Il est indifférent à l'Etat, que ce soit Jean ou que ce soit Pierre qui fasse le trafic. Si l'on comptoit les bonnes maisons de commerce à Amsterdam, on n'en trouveroit que très-peu dont les Ancêtres ont été Négocians au tems de la Révolution. Les anciennes maisons ne subsistent plus: celles qui y font actuellement le plus de commerce, sont de nouvelles maisons établies & formées il n'y a pas longtems; & c'est ainsi que le commerce passe continuellement d'une maison à l'autre; parce qu'il se porte naturellement vers le plus actif & le plus économe de ceux qui s'y attachent. N'attribuons donc pas le déclin du commerce en Hollande à la concurrence des Nations étrangères ni au luxe. Pour en connoître les causes, il faut aller à la source du mal & imiter les bons Médecins, qui ne craignent pas d'attaquer le vice dans les parties les plus sensibles, lorsqu'ils les en trouvent affectées.

ON

(a) Mr. Cras, Professeur de droit à Amsterdam, a donné un discours, *de prudentia civilis in promovenda Mercatura*, dans lequel il a indiqué différens moyens qui ont servi à faire fleurir le commerce d'Amsterdam. Cet écrit, qui mérite d'être lu, a été traduit en françois sous le titre de *La sagesse du Souverain dans les moyens de rendre le commerce florissant*.

ON observe dans l'histoire de ces provinces, qu'à mesure que le commerce & l'industrie y faisoient des progrès, les Souverains donnoient de l'accroissement aux subsides qu'ils demandoient. La répartition qui s'en faisoit par villes, & districts du plat-pays, força les Magistrats des villes à établir des impôts sur les denrées: & chaque ville faisoit à cet égard ce qu'elle jugeoit le plus convenable pour elle. C'est là l'origine des accises & de l'impôt qui appartient aux villes. On donnoit dans quelques villes les impôts à ferme; & dans quelques autres, on les faisoit collecter.

IL est intéressant de s'arrêter un moment sur la manière dont on formoit les subsides que demandoient les Souverains. On fournissoit aux besoins des Comtes par des contributions que l'on nommoit *Beden*, qui dans leur origine tiennent beaucoup de ce que l'on nomme aujourd'hui *dons gratuits*, si fort en usage dans les provinces Autrichiennes & en France, à l'égard du clergé, & des provinces d'Etats. Les anciens Comtes les demandoient aux villes pour fournir aux fraix qu'exigeoit la défense du pays: car les Seigneurs des terres étoient obligés de les assister à la guerre en personne avec leurs vassaux ou hommes, à leur propres dépens. Les Comtes demandoient une certaine somme, sur laquelle les villes tachoient toujours d'obtenir quelque diminution. Le montant étant fixé, les villes étoient taxées suivant leur état actuel, & chacune d'elles usoit des moyens qui lui paroissoient le moins onéreux pour trouver de quoi fournir sa part. Il résultoit de là que les villes contribuoient plus ou moins, suivant l'état plus ou moins florissant dans lequel elles se trouvoient; & que proportionnellement les habitans des villes moins florissantes payoient moins, que ceux des villes qui l'étoient davantage. Cette inégalité apparente produisoit une égalité réelle, qui conservoit dans chaque ville en particulier ses ressources de commerce & d'industrie, & par cette méthode les villes se soutenoient tantôt plus, tantôt moins, mais toujours assez également.

ON s'est éloigné à la naissance de la République de cette loi d'équité, si conforme d'ailleurs à l'intérêt général de l'Etat, qui exige que tous ses membres prospèrent également: & on a fait une faute de politique qui insensiblement doit détruire toutes les villes intérieures de la province. Les charges imposées pour la Province sont levées depuis cette époque également dans toute la Province, ce qui opère véritablement une inégalité destructive, qui doit à la longue faire périr les villes moins avantageusement situées que les autres; comme on l'a observé dans un ouvrage publié il y a quelques tems (a).

EN

(a) *Les Intérêts des Nations développés relativement au commerce.*

EN observant les progrès du Commerce, de l'industrie & de la navigation des peuples, il est triste pour l'humanité d'être obligé d'observer en même tems les progrès des impôts, des vices dans la répartition, la naissance & les progrès de l'usage du crédit & des emprunts, qui sont devenus dans la suite un fléau qui désole aujourd'hui les peuples des premiers & des plus vastes Etats de l'Europe. Les Etats de Hollande obtinrent de Charles V. en 1523. la permission d'emprunter une somme dont les intérêts devoient monter à 5000 florins. On avoit déjà alors quelques exemples de cet usage funeste d'emprunter & d'endetter l'Etat, & conséquemment de se livrer à l'augmentation des impôts pour payer des intérêts. Ce qui fait croire qu'il y avoit des exemples de l'usage de ces emprunts publics, & que peut-être on en avoit déjà abusé, c'est la défense que Charles V. avoit faite peu de tems après son avènement, aux villes & villages d'établir des accises & de constituer des rentes sans en avoir obtenu la permission; loi bien salutaire, si le législateur lui-même ne les eut mises trop souvent dans la nécessité de demander cette permission & de l'obtenir.

LES impôts avoient déjà fait alors de grands progrès, suivant les représentations qui furent faites à l'Empereur en 1531. par environ vingt villes de la Hollande. Elles y disent que pour trouver les subsides qu'elles devoient fournir aux Comtes, elles ont été obligées de mettre des accises ou impôts sur les vins, les bierres, les grains, les tourbes, & autres denrées. Ces impôts contrarioient déjà les progrès de l'industrie, & il en survint bientôt d'autres qui n'étoient pas moins déstructifs.

A l'occasion de la guerre que François I. entreprend de faire à l'Empereur en 1541. la Gouvernante demande aux Etats des pays-bas, 1^o. le centième dénier des marchandises exportées; 2^o. le dixième dénier des revenus immeubles, rentes, bois, rivières &c. 3^o. le dixième des revenus ou gains annuels des marchands.

LES Hollandois font de fortes représentations sur le premier article, & y consentent enfin pour une année. On peut juger par les efforts qu'ils firent pour obtenir la suppression de ce premier article, de l'importance & des conséquences d'une telle charge sur le commerce. A force d'instances, & surtout de la part de la ville d'Amsterdam, cet impôt fut supprimé.

C'EST de cette époque qu'on peut dater l'introduction des impôts provinciaux, qui augmentèrent à mesure qu'on demandoit de l'argent de la part de

la cour. On prend en 1543. la résolution de mettre de nouveaux impôts sur le vin, la bierre, les draps, les soieries, les velours, les bestiaux & autres effets. Plusieurs nobles & quelques villes s'opposent à l'exécution de cette résolution ; mais sans succès : & cet impôt a servi de modèle à des impôts modernes à-peu-près semblables.

UN armement de 20 vaisseaux qu'on juge nécessaire pour opposer aux pirateries des Ecossais, donne le prétexte d'un nouvel impôt. Les Etats accordent un droit de 5 Sols sur chaque ame de vin du Rhin, & quelque chose de moins sur les autres vins. Les vins de France qui commençoiient à être plus recherchés en Hollande, furent exempts de ce droit.

POUR se former une idée juste du poids de ces impôts, ainsi que de celui des emprunts, il faut avoir égard à la valeur numéraire des monnoyes de ces tems-là. On peut juger de la valeur de toutes les monnoyes par celle du ducat d'or, qui est actuellement & depuis un grand nombre d'années de 105 sols.

SA valeur étoit en 1489. de 26 sols; en 1520. de 39, en 1526. de 43; en 1586. de 64, & en 1598. de 72 sols; il fut porté successivement dans la suite à 76 sols, 80, 100, & enfin à 105 sols, où il est resté (a).

WAGENAER observe que la levée des deniers accordés sur les *pétitions* du Comte se faisant entre autres sur une répartition faite sur les villes suivant la taxation de 1515. & de 1518, celles qui avoient dépéri, souffroient par cette répartition, & celles qui étoient devenues florissantes, y gagnioient; ce qui fit que les villes furent souvent divisées sur les moyens de lever les sommes accordées. Il faut ajouter à cette observation, qu'à la vérité beaucoup de particuliers s'enrichissoient par le commerce; mais qu'il n'en étoit pas de même du général des habitans, & que la dette de l'Etat augmentoit d'année en année. En 1555. les rentes annuelles montoient à 84500 Fl.

LA manière dont se faisoit la levée des impôts mérite d'être observée avec attention. En 1555. les Etats de la province de Hollande résolurent de donner les impôts à ferme dans toute la province, comme cela se pratiquoit dans quelques villes; car la plupart avoient des collecteurs ou receveurs. On obligea les receveurs de rendre compte de leur administration devant des députés

(a) *Chroniques &c. de van der Hoeven Tom. II. Liv. 5. Ch. 8. pag. 118.*

putés des Etats, dont l'assemblée paroît être l'origine du collège qui subsiste aujourd'hui sous le nom de *Gecommitteerde Raaden*, & qui a encore l'administration de la levée des deniers publics qui se lèvent par imposition. Le motif qui porta les Etats à donner les impôts à ferme, fut qu'on croyoit que les Collectes ne rendoient pas ce qu'elles devoient produire. Les nobles ne consentirent à la pétition, que sous la condition expresse, qu'on substitueroit la ferme à la collecte. Les villes de Haarlem, Leide, Delft & Gouda se joignirent aux nobles. Dordt & Amsterdam firent d'abord quelques difficultés. Mr. Wagenaer remarque que la collecte y étoit entre les mains des Magistrats, ou s'y faisoit par des membres de la Magistrature, *qui peut-être, dit l'auteur, pensoient ne pas trouver si bien leur compte à la ferme, & alléguoient pourtant qu'ils vouloient s'en tenir à la collecte, parce qu'il en revenoit plus qu'ils n'espéroient en tirer par la ferme.*

DEPUIS le rétablissement du Stadhoudier la collecte a été substituée à la ferme; & l'on a observé que c'est la ville d'Amsterdam qui s'est le plus opposée à la levée des impôts par collecte, & qui l'a traversée le plus. Mais aujourd'hui la collecte est plus exacte, parce qu'elle se fait par des receiveurs établis par l'Etat, & les villes ne disposent plus, comme autrefois, de ces emplois. Par cette nouvelle institution la collecte donne aujourd'hui des avantages aux finances de l'Etat bien supérieurs à ceux des fermes, dans lesquelles on avoit laissé introduire de grands abus.

LES fermes ayant été rétablies, & données par des députés des Etats, qui se transportoient dans les villes; la première ferme générale produisit le double de ce que rendoient les collectes.

Tableau du produit des Villes.

Dort.	4005	Flor.	Alekmaar.	1372	Flor.
Haarlem.	2400		Hoorn.	950	
Delft.	5440		Enchuisen.	1100	
Leide.	4300		Edam.	670	
Amsterdam.	8940		Munikendam.	400	
Gouda.	2120		Medenblik.	270	
Rotterdam.	2200		Woerden.	429	
Gorcum.	1300		Naerden.	395	
Schiedam.	575		Weesp.	158	
La Haye.	3700		Muiden.	115	
<hr/>					
En tout	41339	Flor.	ON		

ON peut par ce tableau évaluer l'état de chacune de ces villes relativement les unes aux autres. Suivant un état des revenus que les Comtes tiennent des pays-bas en 1551, ces revenus montoient à $f\ 327960 : 17 : 0$

Les rentes & charges en 1556, montoient à $346818 : 5 : 5$

Ce qui fait un excédent en dépense de $18857 : 15 : 5$

Fraix annuels pour les officiers de la cour, employés, &c. $241574 : 19 : 0$

Fraix de Garnison en munitions de bouche. . . . $25000 : 0 : 0$

Les deniers levés du tems de l'Empereur montoient à $4230304 : 0 : 0$

Ceux du tems de Philippe. $140000 : 0 : 0$

$4983697 : 11 : 5$

Autres Dettes.

Aux Etats de l'empire. $f\ 17465 : 0 : 0$

A ceux d'Anvers. $15000 : 0 : 0$

Arrérages pour les nouvelles fortifications. . . . $36431 : 12 : 0$

Artillerie & munitions de guerre. $30000 : 0 : 0$

Munitions de bouche. $238000 : 0 : 0$

Emprunts en 1557. $600000 : 0 : 0$

Aux mariniers qui avoient transporté l'Empereur. . . . $42000 : 0 : 0$

Arrérages dûs aux chevaliers de la toison d'or & employés. $129040 : 0 : 0$

Aux troupes congédiées du tems de l'Empereur. . . . $607311 : 1 : 2$

Aux troupes gardées à son service. $329360 : 11 : 2$

Pendant le regne de Philippe. $132515 : 14 : 0$

$7160821 : 9 : 9$

OUTRE les arrérages dûs aux troupes gardées au service pendant le regne de Philippe, & des emprunts dûs à des marchands.

TEL étoit l'état des dettes en 1557. L'Historien Wagenaer remarque, qu'il paroiffoit à cet exposé, que les intérêts des emprunts comptés à huit pour cent, montoient par année à environ 400000 Fl.; que les dettes de l'Etat montoient d'ailleurs à plus de 2000000. & que les autres charges outre les intérêts, excédoient les revenus actuels d'environ Fl. 300000.

POUR liquider ces dettes, Philippe II. exigea des Etats des pays-bas la levée d'un centième denier sur les biens immeubles; & d'un dixième & cinquième

quième sur le sel, les draps, les épiceries & autres marchandises de cette nature. Mais les Etats aimèrent mieux fournir aux besoins du souverain par des contributions, & par la forme du don gratuit (*Beden*).

EN 1569. on proposa de nouveau la levée du dixième dénier. Le Duc d'Albe voulut l'établir sur les effets mobiliers à chaque fois qu'ils se vendroient; ce qui fut en Espagne l'un des impôts qui contribua le plus à sa ruine, & qui a mis le plus d'obstacle au rétablissement de ce Royaume. Il proposa en même tems le vingtième sur les immeubles. Ce projet ne tendoit à rien moins qu'à la ruine absolue du commerce, & à l'entièrde destruction du pays. Cette administration étoit si injuste & si peu éclairée, que le même Duc d'Albe croyant faire de la peine à la reine Elisabeth, défend dans le même tems l'entrée des laines d'Angleterre; & engage les Anglois à troubler la navigation des pays-bas, & à transférer leur commerce d'Anvers à Hambourg. On peut remarquer ici, que si on n'avoit pas formé cette attaque sur le commerce, & si le Duc d'Albe eut été meilleur politique, l'inquisition seule n'auroit peut-être pas suffi pour soulever les peuples.

VOILÀ l'idée que l'histoire a conservée de l'état des finances de la Hollande à l'époque de la révolution, & des progrès qu'avoient fait alors les impôts & l'usage des emprunts. Ils étoient déjà portés à un assez grand excès, eu égard à l'état actuel de son commerce & de sa population. Si désormais les impôts & l'usage des emprunts continuent de faire des progrès, ce n'est plus du moins pour répondre aux vues ambitieuses du souverain & étendre sa domination. L'administration de la finance n'a plus qu'un objet naturel, les vrais besoins de l'Etat, les charges publiques indispensablement nécessaires, & la défense de la liberté. On en fait la première épreuve en 1577, lorsque les Etats de Hollande & de Zélande consentent à l'entretien de quarante-cinq vaisseaux de guerre. On reconnoit que cet établissement est nécessaire, & il a lieu. Mais lorsque les Etats-Généraux voulurent ensuite engager les Hollandois & les Zélandois à consentir à de nouveaux droits d'entrée & de sortie; il fut facile alors de faire comprendre aux Etats, que c'étoit vouloir détruire la source même des forces de la Hollande; & l'on préféra de fournir aux frais de la guerre par des moyens qui ne tendoient point à la destruction du commerce.

POUR se former une idée de l'accroissement successif des charges & des impôts que la nécessité de soutenir la guerre contre l'Espagne rendoit indispensables, on n'a qu'à jettter les yeux sur les différentes branches de commerce & de consommation qui y furent assujetties.

EN 1583. l'impôt sur le vin de Rhin ou d'Espagne étoit pour la province de $f\ 22 : 0 : 0$. l'Ame, & pour les villes de $f\ 8 : 0 : 0$. En 1607. cet impôt étoit de $f\ 48 : 0 : 0$. pour la Province, & de 16 pour les villes. Un poingon de vin de France payoit en 1583 $f\ 18 : 0 : 0$. à la Province & $f\ 6 : 0$. aux villes. En 1607. il fut porté à $f\ 41 : 10 : 0$. pour la Province & à $f\ 9 : 0 : 0$. pour les villes. La Barique payoit en 1583. $f\ 13 : 10 : 0$. pour la Province & $f\ 4 : 0$ aux villes: en 1607. $f\ 32 : 0$. à la Province & $f\ 8 : 0$ aux villes. On doit faire attention que durant le regne ou le gouvernement des Comtes, on ne levoit gueres de charges ou droits pour la Province; & que les Villes ne le faisoient que pour subvenir aux dons qu'elles accordoient aux Comtes, qui ensuite leur permettoient la levée de quelque impôt, ou de faire quelque emprunt. L'intérêt commun que la Province de Hollande eut en se soulevant contre Philippe, fit songer à des charges & des droits communs pour toute la Province; & ce n'est que de ces droits & charges de Province dont nous donnerons maintenant un précis.

LE Vinaigre payoit en 1605. pour la Province par Ame $f\ 2 : 8 : 0$. En 1623. cet impôt étoit de $f\ 4 : 16 : 0$. En 1583. les bierres payoient un impôt réglé de la manière suivante. Un tonneau de 20 sols en payoit 4. Un tonneau de 30 sols en payoit 10. Un tonneau de $f\ 2 : 0 : 0$ payoit 16 sols; & les bierres plus fortes payoient 42 sols. En 1624. cet impôt fut porté à 6 sols, à 16 sols, à 25 sols, & à 68 sols; & en 1633. il a été porté à 11 sols, 22 sols, 30 sols, & 48 sols sans compter l'impôt pour les villes, qui pouvoient aller à la moitié de ce qui se levoit pour la Province.

EN 1583. l'impôt sur le froment étoit de $f\ 6 : 0$. par Last; il fut porté en 1605. à $f\ 32 : 8 : 0$. en 1625. à $f\ 40 : 10 : 0$. en 1627. à $f\ 47 : 14 : 0$. & en 1636. à $f\ 63 : 0 : 0$. Celui du Froment mélé de Seigle, (mélange que les Hollandois nomment *Mastelein*) ne fut en 1583. que de 4 flor. On le mit ensuite sur le même pied que celui du Froment.

L'IMPÔT sur le Seigle étoit en 1583. de $f\ 3 : 0 : 0$. en 1605. de $f\ 16 : 4 : 0$. en 1625. de $f\ 20 : 15 : 0$. en 1627. de $f\ 15 : 18 : 0$. en 1636 de $f\ 33 : 16 : 0$. L'Orge payoit en 1583. $f\ 2 : 0 : 0$. & fut portée successivement dans les mêmes années à $f\ 10 : 16 : 0$. $f\ 13 : 10 : 0$. $f\ 15 : 18 : 0$. $f\ 21 : 4 : 0$.

L'ORDONNANCE de 1583. ne parle point du Sarrazin: on le trouve dans celle de 1605. soumis à un impôt de $f\ 6 : 0 : 0$. qui fut ensuite

augmenté dans les années indiquées ci-dessus à $f 7 : 10 : 0$. à $f 8 : 0 : 0$. à $f 16 : 10 : 0$. On le diminua ensuite ; d'abord à $f 11 : 15 : 0$. en 1636. & en 1642. à $f 9 : 16 : 0$.

EN 1583. l'impôt sur le Savon de consommation portoit par tonneau de 240 liv. pesant 6 sols à payer par le Savonnier, & $f 2 : 0 : 0$ à payer par le premier acheteur : les six sols furent doublés en 1607. On augmenta successivement l'impôt de $f 2 : 0 : 0$. qui fut mis en 1605. à $f 3 : 4 : 0$. en 1623. à $f 6 : 8 : 0$.

L'IMPÔT sur le sel de consommation étoit en 1583. de $f 4 : 0 : 0$. pour une quantité de cent tonneaux que les hollandais nomment *honderd*. Cet impôt fut porté ensuite à $f 4 : 10 : 0$. en 1625. il fut mis à $f 6 : 15 : 0$. Un autre impôt à lever par famille qu'on ne trouve point dans l'Ordonnance de 1583. ne fut d'abord que de $f 4 : 10 : 0$. Par l'Ordonnance de 1625. il fut porté à $f 6 : 15 : 0$. pour une famille de huit personnes, & à $f 3 : 7 : 0$. pour le moindre ménage ; accroissement qui s'étendit ensuite par un détail d'impositions sur les Personnes qui par leur profession sont dans la nécessité d'employer du sel ; tels que les Payfans qui font le beurre & le fromage. En 1651. il fut mis un droit de quatorze florins pour cent sur le sel rafiné, & de neuf florins sur le petit sel, tant sur le sel rafiné dans la Province, que sur celui qui feroit importé du dehors.

EN 1583. l'impôt sur les Bestiaux étoit le vingtième dénier de la valeur du prix d'achat à chaque vente qui s'en faisoit : cet impôt fut porté en 1605. au dénier sept, & limité aux bestiaux de boucherie, & uniquement à payer lorsque les bestiaux feroient tués. L'impôt sur les Chevaux demeura quelque tems au vingtième dénier, mais on le changea ensuite. En 1583. on trouve un impôt sur les Bêtes à cornes, de quatre sols & demi par mois pour chaque bête de trois ans & au-dessus ; & de deux sols & un quart pour chaque bête moins âgée ; on trouve cet impôt augmenté ensuite à trois sols pour chaque bête âgée de trois ans & au-dessus, & pour celles de moindre âge à un sol & demi : en 1625. cet impôt fut porté au double, c'est-à-dire à six sols, & à trois sols.

LES terres ensemencées étoient déjà chargées d'un impôt en 1583. il étoit alors de quatre sols & demi par mois pour chaque arpent. Cet impôt fut supprimé quelque tems & remis en train en 1627.

EN 1598. fut introduit le 40^e. dénier des ventes de tout bien immeuble ; en

en 1602. ce droit fut porté au 30^e. dénier; en 1617. on l'étendit aux emphytées; en 1643. aux dixmes; en 1655. ce droit fut porté au 20^e. dénier. Ce droit fut aussi imposé sur les successions collatérales, que les mêmes ordonnances ont porté depuis 1598. jusques à 1655. du 40^e. dénier au vingtième.

L'IMPÔT sur la petite mesure, dite en hollandais *de ronde maat*, étoit en 1600. pour un last de froment 15 sols; de seigle, orge, & autres denrées 10 sols; de l'orge germée (*mout*) 7 sols & 6 dén.; des pois 15 sols: des féves dix sols; de tout grain 23 sols. En l'année 1625. cet impôt fut porté à 22 sols 6 dén. à 15 sols, à 11 sols 3 dén. à 22 sols 6 dén. à 15 sols, à 36 sols &c.

EN 1605. les Fruits furent soumis à un impôt du 8^e. dénier du prix d'achat ou de la valeur: la même année on imposa 1^o. un droit sur les chandelles de trois quart sols par livre pesant, qui en 1626. fut augmenté d'un quart de sol. 2^o. Le 8^e. dénier sur le bois à bruler. 3^o. Un droit sur les tourbes de 7 déniers par tonneau, qui en 1623. fut porté à 12 déniers, & en 1627. à 24 déniers. 4^o. Un droit sur les Charbons de f 4 : 10 : 0. pour chaque mesure, que les hollandais nomment *honderd*, qui en 1622. fut mis à f 8 : 0 : 0. & en 1623. à f 9 : 0 : 0. 5^o. Sur les Draps d'or &c. le 18^e. dénier du prix de la vente, qui en 1621. fut porté au 12^e.

IL semble que l'idée de lever pour la Province un impôt sur le poids ou pesage, arrêté en 1583. n'a été exécutée qu'en 1607. Du moins ce n'est que depuis cette année, que nous trouvons l'impôt du poids sur les marchandises suivantes, réglé de cette manière:

	En 1607.	— 1621.	— 1624.	— 1678.
Cochenille pour les 100 ll.	1:10:0.	— 2: 0:0.	— 3: 0:0.	— — —
Indigo	1: 0:0.	— 1: 4:0.	— 1:13:0.	— — —
Du Macis	0:15:0.	— 1: 0:0.	— 1:10:0.	— — —
De la Soye	0:15:0.	— — —	— 0:15:0.	— — —
Du Poivre	0:10:0.	— 0:13:0.	— 0:13:0.	— — —
Cloux de Girofle	0:10:0.	— 1: 0:0.	— 1: 0:0.	— — —
Noix de Muscade	0:10:0.	— 0:15:0.	— 1: 0:0	— — —
De la Cannelle	0:10:0.	— 0:10:0.	— 0:16:0.	— — —
De la Caffe	0: 6:0.	— — —	— — —	— — —
Des Amandes	0: 6:0.	— — —	— — —	— — —
Du Sucre de toutes sortes	0: 5:0.	— 0: 6:0.	— 0: 6:0.	— 0:4:0.
				Noix

La Richesse de la Hollande.

	1605.	1621.	1624.	1679.
Noix de Galle les 100 liv.	o: 5:0.	o: 4:6.	o: 6:0.	—
Du Salpêtre	o: 4:0.	o: 4:0.	o: 7:0.	—
Du cuivre rouge & jaune	o: 5:0.	o: 5:0.	o: 8:0.	—
Métail de toutes sortes .	o: 5:0.	o: 5:0.	o: 8:0.	—
De la Poudre à canon .	o: 5:0.	o: 5:0.	o: 8:0.	—
Du Thin	o: 4:0.	o: 4:0.	o: 8:0.	—
Du Borax	o: 4:0.	o: 4:0.	o: 4:0.	—
Dents d'Eléphant	o: 6:0.	o: 6:0.	o: 10:0.	—
Du Mercure	o: 6:0.	o: 6:0.	o: 10:0.	—
De l'Anis	} Les cent livres.	} o: 5:0.	—	—
Du Cumin				
De l'Empoi				
Grains de Canarie				
Raisins de Corinthe . .				
Du Gingembre				
De la Manquette				
Du Souphre				
De la Cire				
Du Ris	} — — — — —	} o: 4:0.	—	—
Du Fer fondu & non fon- du, &c.				
Du Chanvre				
Fil de Chanvre				
Du Funin				
De l'Etoupe				
Du Halfust				
Du Pastel				
Du Meet				
De la Garance	o: 3:0.	—	o: 4:6.	o: 4:8.
Mede de Breslau	} o: 3:0.	} — — — — —	—	—
Weet				
De l'Aluin				
Du Beure				
De la Saye				
Des Chandelles				
De la Gravelée				
Toutes sortes de Fromage	—	—	o: 5:0.	—
Toutes autres sortes de marchandises qui se vendent au poids .	—	—	o: 3:0.	—

LE sucre fut remis en 1659. à 5 sols & les syrops fixés à 4 sols les cent Livres pesants. On fit en 1679. une distinction dans la levée de l'impôt, entre les différentes sortes de potasses, ou cendres, & la gravelée. L'impôt du poids ou pesage fut étendu sur les cuirs & les peaux (*Huiden*) dont on fixa l'impôt à 2 sols les cuirs secs, & à 3 sols les cuirs humides par cent livres pesants. Il fut encore étendu aux raisins & aux figues. En 1716. on y soumit le thé à 16 sols par 100 Liv. ; le caffé à 12 sols par 100 Liv. ; le cacao à 6 sols par cent Livr. Toutes sortes de plumes soit de Lits ou autres furent encore fournies à cet impôt à 6 sols par 100 Liv. Outre ce droit de pesage imposé sur toutes sortes de marchandises qui se vendent au poids, on en imposa un sur les grosses marchandises (*grote waaren*) ; comme sont les pierres, le plomb, la chaux &c.

TOUTES ces ressources de la Finance employées par voie d'impôt furent encore successivement augmentées.

EN 1621. il fut mis un impôt sur l'huile d'olive & l'huile de baleine de 8 flor. par tonneau. L'année suivante il en fut mis un sur le poisson & le hareng salé, d'un florin par tonneau. Dans la même année on commença à exiger le 40^e. dénier du prix de vente de tout navire avec ses agreils; & cela à chaque vente qui s'en feroit.

EN 1623. on mit un droit d'importation sur le Tabac de 6 sols par livre : il fut réduit en 1624. à 3 sols. EN 1644. on exigea huit déniers par livre pour le Tabac des Iles Caribes; un sol par livre pour celui de Virginie; 2 sols par livre pour celui du Bresil; pour celui de Caraques 3 sols par livre : ce droit d'entrée fut de tems en tems augmenté ou modifié, suivant la qualité & les sortes.

EN 1624. fut introduit le papier timbré, d'abord très- simple: & devenu une des bonnes ressources des finances de la Province de Hollande. La première ordonnance impose la nécessité de se servir d'un sceau de 2 sols pour les requêtes; de même pour des actes de loyer, des contrats, certificats, & pareils actes, d'un papier timbré de 2 sols. Les sentences, décrets des Juges, les transports, cessions, & autres actes de cette nature devoient être couchés sur un papier timbré de 4 sols s'ils ne passoient pas les f 600 : 0 : 0 de 6 sols, s'ils ne passoient pas les f 1200 : 0 : 0 & de 8 sous pour tout ce qui alloit au - delà. Les contrats de mariage, les testaments, les passeports furent assujettis à un sceau de 8 sols. Les priviléges, les octrois, les lettres de grâce, de pardon, de commission, de sûreté de corps, furent assujettis à un sceau de 30 sols. Tel est le précis de la première ordon-

nance; mais bientôt on lui donna une très-grande étendue. On y soumit en 1638. entre autres les *obligations*, à 4 sols pour celles au-dessous de f. 600 : 0 : 0 & au-delà, de 8 sols. Les actes de consultations devoient se donner sur un papier timbré de 4 sols. Tout acte de vente, de transport, d'assurance & une infinité d'autres, ne donnoient aucun droit & n'avoient point force d'engagement, à moins qu'ils ne fussent écrits sur un sceau de 4 sols. On porta ensuite les actes de loyer à un sceau de 8 sols, si le prix du loyer alloit à cent florins & au-delà.

EN 1625. fut établi un impôt sur la consommation du beurre, de quatre florins par tonneau de 320 Liv. pesant. En 1632. un droit sur les maisons d'un huitième de ce qu'elles pouvoient rapporter en loyer, & sur les terres d'un cinquième. Quatre années après on établit un droit annuel sur les domestiques d'un florin par domestique. Trois années plus tard on établit un impôt sur le goudron, de douze sols par tonneau, & un sur la poix de seize sols.

TELS furent à peu près les impôts que la guerre contre l'Espagne fit établir & successivement augmenter sans compter les droits de péages, les gabelles, les droits d'entrée & de sortie, & plusieurs autres que nous nous dispensons de détailler, parce que nous ne nous sommes pas proposés de faire l'énumération de toutes les charges qui affligen le commerce de la Hollande; mais uniquement de faire voir comment depuis la révolution les charges ont successivement augmenté en Hollande, & quel en a dû être l'effet sur le commerce & la navigation des Hollandois. On n'a qu'à se représenter une boutique achalandée, dont le maître seroit obligé de hauser les prix des marchandises pour subvenir aux frais de son entretien & de son ménage, tandis que d'autres marchands travailleroient à faire tomber son commerce; ou bien un Négociant qui doubleroit ou tripleroit la dépense de sa maison, & qui pour y subvenir n'auroit d'autre ressource que celui de prendre un profit plus grand sur les marchandises, ou de charger ses Correspondans d'un double ou triple frais de commission; tandis que d'autres Négocians offriroient leurs soins & leur commission au tiers, ou à la moitié de ces frais. Il est bien évident que dans une pareille situation, ni le Boutiquier, ni le Négociant ne pourroit soutenir la concurrence des autres Boutiquiers ou Marchands qui présenteroient les mêmes marchandises à vendre, ou la même correspondance à entretenir, & qui n'auroient pas à soutenir de si fortes dépenses soit pour le train de leur ménage, soit pour d'autres objets. Tous les jours on voit par cette seule raison s'élever des particuliers, qui attirent à eux un commerce de détail ou de commission, dont la perte fait la ruine d'autres parti-

ticuliers ; & c'est là précisément le cas actuel des Hollandois. Les charges & les impôts sur le commerce sont trop forts pour qu'à la longue ils puissent le soutenir contre d'autres nations moins chargées. Si les avantages remportés sur les Espagnols, les conquêtes faites sur cette fière nation & sur les Portugais, si l'étendue que les Hollandois ont donné à leur commerce dans la guerre contre l'Espagne, les ont tenu en état de soutenir ce commerce pendant la guerre, il étoit cependant impossible qu'il se soutint après que les causes de ses progrès cesseroient d'agir, & que celles de sa destruction continueroient de subsister.

APRÈS la paix faite avec l'Espagne les Etats de Hollande (car nous ne parlons ici que de la Province de Hollande seule, les autres Provinces de la République ayant leurs finances à part) supprimèrent quelque peu de droits ; mais la guerre avec l'Angleterre exigea bientôt qu'on les rétablît, & qu'on les augmentât beaucoup au-delà de ce qu'ils avoient été durant la guerre contre l'Espagne, & qu'ils étoient au tems du Traité de Westphalie.

LE droit de *Verponding*, dont nous avons parlé ci-dessus, fut introduit dans son origine par manière de répartition sur les villes & le plat-pays, afin de trouver une somme accordée aux Comtes sur la demande qu'ils en avoient faite, & que l'on nommoit *Bede*. En 1627. ce droit fut (ainsi que nous l'avons marqué ci-dessus) fixé à une contribution annuelle d'un huitième pour cent du loyer des maisons, & d'un cinquième pour cent du loyer des terres. On y appliqua ensuite le deux-centième denier & le centième denier : on l'augmenta même en 1653. d'une moitié qui fut nommée *extraordinaire*, & en 1667. d'une autre moitié. La guerre contre les Anglois du tems de Cromwel, & celle que les Hollandois durent soutenir ensuite d'abord contre Charles II., & puis tant contre ce Prince que contre Louïs XIV., obligèrent les Etats à établir de nouveaux impôts, à augmenter ceux qui se percevoient, & à faire de nouveaux emprunts. En 1654. 1655. 1656. 1657 & 1658. on leva en Hollande le milième denier sur tous les biens, rentes & autres effets. En 1659. le deux-centième denier. En 1660. le milième denier. En 1665. le deux-centième denier. En 1667. & en 1668. le même denier deux fois. En 1669. le deux-centième denier une fois. En 1672. le deux-centième denier, & dans la même année un emprunt du deux-centième denier quatre fois ; ce qui revenoit à deux pour cent de la valeur de toutes les possessions des Hollandois, & de tous leurs effets. En 1673. deux fois le deux-centième denier par voie d'emprunt sur tous les biens-fonds, & trois fois le centième denier de tous les biens, rentes, & autres effets. En 1674. six fois

fois le deux - centième dénier par voye d'emprunt, & deux fois le deux - centième dénier à fonds perdu (*geeyensgeld*); droit ou charge qui dans la suite fut continué plus ou moins suivant les circonstances.

Le droit du papier timbré fut considérablement augmenté & étendu en 1665. L'Ordonnance de cette année porta les actes de citations, les requêtes & autres à servir dans les tribunaux, ou à être présentées aux Etats, aux Magistrats, ou à d'autres Colléges, de deux sols à trois sols; ceux des obligations au-dessous, de $f\ 600 : 0 : 0$. à six sols, & au-dessus à douze sols. Les actes de loyer de huit sols à 12 sols, ainsi que les Contrats de mariage & les Testaments. Les priviléges, octrois, lettres de grâce à 16 flor. Les actes de sûreté de corps, de majorité &c. à 8 flor. En 1677. ce droit reçut de nouveaux accroissemens. On exigea un sceau de 6 flor. pour les requêtes tendant à obtenir certains octrois; & un de 3 flor. pour celles qui sollicitoient d'autres faveurs, octrois &c. On en fixa les sceaux, à trois fois la valeur de celle des requêtes par lesquelles on les avoit sollicités. Les Actes de citation furent portés à 6 sols & ainsi de suite. On fixa les sceaux à employer pour les déductions, mémoires & autres écrits, formés par des Avocats, pour servir dans les procès, suivant le nombre des feuilles ou des articles. Les sceaux pour les actes de commission furent portés à $f\ 3 : 0$. $f\ 6 : 0$. $f\ 12 : 0$. $f\ 18 : 0$. $f\ 24 : 0$. $f\ 50 : 0 : 0$. $f\ 100 : 0$. $f\ 120 : 0$. $f\ 150 : 0$. Les contrats de mariage furent assujettis suivant les gratifications des futurs Epoux à 12 sols $f\ 2 : 8 : 0$. $f\ 12 : 0 : 0$. $f\ 24 : 0 : 0$. Les Actes Testamentaires furent augmentés de même suivant l'état ou le rang de ceux qui les passoit, à $f\ 4 : 0 : 0$. $f\ 8 : 0 : 0$. $f\ 12 : 0 : 0$. Enfin ce droit du papier timbré fut successivement augmenté & étendu, de façon qu'il fait aujourd'hui une des meilleures branches des finances de l'Etat.

EN 1641. les Etats de Hollande avoient mis un impôt sur les barques, navires, vaisseaux, ou yachts, qui fut de cinq sols par trois mois de toutes sortes de barques; de deux sols & huit deniers en sus pour chaque last que le navire porteroit au-delà d'un jusques à dix last; & surpassant les dix last, cet impôt étoit encore augmenté d'un sol & quatre deniers. Les Yachts & autres barques de plaisir devoient payer le double: cet impôt fut accompagné d'un impôt sur les voitures; de deux sols & huit deniers par charette; de cinq sols pour un charoit ouvert; de sept sols & huit deniers pour une voiture à charge; de dix sols pour une voiture d'amusement; de quinze sols pour une grande voiture couverte; & d'un florin dix sols pour un carosse: cet impôt, surtout la partie relative aux voitures & aux barques

de plaisir, reçut divers accroissemens : en 1671. l'impôt sur un carosse à six chevaux fut fixé à cent florins ; celui d'un carosse à quatre chevaux à $f\ 75 : 0 : 0$. d'un carosse à deux chevaux à $f\ 50 : 0 : 0$. d'un chariot à quatre chevaux $f\ 65 : 0 : 0$. à deux chevaux $f\ 40 : 0 : 0$. d'une chaîse $f\ 30 : 0 : 0$. d'un chariot ouvert, charette, ou autre voiture, tirée par un seul cheval $f\ 20 : 0 : 0$. & pour un cheval de selle $f\ 15 : 0 : 0$. L'impôt sur les barques, navires, yachts & autres batimens d'agrément fut fixé au denier vingt de leur valeur.

Le droit de foyer ou de cheminées qui en 1600. étoit d'un florin par foyer, fut doublé en 1665. En 1674. on établit entre autres un droit de consommation sur le tabac ; & un impôt sur les pipes à fumer ; l'année suivante on en établit un nouveau sur la consommation du thé & du caffé. Enfin les guerres que les Hollandois eurent à soutenir, les mirent dans la nécessité d'accumuler les dettes de l'Etat & d'augmenter successivement les charges & les impôts, tant pour subvenir aux dépenses, que pour payer les intérêts des fonds levés par voie d'emprunt.

Il n'est pas nécessaire d'observer que cet accroissement successif d'impôts, de droits, & de charges, dut faire augmenter successivement les prix des denrées, des matières premières & tout ce qui sert aux besoins de la vie ainsi qu'aux différens objets qui y ont rapport ; & qu'en particulier la main-d'œuvre dût rencherir considérablement. Voyons quel a dû être & quel a été l'effet de cet encherissement de la main-d'œuvre.

La cherté de la main-d'œuvre a réduit toutes les manufactures & presque toute l'industrie nationale à la consommation intérieure, & y mit encore beaucoup par l'avantage qui en resulta dans la concurrence en faveur des manufactures étrangères. Quoique cette industrie ne fut pas la base du commerce de la Hollande, elle y tenoit doublement, en augmentant le volume de ses magasins & de son entrepôt de productions nationales, & par l'entretien d'une population plus nombreuse & plus aisée, qui est par elle-même chez toutes les Nations un fonds précieux pour le Commerce. Cette cherté devoit nécessairement faire tomber toutes les manufactures, qui avoient des manufactures rivales chez les autres Nations. Cela a été principalement le sort des manufactures de camelots, de soieries, de draps & autres étoffes de laine. Les manufactures de France ont pris de là un avantage de plus de 10 pour cent. Il s'est élevé des manufactures de draps & d'autres étoffes de laine dans le Limbourg Autrichien, aujourd'hui très-riches. Cel-

les du pays de Liége, de Juliers & d'Aix-la-Chapelle sont devenues si florissantes, qu'on a regardé il n'y a pas longtemps, le commerce que la Hollande faisoit des laines d'Espagne avec toutes ces manufactures, comme une branche de commerce très-intéressante. Cette cherté de la main-d'œuvre a aussi contribué à la décadence des fabriques de papier. Cette décadence est telle, que les Libraires trouvent un bénéfice de 10 pour cent à faire venir du papier de France. A l'égard de cette fabrique en particulier, il s'est joint une cause étrangère à la cherté de la main-d'œuvre, qui n'est pas moins destructive. On fait que le vieux linge est la matière première du papier. En même tems qu'on a multiplié en France les moulins à papier depuis environ 40 ans, car jusques là cette fabrique y étoit assez négligée; & qu'on en a élevée plusieurs dans les Provinces Autrichiennes, on y a défendu la sortie du vieux linge sous les peines les plus rigoureuses. Ainsi les fabriques de la Hollande obligées d'ajouter la cherté de la matière première à celle de la main-d'œuvre, ont perdu l'avantage qu'elles avoient de vendre aux Pays-Bas Autrichiens, à la France même, à l'Espagne & au Portugal tous les ans du papier de toute sorte pour de très-grandes sommes. Il est certain que jusqu'à présent les moulins à papier n'ont pu atteindre à produire le papier à aussi bas prix, que ceux de France.

LES Pays-Bas Autrichiens sont encore entrés en concurrence avec la Hollande pour les imprimeries de toiles peintes, & pour les raffineries de sucre, fabriques très-précieuses par la grande consommation; pour les moulins à scie & pour les moulins à huile de cossa. On a rendu aussi dans ces pays la main-d'œuvre fort chère par des droits sur les consommations; & par cette raison leur rivalité n'aura peut-être que peu d'effet.

LA même cherté de la main-d'œuvre a rendu la construction plus chère, ce qui resserre les avantages des Hollandois dans la navigation. A cette cause s'en est jointe encore une étrangère. On a observé que les forets du Rhin, qui donnaient autrefois les meilleurs bois de construction, n'en donnent plus; parce qu'on a dégradé les forets à portée de la navigation du Rhin; d'ailleurs la consommation des bois du Nord qui n'a cessé de s'étendre depuis un tems infini par l'accroissement de la marine en Europe, y a fait rencherir les bois, & même les autres matériaux de construction.

SI l'on juge du prix de la construction de la marine marchande, par celui de la marine militaire, & la différence ne doit pas être bien grande, on doit voir que les frais de la navigation en sont augmentés. Mais par la même

me raison du prix des bois & des autres matériaux de construction, la Hollande est au pair avec les autres nations, qui doivent payer ces matériaux aussi chérement que les Hollandais.

LA cherté de la Navigation affecte généralement tout le commerce. La cherté de la main-d'oeuvre produit encore sur le commerce en général un autre désavantage à l'égard des nations rivales. On fait que le commerce exige beaucoup de travaux, soit à charger, soit à décharger les vaisseaux, soit en magasin. Il en résulte une augmentation de valeurs nouvelles ajoutées aux marchandises, qui favorise les entrepôts qui sont en concurrence pour un nombre infini d'articles, & où les mêmes travaux sont à plus bas prix.

TEL est l'effet du haut prix de la main-d'oeuvre que le système de l'impôt a produit. Les guerres ont forcé des emprunts, & les emprunts ont exigé des impôts pour en payer les intérêts, ou faire des remboursemens. Mais étoit-il indispensable d'étendre les impôts sur les choses les plus nécessaires à la vie, sur toutes les denrées de première nécessité? L'augmentation du prix de la main-d'oeuvre devoit nécessairement suivre de cette direction de l'impôt, & porter avec elle la destruction de la source même de l'impôt. L'abondance excessive de l'argent qu'un grand commerce accumule, & qui l'avilit, auroit pu produire à la longue la cherté de la main-d'oeuvre: mais cette abondance de l'argent n'auroit pu la produire qu'avec une extrême lenteur; les choses nécessaires à la vie restant toujours à-peu-près au même prix, la concurrence des ouvriers auroit entretenu le bas prix de la main-d'oeuvre. L'ouvrier ne se livre au travail que pour vivre. Il lui importe peu qu'il y ait abondance ou disette d'argent. Il lui faut du travail, & que ce travail le fasse subsister. Or lorsqu'on double le prix de sa subsistance par des valeurs factices, il faut nécessairement qu'on double celui de son travail, ou qu'il mendie, ou qu'il s'en aille: & ça éte là l'effet des droits sur les consommations de premier besoin.

LA pêche du harang, la principale & la première branche du commerce de la République, sa branche la plus naturelle & le berceau de sa marine, est déchue presque de la moitié de ce qu'elle étoit dans le siècle dernier, par la concurrence de plusieurs villes du Nord, de la France & de l'Angleterre. Mais quelle est la cause du succès de cette concurrence moderne? pourquoi la Hollande, qui envoyoit autrefois jusqu'à 1800 batimens à la pêche du Harang, n'en envoit-elle plus qu'environ 200.

LA

LA même cause destructive de toute industrie, la cherté des subsistances dans la République, a renchéri tous les travaux qu'exige la pêche, tant de construction que de fabrication de tonneaux & de filets; les vivres sont plus chers, ainsi que les travaux que demandent les préparations qu'il faut donner au harang au retour de la pêche. C'est cette cherté qui a donné aux négocians du Nord & de France l'avantage de faire la pêche du harang à meilleur marché. Par la même raison de la cherté de la main-d'œuvre, les anglois ont fait des efforts inutiles pour se donner cette pêche: la Hollande a conservé ses avantages à leur égard; elle les a conservés aussi à l'égard des Pays-Bas Autrichiens, où la main-d'œuvre est à-peu-près aussi chère qu'en Hollande, & y a rendu presque inutiles les efforts qu'on y a fait en dernier lieu & les encouragemens qu'on y a donnés à cette pêche pour l'élever. La France auroit pu attirer à elle cette pêche presque en entier, si on avoit su ou voulu l'y encourager. Mais malgré les obstacles qu'on y laisse subsister, contre les progrès de cette pêche, elle en a fait d'assez grands pour porter un très-grand préjudice à celle de la Hollande; qui est enfin réduite à un tel point d'indigence, qu'il n'y a peut-être pas une seule nation en Europe capable de la soutenir dans l'état où les Hollandois la soutiennent depuis un grand nombre d'années.

IL n'y a de négocians intéressés à cette pêche que ceux qui fournissent les batimens, les ustenciles & tous les approvisionnemens qui y sont nécessaires, & dont le bénéfice au retour consiste ordinairement dans le bénéfice qu'ils font sur les fournitures qu'ils ont faites, qui ont formé le fonds de leur intérêt dans la pêche: & cela se soutient ainsi en Hollande, tant par l'abondance de l'argent, qui y excéde de beaucoup les sommes que le commerce peut occuper que parce que les Hollandois savent se contenter d'un petit bénéfice. Cette pêche quoique si considérablement déchue, est encore précieuse à la Hollande, & cependant elle est exposée à la perdre entièrement, si l'on ne se donne aucun soins pour la relever ou la soutenir. Les François sont par leur situation, leur industrie naturelle & le bas prix de leur main-d'œuvre, la seule nation qui peut attirer à elle ce qui reste de la pêche du harang à la Hollande, si on parvient un jour à y donner à cette pêche les soins, la police, en un mot tous les encouragemens dont elle a besoin. Si les François parviennent ainsi à établir chez eux l'abondance, la bonne qualité & le bon marché; c'en est fait de cette pêche pour la Hollande. On se confie peut-être un peu trop en Hollande, sur l'excellence des préparations du harang en mer & à terre. On se flate trop de posséder à cet égard une industrie exclusive; & l'on se repose sur une confiance trompeuse. On connoit en France l'excellence des

appâts & la méthode à suivre, tout comme en Hollande. Il n'y manque que des réglemens pour la faire observer.

LA pêche de la baleine ne fut florissante que vers la fin du siècle dernier: à force de soins & de réglemens on parvint à l'élever au point que la concurrence des Hollandais fit tomber entièrement cette pêche chez les Basques & les Bayonnois, qui l'avoient possédée seuls pendant longtems. La Hollande envoyoit jusques à 250 vaisseaux tant en Groenland, qu'au Détroit de Davis. Cette pêche est reduite aujourd'hui à environ 150. Batimens pour la baleine, & 27 à 30 Robbe slagers ou pêcheurs de chiens-marins. Ainsi elle est reduite d'environ deux cinquièmes.

LA concurrence de la ville de Hambourg & de quelques autres villes du Nord, a sans doute porté un grand préjudice à cette pêche; mais cette concurrence n'eût pas altéré la pêche des Hollandais, si ceux-ci avoient pu équiper à meilleur marché. Mais il s'est élevé une concurrence plus modérée encore de la part des colons Anglois du Nord de l'Amérique, qui, s'il en faut croire le mémoire attribué à M. de Grenville sur les finances d'Angleterre, menace la pêche de la baleine de la Hollande & des villes du Nord, d'une ruine totale. Les Anglois du Nord de l'Amérique ont des avantages auxquels il sera difficile de résister, si l'Angleterre veut les encourager.

LA pêche de la baleine donne souvent de la perte en Hollande, parce qu'elle est trèsincertaine. Il y a des vaisseaux qui ne rapportent qu'une seule baleine, & l'on estime que la pêche a été bonne, lorsque le retour donne deux baleines par vaisseaux l'un dans l'autre.

IL en est en Hollande de la pêche de la baleine, comme de celle du hareng; on ne peut guère estimer son produit au-delà du montant de la mise hors. Elle ne s'y soutient que parce que les Négocians qui s'y intéressent, fournissent tout ce qui compose l'armement, & trouvent leur bénéfice sur leurs fournitures. La pêche de la baleine a cet avantage sur celle du hareng pour les négocians, qu'elle peut donner un grand bénéfice à ceux dont les vaisseaux prennent plusieurs baleines plus ou moins grandes ou grasses: ainsi ils sont animés par l'espérance que leur laisse le hazard de la pêche.

Si l'on considère la pêche du hareng, ainsi que celle de la baleine dans l'intérêt de la république, presque tous les frais de mise hors sont bénéfice.

Il faut y ajouter encore les apprêts qui se donnent au retour au produit de ces pêches, les droits de magasinage, de courtage, de commission, le fret, l'assurance, &c. qui donnent à ces pêches des valeurs nouvelles que l'étranger paye à l'Etat. Les moyens de subsistance que ces deux pêches, quoique fort diminuées, répandent dans la république, sont infinis, & s'il n'est pas possible de les relever, il lui importe extrêmement de les conserver dans l'état où elles sont; ce qui doit être d'autant plus difficile, qu'attendu la médiocrité des bénéfices, la moindre augmentation de cherté dans la main-d'oeuvre ou dans la concurrence étrangère, peut constituer les Armateurs en perte, & dès lors rien ne peut plus arrêter la ruine totale de ces deux branches de commerce. Ce sera l'effet naturel du bon marché de la construction & de la main-d'oeuvre chez les nations rivales.

LA pêche du cabiliau doit souffrir du décroissement par les mêmes raisons, que celle du harang. Les Hollandais ont à soutenir ici la concurrence du Nord, & celle de la pêche de la morue au banc de Terre-Neuve. Les progrès des Colonies Angloises du Nord de l'Amérique dans cette pêche, peuvent devenir infiniment déstructifs.

LE commerce du Nord est déchu de près de moitié. La même cause qui a fait tomber les manufactures, & qui a diminué la pêche & rendu la construction & la navigation plus chères, a contribué à la décadence du commerce du Nord, par les avantages qu'elle a donné à la concurrence des Villes Anséatiques; à laquelle on peut ajouter des causes étrangères qui se sont jointes en même temps à cette cause intérieure, savoir, les progrès de l'industrie dans le Nord, & de la navigation directe dans le Midi de l'Europe, des Villes de Hambourg, de Lübeck, de Brême, d'Altena, & du Danemark; & enfin l'élévation du commerce de l'Angleterre, en Russie, qui vraisemblablement n'auroient jamais pu soutenir la concurrence des Hollandais, si ceux-ci n'avoient pas eu à combattre la cherté de la main-d'oeuvre.

LE commerce des Hollandais consistoit à porter dans toutes les Villes maritimes du Nord, toutes les marchandises du Midi propres à la consommation du Nord, & à en rapporter toutes les productions du Nord propres à la consommation du Midi. Ils formoient chez eux un entrepôt de ces productions respectives, dont ils assortissoient leurs cargaisons pour le Nord & pour le Midi. Ils avoient ainsi établi chez eux le marché général de toutes les productions de l'Europe, & en faisoient tout le commerce & toute la navigation. Ce marché établi, les Hollandais étoient insensiblement devenus les

les facteurs, ou ce qui est ici la même chose, les commissionnaires de la majeure partie du commerce de l'Europe. Ils ont plus acheté & vendu, & ensuite transporté de marchandises pour les négocians étrangers, que pour leur propre compte. Les négocians étrangers ont envoyé à leur marché presque de toutes sortes de marchandises, pour y être vendues, & y en ont fait acheter aussi de toutes sortes: & delà il est arrivé qu'ils ont freté les vaisseaux Hollandois, qui en très-grand nombre n'ont plus navigé que pour le compte des négocians étrangers.

IL est facile de concevoir que les négocians des villes du Nord, qui font comme les Hollandois, un commerce d'économie, ont su & compris il y a longtemps, que les Hollandois ne font entre eux & la première main pour acheter, & la dernière pour vendre, qu'un tiers qui par son entrepôt se donne un bénéfice, qu'ils peuvent faire eux-mêmes, ou qui ajoute une valeur nouvelle aux marchandises respectives, qu'ils peuvent épargner & donner par là une marche plus facile & plus rapide à leur commerce. Ces villes s'étoient donné depuis bien longtemps une navigation directe dans les ports de l'Europe, où les marchandises du Nord conviennent, d'où elles rapportoient celles qui conviennent au Nord. Elles avoient déjà jouï anciennement de l'avantage de vendre à la dernière main, & d'acheter à la première. Ce commerce direct fut pris sur ces villes par les Hollandois, sur qui elles l'ont repris dans ces derniers tems, par les mêmes raisons qui en avoient donné autrefois l'avantage aux Hollandois. Cependant ce Commerce n'est pas encore porté au plus haut point. Il est susceptible de grands accroissemens. C'est une cause destructive que le tems peut rendre tout-à-fait ruineuse pour la Hollande. Mais cette cause auroit peu d'effet sur le commerce de la Russie, qui est aujourd'hui la plus riche branche de commerce du Nord, si la Hollande n'avoit point d'autre concurrence à y soutenir, que celle des Villes Anatoliennes.

LA Hollande éprouve depuis plusieurs années dans le commerce de Russie une cause destructive, qui est née du génie de commerce des Anglois, & de l'art qu'ils ont employé avec succès pour se donner dans ce commerce tous les avantages de la concurrence.

POUR sentir tout le poids de cette concurrence, il faut rappeler ici la manière dont se fait le commerce en Russie: on y voit la cause qui a fait naître cette concurrence, & qui l'a étendue. Dans le commerce de la Russie l'usage général est de vendre à six mois, un an, dix-huit mois & deux ans

de terme, & d'acheter comptant à livrer, c'est - à - dire, une année & quelquefois plus, d'avance, & cependant de payer le prix comptant au moment du contrat. On ne sauroit changer cette manière de faire le commerce en Russie, parce que ce sont presque tous les seigneurs eux - mêmes, qui vendent leurs récoltes aux négocians étrangers, & qui contractent pour leurs approvisionnemens de toutes les marchandises nécessaires à leur consommation. Ils ont besoin de vendre à livrer & d'être payés comptant; & d'acheter à terme. On sent bien en Russie que cet usage est très - désavantageux à la nation, mais en même tems les avances faites par les négocians étrangers mettent un obstacle presqu'insurmontable à l'abolition de cet usage. On doit concevoir de là, que le commerce de la Russie emploie des fonds immenses, & doit nécessairement appartenir à la nation qui y emploie le plus de fonds. Ce n'est que par l'étendue de leurs fonds que les Anglois sont parvenus à y être la nation dominante, & à prendre dans ce commerce la place que les Hollandois y occupoient autrefois. On se tromperoit peut-être si l'on attribuoit leurs avantages aux traités de commerce qu'ils ont su se procurer. Ces traités (dit - on) ne leur donnent que la même sûreté & la même protection pour leur commerce, dont le Hollandois ont toujours jouis. Leurs marchandises ne sont pas plus exemptes des droits de douane, que celles des autres nations. Mais ils paroissent plus favorisés, parce qu'ils font les plus grands achats. C'est l'unique raison de leur faveur. Ils payent tous les ans, année commune, à la Russie, 5 à 6 cent mille liv. St. pour solder leur balance; & la force de leurs maisons en Russie correspond à une solde si riche de la balance. Il étoit tout naturel que les Hollandois n'ayant que des maisons foibles, & n'employant que des fonds médiocres, & ne se prestant pas, comme les Anglois, à toute l'étendue du crédit que demandent les Russes, perdissent dans ce commerce tous les avantages de la concurrence.

Il est né depuis quelques années une autre cause destructive en Russie même, qui consiste dans les progrès des manufactures de draps. Mais cette cause, attendu la cherté des manufactures de la Hollande, a fait infinité plus d'impression sur le commerce de l'Angleterre. Il est très - apparent que cette nation qui a fait dans ce siècle de si grands progrès dans les sciences & dans tous les arts, qui a déjà acquis un fonds considérable de marine militaire, ne parvienne bientôt à établir une marine marchande, & à se donner une navigation directe dans les mers du midi de l'Europe. Elle a déjà fait quelques tentatives qui n'ont pas réussi, parce qu'elles ont été faites sur de mauvais principes. Mais les connaissances acquises depuis, l'expérience

rience même de ces mauvais succès, doivent faire former des entreprises plus réfléchies, mieux combinées & plus heureuses. Il seroit absurde de prétendre que les Russes ne peuvent pas faire un commerce direct & se donner une marine marchande ; il le seroit tout autant de croire, qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires & utiles à l'humanité pour animer des progrès ultérieurs ; & ils peuvent être tels, qu'ils parviennent à rendre leur commerce actif, & à faire tomber entièrement celui de la Hollande, & même celui de l'Angleterre.

SOIT que l'on fasse attention à la nature du commerce de l'économie, où à celle du commerce de la Hollande, dans son origine, dans ses progrès, & dans son état actuel, on doit trouver dans la décadence de son commerce du Nord, une cause infaillible & nécessaire du décroissement de son commerce, dans les Pays-Bas, en France, en Espagne, en Portugal, en Italie. On fait que le commerce d'économie d'une Ville ou d'une Nation quelconque, ressemble à celui que fait un négociant, qui achète d'une main pour vendre à une autre. Une nation qui n'a point de commerce de propriété, telle que la Hollande, qui ne feroit ce commerce qu'entre deux ou trois nations, ne feroit qu'un commerce très-borné & très-pauvre; parce que les productions respectives d'un petit nombre de nations ne pourroient suffire à satisfaire à leurs besoins respectifs, & ne pourroient fournir que des objets de commerce très-bornés pour la Nation, dont la richesse consistoit à faire entre elles le commerce d'économie de leurs superflus. Le commerce de la Hollande presque entièrement réduit à un commerce d'économie, doit embrasser l'Europe entière, pour être riche: c'est-à-dire, elle doit transporter & vendre les marchandises du Nord de l'Europe au Midi, & transporter & vendre celles du Midi au Nord; parce que c'est avec les marchandises du Nord qu'elle fait le commerce au Midi, & avec celles du Midi qu'elle fait le commerce au Nord. Qu'on parte ici, si l'on veut, de l'idée simple du commerce qui consiste dans les échanges. Les Productions du Midi sont différentes de celles du Nord, & le Nord en a besoin: de son côté le Midi a besoin de celles du Nord. Ces deux parties de l'Europe, font des échanges continues de leurs productions respectives: & le gros du commerce des Hollandais consiste à être les agents de ces échanges. Or pour être l'agent de ces échanges, il faut que les Hollandais s'emparent des productions respectives, ou par des achats, ou par commission. Si un tiers vient dans le Nord, s'approprier celle du Nord, les Hollandais n'ont plus de quoi fournir aux échanges dans le Midi: il arrive la même chose, si le Nord transporte & vend directement au Midi ses productions: les

Hollandois ne peuvent plus faire leur commerce au Midi, parce que la base de ce commerce tombe en d'autres mains. Ainsi le décroissement ou la ruine du commerce du Nord, produisent nécessairement à - peu - près dans la même proportion, le décroissement ou la ruine du commerce du Midi. Tout autant de cargaisons formées dans la Nord qui passent au Midi sur des navires étrangers, cargaisons que la Hollande a déjà perdues, donnent pour une égale valeur de retours des productions du Midi, qui font une diminution nécessaire du commerce des Hollandois dans le Midi. Ainsi l'affaiblissement du commerce du Nord est nécessairement la cause d'un affaiblissement proportionné dans le commerce du Midi de l'Europe. Qu'on suppose que les productions respectives s'achettent & se vendent dans l'entrepôt de la Hollande par les Hollandois par commission, ou que les Hollandois vont par spéculation acheter dans le Nord pour revendre au Midi, & ici pour vendre dans le Nord; quelques opérations de commerce qu'on suppose, l'effet de la décadence du commerce du Nord, se trouvera toujours le même. On trouvera toujours dans le commerce du Midi, une diminution proportionnée au décroissement du commerce du Nord.

IL résulte un autre mal du décroissement du commerce du Nord, qui ne sera bien sensible, que lorsqu'il ne sera plus temps d'y apporter du remède. Lorsque cette branche de commerce sera déchue au point de n'être plus dans les mains des Hollandois la base d'un nombre infini d'autres branches, ils n'en feront pas moins obligés de se pourvoir dans le Nord d'une grande quantité de marchandises, dont ils ne peuvent se passer pour leur propre consommation. Ils payeront alors au Nord une balance dont rien ne pourra les indemniser. Ils ont presque toujours payé au Nord une balance considérable; mais c'étoit pour se procurer une balance plus avantageuse chez les nations du Midi; ensorte qu'ils ne s'appercevoient pas du poids de celle qui résultoit de leur propre consommation. La décadence de ce commerce tend à réduire la Hollande à ce dernier degré d'indigence.

IL est clair que le décroissement du commerce du Nord, est une cause d'un décroissement proportionné du commerce de la Hollande dans tout le reste de l'Europe, si on en excepte l'Angleterre, par des raisons qu'on expliquera bientôt. Indépendamment de cette cause générale, on trouve chez chaque nation différentes causes particulières du décroissement du commerce de la Hollande. On est parvenu depuis peu dans les Pays-Bas Autrichiens, à attirer à Ostende les laines d'Espagne nécessaires aux manufactures de ces pays, de Limbourg, de Liége, de Juliers, d'Aix-la-Chapelle.

pelle, qui sont en grand nombre dans un état florissant. La Hollande étoit depuis très-longtems en possession de ce commerce, qui peut être encouragé à Ostende au point de mettre les Hollandois dans la nécessité d'y pourvoir eux-mêmes pour l'approvisionnement de leurs manufactures de Leide & d'Utrecht. La Hollande est encore à la veille de perdre son commerce de bois dans les mêmes Provinces, & celui de colza & de l'huile de colza, par les établissemens des moulins à scies, & des moulins à huile. Nous en avons donné un échantillon ci-dessus, T. I. p. 265. Jusqu'à présent la Hollande n'a perdu sur les laines d'Espagne, que le bénéfice de son entrepôt, & sur les bois, celui de ses moulins à scies. On sent bien qu'il ne manque à Ostende, qu'une navigation directe à la source des bois & des laines, pour porter un grand préjudice au commerce de la Hollande. Car la Hollande gagne encore le fret des laines d'Espagne, que les négocians d'Ostende tirent d'Espagne par des vaisseaux Hollandois, & ils tirent les bois de la Hollande pour occuper leurs moulins à scies. Ces premiers efforts de l'administration, quoique très-foibles, doivent faire craindre des progrès ultérieurs, & que les Pays-Bas Autrichiens ne cessent de se pourvoir en Hollande des marchandises des deux Indes, des huiles, & des fruits, des vins de France, d'Espagne & de Portugal, & des marchandises du Levant.

LA France n'a fait que de faibles efforts pour rendre son commerce actif. Il semble qu'à cet égard, le commerce de la Hollande n'a rien à redouter sur cette branche, qui a été la plus riche de son commerce au Midi de l'Europe. Il n'y a aucune apparence que les François se portent avec succès à transporter leurs denrées aux étrangers en Europe, & à rapporter celles qui leur sont nécessaires pour leur consommation, pour leurs manufactures, ou pour leur commerce de l'Afrique & de l'Amérique. L'administration s'est bornée à attirer dans les ports de la France la plus grande concurrence possible des vaisseaux du Nord, & à étendre chez elle la navigation des Villes Antéennes. Cette concurrence est nourrie & soutenue, par les avantages qu'y trouvent les négocians respectifs de France & du Nord.

ON peut juger de quelle importance est le décroissement du commerce de la Hollande, qui résulte de la navigation directe du Nord en France. La navigation de France à ses colonies de l'Amérique, a été jusqu'à présent, année commune, de 600 vaisseaux. Il est vrai qu'elle n'emploie que de petits vaisseaux dans cette navigation. On n'en envoie guères au dessus de 200, & de 250 tonneaux, si on en excepte les vaisseaux Négriers. Les retours de ces vaisseaux sont l'un dans l'autre au moins de cent mille

Liv. ce qui doane un retour de 60 millions. Qu'on en réduise le calcul très-modéré, argent de l'Amérique en argent de France ; ces retours feront au moins de 40 millions argent de France, rendus dans les ports de la France prix courant d'Europe, dont la France ne consomme pas le quart. On peut juger delà à-peu-près, pour combien de millions les Villes Anfées-
tiques font décroître le commerce de la *Hollande en France*.

CETTE navigation directe, surtout de la Ville de Hambourg, aujourd'hui la plus commerçante, & la plus riche du Nord, & la rivale d'Amsterdam à beaucoup d'égards, doit faire craindre à la Hollande, la perte de la vente de ses bois à la France, & l'avantage dont elle a joui jusqu'à présent, d'approvisionner sa marine, de matériaux de construction ; ce qui est un objet très-important.

Si on passe de là en Espagne, on y trouvera aussi la concurrence des villes du Nord considérablement accrue, par les mêmes causes ; & on y verra les ordres qui se donnaient autrefois, par les négocians de Cadix, & de Séville, pour former les cargaisons des flottes, des galions & des vaisseaux de registre, pour les Indes-Occidentales, aux Négocians de la Hollande, pour les étoffes, de toiles, du papier, & plusieurs autres articles, donnés en Angleterre, principalement en France & Hambourg. Il est naturel que cette navigation directe des villes du Nord, fasse perdre à la Hollande, l'importation en Espagne de matériaux des construction. Mais une autre cause du décroissement, même du commerce d'Espagne aux Indes-Occidentales, c'est le privilége que les Anglois ont acquis, d'aller couper & charger du bois à Campéche à leur gré. Ce décroissement intéresse toute l'Europe, parce que toute l'Europe prend part directement au commerce des Indes-Occidentales par Cadix. Ce commerce est tombé presque de moitié, par le commerce clandestin, que les Anglois font aux colonies d'Espagne, par les Isles de la Jamaïque & de la Providence. Il y a longtems qu'ils ont publié eux-mêmes, que c'est là la branche la plus riche de leur commerce. On ne peut espérer de voir la destruction d'un avantage si ancien & si bien soutenu que les Anglois ont su se procurer ; il est au contraire à craindre, que les Anglois ne l'étendent encore beaucoup plus loin.

Les Hollandois avoient eu plus de part dans le commerce du Portugal, depuis le traité de paix de 1661. entre cette couronne & la république : & ce commerce étoit fort riche. Les Anglois s'en emparèrent par le traité de 1703, tant célébré en Angleterre ; par lequel les Anglois obtinrent l'exception

ption des droits de douane, sur les étoffes de leurs manufactures. S'étant donné par ce traité, le privilége exclusif d'approvisionner le Portugal & le Bresil d'étoffes de laine; ils furent bientôt les maîtres du commerce du Portugal, au point de tirer du Portugal pour solde de leur balance, une somme d'environ 1500 mille liv. sterl. Ils ont joui longtems des avantages de cette balance. On conçoit qu'une nation qui a su par un privilége exclusif, prendre une si grande part dans le commerce du Portugal, ne pouvoit manquer de reduire infiniment le commerce que les Hollandois y pouvoient faire.

Le commerce de la Méditerranée souffre moins de la concurrence des villes du Nord. Les Hollandois n'y ont à soutenir, que celle des Provençaux, & depuis peu, celle du Danemark, & c'est beaucoup. Les François dominent dans le Levant, ils y ont considérablement accru leur commerce, par le bon marché de leurs étoffes, & par l'avantage qu'ils ont d'y porter du sucre, de l'indigo, & du caffé de la Martinique de la première main: & les progrès du commerce des François sont nécessairement une cause du décroissement de celui des Hollandois. La concurrence des Danois, qui s'est élevée depuis peu dans ce commerce, ne peut pas n'être pas très-nuisible au commerce de la Hollande, surtout pour l'importation des marchandises du Nord, que les Danois ont l'avantage d'y porter de la première main, & par conséquent à meilleur marché que les Hollandois.

Le commerce des Hollandois en Angleterre, a eu pendant longtems deux objets, surtout très-précieux. L'importation des grains, & l'exportation des laines. Ce commerce s'étendoit aussi à l'importation de toutes les marchandises étrangères dont l'Angleterre avoit besoin. L'élévation des manufactures de laine chez les Anglois, qui fut bientôt suivie des interdictions de la sortie des laines, reduisit ce commerce au commerce clandestin; & dès lors, il fut perdu pour la Hollande, parce que la sortie des laines en fraude, en diminua l'exportation, & la rend d'ailleurs trop chère. L'acte de navigation de 1651. par lequel aucun vaisseau étranger ne peut importer en Angleterre, que des marchandises du cru de sa nation,acheva de détruire le commerce des Hollandois. Si son commerce a pu dans la suite y avoir lieu, à l'égard de quelques articles, ce n'a plus été, que par des voyes indirectes, qui ne peuvent jamais tenir lieu d'un commerce ouvert & direct, ruiné par l'interdiction de la navigation.

C'est ainsi que l'excès des impôts qu'on a étendu sur toutes les choses nécessaires à la vie, & sur la navigation, est la première & la principale cause

se du décroissement du commerce. Les droits sur les consommations ont en- chéri la main-d'œuvre, ce qui augmentant le prix de toute fabrication, a dé- truit la branche du commerce qui naiffoit de l'industrie nationale, a encheri la construction & conséquemment la navigation. Le *Last-Geld* & les droits de vente sur les vaisseaux, le droit de sel sur les équipages, ont encore con- courru a encherir la navigation. On peut dire qu'à l'égard de la navigation, l'économie des Hollandois a surmonté ce désavantage, puisqu'ils sont tou- jours préférés pour le bon marché du fret, ou que du moins ils soutiennent cette branche du commerce. Car dans les ports étrangers le fret varie sui- vant la concurrence qui s'y trouve de marchandises à charger & de vais- seaux en charge. Mais en supposant que le prix des marchandises ne reçoi- ve aucune impression de la cherté de la navigation, il en resulte certaine- ment que les négocians gagnent moins, & que leur activité pour le commerce se ralentit; cela fait aussi qu'un nombre infini de vaisseaux se livrent au com- merce de fret d'un port à l'autre, chez les autres nations, y multiplient leur cabotage, & servent ainsi à fortifier & étendre leur correspondance directe, au- lieu d'exporter les marchandises de l'entrepôt de la Hollande, & d'y en importer à leur retour de nouvelles.

M A I S si la cherté de la main-d'œuvre ne donne pas par la cherté de la navi- gation, une valeur factice aux marchandises de l'entrepôt, on ne sauroit se dissimuler l'augmentation de valeur qui resulte de la cherté de tous les tra- vaux qu'exigent les déchargemens, les chargemens, les transports, & la conser- vation des marchandises en magasin. On peut bien moins se dissimu- ler encore la valeur factice qui resulte des droits d'entrée & de sortie, & des droits de poids. C'est cette valeur qui peut être regardée comme la cause la plus destructive du commerce. Quelque douceur, quelque tolérance que l'on suppose dans la perception de ces droits, ils sont calculés sur la loi par les négocians étrangers, qui les payent toujours sur ce pied-là. Il faut con- venir que quelques faveurs, quelques avantages que les négocians étrangers trouvent d'ailleurs dans le commerce avec la Hollande, il est naturel qu'ils soient sensibles à cette valeur factice, & qu'ils cherchent les moyens de l'éviter. C'est ce qui a enfin porté les négocians des villes du Nord, & sur- tout ceux d'Hambourg, à donner aux négocians étrangers les mêmes avanta- ges qu'ils trouvent chez les négocians de la Hollande, à l'égard du crédit: il ne leur manque que ceux des assortimens de toute sorte de marchandi- ses, qu'ils s'efforcent de se procurer.

L E S causes générales de destruction en font donc naître de particulières, com-

comme on trouve dans la destruction du commerce en général, la cause de celle de plusieurs branches particulières; telles que toutes les branches de main-d'œuvre qui tiennent à la navigation, & à la circulation des marchandises dans l'entrepôt; les droits de magasinage, & de courtage qui naissent du séjour des marchandises, & des ventes & des achats, qui s'en font au marché. Ces droits augmentent & diminuent en proportion des volumes des marchandises importées & exportées, ainsi que tous les travaux qui tiennent à la navigation, aux chargemens & déchargemens des navires, & à la circulation des marchandises dans l'entrepôt.

LA cherté de la main-d'œuvre, & les droits de sortie influent sans-doute sur le commerce de la librairie, mais c'est chez l'étranger que se trouve la principale cause de son décroissement. Elle consiste dans les progrès que la librairie a faite en France dans ce siècle, & dans ceux de la contrefaçon en France, à Liège, à Francfort, &c. & cette cause est de nature à ne pouvoir être écartée.

Les gens instruits du commerce, qui examinent sa marche & son état actuel en Europe, observent que les bénéfices que donne le commerce en général, soit aux nations commerçantes comme richesse nationale, soit aux négocians en particulier, ne sont plus à comparer à ceux qu'il donnoit autrefois, même encore au commencement de ce siècle. Ils sont presque entièrement réduits par l'excès de la concurrence, tant de la part des nations, devenues commerçantes, que de celle des négocians qui se sont infiniment multipliés dans toute l'Europe, à la main-d'œuvre qu'exige la circulation des marchandises, aux frais de magasinage, au fret, ou transport par terre, aux droits de courtage, de commission, péage, d'entrée, de sortie, & enfin au bénéfice qui résulte de la circulation des signes des valeurs. Cette grande concurrence a rendu plus difficiles les spéculations, qui consistent uniquement à faire des achats dans la prévoyance d'une élévation future dans les prix. Les moments de placer ces spéculations sont rares, parce que la concurrence soutient les prix presque toujours au pair dans tous les marchés de l'Europe. Delà on doit comprendre, combien il est difficile pour les négocians de la Hollande d'entretenir chez eux un entrepôt toujours riche, toujours abondant & bien assorti des marchandises des quatre parties du monde, entre la première & la seconde main, avec bénéfice, lorsque l'administration ajoute par des impôts sur la navigation, & sur la main-d'œuvre, & des droits d'entrée & de sortie, une valeur factice aux marchandises de 5, 8,

ou 10 pour cent en sus de la valeur nouvelle que leur donne forcément le passage ou le séjour dans l'entrepôt.

Ces causes de destruction sont seules suffisantes pour reduire le commerce de la Hollande aux seules branches qui lui sont propres, & qu'il n'est pas possible de lui oter. Elle doit conserver le commerce des Indes - Orientales, celui de l'Amérique, celui du Levant, ses pêches: elle ne fauroit perdre sa navigation du Rhin & de la Meuse, parce que sa situation en donne le commerce exclusif, & le commerce des grains, sur lequel sa situation lui donne un avantage, qu'il est facile de conserver. Mais si toutes les autres branches du commerce de la Hollande dépérissent, il n'est pas possible que celles-ci n'en soient infiniment affoiblies; & les causes de destruction une fois établies, ne cessent de faire des progrès. Ce n'étoit d'abord que des Limes fourdes, qui n'ont attiré l'attention de personne, qui ont commencé à changer insensiblement la route du commerce. On peut considérer ici le commerce comme une rivière qui se forme un nouveau lit. Ses premiers épanchemens sont peu sensibles, mais si elle s'est une fois formée un nouveau lit, il est bien difficile de lui faire reprendre l'ancien. C'est là le péril imminent où se trouve aujourd'hui le commerce de la Hollande.

Si l'augmentation successive des impôts dut produire sur la main-d'œuvre, les effets dont nous venons de parler, il est facile de concevoir l'influence que durent avoir sur le commerce les augmentations successives des autres droits & charges, tels que sont ceux de douane, de sortie & d'entrée, ceux que l'on nomme *Last & Veyl-Geld*. Outre ce que nous en avons rapporté ci-dessus, & ce que nous venons d'en exposer, nous croyons pouvoir placer ici quelques pièces qui confirment les remarques que nous avons faites, & la vérité de ce que nous avons avancé au sujet des pertes que les impôts & les droits ont fait souffrir au commerce de la Hollande, & dont ils le menacent encore aujourd'hui.

DANS une Lettre de Mr. Wagenaer, Auteur d'une Histoire de Hollande, on trouve le passage suivant.

„ AVANT l'année 1725. il se faisoit d'ici (Amsterdam) des envois considérables de bois merrein, & surtout de Douves, en France, en Espagne, en Portugal, dans les Iles Espagnolles & Portugaises, & en d'autres lieux; branche de commerce qui est actuellement presque entièrement tombée. L'augmentation des droits sur l'importation & l'exportation des Douves en est la principale cause. Et quelles en ont été les suites?

„ tes ? Une diminution considérable dans l'importation des Douves ; un
„ grand désavantage pour l'Amirauté , de même que pour les marchands
„ qui font cette sorte de trafic , pour les ouvriers , les bateliers , & un
„ grand nombre de pauvres gens qui trouvent leur subsistance dans un né-
„ goce si multiplié . Les Etrangers vont maintenant se fournir de douves
„ sur les lieux mêmes , ou dans les villes où l'on en tient étape , comme à
„ Hambourg , Dantzig , Stettin & ailleurs ; ce qui en hausse considérable-
„ ment le prix . Autrefois c'étoit ici qu'étoit l'entrepot de cette marchan-
„ dise , & les marchands Hollandois regloient seuls le prix de l'achat . Au-
„ jourd'hui il faut qu'ils se conforment aux étrangers , & qu'ils achettent à
„ haut prix ; ce qui fait qu'ils n'osent se charger de grands partis . Il en est
„ arrivé que depuis 1727. notre Tonnellerie a payé pour le merrein 20 ,
„ 30 , jusqu'à 40 pour cent de plus qu'à l'ordinaire ; ce qui a été très-pré-
„ judiciable non - seulement aux Tonnelliers , mais à tous ceux qui font usage
„ de futaille . Que l'on affranchisse cette marchandise des droits excessifs
„ d'importation & d'exportation , & l'on pourra espérer avec raison de voir
„ revivre les envois , & augmenter le transport . Nos marchands pourront
„ mieux qu'à présent régler le prix de l'achat au dehors ; les prix bai-
„ sseront ; notre tonnellerie fleurira , la futaille se vendra à meilleur marché ,
„ & il en reviendra un grand avantage , aux brassieurs , marchands de vin ,
„ vinaigriers , savonniers ; aux Frateurs pour la pêche du hareng & de la ba-
„ leine , aux Paysans - beurriers , mais principalement à notre Compagnie des
„ Indes - Orientales qui emploie grand nombre de futailles . Qu'en pensez-
„ vous , Monsieur ? ne devroit - on pas accorder le bénéfice d'un *Porto-*
„ *Franco* à un article si avantageux pour le négoce & les fabriques ; & qui
„ ne cause aucun préjudice à aucun des métiers , à aucune des productions
„ de ces Provinces ? car il n'y croit pas d'arbres propres à la tonnellerie ; &
„ le produit des cerceaux y gagne au contraire . Si la futaille est à bon
„ marché , l'on en fera une plus grande consommation . Et beaucoup de fu-
„ tailles , beaucoup de cerceaux .”

ECOUTONS un moment l'Auteur de l'*Histoire Philosophique & Politique des Etablissements & du Commerce des Européens dans les Indes*. Toujours également éloquent & expressif , voici comme il s'exprime au sujet de l'effet que les impôts ont produit en Hollande (*).

„ D'AUTRES examineront peut - être , si ces taxes ont été judicieusement
„ pla-

(*) Tém. IV. p. 270.

» placées, si elles sont percées avec l'économie convenable. Il suffit
 » ici d'observer que leur effet a été de renchérir si fort les denrées de
 » premier besoin, & par conséquent la main-d'œuvre, que l'industrie natio-
 » nale en a effroyé la plus rude atteinte. Les manufactures de laine, de foie,
 » d'or & d'argent, une foule d'autres ont succombé, après avoir lutté
 » longtemps contre la progression de l'impôt & de la cherté. Quand l'é-
 » quinoxe du printemps amène à la fois les hautes marées & la fonte des neig-
 » es, un pays est inondé par le débordement des fleuves. Dès que la mul-
 » titude des impôts fait hauser le prix des vivres, l'ouvrier qui paye davan-
 » tage sa consommation, sans gagner plus de salaire, déserte les fabriques
 » & les ateliers. La Hollande n'a sauvé du naufrage de ses manufactures,
 » que celles qui n'ont pas été exposées à la concurrence des autres nations.

» L'AGRICULTURE de la république, s'il est permis d'appeler de ce
 » nom la pêche du harang, n'a guère moins souffert. Cette pêche qu'on
 » appella longtemps la mine d'or de l'Etat, à cause de la quantité d'hommes
 » qu'elle faisoit vivre, qu'elle enrichissoit, n'a pas seulement diminué de la
 » moitié: ses bénéfices, de même que ceux de la pêche de la baleine, se
 » sont réduits peu-à-peu à rien. Aussi n'est-ce point avec de l'argent que
 » ceux qui soutiennent ces deux pêches, forment les intérêts qu'ils y pren-
 » nent. Il n'y a d'associés que les négocians qui fournissent les vaisseaux,
 » les agréts, les ustensiles, les approvisionnemens. Leur profit ne consiste
 » guère que dans la vente de ces marchandises, dont ils sont payés par le
 » produit de la pêche, qui donne rarement quelque chose au-delà des frais de
 » l'armement. L'impossibilité où est la Hollande de faire un usage plus
 » utile de ses nombreux capitaux, a seule sauvé les restes de cette source
 » primitive de la prospérité publique.

» L'ÉNORMITÉ des droits, qui a détruit les manufactures de la républi-
 » que, & réduit à si peu de chose le bénéfice de ses pêcheries, a beau-
 » coup resserré sa navigation. Les Hollandois tirent toujours les matériaux
 » de leur construction de la première main. Ils parcourent rarement les mers
 » sur leur lest. Ils vivent avec une extrême sobriété. La légéreté des
 » manœuvres de leurs navires, leur permet d'avoir des équipages peu
 » nombreux; & ces équipages toujours excellens, se forment à bon marché
 » par l'abondance des matelots qui couvrent un pays où tout est mer ou riva-
 » ge. Malgré tant d'avantages soutenus du bas prix de l'argent, ils se sont
 » vus forcés de partager le fret de l'Europe avec les Suédois, avec les Da-
 » nois

„ nois, surtout avec les Hambourgeois, chez qui tous les leviers de la marine ne sont pas grevés des mêmes charges.

„ Les commissions ont diminué dans les Provinces unies, en même tems que le fret qui les amène. Lorsque la Hollande fut devenue un grand entrepôt, les marchandises y furent envoyées de toutes parts, comme au marché où la vente étoit la plus prompte, la plus sûre, la plus avantageuse. Les négocians étrangers les y faisoient passer souvent pour leur compte, d'autant plus volontiers qu'ils y trouvoient un crédit peu cher jusqu'à la concurrence des deux tiers, des trois quarts de la valeur de leurs effets. Cette pratique assuroit aux Hollandois le double avantage de faire valoir leurs fonds sans risque & d'obtenir une commission. Les bénéfices du commerce étoient alors si considérables, qu'ils pouvoient soutenir ces fraix. Les gains sont tellement bornés, depuis que la lumière a multiplié les courriers, que le vendeur doit tout faire passer au consommateur, sans l'intervention d'aucun agent intermédiaire. Que si dans quelques occasions il convient d'y récourir, on préférera, toutes choses d'ailleurs égales, Hambourg où les marchandises ne payent qu'un pour cent de droit d'entrée & de sortie, à la Hollande où elles en payent cinq.

„ La République a vu sortir aussi de ses mains le commerce d'assurance, qu'elle avoit fait autrefois pour ainsi dire, exclusivement. C'est dans ses ports que toutes les contrées de l'Europe faisoient assurer leurs cargafons, au grand avantage des assureurs, qui en divisant, en multipliant leurs risques, manquoient rarement de s'enrichir. A mesure que l'esprit d'analyse s'est introduit dans toutes les idées, soit de philosophie, soit d'économie, on a senti partout l'utilité de ces spéculations. L'usage en est devenu familier & général; & ce que les autres peuples ont gagné, la Hollande l'a perdu nécessairement.

„ De ces observations, il résulte que toutes les branches du commerce de la République ont souffert d'énormes diminutions. Peut-être même auroient-elles été la plupart anéanties, si la masse de son numéraire & de son extrême économie, ne l'eussent mis en état de se contenter d'un bénéfice de trois pour cent, auquel nous pensons qu'on doit évaluer le produit de la totalité de ses affaires. Un si grand vide a été rempli par le placement d'argent que les Hollandois ont fait en Angleterre, en France, en Autriche, en Saxe, en Danemark, en Russie même, & qui peut monter à huit cens millions de florins." Voilà le jugement d'un Etranger: voici celui d'un Citoyen de

la Hollande, qui par état a pu avoir sur cette matière toutes les lumières qu'on peut désirer. » Quelle raison (dit-il) peut-on encore donner de ce que l'on a, contre l'intérêt de nos paysans, plus chargé les beures de Hollande à leur sortie, que celui de Frise: que tous les beures & fromages étrangers ne payent rien d'entrée, & que les fromages des autres pays ne payent pas plus de sortie que celui de Hollande ?

» On a encore chargé toutes les marchandises d'un pour cent de leur valeur à l'entrée, & de deux pour cent à la sortie, comme si ce n'étoit pas assez de dommage pour les Marchands, de payer ces gros convois, & de perdre leur tems & leur gain par le retardement des Commis ou leurs Clercs, qui leur font quelquefois perdre l'occasion de vendre: l'on a encore donné pouvoir au Fiscal ou Commis général, de s'approprier les marchandises, en payant le sixième dénier par dessus la valeur de ce qu'elles ont été annoncées: ce qui est une chose très-contraintante pour les Marchands: car ayant fait venir des marchandises des pays éloignés, par exemple, ayant fait acheter ou troquer à Messine, du fil de chévre, ou de la soye, & ne sachant point si ces marchandises ont été troquées avec profit, ou si elles ne sont point gâtées ou endommagées par les chemins; ils sont pourtant obligés de les priser aveuglément, & les Commis généraux ont la liberté de les examiner en arrivant, & de se les approprier à leur compte: tout ceci joint ensemble, charge tellement les Marchands & les marchandises, qu'ils passent nos havres, pour les transporter en d'autres ports de mer.

» En vérité, quand on réfléchit sur toutes ces charges sur les Manufactures & les Marchandises Hollandoises, & qu'on considère que la Hollande ne fauroit se maintenir sans eux, je ne me peux pas assez étonner de cette bêtise: c'est une affaire bien chatouilleuse de se mettre une corde au col, par lequel doit entrer toute la nourriture dans le corps; nous devons apprêhender jusqu'à la moindre chose de ce qui peut nous ôter ou gêner la vie, à moins que la nécessité ne nous y contraine, & que la guerre nous fit craindre de perdre tout à la fois le pays & le commerce. Celui qui se sent pressé du feu, saute bien au travers des flammes, mais ce seroit une folie de s'y exposer sans nécessité: l'ennemi qui nous étoit si redoutable autrefois, & qui nous a contraint de charger le commerce, s'est si fort épuisé à nous faire la guerre, & s'est tellement affoibli, qu'il nous a

» offert

„ offert la paix pendant dix-huit années durant, avant que nous l'ayions „ voulu accepter.” (*)

C'EST ainsi qu'a parlé il y a un siècle le premier Ministre de la Hollande: dans le mémoire présenté de la part du Prince Stadhouder aux Etats, les circonstances qui affligen le commerce sont présentées avec plus de dignité & moins de véhémence. Voici comme on les expose.

„ AFIN de pouvoir donner un tableau exact de l'état présent de notre „ commerce, il en faudroit examiner chaque branche en particulier, telle „ qu'elle se trouve à présent, & la comparer avec l'état, où cette même „ branche a été, considérée depuis sa plus grande élévation, jusqu'à l'état „ actuel de son décroissement & de sa décadence.

„ ON pourroit à cet égard trouver beaucoup d'éclairissemens dans les „ Régistres de l'Amirauté, si l'on en avoit tenu une note exacte; & on „ pourroit y voir quelles marchandises sont importées, quelle partie on en „ a exportée & cela relativement à toutes les sortes de marchandises & à tous „ les lieux. Au moyen de tels Régistres on pourroit découvrir le décroisse- „ ment du commerce, tant en général qu'en particulier de chaque branche; „ & on pourroit démontrer son déperissement dans son principe & dans ses „ progrès successifs; mais au défaut d'une telle preuve directe, que nous „ n'avons pas entre les mains ainsi que nos voisins, on est obligé de recourir „ à des preuves indirectes: il y en a une quantité; mais afin d'éviter une pro- „ lixité fastidieuse, on se contentera d'en citer quelques unes, quoique l'aveu „ que les Colléges respectifs de l'Amirauté font dans leur lettre à leurs Hau- „ tes Puissances du 1. Juin 1745. dévoit décider la question, sans autre con- „ testation; puisque ces Colléges y disent avoir aperçu cette diminution du „ commerce & trafic de ces païs depuis plusieurs années; & qu'ils en parlent „ comme d'une chose, qui est connue à un chacun. Tous les Marchands „ & Courtiers en conviennent d'ailleurs, de même que tous ceux, qui vi- „ vent du commerce.

„ ON voit la décadence des principales villes marchandes de la Républi- „ que, par le grand nombre de boutiques qui sont vides. Ceux qui ont „ connu Amsterdam il y a vingt-cinq ans sont frappés de cette vérité.

„ La

(*) Mémoires de Jean de Wit, p. 61. & 62.
Tom. II.

„ La difficulté de trouver des gens de mer en fournit une preuve incontestable.

„ Nos Marchands se plaignent qu'ils fournisoient autrefois les peuples du Nord des produits de la France, de l'Espagne, du Portugal, & de l'Italie, „ & ces derniers à leur tour des produits de ces premiers; mais à présent ils „ passent ces païs pour épargner les *fraix de nos convois, droits & autres impôts.*

„ Il y a encore peu d'années que la ville d'Amsterdam étoit le Magasin, „ entre autres, d'indigo & d'autres matières pour les teintureries, mais à „ peine en voit-on quelques vestiges.

„ L'ALLEMAGNE commence depuis quelques années à faire venir directement ses marchandises de France, d'Espagne, du Portugal, & d'Italie, & les fait venir par Altena & Hambourg.

„ PAR le dernier Registre du transport de Sucre, de Caffé & d'Indigo de Bourdeaux du 1. Juin 1750. jusqu'au dernier Mai 1751., & par ces mêmes marchandises commandées de Nantes pour Amsterdam, Rotterdam & Hambourg depuis le 1. Octobre 1750. jusqu'au 1. Août 1751. il paroît qu'on a embarqué *un quart* de ces marchandises pour ces païs-ci, & les *trois autres quarts* pour Hambourg, partage, qui peu auparavant étoit directement contraire.

„ Où voit-on comme aux tems précédents le chanvre, le lin, & autres marchandises du Nord, s'embarquer d'ici pour l'Espagne, le Portugal, & la France? il n'y a qu'à consulter les listes du Sond, pour voir que toutes ces Nations transportent directement ces marchandises sans toucher notre païs.

„ ON n'a plus à présent des Maisons Hollandoises en Espagne; & il est surprenant combien peu la République est intéressée aux Galions, & aussi combien le commerce Hollandois du Levant est pareillement baissé.

„ L'A prodigieuse quantité de toiles peintes de Coton, de Rafineries & autres fabriques, qui se sont établies depuis peu d'années à Hambourg, à „ Bré-

„ Brême & récemment en Brabant & en Flandres, sont certainement toutes
„ des preuves du déclin de nos Fabriques & de notre Commerce, & a quoi
„ peut-on imputer ce déchet, *si non aux impôts accablants?*

„ On a déjà remarqué (est-il dit encore dans ce Mémoire) & on a mis à
„ la tête de toutes les causes, qui ont coöperé à la décadence, & à la disper-
„ sion du commerce, l'influence des impôts, dont on l'a chargé sous diffé-
„ rents noms; tels que sont ceux de convoi & de licence; le *Last & Veyl-*
„ *geld, droit de prime, droit de poids &c.* Et on peut dire avec vérité,
„ qu'on doit uniquement l'attribuer à ces charges ou impôts, si le commerce
„ a abandonné ces pays, & à passé à nos Voisins."

Les Colléges de l'Amirauté de Hollande en ont jugé à-peu-près de même
dans plusieurs de leurs avis remis à Leurs Hautes Puissances. Ils y disent „ avoir
„ reconnu de tems en tems depuis plusieurs années, les uns plus les autres moins,
„ qu'il s'étoit fait un déchet considérable & une grande diminution dans le Né-
„ goce & le Commerce de ces Provinces; qu'ils croyoient devoir attribuer la cau-
„ se de cette décadence à une plus grande application, que différentes Nations
„ donnoient actuellement au Négoce & au Commerce, que jusques là elles
„ avoient négligé; qu'ils croyoient qu'une seconde cause de cette diminu-
„ tion venoit de ce que les marchandises, qui passoient autrefois par ces
„ Provinces pour être transportées d'un lieu à un autre, avoient depuis
„ quelques années, comme à l'envi l'une de l'autre, pris tout un autre cours,
„ & se rendoient aux lieux de leur destination sans toucher même ces Pro-
„ vinces. Que l'on ne pouvoit guères detruire la première de ces causes;
„ mais que quant à la seconde, ils estimoient pouvoir l'attribuer aux droits
„ d'entrée & de sortie, exigés par l'Etat de toutes les marchandises qui pas-
„ sent par ces Provinces; droits qui, pris séparément, paroisoient modiques,
„ mais qui étant réunis, montent si haut, que les marchandises ne peuvent
„ être transportées par ces Provinces aux lieux de leur destination, au même
„ prix qu'elles le font en passant par d'autres Pays."

Les Colléges de l'Amirauté de Hollande reconnoissent le préjudice que les
impôts font au commerce; ils les regardent comme une seconde cause de sa
décadence; mais ils en attribuent cependant le declin principalement & en
premier lieu à une *plus grande application* des autres Nations au Commerce.
On ne disconviendra pas, que la grande Puissance, à laquelle la République s'est
élevée, n'ait frappé les Nation Etrangères; & qu'elle n'ait fait plus d'im-
H 2 pres-

pression sur les Souverains, que les méditations des Philosophes & les représentations des Négotians, souvent prises dans le cabinet des Princes pour des lieux communs, qu'on a cent & mille fois entendu repeter & auxquels il seroit presque ridicule de faire attention: on ne disconviendra pas que depuis cette époque les Nations étrangères n'ayent fait des efforts pour imiter la République; mais il faut se garder de penser, qu'avant cette époque les Hollandois étoient la seule Nation, qui s'étoit appliquée au commerce; & que c'est par cette raison qu'elle a pu s'élever à ce haut degré de splendeur où on l'a vue: nous avons fait voir (*) ci-dessus, qu'à cet égard on est dans l'erreur. Nous allons en donner une autre preuve, tirée des moyens employés par les Etats de Hollande dans leur contestation avec Charles V. sur le droit de Congé; & qui confirmera encore ce que nous observons ici au sujet des impôts, comme cause principale de la décadence du commerce de la République. Charles V. dit que les Etats de Hollande lui ont représenté:

Que nous, lors de notre installation dans la dite Province de Hollande en l'année 1515, avions juré par serment formel, d'observer & de faire observer tous les Droits, Concessions & Priviléges ci-devant accordés aux dits Etats, & spécialement par le dit Roi Philippe notre Père, tant en général qu'en particulier, de quelque manière qu'on voulut les nommer; les confirmant & les établissant par notre dit serment; & que sur cela les Impétrants avoient aussi vice versa fait le serment, comme il appartenloit à de bons & de fidèles sujets; dont acte avoit été fait sur nos ordres par notre Audencier, afin que cela demeurât ferme, perpétuel & de force à perpetuité, ainsi que le dit acte, qui est du 3. Juin 1515. le rapporte plus amplement; & tout ceci ayant été fait après l'avis & mure délibération du Conseil, ayant fait les mêmes considérations qu'avoient faites les Comtes de Hollande nos Prédécesseurs, qui pour faire accroître le Commerce, les droits d'entrée, la fréquentation dans la dite Province de Hollande, & afin d'engager d'autant plus les Marchands étrangers à choisir pour les lieux de leurs marchandises la dite Province & à les y fixer, ils avoient fait divers traités avec les Royaumes de Dannemarc, Norvège, Suède, la Principauté de Sleeswyck, de Holstein, avec les villes Vandales & Ansféatiques, & autres villes du Nord, par lesquels il a été promis, que les Marchands de part & d'autre fréquenteroient en tout tems librement avec toutes sortes de march-

(*) Voyez ci-dessus p. 2. & suiv.

„ chandises, la ditte Province de Hollande, & les villes du Nord en payant uniquement l'ancien droit de douane; nos Prédeceſſeurs ayant d'autant plus été portés à faire ces traités, que presque tous les effets & marchandises sont portés du dehors dans notre dit pays de Hollande, & qu'auffi les passages, comme le Smaarsdiep & le Vlie, qui fait l'embouchure de la mer, sont tres dangereux pour les Commerçans, qui viennent avec leurs marchandises du Nord, & veulent entrer dans la dite Province de Hollande, à cause des marées, des vents contraires, & des bancs de mer, étant situés à dix-huit miles d'Amſtelredam, & n'ayant en quelques endroits pas au-delà d'une brasse & demi de profondeur; deſorte que ces Navires devoient être allegés pour le moins deux fois à leur sortie & à leur entrée dans la Province, ce qui occasionnoit aux Marchands beaucoup d'embarras, des grands fraix, & leur faifoient perdre beaucoup de tems; & que dans la Province de Hollande il n'étoit permis à aucun navire d'arriver sans pilotes, qui conduisent ces navires dans le port, & auxquels le Négociant est souvent obligé de payer 4, 5, & quelquefois 10 à 12 livres de gros, selon le vent & le tems; qu'outre cela il falloit payer des Navires, venant du Nord, & chargés, pour les allegé à cause des bas fonds, pour chaque last 8 ou 9 sols, & en tems orageux ou mauvais & de glaçons 24 ou 25 sols de chaque last, sans compter tous les autres fraix, comme droits de tonnes & autres semblables, ainsi qu'on pourroit s'en convaincre. Et pour cette cause il étoit nécessaire d'y aller dans cette affaire avec circonspection, & particulièrement pour attirer le Marchand étranger, afin qu'il n'ait pas occasion de chercher & de fréquenter d'autres ports & d'autres lieux, abandonnant la Hollande; car les Marchands fréquentent les ports de Hambourg, Bremen, Embden, d'Angleterre &c. à cause qu'il y a des ports bons & profonds, qu'ils n'y font pas chargés de semblables impôts; de façon qu'un Marchand étranger ménageant uniquement ces fraix profiteroit assez, & conséquemment pourroit vendre ses marchandises à beaucoup plus bas prix, qu'elles ne pourroient l'être si elles étoient transportées en Hollande: deſorte que les dits traités, immunités, & augmentation de commerce ayant fait qu'il s'est trouvé dans la Province de Hollande un nombre de Vaisseaux bien plus considérable, que dans aucune autre de nos provinces ou pays, nous nous sommes aussi trouvés dans le cas de pouvoir en être servis devant Tunis, Alger & ailleurs, & que nous pourrons en être servis encore journellement dans la suite, là où il feroit besoin: que par ces mêmes immunités & traités les villes & les villages de la Hollande avoient commencé depuis quelques années à se peupler considérablement, & que les habitans y avoient beau-

» comp augmenté, tant dans le Waterland qu'ailleurs, où l'on se soutenoit
 » par le commerce des draps: mais que nous, n'ayant pas, suivant toutes
 » les apparences été informés l'année passée pleinement & avec certitu-
 » de, ni de la nature de la ditte Province de Hollande, ni aussi du dit
 » Privilége du Roi de Castille, notre Père de glor. mém. ni de notre con-
 » firmation, scellée par serment, ni des traités faits avec les susdit Royau-
 » mes, Principautés & Villes, & ayant ordonné sans distinction que de tous
 » les fromens qu'on exporteroit hors de nos pays & provinces en pays
 » étrangers, seroit payé le droit de congé ou des fraix équivalens, & qu'on
 » travailloit de mettre la ditte Ordonnance en exécution, plufieurs Princes
 » & Seigneurs ayant des ports plus avantageux que ceux de la Hollande
 » avoient présenté beaucoup de belles exemptions aux Marchands étrangers,
 » qu'on attire uniquement par des exemptions, & qu'on chaffe au contraire
 » par des charges, afin de les engager à porter leurs marchandises dans
 » leurs ports & villes; & entr'autres la liberté d'apporter leurs effets &
 » marchandises dans les dits pays exempts de tous droits & de les transpor-
 » ter de même, ces mêmes Princes n'établissant des impositions que sur les
 » crus de leur pays; & tout ceci outre d'autres libertés, & particuliè-
 » rement du Roi d'Angleterre & de Portugal, qui offroient & donnoient aux
 » Marchands du Nord plus d'exemptions qu'à leurs propres Sujets, comme
 » exemptions de droits de douane, louage de maison, louage de magazin,
 » & autres semblables, de façon que par-là on voyoit aujourd'hui qu'il ve-
 » noit dans quelques endroits étrangers beaucoup plus de navires, qu'il n'en
 » venoit ci-devant ici; d'où non-seulement la quantité de navires com-
 » mençoit à diminuer & à se perdre, mais on en construisoit aussi tous les
 » ans une grande quantité dans les pays étrangers, ce qui engageoit plu-
 » sieurs Charpentiers de navires à quiter ce pays & à se retirer à Embden,
 » Breme, Hambourg, en Angleterre & ailleurs, ce qui étoit imité par
 » les Maitres de navire, Matelots & autres gens de mer: & par ces mêmes
 » immunités les marchandises du Nord se vendent & se donnent à meilleur
 » marché & à un meilleur prix en Angleterre, Embden, &c. que dans no-
 » tre ditte Province de Hollande: qu'en augmentant les charges, notre dit
 » pays tomberoit encore davantage, puisque ces marchandises ne seroient
 » plus recherchées en Hollande; car là où il n'y a point de vente il n'entre
 » rien non plus: & outre cet inconvenient, les Marchands du Nord venant
 » en Angleterre y achettent des draps de laines, de l'étin, du plomb, &
 » autres marchandises; là où venant en Hollande ils avoient coutume d'y
 » acheter des draps & autres marchandises qui s'y trouvoient; de même les
 » dits Marchands navigeant avec leur froment en Eſpagne ou Portugal en ra-
 » porte

porte du vin, de l'huile, du sel, des épiceris & autres marchandises, que ces Marchands avoient coutume de venir chercher de ces pays-ci ou que nos Sujets leur apportoient : d'où il étoit facile de comprendre quel désavantage nous & nos pays souffrions par le dit droit de congé & autres semblables : les dits pays de la Hollande étant manifestement situés au milieu de ceux du Nord & du Midi de l'Europe, ceux du Nord avoient coutume de décharger ici & de recharger des marchandises du Midi qui leur convenoient ; & ainsi faisoient pareillement ceux du Midi, de façon que nous avions par-là une double levée sur ces marchandises, qui deperissoit. Et comme ceux du Nord navigoient avec leurs marchandises vers le Midi, & particulièrement en France, ils se pourvoyoient aussi là de sel, de vin, drap, & autres marchandises qui y sont, & qu'ils avoient coutume de prendre toutes dans ce pays-ci ; de sorte qu'il étoit à craindre qu'à la fin ce pays-ci se trouveroit entièrement destitué de commerce : car lorsque le Marchand s'est accoutumé à d'autres routes, on ne peut plus le faire revenir quand on veut, comme on peut s'en convaincre par divers endroits & villes de notre susdit pays : dont on pourroit, s'il en étoit besoin, fournir un exemple dans la ville de Middelbourg où les Anglois envoyoient une montre de leur froment, à livrer en Angleterre, & qu'ils apporteroient à Middelbourg pour vendre, s'ils n'en étoient retenus par l'impôt qu'il en faudroit payer en le reëxportant : de sorte qu'il étoit bien évidemment à craindre, que si on n'ote le dit droit de congé & autres nouvelles impositions, afin que les dits Marchands du Nord se fixent dans notre dit pays de Hollande, ils ne choisissent en peu de tems d'autres endroits, n'y apportent leurs marchandises, y achettent les marchandises du pays, comme le feront aussi ceux du Midi dans le Nord. On trouveroit, si besoin en étoit, que depuis quelque tems ceux de Dantzig, voyant qu'on vouloit lever le droit de congé, ont chargé une grande quantité de leurs navires & aussi de vaisseaux Hollandois, de froment, pour Lisbonne, l'Andalouzie, l'Angleterre & ailleurs, où il y a eu disette de froment, passant par devant ces pays-ci, là où ils avoient coutume de venir dans ces pays-ci ; comme aussi d'autres nations, ayant besoin de froment, avoient coutume de l'y venir acheter ; ce que les Brétons ayant remarqué, avoient pareillement, environ ce tems-ci, navigé vers le Nord avec du sel, passant par devant notre dit pays où ils avoient coutume de l'apporter, échangeant leur sel contre du seigle, ou du froment, & navigant ensuite avec le seigle & le froment vers d'autres pays selon qu'ils le jugeoient à propos ; ce que les Marchands d'Espagne, de Sicile, d'Italie, de Portugal & autres nations étrangères ayant appris,

ils

„ ils s'étoient transportés & étoient venus à Dantzig, Bremen, & autres endroits du Nord, & y avoient chargé des navires avec du froment, & les avoient envoyés en d'autres pays, où ils avoient trouvé de faire profit: c'est ainsi encore que le Facteur de Portugal à Bremen y avoit acheté & expédié pour Lisbonne une grande quantité de froment, & manquant de navires, qu'il n'y avoit pu trouver suffisamment, il avoit fait venir des gros vaisseaux d'Amsterdam, qui y étoient allé vides & qui en étoient partis pour Lisbonne chargés de froment: par lesquels moyens notre dit pays de Hollande perdroit avec le tems à cause du dit droit de congé, le commerce & plus encore, s'il avoit lieu, comme on pouvoit déjà s'en appercevoir.”

CICERON auroit sans doute mis plus d'art dans cet Exposé: y auroit-il mis plus de vérité & de force? Cet exposé des Etats sur le Commerce des Hollandois est un précieux monument de la simplicité, de la naïveté, & de la sagesse des Hollandois: aussi simples dans leurs mœurs qu'ils l'étoient dans leur habillement, leur style même est une image de leur ancien caractère. Tout est ingénue, vrai, naïf, simple. Peut-on y comparer l'éloquence moderne?

Av resté il paraît par cet Exposé des Etats de Hollande, fait du tems de Charles V. que les Hollandois ont toujours eu à lutter contre la concurrence des Nations étrangères, & que l'on doit reconnoître dans l'augmentation des impôts la première cause du décroissement de leur Commerce & de leur Navigation. Aussi depuis le rétablissement du Stadhouderat la République a donné non-seulement des encouragements particuliers à la Pêche & à la Navigation, mais les Etats-Généraux & en particulier les Etats de Hollande ont accordé à différentes réprises plusieurs exemptions au Commerce, & aux Fabriques de la Hollande: telles sont par exemple l'exemption accordée pour deux ans par les Etats-Généraux au Commerce d'Espagne le 7. Février 1752; renouvelée le 6. Mars 1754. celle que les Etats-Généraux ont accordée le même jour au Commerce de Russie, &c.

Le commerce de Tabac a fait & fait encore une des branches les plus considérables du commerce général de la Hollande. La consommation en est immense; & depuis que l'usage de fumer s'est établi si généralement, surtout dans les pays du Nord, le tabac est devenu une denrée presqu'aussi nécessaire que le froment, le seigle, le farazin, & les autres denrées de premier aliment.

Depuis bien des années la maison de Casas & Comp. à Amsterdam est en possession de la commission pour la sorte de tabac que l'on nomme *Varinas*

ou canaffer, que la société de Guipuscoa reçoit des Colonies Espagnoles; & qu'elle envoie à Amsterdam pour être vendue. Plus d'une fois les Etats de Hollande, sur les représentations faites de la part de *Casas & Comp.*, ont modifié l'impôt mis sur ce tabac, & il n'y a pas longtemps que cette maison a renouvelé ses sollicitations sur ce sujet; les moyens, dont elle s'est servie, font voir que la différence d'*Amsterdam à Hambourg* va bien au-delà d'un pour cent: or si le Grand Pensionnaire de Witt à jugé qu'une différence d'un pour cent entre *Hambourg* & la *Hollande* devoit faire tomber le Commerce de la République, comment seroit-il possible de le soutenir avec une différence qui va jusques à huit pour cent. On a représenté de la part de *Casas & Comp.*

„ 1°. Qu'en l'année 1772. il ne s'est fait qu'une très-médiocre importation de cette sorte de tabac dans les Provinces de la République, tandis qu'il s'en est fait des envois considérables à Hambourg.

„ 2°. Que l'on n'en paye à Hambourg qu'une imposition très-légère, fort au-dessous de celles dont elle est chargée en Hollande.

„ 3°. Que l'émulation des autres nations relativement au commerce s'estant considérablement accrue, l'on a fait de tous cotés des efforts, pour l'attirer, & qu'on a accordé dans l'étranger toutes sortes de franchises & de libertés, afin de prévaloir dans la concurrence générale du commerce.

„ 4°. Que le déclin ou la chute totale de cette branche de commerce causeroit un préjudice considérable au commerce général de la Hollande, & en particulier aux fabriques, au négocie qui se fait sur le Rhin & en Allemagne, de même qu'au commerce provenant des Commissions de la Compagnie Royale de Prusse, & aux envois dans la Baltique; tandis que d'un autre côté, si on conservoit le trafic de cette sorte de Tabac, il contribueroit à augmenter les revenus de l'Etat, à soutenir la navigation, & à donner une subsistance honnête à un grand nombre d'Ouvriers."

Pour prouver que la branche de commerce qui se fait en Tabac Canaffer, envoyé en Hollande de Cadix & de St. Sébastien, courroit risque d'en être détournée & fixée à Hambourg ou ailleurs, si l'on n'en modéroit sans interruption les impôts, on a remontré „ que les Acheteurs se rendent là où les marchandises se donnent à meilleur marché; que par conséquent le commerce doit se fixer dans ces mêmes lieux; & qu'enfin, les marchandises pouvant se vendre à meilleur marché là où elles sont le moins sujettes aux impôts, toutes les branches de commerce, sans en excepter celle du Tabac,

» bac, seront détournées de la Hollande, s'il y a des pays commerçants où
 » les impositions soient moins fortes : que la vérité en est sensible par la
 » chute de plusieurs branches de commerce, qui ne sont tombées en Hollan-
 » de, que parceque les impôts ont mis les Habitans hors d'état de donner
 » les objets de ces branches de commerce à un prix aussi bas qu'on pouvoit
 » se les procurer dans d'autres villes commerçantes."

Ils ont rappelé le mémoire composé à la réquisition de Leurs Hautes Puissances, dont nous avons parlé ci-dessus (T. L. p. 113.) & dans lequel les Négocians s'expriment en ces termes :

» PAR la nature des marchandises mêmes, elles ne peuvent pas toutes
 » souffrir ces impositions ; car il en est plusieurs qui ne passent par ces
 » Provinces que comme par un canal servant à les transporter plus loin, &
 » si elles évitent ce passage, comme il peut arriver facilement, l'Etat per-
 » dra les droits d'entrée & de sortie, & les Habitans perdront leur commer-
 » ce. Le sel & les crus de France prennent déjà plus au Nord sans entrer
 » dans ces Provinces ; plusieurs marchandises de Moscovie se transportent
 » de même en droiture en Italie & en France ; les Etoffes de soye & autres
 » articles importants, qui nous viennent actuellement d'Italie, de Smirne &
 » d'ailleurs, éviteront pour les mêmes raisons d'entrer dans nos Ports.

ON voit qu'il faut toujours en revenir aux mêmes raisons, aux mêmes motifs, aux mêmes principes, & aux mêmes maximes, que l'on trouve déduits dans les moyens exposés par les Etats de Hollande du tems de Charles V.

ON a observé encore en faveur de la Requête de *Cafas & Comp.*, que
 » depuis que l'usage du tabac est devenu si universel, le commerce de cette
 » denrée est devenu aussi important que l'est celui des grains même ; que ce
 » négoce fait subsister des milliers de personnes & en Hollande & dans les
 » autres Provinces ; & que par là, ainsi que par la circulation qui s'en est faite,
 » il a considérablement contribué à grossir le trésor de l'Etat ; que ci-devant
 » on recevoit en Hollande annuellement 5, 6, jusqu'à 7 milliers de rouleaux
 » de Tabac de Brésil, chaque rouleau pesant trois cent cinquante à quatre cent
 » livres & plus ; qu'insensiblement cette espèce de tabac a été détournée & s'est
 » fixée à Hambourg, Bremen & ailleurs ; que le débit qui en est resté en Hollan-
 » de, mérite à peine qu'on en fasse mention ; qu'il en est de même des diffé-
 » rentes sortes de tabac filé du cru de la Hollande, dont il se fait une grande
 » consommation vers la Baltique & les pays du Nord, où ce tabac n'étoit con-

„ nu autrefois que sous le nom de tabac d'Amsterdam ; que les fabriques établies dans les Provincés de Gueldre & d'Utrecht pour la culture de cette Plante, envoyoient autrefois les feuilles de ce tabac à Amsterdam, où il étoit filé, & de là exporté à l'étranger ; mais que la province de Hollande ayant mis sur ce tabac une taxe de deux deniers par cent livres, cette taxe quelque médiocre qu'elle fut, occasionna pourtant que la filerie du tabac fut transplantée dans les provinces de Gueldre & d'Utrecht ; que les Etrangers ayant alors trouvé occasion de se procurer ce tabac à un moindre prix, & le moyen d'apprendre à le filer eux-mêmes, ont commencé à faire venir de la Hollande le tabac en feuilles ou non-filé ; de façon que les Provinces de Gueldre & d'Utrecht n'ont conservé du tabac que la culture, & la Hollande uniquement les envois des feuilles non-filées ; qu'ainsi cette fabrique & ce négoce ont été enlevés à la Hollande uniquement à l'occasion d'un seul impôt, qui ne se perçoit pas, il est vrai, mais dont on a trop tard supprimé la perception. Car les Etrangers, & nommément les Danois & les Norvégiens s'étant une fois mis en état de fournir cette sorte de tabac à 8 ou 10 pour cent meilleur marché que les habitans de la Hollande, se sont ensuite mis aussi en état de fabriquer eux-mêmes ce tabac : en possession du débit, & favorisés par des loix prohibitives de leurs Souverains, il n'a plus été possible de leur reprendre ce commerce, quoique l'on ait supprimé la perception de l'impôt qui en avoit causé la perte : que de tout cela est arrivé que le trésor de l'Etat a non-seulement perdu le produit de la taxe sur le tabac filé, mais encore tous les avantages qui résultoient nécessairement de la main-d'œuvre & de l'emploi des personnes occupées à l'appât de ce tabac. Objet d'autant plus important, que par la main-d'œuvre la valeur de ce tabac étoit portée de 15 florins à 24 florins, & qu'outre ces avantages l'Etat a encore perdu tous ceux que lui rapportoient l'achat & la vente, la livraison & la recette de ce tabac, qui coûtant en feuilles 15 florins, étoit porté à 24 florins par les frais de l'appât."

ON a considéré de plus, que „ le tabac *Varinas*, envoyé à la maison de *Casas & Comp.* forme une branche de commerce, qui de tems immémorable a toujours fait partie du commerce de la République, mais particulièrement de la Hollande. Desorte que ce n'étoit que dans cette dernière province, que l'on pouvoit se procurer cette espèce de tabac ; qu'il n'y étoit même connu, acheté, vendu, & employé par l'étranger, que sous le nom de *Canaffer de Hollande*, de même que dans des tems antérieurs, certains fruits du territoire de Delft, importés à Amsterdam par des Ba-

„ teliers de Noordwyck, étoient achetés & consommés par les habitans de cette grande ville sous le nom de Fruits de Noordwyck; que si la Compagnie de Caraques fait seulement deux ou trois envois de cette sorte de tabac à Hambourg, le nom de *Canaffer de Hollande* se perdra bientôt, & que l'on verra arracher à la Hollande les profits si avantageux pour le commerce de cette province, & que ceux qui vendent cette denrée en détail, au lieu de l'acheter en Hollande, s'adresseront insensiblement à Hambourg, à Ostende & ailleurs, ces lieux étant pour le moins aussi bien situés que peut l'être la Hollande pour le débit de cette marchandise. ”

ON a ajouté à ces réflexions, que suivant une liste spécifique, „ les impôts sur le Canaffer sont actuellement à Hambourg, en opposition à ceux qui se perçoivent dans la Hollande, comme 15 à 71. ou comme 17 à 87. & que cette différence de 17. à 87. est plus que suffisante pour engager la compagnie de Caraques à chercher les moyens de transplanter ailleurs son Négoce; & qu'il ne faut pas s'imaginer que l'on puisse mettre cette Compagnie dans la nécessité d'envoyer son tabac en Hollande, idée qui ne peut entrer que dans l'esprit d'un Prince présomptueux; qu'aujourd'hui que les nouvelles publiques ne nous entretiennent que d'un Traité entre l'Angleterre & la Prusse, relatif au Commerce du tabac; qu'aujourd'hui que l'on est informé qu'une des principales Puissances de l'Europe est actuellement entrée en négociation avec la Compagnie de Caraques, pour se rendre maîtresse de cette branche du commerce de Tabac il feroit inconcevable que l'on voulut s'attacher à une idée si contraire aux principes du Commerce. ”

LES Négocians réussirent, & obtinrent une modération de l'impôt sur cette sorte de tabac. Il n'y a que peu de tems que les Négocians, intéressés au commerce du caffé, ont également présenté aux Etats de Hollande une Requête motivée sur les mêmes principes, & par laquelle ils demandent une modification du droit de pésage, qui se lève sur le caffé dans la province de Hollande. Ces Négocians représentent aux Etats;

„ Que l'impôt sur le pésage du caffé, importé des Colonies Hollandoises ou d'ailleurs, & vendu dans les Provinces de la République, revient pour l'Etat à treize sols quatre deniers pour cent.

„ Que le dit impôt a été mis sur le caffé dans un tems qu'il étoit non-seulement à bien plus haut prix, le caffé du Levant coûtant alors trente-deux

„ deux sols, & celui de la compagnie des Indes Orientales vingt-sept sols „ la Livre, mais qu'à l'exception d'une modique quantité qui étoit appor- „ tée du Levant, la compagnie des Indes Orientales de cet Etat, étoit „ pour ainsi dire la seule qui transportât alors sur ses vaisseaux la plus gran- „ de partie de cette Production en Europe.

„ **QUE** par ce transport le plus grand trafic de cet article de Négoce étoit „ concentré dans la République.

„ **MAIS** que depuis, les Iles Françoises & Angloises (les premières sur- „ tout) se sont tellement appliquées à la culture de cette Production, que „ l'on en a transporté annuellement une grande quantité de ces Iles dans les „ deux Royaumes.

„ **QUE** par là le débit de cette denrée (au lieu d'être fixé comme autre- „ fois presqu'uniquement dans ces Provinces) s'est répandu de tous côtés, „ & principalement en Allemagne, à Hambourg, Breme, dans la Baltique, „ & autres lieux situés au Nord.

„ **ET** qu'actuellement ces Pays reçoivent directement de France ou d'An- „ gleterre le caffé dont ils ont besoin, parce que le transport peut s'en „ faire à moindres frais que de ces provinces.

APRÈS ces réflexions les Négociants ajoutent „ que Leurs Hautes Puis- „ fances, les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, convaincus de „ la nécessité indispensable d'empêcher & de prévenir, autant qu'il feroit „ possible, la chute totale de cette branche de commerce, ont, dès le 6. „ d'Octobre 1767. entièrement affranchi le caffé de tout droit de sortie, & „ & qu'ils n'ont laissé un droit de dix sols par cent Livres, que sur le caffé „ uniquement, qui est importé d'ailleurs que des Colonies Hollandoises.

„ **QUE** l'expérience a démontré que cette modération a fait un bon effet; „ mais qu'elle a fait voir en même tems qu'elle ne suffit point, pour répon- „ dre entièrement aux vues salutaires de Leurs Hautes Puissances; parce que „ les frais importants du pésage, qu'il faut payer en Hollande, sont une „ surcharge considérable, à laquelle n'est point assujetti le caffé transporté „ d'ailleurs que de la Hollande dans les lieux ci-dessus mentionnés.

„ **QU'IL** s'ensuit non-seulement une diminution très-remarquable dans

„ les envois, tant du café qui vient de l'Etranger, que de celui qui vient des Colonies, mais que de plus le prix du café du produit des Colonies Hollandaises, celui-ci étant assujetti à un pareil droit de pésage, doit baisser nécessairement, faute d'un débit convenable, & qu'il en résulte un très-grand dommage pour les Négocians qui possèdent des Plantations de café dans les Colonies Hollandaises, étant obligés de vendre leurs productions au pro rata du prix que se vend le café étranger dans les pays où il en vient d'ailleurs que de la Hollande, & qui est entièrement franc de ce droit de pésage.”

ENFIN après ces Représentations les Négocians font connoître le risque que court la Hollande de perdre entièrement le commerce en café, s'il n'y est pourvu par une diminution du droit de pésage dont ils font sentir l'inconvénient. Ils remontrent „ que cette charge du droit de pésage doit nécessairement tendre à diminuer le produit net du café, & qu'ainsi il doit causer non-seulement la ruine des Colons, mais apporter le plus grand préjudice à ceux des habitants de la République qui ont avancé des Capitaux si considérables sur ces sortes de Plantations, & dont les Intérêts ne peuvent même être payés par les Planteurs, à cause du prix modique des dites productions, le café n'allant actuellement qu'à vingt-cinq ou trente florins les cent Livres. Ce qui fait que ces habitans éprouvent non-seulement une diminution dans la valeur intrinseque de leurs Obligations, négociées à la charge des dites Plantations, mais que de plus ils se trouvent privés de leurs Intérêts & par conséquent d'une partie de leurs Revenus.”

D'APRES ces motifs & ces raisons les Négocians ont demandé une modération du droit de pésage, & les Etats de Hollande la leur ont accordée; mais limitée au café qui vient des Colonies Hollandaises.

Si l'on vouloit ajouter à ces pièces d'autres garands de ce que nous avançons sur le préjudice que les impôts font au commerce, nous pourrions les trouver non-seulement dans les Requêtes, & les Mémoires que des Négociants présentent pour en être soulagés; mais dans les écrits tant anciens que modernes qui ont plus ou moins traité ou touché cette matière. Elle a été très-bien présentée par l'Auteur des *Intérêts des Nations de l'Europe* (a); mais jamais elle ne le fut avec plus de naïveté & de force que dans les Représentations que les Etats de Hollande firent à Charles V. sur le droit de sortie, appellé congé.

APRES

(a) Voyez *Intérêts des Nations*. T. II. p. 146. & suiv.

La Richesse de la Hollande.

71

APRÈS l'augmentation des impôts & des droits, auxquels le commerce des Hollandois a été assujetti & qu'on doit regarder comme la cause principale de sa décadence, on ne peut se dispenser de reconnoître, que l'altération faite en 1650. à la constitution de la République, par la suppression du Stadhouderat en Hollande, a contribué plus que toute autre cause à y faire décheoir le commerce & la navigation. Il seroit assez inutile d'examiner ici par quels motifs les Hollandois ont été portés à mortifier la dignité de Stadhouder; il le seroit également de disputer sur la meilleure forme du Gouvernement public; & de discuter les avantages & les désavantages de la constitution politique de la République ayant un Stadhouder à la tête du Gouvernement, ou n'enayant point. Tous les Gouvernemens présentent un côté foible, & ont leurs inconvénients. Nous avons parlé de ceux qu'on reproche au Stadhouderat T.I. p. 322. & d'un autre côté nous avons indiqué les avantages que les Princes d'Orange comme chefs de l'Etat avoient procuré à la République T.I. p. 312. & suiv. Nous allons voir maintenant que la navigation & le commerce des Hollandois ont considérablement souffert par la perte de ces chefs de la République, & par la suppression d'une charge & d'une dignité, sans lesquelles les Provinces ne peuvent guères se soutenir en Corps d'Etat.

POUR s'en convaincre, il faut se représenter la République, telle qu'elle étoit à la Paix de Munster, parvenue à un degré de puissances si formidable qu'elle dut nécessairement exciter la jalouſie des autres Puissances de l'Europe; & les faire craindre qu'un jour ces nouveaux Républicains ne fussent tentés d'imiter les anciens Romains, du moins en partie. Les Puissances de l'Europe n'avoient pas besoin d'autre motif pour souhaiter quelques revers à cette République naissante, & pour saisir l'occasion de lui porter quelque coup. La République de son côté, parvenue à un si haut degré de force & de gloire, ne pouvoit avoir un intérêt plus chèr que celui de se maintenir dans la position heureuse où elle avoit su se placer, à éviter soigneusement tout ce qui pouvoit plus ou moins faire péririter soit son influence & son crédit dans les affaires générales de l'Europe; soit les avantages qu'elle avoit acquis par ses conquêtes & l'étendue de son commerce. Ainsi la jalouſie des Puissances de l'Europe, le mécontentement de la Cour de France, qu'on avoit indisposée par la paix de Munster, les anciens démêlés avec l'Angleterre gouvernée par un homme tel que Cromwel, les différends avec la Cour de Portugal, qui guêtoit l'occasion de reprendre les possessions enlevées aux Portugais, les démêlés particuliers que la République avoit avec les Couronnes du Nord, & plusieurs Princes d'Allemagne (a), étoient des

mo-

(a) Lettres de d'Estrades T. III. p. 391.

La Richesse de la Hollande.

72.

motifs bien pressans pour ne pas s'exposer à des dissentions intestines, & pour observer la maxime des bons Politiques, *si vis pacem, para bellum.* Une politique contraire prévalut cependant. On commença par diminuer les forces de terre & la marine de la République. Les contestations qui s'élèverent sur ce sujet entre le Prince d'Orange Guillaume II. & la ville d'Amsterdam, & les suites qu'eurent ces démêlés, sont assez connues, pour que nous puissions nous dispenser de les rappeler ici. Sans examiner si les raisons alléguées par le parti opposé à Guillaume II. tant sur le devoir de soulager les peuples accablés d'impôts, que sur la nécessité de mettre de l'économie dans les finances de l'Etat, étoient fondées ou si elles ne l'étoient pas; & sans vouloir porter non plus notre jugement sur les raisons qui furent alléguées de l'autre côté; nous nous contenterons d'observer, que Cromwel faisit l'état de foiblesse dans lequel la République venoit de se mettre, & qu'il le faisit pour donner à sa navigation & à son commerce la supériorité sur le commerce & la navigation des Hollandois, qui depuis longtems avoient excité la jalousie des Anglois; qu'il y réussit, & que la guerre que les Hollandois eurent à soutenir à ce sujet contre l'Usurpateur du Gouvernement Britannique, leur couta peut-être bien au delà de ce que leur auroit couté pendant un siècle l'entrerien des troupes qu'ils avoient jugé à propos de reformer. Ceux qui en Hollande sont attachés au parti contraire au Stadhouderat, célébrent avec une espèce d'enthousiasme les talens, les mérites, & les lumières du Grand-Pensionnaire de Witt. A les entendre, jamais il ne fut de premier Ministre qu'on put lui comparer, tant pour la profondeur de génie, que pour la facilité & la dextérité à conduire les affaires d'Etat. Nous sommes bien éloignés de vouloir déroger aux qualités éminentes que ce Ministre d'Etat peut avoir eues; nous souscrirons même si l'on veut aux éloges qu'on lui prodigue; nous ne doutons pas non plus que ses Ennemis n'ayent exagéré ses défauts; mais qu'il nous soit permis de demander, si la suppression du Stadhouderat dans la République n'y a pas fait naître la discorde; si cette discorde & l'état de foiblesse dans laquelle on avoit mis la République, n'ont pas été la cause que Cromwel a osé insister sur ses préentions, hazarde une guerre contre la République, & qu'il s'est trouvé en état de lui faire la loi? Qu'il nous soit permis de demander encore si, pour soutenir cette guerre, la Hollande n'a pas dû augmenter les impôts, les charges, & les droits qui déjà accabloient le commerce & les manufactures? & si la discorde & l'état de foiblesse de la République ne forcèrent pas de Witt à se prêter à la conclusion d'une paix la plus désavantageuse & la plus honteuse que la République ait conclue? Pour finir cette guerre qui n'avoit pas duré deux ans, qui avoit ruiné une grande partie du commerce des Hollandois, & couté des sommes immenses à l'Etat, ne fut-il pas accorder à Cromwel tout

ce

ce que cet Usurpateur avoit exigé avant la guerre, sans rien obtenir de sa part. Mais outre cette playe que la paix avec Cromwel fit à la navigation & au commerce des Hollandois; elle produisit un autre effet non moins funeste à la République. La République s'étoit rendue respectable par sa constance & sa fermeté. Cette constance & cette fermeté avoient donné aux Hollandois un grand crédit dans les cours étrangères. On s'empressoit de les avoir pour alliés & pour amis. La foibleſſe qu'on fit paroître vis-à-vis de Cromwel détruisit cette haute opinion qu'on avoit eue jusques à présent du Gouvernement de la République. On vit Martin Harpertz. Tromp, le premier Marin de l'Europe, se plaindre aux Etats que les flottes qu'on lui donnoit pour combattre les Anglois, n'étoient ni assez fortes, ni assez bien équipées, ni assez bien pourvues de munitions (*): déjà la marine Hollandoise ne parut plus si respectable; elle perdit cette heureuse impression qu'elle avoit conservée sur l'esprit des Nations étrangères. On vit cette Marine formidable céder à celle des Anglois, & dès-lors, les Hollandois si fermes autrefois, pliant devant un Usurpateur, recevant de lui la loi qu'il leur dictoit, ne parurent plus aux Peuples étrangers ces mêmes Hollandois qui autrefois avoient attaché un balai à leur mat pour signe qu'ils étoient en état de nétoyer la mer (†), qui avoient bravé la puissance des Espagnols, & qui par leur courage & leur fermeté s'étoient élevés au rang des premières Puissances de l'Europe. On pourroit demander encore si la navigation & le commerce des Hollandois n'auroient pas été moins exposés à ces tristes revers, si la République, pendant la guerre avec Cromwel, eut soutenu Charles II. & eut travaillé à retrablir ce Prince sur le trône d'Angleterre? du moins elle eut excité par là le parti des Royalistes à tenter quelque révolution; elle eut inquiété Cromwel, & eut vraisemblablement obtenu de meilleures conditions. On a lieu de penser que de Wit, qui certainement étoit assez intelligent pour aprofondir les vues des Puissances étrangères, & prévoir les suites que ses démarches pourroient avoir, craignit de voir Charles II. sur le trône d'Angleterre, & qu'il appröhenda par cela même, que les armes de l'Etat eussent du succès contre Cromwel: qu'il aima mieux pour cette raison céder à l'Usurpateur, que de courir le risque de lui voir perdre son crédit & son autorité: car il n'est pas à concevoir que de Wit, qui dans la guerre contre Charles II. fut si actif, si laborieux, si constant, si ferme, qui y montra tant d'intelligence, & qui en un mot y exerça les talens d'un homme également habile, profond, courageux, & prévoyant, se soit mon-

(*) Lettres de d'Estrades.

(†) Voyez ci-dessus T. I. p. 9.

montré si pusillanime & si foible vis-à-vis de Cromwel, à moins de lui supposer quelques motifs particuliers, qui l'ont détourné à soutenir la cause de sa patrie avec cet attachement, & ce zèle infatigable qu'il fit paroître ensuite. Quoi qu'il en soit, jamais les Hollandois ne se sont relevés du coup que la paix avec Cromwel a porté à leur commerce & à leur navigation. Encore aujourd'hui les Hollandois s'en plaignent, mais inutilement.

Les Hollandois ne furent pas aussitôt débarrassés de la guerre avec l'Angleterre, qu'ils se virent entraînés dans les démêlés de la Suède & du Dannemarck; & d'un autre côté ils en avoient eux-mêmes avec le Roi de Portugal. Cependant la discorde qui naiffoit dans l'Etat, faisoit son plus grand malheur. Ceux qui étoient intéressés au Commerce du Nord, prétendoient qu'on soutint le Dannemarck contre la Suède: d'autres, intéressés au Commerce des Indes, voulloient qu'on employât les forces de la République contre le Roi de Portugal. On donna du secours au Roi de Dannemarck, & on rétablit les affaires de ce Monarque, mais on perdit le Bresil sans retour. La trêve faite avec le Portugal étoit assez mal observée, pour prévoir que les Portugais faisiroient le premier moment propre, pour reprendre le Bresil sur les Hollandois. On négligea cependant de le mettre en état de défense. Le Comte de Nassau, qui avoit été envoyé dans cette partie de l'Amérique, & qui y avoit étendu les conquêtes & la domination des Hollandois, sollicita en vain des renforts: il en revint mécontent. Après son départ les affaires y tombèrent de plus en plus; de sorte que les Portugais n'eurent aucune peine à chasser les Hollandois de toutes les possessions qu'ils avoient au Bresil, dès qu'ils en voulurent faire la tentative. C'est ainsi que les Hollandois perdirent en 1654. le Bresil, perte (dit l'Historien Wagenaer) qu'on attribua généralement au manque de provisions de bouche & de guerre, auxquelles les différends survenus avec l'Angleterre avoient empêché les États de donner leurs soins, autant qu'il le faloit. Un mal en entraîne toujours un autre. Le commerce des Hollandois ne souffrit pas uniquement par les coups que lui portèrent les Anglois directement; mais obligés d'employer leurs forces contre Cromwel, ils ne purent donner leurs soins à la défense des autres parties de la République, qu'elle avoit grand intérêt de conserver. D'ailleurs à la raison que Wagenaer donne de la perte du Bresil, il faut ajouter qu'une diversité d'intérêts & des dissensions continues tant sur les résolutions à prendre que sur les moyens de les exécuter, ne contribuèrent pas moins à négliger la conservation de cette importante partie des Conquêtes que les Hollandois avoient faites durant la guerre contre l'Espagne. Ce ne fut pas tout encore. La paix faite avec Cromwel n'indisposa pas

feu-

seulement Charles II. mais elle augmenta les murmures du Peuple en Hollande, fit accroître la discorde entre les Provinces & les membres de l'Etat, & donna du mécontentement à la Cour de France. Louis XIV. prit en mauvaise part que cette paix avoit été conclue, sans qu'il y eut été compris comme partie principale. La Cour de France d'ailleurs crut avoir à se plaindre de ce que les Hollandois n'avoient entamé une Négociation avec elle, que pour intimider en quelque façon le Protecteur Cromwel; celaacheva d'aliéner la cour de France, & la porta à mettre un droit de cinquante sols par tonneau sur tous les Navires étrangers qui viendroient faire le commerce en France: ce droit fut en quelque sorte une imitation de l'Acte de Navigation des Anglois. La navigation des Hollandois en France surpassoit celle de toutes les autres Nations, & dût par là souffrir le plus de ce nouveau droit. Louis XIV. fit encore éclater son ressentiment contre la Hollande par d'autres dispositions, qui ne pouvoient manquer de nuire considérablement au commerce que les Hollandois faisoient en France.

La guerre de la France contre l'Espagne, & celle qui s'éleva ensuite entre l'Angleterre & l'Espagne, firent encore souffrir le commerce des Hollandois. Ce furent des pirateries continues que les Hollandois eurent à essuyer tant de la part des François que de celle des Anglois. On se plaignit de ces insultes à Londres & à Paris; mais la République ne se trouvoit pas dans une situation assez respectable pour donner du poids à ses représentations. On fait monter à trois cent vingt navires le nombre de vaisseaux que les François en 1657. avoient enlevés aux Hollandois durant la guerre de la France contre l'Espagne. Les Hollandois las de ces vexations, prirent enfin des résolutions vigoureuses, qui parurent faire quelque impression sur la Cour de France; mais le commerce des Hollandois n'en fut pas mieux traité ni plus favorisé: on fit espérer aux Hollandois d'accorder les différends par un Traité. Les Hollandois se contentèrent de cette perspective: & le traité ne fut pas fait. Ce ne fut qu'après qu'un commun intérêt eut rapproché les François & les Hollandois, que la France crut pouvoir entrer en négociation avec la République.

La révolution, qui après la mort de Cromwel, rappela Charles II. au trône d'Angleterre, porta également la France & la Hollande à se précautionner contre les vues & la politique de Charles. C'est là le motif de l'Alliance défensive que les Hollandois contractèrent en 1662. avec Louis XIV. Ils ne purent pourtant obtenir la suppression des 50 sols par tonneau. Le Roi ne voulut leur accorder que quelque adoucissement, & encore ne fut-ce

que pour porter la République à la garantie de Dunkerque, dont ce Monarque venoit de faire l'acquisition (*). Or on n'a qu'à lire les lettres que d'Estrades écrivit sur ce sujet au Roi de France, pour sentir le tort que cette acquisition pouvoit faire aux manufactures & au commerce des Hollandais. Les Etats-Généraux ayant fait connoître leurs inquiétudes à cet égard, à l'occasion de la franchise que Louïs XIV. avoit accordée à la ville de Dunkerque, l'Ambassadeur de France avoit taché de les rassurer par des raisons qu'il expose en rendant compte à son Maître des entretiens qu'il avoit eus sur ce sujet avec quelques-uns des membres du Gouvernement (†).

» QUANT à la franchise (dit-il) que Votre Majesté a donnée à Dunkerque, elle n'a eu nulle vue que cela préjudiciât à l'Etat, qui peut en user de même dans l'étendue de ses provinces; elle n'a non plus considéré son intérêt, parce qu'elle a bien voulu perdre & diminuer le revenu de ses douanes, pour reconnoître l'affection que les habitans de Dunkerque lui ont témoignée en plusieurs rencontres, & faire voir aux peuples de Flandres, que si dans les années dernières ils ont été opprimés par les Gouverneurs des places qui étoient à Votre Majesté, présentement qu'el- le gouverne son royaume & ses affaires, elle y établit un si bon ordre, que non-seulement elle désire qu'on vive en repos, mais même que cha- cun trouve à gagner par la liberté du Commerce. Et par cette raison Votre Majesté perd ses revenus avec joie, pour augmenter ceux d'un peuple qui a été affligé dans sa minorité & dans un tems où elle n'a pu y remédier. Sur quoi je le priois [de Wit] de remarquer le bonheur que ses voisins recevront à l'avenir, puisque V. M. se prive du plus clair de ses revenus, pour leur donner des marques de sa bonté royale & de sa ibéralité. Il jugea bien par ma réponse, qu'il ne m'avoit pas persuadé.

» L'ENTRETIEN (continue Mr. d'Estrades) de Mr. van Beuningen fut la même chose, mais elle ne me fut pas expliquée avec la même adresse. je lui repliquai, dans le même sens que je fis au Pensionnaire, en m'atta- chant toujours à lui faire entendre, que le but de V. M. n'étoit que de maintenir la paix & la bonne union avec tout le monde, mais de soutenir ses droits si on les attaque. J'ai cru en devoir user de la sorte avec ces gens ici, par les avis certains que j'ai des cabales qui se font dans les vil- les d'Amsterdam, Rotterdam & la Zélande, contre la franchise de Dun- kerque.

J'AS

(*) Lettres &c. de d'Estrades Tom. II. p. 32.

†) Lettres de d'Estrades Tom. II. p. 44 - 46.

» J'A I été averti qu'ils ont envoyé des Députés à messieurs les Etats-Généraux, pour leur déclarer, que la plus grande partie des ouvriers des Manufactures, retirés en Hollande depuis vingt ans, s'en veulent retourner vers Gand & Bruges, pour travailler & trafiquer vers Dunkerque. Que les meilleurs marchands des lieux ci-dessus nommés, ont déclaré, que si cette franchise subsiste, ils envoient des Facteurs à Dunkerque, & qu'ils suivront après avec leurs familles.

» LA Zélande est dans la même appréhension pour les sucres, le tabac, & l'indigo qui vient des Iles de St. Christophe, de la Martinique, & de la Guadaloupe, dont le Commerce a enrichi plusieurs familles, non-obstant les grands droits qu'ils payent en Zélande. *De sorte que les plus éclairés voyent bien, qu'ayant qu'il soit quatre ans, Dunkerque attirera tout le Commerce & ruinera ce païs.*

» J'A I aussi avis, qu'il y a des gens qui ont été envoyés secrètement à Anvers, Gand & Bruges, pour tâcher de détourner les Magistrats d'avoir aucun commerce par Dunkerque, & que même on leur offre diminution des droits par Zélande, qu'on leur persuade qu'il n'y a nulle sureté de s'établir dans une ville de guerre, & qu'il vaut bien mieux qu'ils continuent leur trafic avec leurs vieux amis, que non pas avec de nouveaux. Tout ce que dessus m'a été mandé par correspondances que j'ai à Bruges & à Gand. Et je juge par les discours de ces messieurs, qu'ils ne m'ont rendu visite, que pour me pressentir sur cette franchise, & que cette affaire les touche fort. Votre Majesté me fera l'honneur de me mander, s'il lui plaît, si elle l'approuve la réponse que je leur ai faite, & si elle désire que je leur dise quelque chose de plus fort, en cas qu'ils m'en parlent".

APRES avoir lu cet exposé on ne peut douter que les Hollandois ne fussent très-fachés de voir Dunkerque entre les mains des François, & cependant ils ne purent obtenir la conclusion du Traité d'Alliance avec la France, que moyennant la garantie de cette Place.

CE Traité néanmoins ne pouvoit manquer d'augmenter la mauvaise humeur de Charles II. contre la République. Le Ministère de Londres sentit très-bien, que cette Alliance étoit principalement destinée à rassurer les Hollandois sur les intentions que les Anglois pourroient avoir; & à soutenir la France contre les vues des Espagnols. Les Hollandois crurent peut-être appaiser le Roi d'Angleterre & contenter les Anglois par le traité qu'ils firent avec l'Angleterre en 1662. & dans lequel ils cédèrent aux Anglois

glois l'Isle de Pouleron. Peut-être aussi firent-ils uniquement semblant de le croire; & qu'ils connoissoient assez les dispositions de Charles II. pour ne pas s'y fier. En effet ce traité fut à peine conclu, que les Anglois commirent des hostilités sous le prétexte ordinaire d'user de représailles. La guerre ne tarda pas à s'allumer entre l'Angleterre & la Hollande; & c'est dans cette guerre que de Witt déploya les talents d'un grand homme.

LONGTEMPS destitué du secours & de l'appui de la France sur lesquels il avoit cru pouvoir se repoter, ne pouvant gagner les Couronnes de Suède & de Danois, qui, sollicitées par l'Angleterre, formoient des prétentions exorbitantes, n'osant accepter les avances ni de l'Espagne ni de l'Empire pour ne pas perdre l'appui de la France, qui temporisoit, qui les tenoit en suspens, & qui de jour à autre faisoit espérer une réconciliation avec l'Angleterre, de Witt se vit reduit aux seules ressources de l'Etat.

TRAVERSÉ d'ailleurs par le parti du Prince d'Orange, inquiété par les murmures & les émeutes du peuple, & par les dissensions domestiques; il surmonta tous ces obstacles, tint tête à Charles II. & réussit à le faire plier. Également actif & ferme, les premiers revers que les Hollandais eussent dans cette guerre, bien loin de le décourager, servirent à le rendre plus constant & plus inflexible. Pour juger de la situation dans laquelle de Witt se trouva, on n'a qu'à lire les lettres que le Comte d'Estrades écrivit dans ce temps-là à Louis XIV.

„ AINSI Votre Majesté (écrit-il le 19. Janv. 1665.) me permettra „ de lui dire avec le respect que je dois, & avec le zèle & la passion que „ j'ai pour son service, qu'il est absolument nécessaire, qu'elle se détermine „ au parti qu'elle doit prendre, car s'il arrive que celui de conserver Mes- „ sieurs les Etats lui soit le plus avantageux, il n'y a plus de tems à perdre, „ un autre ordinaire comme celui - ci nous feroit perdre l'affection des „ principaux députés de la Hollande & de leurs Villes, qu'on ne sauroit „ après ramener avec des années entières (*).”

EN faisant rapport d'une conversation que lui, d'Estrades, avoit eue avec le Grand-Pensionnaire, il en parle ainsi dans sa Lettre au Roi du 9. Avril 1665. (†).

„ IL

(*) Lettres de d'Estrades T. III. p. 32.

(†) Lettres de d'Estrades T. III. p. 139. & 140.

„ Il m'a dit , qu'il ne voyoit aucune disposition du coté d'Angleterre
„ d'entrer dans un traité avec les Etats , non pas même d'accepter la média-
„ tion de Votre Majesté ; qu'ainsi il jugeoit bien qu'il falloit en venir à un
„ combat , & que pour cet effet leur flotte fortiroit à la fin de ce mois.

„ JE l'ai trouvé fort abattu de ce dernier incident , & prévoyant un change-
„ ment dans le Gouvernement de l'Etat , ses ennemis ayant parlé fort haut , di-
„ sant que c'étoit lui seul qui avoit appuyé le Traité de 1662. ; qu'on avoit pré-
„ vu le danger qu'il y avoit de se lier trop étroitement avec la France , qui ne per-
„ droit jamais le souvenir de la paix de Munster , ainsi qu'il paroît à présent
„ par la manière dont Votre Majesté en use avec eux. Ils ajoutent beau-
„ coup d'autres discours ridicules , qui ne tendent qu'à leur fin , & com-
„ me ce qu'ils désirent le plus , est de ruiner Mr. de Wit , ils reçoivent
„ avec joie les incideſſs qui arrivent du coté de France.

„ MAIS je dois avertir Votre Majesté , que j'entrevois bien les desſeins
„ de la cabale de l'Espagne & de l'Angleterre , qui est de demeurer unis ,
„ après avoir ruiné celle de Mr. de Wit , de faire l'accommodeſſement avec
„ l'Angleterre , & satisfaire l'edit Roi d'Angleterre sur beaucoup de points ,
„ à quoi l'edit sieur de Wit , ayant du crédit , ne consentira jamais.”

„ Votre Majesté voit plus clair dans ses affaires que personne , & jugera ,
„ s'il lui plait , des conséquences , s'il arrive un changement , pour y remé-
„ dier de bonne-heure par sa grande prudence ; car elle doit être assurée que
„ le Roi d'Angleterre aura tout pouvoir sur celui qui occupera le poste de
„ Mr. de Wit , & qu'il sera le maître en ce pays.”

„ J'AI vu (écrit d'Estrades dans sa Lettre du 8. Juin 1665. au Roi) (*),
„ j'ai vu ensuite plusieurs Députés des Villes qui sont mes amis , que je
„ trouvai fort étonnés. Ils m'ont dit , qu'ils se voyoient abandonnés de tous
„ leurs alliés ; qu'il y avoit un grand bruit dans leur assemblée ; que l'avis
„ de plusieurs étoit , de faire la paix avec le roi d'Angleterre , aux conditions
„ qu'il leur préſcriroit , & remettre le prince d'Orange dans ses charges ; que
„ d'autres , du nombre desquels étoit Mr. de Wit , avoient été d'avis , de
„ temporiser , jusqu'à ce qu'on vît si Votre Majesté voudroit exécuter le
„ Traité , & qu'on donneroit ordre à van Beuningen de la presser là- des-
„ sus ;

(*) Lettres de d'Estrades T. III. p. 215.

» fus ; & après la déclaration de Votre Majesté de oui ou non , qu'il feroit
 » aslez tems de prendre d'autres mesures. Cet avis a été suivi ; Votre Ma-
 » jesté me fera favoř , s'il lui plait , ses intentions , & comment je me dois
 » conduire dans cette conjoncture , qui est fort délicate & pleine d'intri-
 » gues , les esprits étant ainsi partagés ; & afin que je ne m'avance pas trop
 » à répondre sur les propositions qui me pourront être faites , je supplie
 » très - humblement V. M. de me faire favoř si , en cas que les Etats se
 » portent à se déclarer contre l'Espagne pour la conquête de la Flandres ,
 » quand le cas écherra des droits de la Reine , elle voudra bien se déclarer
 » dès - à - présent pour les Etats : car pour les faire venir à cela , il faut du
 » tems , & prendre des mesures avec les Députés des villes .”

Dans la lettre que ce Ministre écrivit au Roi le 23. Juillet 1665. il repré-
 ſente la situation critique dans laquelle de Wit se trouvoit.

» M O N S I E U R de Wit (dit - il) (*) m'est venu voir ensuite , & m'a repréſen-
 » té au vrai l'état de leurs affaires , qui font dans une telle extrémité , qu'ils n'ont
 » que la ſeule reſſource de hazarder un combat , m'ajoutant , que ſ'ils reſ-
 » tent dans leurs ports , ils ont à craindre deux chofes , dont une ſeule fera
 » indubitablement revolter les villes , demander la paix au Roi d'Angleterre
 » à telles conditions qu'il voudra , remettre le Prince dans ſes charges , &
 » chaffer du gouvernement tous ceux qui y font à présent .

» Q U E la première eſt le retour de de Ruyter , celui de la flotte de Smirne
 » qui eſt à Cadix , & celui de la flotte des Indes ; que ſi on laiſſe la Mer li-
 » bre aux Anglois , il eſt impossible d'éviter la perte d'une de ces flottes ,
 » & peut - être des trois , ce qui les mettroit ſi fort en arrière , qu'ils ne
 » pourroient jamais s'en relever ; & qu'ainsi il eſt d'avis qu'on fasse fortir
 » leur flotte , qui fera dans douze jours de cent & ſix grands vaisſeaux ;
 » qu'on a pourvu aux charges vacantes par de bons Chefs & expérimentés ;
 » que le chatiment qui a été fait , fera mieux faire le devoir aux autres ; &
 » qu'enfin il y a lieu d'espérer un bon succès par toutes les précautions que
 » les Etats ont prises ; mais que la plus grande raſion qu'il y ait à donner à
 » ce conseil , eſt que Meſſieurs les Etats n'ont aucune reſſource à espérer
 » que par là . Je lui ai repliqué , que j'étois marri d'apprendre le mauvais
 » état de leurs affaires ; mais qu'il me ſembloit que les Etats pourroient pren-
 » dre

(*) Lettres de d'Eſtrades T. III. p. 242.

„ dre un parti plus sûr, qui seroit celui de dire à Votre Majesté confidem-
„ ment jusques où ils veulent se relâcher pour avoir la paix; que j'avois or-
„ dre de Votre Majesté de lui dire, que les ouvertures ne paroitroient pas
„ venir de leur part, mais seulement de celle de Votre Majesté, sans que
„ les Etats se fassent aucun préjudice de leur consentement par l'avancé qu'el-
„ le en aura faite.

„ IL a fort gouté cette ouverture, & sur cela nous sommes entrés en ma-
„ tière, & il m'a dit que Votre Majesté pouvoit proposer d'elle-même *la*
„ *cession du Fort Saint-André & de l'Ile Bonavista sur la rivière de Gambi*, qui
„ sont deux places dont la Compagnie d'Amsterdam tiroit beaucoup d'or, &
„ fort considérables pour le Commerce; qu'on rendroit le Fort Cormantin,
„ que de Ruyter a pris, en échange du Cabo Corso, & quand bien le Géné-
„ ral Valkenbourg auroit repris Cabo Corso, qu'ils ne laisseroient pas de ren-
„ dre Cormantin; qu'ils céderont les *Forts, Villes & habitations de la nouvelle*
„ *Belgique*, en cédant aussi l'Ile de Poleron aux Etats, dont ils sont encore en
„ possession, ce qu'il ne demande que pour avoir prétexte de tirer le con-
„ sentement de la Compagnie, d'autant que l'Ile de Poleron est toute défrichée,
„ & les arbres de canelle & muscade coupés, & les racines arrachées, en-
„ forte qu'elle ne peut jamais rien valoir, ce dont les Anglois sont bien infor-
„ més, ayant été sur les lieux: *c'est proprement céder pour rien toute la nouvelle*
„ *Belgique*, qui a tant couté d'argent depuis plus de soixante ans qu'ils la pos-
„ sèdent, & qui est un pays cultivé dont ils reçoivent un grand commerce de Cas-
„ tors & de toutes sortes de pelleteries, & contigu à la nouvelle Angleterre,
„ ce qui leur apportera une grande utilité.

„ MAIS que si le Roi d'Angleterre demandoit par-dessus cela le dixième
„ de la pêche, ou autre contribution dans l'Europe, ou que les Etats pris-
„ sent des passeports des Anglois pour passer le Canal, ou quelque autre
„ marque de Roi de la Mer, ou qu'il demandât à rétablir le Prince d'Orange
„ dans ses charges, les Etats ne consentiront jamais à aucune de ces condi-
„ tions, & en ce cas, ils se résoudront de hazarder le tout pour le tout."

EN parlant de la perte que les Hollandois ont faite au mois de Septembre
1665. par une Tempête qui dispersa leur flotte; ce ministre écrit au Roi
dans sa Lettre du 24. Sept. 1665. (*).

„ C E T-

(*) d'Estrades T. III. p. 417.

„ sus ; & après la déclaration de Votre Majesté de oui ou non , qu'il feroit
 „ assez tems de prendre d'autres mesures. Cet avis a été suivi ; Votre Ma-
 „ jesté me fera savoir , s'il lui plait , ses intentions , & comment je me dois
 „ conduire dans cette conjoncture , qui est fort délicate & pleine d'intri-
 „ gues , les esprits étant ainsi partagés ; & afin que je ne m'avance pas trop
 „ à répondre sur les propositions qui me pourront être faites , je supplie
 „ très - humblement V. M. de me faire savoir si , en cas que les Etats se
 „ portent à se déclarer contre l'Espagne pour la conquête de la Flandres ,
 „ quand le cas écherra des droits de la Reine , elle voudra bien se déclarer
 „ dès - à - présent pour les Etats : car pour les faire venir à cela , il faut du
 „ tems , & prendre des mesures avec les Députés des villes .”

Dans la lettre que ce Ministre écrivit au Roi le 23. Juillet 1665. il repré-
 sente la situation critique dans laquelle de Wit se trouvoit.

„ **M O N S I E U R** de Wit (dit - il) (*) m'est venu voir ensuite , & m'a repré-
 „ té au vrai l'état de leurs affaires , qui sont dans une telle extrémité , qu'ils n'ont
 „ que la seule ressource de hazarder un combat , m'ajoutant , que s'ils res-
 „ tent dans leurs ports , ils ont à craindre deux choses , dont une seule fera
 „ indubitablement revoler les villes , demander la paix au Roi d'Angleterre
 „ à telles conditions qu'il voudra , remettre le Prince dans ses charges , &
 „ chasser du gouvernement tous ceux qui y sont à présent .”

„ **Q U E** la première est le retour de de Ruyter , celui de la flotte de Smirne
 „ qui est à Cadix , & celui de la flotte des Indes ; que si on laisse la Mer li-
 „ bre aux Anglois , il est impossible d'éviter la perte d'une de ces flottes ,
 „ & peut - être des trois , ce qui les mettroit si fort en arrière , qu'ils ne
 „ pourroient jamais s'en relever ; & qu'ainsi il est d'avis qu'on fasse sortir
 „ leur flotte , qui sera dans douze jours de cent & six grands vaisseaux ;
 „ qu'on a pourvu aux charges vacantes par de bons Chefs & expérimentés ;
 „ que le chatiment qui a été fait , fera mieux faire le devoir aux autres ; &
 „ qu'enfin il y a lieu d'espérer un bon succès par toutes les précautions que
 „ les Etats ont prises ; mais que la plus grande raison qu'il y ait à donner à
 „ ce conseil , est que Messieurs les Etats n'ont aucune ressource à espérer
 „ que par là . Je lui ai repliqué , que j'étois marri d'apprendre le mauvais
 „ état de leurs affaires ; mais qu'il me sembloit que les Etats pourroient pren-
 „ dre

(*) Lettres de d'Estrades T. III. p. 242.

„ dre un parti plus sûr, qui seroit celui de dire à Votre Majesté confidem-
„ ment jusques où ils veulent se relâcher pour avoir la paix; que j'avois or-
„ dre de Votre Majesté de lui dire, que les ouvertures ne paroitroient pas
„ venir de leur part, mais seulement de celle de Votre Majesté, sans que
„ les Etats se fassent aucun préjudice de leur consentement par l'avance qu'el-
„ le en aura faite.

„ IL a fort gouté cette ouverture, & sur cela nous sommes entrés en ma-
„ tière, & il m'a dit que Votre Majesté pouvoit proposer d'elle-même la
„ cession du Fort Saint-André & de l'Ile Bonavista sur la rivière de Gambi, qui
„ sont deux places dont la Compagnie d'Amsterdam tiroit beaucoup d'or, &
„ fort considérables pour le Commerce; qu'on rendroit le Fort Cormantin,
„ que de Ruyter a pris, en échange du Cabo Corso, & quand bien le Géné-
„ ral Valkenbourg auroit repris Cabo Corso, qu'ils ne laisseroient pas de ren-
„ dre Cormantin; qu'ils céderont les Forts, Villes & habitations de la nouvelle
„ Belgique, en cédant aussi l'Ile de Poleron aux Etats, dont ils sont encore en
„ possession, ce qu'il ne demande que pour avoir prétexte de tirer le con-
„ sentement de la Compagnie, d'autant que l'Ile de Poleron est toute défrichée,
„ & les arbres de canelle & muscade coupés, & les racines arrachées, en-
„ sorte qu'elle ne peut jamais rien valoir, ce dont les Anglois sont bien infor-
„ més, ayant été sur les lieux: c'est proprement céder pour rien toute la nouvelle
„ Belgique, qui a tant couté d'argent depuis plus de soixante ans qu'ils la pos-
„ sèdent, & qui est un pays cultivé dont ils reçoivent un grand commerce de Cas-
„ tors & de toutes sortes de pelleteries, & contigu à la nouvelle Angleterre,
„ ce qui leur apportera une grande utilité.

„ MAIS que si le Roi d'Angleterre demandoit par-dessus cela le dixième
„ de la pêche, ou autre contribution dans l'Europe, ou que les Etats pris-
„ sent des passeports des Anglois pour passer le Canal, ou quelque autre
„ marque de Roi de la Mer, ou qu'il demandât à rétablir le Prince d'Orange
„ dans ses charges, les Etats ne consentiront jamais à aucune de ces condi-
„ tions, & en ce cas, ils se resoudront de hazarder le tout pour le tout."

EN parlant de la perte que les Hollandois ont faite au mois de Septembre
1665. par une Tempête qui dispersa leur flotte; ce ministre écrit au Roi
dans sa Lettre du 24. Sept. 1665. (*).

„ C E T-

(*) d'Estrades T. III. p. 417.

„ CETTE dernière perte étonne fort tous ceux du Gouvernement, & „ même a déjà produit une revolte à Rotterdam, où le peuple est allé investir „ la Maison de Ville. On a été obligé d'y envoyer des troupes, qui avec „ l'assistance des bons bourgeois ont pris six des principaux mutins, qui „ doivent être pendus. Pendant cet intervalle les cabales d'Espagne & „ d'Angleterre employent toutes choses pour mettre la division dans les „ Provinces; tous ceux de la cabale contraire inclinent à s'accomoder avec „ l'Angleterre, mais avec des conditions si dépendantes du Roi, qu'on voit „ bien qu'ils sont *plus portés à la ruine dudit sieur de Wit, qu'au bien de la Patrie.* Je ne m'ouvrirai de rien à personne, que je n'aye pressenti au- „ paravant les sentimens de ceux à qui je parlerai; car c'est une affaire fort „ délicate à traiter, dans une conjoncture où la méfiance est grande contre la „ France, & où tous les partis sont unis pour la décréditer. Ils se servent „ de la lettre que Mr. van Beuningen a écrite aux Etats du 11. du courant, „ dont j'envoie copie à Votre Majesté, & de mes Mémoires, qui mar- „ quent que Votre Majesté a eu la bonté de faire sa déclaration sans con- „ dition & sans aucun intérêt.

„ QUANT au premier article, qui dit, que si les Etats ne se tenoient „ point aux propositions que Votre Majesté a fait faire au Roi d'Angleter- „ re, elle ne pourroit pas garantir le Traité. — Et quant au second, que „ cet Etat feroit bien de faire la paix; mais que si cet Etat s'attachoit tout- „ à - fait aux intérêts de la France, elle ne l'abandonneroit pas. — Les caba- „ les font publier par les villes, que c'est pour les amuser d'une espérance „ de paix, & ne se déclarer pas, & l'expliquent en cette manière: Que la „ menace de ne prêter pas la garantie, si on n'accepte les conditions de paix, „ est un autre amusement, en ce que le Roi d'Angleterre a refusé toutes „ les propositions que V. M. a faites, & en a donné d'autres que les Etats „ ne peuvent accepter. Et que, pour le dernier article, il est aisé de voir „ l'intention de V. M. qui est de les engager dans une guerre contre le Roi „ d'Espagne, & non pas de leur prêter la garantie sans condition, ainsi que „ je les en ai assurés de sa part.

„ TOUT ce que dessus, quoiqu'éloigné de l'apparence, ne laisse pas de „ faire impression sur leurs esprits, & ôter la créance qu'ils avoient en moi.

„ JE ne manquerai pas de prendre mon tems d'agir conformément aux „ ordres que V. M. me donne, & de lui en rendre compte l'ordinaire „ prochain.

„ L'E-

„ L'EVÉQUE de Munster a pris & pillé une petite ville dépendante de la Gueldres. Son armée est forte de 18 mille hommes; messieurs les Etats n'en ont pas six mille pour s'y opposer; s'il profite de leur foiblesse, il prendra des places sans qu'ils soient en état de les secourir.”

ENFIN dans le tems que Louïs XIV. craignant que le parti de de Wit ne succombât, & que les Hollandois ne se jettassent entièrement dans les bras des Anglois, étoit sur le point de rompre avec l'Angleterre, d'Estrades écrit au Roi dans sa Lettre du 16. Octob. 1665. (*).

„ ON a passé bien plus avant; car les partisans du Prince, du Roi d'Espagne & du Roi d'Angleterre, ont jeté plusieurs billets, & même fait des imprimés contre Mr. de Wit, le faisant auteur de cette guerre, par l'ambition qu'il a eu de commander la flotte, & de se rendre maître de toutes les affaires; & cela a si bien réussi, que dans les villes, dans les bateaux, & dans tous les lieux publics, on parle de lui comme d'un traître, & on dit hautement, qu'il faut avoir la paix avec l'Angleterre, & remettre le Prince d'Orange dans ses charges. Ce qui m'a le plus surpris, a été l'impression que cela a fait dans l'esprit de Mr. de Beverning, qui remit avanthier sa charge des Finances entre les mains du Conseil-d'Etat, & prit congé des Etats-Généraux. Je le fus voir, pour lui dire tout ce que je jugeois de plus fort pour l'obliger à ne pas quitter dans cette conjoncture; que cela feroit grand tort à Mr. de Wit son ami intime, & en qui il avoit la dernière confiance; que le Roi même l'en blameroit, m'ayant ordonné comme il fait; de lui dire toutes choses sur les affaires présentes; que même il avoit commencé à négocier près des villes touchant les dernières propositions du Roi d'Angleterre; qu'un changement si prompt feroit fort préjudiciable audit de Wit, & à la province de Hollande même dont il étoit. Il me dit, qu'il y avoit longtems qu'il avoit dessein de se retirer; qu'il voyoit les affaires si brouillées, qu'il faloit d'autres têtes que la sienne pour les développer; qu'il vouloit me parler franchement, qu'on avoit laissé trop longtems les Etats sans les secourir; & qu'il se voyoit quasi sans ressource, & pris par deux côtés, dont le Roi d'Angleterre se déclare le maître, & qui l'est effectivement; & que ce qui donnoit de l'étonnement à tous ces peuples & aux Magistrats des villes, est qu'ils ne connoissoient pas le Roi d'Angleterre tel qu'il est, & que présentement il leur paroît un Prince qui a une flotte de cent navires, qui a fait une armée de terre de

„ tren-

(*) Lettres &c. de d'Estrades T. III. p. 477.

» trente mille hommes, qui est dans le cœur de leur pays, qui fait tous les
» jours des alliances en Allemagne contre eux; & quoiqu'il ne soit pas fort
» riche, il dépense des sommes si considérables pour leur faire la guerre,
» qu'ils ont sujet de croire, qu'ayant si bien conduit ses affaires, il ruineroit
» les Etats s'ils ne prenoient le parti de s'accommorder, & de ne se brouiller
» jamais avec lui.

» *Je* lui dis, que si les Etats étoient de son avis, je les verrois bientôt
» soumis à l'Angleterre, & leur liberté opprimée, & qu'il me semble que le
» Roi leur envoyant un secours qui est en marche, cela les devroit mettre à
» couvert de leurs craintes, & leur faire comprendre la suite de cette décla-
» ration pour leurs intérêts.

» *IL* me dit qu'on étoit dans l'hiver; que six mille hommes ne les fauve-
» roient pas; qu'il y en avoit vingt mille dans leurs provinces; que le pays
» avoit été déjà pillé, & que le mal présent est plus sensible que celui de l'a-
» venir. De toute notre conversation j'ai bien jugé qu'il appréhende un
» changement, & qu'il veut se mettre à couvert. Il y en a bien d'autres
» qui le suivront. Voilà au vrai, Monsieur, l'état où sont les affaires, &
» comme je n'ai nulles nouvelles de messieurs les Ambassadeurs en Angleter-
» re depuis trois semaines, vous jugerez mieux que moi, si les avis de van
» Goch, touchant le procédé du Roi d'Angleterre, sont véritables.

» *Je* ne perds pas de tems de voir mes amis & les députés des villes sur
» la matière dont je parle ci-dessus, & n'oublierai rien de tout ce que je
» croirai devoir faire pour le service du Roi. Mais je vous prie, Monsieur,
» de me donner un avis sur tout ce que dessus, & de considérer que nous
» avons affaire à des peuples qui changent souvent; & que si vous ne son-
» gez à les tenir par la crainte, & à les gagner dans les occasions par des
» gratifications, comme il s'est pratiqué de tout tems, ils nous échaperont”.

TOUTES les Lettres de d'Estrades, sont remplies de passages qui at-
tent les continues dissensions & la discorde qui ont désolé la République
lorsqu'elle s'est trouvée destituée du Chef, qui seul auroit pu concilier les
esprits, réprimer les cabales, & donner aux cours de l'Administration cette
heureuse prépondérance qui réunit les intérêts & les fait tendre au Bien-général.

Ce n'étoit pas dans les familles de la Magistrature seules que la mésin-
telligence regnoit; elle avoit passé dans tous les ordres de l'Etat, à tous les
in-

individus. On se rapelloit que Guillaume I. avoit sacrifié ses biens & sa vie pour le bien de l'Etat ; on se rapelloit les victoires du Prince Maurice, & celles du Prince Fréderick-Henri ; enfin les succès de la République sous le Stadhouderat de ces trois Princes réveilloient dans le peuple en général ces sentiments de reconnaissance, qu'il est souvent moins rare de rencontrer dans la classe inférieure des hommes que dans les personnes d'un rang plus élevé. On ne pouvoit souffrir & on voyoit avec une espèce d'indignation qu'on éloignoit du Gouvernement cette maison illustre, qui avoit jetté les fondemens de la République, & à laquelle on étoit redevable de sa splendeur, de sa gloire, & de sa puissance. De là des mécontentemens, des murmures, des émeutes.

Le Vice-Amiral Tromp revenu au Tessel après le malheureux combat livré contre les Anglois dans le mois de Juin 1665. déclara aux Députés de messieurs les Etats „ qu'il remettoit sa commission, & qu'il ne les serviroit jamais ; que de tous les Capitaines qui étoient entrés, il n'y en avoit „ que douze qui eussent fait leur devoir ” (*).

Des Capitaines de mer déclaroient publiquement qu'ils ne retourneroient plus en mer, si on ne portoit la banderolle du Prince (†). Cette division se répandoit jusques dans la Flotte.

De Wit fut obligé de se faire nommer „ pour aller sur la Flotte, avec „ plein pouvoir d'y agir, afin de ne plus tomber dans les inconveniens de „ manquement de parole par les cabales, qui font aussi bien dans la Flotte que „ parmi les Etats” (**). Ces divisions alloient si loin, que les Provinces se trouvèrent sur le point de rompre l'union (††) & qu'il y eut des émeutes continues du peuple qui croit qu'il faloit faire des levées pour le Prince d'Orange & non pour des traitres.

Ces malheureuses dissensions produisirent naturellement un autre mal : les Etats ne pouvoient s'accorder ni sur l'état militaire, ni sur les Officiers à mettre à la tête de leurs troupes. Delà le mauvais état de leur armée, de leurs garnisons & de leurs magazins. Craignant que celui qu'ils mettroient à la tête de l'Ar-

(*) Lettres de d'Estrades T. III. p. 214.

(†) d'Estrades T. III. p. 232.

(**) d'Estrades T. IV. p. 509.

(††) d'Estrades T. V. p. 130.

l'Armée n'abusât de l'autorité qu'il faudroit lui confier, & du pouvoir qu'il auroit en main, ils ne pouvoient se resoudre à en nommer un, & préféroient de diriger plutôt par eux-mêmes les affaires militaires.

„ Ce qui me donne le plus de peine à présent, (dit d'Estrades dans sa Lettre au Roi du 28. Janv. 1666.) c'est le commandement de leur armée, & qu'il est impossible qu'un grand dessein puisse réussir *dans la division* où sont les Provinces la Hollande a dû consentir à la continuation du Prince Maurice, qui doit aller à Wesel pour faire agir les troupes pendant l'hyver; mais il doit être accompagné de deux députés des Etats, avec ordre de suivre leur avis. Comme ils sont ignorans dans la guerre, susceptibles d'une infinité d'avis visionnaires, que de petites gens leur donneront, Votre Majesté peut juger s'il y a lieu d'espérer un bon succès; cependant quelques avis que jaie donné à Monsieur de Wit, & à mes amis là-dessus, je m'aperçois bien qu'ils trouvent encore bien plus *d'inconvénients à lui laisser l'autorité absolue sur l'armée*, que de hazarder à ne réussir pas en la retranchant". Ces inconvénients n'auroient certainement pas eu lieu, si on n'eût pas altéré la constitution de la République en supprimant le Stadhouderat.

L'ANIMOSITÉ contre l'Angleterre fit qu'on cassa les Anglois & Ecossois, & la crainte que la France n'eût trop d'influence sur les troupes de l'Etat, fit que l'on diminua tant que l'on put les corps françois, & qu'on donna les charges qui vaquoient dans les Régimens françois à des flamans. (*) „ Quand ils auront quelques affaires du coté de la terre (écrit d'Estrades à Louis XIV.) ils trouveront à redire les Etrangers, mais il ne sera plus tems & je puis dire par avance à Votre Majesté, qu'avec toute leur Armée de nouvelles troupes ils n'oseroient tenir la Campagne devant 6000 hommes de pied, & 2000. Chevaux des Troupes de Votre Majesté". On doit observer que le Maréchal d'Estrades écrivit ceci au Roi de France en 1665. qu'il n'y avoit que dix-sept ans que la paix de Munster avoit été faite, & que jusques à ce tems la République avoit eu la réputation de posséder les meilleures troupes de l'Europe. Ce que d'Estrades remarque dans cet endroit se vérifia ensuite, lorsque la République fut attaquée par l'Evêque de Munster. „ Si vous étiez ici," écrit le Maréchal d'Estrades à Mr. de Lionne le 20. Août de la même année, „ vous auriez encore plus de peine à comprendre la létargie où sont messieurs les Etats pour leur conduite. Ils n'ont rien à présent dans l'esprit que l'équipage de mer, & abandonnent tellement la terre, que si l'Evêque de „ Mun-

(*) d'Estrades T. III. p. 85.

„ Munster entroit dans leur pays avec dix millé hommes, il leur enleveroit „ les trois meilleures places qu'ils ayent sur les frontières d'Overysel & de „ Gueldre, parce qu'ils ne sçauroient en mettre six en campagne. Jugez ce „ que c'est, pour garder depuis Mastricht jusques en Frise (*). Aussi l'Evêque de Munster qui avant la paix de Westphalie n'auroit osé se remuer contre la République, ne trouva-t-il aucune peine à battre les Hollandois, à prendre des places, & à pénétrer dans leur pays; & si dans ce tems là France n'eût donné des secours à la République, ces mêmes Hollandois qui avec tant de fermeté & tant de gloire avoient soutenu leur querelle contre la Puissance la plus formidable de l'Europe, auroient couru risque d'être subjugués par l'un des plus petits Princes de l'Allemagne (†): tels sont les effets de la discorde. Remarquons en passant, que si l'Evêque de Munster manqua de profiter de la foibleesse dans laquelle les Hollandois se trouvoient, il dût l'imputer à l'ignorance des chefs de son Armée. „ Les Trou- „ pes de l'Evêque de Munster (dit d'Estrades dans sa Lettre au Roi du 22. „ Octob. 1665.) après avoir pillé le Pays de Drente, ont paillé dans celui de „ Groningue qu'ils n'épargnent non plus que celui par où ils ont passé. Les „ Etats ont bien fourni les places & ont abandonné la campagne, qui sera bien- „ tôt inondée, les digues étant coupées & les écluses levées. Il ne leur reste „ que peu de troupes, qui ne sont pas en état de tenir la campagne contre „ l'Evêque, lequel de son côté a perdu de belles occasions par l'ignorance de „ ses Chefs. S'il eut été d'abord à Zutphen, Deventer, & Zwol sur l'Issel, „ il eut pris ces trois places sans aucune résistance, n'y ayant que desbour- „ geois qui se fussent rendus avec une bonne capitulation, & il eut fait „ contribuer tout le Veluw, la Frise & Groningue, & eut apuié son armée „ de ces places, qui eut gagné des Provinces entières dans la frayeur, où „ l'on étoit de cette grande Armée” (§).

Outre que la République se trouvoit hors d'état d'opposer les forces suffi- „ santes contre celles de l'Evêque de Munster, les dissensions intestines empê- „ choient encore l'Etat d'employer efficacement celles qu'il avoit. „ On n'a rien „ résolu (dit d'Estrades au Roi, dans sa lettre du 14. Janvier 1666.) sur les „ propositions que Mr. de Pradel a envoyées aux Etats par M. de Baas. On „ trouve tant de difficultés à faire subsister l'armée dans les places où les vi- „ vres & les fourages manquent, qu'il y auroit eu de l'impossibilité de main- „ tenir l'armée en campagne. Ils ne laissent pas de chercher des expédiens „ de

(*) d'Estrades T. III. p. 305.

(†) Ibid. T. III. p. 438.

(§) Ibid. T. III. p. 457.

„ de faire sortir un corps pour se joindre à l'armée des Ducs de Brunswic;
 „ mais quand on en viendra à l'exécution, on trouvera les mêmes inconvénients que je représente ici.

„ O N prend de bonnes résolutions pour le taux des vivres & des fourages,
 „ mais l'exécution ne s'ensuit pas; les plaintes que je fais sur ce sujet ne produisent rien. Par exemple, après avoir mis le taux au foin & à l'avoine, en sorte que les chevaux ne reviennent qu'à 8 sols par jour, la ville d'Arnhem ne l'a pas voulu tenir; & le Magistrat, de son autorité, l'a augmenté de 5 sols; & ainsi les cavaliers de la compagnie de mon fils, & ceux de Masbac, qui y sont en garnison, payent par jour 13 sols pour leurs chevaux; leur solde n'étant que de quinze, il est impossible qu'ils puissent subsister; & je crains que la désertion ne se mette dans les troupes de Votre Majesté. Je ne perds pas de tems à représenter ces inconveniens aux Etats; mais le mal est, que chaque ville est maîtresse, sans avoir égard aux ordres qui viennent des Etats."

P A R tout ce que nous venons de rapporter on peut juger des peines infinies & continues que de Wit dût prendre pour ne pas succomber sous le poids d'une pareille administration, & des ressources qu'il dût trouver dans son génie pour faire face à toutes les oppositions qu'il rencontrait, & pour surmonter les difficultés & les obstacles qui se présentaient pour ainsi dire à chaque pas qu'il faisoit. Il s'en falloit de beaucoup que la guerre contre Charles II. eut été entreprise d'un commun avis: on lui imputoit non-seulement les mauvais succès que cette guerre eut dans les commencemens; mais encore le peu d'empressement que la France montroit pour remplir ses engagemens (*). Le comte d'Estrades lui repréſenta un jour l'état critique dans lequel il se trouvoit (†). De Wit n'avoit assurément pas besoin qu'on le lui dépeignit pour le sentir. S'il en faut croire l'Ambassadeur de France, il en parut quelquefois abattu (§). Cependant de Wit montra dans le cours de la guerre contre Charles II. une constance & une fermeté dignes d'un grand homme. Quelques instances que l'Ambassadeur de France fit pour qu'il se relâchât sur les conditions proposées à l'Angleterre, jamais il ne put l'y engager. » Si par le sort des armes nous sommes obligés de subir le joug des Anglois, ce fera (répondit le Grand-Pensionnaire à d'Estrades) par une nécessité, & en ce cas nous aurons la satisfaction d'avoir combattu autant que nous aurons pu pour conserver notre liberté

&

(*) d'Estrades T. IV. p. 450. p. 453.

(†) Ibid. T. III. p. 91.

(§) Ibid. T. III. p. 139.

„ & nous n'aurons cédé qu'à la force (*).” [Pourquoi n'avoir pas parlé à Cromwell sur le même ton ?] „ Ce que le Roi m'allègue (dit d'Estrades à de Lionne dans sa lettre du 21. Janv. 1666.) (†) dans sa dépêche, qu'il s'étonne de ce que les Etats, se sentant dans des divisions au dedans, ont résisté de consentir à donner satisfaction au Roi d'Angleterre sur deux vaisseaux, & à relâcher quelques Forts en Guinée, est très-bien & prudemment remarqué; & j'ai eu diverses conférences avec Mr. de Witt sur ce sujet; & même j'en suis venu jusques aux reproches, de ce qu'il engageoit trop légèrement le Roi & l'Etat dans une guerre. Il m'a repliqué, que ce n'étoit ni les vaisseaux ni les Forts qu'il considéroit, mais bien la suite, qui les rendroit tributaires du Roi d'Angleterre; & que si le Traité se fût fait à ces conditions, ses ennemis en auroient eu le mérite, & auroient occupé les premières places de l'Etat, par l'appui & la protection d'Angleterre, qui se seroit si bien établie dans l'esprit des peuples, qu'il n'y a pas de Puissance dans l'Europe, qui l'eut pu détruire, & qu'ils sont encore mieux avec la guerre & l'appui du Roi, qu'avec la paix aux conditions proposées. C'est pour vous faire voir, Monsieur, que dans cette République, & dans la manière d'agir de ces peuples, on ne peut pas compter juste, comme dans un royaume, puisqu'on est sujet à tant d'événemens qui dépendent du caprice des peuples, où il faut une application continue pour les ménager, & les faire tomber bien souvent à ce qu'on veut, sans qu'ils s'en aperçoivent.”

Et dans sa dépêche du 10. Mars 1667. l'Ambassadeur de France marque à Mr. de Lionne (§) „ Il y a quatre jours que l'Isola a envoyé un courrier à Mr. Fréquet, pour lui donner avis, que le Roi d'Angleterre ne feroit jamais la paix, si les Etats ne cédoient l'Ile de Pouleron; mais cette insinuation a été faite dans les villes d'une manière si adroite, leur faisant entendre, que les Anglois ne vouloient pas seulement ce qu'ils avoient usurpé avant la guerre déclarée, mais même après être convenus, que chacun garderoit ce qu'il tient, ils vouloient encore imposer les loix, comme s'ils étoient les vainqueurs, faisant paroître par cette démarche, qu'ils veulent plutôt rompre la paix, qu'aider à la faire. Ayant été averti de ces pratiques, j'ai vu Mr. de Witt là-dessus deux fois avant la réception de votre dépêche, avec les Députés des affaires secrètes, & nous avons eu de grandes contestations sur

„ cette

(*) d'Estrades Tom. III. p. 177. 195. 362. 446.

(†) Ibid. Tom. IV. p. 52.

(§) Ibid. T. V. p. 91 — 92. & p. 137.

» cette matière. Il donne dans ce piège plus qu'aucun autre, & je le trouve
 » plus échauffé à ne rien relâcher sur ce point, que pas un des Députés: ce
 » n'est pas que la plupart étant intéressés dans la Compagnie des Indes-
 » Orientales, & particulièrement la ville d'Amsterdam, je n'aye trouvé une
 » opposition très-grande à ne consentir jamais à la restitution: m'alléguant
 » l'intérêt particulier, qui est, qu'en quatre ans les Anglois auroient replan-
 » té l'Ile de cloux de girofle, & que cela diminueroit leur commerce de la
 » moitié, en ce qu'étant les seuls qui en sont fournis, & qui les débitent
 » par toute l'Europe, y mettant le prix qu'il leur plait, ils seroient frustrés
 » de cet avantage, si les Anglois avoient cette Ile. Je leur repliquai, que
 » c'étoit une méchante raison à alléguer, & que l'intérêt de quelques mar-
 » chands, lorsqu'il s'agissoit de donner la paix à la chrétienté, & à tant de
 » peuples qui souffrent par la continuation de la guerre, prévalut au bien gé-
 » néral, & de l'honneur, & de la réputation de l'Etat: il me repartit, qu'on
 » étoit convenu que chacun garderoit ce qu'il tient; que pour le bien de la
 » paix, Messieurs les Etats s'étoient relâchés à donner quatre fois plus qu'ils
 » ne gardent, parce que l'honneur est avec quelque apparence à couvert;
 » mais que de rendre Pouleron, c'étoit se soumettre aux Anglois, & leur
 » donner lieu dans quelque tems de leur déclarer la guerre, pour demander
 » une de leurs provinces, si la fantaisie leur en prenoit; que cette préten-
 » sion de Pouleron est la même chose que les vaisseaux Bonaventure & Bon-
 » ne-Espérance, qu'on pouvoit terminer pour cinquante mille écus, ce que
 » les Etats ne jugèrent pas à propos de faire pour leur honneur, & pour ne pas
 » se mettre sous la contribution de l'Angleterre; que la guerre leur est plus
 » avantageuse, soutenant leur bon droit, que la paix ne l'est en faisant une
 » action lâche, comme seroit celle de céder l'Ile de Pouleron; que ses mai-
 » tres peuvent faire ce qu'il leur plaira, mais qu'il ne se trouvera jamais dans
 » leurs registres, qu'il y ait consenti. Je lui repliquai, qu'il m'avoit parlé au-
 » trement, il y avoit quelques jours, lorsqu'il me repréSENTA que, pour le
 » bien de la paix, le Roi devoit rendre St. Christophe & les Iles qu'il avoit
 » conquises; que cela étoit bien surprenant de voir une obstination à vouloir
 » garder une Ile déjà cédée par un Traité dès le tems que j'étois en Angle-
 » terre, & que la bonne-foi vouloit qu'on rendit, & en faire présentement
 » un obstacle qui rompra infailliblement la paix, non obstant les conditions
 » proposées, que chacun gardera ce qu'il tient de part & d'autre; qu'il de-
 » vroit du moins faire réflexion, en m'alléguant l'honneur de l'Etat, de ne
 » me proposer rien contre l'honneur du Roi, comme seroit un tel relâche-
 » ment; mais que quand il voudra laisser ce point d'honneur à part, qui
 » n'est qu'une chimère, & venir à l'effectif, comme seroit de relâcher Poule-

ron

» ron, & obligé par cet exemple le Roi à relâcher de son côté St. Christophe pour le bien de la paix, je ne doutois pas que S. M. procurant le repos à tant de peuples qui pâtissent par la guerre, elle ne se laissât persuader sur cette restitution, quoique S. M. la pût garder avec plus de raison que les Etats n'en ont de conserver Pouleron.

» LE sieur de Witt me repliqua, que le cas n'étoit pas pareil, que les Iles, que le Roi a prises comme auxiliaire, faisant obstacle à la paix, les choses doivent être remises comme elles étoient avant la rupture; que si les Anglois avoient pris des places au Roi, il faudroit qu'ils les restituassent; que pour Pouleron, il n'en est pas de même; qu'ils ont exécuté leur Traité en remettant Pouleron aux Anglois; que pendant la guerre ils l'ont repris, & c'est garder de part & d'autre ce que chacun tient. Je lui ai contesté ce dernier point, n'étant pas venu à ma connoissance, que l'Ile de Pouleron ait été remise aux Anglois, ainsi que le Traité le portoit; & comme je l'ai pressé là-dessus, il a été contraint de me dire, que, quoiqu'il en soit, les Etats en sont en possession, & qu'ils ne la rendront jamais de son consentement".

DE WITT ne fut pas moins inflexible & inébranlable sur les pretensions du Roi de Suède (*), & sur les conditions d'une Alliance ou d'un accommodement avec ce Monarque. Tous les efforts que fit d'Estrades pour le gagner, ne servirent qu'à le convaincre qu'il avoit à faire à un homme de tête, qui après avoir pris son parti, ne s'en laisse pas détourner. Si de Witt eut employé cette même fermeté contre Cromwel, & qu'il eut pu la modérer par rapport au Prince d'Orange, vraisemblablement la République n'auroit jamais pu assez reconnoître ses services. Mais la fermeté si louable dans les bonnes causes devient opiniatreté dans celles qui ne le sont pas. Faute de Chef, la République vit dépérir son état militaire. Un Evêque de Munster se trouva en état d'insulter impunément la plus puissante République qui ait existé après celle de Rome, de fâcquer les Provinces & d'en mettre une partie hors d'état de fournir aux frais de la guerre contre les Anglois. La Province de Hollande en resta chargée presque toute seule. Voici ce que d'Estrades écrit sur ce sujet à de Lionne dans sa Lettre du 24. Dec. 1665. (*).

» ON consent de rendre les promesses du Roi de Dannemarc, qui se montent à 1500000. liv. On veut donner outre cela un million de livres
» pour

(*) d'Estrades Tom. IV. p. 238. 243. & 244.

(†) Ibid. Tom. III. p. 618.

» pour lui aider à soutenir la dépense de quarante navires ; ce qui ne satisfait
 » pas l'Envoyé du dit Roi : il demande encore un autre million de livres de
 » plus, & le million que le Roi de Dannemarc a emprunté à des particu-
 » liers, qu'il faudroit que l'Etat payât comptant. Selon la disposition où je
 » vois les villes, elles ne se résoudront pas à donner ces deux dernières som-
 » mes, & croient avoir été au delà de leur pouvoir, en offrant ce que
 » le sieur de Witt a offert. Je vous dirai de plus, que la possibilité n'y est
 » pas. Vous serez étonné d'entendre, que la dépense de mer & de terre
 » monte à 44000000 livres ; qu'il n'y a que la province d'Hollande qui fait
 » les avances, la Frite, Groningue, Gueldres & Overyssel étant ruinées,
 » & ne fournissant rien ; la Zelande n'ayant plus de commerce, est fort en
 » arrière, & Utrecht ne paye presque rien ; ainsi toute la dépense est sur
 » la Hollande, ce qui est fort à remarquer, car si elle demeure plusieurs an-
 » nées chargées comme elle est, elle ne pourra soutenir ce pesant fardeau,
 » & si son crédit déchéoit une fois, ce sera un bouleversement entier dans
 » l'Etat".

DANS une autre lettre (*) il écrit au Roi, » j'ai estimé aussi, qu'il étoit
 » de son service de lui représenter les grandes dépenses de l'Etat, & comme
 » la province de Hollande ne pouvoit pas seule fournir à tout, toutes les au-
 » tres étant ruinées, & ne contribuant rien de leur côté ; afin que Votre
 » Majesté, étant informée de ce détail, puisse mieux prendre ses mesures
 » pour ses desseins ; & comme je pénètre, autant qu'il m'est possible, non-
 » seulement le but, mais ce qui peut arriver à l'avenir ; je dois avertir V.
 » M. qu'il est impossible que la Hollande puisse continuer un an la dépense
 » de 40 millions, sans qu'il arrive une révolution qui change le gouverne-
 » ment. Je le juge par les choses que j'ai encore mieux remarquées depuis
 » quatre jours, c'est que ce qui a fait l'abondance d'argent, commence à
 » cesser, c'est-à-dire le zèle de la ville d'Amsterdam pour fournir aux dé-
 » penses les plus pressantes ; chacun ferre son argent, & tous ces millions qui
 » sont arrivés par le commerce, ne roulent plus comme ils faisoient. Quoi-
 » que ceux qui gouvernent, cachent adroitemment ce changement, ils ne
 » laissent pas d'en être bien en peine, aussi bien que du mauvais ordre qui
 » est dans leur milice, sur laquelle on ne peut plus prendre aucune mesure,
 » n'y ayant point de Chef autorisé. Les Etats sont si jaloux de leur autorité &
 » de ce titre de Souverain, qu'ils aiment mieux recevoir des dommages très-
 » préjudiciables, & faire eux-mêmes le métier de Général, que de laisser
 » agir

(*) Tom. IV. p. II.

» agir ceux qui en sont capables. Je remarque aussi le désordre par la distribution des quartiers d'hiver, tant aux troupes de V. M. qu'à celles des Etats. On les a placées dans des lieux où les fourages manquent, où les vivres sont fort chers, & où toutes également courrent risque de périr avant la campagne.

» Je leur ai représenté fortement tous ces inconvénients: ils avouent qu'il y faut remédier; mais l'effet ne s'en ensuit pas. Je leur ai présenté encore ce matin un Mémoire, & je leur ai envoyé le commissaire Deslandes, que Messieurs de Pradel & de Carlier m'ont dépêché exprès, qui leur a dit de bouche tout ce que je leur ai fait savoir par écrit, & je continuerai à les presser là-dessus; mais ce que je trouve de facheux est, que quelque taux que les Etats mettent aux vivres & aux fourages, les Magistrats des villes ne l'approveront pas, & diront, comme ils ont déjà fait, qu'ils sont maîtres dans leurs villes, que les bourgeois achettent la viande & le pain à certain prix, & que les Etats n'ont rien à leur ordonner là-dessus. Je marque cela à V. M. à cause de ce que j'ai vu arriver depuis huit jours à Arnhem & à Zutphen, aussi qu'après la délibération des Etats chaque province la change selon son intérêt."

IL paroît par ces passages que les frais, que de Wit dût faire pour soutenir la République, furent énormes; & qu'une économie mal entendue, qu'un défaut de prévoyance, ou bien un plan formé de laisser la République sans forces de terre, couta à la Hollande des sommes bien - au - delà de ce que leur auroit couté l'entretien d'une bonne armée pendant les seize années qui s'étoient écoulées depuis la paix de Munster jusques à l'invasion de l'Évêque de Munster.

MALHEUREUSEMENT que toute la charge en retomboit sur le commerce. Les dévastations que les troupes de Munster avoient faites, ayant mis les provinces dévastées hors d'état de fournir leur contingent; & la Hollande se trouvant seule chargée des dépenses de la guerre, ce fardeau retomboit sur le commerce des Hollandais; de sorte que ce fut encore le commerce qui souffrit le plus de l'état de foiblesse, dans lequel la République s'étoit mise par rapport à ses troupes de terre.

LA guerre de Charles II. contre la République avoit commencé par la fausse & la prise d'un grand nombre de vaisseaux marchands Hollandais. Pour la soutenir contre les Anglois il faloit trouver des fonds, multiplier les impôts, les taxes, & les charges. Ces impôts, ces taxes, ces charges tomboient soit directement soit indirectement sur le Commerce, les Fabriques &

les Manufactures; qui déjà trop chargés par ceux que la guerre contre l'Espagne avoit fait introduire, furent mis entièrement hors d'état de soutenir la concurrence des Places commerçantes moins chargées. L'invasion de l'Evêque de Munster augmenta la nécessité des dépenses; & cet accroissement de dépenses retomboit encore sur le commerce, parce que la Province de Hollande n'a que le commerce pour ressource de ses revenus. Qu'on juge de l'effet que dut produire sur le commerce des Hollandois dans la concurrence générale des Nations rivales, ces accroissemens successifs de charges & d'impôts.

PAR le traité fait avec Cromwel les Hollandois avoient cédé aux Anglois l'Ile de Pouleron: quoiqu'ils en eurent déraciné les arbres, ils ne purent s'empêcher de reconnoître, que n'ayant pu altérer par-là la nature du territoire, il seroit facile aux Anglois, s'ils en restoient dans la possession d'y faire renaître des épices; & que cela leur donneroit le moyen de faire tomber le commerce exclusif des épices dont les Hollandois étoient maîtres (*). On voit cette reflexion dans les passages des Lettres de d'Estrades que nous venons de citer. Les Hollandois ne manquèrent donc pas de profiter de la guerre contre Charles II. pour reprendre cette Ile sur les Anglois; & toutes les instances de d'Estrades pour porter les Hollandois à en faire de nouveau la cession aux Anglois, furent inutiles. La paix entre le Roi d'Angleterre & la République ayant été faite en 1667. sous la condition que de part & d'autre on conserveroit tout ce qu'on se trouveroit avoir en possession sur la fin de Mai de cette année 1667. les Hollandois restèrent maîtres de l'Ile de Pouleron: mais en revanche ils durent laisser aux Anglois ce qu'ils possédoient dans l'Amérique Septentrionale que les Anglois leur avoient enlevé dans cette guerre, & qui fait cette partie du Nouveau Monde, pour la conservation de laquelle les Anglois sont obligés aujourd'hui de faire des dépenses énormes. Cette partie de l'Amérique Septentrionale, qui, si elle réussit à maintenir l'indépendance qu'elle s'est donnée, pourra faire changer l'état politique du monde, & les intérêts qui ont jusques à présent intrigué les Nations de l'Europe, se nommoit alors la *Nouvelle Belgique*. Les lettres de d'Estrades peuvent servir à faire connoître l'importance de cette cession. Il écrit dans sa Lettre du 17. Sept. 1665. à Mr. de Lionne, " que les Députés d'Amsterdam lui avoient dit, qu'il n'étoit pas au pouvoir des Etats de leur faire céder la Nouvelle Belgique; que la Ville d'Amsterdam l'avoit achetée 700,000 Liv. de la Compagnie des Indes Occidentales; qu'ils y avoient dépensé outre cela deux millions, & que leur ville en retroit tous frais faits 60,000 liv. de rente" (†). S'il est vrai, ainsi que le

mar-

(*) Lettres de d'Estrades T. V. p. 91.

(†) Ibid. T. III. p. 382.

marquent des Auteurs Hollandois, que la guerre contre Cromwel couta plus que celle qu'on avoit soutenue contre la Monarchie d'Espagne, guerre qui avoit duré quatre-vingt années (*), combien ne doivent pas avoir couté à la République les pertes qu'elle fit par celle du Bresil, de la nouvelle Belgique, la prise de nombre de vaisseaux, la destruction d'une quantité d'autres, celle de cent quarante navires marchands & de deux navires de guerre qui en 1666. furent brûlés dans la Rade du Vlie, & dont on a calculé la perte à plus de six millions, sans compter la perte des Vaisseaux de guerre qui périrent dans les différents combats, ou qui y furent plus ou moins désemparés? Et combien le commerce n'en a-t-il pas dû souffrir, puisque toute cette perte retomboit soit directement soit indirectement sur le commerce, comme étant la source unique qui pouvoit fournir aux besoins de l'Etat.

L'INVASION de Louïs XIV. faite en 1672, & la conquête que ce Monarque fit en trois mois de quatre Provinces, portèrent au commerce des Hollandois des coups plus terribles encore. La République attaquée à la fois par la France & l'Angleterre, réduite une seconde fois à l'unique ressource de ses propres fonds, fut bientôt mise à deux doigts de sa perte. On fait que la ville d'Amsterdam eut été emportée par les François, si le Prince de Condé se fut seulement douté qu'il lui eut été facile de s'en rendre maître. On croyoit la République perdue, & elle l'eut été immanquablement, sans la révolution qui rétablit le Stadhouderat, & les ressources que les Hollandois trouvèrent dans les richesses que la guerre contre l'Espagne leur avoit donné lieu d'accumuler. L'on peut se rappeler avec quelle rapidité, les François ont enlevé de nos jours les barrières de la République: événement qui une seconde fois a rendu sensible la nécessité de rétablir le Stadhouderat, & de rappeler la maison d'Orange aux emplois & aux dignités qu'elle avoit occupés dans la République. Voici comment les Etats de Hollande se sont exprimés à ce sujet lors de la révolution de 1672.

„ QUE leurs Nobles & Grandes Puissances ayant sérieusement considéré
„ l'état & la constitution du Gouvernement de ces Provinces, tel que, par
„ la

(*) „ C'est par ce désastre (dit l'Historien WAGENAER en parlant du combat naval qui se donna en 1653. entre les Anglois & les Hollandois, & dans lequel ceux-ci perdirent leur Amiral Tromp) que finit la campagne de mer de cette année: elle fut si couteuse, si terrible, & si ruineuse pour l'Etat, que toutes les guerres maritimes faites précédemment contre l'Espagne, n'avoient, prises ensemble, porté au trésor de la République & au Commerce, le nerf de l'Etat, des coups si sensibles". *Vad. Hist.* Tom. XII. p. 243.

» la grace de Dieu, on l'avoit vu autrefois sous les illustres Princes d'Orange, & particulièrement ce qui s'y étoit passé & qu'ils avoient éprouvé depuis vingt-trois ou vingt-quatre ans. Que cet Etat depuis la funeste & malheureuse année 1650. avoit été exposé aux plus grandes calamités tant au dedans qu'au dehors; que pour ce qui concernoit les affaires du dehors, ils n'avoient jamais été sans guerre ou sans appréhension de guerre. Qu'en 1653. il s'en étoit allumé une très-violente entre le Royaume d'Angleterre & cette République, qui avoit fortement ébranlé les fondemens du Gouvernement de ces Provinces: qu'à peine cette guerre étoit terminée, que l'Etat, sans avoir le tems de respirer, s'étoit trouvé engagé en 1656. dans une nouvelle guerre avec le Portugal, & ensuite en 1658. & 1659. dans une guerre presqu'ouverte, au sujet de celle qui se faisoit dans le Nord; qu'ensuite en l'année 1664. il s'étoit élevée une nouvelle guerre entre le Roi de la Grande-Bretagne & ces Provinces; & qu'à peine cette guerre avoit été terminée, que l'on s'étoit trouvé engagé dans la guerre actuelle, que rre si funeste & si ruineuse: & qu'enfin dans l'intervalle de toutes ces guerres, la République s'étoit vue exposée à souffrir & à supporter nombre d'insultes & de désagrémens de la part de certaines Puissances voisines, qui avant ce tems l'avoient toujours beaucoup respectée. Que quant aux affaires intérieures, la République avoit extrêmement souffert des divisions & des dissentions intestines; que depuis l'année 1650. jusqu'en 1660. plusieurs membres s'étoient entièrement détachés des intérêts du Prince d'Orange actuellement vivant, unique descendant mâle de cette illustre maison, & que quelques autres membres avoient soutenu avec beaucoup d'ardeur, qu'il ne falloit pas abandonner les intérêts de son Altesse. Que le Roi de la Grande-Bretagne ayant été invité en 1660. par le Parlement à rentrer dans son Royaume, & ayant pris sa route par ces Provinces, l'Etat avoit promis alors & à sa Majesté & aux Princesses Royale & Douairière d'Orange, de prendre soin des intérêts & de l'éducation de son Altesse, que l'on sembloit même désigner dès-lors à remplir les Dignités, dont ses illustres ancêtres avoient été revêtus dans ces Provinces; mais qu'après la mort de la Princesse Royale ce zèle s'étoit affaibli, & que l'on s'étoit refusé à l'exécution de ces promesses: qu'ensuite l'on avoit repris l'éducation du Prince, & qu'enfin vers la fin de l'année 1671. & au commencement de 1672. il s'étoit élevé de très-grandes disputes entre les différents membres au sujet de l'élection de son Altesse à la Charge de Capitaine-Général des Troupes de la République: Qu'une triste expérience avoit appris que ces dissensions intestines avoient fourni des occasions & des motifs aux ennemis de l'Etat de lui faire

in-

„ insulte sur insulte, bien surs que ces divisions l'empêchoient de penser à sa défense & à sa conservation avec cette concorde si nécessaire, „ que nos ancêtres avoient posée pour base de cette République, & que le „ Tout-puissant avoit si visiblement favorisé de ses bénédicitions; que les dif- „ férends qui s'élevoient sans cesse sur le choix & l'élection d'un chef des „ troupes de la République, & la méfiance qui en naiffoit entre les membres, „ retardoient & arrêtoient les délibérations & les résolutions, qu'il falloit néces- „ sairement prendre pour s'opposer aux efforts violents d'un ennemi étranger, „ & faisoient perdre en disputes inutiles un tems, à l'emploi duquel l'on au- „ roit dû avoir plus d'égard; que ces divisions avoient été cause que, vers „ la fin de l'année 1671. lorsque le Roi de France témoignoit assez ouverte- „ ment, qu'il vouloit attaquer cette République, l'on avoit consumé & passé „ des mois entiers en délibérations sur l'élection d'un Capitaine-Général en la „ Personne de son Altesse, au-lieu d'employer ce tems, comme il convenoit, „ à lever des troupes, & à s'assurer des sommes nécessaires à la dépense „ de l'Etat; & qu'il en étoit arrivé que lorsqu'en 1672. le Roi de France „ attaqua ces Provinces, elles se trouvèrent dans le danger le plus imminent „ d'être entièrement détruites & ruinées: Qu'à ces causes les dits Seigneurs „ Etats de Hollande & de West-Frise étoient unanimément convenus, que „ le moyen le plus sûr & le plus salutaire qu'on put imaginer ou espérer, „ étoit, qu'il falloit d'un côté abolir & oublier entièrement tout ce qui avoit „ donné lieu à ces divisions; afin qu'elles ne fussent plus cause qu'on se „ vît de nouveau exposé aux mêmes embarras; que d'un autre côté il con- „ venoit de reconnoître les grands services, rendus par l'illustre Maison „ d'Orange pour l'établissement & la conservation de la République; en „ conséquence Leurs Nobles & Grandes Puissances ont déféré à Son Altesse „ & à ses Descendans mâles légitimes les charges de Stadhouder & de Ca- „ pitaine & Amiral-Général &c. ”

LES Etats de Hollande déclarèrent dans leur Résolution du 16. Nov. 1747. „ qu'ayant sérieusement délibéré sur la constitution & sur l'état du „ Gouvernement du Pays, ils avoient reconnu que l'expérience des tems „ passés (*van vroeger en laater tyden*) avoit fait voir évidemment, que la „ République ne peut absolument se soutenir ni être conservée sans avoir „ à sa tête un Chef éminent, en sorte qu'en ayant été destituée, la Répu- „ blique s'est vue plus d'une fois sur le point de sa destruction d'où elle n'a pu „ être sauvée qu'en se donnant un Stadhouder, Capitaine, & Amiral-Général.”

APRÈS des déclarations si formelles, faites par une Nation assemblée en
Tome II. N corps

corps d'Etat, il paroît bien inutile de mettre en question, si le Stadhoude^{rat} est nécessaire à la République, ou non. Nous avons cru devoir nous y arrêter, parce qu'encore aujourd'hui on voit de tems en tems paroître des écrits qui semblent insinuer qu'il est assez indifférent que la République ait un Stadhouder ou qu'elle n'en ait point. Ces Auteurs peuvent être de bonne foi; sont-ils assez attentifs à combiner toutes les circonstances, & tous les points de vue, pour pouvoir porter sur cette matière leur jugement avec une pleine connoissance de cause? Nous ne la déciderons pas; nous nous contentons de présenter nos réflexions d'après les faits que l'Histoire nous fournit, & les maximes d'Etat sur lesquelles les Politiques éclairés n'ont jamais fait de contestation. D'ailleurs nous trouvons que les Auteurs qui ont traité du commerce, n'ont pas assez considéré l'influence que la constitution d'un Etat peut avoir sur cette partie de l'administration publique; nous avons cru ne pas devoir la négliger, jugeant qu'elle fait une des parties les plus essentielles du sujet que nous traitons.

OUTRE le concert que les Stadhouders travaillent à mettre dans les affaires d'Etat, le mouvement uniforme qu'ils tachent de leur imprimer, l'accélération qu'ils leur donnent, lorsqu'elles exigent de la promptitude, & outre les différentes utilités qui résultent des charges & des dignités dont le Stadhouder est revêtu tant en cette qualité qu'en qualité de Capitaine-Général & Amiral, il n'est pas indifférent à la République que sa constitution inspire de la confiance & du respect aux Nations étrangères, ou qu'elle ne le fasse pas. On n'a qu'à lire les Lettres & les Négociations de d'Estrades pour s'apercevoir du peu de confiance que les Cours étrangères avoient dans les procédés des Hollandois. La France même, l'Alliée de la République, & qui paroissait la plus disposée à s'assurer de la République, étoit dans une méfiance continue. On exigeoit de la République des déférences & des facilités qu'on croyoit pouvoir attendre du Grand-Pensionnaire, & qu'assurément on n'eut pas mis en avant vis-à-vis d'un Stadhouder, toujours en état de soutenir la dignité de la République, tant par la nature de son rang que par les droits de sa naissance. Jamais le Comte d'Estrades, qui avoit eu l'honneur de jouir de l'Amitié de Frédéric-Henri, n'eut-il parlé à ce Prince, comme il parla au Grand-Pensionnaire de Witt, pour porter la République à faire des sacrifices tantôt en faveur du Danne-marck, tantôt en faveur de la Suède, tantôt en faveur de l'ordre de Malthe &c. Lorsque les Hollandois réclamèrent la garantie du Traité de 1665, & qu'à la fin la France leur eut donné du secours & obligé l'Evêque de Munster à mettre bas les armes; & qu'Elle eut fait paroître quelque disposition

tion pour joindre sa flotte à celle de l'Etat, la Cour de France ne cessa de représenter cet acquit de ses engagemens comme des bienfaits & des faveurs particuliers dont la République ne pouvoit assez témoigner sa reconnaissance & sa gratitude. Il est visible par les entretiens que d'Estrades eut avec le Grand-Pensionnaire de Witt, par les Lettres de Louis XIV. & par celles de De Lionne, que la Cour de France prétendoit que la République se prêtât en tout aux vœux & aux intérêts qu'elle pouvoit avoir. Pour juger combien le Commerce est intéressé à ce que la République ne soit pas exposée à des importunités de cette nature, & à pouvoir y opposer un chef capable de les faire cesser, & de faire traiter d'égal à égal, on n'a qu'à faire attention à la fermeté avec laquelle le Magistrat d'Amsterdam soutint les intérêts du commerce contre les Anglois & les Suédois lorsqu'il fut question de traiter de l'alliance avec la Suède & de la paix avec Charles II. Les démarches, les exhortations, & tout ce que d'Estrades put leur avancer, ne fut pas capable de les ébranler.

D'AILLEURS les soins des Stadhouders se sont toujours particulièrement étendus aux affaires de commerce comme la principale source du bien-être & de la puissance de la République. La Proposition du Prince d'Orange, que nous avons citée ci-dessus, en est une preuve bien manifeste. Personne n'ignore qu'après le décès de ce Prince, Madame la Princesse Gouvernante a souvent honoré de sa recommandation aux Etats les suppliques faites par des Négocians pour obtenir des faveurs ou des avantages pour le commerce. On n'a qu'à voir les Représentations que cette Princesse & le Conseil d'Etat firent aux Etats-Généraux 1757. lorsque la Guerre étoit prête à éclater entre la France & l'Angleterre, pour se convaincre que même S. A. R. Madame la Princesse d'Orange Gouvernante a porté ses soins sur cette partie de l'administration de l'Etat autant que cela dépendoit d'Elle.

Voici comment la Princesse d'Orange & le Conseil d'Etat s'expliquent dans le mémoire présenté à Leurs Hautes Puissances en 1757. & que l'on nomme *petitie van oorlog*, touchant l'état de la Marine de la République, après avoir exposé celui qui a rapport aux Forces de terre.

„ Le dernier point que Son Altesse Royale & le Conseil d'Etat ont deffeu de recommander aux soins de la République, c'est l'état de sa Flotte. Rien n'est plus connu que le déperissement de notre marine, déperissement qui depuis le commencement de ce siècle est toujours allé plus en avant: & rien n'est plus connu encore, que c'est là l'article que l'on a pris le moins à cœur; desorte que Son Altesse & le Conseil per-

„ vent à cet égard se contenter de rappeler aux Provinces-Unies, par forme de considération, ce qu'aucune d'elles n'ignore.

SAVOIR, en premier lieu „ que son Altesse le Prince Guillaume III. de glorieuse mémoire, & Messieurs les Députés de Vos Hautes Puissances, après avoir pris l'avis par écrit de Messieurs les Commissaires des Collèges respectifs de l'Amirauté, ont jugé, par un Rapport remis le 16. Février 1685. à l'Assemblée de Vos Hautes Puissances, que la République devoit être fournie de quatre-vingt-seize vaisseaux de ligne, non compris les Fregattes & les vaisseaux de Convoi. Qu'en 1700. lorsque l'augmentation du nombre de nos vaisseaux & l'amélioration de notre marine furent devenus de nouveau un objet des délibérations, il fut trouvé que les Colléges (d'Amirauté) en Hollande, West-Frise & la Noord-Hollande avec la Frise, étoient encore pourvus de cinquante-neuf vaisseaux de ligne, comme le prouve la Résolution de Vos Hautes Puissances du 21. Octobre 1700; & qu'actuellement l'on pourroit avoir lieu d'être fort content, si le nombre des vaisseaux en état de servir, que les Collèges (d'Amirauté) ont aujourd'hui à leur disposition, put être calculé à la moitié ou environ du premier nombre dont nous venons de parler.

EN second lieu, „ que la Pétition pour la construction de vingt-cinq vaisseaux de ligne, présentée le 4. Octobre 1741. afin de commencer à rétablir la marine de l'Etat, n'a pu jusqu'ici être conclue, quelques représentations que l'on ait faites pendant l'espace de quinze ans, & même dernièrement encore, par la Lettre de Vos Hautes Puissances du 19. Août dernier, écrite aux Seigneurs Etats des Provinces respectives; & quoique l'expérience ait prouvé à un chacun pendant tout le cours de l'année présente, qu'il seroit très-nécessaire d'accorder au commerce une protection plus forte & plus étendue, si l'on ne veut pas qu'il périsse entièrement dans un temps favorable pour le faire refleurir de nouveau.”

EN troisième lieu „ que les Collèges de l'Amirauté sont si chargés de dettes, que l'on a été obligé de négocier, au défaut de fourniissement de la part des Provinces sur les Pétitions pour des équipemens extraordinaires, qu'ils se trouvent hors d'état de procurer, de leurs revenus ordinaires, la moindre protection au commerce.”

„ ENFIN en quatrième & dernier lieu „ que les Collèges, instruits par l'expérience, qu'on ne peut faire aucun fonds sur les subSIDes des Provinces,

ces

„ ces, ne peuvent plus s'engager à faire aucun équipement sur des promesses de subsides, & que par conséquent le moyen de négocier de l'argent sur les revenus du *Last en Veilgeld*, est la seule ressource que l'on peut employer pour s'en procurer, quoique ce fonds, de sa nature, ne soit pas destiné à cet usage, & que comme les autres il deviendra inutile, si l'on continue à le charger de plus en plus.”

APRÈS ces Considérations, Madame la Princesse Gouvernante & le Conseil d'Etat parlent ainsi aux Etats. „ Hauts & Puissants Seigneurs, si ces considérations ne peuvent porter les Alliés à travailler enfin au rétablissement de la marine de l'Etat, & à diminuer les charges qui grévent les revenus des Colléges (d'Amirauté) ce ne fera pas une chose absurde (puisque dans ce cas il faudra se désister de couvrir les Côtes par des vaisseaux de guerre) d'offrir à vos délibérations, s'il convient mieux de continuer à protéger le commerce sur le pié actuel, ou bien de vendre les Magazins, les Chantiers, les Vaisseaux, l'Artillerie de l'Etat, de se servir du provenu de cette vente, autant qu'il pourra s'étendre, pour en amortir les capitaux pris à intérêts, de diminuer & même d'abolir de tems en tems, autant que la chose pourra se faire sans préjudice, les droits d'entrée & de sortie, & de laisser aux Négocians le soin de veiller eux-mêmes à la sûreté de leur Commerce”. Après des documens de cette force, on n'a guères bonne grace d'avancer que les Stadhouders ne sont pas assez attentifs à donner au commerce la protection qu'il exige. Si l'avis de Madame la Princesse Gouvernante eut pu être suivi, vraisemblablement le commerce de la Hollande n'aurait pas souffert les pertes immenses, dont nous avons parlé ci-devant (*).

ON se ressouvient encore de l'activité & de la promptitude avec lesquelles Monseigneur le Duc de Brunswyck, Veld-Maréchal de la République, fit faire l'expédition pour la Colonie de Berbice, dévastée par des Esclaves révoltés, qui, ne trouvant point d'obstacle à leurs rapines, à leurs dépradations, commirent toutes sortes d'horreurs & de cruautés, & auroient fini par se rendre entièrement maître de la Colonie, comme les Portugais le firent du Brésil, s'ils avoient eu assez d'intelligence & de lumières, pour pouvoir se former l'idée d'une société civile. Les Archives de l'Etat font foi de l'attention que Monsr. le Duc de Brunswyck, en qualité de Tuteur du Prince d'Orange, Stadhoudier actuel, a eue, tant pour la conservation de cette Colonie,

(*) Voyez ci-dessus T. I, p. 256.

nie, que pour prévenir des calamités semblables à celles qu'elle venoit d'essuyer, & pour en assurer l'état dans la suite. Malheureusement les Directeurs de cette Colonie ne paroissent-ils pas fort disposés à suivre les salutaires avis qui leurs ont été donnés. Depuis que les Propriétaires de la Colonie de Berbice eurent fait en 1720. un plan pour porter le fonds de cet Etablissement à trois millions deux cent mille florins, & qu'en 1732. ils eurent obtenu un octroi pour y attirer des Colons & entamer une navigation entre la République & cette Colonie, au-lieu de songer à la mettre en état de défense & d'encourager le public à favoriser leur plan, il s'est trouvé en 1763. à la révolte des esclaves, que les forts ou forteresses étoient toutes ruinées, & qu'à peine il y avoit vingt soldats pour la défense de la Colonie. Cette extrême négligence n'a pas seulement couté la vie à la plupart des Colons qui y ont été misérablement massacrés; non-seulement les particuliers qui y avoient des plantations y ont-ils effuie de grandes pertes, mais pour se remettre en possession de la Colonie, il a fallu faire des frais qui ont monté à des sommes très-considerables, & bien plus fortes que n'auroient couté les dépenses de l'entretien si on y avoit pourvu.

IL en est à peu près de même de Suriname. A quoi ne montent pas les frais faits pour exterminer les Nègres qui tiennent cette Colonie dans une continue inquiétude? frais qu'on eut évité, si dans les commencemens on avoit eu soin d'y entretenir un bon corps de troupes réglées. Nous avons fait connoître la manière (*) dont les Hollandais s'y sont pris pour réduire les Nègres Marons. Pour l'apréciér il n'y a qu'à lire l'époque de l'histoire d'Angleterre, dans laquelle les Danois vinrent faire de continues incursions dans cette Isle. Il est de l'ordre de la Nature, que les mêmes causes produisent les mêmes effets. A quelques modifications près, ce sont toujours les mêmes scènes qui se renouvellent dans le monde.

Voici comme Hume (†) nous dépeint ces incursions, & les suites qu'elles eurent. „ Les Danois donc, dit-il, avant d'oser tenter, à force ouverte, d'envahir l'Angleterre, y firent d'abord une petite incursion pour essayer comment ils seroient reçus. Ils descendirent avec sept vaisseaux près de Southampton, ravagèrent la province, & se retirèrent impunément, chargés de butin. Six ans après, ils firent une tentative semblable du côté de l'Ouest, & eurent le même succès. Lorsqu'ils virent les affaires dans une si- tua-

(*) Tom. I. p. 231. & suiv.

(†) *Histoire, de la Maison de Plantagenette* T. I. p. 263.

„ tuation si différente de ce qu'elles leur paroisoient précédemment, ils en-
„ couragèrent leurs compatriotes à rassembler des forces plus considérables, &
„ se flattèrent de remporter de plus grands avantages. Ils débarquèrent dans
„ le pays d'Essex, sous le commandement de deux Chieftains, & ayant dé-
„ fait & tué à Maldon, Brithnot, Duc de cette province, & qui s'étoit
„ hazardé, avec une poignée de monde de les attaquer, ils dévastèrent
„ toutes les contrées voisines. Ethelred, à qui les Historiens donnent le
„ surnom d'*indolent*, au lieu d'exciter ses sujets à défendre courageusement
„ leur honneur & leurs biens, se rendit aux lâches conseils de Siricius, Ar-
„ chevêque de Cantorbury, appuyés de ceux de la plus grande partie d'une
„ Noblesse dégénérée; il marchanda le départ de l'ennemi, & obtint, en
„ lui payant la somme de dix mille livres, qu'il quitteroit le royaume. Ce
„ honteux expédient eut les suites qu'il devoit avoir. Les Danois reparu-
„ rent l'année d'après à la hauteur des côtes orientales dans l'espoir de sub-
„ juguer un peuple qui ne se défendoit plus qu'avec de l'argent, appas ca-
„ pable d'attirer l'ennemi, au lieu d'avoir recours aux armes, vrai moyen
„ de l'éloigner". Ayant parlé ensuite d'un accommodement qui se fit en-
„ tre les Anglois & les Danois, ils nous retrace la suite de ces incursions de la
„ manière suivante (*). „ Cet accommodement ne mit qu'un court inter-
„ valle aux misères; les pirates Danois reparurent bientôt dans la Severne :
„ après avoir dévasté la principauté de Galles, le pays de Cornouailles &
„ celui de Dévon, ils firent voile vers les côtes méridionales, entrèrent
„ dans Jamar, & achevèrent la désolation de ces provinces; ils retournè-
„ rent ensuite dans le canal de Bristol, & pénétrant dans le pays par l'Avon,
„ ils s'étendirent sur les environs qu'ils mirent à feu & à sang, jusqu'en
„ Dorsetshire. Ils changèrent le théâtre de la guerre, & après avoir rava-
„ gé l'Île de Wigth, ils entrèrent dans la Tamise, dans le Medway, & as-
„ siégèrent Rochester, où ils défirent les peuples du pays de Kent en batail-
„ le rangée. Après cette victoire, toute la province fut saccagée par le
„ fer, la flamme, le pillage, & ne devint qu'une scène de massacre & d'hor-
„ reur. Tant de calamités firent prendre aux Anglois la résolution de
„ s'occuper enfin de la défense commune par terre & par mer: mais la
„ foibleesse du Roi, la division des Grands, la perfidie de quelques-uns, la
„ lâcheté des autres, le défaut de concert entr'eux tous, rendirent toutes
„ leurs opérations infructueuses. Leurs flottes & leurs armées, ou ve-
„ noient trop tard attaquer l'ennemi, ou étoient repoussées avec déhon-
„ neur, & les peuples se trouvoient également ruinés par la résistance &

„ par

(*). HUME T. I. p. 273.

„ par la soumission. Devenus incapables de prudence & d'unanimité dans le Conseil, de courage & d'habileté à la guerre, les Anglois eurent recours à la honteuse ressource dont ils avoient déjà éprouvé l'insuffisance; ils offrirent aux Danois d'acheter la paix. Ces *ravageurs*, enhardis par la pusillanimité de leurs adversaires, leur imposoient continuellement des conditions plus dures, & portèrent alors leurs demandes jusqu'à la somme de 24 mille livres, que les Anglois furent assez vils & assez imprudens pour leur donner. Le départ des Danois leur procura un repos momentané, dont ils s'empressèrent de jouir, comme s'il avoit dû être inaltérable, & sans prendre aucune précaution, sans faire aucun préparatifs pour être en état de résister plus courageusement à la première invasion que l'on pourroit faire encore chez eux". Le même expédient fut encore employé quelque tems après. „ On assemblloit, dit Hume (*), (en parlant des délibérations qui se prirent pour mettre fin à ces misères) des Conseils généraux; mais on n'y prenoit aucune résolution, où aucune des résolutions qu'on y avoit prises étoit exécutée. Le seul expédient que tous les Anglois se trouvèrent unanimément d'accord d'employer fut la ressource, ainsi imprudente que honteuse, d'acheter encore la paix en donnant aux Danois la somme de 48000. liv. Ce Traité déshonorant (ajoute-t-il) ne procura pas même aux Anglois le tems de respirer, qu'ils en avoient attendu. Les Danois, peu fidèles à leurs engagemens, continuèrent leurs hostilités, levèrent une nouvelle contribution de 8000 livres sur le Comté de Kent, égorgèrent l'Archevêque de Canterbury qui avoit refusé d'autoriser cette exaction, & ne laissèrent à la Noblesse Angloise d'autre parti à prendre, que celui de se soumettre au Monarque Danois, de lui prêter serment de fidélité, & de lui livrer des ôtages pour garants de leur conduite future". En rapportant ces traits de l'histoire d'Angleterre, nous sommes bien éloignés de vouloir insinuer par là, qu'un jour on verra les Colons de Suriname réduits à reconnoître le chef des Nègres Indiens pour leur Monarque, & à lui prêter serment de fidélité; mais sans blesser les égards que l'on pourroit peut-être attendre de nous, nous pouvons bien prier les Hollandois de s'arrêter un moment à ce que nous venons de rapporter de l'histoire d'Angleterre, & d'en faire le parallel avec la conduite que l'on a tenue à Suriname: ils pourront juger ensuite si on a tort de les taxer d'imprudence lorsqu'ils croient se défaire des Nègres par d'autres moyens que ceux qui sont proposés par Monseigneur le Stadhouder: & si jamais ils peuvent se flatter de faire fleurir leurs Colonies, ou de les tenir

dans

(*) L. c. T. I. p. 291.

dans un état florissant, si ceux qui pourroient y prendre intérêt ne voyent pas des dispositions propres à les rassurer tant sur leur état que sur leurs fortunes. Et ne pourroit-on pas sans blesser leur délicatesse leur demander; s'ils croient pouvoir se flatter que des Négocians ou de riches particuliers hazarderont leurs biens dans des endroits, exposés à devenir ou la proye du premier Corsaire, qui voudra tenter d'en faire la conquête; ou la victime d'un soulèvement contre lequel on ne pourra résister? Il n'y a point de maxime plus connue & en même temps plus vraye, que celle qui porte, que si l'on veut tendre à une fin, il faut employer les moyens propres à y parvenir. *Qui finem vult, vult media.* Il semble donc qu'il faut ou renoncer aux Colonies, ou user des moyens qu'elles exigent pour leur conservation: S'imaginer qu'on les conservera sans un état militaire, suffisant pour les protéger, c'est s'imaginer que la terre donnera des fruits sans qu'on prenne la peine de la cultiver.

LE reproche qu'on fait en général aux Hollandois d'être trop indolens sur les moyens nécessaires pour leur sûreté, on le fait aussi à leur Compagnie des Indes-Orientales dont nous avons fait connoître l'origine & les accroissemens ci-devant (*). On peut juger de la puissance à laquelle cette Compagnie s'étoit élevée dans la guerre contre l'Espagne, puisqu'à l'occasion des Négociations qu'on avoit entamées pour prévenir une rupture entre la République & Charles II. Roi d'Angleterre, qui insistoit sur la cession de la Guinée, la Compagnie des Indes-Orientales avoit offert de se charger de reprendre à ses dépens tous les ports perdus, & de maintenir toute cette Côte sous son obéissance, moyennant la cession qui lui en étoit offerte par la Compagnie des Indes-Occidentales. Le Comte d'Estrades qui rapporte cette particularité, y ajoute, „ que la Compagnie des grandes-Indes trouve son intérêt dans ce Traité, parce qu'en cas que la Guinée demeure aux Anglois, son commerce des grandes-Indes en recevra de la diminution; & l'autre compagnie (dit-il) étant mal dans ses affaires, les raccommode en quelque façon en s'unissant à celle-ci, qui est puissante, & en état d'entretenir dix mille hommes, & 50 Navires.” Or voici le tableau qu'on nous a tracé de l'état actuel de cette Compagnie dans *l'Histoire Philosophique & Politique des Etablissemens des Européens dans les Indes* Tom. I. p. 223. & suivans.

„ LA Compagnie a un fonds d'environ cent navires de six cents à mille „ ton-

(*) Tom. I. p. 33. & suiv.

„ tonneaux. Tous les ans elle en expédie d'Europe vingt-huit ou trente, „ & en reçoit quelques-uns de moins. Ceux qui sont hors d'état de faire „ leur retour, naviguent dans l'Inde, dont les mers paisibles, si on excepte „ celles du Japon, n'exigent pas des bâtimens solides. Lorsqu'on jouit „ d'une tranquilité bien assurée, les vaisseaux partent séparément; mais „ pour revenir, ils forment toujours au Cap deux flottes qui arrivent par „ les Orcades, où deux vaisseaux de la République les attendent & les „ escortent jusqu'en Hollande. On imagina dans des tems de guerre cette „ route détournée pour éviter les croisières ennemis; on a continué à s'en „ servir en tems de paix pour éviter la contrebande. Il ne paroifsoit pas „ aisément d'engager des équipages qui sortoient d'un climat brulant à braver les „ frimats du nord. Deux mois de gratification surmontèrent cette difficulté. L'usage a prévalu de la donner, lors même que les vents contraires „ ou les tempêtes poussent les flottes dans la Manche. Une fois seulement „ les directeurs de la chambre d'Amsterdam ont voulu essayer de la supprimer. Ils furent sur le point d'être brûlés par la populace, qui, comme „ toute la nation, désaprouve le despotisme de la Compagnie, & gémit „ de son privilége exclusif. La marine de la Compagnie est commandée „ par des officiers qui ont tous commencé par être matelots ou mouffes. Ils „ sont pilotes, ils sont manœuvriers; mais ils n'ont pas la première idée des „ évolutions navales. D'ailleurs les vices de leur éducation ne leur permettent „ ni de concevoir l'amour de la gloire, ni de l'inspirer à l'espèce d'hommes qui leur sont soumis.

„ La formation des troupes de terre est encore plus mauvaise. A la vérité, les soldats déserteurs de toutes les nations de l'Europe devroient „ avoir de l'intrépidité, mais ils sont si mal nourris, si mal habillés, si fatigués par le service, qu'ils n'ont aucune volonté. Leurs officiers, la plupart originairement domestiques des gens en places, ou tirés d'une profession vile où ils ont gagné de quoi acheter des grades, ne sont pas faits „ pour leur communiquer l'esprit militaire. Le mépris que le gouvernement „ entièrement marchand a pour des hommes voués par état à une pauvreté „ forcée, achève de les avilir, de les décourager. A toutes ces causes de „ relâchement, de foiblesse & d'indiscipline, on peut en ajouter une qui „ est commune aux deux services de terre & de mer.

„ IL n'existe pas peut-être dans les Gouvernemens les moins libres une „ manière de se procurer des matelots & des soldats, plus blamable que celle „ dont se sert la Compagnie depuis fort longtems. Dans toutes les villes où „

„ il y a une maison des Indes, on trouve des gens le plus souvent cabare-
„ tiers, auxquels le peuple a donné le nom de *vendeurs d'âmes*. Ces scélérats par eux-mêmes, dans les lieux où ils sont fixés, ou loin, & sur les frontières, par des instrumens encore plus vils qu'eux, pressent les ouvriers & les déserteurs qu'ils trouvent, de s'engager pour les Indes, où on les assure qu'ils ne sauroient manquer de faire une fortune rapide & considérable. Ceux que cet appas séduit, sont enrolés sans savoir le plus souvent en quelle qualité, & reçoivent de la Compagnie deux mois d'avance, qui sont livrés à l'embaucheur. Ils forment à cette époque un engagement de cent cinquante florins, au profit de leur séducteur, chargé par cet arrangement de leur former un équipage qui peut monter au dixième de cette valeur. La dette est constatée par un billet de la Compagnie, qui n'est payé que dans le cas où les débiteurs vivent assez longtemps, pour que leur solde y puisse suffire.

„ UNE société qui se soutient malgré ce mépris pour la profession militaire, & avec des soldats si corrompus, doit faire juger des progrès qu'a fait l'art de la Négociation dans ces derniers siècles. Il a fallu suppléer sans cesse à la force par des traités, de la patience, de la modestie & de l'adresse; mais on ne sauroit trop avertir des républicains, que ce n'est là qu'un état précaire, & que les moyens les mieux combinés en politique ne résistent pas toujours au torrent de la violence & des circonstances. Il faut que la Compagnie ait des troupes composées de citoyens, & cela n'est pas impossible. Elle ne parviendra pas à leur inspirer cet esprit public, cet enthousiasme pour la gloire qu'elle n'a pas elle-même. Un corps est toujours à cet égard dans le cas d'un Gouvernement qui ne doit jamais conduire ses troupes que par les principes sur lesquels porte sa constitution. L'amour du gain, l'économie sont la base de l'administration de la Compagnie. Voilà les motifs qui doivent attacher le soldat à son service. Il faut, qu'employé dans des expéditions de commerce, il soit assuré d'une rétribution proportionnée aux moyens qu'il employera pour les faire réussir, & que la solde lui soit payée en actions. Alors les intérêts personnels, loin d'affoiblir le ressort général, lui donneront de nouvelles forces.

„ Que si nos réflexions ne déterminent pas la Compagnie à porter la réforme dans cette partie importante de son administration, qu'elle se réveille du moins à la vue des dangers qui la menacent. Si elle étoit attaquée dans l'Inde, elle se verroit enlever ses établissements en moins de tems qu'elle n'en a mis pour les conquérir sur les Portugais. Ses meilleures places

„ n'ont ni chemins couverts, ni glacis, ni ouvrages extérieurs, & ne tiendroient pas huit jours. Elles ne sont jamais approvisionnées de vivres, quoiqu'elles regorgent toujours de munitions de guerre. Il n'y a pas dix mille hommes blancs ou noirs pour les garder, & il en faudroit plus de vingt mille. Ces désavantages ne seroient pas compensés par les ressources de la marine. La Compagnie n'a pas un seul vaisseau de ligne dans ses ports, & il ne seroit pas possible d'armer en guerre les vaisseaux marchands. Les plus gros de ceux qui retournent en Europe, n'ont pas cent hommes; & en réunissant ce qui se trouve épars sur tous ceux qui naviguent dans les Indes, on ne trouveroit pas de quoi former un seul équipage. Tout homme accoutumé à calculer des probabilités, ne craindra pas d'avancer, que la puissance Hollandoise pourroit être détruite en Asie, avant que le gouvernement eut pu venir au secours de la Compagnie. Ce colosse d'une apparence gigantesque a pour base unique les Molucques. Six vaisseaux de guerre & quinze cents hommes de débarquement seroient plus que suffisans pour en assurer la conquête. Elle peut être l'ouvrage des François & des Anglois.

„ Si la France formoit cette entreprise, son escadre après s'être rafraîchie sur la côte du Brésil, gagneroit par le Cap de Horn les Philippines, où on lui fournoiroit de quoi se réparer. De là elle fondonroit sur Ternate, où les hostilités porteroient la première nouvelle de son arrivée dans ces mers. Un Fort sans ouvrages extérieurs, & qui peut être battu de dessus les vaisseaux, ne seroit pas une longue résistance. Amboine qui avoit autrefois un rempart, un mauvais fossé, quatre petits bastions, a été si souvent bouleversé par des tremblemens de terre, qu'il doit être hors d'état d'arrêter deux jours un ennemi entreprenant. Banda présente des difficultés particulières. Il n'y a point de fonds autour de ces Iles, & il y regne des courans violens, de sorte que si on manquoit deux ou trois canaux qui y conduisent, on seroit emporté sans ressource au-dessous du vent. Mais cet obstacle seroit aisément levé par les pilotes d'Amboine. On n'auroit qu'à battre un mur sans fossé, ni chemin couvert, seulement défendu par quatre bastions en mauvais état. Un petit Fort, bâti sur une hauteur qui commande la place, ne prolongeroit pas la défense de vingt-quatre heures.

„ Tous ceux qui ont vu de près & bien vu les Molucques, s'accordent à dire, qu'elles ne tiendroient pas un mois contre les forces qu'on vient d'indiquer. Si, comme il est vraisemblable, les garnisons trop foibles de moi-

„ moitié, aigries par les traitemens qu'elles éprouvent, refussoient de se battre, ou se battoient mollement, la conquête seroit plus rapide. Pour lui donner le degré de solidité dont elle seroit digne, il faudroit s'emparer de Batavia; ce qui seroit moins difficile qu'il ne doit le paroître. L'escadre, avec ceux de ses soldats qu'elle n'auroit pas laissés en garnison, avec la partie des troupes Hollandoises qui se seroit donnée au parti vainqueur, avec huit ou neuf cents hommes qu'elle recevroit à tems des Iles de France & de Bourbon, viendroient sûrement à bout de cette entreprise. Il suffit pour en être convaincu, d'avoir une idée juste de Batavia.

„ L'OBSTACLE le plus ordinaire au siège des places maritimes, est la difficulté du débarquement: rien n'est plus facile à la capitale de Java. Inutilement le Général Imhof qui sentoit cet inconvénient, chercha à y remédier, en construisant un Fort à l'embouchure du fleuve qui embellit la ville. Quand même ces ouvrages conduits à grands frais par des gens sans aucun talent, auroient été portés à leur perfection, on n'auroit pas été dans une situation beaucoup meilleure. La descente qu'on auroit rendue impraticable dans un point, auroit toujours été ouverte par plusieurs rivières qui tombent dans la rade, & qui sont toutes navigables pour des chaloupes.

„ L'ENNEMI formé à terre ne trouveroit qu'une Cité immense sans chemin couvert, défendue par un rempart & par quelques bastions bas & irréguliers; entourée d'un fossé formé d'un côté par une rivière, & de l'autre par des canaux marécageux qu'il seroit aisé de remplir d'eau vive: elle étoit protégée autrefois par une citadelle; mais Imhof, en élevant entre la ville & la place des casernes vastes & fort élevées, interrompit cette communication. On lui fit remarquer après coup cette bêvue, & il n'imagina rien de mieux pour la réparer, que de détruire deux demi-bastions du Fort, qui regardoient la ville. Depuis ce tems-là ils sont joints l'un à l'autre.

„ Mais quand les fortifications seroient aussi parfaites qu'elles sont viciées; quand l'artillerie qui est immense, seroit dirigée par des gens habiles; quand on substitueroit Coehoorn ou Vauban aux hommes tout-à-fait ineptes, chargés de la conduite des travaux, la place ne pourroit pas tenir: elle auroit au moins besoin de quatre mille hommes pour se défendre & elle en a rarement plus de six cent. Aussi les Hollandois ne sont-ils pas assez aveugles pour mettre leur confiance dans une garnison si foible: ils

„ comptent bien davantage sur les inondations, que des écluses qui enchaînent plusieurs petites rivières, les mettent en état de se procurer. Ils pensent que les inondations retarderoient les opérations d'un siège, & ferroient périr les assiégeans par la contagion qu'elles causeroient. Avec plus de réflexion, on verroit qu'avant que ces saignées n'eussent produit leur effet, la place seroit emportée.

„ LE plan de conquête que pourroit former la France, conviendroit également aux intérêts de la Grande-Bretagne, avec cette différence, que les Anglois pourroient l'exécuter en passant par les détroits de Bali ou de Lombok, après avoir commencé par se rendre maîtres du Cap de Bonne-Espérance, relâche excellente dont ils ont besoin pour leur navigation aux Indes.

„ LE Cap peut être attaqué par deux endroits: le premier est la baie de la table, à l'extrémité de laquelle est situé le Fort. C'est une rade ouverte, où la violence de la mer n'est rompue que par une île, où les exilés de la colonie, quelques-uns même de Batavia sont occupés à tuer des chiens-marins, & à ramasser des coquillages, dont on fait la chaux. Elle est si mauvaise dans les mois de Juin, Juillet, Août & Septembre, qu'on y a vu périr vingt-cinq vaisseaux en 1722., & sept en 1736. Quoique les commodités qu'on y trouve, la fassent préférer dans les autres fâfsons de l'année par tous les navigateurs, il est vraisemblable qu'on n'y tenteroit pas la descente, parce que les deux cotés du port sont couverts de batteries qu'il seroit risqué, & peut-être impossible de faire taire. On préféreroit sans doute la baie faise, qui éloignée de la première de trente lieues par mer, n'est cependant du coté de terre, qu'à trois lieues de la capitale. Le débarquement se feroit paisiblement dans cet asyle sûr; & les troupes arriveroient sans obstacle sur une hauteur qui domine le Fort. Comme cette citadelle d'ailleurs fort resserrée n'est défendue que par une garnison de trois cents hommes, de quatre cents au plus, on la réduiroit en moins d'un jour avec quelques bombes. Les colons dispersés dans un espace immense, & séparés les uns des autres par des déserts, n'auroient pas le tems de venir à son secours. Peut-être ne le voudroient-ils pas quand ils le pourroient? Il doit être permis de soupçonner que l'oppression dans laquelle ils gémissent, leur fait désirer un changement de domination. La perte du Cap mettroit peut-être la Compagnie dans l'impossibilité de faire passer aux Indes les secours nécessaires à la défense de ses établissements, rendroit au moins ces secours moins sûrs & plus dispendieux.

» diens. Par la raison contraire, les Anglois tireroient de grandes commo-
» dités de cette conquête, des avantages même immenses, si on pouvoit
» se détacher de cet esprit de monopole contre lequel la raison & l'humanité
» réclamèrent toujours.

» Les colonies Angloises de l'Amérique septentrionale ont du fer, du bois,
» du ris, du sucre, cent objets de consommation qui manquent totalement
» au Cap. Elles pourroient les y porter, & recevoir en échange des vins
» & des eaux-de-vie. Le terrain de cette partie de l'Afrique est si pro-
» pre, & le climat si favorable à cette culture, qu'on peut lui donner une
» étendue immense. Qu'on ouvre des débouchés, & on verra un espace
» de deux cents lieues couvert de vignes. La tolérance, la douceur du
» gouvernement, l'espérance d'une situation commode, attireront des cul-
» tivateurs de tous cotés: ils trouveront aisément des crédits pour se procu-
» rer leurs esclaves nécessaires à tous les travaux. Bientôt ils seront en état
» de fournir des boissons saines, agréables, abondantes à l'Amérique An-
» gloise, & peut-être que la métropole elle-même puisera un jour les sien-
» nes à la même source.

» Si la République de Hollande ne regarde pas comme imaginaires les dan-
» gers que l'amour du bien général des nations nous fait pressentir pour son
» commerce, elle ne doit rien oublier pour les prévenir: il faut qu'elle ne
» perde pas de vue, que la Compagnie, depuis son origine, jusqu'en 1722.,
» a reçu environ quinze cents vaisseaux, dont la charge coutoit dans l'Inde
» trois cents cinquante & un million six cents quatre-vingt-trois mille flo-
» rins, & a été vendue plus du double en Europe; qu'en envoyant trois mil-
» lions de florins dans l'Inde, elle parvient à se procurer des retours annuels
» de vingt millions de florins, dont le cinquième au plus se consomme dans les
» Provinces-Unies; qu'au renouvellement de chaque Oestroi, elle a donné
» des sommes considérables à la République; qu'elle a secouru l'Etat, lors-
» que l'Etat a eu besoin d'être secouru; qu'elle a élevé une multitude de tor-
» tunes particulières qui ont prodigieusement accru les richesses nationales;
» enfin, qu'elle a doublé, triplé peut-être l'activité de la métropole, en lui
» présentant fréquemment l'occasion de former de grandes entreprises. Tou-
» te cette prospérité est prête à s'évanouir, si le Souverain n'emploie son
» autorité pour la conserver. Il le fera."

Voilà la description qu'on nous donne de l'état de la Compagnie Hollan-
doise des Indes, mais on auroit tort sans doute, de juger de l'état militaire de
cette Compagnie sur l'exposé qu'on vient d'en lire. Les inexactitudes multi-
pliées

pliées qui remplissent en grande partie l'Ouvrage dont nous venons de les transcrire, doivent rendre ce tableau fort suspect, & ne permettent pas qu'on adopte tout ce que la fertile imagination de l'Auteur lui a fait mettre sur le papier. Cependant si on veut se rappeler les contestations survenues aux Indes entre les Anglois & les Hollandois, dans le tems de la dernière guerre entre l'Angleterre & la France, & surtout pendant que le Lord Clive faisoit ses expéditions dans le Bengale, on ne pourra s'empêcher de reconnoître que les Hollandois sont aujourd'hui bien éloignés de cette brillante situation dans laquelle ils se sont trouvés à la paix de Westphalie; & qui permit en 1664. à leur Compagnie des Indes - Orientales d'offrir aux Etats - Généraux de se charger de la guerre dont la République étoit menacée de la part des Anglois: car dans le fonds, c'est à cela que revenoit l'offre que fit la Compagnie de se charger de reprendre à ses dépens tous les ports perdus, & de maintenir toute la côte de la Guinée sous son obéissance. Les Hollandois n'ont pas parlé sur ce ton dans ces derniers tems. La Compagnie s'est plainte aux Etats - Généraux des avanies qu'elle souffroit de la part des Anglois qui s'arrogeoient l'empire des mers dans les Indes; & entre autres qu'un Navire Anglois, après avoir reçu à Batavia toutes sortes de provisions, de munitions & de rafraîchissemens, avoit attaqué des batimens de la Compagnie à la vue même de Batavia, prétendant qu'ils devoient baisser le pavillon pour les Anglois, en qualité de dominateurs ou Souverains de toutes les mers du monde. On prétend que le Lord Clive a menacé le Gouverneur - Général Mossel, de lui venir rendre visite à Batavia avec quelques navires de guerre, s'il ne lui accordoit la demande qu'il lui faisoit. Peut-on disconvenir que si la Compagnie eut pourvu à tems à son état militaire dans les Indes & particulièrement dans le Bengale, ou dans les possessions qu'elle a dans l'Indostan, les Anglois n'eussent jamais osé le prendre sur un si haut ton, & n'eussent pas non plus enlevé aux Hollandois soit en tout soit en grande partie le Commerce du Salpêtre & celui des Toiles Indiennes. La Compagnie s'est mieux soutenue dans l'Isle de Célon; parce qu'elle n'y a eu que des Indiens à combattre: si les Naturels du Pays eussent été soutenus par quelque Puissance de l'Europe, les Hollandois auroient immanquablement perdu leur commerce de canelle. Nous ne craignons donc pas de mettre au nombre des premières causes, qui ont contribué à faire tomber le commerce en Hollande, le peu de soin que les Hollandois ont eu depuis la paix de Westphalie, d'entretenir des forces suffisantes pour maintenir leurs possessions & se faire respecter. Un Berger n'attend pas que les Loups viennent enlever ses Brebis pour se pourvoir de bons Matins. Passons aux Amirautes destinées à entretenir une marine militaire.

Nous

Nous avons donné dans le commencement de cet Ouvrage une idée de la manière dont les Admirautés ont été établies dans la République; on a vu que le but de cet établissement a été de protéger le commerce: pourroit-on croire qu'il faut le ranger parmi les causes qui contribuent à son déclin & à son décroissement? On a dû remarquer par ce que nous avons rapporté ci-dessus, que dans les tems antérieurs à la fondation de la République, on faisoit des armemens pour s'opposer soit aux pirateries des corsaires, soit aux violences ou aux insultes que l'on avoit à craindre de la part des nations étrangères; & que les villes s'affocioient pour ces armemens, les faisoient pour leur propre compte & de leur propre autorité. Elles en regloient la dépense, & la répartition; les fraix de ces armemens étoient calculés & fournis suivant l'état qui s'en formoit. L'expédition faite, tout étoit fini.

La nécessité de réunir toutes les forces de l'Etat pour pouvoir tenir tête à celles de la Monarchie d'Espagne, & d'écartier tout ce qui pouvoit plus ou moins gêner l'unanimité des opérations du Gouvernement, a forcé les Hollandais d'adopter un plan qui laisse privativement à la République le soin de défendre le commerce & le droit de faire les équipemens pour cet effet. C'est par ces motifs que la République a dû former une marine militaire, qui pût toujours être en état de donner au commerce une protection assez efficace pour l'assurer contre les insultes & les violences auxquelles il pouvoit être exposé. Cet arrangement étoit absolument nécessaire du tems de la Révolution. Comment pouvoir se soutenir contre l'Espagne, sans agir à forces réunies; & comment réunir les forces de l'Etat & les faire travailler de concert sans un établissement propre à les diriger dans ce sens. Mais si la situation dans laquelle la République se trouva au tems de la Révolution rendit un pareil établissement absolument indispensable, & que cet établissement peut encore aujourd'hui être d'une grande utilité, il faut avouer cependant qu'il fut calculé & formé sur les circonstances de ce tems-là & qu'il demanderoit peut-être aujourd'hui bien des réformes.

L'ETABLISSEMENT d'une Marine militaire, dépendante de la République, exige des fonds: non pas uniquement pour les équipages, mais pour l'entretien ou le salaire de tous ceux qui sont employés à cet établissement. La guerre contre l'Espagne & les différentes opérations maritimes qui en résultoient, donnoient une étendue immense à son administration: il exigeoit par conséquent des travaux infinis: les fraix en étoient portés par un grand corps qui par l'état de prospérité dont il jouissoit, pouvoit les supporter. Ces fraix se faisant pour la protection & la sûreté du commerce, qui de jour en jour pre-

noit de nouveaux accroissemens, & s'étendoit de plus en plus, il étoit naturel qu'on cherchât à trouver sur le commerce même les fonds dont les Amirautes avoient besoin. Du tems de la guerre contre l'Espagne ces fonds se trouvoient en grande partie dans les prises qu'on faisoit sur l'ennemi; comme il paroit par les Articles V. & suivans jusques au XXIV. de l'Ordonnance pour l'Amiraute, que nous avons rapportée ci-dessus (*). On levoit d'ailleurs des droits d'entrée & de sortie, Art. XXVII. Ce droit subsistoit déjà avant la Révolution: en 1580. il en fut fait une ordonnance à Anvers, les Etats-Généraux y étant assemblés sous l'autorité du Prince d'Orange, & au nom de l'Archiduc d'Autriche. Par l'ordonnance que nous avons rapporté ci-dessus il étoit permis aux Amirautes d'emprunter jusques à la somme de douze mille florins *tout au plus*, pour quatre ou six mois. Mais la nécessité fit bientôt sentir qu'il est plus facile de se proposer un but, de former des plans, & de fixer des arrangemens, que de s'y tenir. Pour fournir aux besoins des Amirautes ou se trouva bientôt obligé d'augmenter les droits & les charges.

EN 1623. il fut mis un droit à raison de 16 sols par Last du Navire, traquant sur la France, l'Espagne, le Portugal, la Méditerranée & au Levant (†); & en 1645. un droit sur les Marchandises & les Vaisseaux destinés pour le commerce du Nord. Le premier fut appellé *Lastgeld*, vraisemblablement parce qu'il se régloit sur les Lasts que portoit un Navire. Le second fut nommé *Vyl-geld* (§), apparemment parce qu'il étoit destiné à assurer le commerce. Sans nous arrêter aux différentes augmentations que ces droits peuvent avoir subi, nous observerons uniquement, qu'ils ont dû nécessairement surcharger le commerce, à mesure que les Amirautes se sont trouvées dans la nécessité de les augmenter, tant pour faire face aux dépenses qu'exigoiient les équipages & les armemens, que pour y trouver les intérêts des sommes levées par voie d'emprunt, & qui sont très-considerables. „ Nous „ avons déjà remarqué, (dit Monseigneur le Prince d'Orange dans la pro- „ position citée ci-dessus) que les droits & les charges qu'on a imposés sur „ le commerce sous divers noms, comme de *convoi*, de *licence*, *lastgeld*, „ *vylgeld*, de *pesage*, &c. font une des principales causes qui ont fait pas- „ ser le commerce de la République aux Etrangers.” On reconnoir en gé- „ néral que la suppression de ces droits est le seul remède à employer; „ mais c'est une opération, à laquelle il semble que les Amirautes de la Répu- „ blique ne peuvent pas se prêter: celle de la Zélande sur-tout a cru devoir „ s'é-

(*) Tom. I. p. 72 — 74.

(†) Gr. *Plaataet-Boek*. I. D. col. 914.

(§) *Ibid.* I. D. col. 2557.

s'élèver contre les moyens proposés par le Stadhouder pour remettre le commerce sur un pied florissant : si elle avoit eu des raisons à alleguer plus solides que celles dont elle a fait usage, elle auroit pu les présenter avec plus de décence. Ces raisons reviennent toutes à ce seul raisonnement. „ Il faut des fonds pour „ entretenir les Amirautés : ainsi il faut conserver les droits & les charges „ imposés sur le commerce.” Il me semble entendre un Négociant qui me diroit ; il faut des fonds pour l'entretien de ma Maison, de mes Commis & de mes Magazins : ainsi je dois les trouver sur les prix de mes marchandises. Le raisonnement feroit pardonnable, si son commerce pouvoit fournir les fonds sans courir risque de diminuer ; mais si le Négociant voyoit que le prix de ses marchandises faisoit passer son commerce à son voisin, auroit-il bonne grace de dire, qu'il doit conserver les prix de ses marchandises, parce que sans cela il ne peut garder ses Commis & ses Magazins, & que sans Commis & sans Magazins il ne peut faire le commerce ? N'auroit-on pas droit de lui dire, Eh ! mon Ami, commencez par rétablir votre commerce, & vous fongerez après cela à vos Commis & à vos Magazins ?

Si les droits & les charges levés par les Amirautés pour subvenir aux frais des équipemens sont si onéreux pour le commerce, on peut dire que les entraves que la levée de ces droits & de ces charges font naître dans les opérations du commerce, comme celle des impôts, n'y portent pas un moindre préjudice. Il faut avoir été dans le commerce pour pouvoir se représenter tous les inconvénients attachés aux allées & venues, & à toutes les précautions à prendre afin de constater qu'on ne fraude pas. Ceux qui sont à la tête des Gouvernemens ne comptent pas pour l'ordinaire toutes les représentations que les Négocians font sur ce sujet. Il semble qu'on est généralement disposé à prendre ces représentations pour de mauvaises raisons. Cependant ceux qui sont un peu au fait des opérations du commerce dans les situations infiniment variées dans lequelles un Négociant se trouve, avoueront que souvent les précautions établies pour empêcher les fraudes, sont plus onéreuses au commerce que l'impôt même. Nous en allons citer un exemple. La Police a préposé au Poids des Ouvriers dont l'office est de mettre sur la balance les marchandises qu'il y faut peser. Quel qu'aît été le but de cette institution, il sert naturellement à constater le véritable poids de la marchandise tant pour le Vendeur que pour l'Acheteur. Ces Ouvriers sont sous serment, & les Négocians sont obligés de se servir d'eux pour faire le transport de leurs marchandises *sujettes au poids* : ce mot de *sujettes* donne lieu aux Ouvriers préposés au Poids de prétendre que toutes les marchandises de la Ville d'Amsterdam, qui en cas de vente doivent être portées au Poids, ne peuvent être

remuées ni déplacées d'un Magazin à l'autre que par eux. Ce n'est plus l'im-
pôt qui gène le commerce: c'est l'absurde nécessité de souffrir que les mar-
chandises soyent maniées, remuées & changées de place par des gens qui
n'en ont pas l'usage; c'est l'obligation d'admettre dans les Magazins des étran-
gers qui peuvent épier les différentes manières d'aprets, d'agir, ou de faire
des mélanges &c. Encore faut-il payer à ces gens un salaire plus haut
qu'à d'autres journaliers, & souvent il faut attendre qu'ils aient le tems
de venir, tandis que les circonstances ne permettent aucun délai. Ordina-
irement on se rachette de ces petites avanies par un tribut annuel; mais
la nécessité de faire ce rachat, ne prouve-t-elle pas le mal qu'il faudroit
prévenir?

Qu'on nous permette d'observer aussi, qu'il est un vice plus grand encore
que l'augmentation des impôts & des charges, de quelque nature qu'elles puis-
sent être, produira nécessairement dans tout pays, lorsque cette augmentation
aura été portée au delà des termes que la nature semble lui prescrire: c'est celui
d'accoutumer la nation à user de voies illicites pour se soutenir dans l'état ou
dans la profession, dans lequel on a été élevé, pour y trouver sa subsistance; les
sentimens se corrompent; & dès qu'on se permet des voyes indirectes dans
de certaines occasions, qu'on n'y respecte plus la bonne-foi, bientôt on est
tenté de se laisser conduire par les mêmes sentimens dans tout le cours de la
vie. Tant que les impôts & les charges sont modérés, peu de personnes se
laisseront séduire par l'appas d'un petit profit, que la fraude peut donner.
En général un profit de peu d'importance ne tentera jamais des personnes à
s'exposer à des blâmes ou à des poursuites désagréables, surtout dans un
pays où la Nation est accoutumée d'agir de bonne-foi. Mais lorsque le pro-
fit qu'on peut faire en fraudant les charges & les impôts, devient impor-
tant, & qu'on commence à se faire illusion sur le devoir de se soumettre à
cet égard aux ordres du Souverain, il tente même les personnes, qui d'ail-
leurs sont d'une probité reconnue. Les Négocians se persuadent d'ailleurs
qu'il y a des termes à observer en tout: que les Souverains ne peuvent pas,
moralement parlant, porter les droits & les impôts arbitrairement au point de
léser par là le droit que tout homme a de pouvoir subsister de son travail. Ils
jugent par là qu'on ne peut légitimement charger les moyens de leur subsistance,
de façon à les mettre dans l'impuissance d'y trouver de quoi vivre, ou de ne l'y
trouver qu'en luttant contre ceux, qui ne se font pas un scrupule d'user de mau-
vaises pratiques pour faire fortune. Ils se persuadent, que le Souverain n'a
pas le droit de les réduire à cette nécessité, ou du moins qu'ils ont le droit
de s'y soustraire, toutes les fois qu'ils en trouvent l'occasion. La question
n'est

n'est pas ici, si le Négociant raisonne juste ou non. Il feroit très-inutile de lui parler morale sur cet article: il fait valoir son sens moral tant vanté par quelques Philosophes modernes, comme un guide très-sûr à nous indiquer nos devoirs: ils alléguent la voix de la nature qu'on ne peut étouffer, la nécessité de vivre de leur industrie. De là vient qu'en dans tout pays où les impôts auront été portés à l'excès, un homme qui fraude & qui en aura été convaincu, ne perd rien de la considération & de la réputation dont il jouit: les fraudes sont regardées comme des actions moralement indifférentes, & qui ne sont punissables que parce que la loi civile les rend telles. Voilà pourquoi on voit des Négocians, qui ne se font aucun scrupule d'avouer qu'ils cherchent à éviter les payemens des droits, se consolant de payer l'amende s'ils sont pris sur le fait.

Dès qu'un Négociant a trouvé dans ses principes, qu'il peut légitimement raisonner de la sorte, & se croire dans un état de guerre perpétuelle avec le fisc, qu'il peut chercher des détours pour frustrer la caisse publique de ce qu'il devroit y faire parvenir, on peut compter qu'il ne se fera pas un scrupule de charger également son correspondant des droits qu'il n'a pas payés, & des frais qu'il n'a point faits. Il juge qu'ayant couru le risque de l'amende, le profit lui en revient. Tout homme qui raisonne ainsi, prend un plaisir qui l'éloigne de la droiture & de l'exacte probité. La nécessité de vivre, m'y force, dit le Négociant. Soit. Mais cette nécessité vous accoutume insensiblement à agir par des voies obliques, & bientôt vous n'en connoissez point d'autres. Des mauvaises habitudes corrompent à la longue les meilleurs esprits. Et quand la jeunesse élevée dans le commerce voit commettre de mauvaises actions sans que personne les blâme, faut-il s'étonner qu'elle s'accoutume à les croire licites, & à s'en prévaloir ensuite.

Nous avons observé ci-dessus, que les François cherchent à attirer dans les ports de la France la plus grande concurrence possible des vaisseaux du Nord, & à étendre chez elle la Navigation des Villes Asiatiques: nous avons observé encore, que cette concurrence est nourrie & soutenue par les avantages qu'y trouvent les Négocians respectifs de France & du Nord. Ces avantages, qu'il faut regarder comme une cause très-destructive du commerce des Hollandois, naissent en partie de l'excès des droits d'entrée & de sortie en Hollande, & des frais excessifs dont quelques commissionnaires Hollandois ont trop souvent chargé leurs comptes de ventes & d'achats. Ils ont altéré la réputation du commerce en général, & la confiance qui est due au corps des Négocians Hollandois. Ce sont là des causes qui depuis longtems font passer une très-gran-

de partie des retours des Colonies Françaises dans les villes Aniséatiques, surtout à Hambourg, pour y être vendus par commission. C'est là une nouvelle route prise par cette branche du commerce de la France, que la Hollande à longtems possédée seule indépendamment de ce qu'une branche de commerce en attire une autre, de ce qu'il est tout naturel que les vaisseaux du Nord viennent en France avec un fret, c'est-à-dire chargés de marchandises du Nord, & qu'enfin ils fassent souvent des retours en marchandises du cru de la France.

LE défaut de droiture, le manque de bonne-foi, l'habitude de regarder comme licite ce qui ne l'est point, l'usage de se servir de voies indirectes & le risque de se voir envelopé dans des procès couteux & chagrinans, produisent un autre mal. Ceux qui plus scrupuleux sur l'article des impôts & des charges croient qu'il faut donner à César ce qui est à César, & qui se feroient un cas de conscience de détourner du fisc le moindre denier, se voyent reduits par l'augmentation excessive des impôts à renoncer à leur état; parce qu'il leur est impossible de soutenir la concurrence contre ceux, qui ne se font pas un scrupule de frauder les droits. C'est ainsi qu'on fait abandonner le commerce à ceux qu'on devroit engager d'y rester; & qu'à la longue on n'y conserve que des gens de mauvaise foi, ou du moins de peu de probité. On commence à craindre d'élever les Enfans dans une profession dont on ne peut tirer une subsistance honnête qu'en faisant taire la voix de la conscience; dans laquelle on est tous les jours exposé à avoir de mauvaises affaires avec le Fisc; d'être flétris de réputation parmi ceux dont on respecte le jugement; enfin une profession, qui conduit à une vie très-inquiétante, tant pour celui qui l'exerce, que pour sa famille: s'il se trouve des personnes qui par nécessité se vouent à un tel état, les gens aisés & scrupuleux se garderont bien de s'y mettre: & cependant ce sont les gens aisés & riches que le commerce demande, pour se soutenir. Outre ces causes générales du déclin du Commerce des Hollandois, il en est d'autres que l'on peut nommer particulières, parce qu'elles ne s'étendent pas au Commerce général, comme le sont celles dont nous avons parlé jusques à présent.

L'ANGLETERRE qui depuis le règne de la Reine Elizabeth est devenue l'émule & la rivale de la Hollande pour la Navigation & le Commerce, l'Angleterre produit dans le commerce général une concurrence très-desavantageuse aux Hollandois; non pas tant, si l'on veut, dans le commerce direct de la Hollande en Europe, mais dans les Indes & à la côte d'Afrique. Car par l'cessive cherté de la main-d'œuvre que l'Angleterre n'a cessé d'accroître par l'ex-

l'excès de ses impôts & de sa propre monnoye, sa concurrence en Europe, si on en excepte celui de la Russie, & dans le commerce du Levant, n'est à craindre, que par les effets qu'elle a dans les trois autres parties du monde. C'est cette concurrence que l'Angleterre peut accroître encore par la supériorité de sa marine, qui cause un affoiblissement sensible du commerce de la Hollande.

IL n'est pas douteux que le commerce de l'Angleterre dans les Indes- Orientales n'ait fait depuis peu d'années de très- grands progrès. Il ne faut pas en juger par les exagérations des Anglois, mais seulement par la contribution annuelle de la Compagnie des Indes aux charges de l'Etat, de quatre cents mil. le liv. st. C'est un effort que la Compagnie des Indes de la Hollande seroit bien éloignée de pouvoir faire sans se ruiner entièrement, & qui suppose nécessairement des progrès immenses. Or ces progrès, dans quelque partie des Indes que ce soit, même en supposant qu'il n'a été donné aucune atteinte à la liberté des comptoirs de la Compagnie Hollandoise, resserreront nécessairement son commerce dans l'Inde & en Europe. Les Anglois n'ont pu accroître redans l'Inde si prodigieusement leurs achats sans y faire monter le prix des Marchandises; & sans les faire baisser en Europe par l'abondance des retours. C'est là l'effet naturel que produit dans toute branche de commerce, quelle qu'elle soit, l'accroissement de la concurrence: on doit ajouter aux effets nuisibles de cette concurrence, qu'elle ne s'est point accrue tout à fait sans entreprise sur la liberté du commerce de la Compagnie Hollandoise dans les Indes. Indépendamment du préjudice qu'une guerre faite par des Européens aux Indiens, porte au commerce des Européens neutres en général par la destruction de l'industrie des Indiens; ce que les comptoirs de la Compagnie Hollandoise ont éprouvé dans la guerre que les Anglois ont faite dans le Bengale, a encore donné une atteinte sensible à leur commerce. Ceux-ci ont abusé de leur supériorité pour y resserrer extrêmement le commerce des Hollandois. Leurs succès & le ton impérieux qu'ils ont pris sur les chefs des comptoirs & jusques sur le Gouverneur- Général, montrent assez que les Anglois sont en état de resserrer le commerce de la Compagnie de Hollande de toute façon.

LEUR concurrence dans le commerce à la côte d'Afrique ne présente pas des objets si intéressans que celui des Indes- Orientales. Elle tend cependant à l'affoiblissement d'une branche de laquelle dépendent principalement les progrès des Colonies de l'Amérique, & par conséquent ceux du commerce de l'Amérique, commerce bien plus digne des soins & de l'attention de

la Hollande, que celui des Indes Orientales. Les Anglois sont devenus la Nation dominante à la côte d'Afrique; & comme aucune Nation ne fait mieux faire servir sa supériorité à attirer à elle l'universalité du commerce; on ne doit pas douter qu'elle ne profite ici de ses avantages, & que ses vaisseaux n'éloignent même des côtes où la traite est libre, ceux des autres Nations, quand les leurs se trouveront les plus forts. Ils n'ont point encore formé des entreprises formelles sur les comptoirs & sur les forts des Hollandois, mais ils ont déjà su les éloigner, les empêcher de traiter. Leur entreprise à Anamabou sur la côte d'or, l'un des endroits où la traite est libre, & qu'on estime le plus, montre assez ce qu'on a à attendre de leur concurrence. Aucune Nation n'avoit de Fort, ni de Comptoir à cette côte. Les Anglois y ont trouvé le commerce avantageux; ils ont voulu se l'approprier. Ils y tinrent d'abord deux vaisseaux de guerre stationnés qui ne permettoient à aucun vaisseau des autres Nations d'y faire le commerce. Ils y ont enfin construit un fort. Il faut s'attendre qu'à mesure que leurs défrichemens dans l'Amérique méridionale feront des progrès qui leur rendront la traite plus nécessaire & plus précieuse, ils s'occuperont du soin de l'étendre aux dépens des autres Nations, & profiteront de leurs avantages pour étendre leur empire sur toute la côte.

LA Hollande éprouve des effets ruineux de la concurrence des Anglois en Amérique dans le commerce clandestin, & même dans ses propres Colonies. Ils les approvisionnent souvent de farines, de beurre & de salaisons. Une bonne administration devroit les éloigner. A l'égard du commerce clandestin aux Colonies d'Espagne, il seroit de l'intérêt du commerce de la Hollande, que cette branche de commerce fut impraticable à toute Nation. Mais un autre intérêt très-important encore, se présente dans les progrès que les établissements Anglois font dans l'Amérique méridionale. Ces progrès doivent accroître les retours que les Anglois font de l'Amérique, & ces retours dont ils savent faire seuls le commerce en Europe, y diminueront le mérite de ceux que font les François, dont la Hollande devient ensuite l'entrepot pour une grande partie. Le commerce de la Hollande s'est toujours enrichi de celui que la France a fait en Amérique, & celui de l'Angleterre dans cette partie du monde tend sans cesse à l'appauvrir. Toute Nation qui rend tout son commerce actif, prend directement ou indirectement sur le commerce des Hollandois. C'est ce que font les Anglois. La Hollande a toujours à craindre qu'ils n'abusent de la supériorité de leur Marine pour étendre leur commerce, dont les progrès rendent leur rivalité toujours plus destructive.

MAIS

DANS la recherche des causes du décroissement du commerce de la Hollande, nous n'avons porté notre attention que sur la conduite & la marche des nations commerçantes en général, & de chacune de ces nations en particulier, soit dans le commerce de l'Europe, soit dans celui des trois autres parties du monde. On trouvera encore une cause de ce décroissement dans les progrès qu'a fait l'art de faire le commerce chez tous les Négocians de l'Europe. Ils sont les agens du commerce de leurs nations respectives, mais ce n'est point cependant pour elles qu'ils envisagent le commerce. S'il s'en trouve qui se laissent animier par l'amour de la patrie dans quelques entreprises, ce sont des exemples de vertu, qui sont hors du cours ordinaire du commerce, & dont il ne s'agit pas ici. Dans le cours ordinaire du commerce, l'intérêt seul des Négocians dirige leurs ventes, leurs achats & leurs spéculations. Cet intérêt est précisément ce qui donne au commerce toute son activité. C'est cet intérêt qui a obligé les Négocians à s'instruire à fonds de la source de toutes les marchandises, & de la manière la plus avantageuse de les faire passer de la première main à la dernière. Ils ont calculé les frais des transports, ceux des entrepôts & d'une main-tierce. Ils ont cherché les moyens de les éviter & de se procurer l'avantage d'achetter à la première main & de vendre à la dernière. Tous les Négocians de l'Europe font le même commerce que la Hollande, le commerce d'économie: ils n'achettent que pour revendre; ils ont à la fin repris sur les Hollandois un avantage que ceux-ci leur avoient enlevé. En travaillant sur les mêmes principes, les Négocians se sont multipliés, & leur propre concurrence chez chaque nation diminuant les bénéfices du commerce, les a forcés d'étendre leurs connaissances pour pouvoir travailler avec fruit. Il est résulté de là tout naturellement, que les Négocians étrangers ont commencé de nouveau à se pourvoir à la source des marchandises, au-lieu de faire acheter en Hollande, & à envoyer leurs marchandises aux lieux de la consommation, ou dans les entrepôts qui en sont le plus à portée, au-lieu de les envoyer en Hollande. C'est ainsi que les Négocians de Hambourg au-lieu de donner des ordres pour des achats des marchandises de l'Amérique, de celles du cru de France ou d'Espagne, en Hollande, les ont donnés à des Négocians des ports de France ou d'Espagne; & leur ont envoyé à vendre celles de leurs pays qui conviennent à ces ports. De leur côté les Négocians François & Espagnols ont aussi trouvé un avantage à correspondre directement avec les Négocians de Hambourg. Tous les Négocians des autres places de commerce ont commencé à former & à entretenir de même une semblable correspondance directe; & si cette manière de faire le commerce, qui est si naturelle, & qui certainement présente des avantages, s'établit généralement, l'entrepôt de la Hollande y perdra prodigieusement.

fement. Cet usage a déjà fait de très-grands progrès. On peut en juger par l'augmentation du nombre des vaisseaux étrangers, que les Hollandais trouvent en concurrence dans la plupart des ports de l'Europe, & par le commerce de fret que font les Frisons, qui transportent des marchandises d'une nation à l'autre, & font nombre de voyages avant que de rentrer en Hollande.

ON trouve dans la proposition du dernier Stadhouder, une preuve encore plus frappante des progrès de cet art de faire le commerce ruineux pour la Hollande. Par le dernier registre, est-il dit, du transport du sucre, café & indigo, de Bordeaux du 1. Juin 1750. jusqu'au dernier Mai 1751. & de ces mêmes marchandises ordonnées à Nantes, pour Amsterdam, Rotterdam & Hambourg depuis le 1. Octobre 1750. il paroît qu'on a embarqué un quart de ces marchandises pour la Hollande, & les trois autres quarts pour Hambourg : partage qui peu auparavant étoit directement contraire. On observe encore que les marchandises du Nord sont transportées en France, en Espagne & en Portugal, sans passer, comme autrefois, par la Hollande. On peut être assuré que cette manière de faire le commerce entre le Nord & le Midi, n'a cessé de faire des progrès depuis 18 ans. L'intérêt & l'intelligence des Négocians étrangers sont la source de cette cause du décroissement du commerce de la Hollande.

De toutes ces causes résulte la ruine du commerce de commission : & la manière dont quelques Négocians font ce commerce, a peut-être encore contribué à éloigner les ordres des Négocians étrangers & à appauvrir par conséquent l'entrepôt. Car si l'on ajoute aux frais naturels & légitimes de la commission, aux droits d'entrée ou de sortie & de poids ; s'il est arrivé quelquefois qu'on a fait payer en plain à des commettants, des droits dont le commissionnaire n'avoit payé par sa déclaration qu'une légère partie ; si à l'inspection du compte de vente ou d'achat, l'étranger s'est trouvé frappé de quelque trait d'infidélité ; il ne faut que peu d'exemples de cette nature pour faire chez les étrangers des impressions funestes, & pour éloigner le commerce.

ON a dû observer que lorsque le commerce de la Hollande marchoit à son élévation, un progrès en faisoit naître un autre : une branche de commerce acquise servoit à acquérir d'autres branches & à les faire valoir. A présent que le commerce est dans son déclin, une cause de décroissement en produit bientôt une autre & quelquefois plusieurs. Le commerce appauvri, le volume

me des objets de commerce étant infiniment diminué au marché, le nombre des Négocians étant toujours à - peu - près le même, & la plupart addonnés au commerce de commission, le fonds du commerce n'est pas suffisant pour les occuper tous. On peut les comparer à un grand nombre de convives affamés qui se trouvent à une table mal servie ou indigente. Le besoin altère les sentimens, la nécessité corrompt les moeurs. De là naissent les sollicitations indécentes; les courses ambitieuses pour se procurer des commissions; & quelquefois l'imprudence d'offrir aux étrangers, de faire la commission à meilleur marché ou pour rien, & l'on ne s'apergoit pas que de telles offres deshonorent ceux qui les font, & font un tort infini à la place, parce qu'on fait que le commerce de commission ne peut se faire gratis avec fi. délité.

ON fait que les Négocians de Hollande donnent un crédit immense à l'Europe, & que leur crédit qui circule dans toutes les places, leur procure une provision d'un demi pour cent. Pour sentir l'importance de cet objet, il faut faire attention aux limites du numéraire, & à celles des marchandises, qui circulent dans le commerce de l'Europe: on trouvera que la somme du numéraire qui est dans les caisses des Négocians, ne peut représenter le quart des marchandises qui sont en circulation; de là cette somme immense toujours existente en Europe en lettres de change qui ont pour valeur des marchandises que ces lettres représentent. Ce n'est que par le secours de ce papier monnayé mis sur la place pour les Négocians, qu'il y a dans le commerce de l'Europe autant de signes des valeurs, qu'il y a de valeurs en circulation. C'est encore par le secours de ce papier monnayé, que les signes réels, c'est - à - dire l'or & l'argent, se trouvent partout, sans qu'il s'en fasse de transport, en sorte que ces papiers monnayés représentent encore la majeure partie du numéraire qui est dans le commerce.

ON peut estimer plusieurs miliards le montant de papiers monnayés que les Négocians produisent dans le commerce de l'Europe. Une grande partie de cette somme énorme est produite par les Négocians de la Hollande, & ces Négocians ne forment que très - peu de ces papiers monnayés pour leur compte, & par conséquent sans une provision d'un demi pour cent. Pour se former une idée du bénéfice que ces papiers monnayés donnent au commerce de la Hollande, il faut savoir encore, qu'ils se renouvellent, à les prendre en général & une partie dans l'autre, tous les deux mois, desorte que si les Négocians Hollandais tirent ou acceptent pour compte des étrangers pour deux cents millions circulans toute l'année, leur provision d'un demi pour cent monte à

la fin de l'année à six millions: & c'est une estimation modérée, en supposant leur commerce dans un état florissant. C'est par conséquent six millions de bénéfice que le commerce de la Hollande fait par cette seule branche de crédit, sur le commerce général de l'Europe.

Or la cause productive de ce bénéfice n'est pas seulement l'abondance de l'argent, qu'un grand commerce a accumulé en Hollande; on lui trouve encore une autre cause dans l'abondance des magasins de l'entrepôt & dans la répétition des ventes & des achats de marchandises, qui s'y font pour le compte des Négocians étrangers; en sorte qu'on appauvrit nécessairement cette branche en appauvrissant l'importation & l'exportation, ce qui diminue nécessairement la quantité de ventes & d'achats, & conséquemment les occasions de tirer ou d'accepter pour le compte des Négocians étrangers, & de leur donner ainsi un crédit avec le bénéfice de la provision d'un demi pour cent. Cette cause destructive est la même que celle qui appauvrit le commerce de commission, dont l'objet diminue en proportion de la diminution des importations & des exportations, & dont l'usage du crédit accompagné de la provision d'un demi pour cent n'est qu'un accessoire.

De cette diminution d'opérations de commerce & de papiers monnayés sur la place, résulte une grande diminution d'escompte. Cet objet, quoique borné, est encore intéressant. On fait qu'il y a en Hollande des Négocians en grand nombre dont le principal commerce consiste à escompter les lettres de change, qu'on nomme à cause de cela *discompteurs*. On ne s'arrête point ici au mérite des facilités & de l'activité que l'escompte donne au commerce. Nous n'avons à observer ici que le bénéfice que cet usage produit à l'Etat: il consiste à faire produire des intérêts à des capitaux qui sans le secours de cet emploi, ne seroient que des dépôts stériles; & si l'on fait attention que les lettres de change qui circulent en Hollande & s'y escomptent, sont pour la plus grande partie pour le compte des étrangers, on trouvera que ce sont les étrangers qui payent ces intérêts, & que c'est encore un tribut que le commerce de la Hollande reçoit du commerce des autres nations.

Les assurances sont une branche de commerce d'un produit peut-être encore plus riche pour l'Etat, que le bénéfice que donne par la provision l'usage du crédit. Cette branche reçoit un décroissement également sensible de la diminution des importations & des exportations.

Enfin il faut observer que le Crédit immense que les Négocians de Hol-

Hollande donnent à l'Europe, & qui lui a produit le bénéfice important dont nous venons de parler, est devenu par l'abus qui s'y est introduit une cause très-destructive de leur commerce. Les Hollandois ont cessé d'être Négocians & sont devenus Commissionnaires; de Commissionnaires ils sont devenus uniquement les payeurs des Etrangers. Pour se procurer un état, ou pour le soutenir, ils ont étendu le crédit qu'ils donnent au point de s'exposer à des pertes au delà de ce que leur fortune pouvoit & devoit leur permettre: & c'est à cet abus du crédit donné à l'Europe, qu'on doit attribuer, au jugement des Négocians qui paroissent le mieux instruits de l'état actuel du commerce des Hollandois, les grandes faillites qui depuis peu d'années sont arrivées en Hollande, & qui, altérant la confiance que le public a eue dans la solidité des grandes maisons commerçantes de la Hollande, a fait encore un très-grand tort au commerce général.

ON a pu voir par le détail dans lequel nous sommes entrés sur les conquêtes & les établissements faits par les Hollandois dans les Indes, combien ces conquêtes & ces établissements ont contribué à augmenter & à étendre le commerce général que des Hollandois faisoient avant cette Epoque (*). On a dû voir avec étonnement, qu'avec un fonds qui n'alloit pas à sept millions, des Particuliers ont trouvé moyen de fonder un des plus puissans empires du monde; qu'ils l'ont fait dans un tems qu'ils avoient à combattre la monarchie d'Espagne; qu'ils étoient obligés de faire des dépenses immenses pour soutenir les frais de leurs expéditions; & que malgré ces dépenses ils se virent encore en état de construire une infinité de forts, de magazins & d'édifices publics, & de faire annuellement aux Actionnaires une répartition qu'on calcule pour les quarante-trois premières années à 22 pour cent année commune. On est frappé à la vue des progrès rapides que firent les Hollandois dans le cours de ces voyages & de ces expéditions; & de la grandeur à laquelle ils furent éléver leur marine & leur commerce: mais ne doit-on pas également s'étonner du déclin rapide de cette Compagnie qui actuellement semble pencher vers sa ruine. Nous avons vu que les répartitions annuelles ont insensiblement diminué depuis 1649. comme on peut le voir par le tableau que nous en avons donné ci-devant Tom. I. p. 185. & par lequel il paroît que les répartitions n'ont été que de 12½ pour cent pendant 1771. 1772. 1773. & 1774. On prétend qu'aujourd'hui la Compagnie est encore moins en état de faire des répartitions, & qu'à peine elle peut faire face à ses affaires. Quelles peuvent avoir été les causes qui ont mis la Compagnie en état de faire de si grosses répartitions dans le tems qu'elle étoit obligée de soutenir & de défendre

2

(*) Tom. I. p. 161. & suiv.

à main armée, ses possessions, son commerce, & sa navigation; & quelles sont les raisons par lesquelles la Compagnie dans le tems qu'elle a joui d'un commerce paisible, & qu'elle n'a été obligée qu'à faire des dépenses modérées d'un simple entretien, n'a pu faire les mêmes répartitions; qu'elle a dû recourir aux impôts, aux droits, aux charges, aux emprunts; enfin à toutes les ressources auxquelles les Souverains ont recours lorsque leurs finances sont dérangées, & que la caisse publique ne peut suffire à leurs dépenses? L'Auteur du Commerce de la Hollande prétend, que la raison de cette différence, entre les répartitions, ne peut se trouver que dans une augmentation des frais qu'exige l'administration. Mais il ne paroît pas possible que cette augmentation en soit seule la cause. Les abus qui se sont introduits dans l'administration & qui ne pouvoient manquer de s'y introduire (car où trouver des institutions qui ne s'altèrent pas à la longue) en sont peut-être la cause principale. Voici la manière dont l'Auteur de *l'Histoire philosophique & politique des Etablissemens des Européens dans les deux Indes* nous dépeint ces abus & les causes qui tendent à la destruction de cette Colonie.

„ Nous ne finirons pas (dit-il) un article si important, sans observer „ qu'à mesure que les bénéfices de la Compagnie ont diminué, elle a augmenté le prix des épiceries dans les Indes & en Europe. Cette pratique „ mauvaise en elle-même, n'a pas nui, ou a peu nui à la vente du girofle „ & de la muscade, que rien ne pouvoit remplacer. Il n'en a pas été ainsi „ de la canelle. La fausse a pris la place de la véritable dans plusieurs marchés, & la décadence de cette branche de commerce, devient tous les „ jours, & deviendra encore dans la suite plus sensible.

„ Il n'est rien que la Compagnie n'ait tenté pour conserver le commerce „ exclusif du poivre qu'elle eut quelque tems. Ses efforts n'ont pas eu un „ succès entier; mais elle a réussi à maintenir une grande supériorité sur ses „ concurrens. Elle en débite encore parmi nous cinq millions pesant, & „ trois millions cinq cent mille dans l'Inde. Tout calcul fait, la Compagnie „ se le procure à dix-huit florins le cent: elle nous le vend cinquante, & „ depuis vingt-quatre jusqu'à trente-six aux Asiatiques.

„ La plus grande partie des affaires de l'Inde devoit tomber naturellement „ dans les mains des Hollandais par la vente des épiceries. La nécessité de „ les exporter les aida à s'approprier beaucoup d'autres branches du commerce. Avec le tems ils parvinrent à s'emparer du cabotage de l'Asie, „ comme ils étoient en possession de celui de l'Europe. Ils occupoient à „ cet-

„ cette navigation un grand nombre de vaisseaux & de matelots qui, sans rien couter à la Compagnie, faisoient sa sureté.

„ Des avantages si décisifs écarterent longtems les nations qui auroient voulu partager le commerce de ces régions éloignées, ou les firent échouer. Nous réçumes les productions de ce riche païs des mains des Hollandois. Ils n'éprouvèrent même jamais dans leur patrie les gênes établies depuis partout ailleurs. Le Gouvernement instruit, que la pratique des autres Etats ne pouvoit ni ne devoit lui servir de regles, permit constamment à la Compagnie de vendre librement & sans limitation ses marchandises à la métropole. Lorsque ce corps fut établi, les Provinces-Unies n'avoient ni manufactures, ni matières premières pour en lever. Ce n'étoit donc pas alors un inconveniēnt, c'étoit plutôt une grande sagesse, de permettre aux citoyens, de les engager même à s'habiller de toiles & des étoffes des Indes. Les différens genres d'industrie que la révocation de l'Édit de Nantes procura à la République, pouvoient lui donner l'idée de ne plus tirer de si loin son vêtement; mais la passion qu'avoit alors l'Europe pour les modes de France, présentant aux travaux des réfugiés des débouchés avantageux, on n'eut pas seulement la pensée de rien changer à l'ancien usage. Depuis que la cherté de la main-d'oeuvre, qui est une suite nécessaire de l'abondance & de l'argent, a fait tomber les manufactures, & réduit la nation à un commerce d'économie, les étoffes de l'Asie ont été plus favorisées que jamais. On a senti qu'il y avoit moins d'inconveniēnt à enrichir les Indiens, que les Anglois ou les François, dont la prospérité ne fauroit manquer d'accélérer la ruine d'un Etat qui ne se soutient que par l'aveuglement, les guerres ou l'indolence des autres Puissances.

„ UNE conduite si sage a retardé la décadence de la Compagnie; mais cette révolution est enfin arrivée par un concours de plusieurs causes. La plus sensible de toutes, a été cette foule de guerres qui se sont succédées sans interruption.

„ A peine les habitans des Molucques étoient revenus de l'étonnement que lui avoient causé les victoires des Hollandois sur ce peuple qu'on regardoit comme invincible, qu'ils parurent impatients du joug. La Compagnie qui craignit les suites de ce mécontentement, fit la guerre au Roi de Ternate, pour le forcer à consentir qu'on extirpât le girofle partout excepté à Amboine. Les insulaires de Banda furent tous exterminés, parce qu'ils ne vouloient pas être ses esclaves. Macascar qui voulut appuier leurs in-

» terêts, occupa longtems des forces considérables. La perte de Formose
 » entraîna la ruine des comptoirs de Tonkin & de Siam. On fut obligé d'a-
 » voir recours aux armes pour soutenir le commerce exclusif de Sumatra.
 » Malaca fut assiégée, son territoire ravagé, sa navigation interceptée par
 » des pirates. Négapatan fut attaqué deux fois. Cochin eut à soutenir les
 » efforts des Rois de Calicut & de Travancor. Les troubles ont été presque
 » continuels à Ceylan, aussi fréquens & plus vifs à Java, où l'on n'aura ja-
 » mais de paix solide, qu'en mettant un prix raisonnable aux denrées qu'on
 » en exige. On a eu des démêlés sanglans avec une nation Européenne dont
 » la puissance augmente tous les jours dans l'Inde, & dont le caractère n'est
 » pas la modération. Toutes ces guerres ont été ruineuses, & plus ruineu-
 » ses qu'elles ne devoient l'être, parce que ceux qui étoient chargés de les
 » conduire, n'y vouloient voir qu'une occasion de s'enrichir.

» CES dissensions éclatantes ont été suivies en beaucoup d'endroits de
 » vexations odieuses. On en a éprouvé au Japon, en Chine, à Cambodge,
 » à Arrakan, dans le Gange, à Achem, à Coromandel, à Surate, en Per-
 » se, à Bassora, à Moka, dans d'autres lieux encore. On ne trouve dans la
 » plupart des contrées de l'Inde, que des despotes qui préfèrent le brigan-
 » dage au commerce, qui n'ont jamais connu de droit que celui du plus fort,
 » & à qui tout ce qui est possible, paroît juste.

» LES bénéfices que faisoit la Compagnie dans les lieux où son commerce
 » n'étoit pas troublé, couvrirent longtems les pertes que la tyrannie ou l'a-
 » narchie lui occasionnoient ailleurs : les autres nations Européennes lui firent
 » perdre ce dédommagement. Leur concurrence la réduisit à acheter plus
 » cher, à vendre meilleur marché. Peut-être ses avantages naturels l'au-
 » roient-ils mise en état de soutenir ces revers, si ses rivaux n'avoient pris
 » le parti de livrer aux Négocians particuliers le commerce d'Inde en Inde.
 » Par le commerce d'Inde en Inde, il faut entendre les opérations nécessai-
 » res pour porter les marchandises d'une contrée de l'Asie à une autre con-
 » trée de l'Asie; de la Chine, de Bengale, de Surate, par exemple, aux
 » Philippines, en Perse & en Arabie. C'est par le moyen de cette circula-
 » tion, & par des échanges multipliés, que les Hollandois obtenoient pour
 » rien, ou presque rien les riches cargaisons qu'ils portoient dans nos climats.
 » L'activité, l'économie, l'intelligence des marchands libres chassèrent la
 » Compagnie de toutes les échelles où la faveur étoit égale. Son pavillon se
 » montra à peine dans des rades où on voyoit jusqu'à huit ou dix vais-
 » seaux Anglois.

„ CETTE révolution qui lui montrroit si bien la route qu'elle devoit suivre, ne l'éclaira pas même sur une pratique ruineuse en commerce. Elle avoit contracté l'habitude de porter toutes les marchandises de l'Inde & d'Europe à Batavia, d'où on les versoit dans les différens comptoirs où la vente en étoit avantageuse. Cet usage occasionnoit des fraix, une perte de tems, dont l'énormité des bénéfices avoit dérobé les inconvénients. Lorsque les autres nations se livrèrent à une navigation directe, il devenoit indispensable d'abandonner un Système, mauvais en lui-même, insoutenable par les circonstances. L'empire d'une vieille habitude prévalut encore; & la crainte que ses employés n'abusassent de ce changement, empêcha, dit-on, la Compagnie d'adopter une méthode dont tout lui démontroit la nécessité.

„ CE motif ne fut vraisemblablement qu'un prétexte qui servoit de voile à des intérêts particuliers. L'infidélité des commis étoit plus que tolérée. Les premiers avoient eu la plupart une conduite exacte. Ils étoient dirigés par des Amiraux qui parcourroient tous les comptoirs, qui avoient un pouvoir absolu dans l'Inde, & qui à la fin de chaque voyage rendoient compte en Europe de leur administration. Dès que le gouvernement eut été rendu sédentaire, les agens moins surveillés se relâchèrent. Ils se livrèrent à cette moleſſe dont on contracte si aisément l'habitude dans les païs chauds. On se vit réduit à en multiplier le nombre, & personne ne se fit un point capital d'arrêter un désordre qui donnoit aux gens puissans la facilité de placer toutes leurs créatures. Elles passoient en Asie avec le projet de faire une fortune considérable & rapide. Le commerce étoit interdit. Les appointemens étoient insuffisans pour vivre; & il n'étoit pas possible de s'en faire payer dans l'Inde, sans perdre vingt-cinq pour cent. Tous les moyens honnêtes de s'enrichir étoient ôtés. On eut recours aux malversations. La Compagnie fut trompée dans toutes ses affaires par des facteurs qui n'avoient point d'intérêt à les faire prospérer. L'excès du désordre fit imaginer d'allouer pour tout ce qui se vendroit, pour tout ce qui s'acheteroit, une gratification de cinq pour cent, qui devoit être partagée entre tous les employés suivant leurs grades. Ils furent obligés à cette condition de jurer que leur compte étoit fidèle. Cet arrangement ne subsista que cinq ans, parce qu'on s'apperçut que la corruption ne diminuoit pas. On supprima la gratification & le ferment. Depuis cette époque, les administrateurs mirent à leur industrie le prix que leur dictoit leur cupidité.

„ LA contagion qui avoit d'abord infecté les comptoirs subalternes,
Tome II.

» gagna peu-à-peu les principaux établissemens, & avec le tems Batavia même. On y avoit vu d'abord une si grande simplicité, que les membres du gouvernement, vêtus dans le cours ordinaire de la vie comme de simples matelots, ne prenoient des habits décens que dans le lieu même de leurs assemblées. Cette modestie étoit accompagnée d'une probité si marquée, qu'avant l'an 1650. il ne s'étoit pas fait une seul fortune remarquable; mais ce prodige inouï de vertu ne pouvoit durer. On a vu des républiques guerrières vaincre & conquérir pour la patrie, & porter dans le trésor public les dépouilles des nations. On ne verra jamais les citoyens d'une république commerçante amasser pour un corps particulier de l'Etat des richesses dont il ne leur revient ni gloire ni profit. L'austérité des principes républicains dut céder à l'exemple des peuples Asiatiques. Le relâchement fut plus sensible dans le chef-lieu de la colonie, où les matières du luxe, arrivant de toutes parts, le ton de magnificence sur lequel on crut devoir l'administration, donna du gout pour les choses d'éclat. Ce gout corrompit les moeurs, & la corruption des moeurs rendit égaux les moyens d'accumuler des richesses. Le mépris même des bienséances fut poussé si loin, qu'un Gouverneur-Général se voyant convaincu d'avoir poussé le pillage des finances au-delà de tous les excès, ne craignit point de justifier sa conduite, en montrant un plein pouvoir signé de la Compagnie.

» POUR comble de malheurs, on n'établit pas des regles suffisantes pour juger la conduite des administrateurs. Cela n'avoit point d'inconvénients dans les commencemens de la République, où les moeurs étoient pures, frugales & austères. En général, on voit dans les établissemens Hollandais, que les loix ont été faites pour des tems vertueux. Il falloit d'autres loix pour d'autres moeurs.

» LE désordre auroit pu être arrêté dans son origine, s'il n'avoit dû faire les mêmes progrès en Europe qu'en Asie. Mais comme un fleuve débordé roule plus de limon qu'il ne grossit ses eaux, les vices qu'entraînent les richesses, croissent encore plus que les richesses mêmes. Les places des directeurs confiées d'abord à des négocians habiles, tombèrent dans la suite dans des maisons puissantes, & s'y perpétuèrent avec les magistratures qui les y avoient fait entrer. Ces familles occupées de vues de politique ou de soins d'administration, ne virent dans les postes qu'elles arrachoiient à la Compagnie, que les émolumens considérables, la facilité de placer leurs parens, quelques-unes même l'abus qu'elles pouvoient faire.

„ faire de leur crédit. Les détails, les discussions, les opérations les plus importantes de commerce furent abandonnées à un secrétaire qui, sous le nom plus imposant d'Avocat, devint le centre de toutes les affaires. Des administrateurs qui ne s'assemblaient que deux fois l'année, le printemps & l'automne, à l'arrivée & au départ des flottes, perdirent l'habitude & le fil d'un travail qui demandé une attention continue. Ils furent obligés d'accorder une confiance entière à un homme chargé par état de faire l'extrait de toutes les dépêches qui arrivoient de l'Inde, & de dresser le modèle des réponses qu'on devoit y porter. Ce guide, quelquefois peu éclairé, souvent corrompu, toujours dangereux, jeta ceux qu'il conduisit dans des précipices, ou les y laissa tomber.

„ L'ESPRIT de commerce est un esprit d'intérêt, & l'intérêt produit toujours la division. Chaque chambre voulut avoir ses chantiers, ses arsenaux, ses magasins pour les vaisseaux qu'elle étoit chargée d'expédier. Les places furent multipliées, & les infidélités encouragées par une conduite si vicieuse. Il n'y eut point de département qui ne se fit une loi de fournir, comme il en avoit le droit, des marchandises en proportion de ses armemens. Ces marchandises n'étoient pas également propres pour leurs destinations, & on ne les vendit point, ou on les vendit mal.

„ LORSQUE les circonstances exigèrent des secours extraordinaires, cette vanité puérile qui craint de montrer de la faiblesse en montrant des besoins, empêcha de faire des emprunts en Hollande, où on n'auroit payé qu'un intérêt de trois pour cent. On en ordonna à Batavia où il coutoit six, plus souvent encore dans le Bengale, à la côte de Coromandel, où il coutoit neuf & quelquefois beaucoup davantage. Les abus se multipliaient de toutes parts.

„ Les Etats-Généraux chargés d'examiner tous les trois ans la situation de la Compagnie, de s'assurer qu'elle se tient dans les bornes de son Octroi, qu'elle rend justice aux intéressés, qu'elle fait son commerce d'une manière qui n'est pas préjudiciable à la République, auroient pu & dû arrêter ce désordre. Quelle qu'en soit la raison, ils ne l'ont fait en aucun tems. Cette conduite leur a fait effuyer l'humiliation de voir les actionnaires se réunir pour conférer au dernier Stadhouder la suprême direction de leurs affaires en Europe & dans les Indes, sans prévoir le danger qui pouvoit résulter de l'influence d'un chef perpétuel de l'Etat sur un corps riche & puissant. Cependant, à cette époque, le dividende est devenu

„ plus fort, & le prix des actions plus considérable. Une mort prématu-
„ rée a fait oublier le plan de réforme qui avoit été dressé. La nécessité le
„ fera reprendre, mais sans doute avec des précautions sages contre l'abus
„ de la puissance qu'on a cru devoir réclamer.”

Ici, comme ailleurs, l'Historien philosophe & politique a pris plaisir de grossir les objets & de les peindre de couleurs noires. Qu'il y ait des abus, qu'il regne des défauts dans l'administration de la Compagnie des Indes, cela ne doit pas étonner, & on ne fera aucune difficulté de le croire. Où trouver une administration qui en soit exempte. Que les affaires de la Compagnie ne soient plus traitées avec cette activité, ce zèle, cette probité & cette candeur, avec lesquels cette société de commerce a été formée & élevée, il n'y a encore en cela rien qui doive étonner: il seroit plus étonnant que l'administration ou la direction eut toujours continué sur le même pied. Il est de la nature de l'homme de se relâcher lorsque le péril est passé & que le danger cesse. La nécessité le rend actif, vigilant, & économe: l'aisance & un défaut de besoins le rendent indolent, paresseux, indifférent. Cependant de toutes les Sociétés qui se sont formées pour le commerce des Indes, celle de la Hollande s'est le mieux soutenue, malgré les défauts qu'on a cru remarquer dans son administration; malgré tous les vices que lui reproche l'Auteur que nous venons de citer, & malgré tous les abus réels qui peuvent s'être glissés dans son administration. Car quoiqu'il soit vrai, comme le remarque l'Auteur du *Commerce de la Hollande*, qu'une administration partagée en différentes chambres soit sujette à un défaut d'économie & d'unité dans les opérations; & que la Compagnie pourroit épargner bien des appoimentemens en faisant des réformes utiles, & quoique l'on ne puisse disconvenir que plus les opérations sont simples, plus elles sont faciles à exécuter; & qu'elles deviennent par là aussi moins couteuses: on ne doit pas pourtant se dissimuler qu'il n'y ait des inconvénients à remettre les intérêts d'un si grand corps entre les mains d'un petit nombre de personnes. Si l'on fait attention que la Compagnie s'est formée, & qu'elle s'est élevée sous une administration aussi compliquée qu'elle l'a été jusques à présent, on aura bien de la peine à se persuader que la forme de son administration doive être regardée comme une cause qui par elle-même tend à l'affoiblir. S'il nous étoit permis de juger de celles, qui contribuent le plus à sa ruine, nous croirions devoir les chercher dans une sorte d'indifférence sur les qualités & les talens de ceux qu'on admet au service de la Compagnie. Car il en est du bon & du mauvais succès de ses affaires comme de toutes celles, qui dépendent de l'activité, du génie & des talens de ceux auxquels elles sont confiées. Mettez à la tête d'une bonne armée un Chef incapable de la commander, elle sera batue par une poignée de soldats bien con-

conduits. Mettez à la tête d'une Maison de commerce un homme sans intelligence & sans activité, on la verra dépérir tout de suite & finir par une faillite. L'histoire des révolutions du monde est remplie d'exemples qui attestent la vérité de la remarque que nous venons de faire. Celle du commerce en fourniroit une infinité d'autres, & même l'histoire de la Compagnie dont nous parlons, pourroit présenter plus d'un exemple d'une affaire manquée, ou d'une perte très-considerable occasionnée uniquement par la négligence, l'imprudence, ou l'ineptie de celui qui en avoit la direction.

LES Enfans nés & élevés dans une maison opulente, dans laquelle ils voyent des personnes occupées à un certain travail, qui entendent parler des gains considérables qu'on y fait, des richesses qu'on amasse, des biens qui leur en reviendront, & qui d'ailleurs négligent de s'instruire des opérations sur lesquelles roulent les affaires & dont les succès dépendent, se familiarisent si fort au cours dans lequel ils les voyent journallement, qu'à la fin ils n'y observent qu'une machine qu'il ne s'agit que de monter, pour qu'elle produise les fruits qu'on lui voit donner; & ils sont bien éloignés de douter que la marche bonne ou mauvaise de cette machine dépend uniquement de l'intelligence, de la prudence, & de l'activité de ceux qui sont préposés à lui donner son mouvement. Les Souverains sont presque tous dans le même cas, parce qu'ils n'ont pas été & qu'ils ne peuvent être instruits des opérations nécessaires pour bien conduire les affaires. Faut-il après cela s'étonner que (hors les cas d'une nécessité urgente) on voit faire si peu d'attention aux mérites & aux talens. S'il est vrai, comme on le prétend, qu'aujourd'hui il est très-rare de voir entrer au service de la Compagnie des gens de mérite & de capacité; si ce sont pour l'ordinaire des personnes qui ont mal fait leurs affaires, des jeunes gens débauchés, qu'on fait prendre parti pour les Indes afin de s'en débarasser; si dans les Indes même on n'a point assez d'égard aux mérites & aux talens, & que les postes lucratifs sont conférés à de nouveaux débarqués qui n'ont d'autre titre pour y aspirer qu'une recommandation; tandis que d'autres qui ont passé la plus grande partie de leur vie au service de la Compagnie croupissent dans des emplois inférieurs, où on les traite avec dureté & mépris: le moyen que les affaires de la Compagnie puissent aller bien? Si le reproche qu'on fait à cet égard à la Compagnie des Indes est fondé, il n'en faudra pas davantage pour indiquer la cause de son affoiblissement, & celle qui la détruira immanquablement. Comment s'imaginer que des gens de probité & de mérite s'expatrieront, abandonneront leurs parens & leurs amis, s'exposeront aux dangers d'un voyage hazardeux, iront vivre dans des coins reculés de la terre, où ils courront risque de manquer non pas uniquement les agréments mais encore les besoins de la vie, à moins qu'ils ne puissent se flater de voir

récompenser leurs travaux & leurs peines par des douceurs & une fortune qui y soient proportionées. On auroit tort d'envier à ces Personnes qui ont fait fortune aux Indes l'état opulent auquel ils sont parvenues. S'il est juste que celui qui sert l'autel vive de l'autel, il n'est pas moins juste que ceux qui sont employés dans des affaires lucratives aient leur part du profit, à proportion de la part qu'ils ont eu au travail, aux risques, & au succès. Oter à des matelots l'espérance de faire une petite fortune, n'est-ce pas se priver de bons marins? Quand ceux qui sont à la tête des affaires tirent tout à eux, & qu'ils ne laissent rien à prendre pour ceux qui sont à leur service ou qui travaillent pour eux, comment peuvent-ils se flatter d'être servis avec zèle, attachement & fidélité? L'illustre Grotius observe que pour porter les jeunes gens à se mettre dans la marine, & pour y encourager d'autres, il a été de tout tems pratiqué en Hollande de permettre à tous ceux qui forment l'équipage d'un navire, de faire un petit commerce de leur propre bien: les mouffles mêmes jouissoient de cet avantage. Outre l'encouragement qu'on donnoit par là, on excitoit l'émulation, on aiguisoit l'industrie, & on donnoit occasion aux gens de mer de contracter l'esprit de commerce & de devenir par là plus utiles dans des postes plus avancés. La Compagnie des Indes peut avoir eu des raisons pour s'écartez de cette ancienne maxime: on lui reproche cependant d'agir avec trop de rigueur à cet égard, envers les matelots, & ceux qui sont à son service dans les bas emplois. Dès qu'il faut fermer les yeux sur la conduite des Grands, on retire peu de fruit des gênes auxquelles on assujettit celle des Petits. Rien d'ailleurs n'est plus nuisible à un Corps dont l'existence dépend de l'intelligence & du labeur de ceux qui y sont employés, que de décourager les personnes habiles à s'y mettre.

LA Compagnie des Indes - Orientales paroît cependant être mieux servie en Marins qu'en Gens de commerce; & c'est bien à tort que l'Auteur de l'Histoire philosophique & politique la censure de n'y employer que des *officiers qui ont tous commencé par être matelots ou mouffles*. Ils sont (dit-il) *pilotes, ils sont manoeuvriers, mais ils n'ont pas la première idée des évolutions navales*. Cet Auteur auroit dû se rappeler que les plus grands Amiraux de la République ont été des personnes d'une basse extraction, qui par leur génie, leurs talents, & leur valeur se sont élevés au rang qu'ils ont occupé & honoré; *qui avoient tous commencé par être matelots ou mouffles*. C'est un préjugé de nation de croire, que les personnes nées de basse condition ne puissent avoir l'âme noble & le génie propre aux grandes affaires. Le système d'observer une espèce de gradation par rapport aux emplois dans le service, & de suivre à cet égard l'usage qui s'observe dans l'Etat militaire, que la Com-

Compagnie paroît avoir adopté dès le moment de son institution, lui a été très-utile & l'est encore. Jamais les Personnes ne font mieux en état de remplir les grandes charges, que lorsqu'elles ont travaillé dans les postes qui y font subordonnés. Ce Système de la Compagnie, dont elle ne devroit jamais s'écartter, & dont elle ne devroit pas souffrir que le Conseil de Batavia s'écartât, est peut-être aujourd'hui le seul avantage qui retarde sa chute: par une suite de ce Système le Gouverneur-Général, & le Directeur-Général, & ceux qui forment le Grand-Conseil de Batavia font toujours des Gens entendus, du moins pour ce qui regarde les affaires de commerce: d'ailleurs l'avancement qui se fait par grades, & qui laisse aux inférieurs l'espérance de parvenir aux grades supérieurs, prévient une jalouſie, dont on a vu de funestes effets dans les autres Compagnies des Indes.

A U R E S T E il n'est pas douteux que le commerce des Indes n'ait augmenté le commerce général de la Hollande; & que le décroissement de celui des Indes ne soit aussi actuellement une des causes auxquelles il faut attribuer le déclin de celui que fait la République. Prétendre que les manufactures des Indes n'ont pas nui à celles de la Hollande, parce que la République n'avoit ni manufactures ni matières premières pour les éléver lorsqu'on a formé la Compagnie des Indes-Orientales, c'est se tromper doublement. Car il est de fait, & nous l'avons fait voir ci-devant, que la Hollande a eu des fabriques bien longtems avant que le commerce des Indes ait été connu en Hollande. Dès que les fabriques & les manufactures des Indes furent portées en Europe, elles durent nécessairement entrer en concurrence avec celles de l'Europe. La main-d'œuvre étant à meilleur marché en Asie qu'en Europe, les manufactures des Indes durent nécessairement l'emporter sur celles de l'Europe, & par là faire décroître celles-ci. Or les Manufactures de l'Europe ne pouvoient se ressentir de cette concurrence sans que celles de la Hollande n'en souffrissent également.

L'A U T E U R d'un Ouvrage que nous avons cité plus d'une fois (*), observe que l'Europe a gagné à la découverte des Portugais l'avantage de tirer le caffé, le thé, les épiceries, les drogues, le salfpêtre, le coton, les soies écrues, les Cauris, & autres marchandises à meilleur marché par l'Océan, qu'elle ne les tiroit auparavant par la Méditerranée; mais qu'il n'en est pas de même des Manufactures des Indes-Orientales. „ Il est certain

(dit

(*) *Intérêts des Nations de l'Europe développés relativement au Commerce.* T. I. p. 349.

» (dit cet Auteur, & il a raison de le dire) que la Navigation aux Indes par
 » le Cap de Bonne-Espérance les a introduites en Europe avec plus d'a-
 » bondance, & avec une abondance excessive; & l'on ne peut se dissimuler
 » que ce Commerce l'appauvrit doublement, en diminuant son numéraire &
 » son industrie. La diminution du numéraire (ajoute-t-il) mérite peut-
 » être peu d'attention pour le bien général: il n'en est pas de même de l'in-
 » dustrie: il est certain que les manufactures des Indes portent un préjudice
 » immense à celles d'Europe: & cependant, ce qui est dans l'humanité une
 » contradiction bien singulière, ce sont les Nations de l'Europe, qui ont
 » les Manufactures les plus riches & les plus étendues, par conséquent celles
 » auxquelles les manufactures des Indes nuisent le plus, qui en importent
 » davantage. *On pourroit peut-être attribuer en partie à ce commerce la chute
 » presque décidée des manufactures de Hollande, la ruine prochaine de celles
 » d'Angleterre, & le décroissement trop sensible, de celles de France*". On peut observer en particulier que les porcelaines des Indes
 ont beaucoup contribué à faire tomber les fabriques de fayance de la Hollande; que l'usage du thé & du café a enlevé à la Hollande plus des trois
 quarts des brasseries à bière qui y étoient établies, & qui y faisoient ancien-
 nement un grand objet de consommation & de commerce. La ville de Haarlem
 & quelques autres villes de la Hollande ont eu une grande réputation pour
 ces brasseries. L'usage de prendre du café & du thé, qui s'est établi si gé-
 néralement, que les gens les plus indigens s'y sont accoutumés, a fait presque
 tomber totalement ce genre de fabrique. Pour juger de l'importance de cet
 objet, on n'a qu'à faire attention que de tout tems les villes de la Holla-
 nde ont eu constamment l'attention de ne pas souffrir qu'il s'élevât des
 brasseries à la Campagne, de se munir de priviléges à ce sujet & de se les
 faire confirmer. On en peut juger encore par les différentes délibérations des
 Etats sur les moyens de prévenir la chute totale des brasseries, & sur les moyens
 de les relever s'il étoit possible. Le seul remède dont on pourroit peut-être
 se servir, ce seroit de rendre la bière plus agréable & moins chère que
 n'est le café ou le thé; car il suffit à l'homme de boire, & peu lui importe
 que la boisson vienne des Indes ou qu'elle soit faite à sa porte, pourvu que ses
 sens soyent agréablement affectés, & qu'il puisse en faire la dépense. Toute
 voye de contrainte dans ces cas est inefficace.

Ceux qui intéressés aux Brasseries voyoient arriver des quantités immenses de café & de thé, & l'usage qui s'en établissoit par-tout, se font plaints du préjudice qu'ils en souffroient. Ils s'en prenoient à la Compagnie des Indes; & prétendoient que l'établissement de cette société, & le commerce qu'elle fait

fait, portoient plus de préjudice à l'Etat qu'ils ne lui donnent de l'avantage. Ils auroient voulu du moins qu'on eut interdit à la Compagnie cette branche de ses retours des Indes. Une seule réflexion auroit pu les faire revenir de leur erreur. Ils auroient dû penser que si la Compagnie n'avoit pas fait ce commerce, les Compagnies Françoise, Angloise & Danoise auroient pourvu la Hollande des mêmes denrées & des mêmes marchandises qu'on auroit empêché à la Compagnie de Hollande de faire venir des Indes: car on a fait les mêmes plaintes au sujet des damas, des toiles peintes, & des autres manufactures faites aux Indes. Si les Hollandais ne les avoient pas transportées directement des Indes, ils les auroient achetées des Nations Européennes, qui en auroient été en possession, comme autrefois ils alloient chercher les marchandises indiennes à Lisbonne. Ce ne sont pas proprement les établissements des Compagnies des Indes qui ont nui aux fabriques & aux manufactures de l'Europe; mais c'est plutôt le progrès qu'on a fait dans l'art de la navigation, & qui a donné lieu de faire naître une concurrence entre l'industrie des Indiens & celle des Européens.

ON attribue à tort la décadence de la Compagnie Hollandoise des Indes-Orientales à la concurrence des Compagnies des Indes-Orientales successivement établies en Europe: on n'a qu'à faire sur cette concurrence la même observation que nous avons faite ci-dessus sur celle que les Hollandais ont à vaincre dans toutes les autres branches de Commerce (*). Tant que les Hollandais feront le commerce avec plus d'intelligence & d'économie que les autres nations, ils les surpasseront toujours dans la concurrence: ils les obligeront même d'abandonner des tentatives qui leur tourneront à pure perte. On prétend que le commerce de la Compagnie à l'Ouest des Indes est entièrement déchu; qu'elle a le nom d'y faire le commerce tandis que d'autres le font en effet; qu'à la réserve de ses épiceries & du cuivre du Japon en lingots, tout ce qu'elle porte de ce côté-là n'entre point en comparaison des traites lucratives qu'y font les Anglois & les François: que pour un de ses Navires qui aborde au Gange, il y en vient au moins cinq de ces Nations; & que la ville de Surate, si fameuse pour son commerce, en reçoit plus de millions, qu'elle ne touche de cent mille livres des Hollandais: que *Moca*, *Zeda*, *Baffora*, *la Perse*, & toute la côte entre le Golfe Persique & le Fleuve Indus, doivent être dans la dernière surprise à l'aspect de ces amas immenses de marchandises qu'elles y négocient tous les ans, tandis qu'on n'y voit arriver qu'un simple navire de la Compagnie Hollandoise à demi chargé, & dont la cargaison vaut à peine 100,000. liv. (†). Quelle est la

cau-

(*) Voyez p. 2. & suiv.

(†) *Commerce de la Hollande.* Tom. I. p. 147.

Tome II.

S

cause de ce déperissement? dira-t-on que c'est la concurrence des Anglois & des François qui le produit? Nous demanderons d'où vient que ces deux Nations ont pris dans la concurrence cette supériorité sur les Hollandais? Si on nous répond que la Compagnie ne peut soutenir la concurrence dans un commerce qui se fait par des particuliers. Nous demanderons pourquoi? & par une dernière analyse, on verra que ce désavantage résulte des mêmes causes qui dans tout autre commerce produisent le même effet; d'un défaut d'intelligence, d'activité, d'économie, ou de quelque autre vice dans la direction des affaires.

AU RESTE le préjudice que la concurrence des Compagnies de l'Europe fait au commerce des Hollandais, si on en excepte celui dont on vient de parler, se réduit à peu de chose: cette concurrence n'a pu atteindre aux branches les plus riches du commerce de la Compagnie, & dont elle est seule en possession; telles que sont le commerce des épiceries, celui du Japon, celui du poivre pour la plus grande partie; & celui de toutes les Isles où elle a des villes & des forts. Peut-être que la Compagnie a cru devoir négliger ou abandonner certaines branches de commerce pour se borner à d'autres, qui lui paroissent plus avantageuses; car de ce que la Compagnie ne fait pas un grand commerce dans les endroits où les Anglois & les François viennent en faire de très-lucratifs, il ne s'ensuit pas que les Hollandais perdent involontairement ces parties du commerce général. On doit observer à cet égard que pour juger du plus ou moins d'avantage que la Compagnie auroit à se soutenir dans ses différentes branches de commerce, ou du plus ou moins de préjudice qu'elle souffre à les laisser tomber, il faudroit connoître parfaitement son état dans les différentes relations qu'elle a ou peut avoir: c'est une vanité très-déplacée de se permettre de juger sur un objet, qu'on n'est pas à même d'examiner, bien-loin d'être en état de pouvoir le connoître suffisamment.

CE n'est pas non plus à la concurrence des Compagnies d'Europe dans les retours des Indes qu'on doive chercher la cause de la décadence de celle des Hollandais. Cette concurrence n'a aucune influence sur la vente du girofle, de la noix de muscade, de la canelle: & si d'un côté les Compagnies d'Angleterre, de France, de Suède, & de Danois, ont établi une grande abondance des autres marchandises des Indes dans les marchés de l'Europe; de l'autre il est certain (ainsi que le remarque l'Auteur du *Commerce de la Hollande* (*)) que les consommations sur-tout celles des toiles & des étoffes,

de

(*) Tom. I. p. 125.

de toutes sortes des soies, du coton, & celles du thé & du café, qui sont les principaux articles des retours communs à toutes les Compagnies, s'y sont prodigieusement étendues; & ces consommations ont toujours soutenu les prix de tous ces articles à-peu-près au même degré.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs des effets de cette concurrence, il faut toujours en venir aux mêmes principes. Dans toute concurrence de quelque nature qu'elle soit, le plus habile l'emportera, toutes choses d'ailleurs égales. Et si dans le commerce on perd des avantages ou une supériorité dont on a jouï, on ne peut guères douter qu'il n'y ait des abus, & des vices dans l'administration, qui en sont la cause. Nous avons vu qu'on en reproche d'assez grands à la Compagnie Hollandoise des Indes. Cependant ces abus, qui peuvent être ruineux pour la compagnie, à les considerer sous un certain point de vue, n'intéressent véritablement l'Etat, qu'autant qu'ils tendent à diminuer le volume des retours que les vaisseaux de la compagnie doivent faire tous les ans. Car à l'égard des richesses que le commerce donne aux actionnaires & aux employés dans l'administration de la compagnie, il est presque indifférent à la fortune de l'Etat par quel canal ces richesses viennent accroître la masse de celle de l'Etat: que ce soit par les répartitions qui se font aux actionnaires, ou par les bénéfices que font les employés, il semble qu'il importe fort peu, pouvû qu'elles y viennent. Mais si ces abus diminuent le volume des retours annuels que les vaisseaux doivent faire; si les ventes publiques en sont moins riches; il est certain qu'en ce cas l'avantage le plus précieux pour l'Etat, du commerce des Indes, est altéré. Cet avantage consiste en ce que ces retours multiplient dans le sein de la République les objets de commerce & les moyens de subsistance pour le peuple.

Le commerce d'Inde en Inde doit être fait en entier pour la compagnie: ce commerce consiste à préparer avec des avantages infinis les cargaisons de ses vaisseaux pour l'Europe, ce qui est la base des richesses du commerce qu'une compagnie d'Europe peut faire avec les Indes. Si les commis s'en approprient une partie, comme on le prétend, soit par la contrebande, soit par l'abus des ports permis, il est évident que les cargaisons des vaisseaux doivent en souffrir. S'il est vrai encore que les chefs de différens comptoirs ajoutent l'incapacité, le défaut d'intelligence, aux infidélités; s'il est vrai que les places de confiance & celles dont l'exercice doit influer le plus sur la prospérité du commerce, sont données à la protection de préférence aux talens, aux services rendus & à l'expérience; tous ces abus supposent un secret brigandage qui appauvrit les importations des Indes, & porte

un grand préjudice au commerce de la Hollande en diminuant les objets de son entrepôt. Pour rendre cette détérioration sensible, on n'a qu'à faire attention que la partie des retours des Indes, que les abus suppriment, seroit exportée à l'étranger; & par conséquent que ne l'étant point elle donneroit lieu à des travaux en Hollande pour le peuple, seroit gagner à l'Etat des droits de magasinage, de courtage, de commission, de poids, de sortie, un fret & une prime d'assurance. Voilà ce qui intéresse essentiellement l'Etat dans l'administration de la Compagnie des Indes - Orientales.

La Compagnie des Indes - Occidentales présente des intérêts bien différens. Cette Compagnie, telle qu'elle a été renouvelée & qu'elle existe, doit être regardée dans la République bien plutôt comme un collège d'administration, que comme une Compagnie de commerce. Ainsi par sa constitution même, aucune cause ne devoit détériorer le commerce qui lui a été attribué; mais elle pouvoit être un obstacle aux progrès du commerce dont on lui a confié la direction. Le commerce de Guinée, la seule branche qu'elle peut faire, dépendant des progrès de celui de l'Amérique qui lui est interdit, ne pouvoit manquer de suivre les progrès de ce dernier. Cela est arrivé. Il est arrivé aussi que son administration à l'égard du commerce de l'Amérique, a été plus nuisible, qu'utile aux progrès des Colonies. On peut reprocher à la Compagnie des Indes - Occidentales d'avoir été dirigée plutôt par un esprit de conquête que par un esprit de commerce; & c'est là la cause principale de sa chute, & du peu d'utilité que son existence actuelle donne à la République.

Si l'on jette un coup d'oeil sur les colonies de la Guiane Hollandoise, on ne doit observer jusqu'à présent que des progrès lents & foibles; mais réels & assez grands toutefois, pour convaincre quiconque veut ouvrir les yeux sur le commerce de la Hollande, qu'en égard à la situation actuelle du commerce de l'Europe, celui de l'Amérique est aujourd'hui la branche de tout le commerce de la Hollande la plus importante quoique fort éloignée du degré de richesses auquel elle auroit pu être portée. Cette branche est d'autant plus précieuse que d'un coté elle augmente le commerce & la navigation des Hollandois sans nuire à aucune de leurs branches, ni même à leurs manufactures, dont elle pourroit devenir l'appui; & que d'un autre coté elle seroit susceptible d'une amélioration infinie, & d'un grand accroissement, si aujourd'hui on pouvoit se flatter que les Colonies Hollandoises recevraient la protection & les encouragemens dont elles ont besoin pour s'élever & se soutenir; & si déjà on ne les voyoit menacées d'une ruine entière; tant par le peu de soins que les Hollandois donnent à leur état militaire dans les Colonies, & dont nous avons

avons parlé ci-dessus (*), que par les désordres qui semblent regner dans toutes les affaires qui tiennent à leur commerce.

AFIN de se faire une juste idée de l'état critique dans lequel les Colonies Hollandoises se trouvent, & qui ne peut manquer d'être suivi d'un entier dépérissement si on n'y porte remède, il faut se rappeler ici la manière dont les Colonies Hollandoises ont été formées. Les Hollandois naturellement plus portés au commerce & à la navigation qu'à la culture des terres, ne virent d'abord dans leurs conquêtes & dans leurs établissements en Amérique, que de nouveaux moyens d'accroître leur navigation & leur commerce: s'ils songeoient à la terre, ce n'étoit qu'autant qu'ils se flattoient d'y trouver quelques mines d'or ou d'argent. Ce n'est pas que les particuliers en Hollande ne reconnoissent bientôt les grands avantages qu'on pourroit retirer de la culture des terres en Amérique, & que les progrès qu'y faisoient d'autres nations ne les animassent à de pareilles entreprises; mais retenus par le privilége exclusif dont la Compagnie des Indes-Occidentales jouissoit pour le commerce & la navigation de l'Amérique, ils ne purent y prendre part qu'en concourrant par leurs richesses aux établissements de culture que des Nations étrangères formoient. On prétend que les Colonies Françaises durent leurs premiers succès & l'état florissant auxquels elles sont parvenues, aux avances que les Négocians Hollandois leur ont faites; car quoique les Français ayent été les derniers à se fixer sur cet objet, leurs progrès y ont surpassé ceux de toutes les autres nations. Vraisemblablement ce sont ces progrès qui à la fin ont ouvert les yeux à la Compagnie Hollandoise des Indes-Occidentales sur son véritable intérêt. Cette Compagnie si fort déchue de sa grandeur, & n'en ayant plus que l'ombre, reconnut à la fin, que toutes ses possessions de l'Amérique, & que son commerce exclusif même lui deviendroient à charge, si elle ne se départoit en grande partie des priviléges exclusifs dont elle jouissoit. Elle reconnut que son privilége tendoit à certains égards plus à sa ruine qu'à son bien-être. Enfin elle crut qu'elle ne courroit aucun risque de suivre les vues du Cardinal de Richelieu & de Colbert, dont la politique sur ce point pouvoit bien être prise pour règle.

CES nouvelles idées furent sans doute le motif qui porta la Compagnie à faire en 1682, l'acquisition de Surinam sous les conditions rapportées dans l'Octroi, que nous avons cru devoir donner en entier ci-dessus (T.I. p. 214).

On

(*) Tom. I. p. 222. p. 230. & suiv.

On y voit les motifs de cette acquisition; le but qu'on s'y est proposé; & les moyens par lesquels on a cru qu'on pourroit y parvenir. Cet Octroi ne fut pas sitôt connu, que Surinam attira l'attention des Négocians Hollandois, encouragés d'ailleurs par les Plantages à sucre, que les Anglois y avoient établis avec succès.

IL importe d'observer ici, que si les Hollandois n'eussent acquis les richesses immenses qu'ils avoient accumulées pendant la guerre contre l'Espagne; ou bien si leur commerce & l'état de leurs manufactures eussent été assez florissans pour y pouvoir employer tous leurs fonds; les établissements à Surinam ne les auroient vraisemblablement point tentés. L'abondance du numéraire, la nécessité de le mettre en circulation, la décadence des branches du commerce, qui les avoient avantageusement occupés ci-devant, le déclin des manufactures, furent autant de motifs qui firent faîsir aux Hollandois avec empressement l'occasion que cette nouvelle source d'occupations leur présentoit; il falut que les Réfugiés françois, qui continuoient alors de s'ex-patrier, leur facilitassent encore le moyen d'en profiter: car tandis que le défrichissement des terres en Amérique n'avoit rien de quoi tenter des personnes aisées; ces Etrangers étoient bien-aisé de trouver l'occasion de s'établir quelque part: il leur importoit peu où. On doit réfléchir encore que ces nouveaux établissements demandoient des fonds très-considerables pour tous les besoins qu'exigent ces sortes d'établissements, soit en achats d'esclaves, en bâtißages de maisons & de loges; & qu'il falloit en même tems trouver des Entrepreneurs assez riches pour pouvoir suffire à ces frais, se passer du moins pendant quelques années des fruits de ces premières mises; & augmenter encore annuellement ces premières mises pour l'entretien des Esclaves & pour d'autres frais de culture: d'un autre côté ces établissements exigeoient des bras, c'est-à-dire des hommes, disposés, faute d'occupation & de subsistance, à passer en Amérique. Ces hommes (ainsi que nous venons de le remarquer) se trouvèrent en Hollande dans le nombre de Réfugiés qui y étoient yenus & qui y venoient encore de la France, auxquels se joignirent ensuite d'autres étrangers, qui trouvèrent ainsi dans la Richesse de la Hollande les moyens de se former un état, de parvenir à des fortunes considérables, & de donner à la République une nouvelle branche de commerce & de navigation, qu'on a mis, il y a peu de tems, au-dessus des avantages que la Compagnie des Indes-Orientales donne à la République. Mais il s'en faut de beaucoup que cette Colonie ait soutenu longtems cette haute opinion. Nous avons rapporté ci-dessus la situation critique dans laquelle elle se trouve par les incursions, les dévastations, & les insul-

sultes continues auxquelles elle est exposée de la part des Nègres fugitifs & marons. Nous pourrions y ajouter les défauts de police, les traits de despotisme, le manque d'une justice réglée, dont les Colons se font plaints plus d'une fois, & que nous aimons mieux nous représenter comme exagérés de la part des Colons, que d'adopter sur de simples raports. Nous nous arrêterons uniquement à des reproches sur des abus & des vices qui seroient également incroyables si on ne les attestoit publiquement; & qui nous donnent l'idée d'un perpétuel brigandage plutôt que d'affaires traitées avec cette probité, que les Hollandois ont eu autrefois la réputation de mettre dans tous leurs procédés.

Les premiers établissements des Plantages formés à Surinam, le furent de différentes manières, quoique toutes par l'assistance & sous la direction de quelque Négociant. Quelques-uns envoyèrent des Commis à Surinam pour y lever à leurs frais & pour leur compte des Plantages; d'autres se contentoient d'en faire uniquement les avances soit en tout soit en partie, se stipulant un intérêt des sommes avancées & la correspondance des Colons. On sent assez que ces engagemens pouvoient être modifiés de différentes manières, & varier à l'infini. Les premières tentatives & les progrès qu'y firent ces nouveaux Habitans du nouveau monde, surpassèrent toute attente; bientôt on les vit revenir en Europe déployer avec ostentation une opulence extraordinaire: & comme les objets frappent toujours les sens par leur côté le plus éblouissant, l'industrie des Hollandois étonnée de cette nouvelle source de richesses, se tourna toute entière vers un genre de fortune qui jusques alors leur avoit été inconnue, & qui ne pouvoit manquer de les fixer.

Ces grands succès, la réputation qu'acquit la Colonie de Surinam, & la flatteuse espérance d'y jouir d'une pleine liberté; ne pouvoient pas manquer non plus d'exciter les Etrangers à désirer de pouvoir s'y établir. Ainsi des Allemands, des Suisses & d'autres étrangers vinrent en foule se présenter pour être employés dans la nouvelle Colonie, & trouvèrent aisément de la protection & des secours. Cependant la prudence ne fut pas toujours également observée. Les Négocians animés par les profits de la commission ou de la correspondance, le futur Colon par l'espérance de faire une fortune rapide & solide, ou du moins de se former un état, ne calculoient de part & d'autre que les avantages qui pouvoient leur revenir de ces engagemens, sans trop réfléchir aux inconvénients auxquels ils s'exposoient. Ceux des Colons qui avoient eu le bonheur de parvenir à une grande fortune, n'eurent rien de plus pressé, que d'abandonner le séjour de Surinam, s'en remettant pour la

direction de leurs Plantages, à des Agens, des Commis, ou des Directeurs. Bientôt les plus grands propriétaires de la Guiane Hollandoise se trouvèrent établis en Europe, & leurs Plantages ne furent considérés que comme des trésors amassés, dans lesquels à l'avenir il n'y auroit qu'à puiser. Ces propriétaires venant à mourir, leurs plantages passoient avec leurs biens soit à leurs enfans, soit à d'autres héritiers, & toujours à des personnes, qui peu au fait de la nature de ces sortes d'établissemens étoient encore moins propres à y tenir la main. Obligés de s'en remettre pour la correspondance à un Négociant, & de s'en rapporter pour l'administration sur les lieux à ceux qui s'en trouvoient être les gérants ou directeurs, ils ne pouvoient manquer d'ignorer le véritable état de leurs fonds. Aucune sollicitude cependant ne les inquiétoit tant que les comptes annuels du Négociant leur montraient une solde avantageuse, & qu'ils continuoient de jouir d'un revenu, toujours assez considérable parce qu'on le recevoit sans peines & sans travail. Jugeant de l'avenir par le présent ils ne se doutoient seulement pas que les circonstances pouvoient changer, que les plantations étoient susceptibles de revers, qu'elles pouvoient souffrir des détériorations. Encore moins faisoit-on réflexion que les plantages ne s'étoient pas formés de cette manière, & qu'ils n'avoient pas été mis en état de donner de si gros revenus par des propriétaires absens & inhabiles. On ne pensoit pas qu'ils n'avoient été portés à cet état florissant qu'à force d'assiduité, de travail, d'activité, & de vigilance. On ne songeoit pas non plus au danger de laisser le soin & la conduite d'un établissement de cette nature entre des mains étrangères & mercénaires, souvent sans capacité, plus souvent sans attachement & sans zèle. Les grandes fortunes faites à Surinam, & qui continuoient de s'y faire, firent trop d'impression, pour qu'on se donnât la peine de réfléchir aux inconvénients qui pouvoient les faire manquer. On crut bonnement que des hommes de tout calibre étoient également propres à bien conduire les affaires d'un plantage. On ne fut plus délicat sur le choix de ceux qu'on y envoyoit. Surinam devint comme les grandes Indes un lieu de rétraite pour les mauvais garnemens, & de gens qui avoient mal fait leurs affaires en Hollande, ou qu'on ne favoit à quoi employer. De là le maltraitement des esclaves, les révoltes, le défaut d'un bonne police, enfin mille désastres, qui firent ouvrir les yeux aux Propriétaires. Plus frappés alors d'un décroissement de produits, que des causes auxquelles on le devoit attribuer, les Propriétaires commencèrent à se dégouter d'une possession, qui ne leur paroissoit plus ni si assurée ni si solide. C'est ainsi que les Hollandais furent convaincus par expérience de la vérité d'une maxime qu'ils n'auroient jamais dû méconnoître : pouvoient-ils ignorer que les

meil-

meilleurs établissemens, quelque solides qu'en soyent les fondemens, sont ruineux pour les propriétaires, dès qu'ils ne peuvent eux-mêmes les gérer ou du moins avoir l'œil sur ceux auxquels il en faut remettre la conduite; qu'il est rare de trouver des agens assez zélés & assez fideles pour n'y consulter que l'intérêt du maître, & qu'il est plus rare encore de trouver de ces agens qui ayent à la fois la capacité nécessaire, parmi des étrangers, dont on ne connoit ni l'éducation, ni le caractère, ni les mœurs. Ces difficultés ne se firent sentir qu'à mesure qu'on en voyoit les effets; & encore ne se firent-elles sentir qu'à ceux qui se trouvoient dans le cas d'en pâtir. Les Négocians & ceux des Hollandois qui avoient des plantages en propre, cherchèrent de s'en défaire, mais où trouver des Acheteurs? les mêmes raisons & les mêmes motifs qui portoient les uns à les abandonner subsistoiient pour détourner d'autres à en faire l'acquisition. Cependant comme ces raisons & ces motifs n'avoient pas lieu pour des Colons établis & domiciliés dans la Colonie, que l'éblouissement produit par les fortunes qui y avoient été faites subsistoit toujours; que d'ailleurs tous les hommes ne raisonnent & n'agissent pas par les mêmes principes, & sur les mêmes vues, & qu'on se persuadoit toujours que les plantages bien cultivés & bien administrés devoient nécessairement donner des produits suffisans tant pour payer les intérêts du capital qui y étoit employé, que pour faire avoir aux Colons une subsistance honnête, les Propriétaires trouvèrent encore plus de facilité à se défaire de leurs plantages, qu'ils n'auroient dû s'y attendre. L'industrie des Hollandois pour les affaires de commerce n'est jamais en défaut. Les Entreméteurs ou Courtiers, toujours ardents & attentifs à saisir les occasions de faire passer les propriétés de l'un à l'autre, imaginèrent qu'il seroit également avantageux tant au Propriétaire qu'au Colon, que le premier vendit & que l'autre achetât, moyenant que le prix d'achat dont on conviendroit se fit par termes, & que le plantage fut hypothéqué pour sûreté de la dette. Cette idée fit qu'on trouva des Acheteurs. Des Négocians ne firent aucune difficulté de se charger de faire le payement, uniquement pour l'avantage de la correspondance. Ce moyen de se défaire & d'acquérir un plantage eut du succès. Les plantages qui dépérisssoient, en changeant de maîtres & de directeurs reprîrent faveur. On avoit eu soin de s'instruire du sujet auquel on faisoit la vente, & on crut cette précaution suffisante. Les Négocians Hollandois augmentèrent les avances pour augmenter le cours de leurs affaires. Les Colons profitèrent de l'opinion avantageuse qu'on avoit de leur établissement pour donner une plus grande étendue à leurs possessions. De part & d'autre on y trouva son compte; & de là l'accroissement successif & rapide

des Plantations qui ont fait de Surinam une des plus fertiles ressources du commerce de la Hollande. Les plantages s'accrurent & s'étendirent de plus en plus, & conservèrent leur valeur. Des Colons, qui pour tout bien n'avoient que leur industrie & leur activité parvinrent par ce moyen à une fortune très-brillante. Il n'est pas donné à l'homme de se borner, surtout lorsqu'il est encouragé par des succès extraordinaires. Des Négocians qui avoient formé le cours de leurs affaires sur un plan de commerce avec les Colons, & qui en retirerent annuellement un revenu considérable, se laissèrent insensiblement entraîner à des engagements au-delà de leurs facultés. Ils se virent nécessités par là de faire eux-mêmes des emprunts. Ils les trouverent assez facilement, en donnant en gage les actes d'hypothéque qu'ils avoient entre les mains, & qui leur assuroient les plantages pour lesquels ils avoient fait les avances. Tant que les produits que les Colons envoyoient de Surinam, furent suffisans pour payer les intérêts, ou que les Négocians au défaut de ces produits y suppléoient de leurs fonds, ces emprunts se soutinrent: mais comme ce commerce se calculoit sur un retour assuré de produits suffisans pour payer les intérêts des sommes empruntées, il devoit naturellement en résulter que les Négocians qui les avoient faites, devoient se trouver hors d'état de s'acquitter de leurs dettes, dès que les retours des Colons ne répondroient pas aux payemens à faire. Ce cas qu'on croyoit ne pas pouvoir arriver, ou sur lequel on avoit fermé les yeux, parce qu'on aime à se flatter de trouver assez à tems des ressources pour parer un coup, qu'on regarde comme très-éloigné & incertain, arriva, & fit perdre le crédit de ces sortes d'emprunts. Les personnes aisées n'eurent plus la bourse ouverte pour faire des prêts à une Maison de commerce qui ne leur offroit pour sûreté que les actes d'hypothéque, dont nous avons parlé ci-dessus.

La fertilité des Hollandois, toujours inépuisable, lorsque le commerce en est l'objet, fit trouver un nouveau moyen de remettre le commerce de Surinam en crédit. On imagina de lever de l'argent pour les Colons par voie de Négociations générales, auxquelles tout particulier pourroit prendre part. Les avances étoient faites sur des reçus ou des Obligations à un Négociant comme Directeur, de la même façon à peu près & sur le même pied que les emprunts se font pour les Souverains & pour des Corps publics. Ce Négociant comme Directeur étoit chargé de recevoir les produits des plantages, que les Colons s'engageoient de lui envoyer; & de fournir à leurs besoins. Les Colons prenoient ces engagements par des actes d'hypothéque, faits en faveur des possesseurs des obligations, & délivrés au Directeur. Pour donner plus de crédit à ces Négociations on y faisoit intervenir deux

on

ou trois Personnes de réputation comme Commissaires , & qui comme représentant ceux qui faisoient les avances , devoient avoir soin de veiller à leurs intérêts. Le Directeur étoit d'ailleurs obligé de rendre tous les ans à ces Commissaires compte de son administration & de l'état de la Négociation. On ne peut nier que l'idée d'intéresser de cette façon tout le Public à l'état des Colonies , de fournir aux personnes aisées un moyen de placer leur argent , & aux Colons la facilité de trouver des avances , ne fut très-bonne ; aussi eut-elle du succès. Les obligations à la charge des Colons de Surinam eurent cours comme d'autres effets publics : elles augmentèrent la masse des objets de commerce , & produisirent avec celles des autres Colonies la circulation d'environ cent millions de florins : car on prétend que les avances faites de cette façon à la Colonie de Surinam montent à soixante millions , & que celles qui sont faites aux autres Colonies , vont à quarante millions. On ne fauroit croire la facilité avec laquelle ces Négociations furent remplies ; mais bientôt cette même facilité fut cause qu'elles ne se soutinrent pas & qu'on en abusât. On prétend que des propriétaires de plantages , trouvèrent moyen de les faire évaluer beaucoup au - dessus de leur valeur réelle ; & que donnant ces fausses évaluations comme véritables ils furent obtenir des avances bien au - delà de la véritable valeur de leurs Plantes ; tandis que ces avances n'auroient dû aller qu'à la cinq - huitième partie de cette valeur. Non - seulement le fonds de terre , les arbres , les bâtiments étoient mis à un prix trop haut ; mais on faisoit mettre sur la liste ou l'inventaire d'une Plantation des Esclaves , que les Colons se prétoient mutuellement pour augmenter les inventaires , sur lesquels l'estimation des Plantages devoit se faire. On faisoit passer pour un moment des Esclaves d'une plantation à l'autre , vers le tems qu'on devoit en dresser l'Inventaire. Les produits qui devoient tous être envoyés au Directeur , étoient détournés par des voyes indirections : on profitoit des barques angloises qui viennent à Surinam pour en vendre une bonne partie. D'un autre côté le succès de ces Négociations les fit trop multiplier : & le grand nombre fit naturellement tarir la source qui devoit les remplir. Les Négocians qui les entreprenoient , s'en chargeant sans être entièrement surs de trouver les fonds nécessaires , furent réduits à la nécessité de faire eux - mêmes les avances & d'emprunter des fonds pour pouvoir y suffire. Tant que les plantages donnoient des produits suffisans pour payer les intérêts , ou bien , tant que les Directeurs restoient en état d'y satisfaire , ces Négociations conservèrent leur crédit , & on n'eut aucune inquiétude à leur sujet. Les effets ou les obligations de plusieurs de ces Négociations se sont souvent vendus au - dessus du capital , tant l'homme est enclin de se déterminer sur les apparences les plus trompeuses. Les parti-

culiers comptoient sur les payemens des intérêts avec une espèce de certitude & de confiance dont on auroit lieu de s'étonner, si l'on ne favoit combien il est facile à l'homme de se faire illusion. Les Possesseurs des obligations s'arrangeoient pour leurs dépenses sur la certitude de ces revenus; tandis qu'il étoit aisé de se convaincre que les Colons n'étoient pas à l'abri des cas fortuits; que les recoltes peuvent être chétives ou manquer entièrement; que des plantages restent plus ou moins sujets à des accidens imprévus, aux excursions par exemple des esclaves, à des tremblemens de terre, à des attaques d'un ennemi; enfin à mille desastres qu'on ne peut prévoir, & encore moins prévenir: que de plus les prix des productions peuvent baisser, & baisser si fort, qu'ils ne rendent pas même aux Colons les frais de la culture. Quelles qu'ayent été les causes qui ont fait manquer à des Négocians chargés d'une direction les retours nécessaires pour acquitter les intérêts échus, plusieurs néanmoins se sont trouvés hors d'état de le faire. Voulant toujours soutenir la Négociation pour ne pas courir risque de perdre la correspondance & par là leur état, ils ont eu recours à des emprunts & se sont endettés. Ils ne pouvoient supporter l'espèce d'humiliation, qu'ils croyoient voir dans la nécessité de suspendre soit en tout soit en partie le payement des intérêts: d'autres se virent plongés dans un plus grand embarras: n'ayant pu placer toutes les obligations qui faisoient la totalité de leur négociation, & s'en trouvant surchargés, ils avoient pris eux-mêmes de l'argent à intérêt en donnant en gage ces papiers. Craignant ensuite que s'ils ne payoient pas les intérêts, la valeur de ces papiers ne diminuât, & que par là on ne leur redemandât les sommes empruntées; ils continuèrent de payer les intérêts, jusqu'à ce qu'enfin ne pouvant plus y suffire, ils ont été obligés de cesser entièrement par une faillite. Qu'on se rapelle ce que nous avons dit ci-devant des Négociations en effets publics, & on pourra se faire une idée de la chute des Maisons de commerce, qui se sont vus réduits à l'impossibilité de pouvoir conserver leur état.

Le détail dans lequel nous sommes entrés sur l'origine, les progrès, & l'état actuel des établissemens que les Hollandois ont à Surinam, & des fondemens sur lesquels repose le commerce qu'ils y font, peut s'appliquer également tant aux autres Colonies de la République qu'à celles des Nations étrangères auxquelles les Hollandois ont intérêt, & dont ils se trouvent être Créditeurs pour des sommes très-considerables. Indépendamment des risques d'une mauvaise recolte & des autres accidens dont nous avons parlé ci-dessus, & qui auroient dû faire réfléchir que les Colons, à moins d'être fort au-dessus de leurs affaires, ne pouvoient assurer un revenu certain à leurs

leurs Cr  anciers, il est une autre cause, qui peut les mettre hors d'état d'y faire, la concurrence des Colonies   trang  res. La culture des terres dans les Colonies Hollandoises consiste en caffé, en sucre, en coton & en cacao : ce sont là les principaux objets de commerce qu'y produisent les terres : ces mêmes fruits sont   g  alement cultivés dans les Colonies Françaises & Angloises : or il est visible que le prix de ces denrées doit hauser & baisser à proportion de l'abondance avec laquelle elles viennent au marché ; & que le prix en peut tomber si bas, que le Cultivateur, s'il est obligé de s'en défaire, & qu'il ne puisse attendre le moment d'une haussé, n'y retrouve pas même les fraix de la culture.

CEUX qui sont le plus au fait de ces sortes d'établissemens, font monter la sixième année d'après le défrichement les fraix de mise pour un plantage de caffé, de cinquante Esclaves, à cinquante-cinq mille & deux cent florins de hollande : ils calculent qu'un plantage peut donner alors, en prenant dix années l'une dans l'autre, tout au plus quarante mille livres de caffé. Dans la Requête présentée de la part des Négocians aux Etats de Hollande, ces Négocians fixent le prix auquel le caffé des Colonies Hollandoises se vendait alors de 25 à 30 flor. les cent liv. pésant, ce qui rend pour les trente-six mille liv.    27 $\frac{1}{2}$ flor. f 9900 : 0 : 0. Les fraix d'envoi jusques dans les Magazins d'Amsterdam, sont calculés à f 3220 : 0 : 0. de sorte que le produit de ces trente-six mille livres reviendra à f 6680 : 0 : 0, dont il faut déduire les fraix de la culture, de l'entretien des Esclaves, l'achat de nouveaux Esclaves pour remplacer ceux qui meurent, fraix qu'on calcule à f 4868 : 0 : 0. De sorte qu'un plantage de caffé cultivé par cinquante Esclaves, & qui demande un fonds de cinquante-cinq mille & deux cents florins de hollande, ne rendra annuellement que f 1812 : 0 : 0 le prix posé à f 27 : 10 : 0 les cent livres pésant, ce qui ne va pas à 3 $\frac{1}{2}$ pour cent de revenus. Delà on voit qu'il est enti  erement impossible d'assurer aux Cr  anciers un intérêt de cinq à six pour cent des avances faites aux Colons, comme le portent en général les hypoth  ques. Encore a-t-on omis dans le calcul, que nous venons d'exposer, les droits, les impôts & les charges que les Colons payent dans les Colonies, & qu'on peut évaluer pour les moins à f 400 : 0 : 0 de façon que les Colons se trouveront n'avoient qu'une somme de f 1400 : 0 : 0 pour payer les intérêts des sommes prises à intérêt sur le total de f 55200 : 0 : 0 & pour leur propre subsistance.

A considérer les établissemens des Colonies Hollandoises sous le point de vue sous lequel nous venons de les présenter, on seroit presque tenté de

croire, qu'il y a de la folie à y prendre part: il est certain du moins qu'on ne doit pas en attendre aujourd'hui les mêmes avantages qu'on a pu en retirer ci-devant. L'accroissement successif des Colonies étrangères multipliant la quantité des mêmes productions, il ne se peut que le prix n'en diminue dans les marchés, & ne diminue par là le profit que la culture en pouvoit faire espérer autrefois. Cependant l'espérance du gain peut encore les soutenir. Nous venons de voir que le prix du caffé étant de $f\ 25$: — à $f\ 30$: — les cent livres pésant, la culture de cette denrée donne de la perte au-lieu de gain. Supposé que le prix du caffé remonte jusques à $f\ 40$: — les cent livres pésant, le produit d'un plantage de caffé, tel que nous l'avons décrit ci-dessus, sera d'un tiers de plus, & donnera au-lieu de $f\ 9900$: 0 : 0. $f\ 13200$: 0 : 0 & par conséquent déduction faite des frais, ce produit sera de $f\ 5212$: 0 : 0 au-lieu de $f\ 1812$: 0 : 0. Ainsi le capital de $f\ 55200$: 0 : 0 qui y est employé, donnera environ neuf & demi pour cent au-lieu de $3\frac{1}{2}$ pour cent; de sorte que les Colons en retireront, après avoir payé les intérêts du capital, plus ou moins, quatre pour cent: ce qui certainement n'est pas un revenu bien considérable vu les risques & les dangers auxquels les plantages sont exposés, & qu'on évalue communément à $1\frac{1}{4}$ pour cent, parce qu'on ne peut les faire assurer à moins par des Assuradeurs solides. Il ne reste donc selon ce calcul que $2\frac{1}{4}$ de profit pour les Colons; & ce profit ne tentera certainement personne pour peu qu'elle fasse attention, qu'il y a plus de probabilité que le prix du caffé reste au-dessous de huit sols la livre qu'il ne monte au-delà. Ce ne seront donc que des Personnes assez riches pour pouvoir entretenir ces établissements de leurs propres fonds & sans le secours d'emprunts; & qui ne trouveroient point de moyens plus avantageux de placer leurs capitaux, qui pourroient y trouver leur compte; mais comme les Colonies n'offrent pas un séjour assez agréable pour y attirer des gens aisés, il n'y a guères apparence non plus, que des personnes riches y fixent leur demeure. S'ont été des Réfugiés François & d'autres étrangers, qui se sont rendus à Surinam pour y cultiver la terre, & y chercher un état: ce sont eux qui par leur travail, leur activité & leur industrie ont rendu la Colonie florissante; mais comme nous l'avons déjà observé, les riches propriétaires se sont hâtés de revenir en Europe pour y passer la vie; & aujourd'hui les Planteurs sont endettés au-delà de la valeur de leurs plantages.

JUSQUES à présent nous n'avons point parlé des impôts, des charges, & des droits que les Colons doivent payer, & qu'il faut encore défaillir du revenu qu'ils peuvent espérer de leurs plantages. Seroit-il nécessaire d'observer

servir qu'à mesure que ces droits, ces impôts & ces charges sont forts, & que les subsistances sont chères dans une Colonie, l'avantage qu'on peut se flatter de retirer de ces sortes d'établissements, doit diminuer, & par là refroidir l'inclination qu'on pourroit avoir de tenter fortune dans les Colonies: l'on ne peut rien ajouter aux réflexions que Leurs Hautes Puissances ont faites à cet égard dans l'Avant-propos qui sert d'introduction à l'Octroi accordé pour la Colonie de Surinam à la Compagnie des Indes-Océanicales (*). En général on peut appliquer aux Colonies de l'Amérique toutes les Réflexions que l'on fait sur le commerce d'économie. Quelle que soit la Nation qui cultivera les terres, celle qui usera de plus d'économie, qui sera la moins chargée de fraix & d'impôts, prévaudra sur toutes les autres. Mr. *William Burck* fait parler à ce sujet un Colon Anglois de cette façon (†).

» ON croiroit que dans l'éloignement où nous sommes du siège de l'autorité, nous sommes hors d'état d'éprouver sa protection, mais non point de sentir son poids. Je ne finirois point si je faisois le dénombrement des maux qui nous accablent depuis notre enfance, & qui avancent le terme de nos jours. Les maux que nous éprouvons dans nos Colonies, ne contribuent en rien au maintien d'un Gouvernement civil, dispendieux, plus convenable à un pays affermi & indépendant, dont les richesses & la puissance sont au comble, qu'à des Colonies nouvellement établies, auxquelles personne ne croit appartenir, comme il le feroit à sa patrie, & qui manquent des choses les plus nécessaires à la vie. La construction & l'entretien des bâtimens publics & des fortifications, est un fardeau auquel nos forces ne peuvent suffire, & nous l'imposer, c'est agir d'une manière contraire aux vues dans lesquelles vous cultivez les Colonies; car, quoique vous regardiez leurs productions comme des choses qui ne servent qu'à entretenir le luxe, vous ne laissez pas d'en tirer un parti très-avantageux, puisque vous seriez obligés de les tirer de l'étranger, si nous ne vous les fournissions pas. N'y eût-il que cela seul, vos Colonies ne laisseroient pas de vous être très-avantageuses. Mais il y a un autre jour encore plus avantageux, dans lequel vous devez les considérer. C'est qu'elles vous fournissent des denrées que vous portez dans les autres pays, & qui servent à faire pencher la balance du commerce de votre côté.

Tout

(*) Voyez Tom. I. p. 214.

(†) *Histoire des Colonies Européennes* Tom. II. p. 122.

„ **Tout** le secret, pour débiter promptement ses marchandises chez l'étranger, consiste, en deux mots, à les avoir bonnes, & à les laisser à bon marché; & l'économie politique du commerce, à remplir ces deux objets, surtout le dernier, dans toute leur étendue. Or, comment pouvons-nous laisser nos marchandises au même prix que les François, lorsque les Maîtres de nos plantations payent quatre & demi pour cent sur tous les sucre qu'ils envoient hors de l'Amérique, indépendamment de la taxe imposée sur les nègres qui le fabriquent, & des autres impôts que le Gouvernement établit dans les besoins pressans, lorsque les François ne payent tout au plus qu'un pour cent sur tous les sucre qu'ils transportent, qu'ils achètent leurs nègres à meilleur marché que nous, qu'on les favorise dans toute occasion, & qu'ils sont d'ailleurs plus laborieux & plus frugals que nous ne le sommes? D'ailleurs, survient-il quelque accident inopiné? nous sommes obligés de nous endetter. L'Isle de Barbade employa tout d'un coup trente mille livres sterlings en fortifications, pour ne rien dire de ce que celle-ci & les autres ont dépensé dans des occasions semblables. Nous ne sommes en effet que vos agens; mais vous, Anglois, qui êtes les marchands, devriez faire toute la dépense, & supporter les pertes qui arrivent, puisque vous tirez seuls tout le profit, & qu'au bout du compte la perte retombe sur vous, quelques mesures que vous preniez pour l'éviter & pour vous la cacher. Il est juste que vous mettiez tel impôt qu'il vous plaît sur ce qui se consomme chez vous, puisque vous gouvernez le marché comme bon vous semble; mais les taxes que vous mettez, ou que vous souffrez qu'on mette sur les Isles, retombent sur vous & sur vos marchandises, elles en deviennent plus chères, & vous en souffrez. Si les droits que vous mettez en Angleterre sur les productions de nos Isles; que dis-je, si la moitié de ces droits étoient employés, comme ils devroient l'être, à l'entretien de nos Colonies, nous serions débarrassés du fardeau que nous portons, & pourrions en quelque sorte aller de pair avec nos voisins. Dans l'état où nous sommes actuellement, non-seulement nous payons de forts salaires à nos Gouverneurs, mais on souffre encore qu'ils tirent le meilleur parti qu'ils peuvent de notre foiblesse, en exigeant de nous des dons gratuits, que nous leur avons accordés, sans consulter nos moyens. Cette coutume fait que nos Gouverneurs emploient mille menées aussi indignes de leur caractère, que préjudiciables aux Provinces qu'ils gouvernent. C'est ce qui les porte à fomenter ces divisions qui nous déchirent, & nous empêchent de veiller aux intérêts de nos Colonies.”

Les Hollandois n'ont assurément pas à faire les mêmes plaintes que Mr. Burck

Burck met ici dans la bouche du Colon. Les Etats-Généraux ont favorisé & favorisent encore de toute manière les Colons; les Etats de Hollande ont également l'attention d'accorder des faveurs pour le commerce des productions qui viennent des Colonies de la République. Mais ceux qui en Hollande ont l'administration des Colonies, en usent-ils bien de même? N'y cherchent-ils pas plutôt un intérêt particulier, qu'un bien commun? Ne regardent-ils pas les Colons plutôt comme des instrumens propres à donner un revenu aux Propriétaires de la Colonie, que comme des agens dont le travail peut augmenter la masse du commerce de la République? En un mot observent-ils bien ces sages maximes que la République, & que la Province de Hollande a constamment observées pour surpasser les autres Nations dans le cours du Commerce, & dont elles ne se sont départies que lorsqu'une extrême nécessité ne leur a pas permis de les suivre? C'est aux Hollandois à décider ces questions, mais nous ne pouvons finir ces réflexions, sans y ajouter une sur les frais énormes auxquels montent la vente & le transport des plantages, lorsqu'ils passent d'un Propriétaire à l'autre, & sur les désordres qui regnent dans les procédures d'exécution. Supposons qu'un Colon ait une plantation de la valeur de cent soixante mille florins de Hollande; qu'il doive cent mille florins pour des avances faites, dont l'intérêt est stipulé à six pour cent par an; que par la perte d'esclaves, par de mauvaises récoltes, ou par le bas prix des denrées, il soit mis hors d'état de fournir dans le courant de l'année de quoi payer les intérêts achus, cas qui peut arriver au Colon le plus actif & le plus intègre; le voilà, malgré sa fortune de soixante mille florins, dans une situation à n'avoir rien, à être ruiné. Dès qu'un Colon est en défaut de payer l'intérêt des avances au terme échu, on est (dit-on) autorisé suivant l'acte d'hypothéque, d'exécuter le plantage. Celui qui lui a fait les avances, ou bien le Directeur de la Négociation dont il les a obtenues, envoie à ses Agens ordre de procéder contre le Colon, qui ne manque pas d'être condamné. On vend son plantage par exécution: & quels sont alors les frais? On prétend que les frais de vente dans un pareil cas montent jusques à 25 pour cent, & que les Agens en prennent pour leur part dix. Comme ces ventes forcées ne donnent jamais la valeur des effets vendus, voilà un Colon ayant un bien de soixante mille florins, ruiné, parce que la Providence ne lui a point accordé une récolte ordinaire. Encore souvent dans ces cas on use (dit-on) de voyes indirectes pour prévenir la concurrence d'Acheteurs & empêcher par là que le plantage ne soit vendu à un bon prix; afin d'en assurer l'emplette à quelqu'un qu'on veut favoriser: procédés inouïs qu'à peine on peut se persuader. Le moyen de croire que les mœurs des Hollandois soient si déchues qu'on se permettroit de pareilles indignités,

& que ceux qui sont à la tête des Colonies n'y porteroient point remède ! Quoiqu'il en soit ; les fraix à faire pour faire passer les plantages d'un Propriétaire à l'autre , sont (dit - on) si exorbitans dans les Colonies Hollandoises, que cela seul peut souvent dégouter d'en faire l'acquisition. Car supposons un plantage acquis & mis dans un état florissant , que produira - t - il après le décès du propriétaire , si dans ce cas on se trouve obligé de le vendre , soit pour en faire le partage entre les Héritiers , soit pour d'autres raisons ; si les fraix de la vente & du transport emportent le quart de la valeur & s'il faut courrir le risque de ne point trouver des concurrens pour l'achat. Naturellement on n'aime pas de faire acquisition de choses dont on aura de la peine à se défaire , lorsqu'on le voudra ; sur - tout dans les affaires de commerce , on est attentif aux facilités & aux difficultés que l'on pourra trouver à se défaire d'un établissement ; on y fait son calcul : or il est de fait qu'aujourd'hui nombre de Personnes gardent leurs plantages dans les Colonies Hollandoises , non pas par les avantages qu'elles ont à les garder , mais parce que les ayant déjà mis plus d'une fois en vente , ils n'ont pu s'en defaire. En faut - il davantage pour décourager quiconque auroit d'ailleurs envie de se livrer à ce genre de vie. En faut - il davantage pour prouver le déperissement des Colonies Hollandoises ; & aura - t - on tort de mettre au nombre des causes qui font décroître le commerce de la Hollande , l'état précaire dans lequel se trouvent aujourd'hui ses Colonies.

LORSQU'ON parle des causes qui font tomber le commerce en Hollande , on l'attribue principalement au Luxe. On ne voit plus (dit - on) dans les Hollandois cette simplicité , qui étonnoit autrefois les Etrangers. Les maisons & les ameublemens des particuliers égalent , surpassent même ceux des plus grands seigneurs en d'autres pays. Leurs dépenses ne le cèdent point à celles d'un Prince , & leur faste y approche même. Voyons jusques à quel point ces réflexions sont fondées. Quand on parle du Luxe comme cause de la décadence du commerce , il faut le considérer sous deux points de vue. D'abord comme une dépense que l'on fait en choses qui peuvent servir à nos aises , à nos commodités , aux agrémens de notre vie , & qui , si l'on veut , ne tendent qu'à une pure ostentation , telles que sont par exemple les parures des femmes & les riches livrées des domestiques: en second lieu comme faisant une partie des frivolités de la vie , qui contribuent à corrompre les moeurs , & à détourner l'esprit de toute occupation solide. Tant qu'on ne le considérera que sous le premier point de vue , le luxe ne sera jamais une cause de la décadence du commerce. Braamcamp , qui d'un petit Bourgeois s'est élevé au premier rang des Négocians de Hollande , n'a pas laissé de parve-

nir à une fortune brillante & à amasser de grandes richesses par le commerce, quoi qu'à son décès il se trouvoit logé dans un palais & qu'il eut formé un Cabinet de Tableaux qui lui a attiré l'honneur de voir chez lui tous les Etrangers de condition, qui ont voyagé en Hollande. On pourroit citer mille exemples de la même nature: nous en pouvons dire tout autant de la parure des dames; & de toutes ces dépenses qui ne se font que par un motif d'ostentation. Tous les arts languiroient, & une grande partie du commerce seroit détruite, si on parvenoit à ôter de la vie cette partie de la dépense des hommes. L'industrie humaine manqueroit d'objet, & les artisans deviendroient inutiles. Pour entretenir les fabriques & les manufaçtures il faut qu'on puisse se flater de placer les marchandises, & comment les placer, si chacun se contentoit du nécessaire? Quel fruit en reviendroit-il à l'Etat, si l'économie étoit poussée au point que chacun se contentât de vivre dans une grande simplicité, & que ceux qui augmenteroient leurs fortunes par le commerce, n'en faisoient d'autre usage que d'accumuler leurs trésors? En déclamant contre le luxe, on ne fait pas réflexion que les besoins de la vie, soit réels, soit imaginaires, soit de caprice ou de fantaisie, font le fonds du commerce & de toute l'activité des Agens, qui s'occupent dans le monde. Otez ces besoins: vous ferez disparaître l'objet de cette activité, qui met l'industrie en mouvement & qui fait naître dans le monde cette émulation générale à se surpasser tant dans les nouvelles inventions que dans les différentes voyes à amasser des biens. On peut comparer la République des Commerçans à un apartement de joueurs, où chacun de différentes manières cherche à attirer à soi les biens qu'il voit dans la bourse de celui avec qui il fait une partie. C'est ainsi que les Nations luttent les unes contre les autres à se surpasser dans les différentes branches du commerce & des arts, & que les particuliers dans chaque pays cherchent à surpasser ceux qui sont de la même profession. Ainsi bien-loin que le luxe sous ce point de vue puisse nuire au commerce d'une nation, il en est plutôt l'aliment nécessaire; il donne lieu aux différens genres d'occupations, qui font subsister nombre d'ouvriers & d'artisans; & par la circulation qu'il produit & entretient, il fournit aux besoins de l'Etat.

ON prétend sur ce sujet faire une exception pour la Hollande, parce que les dépenses du luxe font passer dans l'Etranger des sommes immenses; & que l'Etat perd la masse de toutes ces richesses. Mr. van den Heuvel observe, que le luxe des Hollandois fait passer à l'étranger annuellement des sommes très-considérables, & qu'à la longue cela doit diminuer la masse des Richesses de l'Etat.

CETTE réflexion ne prouve pas que le luxe dont nous venons de parler soit un mal: elle indique uniquement que les Hollandois le céderont aux étrangers dans la partie de l'industrie, qui a le luxe pour objet, c'est-à-dire, les choses les moins nécessaires à la vie: or tant que les Hollandois surpasseront les étrangers dans les autres parties de l'industrie, l'avantage sera toujours de leur côté; & la perte qu'ils pourront faire par l'argent qui passe à l'étranger, sera largement bonifié par celui qui en viendra d'un autre côté. Ce feroit sans doute un avantage, si les Hollandois pouvoient trouver chez eux, dans leurs fabriques & dans leurs manufactures, tous les objets du luxe, & qu'ils puissent par une supériorité de génie & de talens fixer tellement le gout de la Nation, qu'on ne préférât jamais celui de l'Etranger; mais le défaut de cet avantage ne pourra jamais être regardé comme un motif assez fort pour proscrire le luxe. Si les sommes considérables qui passent en pays étrangers, & qui diminuent les richesses de l'Etat pouvoient servir de raison contre le luxe, on devroit par la même raison banir l'usage des vins & des fruits de la France, celui des denrées & des manufactures qui nous viennent des Indes; enfin de mille choses qui servent aux commodités, aux agréments, aux frivités si l'on veut de la vie, & dont on pourroit aisément se passer, si le luxe ne les avoit rendues nécessaires.

Le patriotisme est excellent, mais comment réprimer ou limiter même le luxe dans un pays de commerce, où les dépenses doivent être libres pour donner cours à la circulation? Les modes, & en général tous les ouvrages de gout, ont pour ainsi dire mis toutes les Nations dans la dépendance des François. Il faudroit donner aux Hollandois l'esprit, le génie, & le gout des François, qui dans toutes leurs expressions savent mettre une décence inimitable; qui ont l'art d'embellir tout ce qui sort de leurs mains, dont les jolis riens font le plaisir de la vie: il faudroit changer la nature de l'homme; le priver de ses sens; faire qu'un beau tableau n'affectât pas agréablement la vue, & qu'une musique harmonieuse ne touchât une bonne oreille. Tant que les hommes auront des sens & du gout, & qu'ils ne seront pas abrutis comme les Sauvages, ils seront portés au luxe: & tant que le commerce consistera dans l'art de remplir les besoins de la vie & de présenter aux hommes des objets qui peuvent attirer leurs désirs, le luxe bien-loin de lui être préjudiciable, lui sera au contraire très-avantageux.

Tout le défaut & tout le mal git dans l'abus qu'on peut faire du luxe; c'est-à-dire dans les dépenses & les frivités de la vie qui contribuent à corrompre les mœurs, & à détourner l'esprit de toute occupation sérieuse &

& solide. Mais alors ce n'est plus le luxe qui nuira au commerce ; ce sera le désir inconsidéré de faire des dépenses quand on n'en a pas les moyens ; ce sera un goût pernicieux de passer le temps dans les frivolités, tandis qu'on a des affaires à régler & à conduire ; ce sera l'habitude de passer la vie dans les plaisirs de la table, ou dans de parties de débauche, qui produiront le mal que les Auteurs attribuent au Luxe. L'achat d'un tableau ne fera pas tort à l'état d'un Négociant, ni ne fera souffrir son commerce ; mais ce seront (par ex.) des repas splendides donnés à des co-propriétaires d'un navire, & qui augmentent les frais de l'équipement, qui y nuiront (*). Ce n'est pas que nous prétendions faire l'apologie du luxe : nous ne voulons que fixer les idées sur ce qui dans le luxe est un vice : nous ne portons ici nos regards sur le luxe, qu'autant qu'il est lié au commerce : car d'ailleurs, à le regarder du côté de la morale, il est non pas uniquement utile, mais il est même nécessaire qu'on l'attaque ; quand ce ne seroit que pour réprimer le penchant qu'ont les hommes à vouloir surpasser leurs égaux, & se faire considérer non pas par des mérites réels, par les talents, par les qualités de l'esprit & du cœur, mais par des dehors affectés, qui éblouissent les insensés, & que le Sage méprise. Au reste il est assez naturel que l'on s'en prenne au Luxe. Le vulgaire n'est sensible qu'aux apparences. On voit que ceux qui dans le commerce font mal leurs affaires, se sont rendus coupables de folles dépenses employées au luxe : delà on conclut que c'est le luxe qui a causé leur ruine. Cependant quoiqu'il soit vrai que le luxe augmente les dépenses, & que par là il peut contribuer à la faillite d'un Commerçant ; on ne peut pas néanmoins le regarder comme une cause véritable de sa chute. Les pertes occasionnées par un défaut d'activité, d'attention, de prudence, sont presque toujours les véritables causes qui font faillir un Commerçant (†). Qu'un Commerçant soit sobre, qu'il mène une vie frugale, qu'il soit ennemi même du luxe, & qu'il soit d'une simplicité exemplaire, s'il n'a pas l'intelligence & les lumières nécessaires pour bien conduire un comptoir, le commerce déperira entre ses mains, & causera sa ruine. Ce n'est donc pas proprement au luxe qu'il faut attribuer les nombreuses faillites qui ont depuis bien des années affligé le commerce de la Hollande, & qui par cette raison peuvent être regardées comme une des causes de son décroissement ; mais on doit plutôt chercher la source de ces faillites dans une cause beaucoup plus éloignée, moins sensible peut-être, parce que l'on se laisse faire ordinairement par les

(*) Voyez la pièce de Mr. Rogge, qui a concouru pour le prix de la Société de Haarlem. p. 212. & suiv.

(†) Voyez l'écrit de Mr. Rogge p. 237. 240.

des premières impressions, mais plus vraye pourtant. C'est dans un manque de bonne éducation, dans les fausses idées que l'on fait prendre à la jeunesse de tout ce qui a rapport à son état & à sa situation. Pour peu que les jeunes gens destinés au commerce aient du bien, ou qu'ils tiennent à quelques maisons aisées, ils ne sont plus élevés au travail comme ci-devant. On les voit se promener en petit marquis, fréquenter le matin le billard, l'après-diner les promenades, le soir le spectacle. Qu'a-t-il affaire de travailler, dit-on, en parlant d'un jeune homme qui a du bien ? il aura assez de quoi vivre ? Il ne l'aura assurément pas : parce qu'on lui fait contracter le gout de la fainéantise & de l'oisiveté, & qu'on ne lui fait pas contracter le gout du travail. Dès son bas-âge accoutumé à la dissipation & aux dépenses ; il sera pauvre, s'il a du tems à le devenir. S'il entreprend quelque commerce avec le bien qu'il a, ou s'il succéde à quelque établissement formé, il s'en remettra à un Géreur auquel on donne en Hollande le nom de Teneur de Livres : à peine daignera-t-il entrer dans son comptoir : de tems en tems on lui dira un mot de ses affaires. Elles se soutiendront tant qu'elles seront dirigées par un homme assez vertueux, éclairé & laborieux, pour les conduire avec attention, & n'y vouloir trouver que son salaire : mais si la capacité ou la probité manque à cet homme, tout est perdu. Un jour on viendra annoncer à celui qui avoit assez de quoi vivre, qu'il est obligé de suspendre ses payemens (*). Voilà le cas de plusieurs des Négocians qui ont failli, & qui ont failli sans y mêler des procédés de mauvaise foi. Encore n'est-ce pas assez que l'on élève ainsi fadelement les jeunes gens ; on a encore la folte manie de vouloir les mettre en quelque façon au-dessus de leur profession : on ne songe pas que par-là on inspire à la jeunesse un sentiment de mépris pour l'état qu'on devroit leur apprendre à estimer le plus : car quel sera l'état pour lequel on doive inspirer un attachement à la jeunesse, si ce n'est celui qui doit lui donner sa subsistance ? & comment peut-on se flatter que jamais un jeune homme s'y attache avec zèle & ardeur, si on commence par lui faire croire que la profession qu'on lui destine est au-dessous de sa naissance ? & d'un autre côté quel sentiment plus utile, surtout dans une République, que celui qui nous persuade que le caractère d'honnête homme suffit pour être honoré, & que ce caractère est au-dessus de tous ceux qu'un Négociant peut & doit ambitionner. Malheureusement ces idées autrefois généralement adoptées en Hollande, semblent être perdues tout-à-fait. N'est-il pas ridicule qu'un Négociant pour peu qu'il ait du bien, ait l'ambition de se faire grader,

(*) Voyez l'écrit de Mr. Rogge p. 217. 223. 237. 240.

duer, & de porter le titré de *Docteur en droits*, civil & canonique, bien que souvent à peine il pourroit articuler une déclinaison latine.

CETTE absurde facilité de conférer le grade de *Docteur en droits*, qui certainement ne peut manquer de l'avilir, est regardée comme un abus de peu d'importance ; & on le souffre peut-être à ce titre. Mais ne se trompe-t-on pas ? Que les Hollandois qui s'intéressent au bien-être de la Patrie fassent un moment attention aux suites qui en doivent immuablement résulter. On fait que sans émulation les jeunes gens se laissent aisément entraîner à la dissipation : qu'ils prennent de l'indifférence pour des travaux dont ils croient pouvoir se passer ; qu'ils s'en dégoutent même, lorsqu'ils voyent qu'ils n'en seront ni plus avancés, que d'autres qui n'auront rien fait. Du dégout pour le travail au gout pour la débauche & la mauvaise vie, il n'y a qu'un pas. Eh ! à quoi aboutissent trois ou quatre années d'académie que l'on fait passer aux jeunes gens destinés aux emplois publics ou au bureau ? „ Personne (dit Mr. Schorer, Président de la Cour de la Flandres-Hollandoise, dans un petit écrit qu'il a publié sur les défauts de l'Etude du Droit en Hollande) „ ne peut devenir en Hollande Friseur, „ Cuisinier, Confiturier, Patissier, non pas même Cordonnier ni Savetier, „ sans avoir donné preuve de son savoir-faire, & nous, nous confions „ notre bien, notre honneur, notre sang, & encore ce dernier article sans „ appel &c. &c. Ma plume (continue Mr. Schorer) refuse d'aller plus „ avant, ainsi je cesserai d'en dire davantage (*). L'Auteur de l'*Histoire philosophique & politique des Etablissements* fait des mœurs des Hollandois une peinture que nous allons placer ici, non pas parce que nous en avouons les traits, mais parce qu'elle peut servir à faire voir aux Hollandois sous quel point de vue on les considère aujourd'hui dans l'Etranger.

APRÈS avoir dit un mot de la sagesse des Hollandois dans leurs vues, leur politique, & leur administration, il en parle ensuite sur ce ton. „ Mais comment bien ces mœurs sont déjà déchues & dégénérées ! Les intérêts personnels qui s'épurent par leur réunion, se sont isolés entièrement, & la corruption est devenue générale. Il n'y a plus de patrie dans le pays de l'univers qui devroit inspirer le plus d'attachement à ses habitans. Quels sentiments de patriotisme ne devroit-on pas en effet attendre d'un peuple qui peut se dire à lui-même : cette terre que j'habite, c'est moi qui l'ai rendue féconde ;

(*) *Vertoog over de ongerymdheid van het samenstel onzer hedendaagsche Rechtsgeleerdheid*, &c. p. 92.

» de; c'est moi qui l'ai embellie; c'est moi qui l'ai créée. Cette mer mena-
 » gante qui couvroit nos campagnes, se brise contre les digues puissantes que
 » j'ai opposées à sa fureur. J'ai purifié cet air que des eaux croupissantes
 » remplissoient de vapeurs mortelles. C'est par moi que des villes superbes
 » pressent la vase & le limon que portoit l'océan. Les ports que j'ai con-
 » struit, les canaux que j'ai creusés, reçoivent toutes les productions de
 » l'univers que je dispense à mon gré. Les héritages des autres peuples ne
 » sont que des possessions que l'homme dispute à l'homme; celui que je laisse-
 » rai à mes enfans, je l'ai arraché aux élémens conjurés contre ma demeure,
 » & j'en suis resté le maître. C'est ici que j'ai établi un nouvel ordre physique,
 » un nouvel orde moral. J'ai tout fait où il n'y avoit rien. L'air, la terre, le
 » gouvernement, la liberté: tout est mon ouvrage. Je jouis de la gloire du
 » passé, & lorsque je porte mes regards sur l'avenir, je vois avec satisfaction
 » que mes cendres reposeroient tranquillement dans les mêmes lieux où mes pe-
 » res voyoient se former des tempêtes. Que de motifs pour idolâtrer sa pa-
 » trie! Cependant il n'y a plus d'esprit public en Hollande: c'est un tout
 » dont les parties n'ont d'autre rapport entre elles, que la place qu'elles occu-
 » pent. La basseffe, l'avilissement & la mauvaise foi sont aujourd'hui le
 » partage des vainqueurs de Philippe. Ils trafiquent de leur ferment comme
 » d'une denrée, & ils vont devenir le rebut de l'univers qu'ils avoient éton-
 » né par leurs travaux & par leurs vertus.

» **H**OUMES indignes du gouvernement où vous vivez, frémissez du moins
 » des dangers qui vous environnent. Avec l'ame des esclaves, on n'est pas
 » loin de la servitude. Le feu sacré de la liberté ne peut être entretenu
 » que par des mains pures. Vous n'êtes pas dans ces tems d'Anarchie, où
 » tous les Souverains de l'Europe, également contrariés par les grands de
 » leurs Etats, ne pouvoient mettre dans leurs opérations ni secret, ni union,
 » ni célérité; où l'équilibre des puissances ne pouvoit être que l'effet de leur
 » foiblesse mutuelle. Aujourd'hui l'autorité devenue plus indépendante as-
 » sure aux monarchies des avantages dont un Etat libre ne jouira jamais.
 » Que peuvent opposer des Républicains à cette supériorité redoutable?
 » Des vertus; & vous n'en avez plus. La corruption de vos moeurs & de
 » vos magistrats enhardit partout les calomniateurs de la liberté; & votre
 » exemple funeste resserre peut-être les chaines des autres nations. Que
 » voulez-vous que nous répondions à ces hommes qui, par mauvaise foi, ou
 » par habitude, nous disent tous les jours: le voilà ce gouvernement que
 » vous exaltez si fort dans vos écrits; voilà les suites heureuses de ce systè-
 » me de liberté qui vous est si cher. Aux vices que vous reprochez au
 » despo-

„ despotisme, ils ont ajouté un vice qui les surpassent tous, l'impuissance de réprimer le mal. Que répondre? Ce que nous venons de dire. Que la corruption des Républiques a un terme affreux le passage de la licence à l'esclavage, & qu'enfin elles tombent pour toujours dans la classe des peuples soumis dont la corruption n'a plus de terme."

SANS nous arrêter à ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette déclamation, ni à tous les reproches que l'on fait aux Hollandois, tant sur la dépravation de leurs moeurs que sur leurs infidélités dans les affaires de commerce (*), reproches que l'on pourroit peut-être faire également à toutes les nations Européennes, il suffira d'observer que la manière dont on élève la jeunesse en Hollande, est de toutes les causes qui tendent à la décadence du Commerce, celle qui y contribue le plus. Il n'est pas possible que le commerce fleurisse dans un pays où les jeunes gens sont élevés dans la mollesse; où on leur apprend dès le berceau à n'estimer que l'or & l'argent, & à mépriser les talents & les mérites personnels: où on les laisse prendre le goût des plaisirs; au lieu de les accoutumer à un travail assidu; & où l'on n'entend parler des fraudes qui se commettent dans la levée des deniers publics, que comme des tours d'industrie (†). Nous n'apuierons pas ici sur les suites qui doivent nécessairement résulter d'une conduite si peu conforme à l'exacte probité: nous les avons indiquées ci-dessus; mais à quoi attribuerons-nous ce commerce deshonorant, dont la Hollande s'est presqu'entièrement occupée depuis quelques années, auquel nombre de particuliers ont pris part sans avoir la moindre teinture de commerce, & qui a porté la désolation dans plusieurs familles: si ce n'est à ce désir vil & lâche de parvenir sans peine & sans travail à une fortune éclatante, ou d'augmenter rapidement celle dont on jouissoit & dont un cœur honnête se seroit contenté. Nous ne répéterons pas ce que nous en avons dit ci-devant (§). Nous observerons uniquement, que l'on ne seroit pas si généralement tenté à chercher fortune par des voyes si peu dignes de l'honnête homme, si dans l'éducation on avoit soin d'inspirer de meilleurs sentimens à la jeunesse. Un autre trafic honteux, dont nous

(*) V. Rogge dans l'Ecrit cité ci-dessus. p. 214. & 215. 242.

(†) Dans l'Avis des Commissaires de l'Amirauté de Zelande, sur la Proposition du Prince Stadhouder, on trouve que les tours pour frauder les droits d'entrée & de sortie sont comptés pour si peu de chose, que les Commerçans ne se font aucun scrupule de s'en glorifier ouvertement, même en présence des Employés de l'Amirauté: & de dire *ik hebbe daar de Commiesen weder opgeligt.*

(§) Voyez Tom. I. p. 274. & suiv.

nous devons dire un mot : ce sont les contrats usuraires ; les *Fusidius*, dont Horace parle, & dont la Hollande est inondée. On guête les jeunes gens pour les engager à emprunter & à se dire Majeurs. On prend toutes les précautions possibles pour qu' étant devenus majeurs ils ne puissent alléguer leur état de minorité ; enfin on leur donne si peu de chose pour la somme qu'ils avouent avoir reçue, & qu'ils reconnoissent devoir, ou on met les marchandises qu'on leur vend à si haut prix, que le hazard d'y gagner considérablement surpassé de beaucoup celui de la perte qu'on court risque de faire. Des gens qui par état devroient veiller contre de pareils excès, ne rougissent pas d'y employer leur office pour donner à ces instrumens une authenticité au moyen de laquelle on les croit irréprochables dans les Tribunaux. C'est ainsi que des jeunes gens sont perdus & ruinés avant que d'avoir eu le tems de se reconnoître. On laisse passer tout cela sous prétexte que le commerce doit être libre. Oui il doit l'être, mais non pas pour des coquins & des fripons qui débauchent la jeunesse, & qui font trafic d'un commerce que les Hollandais nomment *Swindel-handel*. Le commerce doit être libre, mais ce ne doit pas être pour réduire à la misère une famille, dont le chef est malheureusement un dépensier, un prodigue. Les Romains, pour prévenir les funestes effets de la foiblesse du Sexe, qui se laisse assez facilement flétrir par les circonstances du moment, & qui ne paroît pas si sensible aux dangers éloignés, ont cru devoir prévenir par des loix prohibitives le tort que les femmes pourroient se faire à elles-mêmes, sur-tout par trop d'affection, d'attachement ou de complaisance pour leurs maris. Delà ces Edits des Empereurs Romains, qui furent étendus ensuite par les dispositions du Sénat Romain connues sous le titre de *Senatus-Consultum Vellejanum*, & depuis par la défense faite par Justinien Nov. 134. c. 8. Quoique les loix romaines soient admises en Hollande & y aient force de loi, parce qu'elles sont remplies de sagesse, comme s'exprime l'immortel *Grotius*, (dont le suffrage vaut bien le jugement de Mr. Schörer, qui nomme le corps de droit romain un *corpus ineptiarum*, & cela, pour le dire en passant, parce qu'on en pousse l'usage un peu au-delà des bornes que la sagesse qui l'a fait adopter, lui prescrit) cependant on a trouvé moyen d'éviter la disposition de cette partie du droit romain : on induit une femme mariée, qui suivant la loi ne peut former d'engagemens pour son mari, & qui ne peut être sa caution, à renoncer à cette sage précaution. On lui fait faire cette rénunciation dans un Acte qui se passe par devant un *Notaire* (*): & ce Notaire déclare hardiment qu'elle

(*) „ *Quid* (dit le célèbre Jurisconsulte *Noodt*) *si mulier renunciet beneficio Senatus-consulti Vellejani? jam valere renunciationem plerique omnes censent: modo mulier ante fit* *de*

qu'elle le fait après avoir été suffisamment instruite des loix faites en sa faveur : on y fait renoncer encore & le mari & la femme à l'exception du *non-numeratae pecuniae*, tandis qu'on n'ignore pas qu'ils n'ont touché que le tiers ou la moitié, de la somme qu'ils avouent avoir reçue ; ou bien au lieu d'argent on leur donne des marchandises & on les fixe à un prix si exorbitant, qu'à peine ont-ils reçu le quart de la valeur. De plus, afin de donner à ces instrumens toute la force possible, on fait payer aux Emprunteurs le quarantième & quatrevingtième dénier de toute la somme, quoique non-reçue, au moyen de quoi ces instrumens ont droit de préférence dans un concours de Crédanciers ; & afin que la femme n'ait aucun moyen de revenir des actes faits dans un moment de délire, on y fait insérer un acquiescement par lequel elle consent d'être condamnée à remplir les engagements exprimés dans ces instrumens. Pour comble d'absurdités c'est la mari, que la loi a voulu particulièrement mettre hors d'état de nuire à sa femme, qui qualifie & autorise ici sa femme de faire ces sortes d'actes, & de se lier jusqu'à ce point. Outre le vice moral de ces friponneries, & la méfiance qu'elles doivent produire dans le cours du commerce, combien ne doivent-elles pas contribuer à faire prendre à la jeunesse de fausses idées sur l'honneur & la probité ; & combien le Commerce ne doit-il pas souffrir par le discrédit général qui en est une suite immanquable. Un Négociant (ou plutôt un fripon) car qu'importe le nom qu'on lui donne, aura fait, je suppose, des achats pour un somme de deux cent mille livres, ou bien dans le cours de ses affaires il se trouvera débiteur d'une pareille somme, & avoir de bonnes créances pour la même valeur : qu'il fasse des emprunts simulés, dont les quarantième & quatrevingtième déniers auront été payés ; qu'il fasse ensuite faillite ; le voilà à son aise, & ses Crédanciers dupes du crédit qu'ils lui ont donné. A ces supercheries nous pourrions ajouter celles qui se commettent dans les contrats de mariage, mais à la fin on se lassé de parler de tous ces abus.

LES

„ de privilegio suo admonita: movetque Viros Doctos; quod hoc Senatus-consultum est factum
„ in favorem mulierum; & unicuique licet favori suo renunciare. Sed noli accedere illi sen-
„ tentiae, quamvis seculi moribus recepta. eam refutavit D. Vinnius Lib. I. Select. Quæst.
„ c. 48. non eleganter: verum unus omnium pulcherrime Vir doctrina & judicio Eximus,
„ Josephus Averanius, Antecessor Pisanus, Interp. juris lib. 2. c. 5. p. 384. & seqq.
„ nec habeo quod addam verissimæ questionis interpretationi". Le sentiment d'Averanius,
de Noodt & de Vinnius sera suivi, lorsque l'expérience en aura prouvé l'absolue né-
cessité.

Les papiers ne tarissent point sur les faillites successives dont le Négoce de la Hollande est affligé coup sur coup: Mr. Rogge les attribue à ces trois causes, 1^o. à une passion démesurée pour les grandes entreprises, & à courir des risques au-delà des moyens qu'on a pour les soutenir. 2^o. A l'ignorance du cours général des affaires. 3^o. Aux grandes dépenses. Mr. Rogge auroit pu y ajouter le peu de scrupule qu'on se fait de hazarder & de perdre le bien d'autrui; & l'impunité des opérations de mauvaise foi, qui sous prétexte de commerce, restent sans poursuite. On prétend que la plupart des faillites sont préparées d'avance pour se ménager une fortune par le désastre dans lequel on se plonge volontairement. Afin d'y mieux réussir & pour dérouter ceux qui sont préposés à l'examen des affaires d'un failli, on cesse de tenir les livres de compte, afin que les affaires soient dérangées & obscurcies de façon que les Syndics n'y puissent voir clair, & ne puissent démêler jusques à quel point le failli est solvable ou non. On se prévaut de cette confusion & on y ajoute de fausses créances, dans le gout de celles dont nous venons de parler, pour engager les Crédanciers à donner les mains à un accord; & ceux-ci appréhendant que s'ils ne se contentent de l'offre qu'on leur fait, ils en retireront encore moins dans la suite, se voient en quelque façon contraints de souscrire à un arrangement, au moyen duquel le failli frauduleux, remis dans ses affaires, reparoît de nouveau dans la Société à l'égal des plus honnêtes commerçans. Mr. *van den Heuvel* observe que les faillites sont aujourd'hui si communes en Hollande, que les premières maisons de commerce ne s'en font plus une honte. Il faut bien que les abus à cet égard soient montés à un très-grand excès, puisque le Magistrat d'Amsterdam a cru devoir faire une nouvelle Ordonnance pour la Chambre, destinée à prendre connoissance des affaires des Faillis.

OUTRE que ces nombreuses faillites ne peuvent manquer de faire tomber totalement le crédit des Hollandais dans l'étranger, elles produisent encore d'autres effets, auxquels il convient de faire quelque attention. Des personnes aisées, qui respectent la réputation, doivent naturellement prendre de l'aversion pour une profession qu'elles voyent déshonorer tous les jours. Quelques talents qu'elles aient d'ailleurs pour le commerce, & quel que fut leur gout pour s'y livrer, elles doivent en être détournées pour ne pas risquer d'être enveloppées dans quelque désastre. Le même scrupule doit les empêcher d'y éléver un fils ou un pupille, crainte qu'il ne perde sa fortune, soit par le cours de ses propres affaires, soit par des liaisons avec d'aut-

d'autres maisons de commerce : & par un même motif un père doit craindre de marier sa fille à un Négociant. En général on aimera mieux se contenter de quelque petit emploi, ou vivre des biens que l'on a. C'est ainsi que les fonds employés dans le commerce diminuent, & c'est encore là la raison pourquoi on voit en Hollande plus que dans tout autre pays, des gens qui vivent de leurs revenus dans une parfaite oisiveté.

Nous avons remarqué à une autre occasion, que le commerce doit tomber infailliblement, dès que ceux qui peuvent se passer de le faire pour vivre honnêtement, s'en retirent, attendu que ce ne sont que les Riches qui puissent donner au commerce cette vigueur & cette force dont il a besoin pour se soutenir. Nous avons remarqué encore, que le peu d'occasions que les Hollandais avoient autrefois de placer leurs richesses ailleurs que dans le commerce, a beaucoup contribué à l'élever & à le faire fleurir : aujourd'hui les emprunts des Puissances étrangères, & même les Colonies des Nations étrangères absorbent la plus grande partie de ces richesses ; que deviendra enfin le fonds sur lequel le commerce des Hollandais doit rouler, si les personnes riches & aisées sont de plus en plus découragées à le faire circuler dans le commerce. Cependant c'est là encore un effet que les faillites doivent produire nécessairement. Ci-devant on encourageoit un jeune Négociant par des avances : on ne se faisoit aucune peine de lui confier des fortbes sommes & de les lui laisser à intérêt sans autre sûreté, que l'opinion qu'on avoit de sa probité & de son intelligence : aujourd'hui on aime mieux se contenter des obligations à la charge de l'Etat, qu'on paye au-delà du Capital, & dont on ne retire que deux & demi pour cent d'intérêt. Et que peut devenir le commerce dans ces circonstances ? Si l'on réfléchit à tout ce que nous avons dit sur les causes du décroissement du commerce des Hollandais, on ne sera pas étonné de voir naître dans la Nation un dégout pour la Navigation & le Commerce ; & on ne s'étonnera pas non plus, qu'aujourd'hui le commerce de commission est le seul auquel les Hollandais se livrent aujourd'hui. Mr. *Rogge* met ce changement dans le commerce de la Hollande au nombre des principales causes qui le font décheoir : il n'a pas tout-à-fait tort ; mais on ne doit pas négliger de réfléchir à la cause qui produit ce changement. Peut-être la trouveroit-on dans une diminution des fonds que les Hollandais eux-mêmes, emploient dans le commerce. Mr. *Rogge* observe encore sur ce sujet, que les Hollandais font par commission des achats & des ventes dans des pays étrangers, & qu'ils en font passer les marchandises des uns aux autres, sans qu'elles viennent en Hollande ; il attribue ce commerce de commission à une espèce de paresse, & à une peur mal placée de

risquer quelque chose ; ce commerce selon lui étant plus aisé & moins exposé à des pertes. Mr. *Rogge* ne paraît pas avoir fait attention, que le commerce de commission demande de l'activité, de l'intelligence & de l'exac-titude autant que tout autre commerce : les Hollandois soutiennent ce commerce par les avances qu'ils font : ils ne les peuvent faire sans risquer : souvent même leurs avances vont trop loin : le profit annuel qu'ils font avec une Maison les entraîne quelquefois à excéder leurs forces. On pourroit en citer des exemples récents. Ce n'est pas non plus par paresse, par la crainte de risquer, ou par quelque motif semblable, que des Négocians Hollandois font passer les marchandises d'un pays à l'autre. La raison s'en trouve dans la sentence de Charles V. & dans la proposition de Mgr. le Prince Stadhouder ; & nous l'avons déjà indiquée.

ON se plaint communément du gout que les Hollandois contractent pour les manufactures étrangères ; ce gout dit-on détruit les manufactures nationales, & porte par là un grand préjudice au commerce. Les Marchands en détail ont aujourd'hui leurs boutiques remplies d'étoffes étrangères. Tout ce qu'on porte, tout ce qui fert à l'usage & aux commodités de la vie vient de l'Etranger (*) ; il y a du vrai dans cette remarque : il faut pourtant observer qu'il est de la nature du commerce de la Hollande, de ne faire aucune distinction entre les places où on peut se pourvoir soit de denrées soit de manufactures. Le Monde entier est une place de marché pour le Négociant Hollandois. Le gérer sur ce point, & vouloir qu'il s'attache aux manufactures ou aux denrées du pays, c'est former une prétention diamétralement opposée aux principes généraux sur lesquels le commerce de la Hollande doit rouler : le commerce d'économie ne souffre aucune prédilection. Un particulier peut se borner aux fabriques du pays pour ses besoins, parce qu'il est le maître de porter ce qu'il veut : un marchand doit se régler sur le gout de ses acheteurs, sur ses débouchés, & sur les commissions qui lui sont données, ou qu'il se flatte de recevoir. Voudroit-on qu'un Négociant d'Amsterdam forçât les peuples du Nord ou de l'Asie de prendre des marchandises fabriquées en Hollande, lorsqu'il ne les trouveroit pas disposés d'en faire l'emplette, & qu'ils donnent la préférence à celles d'Italie, de France ou d'Angleterre ? Tout ce qu'on peut désirer sur ce point, c'est que les Hollandois reprennent sur les Etrangers la supériorité qu'ils ont eue sur eux ci-devant. Il n'y a pas encore un demi-siècle qu'une des premières Maisons de Breme ne consommoit que des draps de Leyde, & depuis bien des

(*) Voyez les Ecrits de Mrs. van den Heuvel & Rogge.

des années elle n'en débite plus une seule pièce. Il en est ainsi de plusieurs autres manufactures. Encore faut-il considérer ici, que les fabriques étrangères se font souvent dans les pays où on les fabrique pour le compte des Hollandais, qui envoyent leurs ordres & fournissent des avances afin de mettre les fabriquans en état d'exécuter leurs commissions. Par ce moyen les Hollandais, quoiqu'ils fassent travailler dans l'Etranger, se donnent un avantage dans le commerce sur les Etrangers mêmes chez qui ils font travailler, ou dont ils enlèvent les productions par des achats & des payemens faits d'avance: avantage que le commerce de la Hollande perdroit, & dont les Nations étrangères s'empareroient, si le Négociant Hollandois étoit assez mal avisé pour abandonner ses principes par un faux zèle de patriotisme.

LA Hollande a la réputation d'être de tous les pays celui où on a le plus de soins des Indigens. Nous en avons parlé ci-dessus. Il n'en est pas moins vrai pourtant, que le décroissement des manufactures y a fait naître un corps d'indigens très-onéreux à la caisse publique, & par cela même au commerce: car en Hollande c'est toujours sur le commerce que tombe l'entretien de la caisse publique; ainsi que l'observe très-judicieusement Mr. *van den Heuvel* (*). Le défaut d'occupation est suivi encore d'un autre mal préjudiciable au commerce. Les Ouvriers desœuvrés, qui préfèrent le travail à une vie oisive, (& certainement ceux-là sont les meilleurs) vont chercher ailleurs de quoi s'occuper: ceux qui restent, contractent le gout de la fainéantise; & insensiblement on se trouve réduit à manquer d'ouvriers en cas de besoin, ou de n'en avoir que de très-médiocres.

MR. ROGGE censure l'usage d'employer des Etrangers dans la navigation, dans les fabriques, & dans le commerce: il n'a pas fait attention que la République ne peut fournir la dixième partie des équipages que la marine des Hollandais occupe; que l'on ne pourroit entretenir les brasseries à bière; celles d'eau forte, les rafineries de sucre, & nombre d'autres fabriques, telles que les blancheries des toiles, & d'autres, si on n'y employoit des étrangers. Sans les paysans du pays d'Osnabrug & de Münster qui toutes les années viennent faucher le foin en Hollande, on y seroit hors d'état d'en faire la récolte. La crainte que les étrangers employés dans les comptoirs Hollandais, n'aillent porter ailleurs des lumières qu'ils ont acquises, & ne fassent par là du tort au commerce de la Hollande, est un préjugé populaire que Mr. Rogge n'auroit pas dû avoir adopté; non plus que la prétendue impru-

(*) L. c. p. 39.

imprudence de publier des ouvrages sur le Commerce, & d'envoyer en pays étrangers des instrumens propres aux fabriques. Les secrets du commerce, ceux des arts & métiers, sont assez connus dans toute l'Europe, pour qu'on n'ait pas besoin de craindre qu'ils le deviennent par les étrangers qu'on occupe. Il n'est point de Nation plus libérale que les Anglois à publier les nouvelles inventions, les secrets de tout genre, enfin tous les moyens que l'industrie invente, soit pour faciliter le commerce, soit pour perfectionner les arts, les métiers, & la navigation: cependant quelle supériorité les Anglois n'ont-ils pas pris dans la navigation & dans le commerce sur les Hollandois, qui depuis plus de cinquante ans n'ont rien publié sur le commerce qui soit passable. Quant à l'usage d'employer des étrangers dans les Comptoirs, les fabriques, & la marine, on pourroit demander encore, si la population est assez forte en Hollande pour fournir aux besoins du commerce. La décadence du commerce influe si fort sur toutes les professions, qu'à peine on peut y trouver sa subsistance. La difficulté de subsister détourne du mariage. Combien de jeunes Commerçans, & combien d'Artistes qui vivent dans le célibat, crainte de ne pouvoir fournir à l'entretien d'une famille ? A la vérité on ne voit pas partout le même réfrigissement pour l'état conjugal: il se manifeste moins dans les endroits où les anciennes mœurs hollandoises ont reçu le moins d'altération; mais il suffit qu'on le remarque dans une Ville telle qu'Amsterdam, pour ne pas s'affliger de l'occupation qu'on y donne aux étrangers; & sans lesquels la population s'affoiblirait infailliblement en Hollande. La plus grande partie des étrangers qui viennent faire apprentissage en Hollande, & ce sont la plupart des Allemands, ne retournent guères dans leur Patrie. Que feroient-ils dans des endroits où leurs connoissances feroient à pure perte ? Ils restent & s'établissent en Hollande, & servent à remplir le vuide, que le commerce ne peut pas manquer de souffrir par la retraite des familles qui abandonnent le commerce. Si on jettoit un coup d'œil sur la liste des Négocians qui aujourd'hui fréquentent la bourse d'Amsterdam, on n'y découvrirait que très-peu qui soient originairement Hollandois. Rotterdam n'a pas attiré tant d'étrangers, cependant le nombre en est assez considérable pour se persuader que les étrangers sont plus disposés à rester en Hollande après y avoir appris le commerce, qu'à l'aller exercer ailleurs. Il n'est pas douteux que l'affluence des étrangers & surtout celle des Refugiés François, n'ait beaucoup contribué à augmenter les fabriques, les manufactures & le commerce de la Hollande: mais on pourroit mettre en question, si l'altération que ces étrangers ont porté aux mœurs des Hollandois, n'a pas fait plus de tort à la République, que le bien qu'elle a retiré de leur industrie & de leurs travaux: & si aujourd'hui, que cette altération devient

devient de jour en jour plus sensible, le commerce n'y perd pas plus qu'il n'y a gagné autrefois. Car ce n'est pas à *Helvoet-fluis*, ni à *Vlaerdingen*, ni dans les Villes de la Nord-hollande où les faillites deviennent de plus en plus fréquentes ; c'est principalement à *Amsterdam* qu'elles se succèdent coup sur coup, ville où pour plus d'une raison on devroit le moins en entendre parler.

A toutes les causes du dépréisslement du Commerce des Hollandois dont nous avons parlé, il faut ajouter le commerce des Colporteurs. Quoique tous ces marchands ou courtiers ambulans, connus sous les noms de *Porteballes*, *Coureurs*, *Mercelots*, ou *Brocanteurs*, n'affectent pas le commerce étranger, ils nuisent cependant infiniment non-seulement aux détaillers, aux consommateurs, mais surtout au commerce intérieur, & particulièrement aux manufactures, & aux Négocians qui assortissent des magazins de denrées & de marchandises, soit pour entretenir l'abondance dans leur pays, soit pour faire des envois de son superflu à l'étranger (*). Il y a de très-bonnes loix contre l'usage pernicieux de courir le pays avec des marchandises : les Villes ont des loix particulières contre cet abus, faites dans la vue de maintenir les fabriques, les manufactures, toutes sortes de métiers & les maîtrises. Mais ces loix ne sont pas (dit-on) assez rigoureusement observées ; & l'on se plaint que la Hollande est inondée de Porteballes & de Coureurs, qui vendent une infinité de marchandises étrangères aux personnes riches & aisées qui passent une grande partie de l'année à leurs Biens de campagne. On tolère peut-être ces sortes de détaillers, qui portent des petits magazins, & qui vont de village en village présenter leurs marchandises, souvent assez précieuses ; parce qu'on ne reconnoit pas assez le préjudice que l'intervention de ce tiers inutile de Marchands entre les Vendeurs & les Acheteurs, porte au commerce des manufactures ; parce que l'on ne sent peut-être pas, que cet abus intéressé infiniment les progrès des manufactures ; & parce que la facilité qu'a en général par-là le Public de voir présenter à sa porte un magasin où il trouve de quoi se satisfaire, fait juger que l'intérêt général ne souffre pas par cette irrégularité dans le commerce ; & qu'il convient même de laisser jouir le Public de cette commodité. Ces motifs, qui pourroient être pressans dans un pays sans manufactures, dans lequel il n'y en auroit que de très-bornées, & dans lequel par cette raison on feroit bien de faciliter au Public l'achat des choses dont on peut avoir

(*) Voyez *les Intérêts des Nations développés relativement au Commerce*, T. II. p. 32.
Tom. II.

avoir besoin, ou que l'on pourroit désirer, ne doivent pas porter l'administration à souffrir la profession de Colporteur dans un pays où l'on trouve partout, d'un moment à l'autre, tout ce que l'on peut souhaiter, tant pour remplir les nécessités de la vie, que pour satisfaire aux objets de luxe. Une Nation, dont la conservation & la prospérité dépendent absolument du commerce, & en particulier de l'état florissant de ses manufactures, ne peut que souffrir infiniment par les boutiques ambulantes: outre que ces boutiques ambulantes nuisent si fort aux boutiques fixes établies dans les villes & les villages, que celles-ci perdent le moyen d'une subsistance honnête. Ajoutez que ces Coureurs, qui sont étrangers, vont porter ailleurs les avantages qu'ils retirent de ce commerce, & souvent encore ces Colporteurs ou Brocanteurs servent-ils à des offices beaucoup plus nuisibles à la société & en particulier à la jeunesse, qu'à celui de placer des marchandises défectueuses, & de contribuer au déclin des fabriques & des manufactures nationales.

TELLES sont les causes, qui ont affoibli & qui affoiblissent encore journallement le commerce & la navigation des Hollandais. Elles se réduisent principalement aux suivantes :

- 1°. L'accroissement successif des droits, des impôts, enfin de toutes les charges.
- 2°. L'altération faite à la Constitution de la République en l'année 1650.
- 3°. Les démêlés de la République avec Cromwel & avec Charles II. Roi d'Angleterre; & en particulier l'Acte de navigation que Cromwel a fait passer en Angleterre.
- 4°. Le mécontentement de la France par rapport à la Paix de Westphalie.
- 5°. Le défaut d'un état militaire, tel que la République sembloit l'exiger pour donner la protection nécessaire à ses établissemens, à son commerce, à sa navigation, & en général à la sûreté de l'Etat.
- 6°. L'invasion de Louis XIV. & la perte des avantages dont les Hollandais avoient jouis en France sous le regne de Henri IV.
- 7°. Les Fraix qu'exige une Marine militaire.
- 8°. Le voyes illicites qu'on se permet dans le commerce pour frauder les revenus de l'Etat.
- 9°. Les fraix excessifs dont les Commissionnaires hollandais chargent les comptes de leurs Correspondans.
- 10°. Le dégout que les personnes de probité prennent pour la profession de Marchand.

- 11°. La supériorité que les Anglois se sont donnée dans plusieurs branches du commerce des Indes, aux côtes d'Afrique, & en Amérique.
- 12°. La supériorité que plusieurs Nations ont reprise sur les Hollandois dans différentes parties du Commerce.
- 13°. La liaison que les différentes branches du commerce ont entre elles, & qui fait que la perte de l'une entraîne souvent celle d'une autre.
- 14°. Le Crédit immense que les Négocians hollandois donnent aux étrangers.
- 15°. L'affoiblissement de l'état des Compagnies des Indes.
- 16°. Les productions des Indes.
- 17°. L'état précaire des Colonies hollandoises.
- 18°. La dépravation des mœurs ; & un défaut d'éducation.
- 19°. Les infidélités dans le commerce.
- 20°. Les nombreuses faillites.
- 21°. La perte du crédit, & celle de la confiance dans la probité du Négociant.
- 22°. Les emprunts des Puissances étrangères.
- 23°. Un découragement général de risquer ses fonds dans le commerce, & d'en donner à intérêt à des Commerçans.
- 24°. Le grand nombre d'indigens desœuvrés que la Caisse publique est obligée d'entretenir.
- 25°. Les Portebales, Colporteurs, & autres gens de cette espèce.

Il ne sera pas inutile d'observer, que si les causes, qui ont contribué à éléver & à faire fleurir le commerce & la navigation des Hollandois, ont produit cet heureux effet par leur concours & par leur réunion; celles qui tendent à les faire décroître, operent cette facheuse révolution chacune en son particulier; & qu'il suffit souvent d'une seule cause pour produire cet effet. Une montre celle d'aller par le défaut d'une seule roue.



C H A P I T R E N E U V I E M E.

Moyens par lesquels les Hollandais peuvent relever leur Commerce & leur Navigation ; & reprendre la supériorité sur toutes les autres nations commerçantes.

IL EN EST des corps politiques comme des corps humains. Les vices y prennent insensiblement & imperceptiblement : s'étendent, s'accroissent ; produisent des maux, qui deviennent souvent incurables, parce qu'on ne peut leur appliquer de remèdes sans attaquer tout le corps. Cependant dans cette ressemblance le corps politique a un avantage sur le corps humain : il est très-rare qu'on puisse découvrir les sources & les causes des maladies qui affligen l'homme. Les médecins y vont ordinairement à tâtons : ne pouvant porter la vue dans le corps du malade, ils sont obligés de régler leurs conjectures sur des indices, & ces indices souvent sont très-peu furs. Il n'en est pas de même du corps politique. On peut découvrir & connoître les causes, les sources, les progrès des maladies d'un Etat : on peut les indiquer, & si on ne peut pas les guérir radicalement, du moins on peut y appliquer des remèdes qui arrêtent ou diminuent le mal.

APRÈS avoir fait connoître les causes, auxquelles on peut principalement attribuer la décadence du commerce & de la navigation de la Hollande ; il paroît presqu'inutile d'entrer dans une recherche de celles qui peuvent les rétablir : en indiquant la source du mal, il semble qu'on indique le remède : en politique comme en morale la plupart du temps il suffit d'éviter le mal pour se procurer le bien. Quoique cela soit vrai à bien des égards, il est cependant des circonstances où il faut quelque chose de plus. Si vous avez eu le malheur de prendre du poison, ou qu'une gangrène vous a attaqué, il ne suffit pas d'éviter les causes du mal, il faut attaquer le vice même, ou ne plus espérer de guérison. Nous avons fait voir que l'augmentation des impôts, des droits de douane, & autres charges que la nécessité a obligé de multiplier dans la République, est une des principales causes qui lui ont fait perdre son commerce & ses manufactures. Il ne suffiroit pas de cesser de les augmenter encore, il faut les diminuer. Mgr. le Prince Stadhouder insiste sur ce remède dans sa proposition. Si la constitution de la République n'étoit déjà rétablie, le premier remède seroit de le faire. Quoi de plus naturel que de retourner à un régime dont on s'est bien trouvé, & d'a-

d'abandonner celui qui nuit à la santé. Cependant avant de porter son attention sur les moyens qui pourroient servir à relever le commerce & la navigation de la Hollande, il sera nécessaire de présenter quelques Réflexions sur l'Etat Politique de la Hollande, relativement à la matière qui fait le sujet de cet Ouvrage.

*Etat Politique de la Hollande relativement à son Commerce
& à sa Navigation.*

CE seroit s'exagérer les pertes que la République a faites dans son commerce & dans son industrie, que de la croire affoiblie au point d'être déchue de la place, qu'elle a occupée dans la balance de l'Europe, & de devoir craindre qu'il lui devienne impossible de perpétuer son état. Ses forces sont encore respectables, & si l'on veut faire attention aux principes constitutifs de sa puissance, on voit dans la République des moyens de la conserver, & même de l'accroître encore.

LA population, l'agriculture, l'industrie, le commerce, sont sans contredit, les sources des richesses nationales. C'est le Gouvernement qui élève, qui entretient & vivifie ces sources. Chez toute nation où ces sources de richesses sont abondantes, elles sont infailliblement le fruit d'un bon Gouvernement, ensorte que c'est le bon Gouvernement qui est le véritable agent qui dans l'Etat politique constitue la puissance nationale. Un Gouvernement faible ou divisé par des intérêts personnels, ou par des dissensions intérieures, ou enfin peu éclairé, ne cessé d'affoiblir une nation, ou par l'abus qu'il fait des sources de sa richesse, ou parce qu'on ignore, ou qu'on néglige les soins, que demandent leur accroissement & leur conservation.

AINSI pour juger des forces d'une nation, & de la durée de ses forces, il faut d'abord observer la forme de son gouvernement. Car les richesses nationales ne fauroient être que précaires chez une nation mal gouvernée. Il semble que l'un des grands avantages du gouvernement partagé, comme l'est celui de la République de la Hollande, entre plusieurs membres & différents corps, devroit être de porter son attention, sa vigilance & ses soins, & sa protection dans tous les détails. Le prix des hommes & de leur industrie devroit y être mieux connu, & les droits de l'humanité y devroient être aussi exactement protégés. Ici cet avantage ne doit point être balancé par le désavantage des factions, auxquelles tout Gouvernement divisé se trouve souvent exposé. La présence permanente d'un chef éminent en écarte cet

inconvénient: son pouvoir donne l'unité, la fermeté, & l'activité à tous les mouvemens de l'Etat. Il éloigne toujours une espèce d'anarchie, qui énerve sans cesse une République dont le Gouvernement est compliqué.

CETTE constitution, qui réunit sept Provinces & cinquante-six villes, qui toutes conservent leurs droits particuliers & respectifs, en une République & en un seul corps de nation, sous un chef éminent & perpétuel, dont l'intérêt personnel s'identifie avec l'intérêt général, & dont la gloire consiste à être le chef d'une République florissante, doit assurer la durée de la richesse nationale. Les sources de cette richesse ne doivent point déperir sous un tel Gouvernement, & s'il n'est pas possible de les accroître, il doit être possible de les conserver, & de rendre la puissance de la nation assez respectable au dehors, pour ne craindre aucune invasion, aucune usurpation de la part des nations inquiettes, ou ambitieuses.

IL est certain que la République a vu décroître une des principales branches de ses revenus, dans le décroissement des droits d'entrée & de sortie, par celui qui est survenu au commerce, & par les fraudes qui ont été encouragées par le décroissement du commerce. Il est arrivé de-là qu'un impôt qui ne portoit autrefois que sur l'étranger, s'est apesanti ensuite sur la nation, & est devenu destructif. Mais en le supprimant tout-à-fait, en y ajoutant encore une diminution sur les accises pour encourager l'industrie, la République rouvre des canaux à l'opulence nationale, que ces impôts avoient fermés, & peut tellement faire valoir d'autres sources de finance, qu'après avoir donné ces encouragemens à son commerce, & à l'industrie, ses revenus se trouvent encore les mêmes qu'ils étoient dans son état le plus florissant.

LE crédit de la République est tel, que si elle vouloit établir une caisse d'amortissement sous le cautionnement de l'union, & rendre cette caisse créancière fictice de tous les remboursemens faits, & continuer les remboursemens à l'avenir en son nom, l'Etat pourroit faire dans le besoin, sur l'hypothèque de cette caisse, des emprunts presque illimités sans emprunter un sol de l'étranger. Il n'y a peut-être point de nation chez laquelle on puisse se procurer un fonds de crédit en même tems si prompt, si facile à mettre en activité, si solide, & si réel. C'est ici que la réflexion doit rendre sensible l'avantage immense, qu'a la Hollande de posséder plus d'un miliard & demi de capital dans les fonds publics des nations étrangères, appartenant à ses habitans, qui donnent des accroissemens considérables à

sa balance ; pendant qu'elle ne doit qu'à elle-même. Car la République n'a jamais emprunté un sol hors de ses limites.

ON ne doit pas pour cela se dissimuler que les dettes, quoique fort diminuées par de grands remboursemens, sont un principe de foiblesse, & que la République a perdu par ses emprunts, de sa force naturelle. L'augmentation successive des impôts, que le payement des intérêts, & les remboursemens ont rendue indispensable, a détruit une grande partie de l'industrie, a diminué le commerce, a diminué ou fort altéré l'état florissant où étoit autrefois la population, en resserant chez le peuple les moyens de subsistance. Mais comme la puissance est relative, on peut dire qu'ici la foiblesse l'est aussi. Si l'on considère en effet les autres nations, on trouvera la foiblesse qu'elles se sont donnée par la même voie, par l'usage immodéré des emprunts, infiniment plus grande, tant parce qu'elles ont bien plus excédé dans leurs emprunts, leurs forces naturelles, que parce qu'elles n'ont point aujourd'hui des ressources, aussi solides, aussi promptes, & aussi faciles que la Hollande.

Si donc la République n'a pas soutenu durant la guerre de 1741, la gloire qu'elle avoit acquise dans toutes les guerres antérieures, & si durant la dernière guerre, elle n'a eu recours qu'à la voie paisible des négociations contre les actes illégitimes, contre une multitude d'hostilités décidées; ce serait une erreur de croire, que c'ait été l'effet naturel d'un affoiblissement, & d'une diminution de puissance. Il faut en chercher les raisons ailleurs, puisqu'on voit par l'état de ses finances & de son crédit, par la force de ses remboursemens, par la modicité de ceux des autres nations, & l'immensité de leurs emprunts, que sa puissance étoit relative. Il faut donc nécessairement donner d'autres motifs à ses désavantages durant la guerre de 1741, & au non-usage de ses forces durant la dernière guerre. Mais en même tems, ce repos dans lequel la Hollande a voulu rester en dernier lieu, malgré les raisons de justice & d'intérêt qui sembloient vouloir l'en faire sortir, devroit bien, si l'on veut faire attention à la situation de ses finances, dissipier l'idée fausse que l'on s'est formée des forces actuelles de la République, qu'on croit hors d'état de reprendre son ancienne place dans la balance de l'Europe.

ON prétend que la République n'a pas actuellement cinquante vaisseaux de guerre, & qu'elle n'a que le fonds de trente mille hommes de troupes réglées : mais ne pourroit-elle pas très-promptement augmenter sa marine de cinquante

vais-

vaisseaux de guerre, & entretenir le double de troupes réglées? Aucune des nations rivales ne peut déployer cette somme de forces relatives sans répandre sur elles de nouvelles calamités par des emprunts, & les soutenir comme la Hollande, & aussi longtems, sans s'appauvrir, sans s'assiblir infiniment; en sorte que la Hollande ne montre de foibleffe, qu'autant qu'on présente le tems qu'il faudroit employer pour former cet armement de terre & de mer, si elle étoit attaquée. Car on ne doit pas dissimuler qu'il faudroit du tems pour faire de nouvelles levées, pour les exercer, les discipliner, & les mettre au niveau des troupes bien disciplinées aujourd'hui sur pied; & sans doute dans une première campagne on payeroit chèrement les connoissances pratiques qu'on joindroit à une bonne théorie, mais ce seroit là une preuve non pas de la foibleffe de la République, mais plutôt d'une inattention à faire valoir ses forces. La marine a de bons officiers. Il faut croire d'ailleurs que le territoire qui a produit les *Tromps* & les *de Ruiters*, n'a pas perdu sa fertilité. Ces hommes célèbres avoient été élevés sur des vaisseaux marchands, sur lesquels on trouveroit encore de leurs semblables, si l'on en faisoit la recherche.

QUAND on veut connoître & calculer avec quelque exactitude les forces d'une nation, après avoir observé la forme, la constitution, la capacité & le nerf de son gouvernement; il faut mettre en recette non-seulement la somme de ses forces sensibles & connues, mais encore ses ressources, surtout celles de ses ressources qu'il lui est facile de mettre en activité. Les forces de toute nation sont toujours relatives à celles des Puissances qui l'entourent, ou chez lesquelles elle peut étendre ses relations. Ainsi pour juger de la place que la Hollande doit occuper aujourd'hui dans la balance de l'Europe; si elle a perdu de son ancien poids; combien elle en a perdu; à quelle époque, & si on est fondé à croire qu'on doit moins rechercher à présent son alliance, qu'on ne la recherchoit autrefois; il ne faut pas se défendre de jeter un coup d'oeil attentif sur l'état actuel des nations qui l'environnent, abstraction faite des alliances.

LA France est plus puissante qu'elle le fut après le traité d'Utrecht; mais quoiqu'elle ait reculé depuis cette époque les limites de son empire en Europe, & dans les trois autres parties du monde, on peut raisonnablement douter, si elle est actuellement plus puissante relativement, qu'elle ne l'étoit avant le traité de Ryswyk, & avant même la guerre de succession. Si population, & les richesses de ses productions naturelles sont à - peu - près les mêmes, & si elle a donné de grands accroissement à son commerce maritime par l'établissement de ses colonies, cet avantage n'est peut-être pas de beau-

beaucoup supérieur à la perte qu'elle a faite d'une partie de son industrie, qui est passée chez les autres nations. Les consommations de ses colonies lui tiennent lieu aujourd'hui de celles que son industrie a perdu en Europe. Il faut nécessairement d'ailleurs que sa population ait souffert quelque diminution, ou que son agriculture ait été extrêmement négligée; puisqu'il est constant qu'avant ce siècle, la France vendoit des grains à l'étranger, & que durant ce siècle elle en a acheté de tems en tems pour des sommes immenses.

L'ANGLETERRE depuis le regne d'Elizabeth, & surtout depuis la révolution, n'a cessé d'améliorer son agriculture, d'acroître son industrie, ses colonies, sa marine, & d'élever son commerce & ses forces jusqu'à nos jours. Mais il semble aujourd'hui que la vaste étendue de son empire dans les trois autres parties du monde l'affoiblit, puisque cette foiblesse se fait sentir dans un tems de paix. En effet si l'on considère l'étendue de son territoire & le fonds de sa population, on trouve un excès de puissance factice, qui ne cesse de détruire actuellement la base de la puissance naturelle. L'excès de la marine & des établissemens tant anciens que nouveaux dans les trois autres parties du monde, donnent une consommation d'hommes, à laquelle une population aussi bornée que celle de l'Angleterre, ne sauroit fournir sans s'appauvrir continuellement. L'Angleterre l'éprouve par le décroissement de son agriculture & de son industrie. C'est là une preuve incontestable de dépopulation. Il est d'autant plus difficile au gouvernement de cette nation d'arrêter le cours de ce décroissement trop sensible, que ce n'est point avec son propre fonds, avec son fonds naturel, que cette nation a élevé une grande puissance, mais en grande partie avec les fonds des nations étrangères, à qui elle les doit, & principalement avec ce jeu artificiel du fond idéal du crédit. Pour soutenir ce jeu artificiel sans le secours duquel toute la puissance factice tomberoit infailliblement, l'Angleterre est forcée de perpétuer un impôt excessif, qui ne cesse d'épuiser sa population, & de détériorer son agriculture & son industrie. Si un seul des ressorts qui tiennent ce jeu en mouvement, vient à manquer, la nation est nécessairement ramenée à sa puissance naturelle, mais à une puissance infiniment dégradée par les efforts qu'on lui a fait faire pour acquérir une grandeur momentanée. On pourroit aisément calculer la durée de cet excès de puissance, si l'Angleterre étoit obligée de faire de nouveaux armemens pour la soutenir, & si d'autres Puissances vouloient seulement se tenir longtems sur une bonne défensive. Il y a, dit Mr. de Montesquieu, de certaines bornes, que la nature a données aux Etats pour mortifier l'ambition des hommes; lorsque

les Romains les passèrent, les Parthes les firent presque toujours périr: quand les Parthes osèrent les passer, ils furent d'abord obligés de revenir; & de nos jours les Turcs qui ont avancé audelà de ces limites, ont été contraints d'y rentrer.

LA guerre que l'Angleterre est obligée de faire actuellement aux Colonies-unies de l'Amerique septentrionale, vérifie aujourd'hui cette réflexion: car de quelque côté que soit l'avantage, ou plutôt la victoire: la perte en sera toujours pour l'Angleterre, qui ne peut y gagner.

QUOIQU' le génie Anglois ne se dissimule point ces vérités; il s'occupe cependant de la recherche des moyens de soutenir cette grande supériorité, plus naturels que ceux qu'on a employés pour l'acquérir. On propose de tems en tems quelque projet; tantôt c'est un nouveau cadastre, tantôt c'est la liberté du commerce des Indes - Orientales. Aujourd'hui toute l'attention de l'Angleterre est tournée du coté de l'Amerique Septentrionale; & telle est l'incertitude, & le caprice des événemens, que ces mêmes établissemens que l'on croyoit devoir affermir si solidement la puissance de l'Angleterre, serviront peut-être le plus à la faire tomber, ou du moins à lui enlever dans la marine cette prépondérance que l'Angleterre s'y est attribuée avec un peu trop d'affectation. On pourroit comparer l'Angleterre à un homme que des excès ont rendu malade, qui cherche dans son lit une bonne place où il puisse retrouver son embonpoint. Cette situation peut être regardée comme le principe d'une décadence prochaine & très-rapide; ou d'une puissance la plus étendue & la plus solide qui ait jamais existé. Qui oseroit décider lequel de ces événemens sera le plus utile ou le plus nuisible à l'Europe?

LA France doit peut-être autant que l'Angleterre, mais beaucoup moins relativement à l'étendue de son fonds & de ses ressources naturelles. Elle a cependant porté la charge de l'impôt sur les peuples, plus loin qu'elle n'avoit jamais fait, & l'impôt est tel aujourd'hui, qu'il semble impossible d'y rien ajouter. C'est là sans contredit un affoiblissement. Car il est certain que la France n'a pas aujourd'hui les ressources dans l'impôt, qu'elle avoit avant la guerre de succession. Mais si cette Puissance n'a pas toute l'aisance & tout le nerf qu'elle devroit avoir, ce n'est que parce qu'à l'exemple de l'Angleterre, on s'est toujours occupé en France du jeu artificiel du crédit, & qu'au lieu de chercher les ressources dans l'économie du fonds naturel de la nation, le fonds le plus riche de l'Europe, on s'est obstiné à croire, qu'il n'y en avoit que dans les emprunts. Il est résulté de cette erreur un affoiblissement que

que ses ressources ruineuses ne pouvoient manquer de produire; & peut-être si on y faisoit attention, trouveroit-on la nation aujourd'hui plus affaiblie par-là, qu'elle ne le fut par les guerres de Louis XIV., qui précédèrent la guerre de succession. Aujourd'hui cependant la France paroît vouloir suivre une meilleure route.

EN calculant les forces des nations, on ne doit point mettre en ligne de compte, le mérite des Ministres qui les gouvernent, celui de leurs Généraux de terre & de mer, ni la valeur intrinsèque de leurs soldats & de leurs matelots. Les mêmes territoires qui ont produit autrefois de grands Ministres & de grands Capitaines, en produisent toujours: car la nature ne se dément point. L'excellence est l'affaire des climats; & l'emploi celle des conjonctures. Les bons Généraux trouvent des soldats & des matelots intrepides, là même où la terre n'en produit pas: c'est l'affaire de l'exercice, & de la discipline. A cet égard les hommes ne sont que des instrumens entre les mains d'un artiste habile, & inutiles dans celles d'un ignorant. Donnez-moi des hommes, & j'aurai bientôt des soldats, disoit *Épaminondas*, qui avoit fait des *Thebains*, nation efféminée & méprisée, une nation guerrière, & l'une des premières de la Grèce.

DEPUIS l'avènement du Roi regnant au Trône de l'Espagne, cette Puissance ne cesse de se fortifier en Europe & dans les Indes. Elle est celle de l'Europe, qui possède le plus grand fonds de richesses naturelles, & ces richesses sont aujourd'hui en bonnes mains. Toute l'ambition de cette Puissance paroît se borner à les mettre en valeur, à prévenir toute usurpation & à rendre les peuples heureux; ambition respectable, qui donneroit le repos au genre-humain, & feroit le bonheur de l'Europe, si elle étoit généralement imitée.

LA Maison d'Autriche s'est aussi affaiblie par des emprunts. Car en politique, l'usage du crédit peut être regardé comme une espèce de maladie épidémique, qui s'est répandue dans ce siècle chez presque tous les gouvernemens de l'Europe. Cette puissance s'est encore affaiblie, par la perte de la Silesie, & par celle de la barrière. Cette dernière perte devroit être pour toujours heureusement réparée par son alliance avec la Maison de Bourbon.

LA Prusse est un fonds qui demandoit toute l'activité d'un génie puissant pour être mis en valeur. C'est un poids nouveau formé & mis dans la balance, par un génie créateur qui n'a pas peu contribué à faire changer le sié-

ftème politique de l'Europe, & qui a fait perdre à toutes les autres nations de leur puissance relative. A cela près toutes les autres puissances de l'Allemagne sont restées dans le même état. Ce sera au tems à nous apprendre l'influence que le démembrément de la Pologne aura sur les autres parties de l'Europe; & si le commerce des Grains, dont les Hollandois ont su conserver la possession depuis plusieurs siècles, passera par là en d'autres mains.

LE Dannemarck n'a acquis que ce qu'un gouvernement sage, paisible & éclairé pouvoit donner d'avantages, à un pays pauvre en proportion de son étendue, par la nature de ses productions, par celle de son industrie & de son climat; & elle a acquis beaucoup. Les encouragemens qui ont été donnés à l'industrie, au commerce & à la navigation, ont certainement donné un nouveau progrès à cette puissance. Les Danois ne cessent d'étendre leur marine & leur commerce; & s'ils ne sont pas déjà la nation la plus commerçante du Nord, ils peuvent le devenir bientôt.

LA Suède presque épuisée par les guerres de Charles XII. a achevé de se ruiner par le secours funeste de sa banque, & montre bien qu'il ne suffit pas aujourd'hui à une nation d'être libre, d'avoir de braves soldats & du fer pour être une nation puissante en Europe, qu'il faut avoir encore les forces que donnent une agriculture florissante, une industrie animée, & un grand commerce. Le Gouvernement actuel paroît donner aujourd'hui toute son attention à se procurer ces avantages; mais le zèle patriotique d'un grand Roi exige des fonds pour y réussir.

LA Russie est encore un poids nouveau dans la balance, presque entièrement formé dans ce siècle, qui, comme la Prusse, a diminué la puissance relative des autres nations: il faut en même tems compter pour beaucoup les progrès que cette puissance doit faire encore. Quels progrès cet empire ne fera-t-il pas, gouverné par le puissant génie d'une Souveraine, qui a l'ambition d'acquérir les titres de mere de la patrie & de bienfaitrice du genre-humain, & qui en est digne?

LES maisons d'Autriche & de Bourbon, semblent avoir assuré pour toujours, par leur réunion, le repos d'Italie; & l'Italie ne devant plus être le Théâtre de la guerre, il est évident que ces deux maisons ont augmenté par là leur puissance relative à l'égard des autres puissances de l'Europe. C'est là à-peu-près le résultat des révolutions de l'Italie depuis le traité d'Utrecht à l'égard de la balance de l'Europe.

LA puissance de la République de la Hollande, a reçu la même impression, que l'Espagne, l'Autriche & la France, de l'élévation de la Prusse, de celle de la Russie, & du prodigieux accroissement de la marine de l'Angleterre, ainsi que de l'étendue qu'elle a donné à ses établissements en Afrique & dans les deux Indes. Il semble que ce n'est pas à cet égard que la Hollande peut être considérée comme ayant perdu du poids qu'elle avoit dans la balance de l'Europe avant le traité d'Utrecht, & que ce choc, qui lui est commun avec les autres nations, ne doit pas avoir diminué la valeur intrinsèque de sa puissance.

LA destruction de sa barrière l'a également affoiblie à l'égard de la France & de la maison d'Autriche. Cette perte paroît moins sensible, si l'on fait attention que la France & la Maison d'Autriche sont aujourd'hui intéressées à la conservation de la République dans un état florissant, ou plutôt que les Puissances voisines de la République sont trop intéressées à ne pas souffrir qu'aucune d'elles en fasse la conquête.

APRÈS ces réflexions sur l'état des Puissances de l'Europe relativement à la Hollande, jettons un coup d'oeil sur l'état de la République relativement à ces Puissances. La population de la Hollande s'est soutenue dans les villes, dans les villages, & dans toutes les villes à portée du commerce maritime & de la pêche. Elle ne s'est affoiblie que dans les Villes de l'intérieur, où elle peut être rétablie par des encouragemens donnés à l'industrie.

LE décroissement du commerce est surtout la raison sur laquelle on croit la République affoiblie, & éloignée de son ancienne place dans la balance de l'Europe. Ce décroissement est réel. Mais est-il assez considérable pour diminuer le poids que la République avoit acquis avant le traité d'Utrecht ? Car ce n'est que depuis cette époque, que ce décroissement est devenu assez sensible pour mériter d'être observé relativement à la puissance de l'Etat. Pour juger que la Hollande a perdu sa puissance, il faut supposer 1°., que sa population a souffert une grande diminution; 2°., que son agriculture est détériorée. Il faudroit supposer enfin que la République a perdu du capital qu'elle avoit acquis avant le traité d'Utrecht; que ses ressources ne sont plus les mêmes; que son revenu public est diminué; & que le décroissement de son commerce est tel, qu'elle ne cesse de s'appauvrir. Or il faut observer la population en Hollande avec une grande attention pour s'apercevoir qu'elle est diminuée; & encore ne la trouve-t-on diminuée que dans les villes de l'intérieur.

rieur. Son agriculture n'est pas détériorée ; son capital est plutôt augmenté que diminué : ses ressources sont les mêmes, ou peu s'en faut ; mais quoique l'on ne puisse disconvenir que le commerce de la Hollande tombe journallement de plus en plus, on ne peut guère dire qu'il est tel que la République ne cesse de s'appauvrir.

Les Hollandais doivent regarder comme un très-grand mal le décroissement de leur commerce. Le Gouvernement doit en arrêter le cours. Mais auroit-il déjà produit un si grand effet ? La Hollande non-seulement n'a pas perdu un sol de son capital depuis le décroissement de son commerce, mais elle n'a cessé au contraire de l'accroître. La preuve en est dans plus d'un miliard & demi qu'elle a prêté aux autres nations, & dans les fonds oisifs ou presque oisifs pour des sommes immenses qui existent en Hollande, & qui attendent des occasions d'emploi, ou dans la République, ou chez des nations emprunteuses : & ces fonds ne sont point le produit des remboursemens ; ce sont les fruits en partie du commerce actuel, & en partie de l'économie, sur les intérêts des créances chez l'étranger.

CE QUE la République a réellement perdu, c'est une partie de la faculté qu'elle s'étoit donnée d'accumuler des richesses immenses par la grande étendue de son commerce. Mais ce n'étoit pas cette faculté plus ou moins grande, qui seule constituoit sa puissance à l'époque des tems antérieurs au traité d'Utrecht : c'étoient ses richesses alors acquises ; & ce sont ces mêmes richesses entretenues & soutenues d'accroissements continuels par les bénéfices toujours renaissans d'un grand commerce quoique déchu, par les intérêts d'un capital de plus d'un miliard & demi que lui payent les nations étrangères ; en un mot par une balance généralement toujours avantageuse, quoique moins avantageuse qu'elle ne l'a été, qui ont constitué sa puissance depuis cette époque, & qui la constituent encore aujourd'hui. Ainsi l'affoiblissement qui résulte du décroissement du commerce, ne consiste en partie que dans la diminution d'une faculté de s'enrichir, qui si elle avoit pu se soutenir toujours au même degré où l'on l'avoit portée, auroit pu à la longue éléver la République au degré de richesses qui devient pauvre. Mais cet affoiblissement n'est point celui qui diminue la puissance. Il en fixe le degré ; il arrête sa marche vers une plus grande élévation : c'est là tout l'effet que ce décroissement produit. Vouloir donner le décroissement du commerce de la Hollande pour une diminution de sa puissance, ce seroit dire qu'une nation s'appauvit lorsqu'elle cesse de s'enrichir avec excès. Le poids que la République avoit dans la balance de l'Europe avant

avant le traité d'Utrecht, est à peu près le même. Elle possède encore aujourd'hui la même somme de forces avec les accroissement qu'elles doivent avoir reçus d'une balance toujours avantageuse; & cette somme des forces n'a reçu d'autre altération, que celle qui lui est commune avec les autres puissances, qui résulte de l'élévation moderne de la Prusse & de la Russie, & des nouvelles forces que l'Angleterre s'est données, si l'on suppose qu'elle pourra les perpétuer. Ce que nous venons d'observer sur la faculté d'accumuler les richesses, ne doit pas être entendu comme si nous pensions que la puissance de la Hollande ne souffre point, ou qu'à la longue elle ne décroitroit point, si la faculté d'accumuler les richesses continuoit à être reduite de plus en plus à l'inactivité. On a pu observer que c'est précisément cette faculté mise en action qui a donné à la République cette grande puissance par laquelle elle s'étoit rendue formidable à toute l'Europe. Otez lui cette faculté, vous lui otez la source de sa puissance: or à mesure que les Hollandais perdent de leur commerce, qu'ils se trouvent obligés de mettre leurs richesses dans des fonds publics, au lieu de les employer dans le commerce; cette faculté s'affoiblit, se perd; & par conséquent aussi la puissance qui doit être la suite.

EN matière de commerce c'est une vérité qu'on ne sauroit contester; ce qu'une nation perd, une autre le gagne. Il semble qu'on pourroit conclure, que le décroissement du commerce de la Hollande l'a nécessairement affoiblie, par la raison seule que ce qu'elle a perdu de son commerce, a enrichi d'autres nations, & leur a donné une supériorité de puissance qu'elles n'avoient pas. Il faudroit reconnoître cet effet du décroissement du commerce, si la partie que la République a perdue, s'étoit fixée chez une nation voisine. Mais elle a passé dans tant de mains, elle s'est tellement divisée parmi plusieurs nations de l'Europe, que la petite partie que chacune d'elles en a attiré, ne peut faire assez de sensation pour donner à aucune un accroissement de puissance qui mérite d'être observée dans la balance de l'Europe.

ON tombe nécessairement dans des erreurs, lorsqu'on veut juger des forces des empires modernes, prévoir le tems de leur durée & à peu près le moment de leur ruine, par la comparaison que l'on en fait avec les anciens. On se trompera surtout, si l'on veut suivre cette théorie pour calculer les forces de nos puissances Européennes.

IL faut lire avec précaution ce que dit M. de Montesquieu sur la chute de

Carthage (*). Il observe que la fondation d'Alexandrie avoit beaucoup diminué le commerce de Carthage. Dans les premiers tems la superstition bannissoit en quelque façon les étrangers de l'Egypte, & lorsque les Perses l'eurent conquise, ils n'avoient songé qu'à affoiblir leurs nouveaux sujets; mais sous les Rois Grecs, l'Egypte fit presque tout le commerce du monde, & celui de Carthage commença à déchoir.

Les puissances établies, par le commerce, dit *M. de Montesquieu*, peuvent subsister longtems dans leur médiocrité; mais leur grandeur est de peu de durée. Elles s'élévent peu - à - peu & sans que personne s'en apperçoive; car elles ne font aucun acte particulier qui fasse du bruit, & signale leur puissance; mais lorsque la chose est venue au point qu'on ne peut plus s'empêcher de la voir, chacun cherche à priver cette nation d'un avantage qu'elle n'a pour ainsi dire que par surprise.

Si l'on vouloit faire l'application de cette idée à la Hollande, même à toute autre de nos puissances modernes établies par le commerce, on verroit en y prêtant un peu d'attention, que cette idée n'est point exacte, même à l'égard de Carthage.

Nous ne voyons dans l'Histoire ancienne, que fort peu de Puissances établies par le commerce. Celle des Phéniciens, & celle des Carthaginois sont les seules, qui méritent d'être considérées comme élevées par les richesses que donne un grand commerce. Ne nous arrêtons qu'aux Carthaginois. Cette nation montra bien dans ses guerres avec les Romains, qu'elle étoit en même tems nation guerrière & nation commerçante; & si l'art du gouvernement chez cette nation, avoit su profiter de toutes les ressources que donnent les richesses du commerce pour soutenir la guerre, Carthage auroit pu peut - être toujours conservé sa supériorité sur les Romains: & ses richesses n'auroient excité chez le peuple Romain qu'une ambition malheureuse & destructive de sa propre puissance. Aussi Carthage ne fut pas détruite par la raison, que c'étoit une puissance élevée par le commerce, mais parce que son gouvernement fut divisé & foible, & tel que si cette puissance n'avoit été formée, comme celle du peuple Romain, que par des conquêtes, elle n'auroit pas été d'une plus longue durée. Elle n'auroit pas employé de plus grands généraux, ni des soldats plus aguerris; le vice de son gouvernement l'auroit également fait succomber sous la puissance Romaine, & ses grandes

ri-

(*) De la grandeur des Romains & de leur décadence.

richesses acquises, soit par des conquêtes, soit par le commerce, comme celles de Tyr, auroient également excité l'avidité du peuple Romain, qui ne connut jamais d'autre moyen de s'enrichir & de se rendre puissant, que par les conquêtes. Si Louïs XIV. eut fait la conquête de la Hollande : s'il eut détruit cette belle Province, comme les Romains détruisirent Carthage; si on eut satisfait au cri du peuple Anglois qui demandoit que la Carthage moderne feroit détruite, pourroit-on deux mille ans après que cet évènement auroit eu lieu, conter avec vérité que la Hollande fut détruite, parce que la grandeur des Puissances établies par le commerce ne sont pas de longue durée? La Hollande eut péri par les mêmes motifs qui ont fait tomber Carthage.

CARTHAGE sous un meilleur gouvernement auroit mieux soutenu tous les efforts des Romains; elle leur auroit peut-être toujours résisté. Il est certain que sa puissance élevée par le commerce auroit eu plus de durée, peut-être plus que celle de Rôme, établie & accrue par les armes, & par les conquêtes; & qu'elle auroit mieux employé les richesses du commerce pour opposer à la nation rivale une solide défence. Mais il feroit arrivé à Carthage ce qui est arrivé à toutes les nations commerçantes, de perdre infiniment de leur commerce & des moyens d'acquérir de grandes richesses, par le seul effet de la concurrence des autres nations, qui se sont successivement addonnées au commerce, & qui y ont employé plus d'économie, plus d'activité, & plus d'industrie.

CARTHAGE, comme toute autre nation commerçante, auroit pu éprouver cette destinée sans cesser d'être pendant des siècles une grande puissance élevée par le commerce. Il faut distinguer ici le commerce passif du commerce actif. Une nation qui n'est qu'agricole ou industrieuse, ou les deux ensemble, & qui se borne à vendre le superflus de ses productions naturelles, & de celles de son industrie aux autres nations, qui lui apportent celles dont elle a besoin (car aucune nation ne peut se suffire à elle-même) cette nation n'est point proprement une nation commerçante. Elle n'a des richesses, que celles de son propre fonds, qu'un bon gouvernement fait mettre en valeur & conserver. Il faut le lui enlever, il faut faire des conquêtes sur elle pour détruire ou détériorer sa puissance.

IL n'en est pas de même d'une nation dont le commerce est actif, qui transporte ses productions au dehors, & remplit ses magasins de celles d'une nation pour les vendre à une autre avec bénéfice; ce qui constitue véritablement une nation commerçante. Cette nation ne verra point périr la puissance

qu'elle a acquise par le commerce, si elle est d'ailleurs bien gouvernée; mais elle perdra de son commerce à mesure qu'elle s'écartera des principes & des maximes qui l'ont élevée, & à mesure qu'il s'élèvera d'autres nations commerçantes qui les adopteront & les suivront. C'est alors que la concurrence de ces nations rivales mettra des bornes à l'accroissement de son opulence. Elle cessera d'acquérir de plus grandes richesses. Mais d'ailleurs si elle est bien gouvernée, on ne sauroit dire sur quel fondement elle peut perdre l'opulence qu'elle a acquise, ni prévoir que *sa puissance établie par le commerce sera de peu de durée*. Sa puissance doit être aussi durable que si elle s'étoit élevée par des conquêtes, à moins qu'elle ne manque totalement du territoire & de la population nécessaire pour établir sa défense. Dans ce cas ce n'est plus une nation; ce n'est qu'une ville libre, qui ne peut perpétuer son état, que par la protection de quelque grande puissance.

Aussi la fondation d'Alexandrie avoit déjà beaucoup diminué le commerce de Carthage, lorsque les Carthaginois furent attaqués par les Romains, & son commerce auroit souffert sans doute dans la suite bien d'autres diminutions par l'industrie d'autres nations commerçantes, sans que Carthage eut cessé d'être une grande puissance élevée par le commerce, si la constitution de son gouvernement eut été propre à perpétuer son état.

PARMI les nations modernes, on ne peut considérer que les Vénitiens, comme une nation élevée à un haut degré de puissance par le commerce, qui a perdu de son ancienne splendeur. Car on ne sauroit regarder quelques villes d'Italie & les villes Aniséatiques, comme des nations. Par leur situation, le commerce peut les enrichir, mais leur situation & leur constitution ne leur permettent pas de s'élever au rang des grandes puissances.

VENISE a perdu la plus grande partie du commerce qui avoit établi sa puissance, par la découverte de la route aux Indes-Orientales, par le Cap de Bonne-Espérance, qui lui a ôté presque entièrement le commerce de l'Asie, & par les progrès immenses de l'industrie en Europe. Les décroissemens du commerce ont fait perdre à Venise les moyens de continuer d'accumuler par le commerce les richesses excessives. Mais elle a conservé celles qu'elle avoit acquises, qui avoient fondé & constitué sa puissance.

ON peut dire que la puissance relative de Venise n'est plus ce qu'elle a été, parce que toutes les autres nations ont acquis un grand degré de supériorité en devenant industrielles & commerçantes: mais en perdant de cette

te puissance relative & des moyens d'accroître excessivement son opulence, Venise a conservé la valeur intrinsèque qu'elle avait acquise par le commerce; la République a perpétué son état & soutenu la prospérité de ses citoyens, qu'elle entretient par la constitution de son gouvernement, & par la partie de son commerce que l'industrie & la concurrence des autres nations devenues industrieuses & commerçantes, n'ont pu lui faire perdre. Tel est l'état actuel de la puissance de Venise; & l'on ne voit point sur quel fondement on pourroit prévoir que cette puissance établie par le commerce *sera de peu de durée.*

AUCUNE nation, ni ancienne, ni moderne, n'a figuré dans le commerce avec de si grands avantages, & un si grand éclat, que la Hollande. Elle avoit à peine formé une République, qu'elle faisoit le commerce avec les quatre parties du monde, & la guerre en même tems, avec le plus puissant Monarque de l'Europe; qu'elle avoit acquis l'empire de la Mer, & qu'elle s'étoit élevée par le commerce, au rang des premières puissances de l'Europe. Jamais République ne fut si grande si proche de son berceau. Une si grande splendeur pour être d'une longue durée, demandoit d'être soutenue par les mêmes principes, & cela n'étoit pas possible. Ces grandes richesses mêmes acquises rapidement par l'industrie & le commerce, ne pouvoient manquer de réveiller l'industrie des autres nations; & cette industrie seule devoit à pas lents & en silence, attirer à elle, ou affoiblir quelques-uns des canaux des richesses de la Hollande: parce qu'il étoit impossible que la République conservât sa position relative dans le cours général du commerce. La République ne pouvoit faire la guerre sans lever des impôts, des droits &c. & ces impôts & ces droits ne pouvoient être levés sans oter aux Hollandois une grande partie des avantages que le commerce demande pour se soutenir.

LES autres nations ont voulu rendre leur commerce actif. La France, & surtout l'Angleterre, ont prodigieusement étendu le leur en Afrique & dans les deux Indes; la concurrence dans la pêche & dans le commerce d'économie s'est infiniment accrue. Les progrès des autres nations dans l'industrie & le commerce se sont faits en partie aux dépens du commerce de la Hollande. Il semble donc qu'on pourroit appliquer ici l'idée de *M. de Montesquieu*, & dire que *chacun cherche à priver la Hollande de ses avantages*. Il est assez évident en effet, que toutes les nations s'occupent plus que ci-devant du soin d'élever leur industrie & d'étendre leur commerce, & que leurs succès diminuent celui de la Hollande. On pourroit dire que la puissance à laquelle la Hollande s'est élevée, a rendu l'émulation plus générale, & par là aussi la rivalité.

A a 2

Mais

Mais ce seroit abuser de l'autorité de *M. de Montesquieu*, que de croire que les efforts de l'industrie des autres nations sont capables de détruire entièrement le commerce de la République, & de détourner ou de dessécher tous les canaux de ses richesses.

Le décroissement de la source des richesses de la Hollande s'est fait sentir, sans qu'aucune nation ait fait de projet direct de la lui enlever. A cet égard la République n'a point d'autres combats à soutenir que des combats d'industrie. Le commerce d'économie, le commerce d'argent, de commission & de fret qui en sont les branches accessoires, ne sont point des objets de conquête à main armée. Il faudroit pour les détruire, ou que toutes les nations fissent respectivement une loi semblable à l'acte de navigation de l'Angleterre, & il n'y a point de nation en état de soutenir une loi pareille: ou il faudroit qu'une autre nation semblable à la Hollande s'élevât & vint présenter à l'Europe les mêmes avantages à meilleur marché. Une telle concurrence n'est point à craindre jusqu'au point d'une entière destruction, & elle peut diminuer ou tout au moins arrêter les progrès de celle qu'elle éprouve par les soins & la vigilance d'une bonne administration.

La Hollande a d'ailleurs d'autres branches de commerce qui lui sont propres, c'est-à-dire, qui dépendent de ses possessions territoriales: sa pêche, son commerce de Guinée, celui de l'Amérique, & celui des Indes-Orientales. L'industrie & la concurrence des autres nations peuvent affaiblir ces quatre branches de son commerce, mais non les lui faire perdre. Pour les lui enlever, il faudroit qu'une nation avide & injuste, entreprît la conquête de la Hollande même, & que la République ne put trouver, ni dans ses propres forces, ni dans celles de ses alliés de quoi se défendre.

La Hollande ne résisteroit sans doute pas aujourd'hui, comme elle fit dans le siècle dernier, aux flotes combinées de la France & de l'Angleterre. Les prodigieuses forces maritimes que l'Angleterre s'est données de nos jours, ont surtout fait perdre à la Hollande l'avantage qu'elle eut alors d'être la première Puissance maritime; mais on pourroit raisonnablement croire, que l'Angleterre elle-même avec cette grande supériorité de marine, ne résisteroit pas longtems, si elle avoit à combattre à son tour les forces réunies de la Hollande & de la France.

ON ne voit point sur quel principe on pourroit prévoir, suivant l'idée de *M. de Montesquieu*, que la grandeur de la puissance de la Hollande, après avoir

fon-

soutenu avec succès dans sa naissance, & dans son état florissant, les efforts des premières & des plus grandes Puissances, pourroit n'être que *de peu de durée*. Nous n'avons parmi les nations modernes que la République de Venise, qu'on pourroit comparer à beaucoup d'égards à la Hollande, qui a été comme elle, une grande Puissance établie par le commerce. Cette Puissance a été resserrée dans des limites fort bornées en comparaison du degré d'élévation qu'elle ayoit acquis. Mais ce qui reste de cette Puissance a la confiance la plus solide, & rien ne nous autorise à croire que la grandeur que Venise montre encore, fera *de peu de durée*. On ne peut se dissimuler, qu'une Puissance qui n'est point territoriale, qui n'a pour base que son industrie & le commerce, dont le principal domaine est dans l'empire incertain de la mer, est une Puissance précaire. Il n'est pas nécessaire de l'attaquer par les armes pour l'affoiblir infiniment. C'est ce qui est arrivé à Venise. Les Portugais sans lui faire la guerre, & par la seule découverte de la route aux Indes- Orientales par le Cap de Bonne- Espérance, lui firent perdre la plus riche partie de son commerce avec l'empire de la mer. Les François, les Anglois & les Hollandois, sans usurpation, sans acte d'hostilité, la privèrent ensuite de la plus grande partie de ce qui lui restoit dans son commerce dans le Levant, & resserrèrent en même tems dans les limites les plus étroites son industrie en élevant la leur. On pouvoit prévoir ces révolutions dans l'état florissant de Venise, & le décroissement que la seule industrie Européenne pouvoit causer à sa puissance.

MAIS la puissance de la Hollande, quoique établie de même par le commerce, est infiniment moins précaire que ne l'étoit celle de Venise, parce que la nature du commerce qui constitue sa puissance, a une base plus solide. Pour réduire la puissance de la Hollande dans des limites aussi étroites que l'a été celle des Vénitiens, il faudroit supposer en Europe des révolutions à- peu- près semblables à celles qui ont produit cet effet sur Venise. Aucune révolution dans le commerce ne peut lui faire perdre ses établissements en Afrique & dans les deux Indes. Si sa pêche, son commerce d'économie & son industrie peuvent diminuer encore par les effets de la concurrence des autres nations, elle a les moyens de reprendre à cet égard ses anciens avantages ou une grande partie. La nature même de son commerce & sa situation empêchent que cette concurrence ne devienne aussi détructrice qu'elle l'a été pour Venise. La jalouse du commerce, les efforts de l'industrie ne peuvent donner que de foibles atteintes à sa puissance, tant que la République veillera avec soin & avec intelligence à sa propre conservation. Pour la détruire, il faut lui faire la guerre, & lui enlever des forts & des

villes ; il faut conquérir sur elle des Etats , & qu'il se trouve en Europe une nation ambitieuse , violente , injuste , pour l'entreprendre , & assez puissante pour y réussir. Il faut en un mot qu'elle soit dans un état tel que celui où elle s'est trouvée lorsque Louis XIV. l'a attaquée.

ON se fie trop aux motifs d'intérêt que l'on suppose devoir animer les Puissances de l'Europe , si l'on présume , qu'aucune d'elles ne voudra ou n'osera jamais tenter la conquête de la République ou de quelques-unes de ses Provinces , ou de quelques-uns de ses Etablissemens dans les Indes. „ Cela auroit pu arriver (dit - on) si la Hollande avoit existé au tems des Alexandres ou des Romains. Le Monde (ajoute - t - on en empruntant les paroles du Président Montesquieu) de ce tems - là n'étoit pas comme notre monde d'aujourd'hui : les voyages , les conquêtes , le commerce , l'établissement des grands Etats , l'invention des postes , de la boussole & de l'imprimerie , une certaine police générale , ont facilité les communications & établi parmi nous un art qu'on appelle la politique. Chacun voit d'un coup d'œil tout ce qui se remue dans l'Univers , & pour peu qu'un peuple montre d'ambition , il effraye d'abord tous les autres." S'il les effraye , est-il certain qu'il les mette en mouvement. Quelle différence entre Elizabeth Reine d'Angleterre & son Successeur Jacques I. ! On raisonne sur ce que l'on juge que les Puissances devroient faire , & on en conclut qu'Elles le feront. C'est là la politique des Ecrivains & des Discoureurs qui s'amusent à régler les affaires des Peuples dans un Caffé. On ne réfléchit pas qu'il est très - rare que l'homme se laisse conduire par son véritable intérêt : que les passions regnent dans les cabinets des Monarques , & qu'elles y influent sur les délibérations comme partout ailleurs. Est - ce par intérêt pour la France ou par un esprit de vengeance , que Louis XIV. a envoyé ses armées contre la République ? Charles II. a - t - il consulté son intérêt ou celui de ses Royaumes , lorsqu'il s'est ligué avec la France pour détruire la République ? Le Grand - Pensionnaire de Witt a - t - il moins consulté son ressentiment contre la maison d'Orange , que les intérêts de sa Patrie , dans le cours de son administration ? Notre monde d'aujourd'hui n'est pas assurément le monde du tems des Alexandres & des Romains ; mais du tems des Alexandres & des Romains les hommes se sont laissés conduire par leurs passions ; & consultoient rarement leurs véritables intérêts , encore moins ceux des peuples. Le monde d'aujourd'hui est - il à cet égard différent du monde de ce tems - là ? En raisonnant ou jugeant d'après les idées qu'on se forme des intérêts des Nations , & sur la supposition qu'elles seront toujours également disposées & promptes à les maintenir , on peut bien présumer que si un peuple ambi-

bitieux entreprenoit aujourd'hui de faire la conquête de la Hollande, ou celle de quelqu'une de ses possessions dans les trois autres parties du monde, il auroit immanquablement sur les bras les forces réunies des grandes Puissances de l'Europe. On peut encore (toujours sur les mêmes principes, c'est-à-dire, sur des suppositions qui se vérifient rarement) en calculant les forces de la République, ajouter à ses forces naturelles l'intérêt que les autres Nations ont à sa conservation ; mais la République n'auroit-elle pas tort de s'y fier ? L'intérêt que les Puissances peuvent prendre à sa conservation, est relatif à celui que la République peut prendre à leur Etat. L'intérêt, qui est le lien de ses alliances, n'est solide, qu'autant qu'il est réciproque, & qu'il peut servir à fortifier de part & d'autre ses alliés. C'est cette réciprocité qui doit faire la sûreté de la République ; & pour intéresser les grandes Puissances à sa conservation, il faut qu'elle-même ne la néglige pas. *Toute constitution politique, qui, dans l'évidence du danger, est obligée d'attendre des ressources incertaines, est essentiellement vicieuse.* Voilà une très-judicieuse réflexion de Mr. MOREAU (*), & que l'histoire de tous les tems a vérifiée. A quoi les Polonois n'ont-ils pas été réduits, malgré l'intérêt que de grandes Puissances avoient que cet Etat ne fut pas démembré comme il l'a été ? Ainsi il n'est pas bien sûr qu'un peuple ambitieux, qui entreprendroit aujourd'hui de faire la conquête de la Hollande, ou celle de ses possessions dans les trois autres parties du monde, auroit immanquablement sur les bras les forces réunies des grandes Puissances de l'Europe.

POUR montrer un côté foible de la Hollande, on pourroit abuser encore du suffrage de *M. de Montesquieu*. Une expérience continue, dit-il, a pu faire connoître en Europe, qu'un Prince qui a un milion de sujets, ne peut sans se détruire lui-même, entretenir plus de dix mille hommes de troupes : il n'y a donc que les grandes nations qui aient des armées.

CETTE idée cessera d'être vraie dans notre Europe, si on ne la renferme pas dans un Etat qui n'a qu'un milion de sujets, & des richesses qu'en proportion de ce milion de sujets. Car il suivroit de là, que la Hollande qui n'a qu'environ deux millions de sujets, seroit depuis longtems détruite ; puisqu'au-lieu de dix mille hommes par milion de sujets, elle en a entretenu pendant plusieurs années jusques à quarante mille ; car elle a eu jusques à quatre-vingt mille hommes sur pied : indépendamment du grand nombre de matelots occupés pour cent vaisseaux de guerre, & huit ou neuf mille bâ-

ti-

(*) *Discours sur la Justice.* Un des meilleurs Ouvrages que la France ait produit.

timens de commerce. Si tous ces hommes étoient pris sur le fonds de la population nationale, elle seroit sans doute promptement épuisée, & la nation se détruirent elle-même. Mais c'est aujourd'hui le grand avantage des nations commerçantes & guerrières, que les richesses du commerce les mettent en état de soudoyer des troupes étrangères, d'entretenir de grandes armées, qui ne coutent rien ou fort peu à leur population, d'avoir même d'excellens Généraux étrangers, & d'établir la défense la plus solide avec les richesses du commerce. C'est par cette raison que celle de nos nations dont les richesses sont le plutôt épuisées par la guerre, est aussi celle qui est le plus obligée de rechercher la paix, & qui en reçoit les conditions désavantageuses.

ON pourroit enfin trouver une raison de faiblesse & de décadence dans la nature du Gouvernement, & prétendre qu'un Gouvernement Républicain est nécessairement divisé & bien plus propre à détruire les forces nationales, lorsque la République est parvenue à un état florissant, qu'à les conserver; que les intérêts personnels y dominent & qu'on leur sacrifie sans cesse l'intérêt général. *M. de Montesquieu* a rendu bien sensibles ces principes de la faiblesse de l'Etat Républicain. La tyrannie du Prince, dit-il, ne met pas un Etat plus près de sa ruine, que l'indifférence pour le bien commun n'y met une République. L'avantage d'un Etat libre est, que les revenus y soient mieux administrés. Mais lorsqu'ils le sont plus mal? L'avantage de l'Etat libre est, qu'il n'y a point de favoris; mais quand cela n'est pas? & qu'au lieu des amis & des parens du Prince, il faut faire la fortune des amis & des parens de tous ceux qui ont part au gouvernement, tout est perdu; les loix y sont éludées plus dangereusement qu'elles ne sont violées par un Prince, qui étant toujours le plus grand citoyen de l'Etat, a le plus d'intérêt à sa conservation.

Si M. de Montesquieu avoit porté ses observations en particulier sur le gouvernement de la République de Hollande, il auroit sans doute ajouté à cette observation générale, que ce gouvernement réunit dans sa constitution tous les avantages du gouvernement Républicain, avec ceux du gouvernement monarchique; que si tous ceux qui ont part au gouvernement, ont des amis & des parens dont il faut faire la fortune; ce gouvernement a un Chef dont la présence contient sans cesse les mouvements des intérêts personnels, & n'en laisse point craindre les abus; que ce Chef est le plus grand citoyen de l'Etat, & a, comme tel, sans être roi, sans être souverain, le plus d'intérêt à sa conservation, sans faire craindre la tyrannie d'un Prince. En effet le Stadhouder représente les fondateurs de la République; il est par son état

état le pere du peuple & de la patrie, le défenseur né de sa liberté & de ses droits; il ne peut porter dans les conseils & dans les délibérations du gouvernement d'autre intérêt, que l'intérêt de la nation, & cet intérêt dans les mains d'un Chef est trop respectable, pour laisser des portes ouvertes à ces abus, qui dans d'autres gouvernemens ne cessent de répandre des calamités sur le peuple, & d'afloiblir sa puissance. Toute la gloire & toute la prospérité personnelle de ce Chef éminent consistent à procurer le bonheur du peuple autant que peuvent le permettre les engagemens de la République; son pouvoir est assez grand pour atteindre à ce but: & telle est la constitution particulière de son état dans le gouvernement, qu'il a le bonheur de ne pouvoir avoir que ce seul objet d'ambition; que sa gloire est attachée à la prospérité de la nation, & sa propre conservation à celle de la République. Si donc l'indifférence pour le bien commun met une République près de sa ruine, cela ne doit pas arriver dans une République qui a un Chef éminent, qui par la constitution particulière de son état, n'a & ne peut avoir d'autre intérêt, que celui de veiller sans cesse aux intérêts de la République au dedans & au dehors.

UNE République sage, dit encore *M. de Montesquieu*, ne doit rien hazardez qui l'expose à la bonne ou à la mauvaise fortune; le seul bien auquel elle doit aspirer, c'est à la perpétuité de son état.

CE sont là certainement des maximes dictées par la sagesse la plus éclairée, & qui ne conviennent pas moins au Gouvernement monarchique, qu'à l'Etat républicain. Aucune puissance n'a mieux connu ni mieux mis en pratique cette maxime, que la République, puisqu'elle ne cherche pas à étendre les limites de son territoire. Mais dans l'agitation continue dans laquelle l'ambition entretient les nations voisines, quel est le Gouvernement qui soit maître de ne rien hazardez? Il peut ne pas entreprendre de s'agrandir & sacrifier quelquefois de petits intérêts à sa sûreté. Mais pourra-t-il se dispenser de hazardez la bonne ou la mauvaise fortune dans la nécessité d'une défense légitime?

TOUTE puissance, tout gouvernement doit aspirer à la perpétuité de son état. Ce doit être là l'ame & le but de tous les intérêts de détail, qui occupent le gouvernement au dedans & au dehors; de ses négociations, de ses traités d'alliance & de commerce, de la neutralité, de la guerre & de la paix.

LE commerce est le premier & le principal objet des intérêts de la Hollande.

lande: comme la source des richesses & de la puissance de la République, il attire la première & la principale attention du Gouvernement. On ne peut rien mettre sous ses yeux de plus intéressant que le tableau des différentes causes de son décroissement, la recherche des moyens d'en arrêter le cours, de fortifier & d'étendre les branches qui sont les moins précaires, ou qui sont propres à la République, & qui sont susceptibles d'accroissement, telle que le commerce d'Afrique, celui de l'Amérique, & celui des Indes-Orientalles.

DIRE que ce n'est point dans la gloire des armes que la République doit chercher son bonheur, que c'est dans la paix, & qu'elle ne doit pas avoir la vanité de s'insinuer dans les affaires de l'Europe: c'est présenter des vérités utiles. Mais assurer que la République peut se passer des alliances, ce serait mal connoître ses intérêts. C'est à l'aide des alliances que les Hollandais ont élevé leur commerce, & formé leur Etat: c'est à l'aide des Alliances que la République l'a soutenu, qu'elle doit le soutenir & le perpétuer; & ses alliances doivent s'étendre chez toutes les nations où son commerce peut atteindre. Son commerce comme le siège de ses grands intérêts, est le principal objet de ses négociations auprès des autres puissances. Non-seulement elle doit assurer partout la liberté de son commerce, mais encore conserver les priviléges qu'elle a acquis par des traités, ou en obtenir de nouveaux s'il se peut. C'est surtout cet intérêt qui doit tenir les yeux de la République toujours ouverts sur tous les mouvements des autres nations, & qui exige qu'elle entretienne des Ministres dans toutes les cours ainsi que des consuls dans les ports de mer de l'étranger; pour veiller à l'observation de ses traités de commerce. Il ne se fait presque point de mouvement en Europe, & dans les trois autres parties du monde, qui n'intéresse la République directement ou indirectement: il peut arriver même souvent que des intérêts indirects soient d'une extrême importance & tiennent infiniment à la conservation & à la perpétuité de son état.

C'EST un malheur que l'Europe n'a que trop éprouvé, que les nations ne s'y reposent pas longtems sur la foi des traités. Il semble en effet que jusqu'à nos jours les traités n'aient été que des courtes ou des longues très-veryes. On les rédige avec un art infini. Le grand nombre d'articles dont on les compose ordinairement, paroissent autant de loix que les Puissances s'imposent respectivement pour assurer à l'avenir leur bonne intelligence & leur bonne amitié; & des peuples que des guerres ont désolés, croient en effet que les Ministres respectifs ont pris de bonne foi toutes les précautions

tions nécessaires pour rendre à jamais la paix durable. Mais les passions des hommes ne permettent point que l'équité naturelle mette pour toujours sur ces traités le sceau de son autorité. La nécessité seule les dicte, & l'intérêt les détruit à la première occasion. Car il y a peu d'articles dans lesquels on ne trouve des raisons ou des prétextes de nouvelles querelles: en sorte qu'aucune de nos nations modernes ne peut fortir d'un état de guerre. Des événemens nouveaux font d'ailleurs changer de tems en tems le Système politique de l'Europe, font naître de nouveaux intérêts qui effacent les anciens, & rendent variables toutes les loix que les nations s'étoient anciennement imposées. Il survient alors des momens que la plus profonde politique n'a pu prévoir, où il devient très difficile pour la République de protéger son commerce, & où ses intérêts semblent se contredire & devenir une matière très-compliquée. Cependant malgré l'instabilité des traités, la politique veut qu'on s'en occupe sans cesse; car c'est précisément cette instabilité qui tient ses yeux toujours ouverts, & qui rend sa prévoyance si nécessaire & si difficile.

GUILLAUME I. ne prévoyoit pas, lorsqu'il ordonna à son fils *Maurice*, de maintenir sur toutes les choses avec soin & respect les alliances du Roi de France & du Roi d'Angleterre, & de n'entendre jamais à aucun accommodement avec l'Espagne, que l'Espagne reconnoitroit bientôt la Souveraineté de la République par un traité solennel; que *Cromwel* après avoir détrôné son Roi, gouverneroit despotiquement l'Angleterre sous le nom de Protecteur; qu'il employeroit tour-à-tour les négociations & la force des armes, pour faire de la République une Province de l'Angleterre; que ne pouvant détruire ce respectable monument de la gloire de ce Prince, il s'efforceroit de le dégrader en faisant insérer dans un traité, l'abrogation du Stadhouderat; & qu'en même tems le Parlement interdirroit pour toujours par un acte, presque tout commerce aux Hollandais en Angleterre; que les Anglois seroient incessamment les plus dangereux rivaux du commerce de la République, & conséquemment de sa puissance & de sa prospérité. Ce Prince pouvoit peut-être bien moins prévoir encore l'Edit perpétuel; qu'on parviendroit à faire abroger par cet acte illégal la loi fondamentale de la prospérité des peuples, & le principal soutien de la force de la République: qu'en 1672, le Roi de France viendroit à la tête d'une armée de plus de cent mille hommes faire rapidement la conquête de plusieurs Provinces, & mettre la République à deux doigts de sa perte; que les maux des peuples seroient revivre la loi du Stadhouderat en faveur de Guillaume III. son arrière-petit-fils; que ce jeune Prince seroit le restaurateur de la République dont

il étoit le fondateur & le législateur, & qu'enfin ce même Guillaume III, par une révolution tranquille, espèce de prodige en Angleterre, feroit élevé à la couronne de la Grande-Bretagne, & que ce Prince que Cromwel avoit fait exclure du Stadhouderat par un traité secret, feroit paisiblement en même tems Roi d'Angleterre & Stadhouder de la République.

Tous ces événemens jettèrent un voile sur les intérêts de la République, qui n'est peut-être pas encore entièrement levé. L'amour tendre des sept Provinces pour leur restaurateur, le leur fit voir avec joie sur le trône de la Grande-Bretagne, & les empêcha d'apercevoir que le Stadhouder appartient tout entier à la République, dont l'intérêt ne permet point de partage. L'avènement de Guillaume à la couronne d'Angleterre fut un accident arrivé au Stadhouderat, imprévu par la loi, & dont on ne doit pas craindre le retour ; accident facheux cependant, & qui ne donna à la République qu'un éclat éphémère & une fausse prospérité.

Louis XIV. fit bien moins de mal à la République en 1672., par son occupation momentanée de quelques Provinces, qu'il n'en fit à la France par la haine qu'il fit naître contre la France généralement dans les coeurs de tous les Hollandois, dont il reste encore des traces. Cette conquête fut également malheureuse pour la France & pour la République. Elle jeta dans le gouvernement de la République les fondemens de cette défiance éternelle, qu'il y a eu depuis dans les négociations de la France, & donna à la France au - lieu d'un allié naturel & souvent nécessaire, un ennemi dangereux. La République ne vit plus dès ce moment la France, que comme une Puissance ambitieuse, qui vouloit étendre sa domination, & reculer les limites de son empire aux dépens de ses voisins. Elle sembla oublier pour toujours, & les services importans que la France lui avoit rendus, & que la France est la nation dont l'alliance peut le plus contribuer à rendre son commerce florissant.

D'un autre côté, l'avènement de Guillaume III. au trône de la Grande-Bretagne, unissant en sa personne le Stadhouderat & la couronne d'Angleterre, donna naturellement à la République pour alliée l'Angleterre, & l'obligea même à préférer cette Alliance à celle de la France, dont la République n'avoit certainement pas tiré de grands avantages : car à en juger par les Lettres de d'Estrades, le Ministère de France sous Louis XIV. ne se servit de l'alliance des Hollandois, que pour porter la République à satisfaire aux prétentions que les Alliés de la France formoient à la charge de la République. D'ailleurs la France a-t-elle bien consulté ses intérêts, en prenant parti pour de

de Wit contre la Maison d'Orange? Ce n'étoit pas assurément au Stadhouder qu'elle pouvoit faire des reproches sur la paix de Munster. Qu'on parcoure tous les événemens arrivés depuis la fondation de la République, jusqu'à l'époque qui la nécessitât de recourir à Guillaume III., on ne trouvera pas que la France ait eu le moindre sujet de mécontentement contre la Maison d'Orange. Par quel motif cette couronne a-t-elle donc pu se porter à nuire à cette maison? & par quel motif a-t-elle pu suivre un système, qui ne pouvoit tenir la République dans ses intérêts que par un état forcé: puisque ce système devoit absolument lui aliéner le cœur de la Nation, toujours affectionnée à la maison d'Orange, malgré les efforts qu'on a fait pour le lui faire perdre. Si l'Angleterre a su se prévaloir de cette situation pour étendre son commerce, accroître sa puissance, & s'emparer enfin de l'empire de la mer; si la Hollande après la guerre terminée par la paix de Ryswyk, a été entraînée dans la guerre de succession & dans celle de 1741; si les dépenses de ces guerres l'ont obligée de faire de nouveaux emprunts, qui l'ont mise dans la nécessité de surcharger encore les peuples d'impôts; peut-on se dissimuler que ce sont là encore des suites du système politique que *de Witt* a fait adopter au ministère de France? Si la France avoit moins temporisé à remplir ses engagemens lors de la guerre de la République contre Charles II; si elle avoit montré des sentimens moins préjudiciables à la maison d'Orange; si elle avoit conservé aux Hollandois les avantages de leur commerce en France, la République n'auroit vraisemblablement pas été mise dans la nécessité de prendre des engagemens, qui ensuite l'ont obligée d'afflister ses Alliés; & de prendre part aux guerres contre la France, qui ont encore augmenté les charges & les dettes de l'Etat; car jamais Puissance ne fut plus pacifique que la Hollande.

Nous avons remarqué que l'accroissement successif des impôts, & la nécessité de faire des emprunts ont concouru plus que toute autre cause à faire décroître le commerce de la Hollande. C'est là une suite inévitable, surtout des emprunts: parce qu'une paix ne mortifie pas les dettes de l'Etat. Tous les avantages d'une guerre heureuse ne bonifient pas les désavantages que l'Etat en souffre. Les peuples sont moins heureux & l'Etat s'est affaibli. C'est toujours là le résultat inévitable de l'usage des emprunts. C'est là peut-être l'un des fléaux de la guerre moderne, qui répand le plus de calamités, en ce qu'il affecte tous les peuples dans un détail infini & plusieurs générations. La politique qui de nos jours a trouvé l'art de soutenir la guerre par l'usage du crédit, ne pouvoit produire un art plus funeste à l'humanité. L'état de foiblesse qui est résulté nécessairement de l'excès des impôts, a été moins sensible, parce que les autres nations se sont données ce

même désavantage. Mais en accordant que par cette espèce d'affaiblissement des autres nations, la République se trouve dans la balance avec la même somme de forces relatives qu'elle avoit autrefois; il doit paroître très- difficile de prévoir le meilleur usage qu'elle en peut faire au dehors pour perpétuer son état.

POMPÉE disoit au Roi des Parthes, que la frontière d'une République sage est la justice. Tout seroit dit dans notre politique moderne, si ce sentiment animoit toutes les nations. Mais c'est malheureusement pour le repos de l'humanité, la pointe de la lance, comme le disoit Agésilas, qui est la limite des Etats: & c'est cette limite qui doit sans cesse exercer les observations & la prévoyance de la République.

LA Hollande a comme les autres nations un territoire protégé par des places fortes. Mais sa puissance territoriale est fort bornée, & son territoire n'est important que considéré comme le siège d'un autre empire, qui n'a de limites que celles du droit naturel. Cet empire consiste dans l'industrie nationale, qui recueille ses fruits chez toutes les nations, & qui a donné à l'Etat des établissements & des Colonies en Afrique & dans les deux Indes. C'est la liberté de cette industrie, qui est l'objet des alliances, & la mesure de l'intérêt de la République dans les mouvements des autres nations de l'Europe. C'est là ce qui rend sa puissance précaire, c'est-à-dire, dépendante de la jalouſie, de l'inquiétude, de l'ambition des autres nations, & des guerres même qu'elles peuvent avoir entre elles.

L'AMBITION qui ne recherche l'agrandissement que par l'industrie, & cette ambition est aujourd'hui assez générale, n'est pour la politique du gouvernement qu'un objet d'observation, qui doit animer son attention à conserver & à accroître la sienne; les soins d'une administration éclairée ne doivent point laisser craindre à la République de rien perdre par cette voie paisible de ses forces & de sa prospérité. Il n'en est pas de même de l'ambition qui cherche l'agrandissement, soit par un arrondissement de ses Etats, soit dans l'empire de la mer, & dans les conquêtes de commerce. La première tend à détruire l'égalité qui fait la première loi entre les Nations. La seconde tend à resserrer les limites de l'industrie nationale par la destruction de la liberté du commerce en Europe, en Afrique, & dans les deux Indes.

Pour perpétuer son état, la République doit non-seulement conserver en Europe

Europe sa pêche de la baleine, celle du harang aux côtes de la Grande-Bretagne, la liberté de la navigation du Rhin, du Weser, de l'Elbe & de toutes les mers de l'Europe; mais aussi les priviléges & toute la faveur, que lui donnent ses traités chez toutes les nations du Nord & du Midi. Il lui est bien plus important encore de conserver la liberté du commerce d'Afrique, ses Colonies de l'Amérique avec leur commerce exclusif, & tous ses établissements dans les Indes-Orientales, avec la liberté du commerce d'Inde en Inde. Plus l'industrie Européenne fait de progrès, plus ces trois branches deviennent précieuses à la Hollande. Tels sont les intérêts directs & les plus importants de la République dans les mouvements & la marche politique des autres nations de l'Europe.

La République a un intérêt moins direct, quoique très-sensible, à ce qu'aucune nation Européenne ne devienne trop puissante soit en Europe soit dans les Indes-Orientales, & en Amérique, parce qu'il lui importe qu'aucune nation n'impose la loi aux autres; attendu que par là elle perdroit l'avantage que la liberté du commerce doit lui donner, & qui fait son unique ressource. La République a intérêt que toutes les nations se maintiennent aux Indes dans le commerce exclusif qu'elles se sont données par leurs établissements respectifs, & par les traités. Indépendamment de ce qu'une trop grande supériorité de forces dans les mains d'une nation ambitieuse doit faire craindre à la République pour sa liberté, cette supériorité de forces pourroit lui faire perdre ses possessions aux Indes-Orientales & Occidentales avec plus de facilité encore qu'elle ne les a conquises. La prospérité des Colonies François & Espagnoles lui est cependant moins désavantageuse que celle des Colonies Angloises, parce que la Hollande a su faire des retours, que la France & l'Espagne retirent de leurs Colonies, l'une des principales branches de son commerce en Europe, en les attirant pour la plus grande partie dans les magasins de ses négocians.

Ce n'est que par la balance du pouvoir en Afrique & dans les deux Indes, qu'on peut soutenir en Europe l'équilibre du commerce; & aucune nation n'a autant d'intérêt, que la Hollande, dans l'entretien de cet équilibre.

Mais qui pourroit assurer que par l'événement d'une nouvelle guerre, cette balance du pouvoir en Afrique & dans les deux Indes, dont dépend l'équilibre du commerce en Europe si nécessaire à la prospérité de la République, restera dans l'état même où elle est actuellement? car quoique cette balance soit à présent très-inégale, il seroit peut-être très-heureux de pouvoir l'entretenir telle qu'elle est.

Le premier moyen de soutenir cette balance, qu'il est bien facile de faire, parce que c'est le premier que présente ici l'intérêt de la République ; c'est d'entretenir la paix entre les puissances de l'Europe. Car les avantages éphémères qu'une guerre entre quelques Nations étrangères donne à la Hollande, ne sont pas assez solides pour les préférer à une tranquilité générale. Ce seroit le moyen le plus sûr de perpétuer son état, si le Gouvernement pouvoit se promettre cet heureux fruit de ses Négociations. Mais après en avoir épuisé les ressources, sa politique doit prévoir l'événement de la guerre, & le parti que la République doit prendre alors pour conserver sa prospérité.

DANS l'événement d'une guerre, le parti de la neutralité frappe à-peu-près également tout le monde. Mais ces hommes au-dessus du vulgaire qui ont part à l'administration, qui instruits par état des affaires publiques de l'Europe, savent lever le voile qui en couvre les ressorts secrets, ces Ministres doublement éclairés par leur expérience & par l'excellence de leur jugement, pénètrent autant qu'il est possible dans l'avenir, & présent avec une prudence raisonnée les avantages & les désavantages de la neutralité sur tous les événemens possibles ; ils les calculent même sur les événemens incertains, en supposant que la force étrangère laisse au gouvernement la liberté du choix. Dans ce cas-là même on peut trouver de si grands désavantages dans le parti de la neutralité, que celui de la guerre paroisse préférable, & le soit en effet.

LA République n'a encore éprouvé qu'une seule fois l'état d'une neutralité constante pendant une assez longue guerre de terre & de mer, qui est la dernière guerre : car il ne faut pas regarder comme une situation bien intéressante, celle où elle se trouva pendant la guerre de 1733., qui ne dura qu'un moment, & qui ne donnant point atteinte à sa barrière, ni à la liberté de la mer, ne pouvoit lui causer aucune inquiétude.

C'EST dans une guerre, telle que la dernière, c'est lorsque le territoire de la République est entourré des armées des nations belligérantes ; lorsque leurs flottes s'attaquent dans toutes les mers, & qu'elles se livrent des combats & font des sièges en Afrique, en Amérique & dans les Indes-Orientales ; qu'il faut peser les avantages & les désavantages de la neutralité : & l'une des meilleures méthodes à suivre pour les calculer, si le malheur de l'Europe faisoit renaitre la nécessité d'une nouvelle guerre semblable à la dernière, ce seroit, après avoir calculé les forces actuelles & respectives des puissances belligérantes, d'observer avec exactitude le résultat pour les intérêts de la

la République, de sa neutralité pendant la dernière guerre. Ce résultat donnera une idée à peu près juste de ce que la République peut attendre d'une nouvelle neutralité, d'intéressant pour la conservation de sa puissance relative & de son commerce.

La Hollande a fait presque seule pendant six ans tout le commerce de la France, surtout celui de l'Afrique & de l'Amérique, qui est par lui-même un objet immense, & l'a fait avec un accroissement de bénéfices de cent & souvent de plus de deux cent pour cent; bénéfices qui sont le malheureux fruit des entraves que la guerre met à ce commerce, qui tombe à la charge des propriétaires & des consommateurs. Quelques négocians de la Hollande s'en sont enrichis malgré la perte d'un grand nombre de leurs vaisseaux enlevés par les Anglois, qu'on a estimée plus de cent millions. Mais ces richesses que les autres nations ont peut-être vues avec trop de jalousie, ont été concentrées dans deux villes, Amsterdam & Rotterdam, & parmi le petit nombre de Négocians de ces deux villes qui se sont livrés au commerce des colonies François. Des richesses ainsi concentrées, ne peuvent influer que fort peu sur celles de la République. Les avantages de la neutralité consistent bien plus dans la continuation du cours général du commerce, dans les avantages de l'économie, dans les finances de l'Etat, & dans la conservation de l'industrie & de la population, que dans les bénéfices momentanés pour quelques négocians d'une branche de commerce, qui n'est point le commerce naturel de la nation. C'est l'interruption du commerce général, qui est pour la République l'un des plus grands fléaux de la guerre, parce que pendant qu'elle s'affoiblit d'un côté par des dépenses extraordinaires; de l'autre elle s'affoiblit encore par la cessation du commerce, qui est la source où elle doit puiser ses dépenses. La République est alors dans la même situation où se trouveroit une nation agricole, dont on ravage les moissons, & qu'on prive de la liberté de cultiver ses terres.

ON peut embellir ou exagérer les avantages de la neutralité, mais on ne fauroit en voir d'autres; & les avantages peuvent être balancés par des désavantages infinis dans une nouvelle guerre. On pourroit même mettre en question, si la République n'a pas reçu plus de préjudice que d'utilité, de sa neutralité pendant la dernière guerre?

IL est certain que si son intérêt n'exigeoit pas qu'elle se déclarât, il demandoit tout au moins une neutralité armée, soutenue par des armemens de

terre & de mer, & qu'elle déployât des forces capables de faire respecter sa neutralité, son territoire & son pavillon, par les nations en guerre. Les atteintes données à sa neutralité, & les prises irrégulières & injustes de ses vaisseaux, ont presque fait oublier qu'elle a soutenu seule tous les efforts de l'Angleterre sous *Cromwel*; qu'elle a secouru le Roi de Dannemarck assiégié dans Coppenhague par le Roi de Suède Charles X., que sa flotte commandée par l'Amiral Obdam battit la flotte Suédoise & délivra Coppenhague; qu'elle soutint encore seule avec succès les forces de l'Angleterre sous Charles II. réunies avec les forces maritimes de Louis XIV.; qu'elle devint l'arbitre des Couronnes en 1668.; qu'elle obligea Louis XIV. de faire la paix avec l'Espagne, & qu'enfin jusqu'à la dernière guerre, elle a été l'une des principales parties dans les affaires de l'Europe.

ON ne prétend point retracer ici le tableau d'une ancienne gloire pour flater l'amour-propre des citoyens: quand on parle à des Républicains, on ne parle pas à la vanité des hommes. On ne rappelle ces faits qu'on cite tous les jours comme les époques de l'état florissant auquel la République s'étoit élevée, que pour observer qu'il lui importe infiniment de soutenir son ancienne réputation. L'opinion générale qu'elle s'est affoiblie; qu'elle est déchue de son ancienne splendeur, quoiqu'elle possède toujours à-peu-près la même somme de richesses relatives, est une sorte d'affaiblissement: & ça été peut-être par cette seule raison, une grande faute qu'a fait le gouvernement, durant la dernière guerre, de n'avoir pas déployé les forces de la République pour faire respecter sa neutralité.

» Nos Ancêtres (c'est ainsi qu'ont parlé Madame la Princesse-Gouvernante & le Conseil-d'Etat en 1757 aux Etats-généraux) ont eu pour maxime, que la République ne peut subsister ni se maintenir sans *Alliances*, sans *Troupes*, sans *Frontières* & sans *Flotte*; & cette maxime est établie sur des fondemens d'une si grande évidence, que ce seroit abuser de l'attention de Vos Hautes-Puissances si on s'arrêtroit à la prouver.

» UN Etat en effet, entouré de puissants voisins auxquels il est inférieur en forces, n'a rien qui le rassure contre les entreprises que l'on peut former pour sa ruine, s'il n'est fondé à s'assurer d'avance qu'en cas de besoin les secours d'une autre Puissance ne lui manqueront pas. S'il est attaqué, il ne peut résister à un ennemi plus puissant que lui, du moins il ne peut lui résister à la longue, à moins qu'il ne soit secouru. Mais sur quoi

„ sera fondé cet espoir d'être secouru, à quel titre pourra-t-on se promettre l'assistance d'autrui, si ce n'est en vertu de ses *Alliances*? pour ne pas dire que, sans *Alliances*, l'on ne peut conserver l'équilibre entre les principales Puissances de *l'Europe*, entant au moins qu'il est au pouvoir des hommes de le conserver, cet équilibre auquel s'intéressa toujours la République, & quelquefois même au delà de ses forces.

„ Les Alliances ne peuvent pourtant rassurer un Etat, si en même tems
„ il n'a un état militaire suffisant pour résister au moins à une première
„ attaque. Celui qui par lui-même ne peut absolument rien pour sa dé-
„ fense, court grand risque que ses Alliés ne s'empresseront guères à s'ex-
„ poser pour lui. D'ailleurs il est rare que le secours soit aussi prompt &
„ aussi présent que l'est le danger; & dès que l'on se trouve hors d'état de re-
„ pousser une première attaque, il est fort à craindre qu'un secours quel qu'il
„ soit, ne vienne trop tard. En effet se figurer un Etat sans défense, & qui
„ cependant veut se procurer des Alliés, c'est supposer une chose à peine possi-
„ ble. Celui qui est sans défense, se trouve dans l'impossibilité de prêter du
„ secours aux autres, & sans l'espoir d'une assistance réciproque, personne ne
„ s'engagera légèrement à secourir son voisin. Mais en supposant même,
„ que le secours soit toujours prêt, & que l'on puisse s'en tenir assuré, il fau-
„ dra toujours qu'un Etat sans défense, & qui n'existe que par le secours d'autrui,
„ perde naturellement son indépendance, & se gouverne suivant le bon-
„ plaisir de celui qui le protège. Un Etat, qui n'a qu'un territoir borné &
„ de peu d'étendue, doit surtout avoir des Frontières; & il faut ici entendre
„ par là, des Places fortifiées sur les confins, & bien pourvues de tout ce
„ qui est nécessaire à la défense. C'est par les Fortifications, les Retran-
„ chemens, les Inondations & autres moyens semblables, qu'un ennemi,
„ après le gain d'une bataille, se trouve arrêté, & qu'on l'empêche de pénétrer
„ dans le coeur d'un pays, qui, faute de pareilles Fortifications, seroit
„ d'abord conquis. Une Place forte bien approvisionnée, pourvue d'une
„ bonne garnison, & vaillamment défendue, peut arrêter longtems une ar-
„ mée entière, & faire gagner du tems afin de délibérer mûrement sur les
„ mesures à prendre pour une plus longue résistance, & pour demander & at-
„ tendre le secours des Alliés. C'est là une vérité si palpable, que l'on a cru
„ qu'une Barrière éloignée contre la France, outre celle qui servoit ancien-
„ nement de rempart à cet Etat, méritoit bien que l'on fit les derniers efforts
„ pour l'obtenir.

„ **U**NE Flotte n'est pas moins nécessaire à cette République. La mer
Cc 2 „ est

» est la Frontière de ses principales Provinces. La mer est la source de la
 » prospérité de leurs Habitans; c'est là qu'il faut trouver les moyens de sou-
 » tenir les Finances, & de se procurer tout ce à quoi l'argent est nécessaire.
 » Mais cette Frontière ne peut être assurée contre un ennemi que par une
 » Flotte, & ce n'est qu'au moyen de Vaisseaux de guerre que l'on peut ga-
 » rantir la Navigation de toute insulte.

» **I**L seroit superflus d'insister plus longtems sur une maxime, qui n'a
 » pas besoin d'être prouvée avec plus d'étendue. Si cependant quelqu'un
 » pensoit que la République peut se soutenir sans Alliances, sans Troupes,
 » sans Frontières & sans Flotte, il faudroit pour cela qu'il se flattât que
 » la jaloufie d'une Puissance contre une autre Puissance, qui voudroit con-
 » querir la République, la mettroit à couvert de ce danger, & armeroit au
 » besoin l'une de ces Puissances contre l'autre pour empêcher cette conquê-
 » te. Foible espérance cependant! L'éloignement des secours nécessaires
 » qui ne sont pas toujours prêts à tems, l'idée que le danger n'est pas si
 » pressant, un mécontentement pris contre la République, la crainte de s'at-
 » tirer le ressentiment de l'Agresseur, sont autant de motifs propres à faire
 » évanouir cette espérance. Mais il y a plus. Un Agresseur, qui a pru-
 » demment formé son plan, faura donner d'un autre côté tant d'occupa-
 » tions à celui dont l'intérêt sembleroit être de secourir la République, qu'il
 » en perdra l'envie & le pouvoir de se mêler des affaires d'autrui, & qu'il
 » trouvera assez d'occupation à se tirer lui-même d'embarras. En tout cas
 » c'est là une espérance qui, si l'on s'y trouvoit reduit, expose un Etat
 » d'une petite étendue à être ruiné à la fois par l'Ennemi & l'Ami, & à
 » être ensuite partagé entre eux."

M. DE VOLTAIRE après avoir apprisé la puissance de la République, lui assigne la place qu'elle devoit occuper dans la guerre de 1741. A tant d'Ennemis, dit-il, se joignoit cette République formée sur le commerce, sur le travail & sur les armes: cet Etat qui toujours prêt d'être submergé par la mer, subsiste en dépit d'elle & la fait servir à sa grandeur; Répu-
 blique supérieure à celle de Carthage, parce qu'avec cent fois moins de territoire, elle a eu les mêmes richesses; ce peuple haïssoit ses anciens protecteurs, & servoit la maison de ses anciens oppresseurs: ce peuple autrefois le rival & le vainqueur de l'Angleterre sur les mers, se jettoit dans les bras de ceux-mêmes qui ont affoibli son commerce, & refusoit l'alliance & la protection de ceux par qui son commerce florissoit. Rien ne l'engageoit dans

la querelle. Il pouvoit jouir de la gloire d'être médiateur entre les maisons de France & d'Autriche, entre l'Espagne & l'Angleterre (a).

RAISONNER d'après l'événement, ce n'est pas assurément raisonner très-juste. D'ailleurs si dans les cabinets des Princes, on se permet souvent de se déterminer sur des motifs d'intérêt, quand on a pris des engagemens par des traités, il ne s'ensuit pas que la République en doive agir de même. „ Mais, „ ajoute M. de Voltaire, la défiance l'aveugla, & ses propres erreurs l'ont „ perdue.”

Si la barrière n'avoit point existé, la République n'eût sans doute pas pris le parti de rompre la neutralité; elle eût été sans obligation sans intérêt dans cette guerre, du moins sans un intérêt direct & sensible. Mais sa barrière attaquée & détruite, étoit-elle aveuglée, étoit-elle dans l'erreur, lorsqu'elle rompit enfin la neutralité? On pourroit peut-être bien plutôt lui reprocher de n'avoir pas opposé d'abord une assez vigoureuse défense aux armées de France dans les Provinces autrichiennes.

LE mal que la France fit alors à la Hollande; & celui que la Hollande fit à la France dans la guerre terminée par le traité d'Utrecht, ont eu pour cause les erreurs des hommes, parce que les nations sont gouvernées par des hommes. On la voit cette cause si nuisible aux deux nations, dans l'invasion que Louis XIV. fit de quelques provinces de la République en 1672; ce fut là ce qui entraîna la République dans toutes les confédérations & dans toutes les guerres où l'Angleterre & la Maison d'Autriche voulurent l'engager & cela devoit tout naturellement produire cet effet.

ON a répété mille fois ce que le Prince d'Orange Frédéric-Henri disoit au comte d'Estrades, que *la République se croiroit invincible, si les armées du Roi de France & celles de Messieurs les Etats pouvoient quelque jour n'avoir qu'un même ennemi*; & ce que disoit Guillaume III. que *lorsque la France sera à la République ce qu'elle étoit du temps de Henri IV., la République sera à la France ce qu'elle étoit dans ce temps-là*. Si le Gouvernement François eût aussi bien connu les intérêts de la France avant les guerres qu'il lui donna contre la Hollande, que ces Princes connoissoient ceux de la Hollande, il est certain que la République ne se seroit jamais détachée de son alliance avec la France, qu'elle auroit toujours regardé comme un Allié naturel & nécessaire: &

la

(a) Panégyrique de Louis XV.

la France ne perdant point la confiance d'une puissance prépondérante, auroit facilement contenu la marine & le commerce de la nation rivale dans de justes limites. La Hollande auroit été neutre dans la guerre de succession, qui fit naître l'idée de la barrière; à plus forte raison elle n'auroit pas songé à rompre sa neutralité dans la guerre de 1741; parce que la barrière n'ayant jamais existé, la République auroit été véritablement sans intérêt dans cette guerre. Ainsi au lieu de contracter des dettes immenses pour soutenir toutes ces guerres, d'affoiblir son commerce & d'altérer le bien-être de ses peuples, elle auroit pu être dans toutes les guerres de Louis XIV. & dans celles de Louis XV., l'arbitre des couronnes. Mais la France l'ayant mise dans un état de guerre par l'invasion de 1672., l'a obligée de perpétuer cet état de guerre par l'intérêt de la barrière, & l'a forcée de concourrir par ses alliances, par ses forces & par son crédit à l'élévation de la marine & du commerce de l'Angleterre, nation également rivale du commerce de la France & de celui de la Hollande. Ce n'est donc point dans l'esprit du Gouvernement de la République, qu'il faut chercher la cause de la défiance & des erreurs, que M. de Voltaire lui impute dans la guerre de 1741.

LA neutralité de la République pendant la dernière guerre prouve bien qu'elle n'est point une puissance ambitieuse, ni une nation naturellement ennemie de la France. Jamais aucune guerre ne lui a présenté tant de facilités pour abaisser la France & faire des conquêtes. Ce n'est point l'esprit de son Gouvernement. La République a toujours été fidèle dans ses engagements, & n'est jamais entrée en guerre avec aucune nation par un esprit de vengeance, de jalouse ou de conquête. Mais on peut lui reprocher peut-être de n'avoir pas soutenu pendant la dernière guerre sa neutralité par des armemens dignes de sa puissance; d'avoir permis à l'Angleterre de prendre une si prodigieuse supériorité dans l'empire de la mer & du commerce, & de ne s'être pas rendue, comme elle le pouvoit dès 1757 ou 1758. l'arbitre des couronnes. Car il lui étoit facile alors de les engager à faire une paix juste, & peut-être par cette seule raison plus durable que celle qui a été faite ensuite. Nous pouvons encore citer ici l'autorité la plus respectable que les Annales d'une Nation puissent fournir.

Voici comme Madame la Princesse-Gouvernante & le Conseil-d'Etat se sont énoncés aux Etats-Généraux en 1757.

„ **LES Troupes** des Etats se montent à trente-trois mille hommes, nombre qui en tems de paix (déduction faite de ce qu'il en faut réserver pour „ le

„ le maintien de l'autorité politique) peut tout au plus suffire à fournir une garnison médiocre à tant de Places frontières ; mais qui aussi ne laisse rien de reste pour des cas imprévus, bien moins pour des tems critiques, soit pour mettre une Place ou deux à l'abri d'une attaque, soit pour rassembler un corps, qui pourroit être très-nécessaire pour couvrir une Frontière dégarnie.

„ DANS les tems même de la plus profonde paix la République perd sa considération & son influence chez l'Etranger, lorsqu'elle fait une trop forte réduction dans ses troupes; article bien plus étroitement lié, qu'on ne le croit peut-être, à la conservation de son repos & de son bien-être, & que vérifia toujours l'expérience de tous les tems. Que l'on se rappelle simplement (pour ne pas remonter plus haut) les réductions que l'on fit après la Paix d'Utrecht contre l'avis des Généraux & malgré les représentations du Conseil-d'Etat. L'on a observé plus d'une fois que, si la République s'étoit conservée alors dans une posture plus respectable, l'Ostroï accordé en 1722. par l'Empereur pour l'établissement de la Compagnie d'Ostende, & dont l'effet n'a pu être arrêté que par la garantie de la Pragmatique-sanction, n'auroit probablement pas eu lieu. Et pourquoi n'ajouteroit-on pas qu'il est très-vraisemblable que les dernières négociations pour l'exécution du Traité de Barrière auroient eu un succès plus heureux si, après la Paix d'Aix-la-Chapelle, la République avoit pu conserver un plus grand nombre de Troupes.

„ MAIS Vos Hautes-Puissances ont elles-mêmes plus d'une fois déclaré que, de l'avis des Généraux les plus habiles & les plus expérimentés, un nombre de cinquante mille hommes, même en tems de paix, n'étoit pas trop grand pour la sûreté de la République. L'on peut consulter là-dessus les Lettres que Vos Hautes-Puissances ont écrites aux Seigneurs Etats des Provinces respectives le 4. Juillet 1727. & aux Seigneurs Etats de Hol- lande & de West-Frise le 28. Avril 1733. Et en 1736. lorsque l'on étoit fondé à espérer que le repos & la paix alloient être rétablis par toute l'Europe, les dits Etats de Hollande insistant sur la diminution de l'armée, qui par l'augmentation de 1727. avait été portée au-delà de cinquante mille hommes, ne firent point difficulté de déclarer, en donnant leur avis, qu'il ne manquoit point de raisons pressantes, tant pour la gloire que, principalement, pour la sûreté & la défense de l'Etat, de conserver toutes les Troupes sur pié. Et par la réduction, arrêtée en conséquence par Vos Hautes-Puissances le 4. Juin 1736. le total des Troupes demeura fixé à plus de quarante mille hommes, ainsi qu'il le fut toujours depuis jusqu'à la nouvelle aug-
men-

» tentation de 1741. Mais ce qui mérite encore plus d'entrer en considération, c'est que la dite résolution pour la réduction des Troupes ne fut prise qu'en 1736. quoique dès l'année 1732. Vos Hautes-Puissances, en accédant au Traité de Vienne de l'année précédente, se fussent accommodées avec l'Empereur, & quoique Vos Hautes-Puissances, relativement à la guerre, qui s'étoit allumée en 1733. pour la succession au Trône de Pologne, eussent fait avec la France une Convention de Neutralité, par laquelle sa Majesté Très-Chrétienne déclaroit qu'elle n'attaqueroit point les Pays Bas Autrichiens, Vos Hautes-Puissances promettant de leur côté de ne point prendre part aux affaires de la Pologne, ni aux différends que cette affaire avoit causés ou qu'elle pourroit causer par la suite.

» IL s'en faut donc de beaucoup que l'armée de l'Etat soit actuellement aussi forte, que l'on a cru autrefois qu'elle devoit l'être régulièrement, ou même aussi forte qu'elle l'a été après la neutralité de 1733. Elle est même beaucoup plus faible qu'elle ne l'a été depuis la Réduction de 1736. jusqu'à l'Augmentation de 1741. La seule chose que l'on puisse avancer en faveur de cette diminution, c'est qu'actuellement il n'y a dans les Places de Barrière (la Ville & le Château de Namur exceptés) qu'autant de garnison qu'il en faut précisément, pour ne point paroître renoncer à un droit, que la République a si chérement acheté. Mais c'est là un avantage funeste, & qui d'ailleurs seroit encore médiocre, quand même la garnison de Namur seroit aussi forte qu'elle devroit l'être.

» QUE les Confédérés se demandent actuellement à eux-mêmes si la République, dans les tems présents, est en sûreté avec trente-trois mille hommes, ou si en se reposant sur ce nombre elle ne s'expose pas à quelque danger.

» SON Altesse Royale & le Conseil ne s'attendent pas que quelqu'un réponde au premier membre de cette question alternative par un oui franc & net. Si l'on a cru qu'un nombre de cinquante mille hommes ou environ n'étoit pas trop grand en quelque tems que ce fut, il leur paroît que ce même nombre n'est pas moins nécessaire dans un tems, où l'on voit que non-seulement les principaux Princes de l'Europe ont sur pied de nombreuses armées, mais que même une double guerre s'est allumée entre eux; que les Alliés naturels de l'Etat sont chacun séparément engagés dans ces guerres respectives comme parties principales, & que chacun d'eux en » par.

„ particulier se croit en droit de réclamer l'exécution des Traitéz qui subsistent entre eux & Vos Hautes Puissances; que les Places de Barrières sont ouvertes, & que les Pays- Bas Autrichiens, ce boulevard de notre République, sont dégarnis de Troupes; que le Territoire de l'Etat est entouré des Territoires des Puissances belligérantes, & qu'on a plutôt lieu de s'étonner que la guerre n'ait point encore été portée sur les Frontières de la République, que de se flatter qu'elle en demeurera éloignée, & enfin que jusqu'à présent il n'y a pas le moindre espoir qu'il se fasse un accommodement.

„ Son Altesse & le Conseil ne s'attendent qu'à une seule objection, celle du mauvais état où se trouvent les finances; & c'est bien à regret qu'ils sont obligés d'avouer que c'est là ce qui augmente leur embarras. Mais de deux maux il faut choisir le moindre. Il ne s'agit que de savoir si l'on n'auroit point à se reprocher d'avoir laissé périr la République, parce qu'on n'avoit pu se résoudre à charger les Finances plus qu'elles ne l'étoient déjà, & à exiger des fidèles habitans, que l'on doit supposer s'intéresser à la conservation du Pays & à la leur propre, qu'ils fournissent ce qui est indispensablement nécessaire à leur sûreté. C'est d'après l'idée que l'on se forme de cette affaire, qu'il faut mettre la main à l'oeuvre. L'on a vu d'autres tems où l'on a dû faire des efforts, & se consoler d'en porter le fardeau pour ne pas risquer de tout perdre".

DEPUIS longtems l'Angleterre paroît avoir eu pour système de maintenir la balance égale sur la terre, & de suivre la maxime, *Imperator maris terrae dominus*. En travaillant sur ce principe, elle est parvenue enfin à se rendre la première nation maritime, & à dominer par conséquent dans le commerce des trois autres parties du monde. Car tous les établissemens Européens en Afrique, en Amérique & dans les Indes- Orientales, dépendent de l'empire de la mer. Ces établissemens, pour être utiles & florissans, ont besoin d'une protection puissante & toujours active, & ne peuvent la recevoir que par la mer. Les grandes nations de l'Europe, surtout la France, l'Espagne, la Hollande & l'Angleterre, n'ont point aujourd'hui de domaines plus précieux à conserver.

ON éprouve actuellement que la supériorité de l'Angleterre resserre le commerce des autres nations à la côte d'Afrique & dans les deux Indes. Les richesses de sa compagnie des Indes deviennent telles, que les Anglois ont osé les proposer au Gouvernement comme une source, dans laquelle on peut

puiser de quoi payer une partie des dettes publiques; & il est certain que cette compagnie n'a pu accroître ses richesses, qu'aux dépens du commerce des autres compagnies des Indes. Cette même supériorité a donné de nouveaux accroissemens au commerce de la Jamaïque & de l'Île de la Providence à la nouvelle Espagne. Ce commerce ruine tous les jours de plus en plus celui de l'Espagne, & celui que toutes les nations industrieuses font par Cadix aux Indes-Occidentales. L'Angleterre se met elle-même dans la nécessité par ses nouveaux établissements dans l'Amérique méridionale de profiter de ses avantages à la côte d'Afrique pour transporter en Amérique la quantité de Nègres que demandent ses nouveaux établissements: par conséquent elle doit nécessairement resserrer la traite des autres nations à la côte d'Afrique.

Si l'Angleterre veut conserver le degré de forces qu'elle s'est donné, il faut, pour conserver en même tems sa population, son agriculture & son industrie, que l'excès des impôts ne cesse de détruire, qu'elle emploie ses forces maritimes à acquérir de nouveaux consommateurs. Aussi les a-t-elle cherché par l'établissement de ses Colonies: ses forces redoutables en Europe, le seroient encore plus en Amérique par la population de ses Colonies du Nord, principalement par celles de la nouvelle Angleterre, de la nouvelle Jorck & de la Pensylvanie, si ces Colonies ne s'étoient pas soulevées. Boston, la New-Jorck & Philadelphia, avoient même avant le soulèvement plus de batimens en mer, que leur Métropole n'en avoit au commencement du siècle dernier. Ces Colonies qui se sont donné des manufactures, & qui font un commerce direct & indépendant de leur Métropole aux Colonies du midi de l'Amérique, & chez les nations de l'Europe, qui font à leur portée, comme le Portugal, l'Espagne, la France, la Hollande & la côte d'Italie, étoient déjà les rivales du commerce de l'Angleterre.

L'ANGLETERRE ne s'occupant que des moyens de faire contribuer ses Colons aux Charges publiques de la Métropole, & de tourner leur industrie & leur commerce à l'avantage du commerce des Anglois, ont excité l'humeur d'indépendance de ces nouvelles Nations, & les ont portées à prendre les armes contre la Métropole, afin de ne pas remplir les vues de l'Angleterre. On ne peut prévoir quelles seront les suites de cette espèce de querelle civile; mais quel qu'en soit l'évènement, il ne peut qu'être également préjudiciable tant à l'Angleterre qu'aux Américains revoltés; de part & d'autre on ne fait la guerre qu'en contractant des dettes: & les Colonies Angloises, si elles réussissent, n'en auront retiré d'autre avantage que celui de payer à des personnes préposées par le Congrès, ce qu'elles auroient payé à celles qui auvoient

roient été établies par le gouvernement Anglois, & elles y auront acquis le desavantage de devoir augmenter les charges du double ou du triple de ce qu'ils étoient avant le soulèvement.

Mais si ce système dans son exécution éprouve de trop grandes difficultés, si on lui en substitue un autre, qui soit animé par un esprit de conquête, si on se livre à l'ambition d'acquérir la monarchie universelle du commerce, & si l'on envisage ces Colonies comme propres à fournir des moyens pour y réussir, qui ne voit ce que les autres nations peuvent avoir un jour à redouter?

Les Colonies Angloises du Nord de l'Amérique sont d'ailleurs telles qu'elles pourroient former un empire dans l'Amérique, indépendant de l'Europe: leur population, leur industrie, la nature de leurs productions & de leur commerce, l'étendue de leur navigation, la constitution & la forme de leur Gouvernement, la facilité avec laquelle ils se sont formés en corps d'Etat, le fait assez voir. Mais sans décider, on peut observer jusqu'où s'étendroit la puissance de l'Angleterre, & à quel point son élévation intéresser les nations commerçantes; surtout la France, l'Espagne & la Hollande.

CETTE grande élévation qui est presque entièrement artificielle, puisqu'elle ne s'est formée & soutenue jusqu'à présent que par l'usage excessif du crédit, ne peut être rendue solide & durable qu'à l'aide d'un nouveau système, de nouveaux établissements & d'un nouvel ordre d'administration, sans quoi le même crédit qui a servi à éléver la puissance, la détruit nécessairement. Aucune des acquisitions que l'Angleterre a faites avec le secours de ses emprunts, ne sauroit lui fournir des fonds suffisans pour arrêter le cours de cet inconvénient. Ces acquisitions sont au contraire de nouvelles occasions de dépenses d'hommes & de finance: & cependant on veut que les engagements contractés par la nation par l'usage du crédit, soient inviolables.

UN seul écrivain Anglois osa, il y a quelques années, proposer d'arrêter le crédit des banques publiques, & s'attira un déluge d'invectives & l'indignation générale de ses compatriotes. On lui fit un crime dans les écrits publics, d'avoir voulu exciter une nation opulente à voler ses créanciers en abolissant les dettes publiques, au lieu de les acquitter honorablement. Que les Ministres, lui dit-on, d'une Monarchie despotique applaudissent à ces Conseils frauduleux; que les tyrans manquent à leur foi & abusent le peuple qu'ils ont forcé, sous prétexte d'un prêt, à livrer son argent; que les

citoyens d'une nation aussi opulente que la Grande-Bretagne, que les heureux sujets d'un Gouvernement aussi libre, rougissent de faire des propositions malhonnêtes, & détestent l'idée de violer des engagements publics. De tels Conseils, ajoutoit-on, sont également contraires aux intérêts de notre commerce, & à l'esprit & au génie de la constitution Britannique (*).

L'ANGLETERRE se trouve donc dans un état forcé. Le crédit ne cesse de détruire la population, l'agriculture, & l'industrie, la base solide de la puissance naturelle; & plus les engagements contractés par l'usage du crédit sont sacrés pour la nation, plus la destruction de cette base de la puissance naturelle, est assurée. L'existence & la perpétuité de cette grande élévation tiennent à ce point unique: il faut libérer la nation en tout ou en partie. On s'épuise en recherches dans l'économie, dans les impôts, dans les colonies & dans le commerce; & peut-être enfin n'en trouvera-t-on que dans l'usage des forces actuelles & momentanées de la marine, & dans les avantages futurs que peut donner l'empire de la mer.

CETTE élévation de puissance, dont le soutien est si difficile & si embarrassant pour l'Angleterre, qui tant qu'elle existe, doit donner de l'inquiétude aux autres nations, pourroit être considérée en partie comme un effet de la neutralité trop paisible de la Hollande durant la dernière guerre.

Les forces naturelles de l'Angleterre n'auroient pu fournir aux dépenses qu'exigeoient en même tems l'entretien d'une marine immense, d'une armée de terre en Europe, d'un grand nombre de troupes dans les trois autres parties du monde, & les subsides, pour éléver sa puissance au degré où elle est parvenue par la dernière guerre. Il falloit avoir recours aux richesses artificielles, il falloit faire un usage excessif du crédit, & donner par le crédit à du papier pour des sommes énormes, toutes les fonctions de l'argent comptant.

Ce sont surtout les fonds des Hollandois, & les négociations perpétuelles des emprunts de l'Angleterre à la bourse d'Amsterdam, qui ont été la base & le principe actif de cet artifice. Sans ce secours, l'Angleterre forcée de borner ses levées de troupes, ses subsides & sa marine à la proportion de sa population, de son territoire, en un mot de ses facultés naturelles, seroit nécessairement restée dans les justes limites de son ancienne puissance

(*) *Réflexions Politiques sur l'état présent de la Grande-Bretagne.*

sance, & ne feroit pas craindre aujourd'hui l'abus d'une puissance excessive. Ce fut par le secours de l'argent des Capitalistes Hollandois & par l'agiotage d'un grand nombre de maisons de commerce d'Amsterdam, que l'Angleterre trouva tous les ans dans des emprunts pendant la dernière guerre exactement tous les frais de chaque campagne. Ainsi pendant que l'Angleterre élevoit un excès de puissance, qui resserre aujourd'hui les limites du commerce de la Hollande, & qui peut les resserrer davantage; la Hollande l'aïdoit infiniment par ses fonds & par sa neutralité. Si la République eût alors armé cinquante ou soixante vaisseaux de guerre seulement, & augmenté ses troupes d'un tiers, en prévenant l'emprunt des Anglois, il est vraisemblable qu'elle se feroit rendue l'arbitre de la paix. Elle auroit pu prescrire alors de justes limites aux prétentions respectives de la France & de l'Angleterre; la guerre auroit duré quelques années de moins, & l'équilibre du commerce de l'Europe, dans lequel la République a le plus grand intérêt, aujourd'hui si difficile à rétablir, auroit été soutenu.

CE désavantage de la neutralité paroît si supérieur à ses avantages, qu'il pourroit paroître raisonnable de croire, qu'on auroit dû lui préférer une déclaration de guerre, qui soutenue par toutes les forces de la République, auroit dû promptement ramener la paix, & auroit pu assurer pour plus longtems le repos de l'Europe, qui sera toujours le tems de la plus grande prospérité de la République.

LORSQU'ON voit deux grands peuples, dit M. de Montesquieu, se faire une guerre longue & opiniâtre, c'est souvent une mauvaise politique de penser qu'on peut demeurer spectateur tranquile, car celui des deux peuples qui est le vainqueur, entreprend d'abord de nouvelles guerres, & une nation de soldats va combattre contre des peuples qui ne sont que citoyens. Les romains eurent à peine dompté les Carthaginois, qu'ils attaquèrent de nouveaux peuples, & parurent dans toute la terre pour tout envahir (*).

LES guerres qui ne se renouvellent que trop souvent entre la France & l'Angleterre, dans lesquelles elles entraînent leurs alliés, ne peuvent-elles pas faire regarder les deux nations, comme deux grands peuples qui se font une guerre longue & opiniâtre? & ne peut-on pas demander suivant les maximes de M. de Montesquieu, si la Hollande doit être un spectateur tranquile? Les intérêts de son commerce & l'expérience du passé semblent autoriser à croire

(*) De la grandeur des Romains & de leur décadence.]

re qu'elle doit entretenir en bon état ses forces de terre & de mer, & les rendre assez respectables, non-seulement pour soutenir sa neutralité, mais encore pour se rendre l'arbitre des puissances en guerre, & ramener la paix. Mais si la République est forcée de se déclarer? & bien, la justice qui préside dans son conseil, & dicte ses résolutions, ne lui montre-t-elle pas alors un ennemi commun dans la nation qui fait une guerre injuste, ou qui veut reculer les limites de son empire? & la politique sage & éclairée de son gouvernement peut-elle jamais perdre de vue cet intérêt capital, que son commerce dans les quatre parties du monde est le principe constitutif de la puissance de la République, & que le commerce est ennemi de toute gêne & de toute destruction?

Il est un autre intérêt, qui sans être directement celui de l'Etat, attire cependant l'attention du Gouvernement; parce que la fortune d'un grand nombre de citoyens tient nécessairement à celle de l'Etat. Cet intérêt, que la politique de notre siècle a produit, consiste dans la sûreté des capitaux immenses, que les Hollandois ont placés dans les fonds publics de l'Angleterre & de la France. On estime ces capitaux à plus de quinze cents millions tournois, & l'on ne fauroit dire laquelle de ces deux nations débitrice des Hollandois, leur doit la plus forte somme. Ce singulier intérêt semble lier également la République à la France & à l'Angleterre, & présenter un motif bien naturel de neutralité en cas de guerre, puisque si le parti de la neutralité est impraticable, la République se trouve dans la facheuse nécessité d'employer toutes ses forces à la ruine de l'un de ses débiteurs. La balance de cet intérêt chez l'une & l'autre nation, se trouvant à-peu-près égale, il paroît que la République n'a point d'autre parti à prendre sur cet objet singulier, que celui de se reposer avec confiance sur la fidélité de ces deux nations à remplir leurs engagements. Leur prospérité même l'exige à l'égard des capitaux. La Hollande n'a à redouter que leur impuissance & la loi impérieuse de la nécessité. Quant aux intérêts, on a toujours à craindre des réductions. Dans le cas de nécessité le gouvernement François ordonne simplement, & le gouvernement Anglois use d'une voie détournée, mais l'effet est le même: & ce seroit vraisemblablement chez l'une ou l'autre nation, ou peut-être chez toutes les deux également, l'une des malheureuses suites d'une guerre nouvelle; parce qu'elles ne pourroient la soutenir, qu'en ajoutant de nouveaux emprunts aux anciens déjà portés à un trop grand excès. Et combien les Hollandois n'ont-ils pas perdu aux dernières guerres entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, par les fonds considérables qu'ils avoient placés en Silésie, en Saxe, & ailleurs, & dont ils ont perdu la plus grande partie.

EN-

ENFIN malgré tous les avantages que nous croyons voir dans les forces relatives de la République, elle n'a peut-être qu'en apparence la place que nous avons voulu lui assigner dans la balance de l'Europe. Environné de nations puissantes, cet Etat qui n'a pas assez de forces pour être oppresseur, s'il en avoit la volonté, doit peut-être employer aujourd'hui toute sa politique pour n'être pas opprimé. Quoiqu'il en soit, il n'y a rien dans la situation relative de la République aux autres Puissances, qui puisse l'empêcher d'employer les moyens qu'elle pourroit juger propres à relever son commerce & sa navigation. Voyons sa situation intérieure.

SI l'on fait attention à la nature du commerce & de l'industrie de la Hollande; si l'on se représente un commerce qui consiste presque entièrement à acheter d'une main & à vendre à l'autre, & une industrie qui n'a de matières premières que celles que lui procure le commerce étranger; on a de la peine à concevoir comment il existe encore en Hollande autant de commerce & d'industrie, que nous y en voyons, & les raisons qui les ont soutenues contre la force de tant de causes destructives qui concourent depuis un grand nombre d'années à leur destruction. Il y a cependant des raisons de l'existence d'une somme encore assez considérable d'industrie & surtout de commerce en Hollande malgré tant de causes destructives. Une partie des causes qui ont servi à y éléver le commerce & l'industrie, existent encore. La situation, la liberté, la tolérance, la constitution du gouvernement, les institutions politiques, le génie & l'art du commerce; l'économie enfin qui fait épargner les frais, se contenter de petits bénéfices, & se les procurer, n'ont point changé. A toutes ces causes, les progrès anciens du commerce en ont ajouté de nouvelles, qui réunies aux anciennes, ont infiniment aidé à ralentir la marche des décroissances, & à empêcher une ruine totale. On trouve la première de ces causes nouvelles dans les progrès de la culture des Colonies dans la Guiane Hollandoise, dans l'abondance de leurs productions, dans celle des retours des Indes-Orientales & dans les progrès du Luxe en Europe, qui en ont étendu les consommations, qui ont infiniment multiplié les objets de commerce chez toutes les nations Européennes, dont la Hollande a eu une bonne part. Ces objets nouveaux ont remplacé dans ce siècle une partie de ce que les autres nations prenoient sur son commerce.

Mais la cause qui a le plus contribué à soutenir le commerce en Hollande, c'est de s'être constituée depuis longtems & dans ses beaux jours, le caissier de l'Europe. L'abondance de l'argent étoit nécessairement l'effet d'un grand commerce, & l'on a su faire servir l'argent d'abord à l'accroître,

&

& ensuite à le soutenir dans son déclin. On ne fauroit calculer l'immensité d'opérations de commerce, qu'un crédit toujours ouvert en Hollande à tous les Négocians de l'Europe, sans en excepter même les Anglois, procure tous les ans aux négocians Hollandois. Les opérations de commerce se multiplient encore par le bas intérêt de l'argent, qui fait que les négocians Hollandois gagnent, lorsque des négocians d'autres nations font en perte, toutes choses égales d'ailleurs.

Ces causes nouvelles sont d'autant plus intéressantes à observer, que réunies avec ce qui reste des causes productives des anciens progrès, elles présentent encore un fonds riche à remettre en valeur, & très-propre à donner du succès aux moyens qu'on peut employer, soit pour relever, soit pour conserver le commerce.

Nous avons observé ci-dessus, que l'on doit attribuer le déclin du commerce, principalement à l'accroissement successif des droits & des impôts dont il a été chargé. Aussi le Prince Stadhouder ne fit aucune difficulté de proposer aux Etats, de diminuer les droits & les impôts, comme le seul moyen de relever le commerce & de le rappeler à son ancienne splendeur. On n'insista cependant pour le moment dans sa proposition, que sur les droits d'entrée & de sortie; & l'on demande :

- 1°. *Sur quelles Marchandises cette diminution doit principalement tomber, & à quelles règles il convient de faire attention:*
- 2°. *En quoi elle doit consister, & quelle proportion on devroit principalement observer.*

Sur la première question on propose de faire tomber la diminution des droits sur les marchandises tant du pays que de l'étranger, qui se consomment dans le pays & sur celles qui sont envoyées à l'étranger. Entre ces marchandises, toutes les premières matières qui servent aux fabriques, manufactures & métiers, doivent tenir le premier rang.

On veut que les marchandises étrangères venant en Hollande, qui étant assorties sont envoyées au dehors, jouissent de la même diminution. On insiste ici sur les avantages des assortimens, qui, dit-on, soutiennent encore un peu le cours du commerce de la Hollande. On pense que cela donneroit lieu aux Négocians de former des magasins de marchandises non travaillées; qu'il arrive que les étrangers peuvent ensuite acheter ces mar-

chan-

chandises en Hollande à meilleur marché, que dans l'endroit où les a produites: & que l'abondance & le bas intérêt de l'argent favorisent ce commerce. On ajoute enfin qu'il conviendroit cependant d'imposer quelques droits sur les marchandises qui sont consommées dans le pays.

SUR la seconde question, on dit que plus on diminuera les droits, plus on peut s'en promettre de succès. C'est là une vérité bien simple & incontestable.

AVANT que de passer à l'examen des différens plans à suivre, qu'on a proposés pour relever le commerce, nous devons nous arrêter un moment sur l'idée qu'on a eue dans cette proposition des assortimens & des magasins que forment ou peuvent former les Négocians hollandais.

L'IDÉE qu'on s'est formée dans cette proposition, de ces deux opérations de l'art de faire le commerce, paroît être plus relative à l'ancien état du commerce, qu'à son état actuel. Les Négocians hollandais ont de tous tems formé chez eux des magasins, même longtems avant la révolution, & transporté ensuite leurs marchandises au-dehors par assortimens; & cette manière de faire le commerce en Europe, a beaucoup contribué autrefois à rendre florissant le commerce de la Hollande. Il ne reste que peu de traces de cette manière de faire le commerce chez les Hollandais, de même que chez les Négocians des autres Nations qui les avoient imités en cela. Il est très-vraisemblable que si on pouvoit rétablir en Hollande généralement cette manière de faire le commerce, on y rétablirait le commerce dans son ancien éclat; mais indépendamment de l'obstacle qui naît de l'excès des im-
pôts, les usages & l'art de faire le commerce chez les autres Nations, ne rendroient-ils pas impraticable cette ancienne méthode, telle qu'elle étoit suivie autrefois, & qu'il faudroit la suivre encore pour qu'elle produisit les mêmes avantages?

ON entend par assortiment la réunion de différentes sortes de marchandises & de diverses qualités dans un même lieu. Aucun Négociant n'entre-tient aujourd'hui de magasin ainsi assorti: si ce n'est les Négocians en drogueries & les détailleurs. On formoit autrefois la plupart des cargaisons qu'on envoyoit au-dehors par assortiment des différens articles, qui convenoient aux pays pour lesquels on les expédioit. Les Hollandais faisoient alors toutes leurs expéditions & toutes leurs cargaisons pour leur compte; ils en étoient les propriétaires & les vendeurs, & leurs cargaisons par as-

fortement leur donnoient des avantages infinis. 1°. Ils étendoient leurs spéculations sur une grande diversité d'objets à la fois. 2°. Ils ne s'exposoient pas à avilir les marchandises par une trop grande abondance dans le lieu de la destination. Ils se procuroient ainsi des ventes plus coulantes & plus promptes. Ils faisoient leurs ventes sur le manifeste de leur cargaison, sur des montres & pour ainsi dire à bord. Ils avoient aussi établi des comptoirs & des magasins chez l'étranger, qu'ils avoient soin d'entretenir bien assortis, & dont les avis servoient en Hollande à diriger les assortimens des cargaisons, & à différer ou à accélérer les expéditions. Cette manière de faire le commerce n'est plus en usage que dans le commerce de l'Amérique & dans celui du Levant. La raison en est que les Négocians de l'Europe ont appris à entretenir chez eux des magasins de toutes les marchandises qui conviennent à leurs places respectives, & leur concurrence a fait perdre aux Hollandois l'avantage de leurs cargaisons assorties. Les Négocians étrangers ont ordonné des achats en Hollande suivant le besoin de leurs places ou magasins, & les vaisseaux hollandois n'ont plus été chargés par assortimens pour compte des Négocians hollandois; mais par *cueillette* (*) pour compte des Négocians étrangers. C'est ainsi qu'une grande partie du commerce des Hollandois est dégénéré en commerce de fret & en commerce de commission. Ce sont les deux branches, bien inférieures à celle qui consistoit à acheter & à vendre, dans laquelle le commerce de fret étoit confondu, qu'il importe aujourd'hui de conserver. Il ne faut donc considérer ce qu'on appelle assortiment dans le commerce, que relativement au marché général de la Hollande & à son entrepôt. C'est le marché général, c'est l'entrepôt qui doit être aujourd'hui bien assorti. C'est cet assortiment seul qui mérite la plus grande attention. Il importe à la conservation du commerce de la Hollande, même dans l'état de déperissement où il est, qu'on trouve toujours dans son marché une grande abondance de toutes les marchandises des quatre parties du monde à un bon prix pour l'étranger. Il faut que l'étranger puisse s'y assortir à bon marché; il faut pour cela que l'assortiment abondant de l'entrepôt soit bien entretenu. Mais pour attirer des Acheteurs, il faut attirer des Vendeurs pour entretenir l'abondance. C'est là un moyen de soutenir l'activité du marché, qui devient de jour en jour plus difficile.

La République ressemble dans le commerce à un grand Seigneur, qui ne connoissant pas toute l'étendue de ses richesses, peut s'appauvrir beaucoup &

(*) C'est-à-dire à fret de divers articles pour compte de divers Négocians.

& pendant longtems, avant que de s'en appercevoir; & qui trouve ensuite des obstacles infinis, quand il veut rétablir son opulence. Par la même raison que les Négocians hollandois n'expédient presque plus de cargaisons que par commission, qu'ils vendent peu pour leur compte, à l'exception des grains, des vins, du bois, & de quelques autres articles, ils achettent peu chez l'étranger. Car on n'achette qu'en proportion, qu'on vend. Les Négocians n'entretiennent plus le marché assorti & abondant par leurs achats au-dehors, & n'en procurent point le débit par leurs ventes. Ils doivent donc remplir leurs magasins des marchandises appartenant aux étrangers, qu'ils vendent dans leur marché par commission à d'autres Négocians qui achettent aussi pour compte des étrangers. Les Hollandais ne sont donc aujourd'hui que les Agens des Négocians de l'Europe qui vendent & achettent en Hollande.

C'EST ici le lieu d'analyser le commerce actuel en Hollande, pour bien juger du secours dont il a besoin, de la nature du secours qu'on peut lui donner avec le plus de succès. Si l'on rapproche les idées des progrès du commerce, de celles de sa décadence, on doit s'appercevoir combien il est plus facile de détruire, que d'édifier. L'excès d'un seul impôt, qui n'est qu'un simple acte de la volonté du Souverain, & l'affaire d'un moment, ruine en fort peu de mois, l'édifice à l'élévation duquel une nation a employé la plus grande industrie & la plus grande activité pendant plusieurs siècles. Ainsi l'on doit s'attendre à trouver de grandes difficultés à surmonter.

UNE nation peut faire deux sortes de commerce; le commerce de propriété & le commerce d'économie. Elle fait le commerce de propriété quand elle se borne à la vente de ses productions & à l'achat de celles dont elle a besoin, qu'elle se procure avec son propre fonds. C'est ainsi que la France fait un commerce de propriété, & la Hollande, dont le commerce consiste à acheter & à vendre les productions des autres nations, ne fait qu'un commerce d'économie.

Il faut admettre une semblable distinction dans le commerce que font aujourd'hui tous les Négocians: car à leur égard tout commerce est commerce d'économie. Mais il faut distinguer dans leur commerce d'économie, un commerce de propriété & le commerce de commission. Ceux qui achettent & vendent des marchandises pour leur compte, font pour eux un commerce de propriété. Ils sont propriétaires des fonds avec lesquels ils achettent; & ils vendent ensuite les marchandises qui leur appartiennent. Ceux qui

font le commerce de commission, n'ont point de propriété, ils ne travaillent que pour le compte d'autrui. Les premiers font des spéculations sur toutes les branches du commerce, & les seconds n'en font point, ou s'ils en font quelquefois, ce n'est que pour donner des conseils & attirer des commissions: ils ne touchent à la masse commune du commerce que par ordre des autres Négocians.

Si l'on donne à présent une légère attention aux différentes places de commerce de l'Europe, on doit aisément se convaincre par les progrès que l'art de faire le commerce a faits chez tous les Négocians, & par la situation de la Hollande, qu'il y a une quantité immense d'articles des marchandises qui circulent en Europe, dont les Hollandois ne peuvent faire dans leur entrepôt le commerce de propriété, parce qu'il leur est impossible de le faire sans spéculer sur ces articles, & que dans la concurrence des spéculations avec les étrangers, ils ont trop de désavantage par leur situation, pour s'en promettre du succès. Comment un Négociant hollandois osera-t-il commettre des achats en France, soit des productions de France, soit de celles de l'Amérique pour faire venir en Hollande & transporter ensuite à Hambourg ou à Brémen &c., pendant qu'il fait que les Négocians de Hambourg & de Brémen, pourront donner ou donneront de pareils ordres pour se pourvoir des mêmes marchandises? Ceux-ci partent d'une connoissance locale des consommations du Nord & de ses besoins, plus prompte & plus sûre que celle que le Hollandois peut se procurer, & s'il veut entrer en concurrence, ils ont toujours sur lui l'avantage des *fraix immenses* de l'entrepôt en Hollande qu'ils épargnent, & que l'Hollandois paye. Les Hollandois ont le même désavantage avec les Négocians de toutes les autres places. Ils n'ont qu'un seul moyen d'entrer en concurrence dans les spéculations, qui est de saisir les momens d'un très-bas prix, & d'attendre celui d'une révolution qui encherit les marchandises. Cela demande une extrême attention & beaucoup de prévoyance. C'est la difficulté qu'il y a à trouver ces momens, jointe aux *fraix* de l'entrepôt, qui éloigne les Hollandois du commerce de propriété, & les empêche de remplir leurs magasins pour leur propre compte. Ce qui prouve bien que les Hollandois spéculent peu pour leur compte, c'est qu'il arrive fort souvent depuis un grand nombre d'années, que les marchandises du midi de l'Europe & celles de l'Amérique se trouvent à Hambourg tellement à plus bas prix qu'en Hollande, qu'il y a des exemples d'envois faits de ces marchandises en Hollande par Hambourg.

On doit conclure de là, que si les *fraix* de l'entrepôt étoient moindres, les

les Hollandois se livreroient davantage à la spéulation, & il arriveroit beaucoup plus souvent que les prix de Hollande feroient meilleurs pour les étrangers, que ceux de Hambourg, pour vendre, & par conséquent qu'ils y feroient plus souvent des envois, ainsi des autres places de commerce.

ON a observé dans la proposition du Stadhouder, qu'il y a des Négocians en Hollande qui envoient les produits du Nord & de la Mer-Baltique en droiture dans les Ports de France, d'Espagne, de Portugal & d'Italie, & celles de ces ports dans le Nord, sans passer par la Hollande. Il ne faut pas douter que les fraix de l'entrepôt n'ayent donné lieu à ces opérations, qui quoique combinées en Hollande sont étrangères à son commerce. Il semble qu'elles ne pourroient être que très-bornées, attendu la concurrence de ces places respectives; cependant il est de fait que les Hollandois font un commerce très-étendu d'achats, de ventes, & d'envois d'un pays à l'autre, sans que les navires viennent en Hollande; & la perte que le commerce de la Hollande fait par là, mérite bien certainement d'entrer dans les motifs qui doivent déterminer une diminution des impôts: car l'objet important & essentiel de cette diminution, doit être d'attirer l'abondance des marchandises étrangères, au marché de la Hollande.

ON se trompe lorsqu'on se flatte d'engager par cette diminution les étrangers à former des magasins en Hollande. Ceux qui ont tenté d'y venir vendre eux-mêmes leurs marchandises, y ont toujours perdu. Mais ils y ont envoyé pendant longtems leurs marchandises à vendre par commission: c'étoient surtout ces envois qui y entretenoient l'abondance, y attiroient la demande, & y donnoient lieu par conséquent à une grande circulation. Ce sont ces envois que les fraix de l'entrepôt, à l'aide de l'art de faire le commerce perfectionné, ont fait passer ailleurs, & qu'il s'agit de rappeler.

IL arriveroit peut-être que les nationaux trouvant les fraix de l'entrepôt diminués, se livreroient davantage aux spéculations & au commerce de propriété; qu'un grand nombre de Négocians encouragés par la diminution des droits, reviendroient en partie à l'ancienne manière de faire le commerce. Ils formeroient des magasins, soit pour attendre la demande des étrangers, soit pour envoyer au-dehors; ce qui joint aux envois des étrangers ranimés par la diminution des fraix de l'entrepôt, & devenus plus fréquens, entretiendroit l'abondance & les assortimens au marché de la Hollande, & y soutiendroit le commerce, ou arrêteroit au moins le cours de son déperissement ultérieur. Est-il quelqu'un des

plans contenus dans la proposition du Stadhouder, qui soit praticable, & supposé praticable, dont on puisse espérer cet avantage ? C'est là proprement le point de vue sous lequel les différens plans doivent être envisagés, & peut-être pourroit-on demander, si ceux qui les ont combatus ou rejetés, les ont bien considérés ainsi.

ON ne doit pas juger du mérite de ces plans par l'inaction dans laquelle il semble qu'on soit resté depuis qu'ils ont été mis sous les yeux des Etats par une main aussi respectable que celle du chef éminent de la République ; ni croire par cette raison encore, qu'il n'est pas possible de former sur cette matière un plan très praticable, & dont l'exécution assure un succès salutaire. Mais on doit en conclure, qu'il est plus facile de voir les abus, que de les réformer ; que presque dans tous les Etats ce ne sont point les lumières ni les moyens qui manquent pour faire des réformes ou des établissemens utiles. Nous voyons en effet par l'expérience de plusieurs siècles, que dans tout changement politique, lors même que les avantages qui doivent en résulter sont évidens, les obstacles sont toujours immenses. C'est l'un des grands fléaux de l'humanité, que dans l'administration chez toutes les nations, le mal se fasse si aisement, & qu'il faille beaucoup de courage & surmonter des obstacles infinis pour faire le bien.

LE premier plan consiste dans un libre transit pour toutes les marchandises qui servent au commerce général, avec cette précaution, que les Marchandises importées resteront plombées jusques à ce qu'elles soient transportées hors de la République.

L'IDÉE d'une entière exemption de droits d'entrée & de sortie sur toutes les marchandises importées & exportées, qui s'ensuivroit d'un libre transit, est la première qui se présente pour supprimer tout d'un coup la principale partie des frais de l'entrepôt. Mais la précaution qu'on voudroit ajouter à la loi du transit pour assurer une partie légitime & nécessaire des droits, présente peut-être de trop grandes difficultés pour pouvoir être exécutée. Il est rare que les marchandises importées, passent ensuite à l'étranger dans les mêmes balles ou barriques & dans la même forme dans laquelle on les a reçues, il n'y a guère que les liquides, qu'on transvase rarement. Presque toutes les Marchandises ont besoin d'être bonifiées ou travaillées en magasin pour être conservées ; il faut d'ailleurs souvent ouvrir des balles & des barriques pour en tirer des montres, ou exposer les marchandises aux acheteurs qui veulent s'assurer de leur qualité. On trouveroit dans les détails, que cette précaution met-

mettroit de telles gênes & de telles entraves au commerce, qu'il feroit encore préférable de le laisser soumis aux droits. Car en lui donnant une exemption d'une main, on détruiroit de l'autre tout au moins les avantages qu'on auroit voulu lui procurer. Ainsi, si l'on adoptoit le plan du transit, on devroit en même tems trouver quelque tempérament pour en écarter l'obstacle que nous venons d'indiquer.

Le second plan offre une diminution considérable dans l'Edit & la Liste de 1725, c'est-à-dire dans le tarif des droits d'entrée & de sortie, à l'exception des articles qui peuvent nuire au commerce général & à la navigation.

1^o. Il paroît assez vraisemblable, que dans l'état où est le commerce de la Hollande relativement à celui de l'Europe, cette diminution indéterminée, à quelque taux qu'on voulût la fixer dans l'exécution, ne donneroit au commerce qu'un secours impuissant. Il demande une exemption entière à l'importation & à l'exportation. Car on doit faire attention, que les droits d'entrée & de sortie ne sont jamais payés suivant le tarif; & que les déclarations de la valeur des marchandises sont bien au-dessous de la valeur réelle: & malgré ces petites fraudes, les Hollandais ne peuvent pas cependant soutenir la concurrence contre les Nations Rivales. 2^o. A l'égard des marchandises nuisibles au commerce & à la navigation, cet article demande une exception formelle par une désignation claire & exacte.

DANS le troisième plan on a demandé un port franc général.

C'EST proposer l'abrogation générale du tarif & la suppression de tous droits d'entrée & de sortie. A ne considérer ce plan que superficiellement, on dirait, 1^o. qu'on n'a pas fait attention dans ce troisième plan, que l'industrie nationale doit trouver un encouragement dans un tarif, c'est-à-dire dans une imposition de droits d'entrée sur les ouvrages étrangers, qui en élèvent le prix & soutiennent ainsi la consommation intérieure des productions de l'industrie de la nation. 2^o. Qu'on n'a pas pris garde qu'il en résulteroit l'entier anéantissement d'une des branches des plus importantes des revenus de l'Etat, & que c'est déjà un très-grand obstacle à combattre, que d'être dans la nécessité d'en détruire une partie considérable pour relever le commerce. Il est très-nécessaire de ne point toucher à la partie de ce revenu dont la destruction ne donneroit aucun avantage au commerce. Mais si d'un autre côté on réfléchit que le commerce de la Hollande, pour se soutenir, doit embrasser indistinctement les marchandises étrangères, aussi bien que les nationales, la suppression de tous droits

droits d'entrée & de sortie, paroît ne pas devoir être arrêtée par ces confédérations.

Le quatrième plan, qui est celui auquel on s'est déterminé, & sur lequel on a insisté dans la proposition du Stadhouder, présente l'idée d'un port franc limité. Ce plan est en conséquence accompagné d'une liste ou tarif, qui contient une division des marchandises par classes, relativement à l'idée d'un port franc limité: & c'est de tous les plans celui qui mérite en effet une attention particulière, soit pour l'adopter, s'il est praticable & utile, soit pour le rectifier & le rendre tel.

SUivant ce plan, certaines marchandises doivent jouir d'un port franc; celles qui en sont exceptées, doivent payer certains droits, mais jouir d'un transit quand elles seront transportées hors du pays. On assure que ce plan a un très-grand rapport avec l'état présent du commerce de la République, avec sa nature & sa propriété, & avec le commerce de toute l'Europe en général.

ON a réduit dans ce plan toutes les marchandises à trois classes, spécifiées dans le projet de *Liste* ou tarif qu'on y a ajouté; & suivant lequel les marchandises de la première classe doivent jouir d'un port franc général, elles doivent être libres de tout droit d'entrée, quelque nom qu'on puisse leur donner, ou quelques légers qu'ils puissent être. A condition que toutes ces marchandises en entrant seront sujettes à la visite des commis, à la perception des droits, & arrêtées & confisquées si à la faveur des marchandises exemptes, on a voulu en introduire de celles qui sont sujettes aux droits.

TOUTES les marchandises comprises dans la seconde Classe doivent payer certains droits en entrant dans la République. La raison de ces droits est 1^o. pour conserver un produit aux Amirautes ou à l'Etat; 2^o. pour que l'introduction de ces marchandises libres de droits ne puisse porter du préjudice au débit de celles du pays dans l'intérieur de la République. Mais comme ces mêmes marchandises, assujetties à des droits dans le nouveau tarif dans la supposition qu'elles seront consommées dans l'intérieur, peuvent être transportées au-dehors; & que ce seroit en arrêter l'exportation, si ces droits avoient lieu dans ce cas, & conséquemment en diminuer l'importation dans la République, & appauvrir par là son marché général, on a proposé de soumettre ces mêmes marchandises à un acquit à caution, pour restituer les droits à l'exportation, soit des mêmes marchandises, soit de

pareille quantité de marchandises semblables du crû ou des manufactures de la nation, par forme de remplacement.

ON a mis dans une troisième classe les marchandises dont l'entrée ou la sortie sont prohibées, ou qu'on ne peut faire entrer, ou sortir qu'avec permission.

ON a senti qu'il seroit difficile de remplacer dans les revenus de l'Etat une diminution de droits si considérable; par cette raison on a insisté sur les moyens d'assurer la perception de ceux que le nouveau tarif laisseroit subsister.

ON fait par une longue expérience faite chez toutes les nations, que de hauts droits donnent lieu à de nouvelles fraudes, & que les précautions nouvelles pour les prévenir, animent l'intelligence des fraudeurs, & font trouver tous les jours de nouveaux moyens pour pratiquer la fraude avec succès. Ainsi quelles précautions qu'on puisse prendre, on ne doit pas s'attendre à prévenir toutes les fraudes généralement, mais on doit espérer de les réduire assez pour que celles qu'on pourra pratiquer encore, ne soient plus un objet intéressant pour le commerce, ni pour les finances de l'Etat.

IL est un premier moyen de prévenir les fraudes mêmes qui se pratiquent actuellement, qui devroit paroître d'autant plus facile à suivre, qu'une grande partie des fraudes actuelles naissent d'un abus qui s'est depuis longtemps glissé dans l'administration, & qu'il est facile à l'administration de corriger elle-même. Cet abus consiste dans l'inégalité de la perception des droits dans différentes villes & provinces, & en même tems dans la tolérance dont on a cru en différens endroits, devoir user pour y favoriser le commerce. Il résulte de là dans ces endroits mêmes une grande facilité donnée à la fraude des droits, & toujours une diminution du produit des droits résultant de l'inégalité qui est très-injuste. Car d'une part on favorise le commerce d'une ville ou d'une province au préjudice d'une autre, ce qui est une injustice palpable, & de l'autre cette injustice même en opère une très-sensible en-
vers la nation par la diminution faite au produit de ses finances.

ON propose dans ce plan de rendre la perception parfaitement égale partout dans toute l'étendue de la République. Cette égalité peut en même tems être regardée comme un moyen d'accroître sur les marchandises soumises à des droits, les droits de l'amirauté, & comme une amélioration qui l'indemniseroit en partie de la perte des droits qu'elle feroit par l'exemption

absolue d'une classe de marchandises, & par la modération des droits sur celles qui y resteroient soumises.

IL résulteroit encore de la modération des droits sur les marchandises qui y seroient sujettes, surement une grande diminution des fraudes, parce qu'il est certain que plus les droits sont modérés, moins il y a de fraudes; peut-être en résulteroit-il la facilité de les écarter entièrement. Les fraudes ne peuvent se commettre qu'en changeant la marche ordinaire du commerce, & en lui faisant prendre des voyes obliques, ou par la corruption. Or lorsque les droits ne sont point assez considérables pour que leur épargne puisse fournir un bénéfice au delà des frais de corruption, ou des frais des voyes détournées, on ne doit pas redouter les fraudeurs. Il arrive de là un avantage bien sensible pour la finance, en ce que les droits se répètent plus souvent, & qu'il ne s'en perd point.

DOIT-ON regarder comme des objections sérieuses contre ce plan, celles qu'on a rapportées dans la proposition, tirées de la difficulté qu'on trouve à empêcher les fraudes, des frais qu'exigent les précautions que l'on peut prendre; & de la juridiction qui appartient aux villes à l'égard des droits par terre?

CES objections existent dans un bien plus grand degré de forces contre le tarif actuel, dans lequel toutes les marchandises sont soumises à de grands droits. Les moyens de prévenir la fraude seroient plus faciles, parce que la modicité des droits donnant peu de bénéfice, il y auroit infiniment moins de fraudeurs. A l'égard de la juridiction, le bien général de l'Etat semble exiger un sacrifice qui n'en est pas un nouveau, mais qui déjà a été fait pour le bien de la cause commune & de la liberté tant publique que civile. Le même principe du bien général demanderoit des loix pénales, ainsi qu'on l'a proposé; & dans l'exécution quelques exemples d'une grande sévérité, rendroient les fraudes peut-être aussi rares, qu'elles sont communes aujourd'hui. On peut voir sur cela dans la proposition même, des détails très-intéressans, qui y ont été dictés par un esprit de législation très-éclairé, qui assureroient l'entièrre perception des droits, si on s'y conformoit dans une ordonnance nouvelle.

ON peut faire une objection qui paroît plus spacieuse contre ce plan, que fait naître assez naturellement une assertion du Mémoire qui est à la suite de la proposition. Puisque, dit-on, ce nouveau plan d'amélioration a pour base

base d'y joindre les précautions les plus efficaces contre toutes les fraudes ; les mauvaises pratiques & particulièrement contre l'inégalité touchant la perception des impôts ; il n'y a point de doute que le rapport général en sera considérablement augmenté à l'égard des marchandises, sur lesquelles on continuera de percevoir les droits. On croit pouvoir, continue le Mémoire, avancer avec raison, que plus de la moitié des marchandises sont à présent apportées dans la République, sans payer des droits dignes d'être nommés.

CETTE assertion est une vérité généralement reconnue. En conséquence on pourroit dire que le gouvernement n'auroit fait que des efforts inutiles pour relever le commerce par l'établissement d'un port franc, puisque la manière actuelle dont les droits se perçoivent, en est l'équivalent depuis un très-grand nombre d'années ; & qu'il n'en est pas moins vrai, que depuis que les fraudes & la tolérance existent, le commerce non - seulement ne s'est point accru, mais qu'il semble au contraire être encore diminué.

IL semble en effet que l'inexécution rigoureuse du tarif auroit dû soutenir le commerce ; & que si la facilité qu'ont eu jusqu'à présent les négocians de se dispenser de payer les droits d'entrée & de sortie en tout ou quelquefois en partie, n'a pu suffire pour soutenir le commerce, une exemption légale & légitime qui leur donneroit le même avantage, ne feroit pas un encouragement plus suffisant & ne produiroit pas plus d'effet.

IL faut faire une grande différence entre la loi actuelle qui assure à tous les négocians de l'Europe le montant des droits qui sont dus à l'entrée en Hollande & à la sortie ; & une loi nouvelle qui leur assureroit une exemption de droits. La loi actuelle les éloigne du commerce de la Hollande, & la loi nouvelle les y rappelleroit. La première n'a point à leur égard d'autre effet que de donner lieu dans l'intérieur de la Hollande à un brigandage secret qu'ils ignorent. Les fraudes qui se font soit à l'entrée, soit à la sortie, sont pour le compte des fraudeurs : ce sont eux qui jouissent du bénéfice qui en résulte, & que les négocians étrangers ignorent. Lorsqu'ils font des envois de marchandises pour être vendues en Hollande, ou lorsqu'ils commettent des achats, ils ne s'avisent point de proposer à leur commissionnaire de frauder les droits à leur bénéfice, ni même de compte à demi ; ils les payent en entier dans les comptes de vente & dans les comptes d'achat ; & lorsqu'ils donnent des ordres, ils calculent toujours les frais du marché de la Hollande sur le pied du tarif des droits. Il n'est pas douteux que si on publoit en Hollande un nouveau tarif, alors les négocians étrangers calculeroient ces mêmes

mes frais sur le pied d'une exemption absolue des droits d'entrée & de sortie, qu'ils n'ont jamais connue; & que cette exemption bientôt connue ne fauroid manquer d'attirer en Hollande, un plus grand volume de marchandises à vendre, & beaucoup plus d'ordres pour faire des achats de la part des négocians étrangers.

ON s'est peut-être un peu trop flatté sur l'étendue des effets que produiroit l'exécution de ce plan dans le Mémoire qui en accompagne la proposition, lorsqu'on y a dit qu'il faut le considérer comme un moyen de rentrer en possession du commerce du Nord vers le Portugal, l'Espagne, l'Italie, & *vice versa*. C'est beaucoup que d'en attendre une augmentation de commerce, & même de soutenir le commerce dans l'état où il est, & d'empêcher que son décroissement ne fasse des progrès ultérieurs. Il ne faut pas compter que la Hollande détruise aujourd'hui le commerce direct du Dannemarck, de Hambourg, de Brême, de Lubeck, d'Altena, &c. Ce seroit beaucoup que de les empêcher de s'agrandir.

MAIS si on vouloit conclure du peu d'effet que produisit le tarif de 1725, qui avoit eu aussi pour objet de relever le commerce, qu'un nouveau tarif ne fera pas plus utile, & qu'il faut laisser les choses dans l'état où elles sont, ce seroit opposer une absurdité à un plan de réforme très-nécessaire. On n'a qu'à jettter les yeux sur ce tarif pour se convaincre qu'on y sacrifia l'intérêt du commerce à celui de la finance. On fait que les moins-guerres, que les impôts les plus légers, nuisent au commerce en général, & surtout chez une nation qui ne fait qu'un commerce d'économie, qui a une grande concurrence à soutenir, & qui doit par conséquent attirer le commerce chez elle par une entière liberté. Sur quels principes osera-t-on donc comparér un tarif qui impose des droits généralement sur toutes les marchandises, qui par les vicissitudes du commerce sont souvent au-dessus de six pour cent, tant d'entrée que de sortie, & sur des marchandises qui ne sont importées de la première main en Hollande, que pour en être ensuite exportées à la dernière, avec un nouveau tarif qui supprime ces droits en entier? Peut-on se dissimuler qu'un tel secours donné au commerce, ne soit très-propre à lui donner des accroissemens, & tout au moins à le soutenir?

ON rappelle encore dans le Mémoire qui accompagne la proposition d'une loi nouvelle, une objection qui ne devroit pas faire plus d'impression. L'arrangement proposé, dit-on, d'un port franc limité, donnera de l'ombrage aux autres nations, & réveillera leur jalouſie, les portera à traverser de toutes

tes manières le commerce de la République, soit en introduisant chez elles les mêmes facilités, soit en imitant l'Angleterre, en faisant une loi qui interdise l'entrée des vaisseaux chargés d'autres marchandises, que de celles du crû de leur nation.

LA République n'a de concurrence à craindre & à soutenir, que celle du Dannemarc, des villes du Nord, & de l'Angleterre; & le vrai moyen d'accroître de jour en jour cette concurrence & de la rendre de plus en plus destructive, c'est de laisser le commerce de la Hollande soumis à l'excès des impôts. Sans doute que de nouveaux encouragemens donnés au commerce, attireront l'attention des nations rivales, mais ces encouragemens ne présentant rien de contraire aux traités, les nations rivales ne fauroient rendre leur attention nuisible, ni à la République, ni à son commerce. Elles ne peuvent faire chez elles de nouveaux efforts pour y attirer le commerce. Le Dannemarc a donné à l'industrie & à la navigation tous les encouragemens possibles. Les villes du Nord ne peuvent favoriser leur commerce plus qu'elles n'ont fait; & l'Angleterre ne peut rien ajouter à son acte de navigation pour favoriser son commerce d'économie, qu'une suppression de la plus grande partie de ses impôts, qu'elle est dans l'impossibilité de faire. Doit-on craindre de faire naître en France, encore moins en Espagne & en Portugal, l'idée d'un acte de navigation semblable à celui de l'Angleterre? Aucune de ces nations n'est en état de faire une pareille loi. La France est la seule nation chez laquelle on a quelquefois proposé le projet d'un acte de navigation; mais le gouvernement n'a jamais été en état de l'adopter. Il est certain que c'eût été en France un moyen assuré d'élever une marine peut-être bien supérieure à celle de l'Angleterre & de la Hollande; parce qu'elle est de toutes les nations celle qui fournit le plus de denrées & de marchandises à la navigation de l'Europe, & qui en exporteroit le plus du Nord, si elle avoit imité l'Angleterre. Mais on y a sagement compris que pour y établir l'acte de navigation de l'Angleterre, il falloit avoir dans le même moment de la naissance de cette loi, un fonds de marine suffisant pour en effectuer l'exécution; c'est-à-dire un assez grand nombre de vaisseaux marchands & de matelots formés pour faire toutes ses exportations & importations, & que ce fonds n'existant point, cette loi seroit ruineuse, surtout par la suppression totale de ses exportations, & porteroit par là le coup le plus funeste au commerce & aux finances. **L2** France ne fauroit se porter à faire une loi semblable à celle de l'Angleterre, qu'après avoir acquis une marine marchande assez étendue pour faire toutes ses exportations & ses importations, ou du moins la plus grande partie; & la

France ne parviendra jamais à l'acquisition de cette étendue de marine marchande, que par le commerce du Nord, & en donnant au commerce du Nord toute l'étendue dont il est susceptible. C'est ce que la France ne fera pas. Il faudroit qu'elle donnât à ses Négocians des encouragemens trop grands pour les porter au commerce du Nord, encouragemens, qui ont été refusés dans les tems où la concurrence étoit moindre dans ce commerce, qu'elle ne l'est aujourd'hui. Car la domination moderne des Anglois, qui vraisemblablement durera longtems, est à présent un obstacle insurmontable.

Ainsi, non seulement l'acte de navigation n'est point à craindre de la part d'aucune des nations du Midi, mais on doit être assuré qu'il n'en est aucune qui n'aprouvât un système d'administration en Hollande qui y rendroit les marchandises à un plus bas prix. Leur intérêt le demanderoit, puisqu'il en résulteroit dans leurs ports une plus grande concurrence de vaisseaux Hollandais; & par conséquent une plus grande abondance à l'importation, & plus de demande pour leur exportation.

Il semble qu'il n'y a que des gens qui vivent de l'abus, ou plus occupés de leur intérêt personnel, que de celui de l'Etat, ou enfin bien peu instruits des intérêts de la marche du commerce, qui puissent insister sur des difficultés, telles que celles qu'on vient de rapporter.

Qu'on donne aux Hollandais des moyens de faire valoir leur industrie, leur génie pour le commerce & la navigation; leur économie qui se répand sur tout, qui fait en même tems épargner & se contenter des plus petits bénéfices; & enfin l'abondance de leur argent & son bas intérêt; & l'on peut être assuré que s'ils ne reprennent pas dans le commerce & la navigation de l'Europe tous leurs anciens avantages, ils en reprendront une grande partie. Or ces moyens ne peuvent se trouver ailleurs que dans un nouveau système de finance, qui écarte de l'impôt toutes les branches destructives de l'industrie & du commerce. Ainsi si quelques citoyens éclairés s'occupent sérieusement de la recherche des moyens de relever le commerce de la Hollande, ils doivent trouver que la proposition d'un port franc limité, & le projet de tarif qu'on y a joint, feroient partie de ces moyens; mais on pourroit les regarder encore comme insuffisans, & au lieu d'y opposer des difficultés, on peut s'occuper bien plus raisonnablement à ajouter à ce plan ce qui lui manque pour en assurer le succès.

Voici la manière dont les Etats de Hollande se font expliqués sur ce plan

plan dans une Résolution prise dans l'Assemblée de Leurs Nobles & Grandes Puissances le 28. Septembre 1753.

„ A Y A N T résumé le rapport fait à l'Assemblée le 6. Juillet dernier, par les Membres de la Noblesse & autres Commissaires de Leurs Nobles & Grandes Puissances, commis aux affaires du commerce & de la navigation, lesquels, en conséquence des Résolutions Commissoriales de Leurs Nobles & Grandes Puissances des 27. Août & 29. Septembre 1751. ont, avec quelques Conseillers de Hollande & quelques Officiers des Colléges de l'Amirauté, établis dans cette Province, examiné la Proposition faite dans cette Assemblée le 27. Août 1751. par feu Son Altesse, de glorieuse mémoire, & le Mémoire y joint sur le Commerce des Provinces-Unies, remis à sa dite Altesse par quelques Négocians, concernant l'état languissant du commerce de ces Provinces, & les moyens qu'il conviendroit de mettre en usage pour le rétablir; de même que sur la Lettre de Leurs Hautes-Puissances du 27. Août 1751. par laquelle Elles ont envoyé à Leurs Nobles & Grandes Puissances la Proposition faite le même jour par sa dite Altesse sur le même sujet dans l'Assemblée de Leurs Hautes-Puissances, avec le dit Mémoire y joint, remis en même tems à Leurs Hautes-Puissances.

„ A été conclu & arrêté que l'on déclarera être l'Avis Provincial de cette Province sur la Proposition sus-mentionnée, faite par sa dite Altesse à la Généralité: que Leurs Nobles & Grandes Puissances conviennent entièrement avec les Auteurs du dit Mémoire, que, en comparaison des tems antérieurs, le commerce de ces Provinces est extrêmement déchu, & que, quoique l'on doive attribuer cette chute du commerce à différentes causes, indiquées dans le Mémoire, l'on ne peut cependant imaginer d'autres moyens pour le rétablir, qu'un affranchissement ou diminution de ces impôts, qui gênent tout le commerce, & qui l'ont fait passer de ces Provinces dans d'autres Pays.

„ Q U E le dit Avis Provincial s'accorde aussi avec les idées, proposées par les Commissaires de tous les Colléges de l'Amirauté dans leurs Avis des 29. Novembre 1732. & 15. Avril 1740. sur cette matière; disant dans leur Avis du 29. Novembre 1732. Que depuis plusieurs années les Colléges respectifs de l'Amirauté ont observé de tems en tems, les uns plus les autres moins, un déchet considérable & une grande diminution dans le Négoce & le Commerce de ces Provinces; qu'ils croyoient devoir attribuer la cause de

„ cet-

„ cette décadence à ce que différentes nations s'appliquent plus fortement au commerce & au négoce qu'elles avoient négligés auparavant ; & qu'ils ont regardé comme seconde cause de cette diminution, que les marchandises, dont le transport se faisoit autrefois, comme à l'envi, d'un lieu à un autre par ces Provinces, ont depuis quelques années pris un autre cours, & parviennent aux lieux de leur destination en passant par d'autres pays sans toucher ces Provinces ; qu'il n'étoit guères possible de détruire la première de ces causes, mais qu'ils croyoient pouvoir supposer que la seconde cause devoit être attribuée aux droits d'entrée & de sortie que ces marchandises sont obligées de payer à l'Etat à leur passage par ces Provinces, droits qui considérés séparément, semblent assez modiques, mais qui étant réunis, montent si haut, que les marchandises ne peuvent être transportées par ces Provinces aux lieux de leur destination à un aussi bas prix qu'elles le font en passant par d'autres Etats. Que la diversion du commerce devenoit plus grande par la proximité d'autres pays, où les marchandises ne payoient que peu ou point de droits à leur passage ; & que c'étoit pour cela même, qu'ils se flattent, qu'en facilitant le passage & le transport des marchandises par ces Provinces dans d'autres pays, qu'en rendant plus supportables les droits d'entrée & de sortie, il faudroit que le commerce se relevât, tant à cause de la favorable situation de ces Provinces, qu'à cause du numéraire & du crédit, deux objets qui avoient soutenu le négoce sur le pié qu'il étoit alors.

„ Et dans l'Avis du 15. Avril 1740. & les remarques qui le suivirent, que remirent à Leurs Nobles & Grandes Puissances les Commissaires Hollandois par un Mémoire écrit en date du 24. Juin de la même année ; Que l'intérêt du commerce exigeoit que, pour ramener par ces Provinces le passage des marchandises, qui y passoient autrefois pour se rendre dans d'autres pays, l'on ne fit payer que peu ou point de droits aux dites marchandises : que même il falloit avouer que le meilleur moyen de ramener ce Commerce dans ces Provinces, étoit uniquement d'accorder un Porto-Franco, si la chose pouvoit être jugée exécutable.

„ Que, combien que Leurs Nobles & Grandes Puissances soient pleinement convaincues de la vérité des dits Principes, elles croyent cependant en même tems, qu'il ne faut pas perdre de vue les moyens de maintenir les Colléges de l'Amirauté, & qu'il faut aussi prendre garde à ne point préjudicier aux Fabriques & aux Productions de ces Provinces, tant par rapport aux envois, que relativement à la consommation qui s'en fait dans l'in-

„ l'intérieur, par l'affranchissement ou la diminution des droits, mais qu'au contraire il faut faire attention à les favoriser autant qu'il est possible.

„ **Q**UE, relativement au maintien des Colléges de l'Amirauté, ce qui dans les prémisses du dit Avis du 29. Novembre 1732. mériteroit attention, c'est qu'il semble qu'on ne peut à l'exemple d'autres pays, penser à établir un affranchissement d'impôts; que même il n'y avoit pas de compensation à trouver pour les Finances des Colléges, en laissant jouir les marchandises de passage du bénéfice de Transit, en payant une fois le plus haut droit; & qu'à cause de ces constitutions & circonstances les dits Commissaires avoient jugé par leur Avis du 15. Avril 1740. ci-dessus mentionné, que toute la diminution que l'on pourroit faire aux droits de l'Etat en faveur du commerce, seroit que l'on payeroit une fois pour toutes le plus haut droit des marchandises de passage en général.

„ **Q**UE même ces difficultés ont paru ensuite de si grande conséquence aux Commissaires des Colléges de l'Amirauté en Hollande, que, dans leurs Remarques du 24. Juin de la dite année 1740. ils ont déclaré ouvertement, que, quoique le commerce ne pût être rétabli que par un Porto-Franco, il étoit cependant aussi peu praticable qu'un libre Transit, parce que dans ce cas les Provinces seroient obligées de suppléer les choses nécessaires à la construction & à l'équipement des Vaisseaux, de même qu'au payement des intérêts, à quoi ils jugeoient qu'il y ait peu d'apparence.

„ **Q**UE l'on ne peut dire pour prétexte, que ces circonstances sont changées au point que ces difficultés ne seroient plus un objet d'attention, & que, quelqu'idée que l'on pût se former du plus ou du moins de nécessité des Colléges d'Amirauté, il étoit du moins hors de tout doute, qu'il falloit songer à protéger le commerce, à maintenir les forces navales, & penser aux importants Capitaux, qui courroient à la charge de tous les Colléges conjointement.

„ **Q**UE relativement au premier article, l'on y avoit toujours donné une attention si particulière dans cet Etat, même dès les premiers tems que ces Provinces commencèrent à présenter une ombre de République, que l'on n'y a épargné aucun moyen pour obtenir la nom glorieux de Puissant-
ce maritime, & donner par là au commerce toute la protection dont il pouvoit avoir besoin; & que peut-être c'étoit entr'autres à cette protection non interrompue, qu'il falloit attribuer que cet Etat dans les pre-
Tome II. G g „ mie

» mières années de sa splendeur avoit vu son commerce & sa navigation
 » s'étendre au point, qu'il sembloit que cette République fut devenue le
 » centre du négocie de toute la terre; & que, quoique l'on soit obligé de
 » dire avec douleur que depuis plusieurs années cette protection n'a été ac-
 » cordée que bien feiblement, l'on ne peut pourtant pas en conclure que
 » cette protection ne soit plus nécessaire. Les Colléges au contraire s'en
 » font souvent plaints, & ont souvent mis ce défaut de protection au nom-
 » bre des causes de la décadence de notre prospérité, comme dernierement
 » encore dans leur Avis du 1. Juin 1745. ils l'ont démontré dans un si grand
 » détail, que Leurs Nobles & Grandes Puissances ne pourroient y ajouter
 » rien de plus fort. Et c'est bien avec raison, que l'on peut observer com-
 » me un vrai malheur de ce que l'on a toujours fait si peu d'attention à ces
 » plaintes, puisqu'il est sûr qu'une vérité que l'on ne pourra jamais désa-
 » vouer, c'est que tant que l'on croira la moindre protection nécessaire,
 » tant que l'on voudra encore présenter l'ombre d'une Puissance maritime,
 » il faudra ne point perdre de vue les moyens, d'où peuvent se tirer les
 » dépenses pour les équipemens ordinaires qu'exige cette protection; puis-
 » qu'il n'y a pas lieu de croire que l'on puisse regarder comme tout-à-fait
 » inutile ce qui nous reste de cette marine autrefois si puissante, & que
 » l'on pût cesser par la suite toute protection quelconque, comme devenue
 » peu nécessaire, en se figurant avec certaines personnes, que le commerce
 » peut bien se soutenir sans être protégé. Mais quand même l'on pour-
 » roit se former cette idée, l'on n'en seroit pas plus avancé pour cela, puis-
 » que le second article subsisteroit toujours, c'est-à-dire, *l'intérêt de tant de citoyens dans les capitaux négociés par les Colléges de l'Amirauté pour compléter au défaut de payement des Provinces*, capitaux pour la sûreté desquels
 » ont été solemnellement engagés tous le revenus qui proviennent de la
 » navigation.

» Quo^z cependant Leurs Nobles & Grandes Puissances ne proposent pas les
 » dites difficultés pour en conclure qu'il conviendroit de laisser l'article du
 » commerce sur le pié où il est actuellement. Elles conçoivent au-contraire
 » qu'une décharge est absolument utile & nécessaire, & que faute d'un pareil
 » moyen pour relever le commerce, il faut que le commerce de ces Provin-
 » ces & avec lui les colléges de l'Amirauté, que toute la République elle-même,
 » tombent & périssent. Au contraire il y a lieu d'espérer qu'en exécu-
 » tant comme il convient le plan proposé pour une décharge, le commerce
 » qui s'étoit retiré ailleurs, pourra être ramené dans ces Provinces: que par
 » ce moyen, par une exécution mieux dirigée & une pratique plus unifor-
 » me

» me, l'on fera en sorte que les Colléges seront bonifiés d'un autre côté de la
» perte qu'ils ont à souffrir de la diminution ou de l'affranchissement des
» droits. Et cela principalement puisque l'on peut espérer que les droits
» étant diminués, l'envie & le dessein de frauder ne seront plus si ordinaires,
» d'autant que ce ne sera plus la peine d'en courir les hazards; que cepen-
» dant ces résultats si avantageux étant toujours incertains, par les variations
» auxquelles sont exposées les affaires de ce monde, & que, de quelque
» manière qu'ils répondissent à l'attente que l'on s'en forme, les deux ou
» trois premières années ne produisant aucun effet sensible de la décharge,
» il s'ensuivroit nécessairement que les Colléges éprouveroient dans les pre-
» mières années une diminution dans leurs revenus, & que c'est pour cette
» raison que l'on a si fortement insisté qu'il falloit se précautionner contre
» cette perte des Colléges. C'est aussi sur ce fondement & pour ces raisons
» qu'ils ont cru que le commerce devoir rester chargé autant qu'il feroit
» possible, afin de rendre cette perte aussi modique que faire se pourroit.

» De sorte que Leurs Nobles & Grandes Puissances conviennent encore
» en ceci avec les Auteurs du dit Mémoire, que tous les moyens, tous les ar-
» rangemens que l'on pourroit prendre sur l'article du commerce, seront tous inu-
» tiles & sans effet, aussi longtems que l'on n'employera pas des remèdes efficac-
» ces contre l'inégalé perception des droits par mer, de même que contre les frau-
» des & autres fourberies.

» Et que Leurs Nobles & Grandes Puissances mettent même tant d'im-
» portance à cette affaire, qu'elles déclarent sans détour que, si l'on n'est
» point dans l'intention de remédier à ce mal de la manière la plus efficace,
» elles croient qu'il est inutile de songer à aucun rétablissement quelconque
» avec quelqu'espérance de succès.

» Que par conséquent ce point doit surtout être pris en considération,
» & que Leurs Nobles & Grandes Puissances n'ont épargné ni soins ni pei-
» nes pour trouver des remèdes assez puissants & assez efficaces, qui pussent
» une fois pour toutes extirper ce mal, & rendre à tous les Colléges con-
» jointement cette tranquillité, par laquelle l'on pourroit espérer & se flat-
» ter qu'à l'avenir l'on observeroit partout exactement & d'une manière uni-
» forme les réglemens généraux que l'on pourroit fixer pour la perception des
» revenus par mer.

» Et qu'ainsi d'après les principes posés ci-dessus, Leurs Nobles & Gran-
Gg 2 des

» des Puissances sont d'avis, que, pour obtenir toutes les fins susdites, il
 » conviendroit d'arrêter pour le terme de sept années le Projet d'Edit & de
 » Tarif pour la perception des droits par mer, de même que l'Ordonnance sur
 » le Transit, & le Réglement pour le port des Vaisseaux, insérés à la fin
 » des présentes sous le Numero I.; & qu'il faudroit arrêter en même tems
 » qu'au commencement de la sixième année l'on commencera à délibérer si
 » l'on trouvera avantageux de continuer ou non sur le même pié. Dans le
 » dit Projet d'Edit l'on s'est principalement conformé à celui que les commis-
 » faires de tous les colléges d'Amiraute ont présenté conjointement à Leurs
 » Hautes-Puissances le 1. Juin de l'année 1745. dans lequel l'on avoit fait
 » entrer toutes les précautions & tous les réglemens que l'on avoit pu ima-
 » giner dans un espace de vingt-cinq ans pour en rendre la pratique sûre &
 » uniforme, lesquelles pièces avoient été mises en différents tems sur le tapis
 » dans l'Assemblée de Leurs Nobles & Grandes Puissances & dans celle de
 » Leurs Hautes-Puissances, nommément en 1727, 1728, 1729, 1731, &
 » 1732; de même que le prouvent les différents Rapports des Seigneurs
 » Députés de Leurs Nobles & Grandes Puissances pour les affaires du com-
 » merce & de la navigation, des 11. Octobre 1727., 27. Août 1728. & 24.
 » Février 1729., & ceux des Députés de Leurs Hautes-Puissances des 5. Oc-
 » tobre 1731. & 29. Novembre 1732. Outre toutes ces précautions l'on
 » a fait quelques changemens concernant deux articles; dont l'un fera néces-
 » sairement toute la force de la pratique uniforme, & dont l'autre servira
 » surtout à écarter entièrement les fraudes qui se commettent si ouvertement
 » en certains lieux sur les Denrées qui se mesurent par boisseaux (*ronde
 maat*). Le premier concerne la proposition qui a été faite par le dit Mé-
 » moire, afin qu'à l'avenir les Passports ne s'écartassent pas du nombre &
 » de la qualité des marchandises; & relativement à ce point, comme étant
 » de la plus grande nécessité, Leurs Nobles & Grandes Puissances, pour
 » ne plus retomber dans les anciennes difficultés auxquelles ont été exposées
 » quelques Provinces, si sur ce point les réglemens avoient été laissés sur l'an-
 » cien pié, ont couché dans le Projet de cet Edit les articles relatifs à cette
 » matière, de façon que les Habitans de cette Province y sont assujettis aux
 » mêmes obligations que ceux des autres Provinces; quoique Leurs Nobles
 » & Grandes Puissances persistent encore dans leur première idée, que ces
 » ordres ne devroient point être appliquabls à cette Province, parce que
 » sur cet objet elle se trouve dans des circonstances bien différentes de celles
 » des autres Provinces, puisque dans celle-ci les Marchandises parviennent
 » proprement au lieu de leur véritable destination, & que dans les autres
 » Provinces ces mêmes marchandises n'ont d'ordinaire qu'une destination
 » simulée.

» ET

„ ET le second article concerne les Grains & autres denrées qui se mesurent par boisseaux, relativement auxquels il est requis par les Articles cent-cinquante-six & cent-cinquante-sept, que désormais le Collecteur ou Fermier de l'impôt de ces denrées sera obligé de déclarer toutes les semaines la quantité qui aura été mesurée & déclarée à son Comptoir, & que les marchands, ayant fait leur déclaration comme ci-devant, seront tenus de payer les droits à l'avenir d'après la déclaration des Fermiers ou Collecteurs, & non d'après celle des Mesureurs, comme il se pratique actuellement; changement qui a paru d'une si grande importance à Leurs Nobles & Grandes Puissances, que, sans ces nouveaux réglemens, ils ne voyent pas comment rendre uniformes à cet égard les réglemens généraux, ni comment percevoir ces droits d'une manière convenable.

„ QU'OUTRE ces précautions & plusieurs autres insérées pour le même but dans le projet déjà mentionné de l'Edit, il faudroit embrasser, comme l'un des plus sûrs moyens d'effectuer autant qu'il seraient possible une pratique uniforme & une exécution convenable, la proposition déjà si souvent faite, que les Collèges respectifs de l'Amirauté entretiendroient chacun dans leur ressort, des Bâtimens ou Navires en état d'exiger & de recevoir les déclarations générales des vaisseaux à leur entrée, qu'il faudroit que Leur Hautes-Puissances en fissent un règlement fixe & immuable, & que (après avoir enjoint de la manière la plus forte aux officiers commis à la Collecte ou aux Recherches en Flandres & à Lillo, les uns & les autres Hollandois & Zélandois, d'apporter l'attention la plus scrupuleuse & l'exac-titude la plus sévère à faire observer cette ordonnance) le nombre de ces Bâtimens devroit être fixé à quatre pour la Zélande; savoir, un dans le Havre ou à l'entrée de Veere, un aux environs de Zirickzée, un au des-sous de Flessinguë, & un à l'entrée de Brouwershaven.

„ QU'IL en faudroit un dans la Meuse devant la Brille ou aux environs, deux à Goerée, trois au Texel, & trois au Vlie, deux à l'endroit dit le Abt ou Wadden, & ce outre les Bâtimens côtiers qui se trouvent déjà dans la Meuse, au Texel, au Vlie, & sur l'Abt, & lesquels devroient servir à prêter assistance aux dits Bâtimens côtiers, & à tenir en bride les maîtres de navire mal intentionnés.

„ QU'IL faudroit de plus ordonner, que chaque Collège livrât pour cet effet les Bâtimens & les Equipages nécessaires, d'usage sur nos Rivières

» & dans leurs Havres, soit qu'ils y fussent déjà employés ou non; que ce-
» pendant sur chacun de ces Bâtimens il feroit nommé & mis, de la part d'un
» autre Collège, une ou plusieurs personnes, pour y exercer le commandement,
» d'après l'Instruction insérée à la fin de ces présentes sous le Nume-
» ro 2., & aux ordres de qui ou desquelles seront soumis le Patron & les au-
» tres personnes du même équipage.

» **Q**UE conséquemment chacun des cinq Colléges pourra, d'après la pro-
» position de l'Avocat - Fiscal du lieu, nommer & placer ces sortes de person-
» nes ou de Commandeurs sur trois différents Vaisseaux d'autres Colléges;
» savoir le Collége de la Meuse sur un Vaisseau en Zélande, un au Texel, &
» un au Vlie; le Collége d'Amsterdam sur un Vaisseau en Zélande, un dans
» la Meuse, & un en Frise; le Collége de Zélande sur deux Vaisseaux au
» Texel, & un au Vlie; le Collége de West - Frise & du Quartier du Nord
» (Nord - Hollande) un devant Goerée, un en Zélande & un en Frise, &
» le Collége de Frise sur un Vaisseau devant Goerée, un au Vlie, & un en
» Zélande. Et qu'à chacune de ces Personnes il sera accordé tel salaire &
» entretien qu'il sera jugé convenable par les Colléges qui en ont la disposi-
» tion. Que toutes les dépenses à faire pour l'entretien de ces quinze Bâti-
» mens, non compris pourtant les dites Personnes ou Commandeurs, seront
» fournies par les cinq Colléges conjointement, en telle proportion que Son
» Altesse Royale, Madame la Gouvernante, le jugera à propos; sur quoi il
» faudra que ces Colléges liquident annuellement entr'eux, & qu'à chacun
» soit payé ce qui lui revient; & que sur ce pié il faudroit mander aux Collé-
» ges respectifs qu'ils eussent à tenir prêts les dits Bâtimens & Equipages,
» pour autant qu'ils n'en auroient point encore.

» **E**T qu'en même tems il faudroit mander aux dits Colléges qu'ils eussent
» à déclarer à Son Altesse Royale, Madame la Gouvernante, la personne
» ou les personnes qu'ils auront nommées & placées pour cet effet sur les
» dits Vaisseaux, de même que le salaire & l'entretien accordé à chacun d'eux.

» **Q**U'IL faudroit encore ordonner, comme un moyen utile & efficace de
» s'assurer d'une prompte exécution & d'une pratique uniforme, que l'on
» formât à l'avenir sur les Livres d'entrée & de sortie de bonnes Tables
» alphabétiques; & que, pour y procéder avec ordre, il faudroit ordon-
» ner à tous les Colléges de l'Amirauté conjointement, que chacun d'eux
» réglât les choses de façon, que de quinzaine en quinzaine l'on envoyât
» aux

„ aux Avocats - Fiscaux les Registres ou Tables de chaque comptoir situé dans
„ leur Ressort : que, de tous ces Registres séparés les dits Avocats - Fiscaux
„ en feroient former un seul, & que de trois mois en trois mois ils le fe-
„ roient passer ou en enverroient un extrait à l'un des Avocats - Fiscaux,
„ nommé pour cet effet par Leurs Hautes - Puissances, afin de former de tous
„ ces Registres un Registre général pour toute la République, sur lequel on
„ pourroit voir d'un coup d'œil non - seulement quelle quantité de chaque espèce
„ s'importeroit & s'exporteroit dans une année, mais par où il seroit prouvé en
„ même tems combien de poids, d'aunes, de mesures de chaque espèce l'on auroit
„ déclaré à chaque Collège de l'Amirauté. Un Registre ainsi formé présenteroit
„ un état précis & vrai du commerce de cette République; & l'on pourroit
„ dans tous les cas y avoir un recours assuré, comme à un Instrument pour
„ découvrir en quelque sorte de quelle manière se perçoivent les Revenus
„ de la navigation dans chaque district.

„ Que de plus pour obtenir l'avantage que l'on se propose par ce travail,
„ l'Avocat - Fiscal qui en seroit chargé, seroit tenu d'envoyer à chacun des
„ Collèges une copie de ce Registre, & d'en remettre tous les ans au mois de
„ Mai ou de Juin une Copie authentique au Greffe de Leurs Hautes - Puissances.

Qu'il faudroit ensuite que Leurs Hautes - Puissances fissent examiner le
dit Registre en présence de quelques Seigneurs de leurs Députés, dans un
travail avec les commissaires de tous les Collèges de l'Amirauté conjointe-
ment; pour ouïr leurs considérations & réflexions, & pour, sur les plain-
tes qui pourroient en résulter, apporter tels remèdes que pourroit l'exiger
le bien général.

Et qu'enfin, comme il se pourroit que dans quelques Bureaux la gran-
deur & l'étendue de ce travail exigeassent un plus grand nombre de sup-
pôts, il faudroit mander aux Collèges de l'Amirauté, que chacun d'eux exa-
minât de quelle manière l'on pourroit exécuter cette proposition de la façon
la plus avantageuse & avec le moins de fraix.

Que Leurs Nobles & Grandes Puissances n'ignorent pas qu'il n'est au-
cune des propositions faites sur cette matière qui ne rencontre des difficul-
tés, & contre laquelle on ne puisse faire des objections; & qu'ils eussent
souhaité eux - mêmes pouvoir affranchir entièrement le commerce de toute
gêne & de toute entrave, de même que prévenir toutes faisons de plaintes.
Mais que, comme eux - mêmes l'ont déjà remarqué, s'il est absolument im-
possible

» possible de décharger le commerce, sans avoir égard à l'état des Finances des Colléges de l'Amirauté, ou en les sacrifiant tout - à - fait à l'intérêt seul du commerce, Leurs Nobles & Grandes Puissances se flattent aussi que, lors qu'on aura vu le zèle avec lequel on s'est appliqué à procurer le bien- être général du commerce, l'on voudra bien supporter quelques peines & quelques charges, qui ne pourroient être regardées comme onéreuses que dans certains cas particuliers.

» Et qu'enfin, concernant la perte que les Colléges de l'Amirauté auront à souffrir les premières années par la décharge ou la diminution proposée des droits, & un fonds à indiquer pour suppléer à cette perte, Leurs Nobles & Grandes Puissances croient qu'il conviendroit d'entretenir du moins les Colléges de l'Amirauté sur le pié où ils sont actuellement, & que pour cet effet il faudroit les charger de déclarer, sous la foi du serment qu'ils ont prêté à l'Etat, à combien s'est monté le provenu des droits dans chaque district depuis l'année 1725. jusqu'en l'année 1740. inclusivement, afin que l'on en pût faire un calcul pour trouver ce provenu annuel. Et que, ce Plan étant introduit, les dits Colléges seroient tenus, sous la foi du même serment fait à l'Etat, d'exhiber tous les ans un bordereau exact des droits qui auroient été perçus dans chacun de leurs Ressorts, & que d'après ce bordereau il seroit ordonné de suppléer du fonds assigné ce qu'il seroit trouvé que chacun d'eux auroit reçu de moins; que l'on continueroit sur le même pié jusqu'à ce que le provenu égalât la somme qu'il consteroit suivant la susdite déclaration avoir été perçue par les Colléges d'après le bordereau actuel, & qu'ils seroient obligés de rembourser annuellement à ce fonds ce qu'ils auroient ainsi reçu par forme de subside & d'emprunt, jusqu'à ce que l'on ait entièrement acquitté le capital & les intérêts qu'il faudroit négocier pour cet effet, en supposant que par ces arrangements à prendre les revenus des Colléges reviendront non - seulement au point où ils ont été dans l'intervalle de 1725. à 1740. mais que même ils seront portés sur un pié bien plus favorable: & qu'il conviendroit d'affecter au dit fonds le droit de *Last & Veilgeld*, qu'après un mur examen Leurs Nobles & Grandes Puissances ont trouvé devoir être suffisant pour quelques années, au moyen d'une négociation de deniers, & même pour plus long- tems qu'il ne sera nécessaire; surtout si Dieu accorde sa bénédiction à cet ouvrage, & si les Provinces respectives, pour le bien- être & le soutien de l'Etat, veulent prêter la main à ce que les Colléges de l'Amirauté soient maintenus dans la perception des droits, la poursuite & la punition des fraudes, & leurs soins à faire observer une pratique unifor-

» me,

„ me, moyens dont la nécessité absolue a été démontrée avec tant de force
„ dans le mémoire mentionné, présenté par feu son Altesse, de glorieuse mé-
„ moire, de même que par ce qui a été dit plus haut.

„ *E*t afin de mettre en meilleur état le Collège de l'Amiraute en West-Frise
„ & dans le Quartier du Nord, & de lui faciliter les moyens de se libérer des ca-
„ pitaux qui courent à sa charge, d'autant que de quatre cent quatre-vingt mil-
„ le Florins, accordés à ce Collège par Résolution de Leurs Nobles & Gran-
„ des Puissances du 23. Juillet 1723. il n'a encore été payé que cent vingt
„ mille Florins (pour le premier terme) desorte qu'il reste encore trois-cent-
„ soixante mille Florins à payer, quoique les Colléges de la Meuse & d'Am-
„ sterdam ayent été payés annuellement en vertu de la dite Résolution, au
„ moyen de quoi leur dette sera acquittée en 1756. il a été arrêté & résolu
„ de charger les Seigneurs *Gecommitteerde Raaden*, de payer annuellement
„ au Collège de West-Frise & du Quartier du Nord en diminution de la som-
„ me restante de trois-cent-soixante mille Florins, proportionnellement à ce
„ que percevront les deux Colléges susdits, jusqu'à ce que les Colléges de la
„ Meuse & d'Amsterdam soient entièrement satisfaits, & de payer alors
„ au même Collège susdit une somme de cinquante mille Florins annuelle-
„ ment, jusqu'à ce que la somme entière de trois-cent-soixante mille Florins
„ soit entièrement acquittée, le tout sous cette condition expresse que tous
„ ces deniers ne pourront être employés qu'au remboursement des capi-
„ taux qui courent à la charge du dit Collège, & que le Collège de l'Ami-
„ rauté au Quartier du Nord présente tous les ans une liste authentique aux
„ Seigneurs *Gecommitteerde Raaden* par laquelle il constera que l'on en a fait
„ cet usage.

„ *E*t comme par la dite Résolution du 23. Juillet 1723. il a été encore ar-
„ rêté que l'on examineroit ultérieurement ce qu'il faudroit faire à l'avenir ré-
„ lativement au subside annuel de quatre-vingt mille Florins, que le susdit
„ Collège répète en vertu de l'accord passé entre les deux Quartiers le 21.
„ Juillet 1668. & sur quoi, pour répondre à la Résolution Commissoriale
„ de Leurs Nobles & Grandes Puissances du 18. Novembre 1739. rap-
„ port provisionnel a été fait le 13. Février 1739 sur quoi fut requis
„ l'avis ultérieur du Collège de l'Amiraute au Quartier du Nord, lequel,
„ ayant été en conséquence remis à l'Assemblée le 15. Juillet suivant,
„ il fut renvoyé à un Comité avec les Seigneurs *Gecommitteerde Raaden*
„ dans les deux Quartiers, & ce Comité n'ayant point encore été tenu,
„ il a été en dernier lieu résolu, que l'on le tiendra au plutôt & que l'on

„ y examinera les moyens de donner au dit Collége la meilleure satisfaction „ qu'il se pourra".

IL paroît par cette Résolution, que les Etats de la Province de Hollande reconnoissent, que le commerce est déchu; & que pour le relever il faudroit le décharger des droits qui le gênent; que déjà en 1740. on avoit porté la vue sur l'établissement d'un Port Franc; que néanmoins on avoit toujours cru, en consultant l'intérêt du commerce, ne pas devoir négliger de consulter les besoins des Amirautés & l'intérêt des fabriques établies dans l'intérieur des Provinces; qu'on avoit trouvé que les besoins des Amirautés ne permettoient pas d'accorder un afranchissement de droits plein & entier; que par les mêmes raisons il sembloit qu'on ne pouvoit songer à établir un Port Franc ou un libre Transit; que cependant le plan proposé par le Prince Stadhouder étant exécuté comme il conviendroit, les intérêts des Amirautés pourroient être conservés; que le plan du Prince Stadhouder pourroit être mis en exécution par manière d'essai pendant le cours de sept années, afin d'en voir l'effet, le bien qui en résulteroit, & les inconveniens qui pourroient y être attachés; & enfin, que les Etats de la Province de Hollande ont indiqué les moyens qu'on pourroit mettre en usage pour lever les difficultés qui paroisoient rendre ce plan peu praticable. Quelles que soient les causes, qui ont pu empêcher que l'avis de la Province de Hollande n'a pas été suivi, ou du moins exécuté, qu'il nous soit permis de présenter encore quelques réflexions sur les moyens proposés dans le Plan ou le Mémoire dont le Prince Stadhouder a accompagné sa Proposition.

ON pourroit donc observer d'abord, que le port franc limité; & l'exécution du tarif en conséquence, tel qu'il est proposé, ne rempliroient point l'objet qu'on s'étoit proposé par ce projet, qui étoit & qui doit être, 1^o. de relever le commerce & d'en embrasser toutes les branches dans le même plan d'encouragement ou d'amélioration; 2^o. de relever aussi les manufactures, 3^o. & enfin de concilier un encouragement qu'on ne fauroit donner ni au commerce ni aux manufactures, qu'aux dépens de l'impôt, autant qu'il est possible avec les intérêts de la finance. C'est sur ces trois points que le plan proposé doit être examiné.

A ne considérer que le projet d'un Port franc limité, il faut changer les limites qui y sont prescrites par le projet du nouveau tarif. Le projet d'exempter de tous droits toutes les marchandises importées pour être exportées, est l'encouragement essentiel qu'on a voulu donner au commerce, & que le com-

merce demande. Cela est sans difficulté. Mais pourquoi diviser toutes les marchandises qui entrent & qui peuvent être transportées à l'étranger en deux classes, dont la première est entièrement libre, & la seconde est soumise à des droits à la charge de la restitution à la sortie des mêmes marchandises, ou de la même quantité de semblables marchandises du crû du pays envoyées à l'étranger ?

ON a donné pour raison l'intérêt des manufactures du pays, & l'intérêt de l'Amirauté. Les manufactures du pays demandent qu'on éloigne de la consommation intérieure les productions de semblables manufactures étrangères, & même celles qui peuvent en tenir lieu: & l'Amirauté demande la conservation d'une partie de ses droits. Cependant la division du tarif en deux classes ne paroît point exactement conforme à ce double intérêt.

L'OBJET principal d'un nouveau tarif est de libérer le commerce de tout impôt, & de réduire les droits d'entrée uniquement sur les marchandises qui se consomment dans le pays. C'est là ce qui doit résulter des droits mis sur les marchandises comprises dans la seconde classe, puisque toutes celles qui sont dans la première, sont libres; & qu'on rendra les droits payés sur celles qui sont de la seconde à leur sortie, si on les exporte, ou de pareilles marchandises du crû du pays.

OR pour favoriser les manufactures, les droits sur les marchandises qui dans la consommation intérieure prennent la place des productions des manufactures nationales, doivent être combinés avec les prix des manufactures du pays, de sorte que les droits imposés puissent rendre les manufactures étrangères plus chères, & faire donner ainsi la préférence à celles du pays dans la consommation intérieure. Ce sont les prix des manufactures nationales qui doivent servir de règle pour déterminer le taux des droits à imposer. Il doit être facile de déterminer les sortes de marchandises qui peuvent nuire à la consommation intérieure des manufactures nationales, & aussi facile de fixer un taux aux droits d'entrée, puisqu'on a pour principe les prix de ces manufactures qui doivent tous être connus.

ON n'aura pas moins de facilité à exempter de tous droits les matières premières de toutes les manufactures, & de tous les arts & métiers de la nation.

CES deux articles ne doivent rencontrer aucune difficulté pour former un nouveau tarif.

ON peut encore fort aisément accorder un Transit & le régler pour toutes les marchandises pour lesquelles les négocians, soit étrangers, soit du pays, ne font qu'emprunter un passage. C'est un article auquel il semble qu'on n'a jamais donné assez d'attention.

MAIS ce qui est très-difficile dans l'exécution du plan proposé & de tout autre quel qu'il soit, dans lequel on voudra rendre libres toutes les marchandises qui doivent être exportées, ou exemptes de droits d'entrée & de sortie à la réexportation, c'est de conserver en même temps des droits à l'Amiraute. Il résulte de la division que contient le projet de tarif, que la partie des marchandises comprises dans la première classe qui reste dans le pays pour la consommation intérieure, ne doit rien. C'est là une diminution de la finance qui tombe à faux. Il n'y a pas plus de raison d'exempter des droits cette partie de marchandises qui se consomment dans l'intérieur, que celles qui sont dans la seconde classe, qui ne sont sujettes aux droits que pour la partie seulement qui entre dans la consommation intérieure, puisque l'on doit rendre les droits à la sortie de ce qui en est envoyé au dehors. En général cependant on doit observer que l'exemption des droits sur des matières qui servent aux fabriques & aux manufactures, est une diminution de la finance qui ne tombe point à faux, attendu que l'accroissement des manufactures & des fabriques doit bannir cette perte à la Finance.

LA seconde classe de marchandises pour laquelle on établit un *Drawbak*, ou restitution des droits d'entrée à la sortie, présente dans l'exécution des embarras très-onéreux au commerce. Les magazins ne se forment que par des Négocians étrangers ou nationaux: dans l'un & l'autre cas il faut que les Négocians Hollandois avancent les droits d'entrée ou pour leur compte ou pour celui d'un commettant. Si c'est pour leur compte, ils restent en débours d'un capital sans intérêt jusques à la sortie des mêmes marchandises, ce qui ajoute une valeur nouvelle aux marchandises, & gêne nécessairement d'autant plus leurs spéculations, que cette valeur est indéterminée: car ils ne peuvent prévoir le moment de la sortie, ni par conséquent celui de la rentrée de leurs avances. Si les marchandises sont en magasin pour le compte des étrangers, le *Drawbak* donne lieu à des frais qui les éloignent de faire des envois. Il naît encore une difficulté de la marche même du commerce sur la place. Ce négociant ne vend que par parties, & il arrive rarement qu'il débouche autrement son magasin: il est rare qu'il envoie lui-même au dehors. Il vend entre les mains des courtiers en morcelant son magasin. Quel usage fera-t-il de son acquit des droits d'entrée qui comprendra les droits d'une partie de

Marchandises, qu'il aura été obligé de diviser en dix ou vingt parties dans la vente? peut-il suivre la sortie de ses marchandises vendues pour obtenir la restitution des droits? peut-il diviser son acquit en autant de parties pour en charger les acheteurs? faudra-t-il qu'il aille à chaque vente changer son acquit au bureau? il semble que c'est là la seule voie à suivre pour lui assurer la restitution des droits. On doit sentir que c'est jeter sur le commerce des embarras qui peuvent lui nuire presque autant que les droits mêmes dont on veut le débarasser.

L'ON ne peut méconnoître dans la proposition d'un port franc limité, & dans le projet d'un tarif où les marchandises sont divisées en deux classes, un grand avantage pour le commerce à l'égard de la première classe, en ce que le commerce des marchandises de cette classe seroit entièrement libre. On doit reconnoître aussi un avantage dans la seconde classe, en ce que le commerce jouïroit encore sur les marchandises qui y sont comprises d'une exemption de droits d'entrée & de sortie par l'établissement du *Drawbak*, ou restitution des droits à la sortie. Mais il faut reconnoître aussi que les avantages donnés au commerce par la liberté absolue des marchandises de la première classe s'étendent au-delà de la faveur que demande le commerce, car il en résulte une exemption sur une partie de la consommation intérieure, qui ne doit pas avoir lieu à l'égard de la seconde classe, les avantages accordés au Négociant par la restitution des droits, lui laissent une gêne destructive, & telle qu'il seroit souvent impossible aux Négocians de profiter du bénéfice de la loi. Qu'on suppose par exemple un magasin de drogueries bien assorti: il sera composé d'un nombre infini d'articles différents, & il ne sera pas bien riche s'il n'est que de cent mille florins. A la vente le propriétaire aura à diviser son acquit des droits pour en procurer la restitution à la sortie par une infinité de petites parties, parce que la plupart des étrangers ne tirent les drogues que par de très-petites parties. Cette branche de commerce est l'une des plus riches de la Hollande, & qui mérite d'autant plus de faveur, que la Hollande jouit encore de l'avantage d'être le marché de l'Europe le mieux assorti en drogueries, & d'en vendre le plus. Le *Drawbak* seroit pour cette branche en particulier une gêne extrêmement embarrassante & onéreuse.

ON ne donne pas ces observations pour faire rejeter le plan d'un Port franc limité: ce seroit abandonner trop légèrement le moyen le plus facile de donner au commerce le secours dont il a besoin, & en même tems celui qu'on peut rendre le moins onéreux aux finances. Car quoique les finances

soient trop souvent le plus grand ennemi du commerce, ici le commerce a intérêt de ne pas détruire son ennemi. Il a besoin du secours des finances pour être protégé, comme les Etats de la Province de Hollande l'ont observé. Il faut admettre un Port franc limité; mais il faut lui chercher des limites ailleurs que dans l'établissement du *Drawbak*, ou du moins en changer la forme, pour conserver à l'Amirauté, ou aux finances de l'Etat, l'entièr^e étendue des droits qui existent, & qui ne tombent que sur la consommation intérieure; & débarasser en même tems le commerce des gênes du *Drawbak*, qui affoibliront trop le secours qu'on voudroit lui donner.

NE pourroit-on pas en adoptant le projet d'un Port franc, diviser le tarif en quatre classes ou quatre listes, dont la première contiendroit les marchandises dont l'entrée feroit défendue, ou ne pourroit avoir lieu qu'avec une permission expresse de l'Amirauté?

LA seconde pourroit servir à établir la liberté & franchise du transit de toutes les marchandises, pour lesquelles on ne fait qu'emprunter le passage, sans en spécifier aucune.

LA troisième contiendroit la spécification de toutes les matières premières propres ou nécessaires aux manufa^ttures, arts & métiers, comme exemptes de tous droits, impositions & recherches quelconques.

LA quatrième enfin contiendroit la spécification de toutes les autres marchandises de toute sorte & qualité, comme exemptes de tous droits d'entrée & de sortie, à l'exception de celles des dites marchandises qui feroient destinées à la consommation intérieure, qui feroient taxées par le tarif nouveau comme par l'ancien, plus ou moins suivant que l'exigeroit l'encouragement qu'il faut donner aux manufa^tures nationales & aux arts & métiers.

CHACUNE de ces quatre listes exige des observations particulières, d'après lesquelles il semble qu'il feroit facile de diriger les dispositions d'une loi utile, & peut- être la seule qu'il soit possible d'admettre.

LA première liste ne paroit pas susceptible de difficulté, à l'exception d'un seul Article, si l'on suivoit celle qui a été proposée. Outre qu'elle est bornée à un très-petit nombre d'Articles, conformes aux intérêts de l'industrie nationale & des finances, les intérêts du commerce sont à couvert par la porte qui est ouverte à l'obtention des permissions. C'est sans doute par inattention qu'on y a employé toutes manufa^tures teintes, quelque nom qu'elles aient,

si ce n'est par transit ou Drawbak. Ce seroit introduire une prohibition absolue de toutes étoffes, & même de toiles colorées des manufaëtures étrangères, car il n'arrivera que rarement aujourd'hui, supposé que le cas eut lieu, que les étrangers qui ont réuni partout l'art des teintures à celui des manufactures, envoient leurs étoffes ou leurs toiles aux teinturiers de la Hollande. Cette prohibition pourroit être corrigée à l'égard du commerce de la Hollande, tant par le transit, que par le *Drawbak*; mais elle ne le seroit point à l'égard des Puissances étrangères, qui seroient fondées à se plaindre de cette nouveauté, & à user de représailles, qui seroient plus nuisibles à la République, que cette interdiction ne fauroit jamais lui être utile. L'article des manufactures étrangères doit être compris dans la quatrième liste comme l'un des principaux articles qui en entrant dans la consommation intérieure, nuisent aux manufactures nationales, & qui doivent par conséquent être imposés à des droits relatifs aux prix des manufactures du pays.

A l'égard de la seconde liste, on ne pense pas que personne puisse contredire la nécessité d'établir un libre transit. Quiconque a de l'expérience dans le commerce de l'Italie, de l'Allemagne, de la France & de l'Angleterre, sait que l'Italie & l'Allemagne tirent de la bijouterie, de la clinquillerie & autres marchandises fines de France & d'Angleterre, & qu'on évite la Hollande à cause des droits pour le transport de ces articles de France & d'Angleterre, pour lesquels on prendroit de préférence la route par la Hollande comme la plus prompte & la moins chère, s'il y avoit un transit établi, au lieu des droits qui la rendent plus chère. Ce n'est point là un grand objet dans le commerce de la République. Il n'est cependant pas à mépriser. Cet article doit souffrir d'autant moins de difficulté, que les droits sur les marchandises qui sont dans le cas d'emprunter un passage, ne passent point à cause des droits; pendant que par le transit la République gagne un fret, une commission, souvent une navigation intérieure, & des moyens de subsistance. Tout cela est perdu pour soutenir des droits qui n'ont jamais lieu.

LA troisième liste ne souffre pas plus de difficulté. Elle a pour objet un encouragement dont les manufactures, les arts & métiers ont un extrême besoin; & il seroit bien à souhaiter pour la prospérité de la nation, que cet encouragement pût suffire pour les relever. Il faut cependant excepter des matières premières, les sucres bruts de toutes les sortes, ou non rafinés, & les tabacs bruts. Ces deux articles demandent des observations particulières, où l'on verra les raisons qui doivent les faire comprendre dans la quatrième liste, & de la manière dont ils doivent y être employés.

LA quatrième liste semble être au premier coup d'oeil le siège de beaucoup de difficultés. Il faut cependant les lever ou renoncer aux moyens de donner au commerce tout le secours dont il a besoin. Tout se réduit ici à concilier l'avantage du commerce & sa liberté avec l'intérêt de la finance ; à conserver les droits de l'Amirauté qui tombent sur la conformité intérieure, & à en prévenir les fraudes sans trop gêner le commerce.

CE ne sera point une nouveauté gênante pour les négociants, que de les soumettre à donner une déclaration exacte de toutes les marchandises qui entrent, soit pour leur compte, soit à leur consignation. Ces déclarations sont en usage, & ce sera pour eux une nouveauté bien agréable, que d'être obligés de donner des déclarations exactes & fidèles, tant de la quantité, que de la qualité des marchandises, sans avoir à faire aucun débours. Cette loi doit être observée avec d'autant plus d'exactitude, & sous des peines d'autant plus sévères, qu'elle ne sera faite que pour améliorer le commerce en général, & celui de chaque négociant en particulier. Par cette raison tout négociant infidèle mériterait d'être non seulement déclaré indigne du titre de négociant, mais même pour toujours indigne de la patrie.

CETTE déclaration faite, les Négociants doivent avoir la liberté de faire transporter les marchandises dans leurs magasins sous un acquit à caution pour la sûreté des droits de tout ce qui peut être destiné ensuite par la vente à la consommation intérieure.

SI ces marchandises ainsi en magasin sous un acquit à caution sont envoyées au dehors, le même Négociant en fait sa déclaration à la sortie, & en conséquence fait décharger son acquit à caution.

S'IL les vend en tout ou en partie, il ne doit pouvoir les délivrer que sur un duplicata d'un acquit à caution de la quantité vendue que lui remet l'acheteur, ou sur un duplicata d'un acquit des droits que l'acheteur lui remet en présence d'un commis qui le déchire pour qu'il ne puisse pas servir une seconde fois ; & lorsqu'il a vendu toute la partie portée par son acquit à caution, il le fait décharger sur la représentation des duplicata des acquits à caution pris par les acheteurs, & ceux-ci doivent suivre la même route jusqu'à la sortie, & les derniers Négociants qui ont pris au bureau des acquits à caution, restent responsables des droits jusqu'à la décharge qui leur est donnée sur leurs acquits à la sortie.

Ces acquits à caution ne doivent pas donner aux Négocians beaucoup plus de soins pour faire entrer, vendre, & sortir leurs marchandises, qu'ils en prennent aujourd'hui pour payer les droits quand ils sont fidèles: & la soumission pour le vendeur de faire décharger son billet à caution, & pour l'acheteur d'en prendre un, si elle embarrasse les opérations du commerce, seroit bonifiée par l'exemption de tous droits, qui indemniseroit bien les Négocians d'une peine & d'une attention si légères. Mais il s'agit de prévenir l'abus qu'on peut faire de ces acquits à caution pour éluder les droits sur les marchandises qui entrent dans la consommation intérieure. Ceci seroit encore l'affaire des sages précautions de l'Administration.

Le vendeur qui reçoit un acquit à caution de son acheteur exactement de tout ce qu'il lui a vendu, est de bonne foi, il ne peut être recherché, & l'on ne peut sur aucun prétexte lui refuser la décharge sur son acquit à caution, à la représentation d'acquits à caution pour pareille marchandise & même quantité; ou à la présentation de l'acquit des droits. S'il a vendu une plus grande quantité que ne portent les duplicata ou les acquits des droits qu'il représente, il est clair qu'il est en faute; que son acquit à caution ne peut être déchargé en entier, & qu'il doit payer les droits du surplus, sans autre peine; parce qu'il n'y a ni fraude, ni esprit de fraude, & le payement des droits est suffisant pour punir sa négligence.

Il n'en seroit cependant pas de même de celui qui achète pour vendre au détail, ou pour vendre au détailleur. On sent qu'il seroit facile à ces deux sortes de marchands de frauder les droits en prenant des acquits à caution qu'ils ne feroient jamais décharger; & que pour les y obliger, ou leur faire payer les droits, ou les punir, il faudroit s'engager dans des recherches très-longues, très-dispendieuses, très-difficiles & souvent inutiles. Peut-être que l'impossibilité qu'on a cru voir à prendre des précautions suffisantes pour rendre cette manière de frauder les droits impraticable, sans blesser les droits du citoyen, & la liberté nationale, a détourné l'attention de l'avantage qu'on avoit cru remarquer dans un libre transit. La nécessité de décharger les marchandises de tous droits, afin de pouvoir soutenir la concurrence des Nations rivales, & celle de retrouver dans les droits sur la consommation intérieure de ces mêmes marchandises, une indemnisation pour les Amirautes, font pour ainsi dire un conflit dans les précautions à prendre, dont il est bien difficile de dégager l'administration.

Le sucre par exemple non rafiné, est l'objet d'une très-grande consommation

tion intérieure. Il est aussi l'un des plus grands objets d'importation & d'exportation. L'intérêt du commerce est, sans difficulté, que cette denrée puisse être importée & exportée en liberté. Mais pour accorder cette liberté au commerce, feroit-il juste de priver l'Amiraute des droits qui tombent sur la consommation de l'une des denrées dont la consommation est la plus étendue? La consommation qui se fait de sucre, même non rafiné, est infinie. Il conviendroit donc d'assurer aux Amirautes les droits sur le sucre qui se consomme dans l'intérieur, & il y auroit des précautions à prendre pour assurer les droits à l'égard des raffineries, qui semblent être praticables.

IL a été un tems où les raffineries de sucre de la Hollande fournisoient le sucre raffiné à toute l'Europe. Il s'est successivement établi chez la plupart des nations, des raffineries, qui ont fait tomber celles de la Hollande; cependant comme il y en existe encore, & qu'on transporte encore au dehors beaucoup de sucre raffiné, cette fabrique est l'une des plus précieuses & l'une de celles qu'il importe le plus de relever; & l'on ne doit pas douter qu'ayant la liberté de travailler sans payer de droits, les Hollandois ne relèvent leurs fabriques par un plus grand débouché, que le commerce leur procurera au dehors.

LE tabac est encore un grand objet de commerce, & un objet immense de consommation intérieure. Il doit être considéré aussi comme matière première d'une fabrique intéressante.

COMME objet de commerce, le tabac doit être libre, & comme objet de consommation intérieure, il doit être chargé d'un droit de consommation: le tabac brut pourroit être traité comme les matières premières des brasseries, & les tabacs de fabrique étrangère être imposés comme les bières étrangères, & assujétis à des droits relatifs à ceux de la consommation intérieure & à l'intérêt des fabriques du pays. Enfin les fabricans de tabac devroient être assimilés en tout aux brasseurs pour la sûreté des droits.

SI un port franc établi sur ces principes ne peut avoir lieu; si l'on ne peut pas accorder une entière liberté à l'entrée & à la sortie des marchandises, & concilier cette liberté avec la sûreté des droits sur celles des marchandises qui se consomment dans l'intérieur, & avec l'encouragement que demandent à cet égard les manufactures nationales & les arts & métiers; si l'on ne pouvoit obtenir dans l'administration la fermeté nécessaire pour rendre efficaces toutes les précautions dont il semble qu'on pourroit faire usage, il ne reste à la

Ré-

République, pour relever ou conserver son commerce, que des ressources très-foibles. La seule qui pourroit être suivie, seroit une diminution de droits, qui les reduiroit à un ou a un demi pour cent, tels qu'ils font à Brême & à Hambourg. Mais cette réduction ne donneroit pas au commerce un secours suffisant pour reprendre la supériorité dans la concurrence, encore moins pour relever l'industrie nationale; & la perte des droits de l'Amirauté seroit peut-être infiniment plus grande, que celle qui résulteroit du port franc limité.

CE ne seroit vraisemblablement pas encore assez que d'avoir adopté le plan d'un port franc, tel qu'on l'a proposé; il faudroit encore y ajouter d'autres secours, tant en faveur du commerce & de la navigation, qu'en faveur des manufactures. Il seroit peut-être convenable de supprimer le *Last-gold*, c'est-à-dire les droits de 5 & de 10 par Last sur les vaisseaux de la République entrant & sortant, & les droits de vente sur les vaisseaux, ainsi que le droit de sel sur les équipages. On pourroit en même tems attaquer la cherté de la main-d'œuvre qui encherit également la navigation & les manufactures; & cela demanderoit une suppression des droits d'accise sur toutes les denrées de première nécessité. La navigation & les manufactures semblent demander à la finance le sacrifice de cette branche de l'impôt d'autant plus impérieusement, qu'elle détruit & desséche sans cesse la source de la finance.

IL résulteroit de l'établissement d'un port franc & de la suppression de tous ces impôts, un vuide considérable dans les finances de l'Etat: cela n'est pas douteux. Peut-être qu'à l'égard des droits de l'Amirauté, il y auroit peu de différence entre le produit actuel des droits dans l'état où les fraudes l'ont réduit, & le produit que donneroient les droits réservés, si après en avoir assuré le recouvrement par les précautions nécessaires on tenoit la main avec exactitude à son exécution.

IL ne faut pas croire que la suppression des droits sur les consommations de première nécessité ne produiroit pour les finances qu'une perte sèche. Il n'est pas douteux que si tous ces encouragemens étoient accordés, on ranimeroit toute l'industrie nationale, les travaux se multiplieroient de mille manières; on rétabliroit l'opulence, ou du moins l'aisance chez le peuple: & la conséquence naturelle en seroit, que toutes les consommations de luxe s'accroitroient très-sensiblement, & donneroient une augmentation de droits, qui prendroient la place de ceux qui auroient été supprimés. Il faut ajouter à cette considération, que les droits même qu'il faudroit supprimer, doivent nécessairement diminuer tous les jours par l'indigence du peuple, & qu'ils nui-

sent infiniment aux consommations de luxe. Si enfin on compare la ruine infaillible du commerce, l'anéantissement de l'industrie & l'indigence du peuple depuis longtems trop sensible dans les villes, dans celles surtout qui sont éloignées du commerce maritime, avec ce que demande l'encouragement nécessaire pour révivifier cette seule source de la puissance & de la prospérité de la République, il semble qu'on ne devroit pas hésiter, & ne s'occuper que d'assurer les moyens de le rendre efficace, & chercher dans d'autres branches de l'impôt ou dans de nouvelles branches, étrangères ou indifférentes au commerce & à l'industrie, des ressources nouvelles pour remplacer dans les finances ce qu'il en couteroit pour conserver leur source.

ARRETONS-NOUS ici sur les finances, comme le plus grand ennemi qu'on ait à combattre, lorsqu'on plaide la cause du commerce, & quelquefois même lorsqu'on plaide celle de l'humanité. Il faut commencer par considérer les encouragemens que demandent le commerce & l'industrie, surtout chez une nation qui n'a que cette seule source de son existence, comme étant au premier rang des charges publiques & des besoins de l'Etat. Qu'il faille faire une dépense annuelle à prendre dans la caisse publique pour soutenir & entretenir cette source, & pour la ranimer; ou qu'il faille que cette caisse reçoive cette somme de moins, cela sera égal: & ce n'est cependant chez toutes les nations, que parce qu'on propose de recevoir de moins le prix de l'encouragement nécessaire, qu'on trouve de la difficulté ou impossible d'accorder l'encouragement, qu'on n'oseroit refuser si l'on demandoit la même somme à la caisse publique. Rappelons ici quelques principes sur la finance, d'après lesquels il sera peut-être facile de concilier son intérêt avec celui du commerce & de l'industrie, & de faire servir la finance à conserver sa source principale, en lui ouvrant des ressources ailleurs.

LE produit de la finance doit être en proportion des charges publiques & des besoins de l'Etat. Cette partie de l'administration, qui paroît si simple au premier coup d'œil, est très-compliquée. L'art du financier est aujourd'hui regardé, & avec raison, comme une science, qui est une branche essentielle de la science du gouvernement. Il ne faut pas confondre l'art du financier avec cet art destructeur dont l'Italie fit autrefois un funeste présent à la France; avec cet art qui forma des *partisans*, des *traitans* & des *fermiers*, connus en Angleterre sous le nom de *gens d'expédition*, dont on a quelquefois fâchement vanté l'habileté, & dont tout gouvernement éclairé devroit proscrire l'usage. Il est étonnant que dans un siècle qui semble vouloir être le siècle des connaissances utiles à l'humanité, on soutienne ou l'on adopte encore

encore dans de grands Etats, le malheureux système en finance de l'usage des traitans & des fermes, & qu'on s'obstine à perpétuer ainsi le dépôt de la contribution des peuples au maintien du bien commun de la patrie, dans les mains d'hommes avides qui en dévorent la plus grande partie. L'expérience de plusieurs siècles n'a donc point encore assez fait connoître l'abus de ces fortunes immenses rapidement faites aux dépens du dépôt le plus sacré, qui ont tant de fois fait gémir le public. Ministres de la finance! si vous avez besoin de traitans & de fermiers pour connoître toutes les branches de l'impôt, & vous en assurer le produit, vous ignorez encore l'art du financier: votre administration double l'impôt sur les peuples, & cependant la caisse publique reste toujours dans le même état d'indigence. Ne vous appercevez-vous pas que vous détruisez nécessairement à la longue la source de l'impôt, & que vous énervez les forces de l'Etat?

L'ART de la finance fait non seulement en ménager la source, mais encore l'accroître. Les biens de toute nature, les fruits de l'industrie & du commerce, & les consommations sont les grands objets de l'impôt. L'art du financier consiste à respecter également l'Agriculture, l'industrie & le commerce, qui sont en même temps les sources de l'impôt & la base de la force de l'Etat. De quelle nature que soit chaque branche de l'impôt, il ne présente qu'une recette à faire: si l'impôt par sa nature est compliqué dans sa forme, ou dans la forme de sa perception, il n'y a qu'à simplifier la forme de l'impôt & celle de sa perception; alors la recette sera infailliblement simple, facile & peu dispendieuse, & l'on sera convaincu que la présence du fermier n'offre qu'une main dévorante & meurtrière sans utilité. Car il seroit absurde de croire qu'il ne sera pas aussi facile à l'Etat d'assurer la fidélité de ses receveurs, qu'au fermier d'assurer celle des siens, & de faire tenir des écritures en aussi bon ordre, que celles du fermier.

ON prétend que l'entretien des gens employés par les Fermiers en Hollande, leur a couté autant, qu'un état militaire de soixante mille hommes auroit couté à l'Etat; & qu'à peine le quart de ce que le peuple payoit, entroit dans la trésor de l'Etat: on prétend encore que la province de Hollande a plus que doublé le produit de l'impôt dans la caisse publique par la suppression des *Pachters*, ou fermiers de l'impôt, & qu'elle s'est mise en état de rembourser tous les ans plusieurs millions sur les dettes publiques. Cependant l'impôt y est divisé en un nombre infini de branches & assez compliqué: il y est aussi sujet à l'arbitraire & à l'inégalité, inconveniens qu'on n'a pu encore chez aucune nation écarter de l'impôt. Enfin toutes les branches de

l'impôt y sont aussi susceptibles de fraudes que partout ailleurs. Ou l'on fraude aujourd'hui bien moins l'Etat, qu'on ne fraudoit autrefois son fermier, ou celui-ci fraudoit prodigieusement l'Etat, s'il est vrai que par la suppression de son bail la caisse publique a plus que doublé. Ce seul acte d'une bonne administration a donné un avantage immense à l'Etat; mais c'est un avantage encore pour ainsi dire concentré dans le sein du gouvernement, parce que la nécessité d'accélérer le remboursement des dettes publiques ne lui a point permis jusqu'à présent de le rendre sensible au peuple, par une diminution de l'impôt proportionnée à cet avantage.

L'ART du financier après avoir cherché les ressources de la finance dans la forme de l'impôt, dans celle de sa perception, & dans l'économie, s'occupe des moyens de diminuer ou de supprimer même tout-à-fait les branches de l'impôt les plus onéreuses au peuple; celles qui attaquent les principes de l'Agriculture, de l'industrie & du commerce: tels sont une partie des droits sur les consommations & des droits de douane, ou d'entrée & de sortie. Il les remplace par une augmentation de droits sur le luxe & sur l'opulence. On ne fauroit croire le tort que fait à la navigation & aux fabriques la levée du quarantième & quatre-vingtième dénier qu'il faut payer à chaque fois qu'un Navire change de propriétaire; & qu'une Maison de fabrique est vendue ou hypothéquée; & on pourra se faire une idée de l'influence que cet impôt peut faire sur le commerce, si l'on fait attention aux capitaux qu'exigent les Brasseries, les Raffineries, les Teintureries, les Moulins à papier, à huile, à scier du bois, à moudre le bled, les Thuilleries, Briqueteries & une infinité d'autres bâtimens qui avec leurs utensiles exigent un capital très-considérable pour en faire l'acquisition: ce ne seroit peut-être pas une opération désavantageuse au trésor de l'Etat, si l'on supprimoit totalement cet impôt relativement aux Navires ou bâtimens de mer & aux biens immeubles, employés aux fabriques; & qu'on le conservât uniquement sur les biens immeubles, sur les terres, & sur les bateaux qui ne sont point employés pour l'usage du commerce. Ce que le trésor public perdroit par là, lui seroit bonifié par un accroissement de travaux, qui en résulteroit dans les Fabriques & dans la construction, si fort diminuée en Hollande.

IL est essentiel d'observer que ce n'est pas parce qu'on fait payer au négociant, au fabricant, au détaillant, à l'artisan, au cultivateur une somme quelconque, qui leur paroit au-dessus de leurs facultés, qu'on les appauvrit; mais parce que l'impôt détruit ou diminue les bénéfices de leur industrie de mille manières. Ce n'est pas par les sommes qu'ils payent, qu'ils sont indigens, mais

mais par celles que l'impôt mal dirigé les empêche de gagner. Les Personnes hors du commerce semblent ne pouvoir saïssir cette vérité. Les droits d'entrée & de sortie font passer une partie du commerce à l'étranger, & resserent les opérations du négociant; la cherté de la main - d'œuvre restraint ou annule les profits des fabricans; l'artisan manque d'ouvrage & le cultivateur de consommateurs & de concurrence d'acheteurs au marché. L'Art de la finance cherche donc les moyens de ne pas les priver par la nature de l'impôt ou par la forme de la perception, des occasions de gagner; qu'il s'efforce au contraire de les multiplier le plus qu'il est possible; mais c'est sur leurs bénéfices qu'il veut trouver les moyens d'asseoir leur contribution aux charges de l'Etat. Ce sont ces bénéfices & le superflu qui les accompagne, qui la doivent, & qui doivent être le véritable objet de l'impôt. Le luxe les annonce & en paye une partie. Ne resserez point les moyens de subsistance, & soyez juste autant qu'il est possible dans la répartition des taxes personnelles; mais n'écoutez point après cela les plaintes de l'homme industrieux, si l'impôt ne touche point aux objets de son industrie, parce qu'alors sa contribution personnelle ne fait qu'animer son industrie, & n'empêche point qu'il ne continue de s'enrichir ou de vivre dans l'aisance.

UN seul exemple suffit pour rendre ces vérités bien sensibles. L'impôt dans la province de Hollande sur la marée, consiste dans un droit du huitième denier du prix de la vente publique qui s'en fait. On a observé de faire faire cette vente au rabais, & non par enchère, ce qui entretient la vente à vil prix, & rend par conséquent le droit de consommation fort léger. Il arrive de là que la consommation de la marée est très-grande chez le peuple, & que la pêche ne fauroid être trop abondante. Les habitans pêcheurs sont la partie du peuple la plus riche. Qu'on augmente les droits de consommation sur la marée, on détruit la pêche: parce qu'en la rendant plus chère, on fait resserer les consommations. N'est-il pas évident qu'une taxe personnelle sur les pêcheurs ne fauroid les ruiner tant qu'on laisse subsister l'objet de leur industrie; & que leur ruine est infaillible, si par la nature de l'impôt, si par un droit trop fort, on détruit la pêche, comme on a fait dans d'autres Etats?

LORSQUE l'impôt est par sa nature trop onéreux au peuple, lorsqu'il détruit la population, l'industrie & le commerce, il n'y a presque point de gens opulens, ou même dans l'aisance, qui soient sensibles au contrecoup qu'ils doivent en recevoir; parce qu'on réfléchit peu sur ces matières. Cependant ce contrecoup est à la longue plus destructif pour cette classe de citoyens, que

que ne le feroit un impôt direct d'un quart ou d'un cinquième de leurs ventes; parce que tout impôt destructif de l'aisance du peuple, est nécessairement un impôt indirect sur l'opulence du riche. Car l'aisance du peuple n'est pas moins la base de toutes les fortunes particulières, que de celle de l'Etat. On ne se tromperoit peut-être pas en avançant, que le plus grand art de l'administration consiste à prévenir l'indigence du peuple: c'est-à-dire qu'il n'y ait des mains desœuvrées. Car l'état de pauvreté, on le desœuvrement produit deux maux; l'un, c'est qu'il fait perdre à l'Etat la contribution que tout homme qui travaille porte au trésor public; l'autre, qu'il oblige l'Etat à fournir à l'entretien des nécessiteux: double perte à laquelle il semble qu'on ne rélechit pas assez.

HOMME riche, qui jouissez d'une terre de cent mille livres de rente, située dans un pays naturellement fertile: si l'impôt fait déserteur les cultivateurs qui l'entourent, & détruit l'industrie des bourgs & des villes voisines qui consomment vos fruits; supposé qu'il reste encore assez de cultivateurs pour cultiver vos terres, les greniers de vos fermes restent surchargés d'une abondance inutile; votre terre ne vous donne plus de quoi entretenir votre chateau & vos jardins; vous êtes ruiné: & vous ne l'êtes que par l'excès de l'impôt mis sur le peuple. Si pour conserver la population qui anime la contrée & l'industrie, qui par ses grandes consommations paye les travaux des cultivateurs, & donne à votre terre toute la valeur qu'elle peut avoir, on porte votre contribution aux charges de l'Etat, pour conserver l'aisance du peuple, au cinquième ou au quart du produit de votre terre, oserez-vous vous plaindre de l'excès de l'impôt, & prétendre que vous êtes juste?

Les finances de la République estimées à la source, montent (dit-on) à environ cent vingt millions. Les frais de régie & de recouvrement sont très-considerables, parce que cette somme est le produit d'un impôt divisé en un nombre infini de branches. On ne croit pas cependant qu'il reste la moitié de cette somme dans la route depuis la source jusques à la caisse du trésor public, comme cela arrive dans d'autres Etats, dont on vante l'administration des finances.

ON ne sera point étonné de voir un produit des finances si considérable sur un territoire aussi borné que celui des Provinces-Unies, & sur une population qui n'est estimée qu'environ deux millions d'habitans, si l'on parcourt les différentes branches de l'impôt, & si l'on fait attention en même tems aux richesses du commerce, qui sont la première & la principale source des finances.

LA

LA première branche de l'impôt consiste dans les droits d'entrée, de sortie & de poids. Cette branche de l'impôt a été fort riche autrefois. Elle s'est infiniment appauvrie par la diminution du commerce, par l'infidélité des déclarations des négocians, que les intérêts du commerce obligent de tolérer, & par les fraudes. Le tarif qui régle ces droits, a vieilli, tant parce qu'une grande partie des marchandises a changé de prix, que parce que la concurrence des villes aniséatiques dans le commerce d'économie, qui est le principal commerce de la République, s'est beaucoup accrue. Il est vrai que l'étranger paye la plus grande partie des droits d'entrée, de sortie & de poids, parce que la majeure partie des ventes & des achats se fait pour son compte, & par les négocians Hollandois par commission. Dans les beaux jours du commerce de la Hollande cet impôt étoit heureusement payé à ses finances par les nations étrangères, qui supportoient sans s'en appercevoir la valeur nouvelle qu'il ajoutoit aux marchandises. C'étoit un bénéfice que la République faisoit en sus de celui de ses négocians sur tout le commerce de l'Europe. Mais ce bénéfice, qui contribuoit au soutien de la puissance de la République, est devenu le germe de sa destruction. Il est devenu dans la concurrence qui s'est élevée, un désavantage qui s'est d'abord accru par des progrès peu sensibles & d'autant plus certains qu'on n'a rien fait pour s'y opposer. Les progrès de ce désavantage sont tels aujourd'hui, que si on veut rétablir le commerce ou même le conserver dans son état actuel, il paroît nécessaire de réduire les droits aux seules marchandises qui entrent dans la consommation intérieure. Mais cela même est sujet à de grandes difficultés.

POUR faire voir combien il doit être difficile à l'Administration de concilier les différents intérêts des Commerçans, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de placer ici des observations faites par quelques Marchands d'Amsterdam & de Rotterdam sur le plan du *Porto-Franco* & du Tarif, proposé par le Prince Stadhoudier. Ces observations portent sur les droits imposés sur des marchandises dont ces Négocians faisoient le commerce: ils les fixent aux trois suivantes.

1^o. MARCHANDISES blanches; ou *Laines crues ou non teintes*. Ces Laines (disent les Négocians) sont à la vérité des fabriques étrangères: on nous les apporte du dehors; mais avant de pouvoir être employées ou exportées, il faut en grande partie les faire teindre, préparer, mettre en châsis & à la presse.

2°. MARCHANDISES teintes, ou *Laines teintes*. Ces Laines ont été teintes avant d'être filées ou après l'avoir été.

3°. MARCHANDISES teintes & fabriquées; ou Laines fabriquées & teintes, & qui sont formées en pièces.

APRÈS avoir indiqué ces trois classes de marchandises, ils raisonnent au sujet des droits auxquels on pourroit les assujettir de cette manière.

» QUANT aux articles de la première espèce, nous croyons, & nous sommes fondés à croire, que puisqu'ils contribuent beaucoup à l'entretien de plusieurs de nos *Teintureries*, de *Tondeurs de laine*, de *Calendreurs* & de nombre d'autres Artisans, pour qui peut-être même ils sont l'unique moyen de subsistance, il faut pour cela même les considérer, sinon comme matière première, du moins comme les ingrédients de nos manufactures, & le soutien de tant de milliers d'Ouvriers que l'on y emploie, avant que ces laines crues puissent être mises en état d'être employées ou transportées chez l'Etranger. Et comme il est très-douteux si les toiles blanches de coton, qui s'impriment ici, procurent à l'Etat de plus grands avantages que les manufactures de laines en blanc, qui, comme on l'a déjà dit, y sont teintes, aprêtées, &c. & que relativement à ces toiles de coton, l'on a très-bien compris que, pour en prévenir la chute ultérieure, il faut de toute nécessité les décharger entièrement de tous droits d'entrée & de sortie; nous sous-signés pensons, d'après les mêmes principes incontestables, pouvoir soutenir, que nous sommes également autorisés à demander une exemption totale des dits droits relativement à ces manufactures de laines crues; d'autant plus que, sans cette exemption, il faut s'attendre à voir tomber & ruiner entièrement le commerce de ces sortes de marchandises, de même que les avantages qui en découlent pour nos *teintureries*, nos *Aprêteurs*, *Calendreurs* &c.

» RELATIVEMENT à la seconde espèce, c'est-à-dire des marchandises qui ont été teintes en laine, ou après avoir été filées; nous avouons volontiers que l'Etat n'en retire pas les mêmes avantages; mais prétendre pour cela qu'il faille les exclure entièrement du bénéfice d'un *Porto-Franco*, ou les obliger à payer de gros droits d'entrée, c'est ce qu'un examen plus particulier prouvera être d'un très-grand préjudice à ce commerce, quelque plausibles que paroissent d'ailleurs les raisons au contraire.

• POUR ce qui est des principes posés dans le mémoire déjà cité, nous ne voyons

„ voyons que deux raisons qui ont pu porter à charger d'un droit d'entrée
„ de deux pour cent dans le Tarif B., les marchandises teintes en laine, & en
„ effet il n'est que deux raisons qui aient pu servir de fondement à cette im-
„ position, savoir:

„ 1. Que ces marchandises, considérées comme un objet de pure con-
„ sommation qui se fait uniquement dans ces Provinces, elles doivent ainsi
„ que les suivantes suppléer à la perte que souffriront les Collèges respectifs
„ de l'Amiraute.

„ 2. Qu'ELLES portent préjudice aux Fabriques nationales.

„ S'IL étoit vrai que ces marchandises *teintes en laine* ne sont qu'un objet
„ de consommation qui se fait dans l'intérieur de l'Etat; & ce qui seroit
„ d'une conséquence bien plus préjudiciable encore, s'il étoit vrai qu'elles
„ sont nuisibles à nos propres Fabriques, il faudroit avouer qu'une imposition
„ conviendroit beaucoup pour favoriser l'intérêt général. Mais si nous
„ faisons voir le contraire, comme nous l'espérons, en démontrant que
„ ces marchandises *teintes en laine* sont un objet réel & principal du commer-
„ ce extérieur, & qu'elles procurent de très-grands avantages aux Habitans
„ de ces Provinces; nous nous flattions non-seulement de faire évanouir
„ toute idée opposée aux nôtres, mais aussi que ces raisons même engage-
„ ront à affranchir le commerce de tout droit d'entrée & de sortie, rélati-
„ vement à ces dits articles.

„ POUR cet effet nous remarquons ici, qu'il y a cinquante à soixante
„ ans que l'on avoit dans ces Provinces l'entrepôt de toutes les manufaçtu-
„ res de laines d'Angleterre, qui passoient par ces Provinces pour être trans-
„ portées & envoyées dans toute l'Allemagne, la Baltique, la Moscovie, mê-
„ me jusqu'en Espagne & en Italie, & qu'il ne s'en consumoit qu'une très-pe-
„ tite partie dans l'intérieur de l'Etat (*).

„ IL est vrai que depuis, ce commerce est tombé de tems en tems, & di-
„ minue encore tous les jours, mais à quoi peut-on, à quoi doit-on attri-
„ buer cette décadence, si ce n'est aux fortes impositions? L'on peut même
„ dire avec vérité, que si l'on n'avoit trouvé moyen de modérer ces gros im-
„ pôts, & que si l'Edit de l'année 1725. avoit sorti son entier effet dans la
„ per-

(*) Voyez ce que nous avons rapporté ci-dessus des Lettres de Carlton. T. I. p. 268. & suiv.

» perception exacte & uniforme des impositions, il y a déjà longtems que ce
 » commerce, qui se fait dans & par ces Provinces, feroit entièrement rui-
 » né & perdu, au préjudice & même à la ruine de plusieurs milliers de Négo-
 » cians & d'Ouvriers qui y trouvent encore une forte de subsistance, pour
 » autant que nous avons encore en partie l'envoi de ces *manufactures teintes*
 » *en laine* pour les Pays de Cologne, de Liège, de Juliers, de Bergues, de
 » Cléves, de Munster, & de Brabant, quoique ces envois diminuent même
 » journellement.

» APRÈS avoir ainsi clairement réfuté la première raison qui semble avoir
 » donné lieu à l'impôt, nous passons à la seconde, c'est-à-dire, au préju-
 » dice causé à nos Fabriques.

» SI nos Fabricans pouvoient faire les manufactures de laine de la même
 » qualité & bonté, & au même prix que les Anglois & les autres étrangers,
 » dût même ce prix être de deux pour cent plus haut, l'on avoueroit volontiers
 » que ces motifs seroient assez spécieux. Mais bien - loin que la chose soit
 » ou puisse jamais être ainsi, il est sûr au contraire que plusieurs de ces mar-
 » chandises & manufactures, dont nous faisons des envois assez considérables,
 » non - seulement ne peuvent être travaillées par nos Fabricans, & que mê-
 » me ces sortes de manufactures qui se fabriquent ici de la même qualité &
 » bonté que celles des Anglois & d'autres Etrangers, diffèrent infiniment de
 » prix, & sont plus chères de 15 à 20, souvent même de 30 pour cent,
 » ce qu'ont clairement démontré il y a quelques années les Administrateurs
 » de plusieurs maisons de charité & les diacres d'Amsterdam (†).

» IL est très - facile d'en trouver la cause; l'abondance de leurs propres lai-
 » nes, & le bas prix de la main - d'oeuvre, suite de l'exemption de tout impôt
 » sur toute sortes de denrées, donnent aux Anglois des avantages que nous
 » n'avons pas, & les met à même de débiter leurs manufactures à bien plus
 » bas prix que nous ne pouvons le faire.

» L'ON conçoit facilement de ce que nous venons de dire que, quand même
 » ces

(†) On doit observer que ces Administrateurs se trouvent dans la nécessité de faire fai-
 » re les vêtemens pour les Pauvres, les Orphelins &c. de manufactures étrangères, parce
 » qu'ils peuvent les acheter à plus bas prix. Il en est de même des couvertures de lit, &
 » en général de tout ce qu'il faut pour l'entretien des Pauvres, des Orphelins, & de toutes les
 » personnes entretenues dans les maisons de charité.

„ ces marchandises seroient assujetties à de gros droits d'entrée , ou que même l'importation en seroit entièrement prohibée , il n'en reviendroit aucun avantage à nos propres manufactures. Puisque *d'un coté* nous ne pouvons débiter ces marchandises au dehors à un prix aussi excessif , & que *d'un autre coté* plusieurs de ces manufactures , comme nous l'avons déjà dit , ne peuvent être contrefaites ou également bien fabriquées dans ce Pays.

„ CETTE dernière raison n'étant plus d'aucun poids , & ayant fait voir par ce qui a été dit précédemment , que la plupart de ces marchandises se transportent au dehors , & qu'il ne s'en fait ici qu'une très-petite consommation ; il est clair que l'exemption demandée ne peut causer aucun préjudice aux Fabriques du Pays , d'autant qu'un impôt de deux pour cent ne peut servir à les rétablir ; mais qu'au contraire , par le moyen d'un *Porto-Franco* l'on rappelleroit dans ces Provinces l'entrepôt des manufactures de laine , ce qui procureroit de grands avantages à grand nombre de concitoyens , & feroit refleurir le commerce. En effet notre argent comptant nous met à même de faire des achats considérables , & par conséquent de faire honneur aux grandes commissions , dont l'Etranger nous chargeroit sans-doute ; oultre qu'en remplissant ces commissions nous aurions occasion d'employer quantité de nos propres manufactures , lesquelles , au grand desavantage de nos Fabricans , ne pourroient l'être sans cela. Peut-être même seroit-ce un moyen d'inspirer de l'émulation à nos Fabricans , & de les engager à surmonter & à faire entièrement disparaître cette grande disparité de prix & de bonté , à force de vigilance , d'attention & d'épargne , les meilleurs moyens sans-doute de rendre leurs Fabriques florissantes. Nous nous flattions aussi , que la raison la plus forte l'emportera : & puisque l'on a vu par différens exemples , comme feu Son Altesse Sérénissime a bien voulu le remarquer elle-même , que les Colléges de l'Amirauté eussent levé & reçu de plus grandes sommes , s'ils avoient moins exigé , nous espérons que ces considérations sur cet article réussiront à faire accorder à notre commerce , sinon un entier affranchissement de tout impôt , du moins qu'il ne sera pas chargé au deia d'un demi pour cent.

„ A l'égard de la *troisième* espèce , c'est-à-dire , des marchandises qui sont teintes en pièce ; nousavouons de bonne foi qu'elles sont très-préjudiciables à nos *Teintureries &c.* Peut-être même devroit-on insister fortement à ce que l'importation en fut généralement défendue , comme il étoit arrêté par l'Edit de 1725. si quelques-uns de ces articles ne nous manquoient

„ pour avoir dans notre négoce un assortiment convenable. Mais, si l'on considère que l'on ne fait dans ces Provinces, que peu ou point de consommation de ces mêmes marchandises, de celles du moins dont nous avons besoin pour l'assortiment & les envois, l'on pourroit sur cet objet faire une distinction. Et en ce cas nous pensons que l'intérêt de notre commerce & de notre trafic en général exige que les marchandises suivantes *teintes en pièce*, que l'on peut considérer comme très-préjudiciales, fussent & restassent prohibées, comme, &c.”

APRÈS avoir nommé les Marchandises, les Négocians continuent ainsi.

„ MAIS que toutes les autres marchandises de laine *teintes en pièce*, qui ne causent pas le même préjudice, & dont l'on a besoin pour les raisons ci-dessus alléguées, devroient pour ces mêmes raisons jouir du bénéfice entier d'un *Porto-Franco*, ou ne payer qu'un demi pour cent, comme on l'a demandé en faveur des draps *teints en laine*.

„ ET comme de tems en tems il s'intente devant les Colléges respectifs de l'Amirauté des Procès très-désagréables, sur la question, quelles sortes de marchandises sont teintes *en laine* ou *en pièce*, l'on pourroit en même tems fixer une explication à ce sujet, que l'on désire extrêmement, & qui couperoit pié à toutes les contestations. Par exemple s'il étoit déclaré & arrêté que tous les draps, dont la *Trâme* ou la *Lisière*, ou *l'une des deux* (pourvû qu'elle ne fut pas detreiée) feroit d'une autre couleur que la pièce même, devroient être considérés comme draps *teints en laine*, comme ils le sont réellement: & que tous les autres draps, à qui il manqueroit l'un ou l'autre de ces signes reconnaissables, passerоient pour être *teintes à la pièce*. •

„ MAIS, si l'on vouloit soutenir que le moyen du *Transit* pourroit avoir lieu pour les deux dernières espèces de marchandises, nous croyons, sauf correction, pouvoir démontrer évidemment, que telle est la nature de notre négoce, que tout impôt dont on pourroit le charger, surtout s'il excédoit le demi pour cent, dont il a déjà été parlé, nuiroit considérablement à notre commerce, & le ruineroit même entièrement; puisque les étrangers feront venir directement ces effets des lieux où on les fabrique, d'autant qu'ils pourront les faire passer librement par ces Provinces, & qu'ainsi ils pourroient les débiter par pièce au même prix, & peut-être

„ être même à meilleur marché aux Marchands en détail, qui sont dans
„ l'usage de prendre ici leurs assortimens; & par là nous perdrions entière-
„ ment ce négoce, & peut-être aussi celui d'autres marchandises, tant de
„ l'intérieur que de l'étranger, que nous pouvons actuellement débiter l'une
„ par l'autre (*).

„ Si l'on nous objectoit que le *Transit* seroit général, même pour les
„ marchandises dont nous nous fournissons, & qui s'exportent ensuite de
„ tems en tems; nous répondrions en peu de mots, que la chose est sujette
„ à bien des difficultés & même presqu'impraticable. Puisque l'exportation
„ de ces marchandises ne se fait pas toujours par les mêmes personnes qui
„ en ont fait le premier achat, mais qu'elles passent souvent par deux ou
„ trois mains, & même plus, avant de pouvoir être exportées.

„ D'un autre côté, nous ne sommes pas toujours en état de les exporter
„ aussitôt; car il n'arrive que trop souvent que nous sommes obligés de les
„ garder des années dans nos magazins & boutiques; & enfin c'est le plus
„ souvent par petites parties, & parmi d'autres effets, qui ne sont point
„ exposés aux mêmes inconvénients, qu'elles sont emballées & exportées.
„ L'on voit qu'il en résulteroit des distinctions & des recherches imprati-
„ cables par leur multiplicité, & que la célérité des expéditions en seroit
„ arrêtée & empêchée.

„ D'où nous concluons que, si les marchandises non prohibées ne sont
„ déclarées franches ou imposées, comme il a été demandé ci-dessus, le
„ *Transit* en sera très-préjudiciable, ruineux même pour notre commerce.

„ A tous ces avantages, qui, sur le pié que nous proposons, doivent
„ nécessairement être inseparables de ce commerce, nous ajouterons unique-
„ ment les inconvénients & les pertes pour les Colléges respectifs de l'Ami-
„ rauté, que l'on pourra prévenir & empêcher. Ce sont, par exemple les
„ *Contrebandes* & les *Fraudes*, qui non-seulement cesseront entièrement,
„ mais qui même ne seront plus praticables. Nous osons même assurer que
„ nous ne désirons rien si ardemment que de voir punir rigoureusement tou-
„ te personne qui, contre toute attente (en supposant les choses réglées
„ sur

(a) Cette raison est particulière aux Négocians qui parlent ici, & ne peut former un
motif d'Etat; attendu qu'il est indifférent à l'Etat, que ce soit Pierre, ou que ce soit Paul,
par les mains duquel les marchandises passent, pourvu qu'elles passent par le Pays.

„ sur le pié que nous avons proposé) se rendroit de propos délibéré coupable des dits délits. Demandant, le cas existant, que les Colléges respectifs de l'Amirauté fassent vendre les effets fraudés & confisqués, non pas cependant en détail de 2 ou 3 pièces, comme il se pratique à présent avec un préjudice notable du commerce & des marchands, mais par parties, soit par Ballot ou par Pacquet.

„ D'UN autre côté nous nous flattions aussi que, si par ignorance ou précipitation il se commettoit quelqu'omission dans la déclaration des dites marchandises, les innocents & les malheureux ne soient pas traités comme les coupables, pourvû cependant qu'il soit clairement prouvé que, dans ce cas, il n'y a point eu de fraude prémeditée.”

(Etoit signé par)

ABRAHAM VAN BROYEL. JOB SIEWERTS. CENTEN.
GOEDSCHALK KOPS. PIERRE KOPS GEERLINGZ.
CORNEILLE VAN DER VLIET. FRANÇOIS BOS-
BOOM. *Comme Commissaires des principaux Négocians tra-
quant en manufautes de laines à Amsterdam.*

A ces considérations les mêmes Négocians ont ajouté d'autres, présentées par forme d'Appendice. Voici comment ils s'y expliquent:

„ Nous sous-signés ayant démontré clairement, comme nous l'espérons, que notre commerce est de nature à souffrir & à être ruiné par les impôts; que cependant il pouvoit être rétabli par le bénéfice non-limité d'un *Porto-Franc*, ou par une médiocre imposition, comme les seuls moyens (ainsi que s'exprime feu Son Altesse Sérénissime, de glorieuse mémoire, dans la Proposition déjà mentionnée) de faire revivre le commerce dans ces Provinces, de mettre les commerçans en état de pousser leur négoci sans craindre de concurrence, & d'attirer le commerce dans ces Provinces; nous ne pensions pas être obligés de reparoître sur la scène, ou qu'il fût nécessaire d'ajouter quelques autres CONSIDERATIONS à celles que nous avions déjà présentées sur la Proposition de feu Son Altesse Sérénissime, de glorieuse mémoire. Mais, comme il nous est parvenu un Avis de Leurs Nobles Puissances, les membres du Collège de l'Amirauté, en date du 28. Avril 1752. avec un Projet, une Ordonnance & un Tarif y joints; que nous avons vu avec la plus grande surprise, que par ce Tarif Leurs Nobles Puis-

„ Puissances ont entièrement prohibé, ou voulu charger d'impositions excessives, les marchandises qui constituent notre négoce, comme il conste par l'Extract du dit Tarif, que nous prenons la liberté de joindre à ce mémoire; c'est pour ces raisons même que, quoique nous eussions pu, sans le moindre scrupule, nous en tenir à ce que nous avions avancé dans nos considérations précédentes, nous avons pourtant voulu examiner encore quels sont les motifs pour lesquels ce sont précisément nos marchandises seules que l'on a couchées sur le dit Tarif comme prohibées, ou comme devant payer un gros droit d'entrée.

„ Les seuls motifs de prohibition ou de grosse imposition, & par conséquent les seules oppositions à faire contre un *Porto-Franco*, sont

1. „ LES FABRIQUES DE L'INTÉRIEUR, entant qu'elles souffrent „ de l'importation libre des manufactures étrangères:

2. „ LES COLLÉGES RESPECTIFS DE L'AMIRAUTÉ; puisqu'il est „ sûr que la perte qu'ils souffrent par l'importation libre des marchan- „ dises qui ne causent aucun préjudice à nos Fabriques du dedans, „ doit être supplée par une augmentation d'impôts sur les marchan- „ dises étrangères dont la consommation se fait uniquement dans ces „ Provinces.

„ Ce sont là aussi les deux raisons uniques, comme nous l'avons claire- „ ment démontré dans nos considérations précédentes, pourquoi sur le Ta- „ rif B. placé derrière la Proposition de feu Son Altesse Sérénissime, de glo- „ rieuse mémoire, l'on a chargé d'un droit d'entrée de deux pour cent quelques- „ uns des articles qui constituent notre commerce.

„ Nous ne croyons pas que Leurs Nobles Puissances les membres du Collé- „ ge de l'Amirauté aient eu quelqu'autre motif; du moins nous ne trouvons „ pas que ceux qui ont formé le dit Avis en ayant avancé aucun. Ce sera „ donc d'après ces deux motifs ou objections, que nous pérerons & examine- „ rons la déclaration de nos marchandises, suivant le Tarif joint au dit Avis, „ pour découvrir si, en nous accordant pour ces marchandises un *Porto-Fran- co*, ou du moins une imposition qui n'excédât pas le demi pour cent, de la „ manière que nous l'avons demandé par nos précédentes considérations, l'on „ peut croire que ce seroit nous faire une concession désavantageuse pour les „ dits Colléges.

» EN examinant le Tarif, nous trouvons page 23.

» *Les manufactures de Draps de laine, tous Draps teints, sans distinction,*
 » *soit qu'ils aient été teints en laine ou à la pièce, de la valeur de cent Florins*
 » *prohibé.*

» POUR abréger, nous comprendrons sous cet article toutes les marchan-
 » dises qui viennent ensuite, & nous traiterons en général des *moultons*, des
 » *serges & autres manufactures de laine* comme des Draps.

» DANS nos considérations précédentes nous avons démontré & nous
 » l'avons fait dans la plus grande vérité, que les marchandises qui constituent
 » notre commerce, sont de trois sortes.

» *Blanches ou non teintes;*
 » *Teintes en laine;*
 » *Et quelques-unes en petit nombre teintes à la pièce.*

» QUANT aux *non teintes*, & comment elles doivent être considérées, c'est ce que l'on a amplement démontré dans les considérations précédentes, où l'on a fait voir qu'elles n'étoient nullement préjudiciables à nos propres Fabriques.

» ET à l'égard des deux dernières sortes, nous les avons bien clairement distinguées en *teintes en laine*, & *teintes en pièces*. Et nous avons amplement démontré que les marchandises *teintes en laine*, quoiqu'au premier coup d'œil elles paroissent préjudiciables, n'apportoient cependant aucun préjudice à nos Fabriques du dedans; & c'est aussi pour cette raison que, relativement à ces articles, nous avons insisté sur une imposition modique d'un demi pour cent. D'un autre côté, pour preuve de notre désintéressement, & que l'intérêt général nous est plus cher que notre intérêt particulier, nous avons non-seulement avoué que les marchandises *teintes en pièces*, quelque partie principale qu'elles fassent de notre négoce, ne pouvoient soutenir la même épreuve; mais pour cela même nous avons aussi nommé ces marchandises, avec les marques qui doivent servir à les distinguer de celles *teintes en laine*, & ainsi nous avons pleinement justifié la prohibition d'importer ces sortes de marchandises.

» Nous ne répéterons pas toutes les raisons qui nous font croire que les

mar-

„ marchandises teintes en laine devroient, de même que les non-teintes, jouir du bénéfice d'un *Porto-Franc*, ou du moins ne payer tout au plus qu'un droit d'entrée d'un demi pour cent; puisque nous sommes persuadés que ces raisons, telles que nous les avons exposées, feront trouvées satisfaisantes, ce qui fait que nous nous y référons.

„ Mais pour autant que nous trouvons que dans ce dit Tarif il a été fait une distinction à l'égard des Draps & des Ratines, servant à distinguer ceux d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, de tous les autres de cette espèce qui se fabriquent chez l'étranger; &, qu'ayant considéré que ces dernières marchandises préjudicent en quelque sorte aux Fabriques de l'intérieur, & non pas les premières susmentionnées, nous avouons que cette distinction est juste & bien fondée; nous consentons de bon cœur à nous désister à cet égard de la considération générale que nous avions faite d'abord, ne nous opposant pas à ce qu'il soit mis sur toutes sortes de pareils Draps & Ratines (celles de la Grande-Bretagne exceptées) telle imposition qui puisse empêcher qu'elles ne causent aucun préjudice à nos propres Fabriques; à condition cependant que, dans ce cas, les manufactures fabriquées en Angleterre, en Ecosse, ou en Irlande, qu'elles soient *non-teintes*, ou *teintes en laine*, ne soient point sujettes à une imposition plus forte que celle que nous avons demandée dans nos Considérations précédentes.

„ Nous avons ainsi prouvé que la prohibition des manufactures *Angloises*, *Ecossoises* & *Irlandoises*, ou une forte imposition dont elles seroient chargées, ne peuvent produire aucun avantage à nos Fabriques, puisqu'il ne peut en découler de quelque manière que ce soit.

„ POUR procéder avec ordre, nous devons examiner encore si la *seconde* raison peut avoir lieu au sujet des marchandises qui constituent notre commerce. C'est-à-dire, si l'importation de ces articles, telle que nous l'avons fixée précédemment, peut causer quelque préjudice aux Colléges respectifs de l'Amiraute.

„ LE contraire ayant été prouvé dans nos considérations précédentes, où nous avons traité cet article dans toute son étendue, il ne sera pas nécessaire d'y insister davantage. Nous ajouterons seulement que d'interdire toute importation des marchandises *teintes en laine*, ce ne seroit pas procurer le moindre avantage aux Colléges respectifs de l'Amiraute; mais

„ qu'au contraire une imposition modique sur ces marchandises *teintes en laine*, dont nous avons eu autrefois l'entrepôt; & un débit considérable dans ces Provinces, procureroit de grands avantages aux Amirautés, de même qu'au commerce en général, puisqu'une imposition modique baniroit entièrement les fraudes, & que l'augmentation de la perception compenseroit abondamment les pertes causées aux Colléges de l'Amirauté, par la concession d'un *Porto-Franco* pour d'autres marchandises.

„ Nous espérons donc, qu'au - lieu de voir détruire entièrement les fobles restes de notre commerce, par une pareille prohibition ou une imposition trop forte, qui en avanceroient nécessairement la ruine, nos considérations précédentes, de même que celles - ci, obtiendront au contraire les effets & les suites que nous désirons; c'est - à - dire, que l'on nous accordera favorablement la demande que nous avons faite, & qu'ainsi l'on donnera, pour ainsi dire, une nouvelle vie à notre commerce.

„ QUANT à la *déclaration* des autres marchandises ou manufactures mises sur le Tarif pour être déclarées par pièce d'un certain nombre d'aunes, nous prenons aussi la liberté de remarquer que, d'introduire la *déclaration* sur ce pié, c'est donner lieu à la plus grande inégalité: puisque les pièces diffèrent non - seulement par le nombre d'aunes, mais bien plus encore par leur valeur, d'autant qu'une pièce de la même sorte vaut souvent le double d'une autre. Desorte que, s'il falloit déclarer les marchandises par pièces d'un certain nombre d'aunes, il s'ensuivroit que celles de moindre valeur, quoique de plus grand débit, payeroient autant que celles d'un plus grand prix, & qu'au - lieu de souffrir le moins, elles souffriroient réellement le plus. Mais l'on doit & l'on peut prévenir cette inégalité en ordonnant simplement, que l'on déclarera les marchandises susdites par pièce & suivant leur valeur.

„ POUR ce qui est du *TRANSIT*,

„ COMME dans nos précédentes considérations nous avons parlé très- amplement de cet article, & que nous sommes forcés d'avouer encore qu'en général le *Transit* ne pourroit préjudicier au commerce, mais qu'au contraire plusieurs, ou plutôt presque toutes les branches de Négoce en reti- reroient les plus grands avantages, si on peut le mettre en usage, nous persistons cependant à soutenir aussi que, relativement à notre négoce, il ne peut être regardé que comme très - pernicieux, & cela pour les raisons

„ ci:

„ ci-dessus déduites, auxquelles l'on pourroit encore ajouter celles-ci pour leur donner plus de force.

„ C'EST en premier lieu, que dans le Plan du *Transit* l'on n'a point compris ces marchandises dont l'exportation est défendue par le Tarif, & qu'au contraire l'on y a compris bien formellement ces marchandises dont l'importation est prohibée: ce qui montre bien clairement que non-seulement notre négoce en souffriroit, mais qu'il tomberoit entièrement; puisque les Etrangers pourroient obtenir pour ces marchandises le *Transit* par nos Provinces, sans qu'il nous en revint le moindre avantage.

„ D'UN autre coté, quelle perte considérable pour nos *Teintureries*, nos *Tondreurs*, nos *Calandreurs* &c. ? Car suivant le Project, les marchandises favorisées du *Transit*, ne doivent point changer de forme, mais conserver la même nature, sans quoi elles perdent ce droit; comme par exemple les Toiles de Silésie, que l'on envoie en Espagne, jouissent de ce privilége, mais elles en sont privées lorsqu'elles sont imprimées ou peintes.

„ OR comme ce préjudice influe sur toutes les matières employées dans les teintureries &c. c'est une raison de plus de s'y soustraire; par conséquent, eu égard à notre négoce le *Transit* ne peut être introduit, qu'il ne cause sa ruine; c'est pourquoi nous nous flattions aussi que l'on fera une attention particulière à cet article, & qu'il sera jugé inexécutable.

„ ENFIN, il ne sera pas nécessaire que nous parlions du droit de vente, quoiqu'il en soit fait mention dans l'Avis ci-dessus mentionné; premièrement parce que c'est un point dont il n'est rien dit dans aucun endroit de la Proposition de feu Son Altesse Sérenissime, de glorieuse mémoire, & en second lieu, parce que, devant être considéré comme quelque chose qui intéresse le négoce & le commerce en général, nous sommes assurés que tout le Corps des Négocians-commissionnaires mettra dans le plus grand jour tous les inconvénients qui doivent en résulter."

(Etoit signé par)

ABRAHAM VAN BROYEL. JOB SIEWERTZ CENTEN.
GOEDSCHALK KOPS. PIERRE KOPS GEERLINGZ.
CORNEILLE VAN DER VLIET. FRANÇOIS BO-
BOOM. Comme Commissaires des principaux Négocians d'Am-
sterdam, trasquant en manufactures de laine.

L 3

ON

ON pourroit à la vérité désirer un peu plus de clarté dans les Considerations, que nous venons de rapporter: c'est un défaut assez commun à tous les Négocians de ne s'expliquer que très-imparfaitement: ils s'imaginent que leurs connoissances ne demandent qu'à être indiquées, & ne peuvent guères se figurer qu'on ne saisisse tout de suite ce qui leur est familier, & ce qui leur paroît être clair. D'ailleurs ces Observations déduites des mêmes principes que nous avons déjà exposés, peuvent servir à en montrer l'application à des cas particuliers. On a fait sur ces Considerations des remarques, que nous ne pouvons nous dispenser de placer ici, parce qu'elles peuvent encore servir à confirmer les vérités qui intéressent si fort le bien du commerce.

Remarques sur les Considerations précédentes.

» **T**ELLE est la situation des Provinces-Unies, que l'on y manque de bien des choses nécessaires à l'aisance & aux commodités de la vie.

» **C**EST ce besoin seul qui est cause que les Habitans de ces Provinces ont su mettre à profit leur situation locale, & se sont heureusement servi de leur Navigation pour se fournir des Productions des autres Pays, & en former des magazins chez eux.

» **C**EST donc la Navigation & le Commerce qui ont mis les Hollandois à même d'importer dans ces Provinces, les laines & autres ingrédients dont l'on a besoin pour la fabrique des manufactures. De sorte que c'est au commerce & à la navigation que ces Peuples doivent la réputation dont ils jouissent, & qui pour la liberté, l'hospitalité, mais surtout pour la bonne foi les met au-dessus de tous les autres Peuples. C'est aussi à cette grande réputation que l'on doit attribuer l'émigration de tant de Fabricans & d'Artisans étrangers, qui pendant les troubles qui affligeoient leur Patrie, & les persécutions auxquelles ils y étoient exposés, ont cherché un azile chez nous, où ils ont poussé leurs manufactures avec le plus grand succès. Manufactures dont se faisoit ensuite une exportation très-avantageuse dans tous les Pays du monde, sur nos vaisseaux & par nos Négocians, qui en faisoient l'envoi avec les autres objets de leur commerce.

» **E**t en effet ce négoce s'est propagé & étendu avec tant de succès, que depuis cent ans environ l'on a commencé à considérer les Fabriques de Laine comme une des principales branches de notre commerce, & l'un des soutiens de la prospérité de ces Provinces. Mais à peine l'on vit ces- ser les principaux troubles qui s'étoient élevés dans d'autres Pays, que l'état florissant de notre commerce & de nos Fabriques, excita la jalouſie de tous nos voisins. Les suites n'en pouvoient être que malheureuses pour nous,

» nous, aussi de tous côtés, mais en Angleterre surtout, relativement à nos manufactures, l'on fit tous les efforts imaginables pour nous priver de ces avantages.

» EN effet l'on trouva bientôt le moyen de nous porter un coup bien réel & des plus sensibles; ce fut la défense faite en 1660. en Angleterre d'en exporter des laines.

» DEFENSE qui de deux côtés nous cause des pertes.

» EN premier lieu l'on perdit à la longue une exportation considérable de manufactures, que l'on avoit coutume de débiter en Angleterre.

» ET d'un autre côté l'on fut forcé de se passer de leurs laines, surtout des moins fines, que l'on étoit dans l'usage de faire venir d'Angleterre à très-bas prix.

» TELLES ont été les premières causes de la décadence des Fabriques dans ces Provinces.

» AJOUTEZ à cela qu'en Angleterre &c. la plupart des Fabriques se font à la campagne, ce qui met une grande différence entre les Ouvriers Anglois & les nôtres pour le prix des loyers, des denrées & de plusieurs autres charges, ce qui fait qu'en Angleterre l'Artisan peut subsister d'un salaire plus modique qu'ici.

» AINSI nos Fabriques s'affoiblissaient & diminuaient en proportion des progrès que faisoient celles de la grande-Bretagne.

» IL s'ensuivit que plusieurs de nos Ouvriers abandonnèrent leurs Fabriques & leurs métiers, & se retirèrent dans des villes où il y avoit plus de commerce que de Fabriques; & ils s'y portèrent d'autant plus facilement, que les différentes guerres depuis 1652. jusqu'en 1679. enlevaient tous les jours beaucoup de monde des villes commerçantes, où par conséquent il se trouvoit toujours de l'occupation & de l'ouvrage de reste sur terre & sur mer pour ceux qui vouloient en profiter.

» CECI obligea nécessairement les Fabricans, pour retenir au moins une partie de leurs Ouvriers prêts à suivre l'exemple des autres, à augmenter le prix de la main-d'œuvre, à quoi même ne contribua pas peu l'augmentation des impôts sur les denrées de première nécessité.

» CIRCONSTANCES malheureuses pour les Fabriques de ces Provinces, & qui durent nécessairement en accélérer la chute; puisqu'elles se virent de plus en plus moins en état que jamais de livrer leurs manufactures au même prix que les Anglois.

» LES Auteurs des dites Considérations disent très-bien, que l'on procure en Angleterre de grands avantages aux Fabriques des Manufactures, principalement en y baissant le prix des matières premières.

„ LA même chose (soit dit avec respect) pourroit & devroit se faire
 „ dans nos Provinces.
 „ MAIS le principal article (& celui d'où dépend presque la réussite de
 „ tout le reste) c'est la défense de l'exportation de leurs Laines.
 „ MAIS c'est là ce qui ne peut être imité, car les productions des lai-
 „ nes du Pays n'y sont pas à beaucoup près aussi abondantes qu'en Angle-
 „ terre, &c.
 „ LES laines dont nous nous servons encore actuellement se tirent de
 „ lieux, également ouverts à d'autres nations.
 „ DESORTE que sur cet article seul nous sommes si peu favorisés,
 „ qu'il n'est pas possible que nous nous mettions au niveau de nos voisins.
 „ C'EST à regret que l'on se voit forcé de dire qu'il en est de même de
 „ la main-d'œuvre.
 „ CAR quelle apparence que dans la Province de Hollande les Ouvriers
 „ puissent travailler jamais pour un moindre salaire?
 „ EN effet, il n'est que trop connu à nos Fabricans que, dès que l'ou-
 „ vrage paroît devoir augmenter plus qu'à l'ordinaire, ou que, pour l'amé-
 „ lioration de leurs Fabriques, ils veulent eux-mêmes y faire quelques
 „ changemens, les Ouvriers qu'ils emploient d'ordinaire demandent aussi-
 „ tôt une augmentation de salaire.
 „ ET que seroit-ce si l'on vouloit essayer (car la chose ne pourroit
 „ être de longue durée) de prohiber l'importation des manufactures étran-
 „ gères?
 „ N'Y auroit-il pas à craindre les murmures, peut-être même le soulè-
 „ vement des Ouvriers, & les moindres d'entre eux ne se croiroient-ils
 „ pas en droit de demander & d'exiger tel salaire que bon leur sembleroit?
 „ NE verroit-on pas alors tel Fabricant chercher, à force de présens
 „ & d'augmentation de gages, à débaucher les meilleurs Ouvriers de ses
 „ Confrères?
 „ ET si les Fabricans vouloient que leur Project réussisse, ne seroient-
 „ ils pas obligés encore d'attirer à grands frais, par de grands présens &
 „ de gros gages, un grand nombre d'Ouvriers étrangers?
 „ ET d'où se procurer un si grand nombre d'Ouvriers?
 „ ENFIN quel résultat peut-on se promettre de tous ces moyens
 „ forcés?
 „ NUL autre sans-doute qu'une perte considérable sur ces manufactures,
 „ dont la fabrique demandera tant de dépenses, & enfin la ruine totale
 „ d'un commerce, qui se fait jusqu'à présent tant en manufactures de l'in-
 „ térieur qu'en celles de l'étranger.

» POUR

» POUR le prouver avec plus d'évidence encore, il suffira (sans avoir
» même égard à l'article des laines) de jeter un coup d'œil sur l'exemple
» proposé par les différents Fabricans.

» POUR 2000 pièces de Drap, à f 150 : 0 : 0 la
» Pièce, il se paye en salaire à 1170 hommes la
» somme de f 205360 : 0 : 0
» Ce qui fait en main-d'œuvre pour chaque pièce en-
» viron. f 102 : 13 : 8
» SUPPOSONS à présent qu'en Angleterre la main-
» d'œuvre soit seulement d'un tiers plus bas (ce
» dont on ne peut disconvenir) il s'ensuit qu'en An-
» gleterre l'on paye de moins en main-d'œuvre
» pour la même pièce de Drap. f 34 : 4 : 8
» Ce qui fait de la valeur de toute la pièce de Drap
» de f 150 : 0 : 0 environ. f 22 $\frac{1}{4}$ par cent.

» N'EST-IL pas évident que, tant qu'il se trouvera une différence si con-
» sidérable dans la main-d'œuvre, il n'est point de Négociant en état de faï-
» re quelque entreprise en des manufactures dont la différence est si grande?
» CETTE différence fera bien plus remarquable encore entre les Draps
» d'une moindre sorte, les serges, les moultons, & autres Etoffes communes,
» puisque c'est principalement en Angleterre que se trouvent les laines pro-
» pres à leur fabrique, ainsi dans les moindres manufactures les Anglois ont
» toujours un grand avantage sur nous.

» IL est donc très-facile de calculer que 2000 pièces de Drap peuvent fai-
» re subsister 1170 hommes.

» ET que sur f 205360 : 0 : 0 la Province de Hollande seule profite-
» roit en main-d'œuvre f 68037.

» S'IL étoit aussi facile d'imaginer des moyens de les débiter au dehors, il
» ne se pourroit rien de mieux, ni qui fût plus au gré des commerçans qui
» trafiquent en manufactures. Car il n'est aucune raison de soupçonner qu'il
» y ait un seul marchand qui n'aimât mieux que son commerce consistât en
» productions du Pays qu'en productions étrangères, si le prix des unes &
» des autres étoient sur un pié égal; vu les risques de la mer & d'autres ha-
» fards auxquels sont exposées les marchandises que l'on fait venir de l'E-
» tranger.

» SI donc l'on est convaincu de l'impossibilité de rétablir nos Fabriques
» par des moyens forcés, ne vaudroit-il pas mieux, pour le bien-être géné-
Tome II. M m „ ral

» ral du commerce accorder une importation libre & non-génée de toutes
 » sortes de manufaçtures, excepté cependant celles de laine teintes à la piè-
 » ce (dont les commerçans en manufaçtures ont donné une liste dans leurs
 » Considérations) afin de conserver, aussi longtems qu'il se peut, les
 » moyens de subsister aux Teinturiers, Tondeurs, Calendreurs & autres Ou-
 » vriers que l'on peut occuper aux manufaçtures étrangères comme à celles
 » du dedans?

» N E seroit-on point fondé à espérer que cette libre importation feroit
 » de ces Provinces l'Entrepôt & le magazin de ces manufaçtures; & que si,
 » pour bien des raisons, ils n'étoient plus considérables, ils le feroient du
 » moins autant qu'à Londres, où cette Branche de commerce est si impor-
 » tante, que cette capitale est peut-être elle-même plus intéressée aux manu-
 » façtures que toute l'Europe ensemble?

» E T ces avantages n'ont d'autre source que la libre importation de tou-
 » tes sortes de manufaçtures de tous les lieux des trois Royaumes d'Angle-
 » terre, d'Ecosse & d'Irlande.

» Q U ' E S T - C E qui nous empêcheroit d'aspirer à la même élévation? car
 » à Londres & dans les environs il ne se fabrique pas la quatrième partie des
 » manufaçtures, dont les habitans ont besoin pour leur usage.

» P A R C O N S E Q U E N T l'importation libre est seule cause de tous ces
 » avantages.

» S I donc la même liberté de tout importer nous étoit accordée, où seroit
 » la différence entre Londres & la Hollande?

» I L n'y en auroit presqu'aucune dans les prix de transport & les droits
 » d'assurance de quelque lieu que ce fut des trois Royaumes de la Grande-
 » Bretagne pour Londres ou la Hollande.

» I L est donc sûr qu'un Négoce libre & non-géné, est l'unique & véri-
 » table soutien de notre Patrie.

» L'ON pourroit ajouter encore une réflexion, qui mérite doublement
 » d'être minûrement pésée. C'est que la perspective de fabriquer dans nos
 » Provinces les manufaçtures de laine d'une telle bonté, à un tel prix, & en
 » telle abondance, que non-seulement elles puissent suffire à habiller tous les
 » Habitans, mais aussi qu'on pût les envoyer par tout le monde dans la mê-
 » me quantité que nos propres manufaçtures, est encore si éloignée, qu'il
 » est à craindre que, prétendre y réussir par le moyen d'une imposition sur
 » les manufaçtures étrangères, ce ne soit bien plutôt le véritable moyen d'ac-
 » celer la chute totale des unes & des autres. Et la raison en est, qu'il
 » faudroit un concours de bien des choses, dont nous avons remarqué quel-
 » ques-unes à la page 3. de nos considérations, qui ne conviennent ni à la

„ nature, ni aux usages, ni aux productions de notre Pays, & qui même ne s'y trouvent pas. Aussi avons-nous fait voir dans les mêmes considérations page 4. que *parmi le débit des manufactures étrangères il se fait aussi une grande consommation de quantité de celles du Pays*, & qu'ainsi l'un vient à l'aide de l'autre. De sorte que vouloir effayer de pousser nos propres manufactures aux dépens & au préjudice de celles de l'Etranger, ne pourroit qu'avoir des suites très-dangereuses. Suites dont souffriroient des milliers de personnes qui vivent encore, & dont le contre-coup se feroit violemment sentir à leurs Descendans.

„ Nous ne croyons pas que l'on nous soupçonne, qu'en plaidant ainsi en faveur des manufactures étrangères, nous n'avons en vue que notre propre avantage, au préjudice des Fabriques de l'Intérieur. Au contraire nous offrons de prêter la main à l'avancement de ces dernières. Notre unique but est le bien-être de notre Patrie & l'avancement du commerce en général; & c'est ainsi que, quoique d'une manière différente, (quoique d'un pas moins assuré) nous entrons dans le même sentier que nous a si glorieusement tracé Son Altesse Sérénissime, de glorieuse mémoire."

IL est visible que le but de ces différentes observations sur la prohibition des manufactures étrangères, & sur les droits auxquels on pourroit les assujettir, est de prouver, que ces droits & cette prohibition nuiroient plus au commerce général de la République, qu'ils ne feroient du bien aux Fabriques; & nous croyons que cette vérité n'est pas difficile à saisir. On n'a qu'à se rappeler que le commerce de la République est essentiellement un commerce d'économie; c'est-à-dire un commerce qui tend à devenir propriétaire de ce qui se cultive & se fabrique, pour le revendre, & cela sans aucune distinction de nations ou de pays. Le Commerçant Hollandois regarde le monde entier comme une seule place, dans laquelle il peut faire valoir son industrie, sans aucune distinction. Toutes les Nations lui sont égales; il cherche à remplir leurs désirs: pour y réussir il achette des unes ce qu'il fait ou croit convenir aux autres, en se contentant d'un petit bénéfice pour ses soins & ses peines. Qu'on le place dans tel endroit du monde que l'on voudra, si vous mettez des entraves à son action, à ses opérations; si vous le mettez dans l'impossibilité de vendre à plus bas prix que ceux qui courent la même carrière; il doit cesser de travailler: son existence par rapport au commerce est détruite. Ainsi de quelque côté qu'on envisage le commerce, soit relativement aux denrées, soit relativement aux manufactures, il sera toujours également vrai, qu'on nuira au système du commerce de la Hollande toutes

les fois que par des prohibitions ou des droits on leur fera perdre les avantages qu'ils doivent avoir sur leurs concurrens.

MAIS ces manufactures étrangères (dit-on) nuisent par leur consommation dans le pays, aux manufactures nationales. Je le veux: mais font-elles la cause de la chute des Fabriques nationales? Non: c'est leur bas prix: c'est-à-dire, c'est l'impossibilité dans laquelle se trouve le Fabriquant Hollandois de fabriquer à prix égal. Or cette impossibilité doit-elle servir de motif à porter atteinte au grand principe du commerce hollandois, qui une fois détruit fera couler tout l'édifice: & ne voit-on pas qu'en empêchant par des prohibitions & des droits l'entrée des manufactures étrangères, égales en bonté aux nationales & moins couteuses, c'est charger indirectement les habitans du pays d'une dépense, qu'ils ont droit de menager. Si le peuple Hollandois peut s'habiller pour vingt florins, en manufactures d'Angleterre, pourquoi l'obligerait-on d'en dépenser trente? En politique comme en morale il faut se défier des remèdes qui ne vont pas à la source du mal. La chute des Fabriques doit être attribuée à la cherté de la main-d'œuvre. Voilà le mal qu'il faut guérir, & qu'il faut bien se donner garde de vouloir guérir par un remède palliatif, qui occasionneroit un mal plus grand encore.

LE Commerce général & la Navigation demandent une protection: cette protection ne peut être donnée sans frais. Où trouver ces frais? C'est là la grande question sur laquelle un particulier peut exposer ses idées, mais dont après tout il faut laisser le jugement & la décision aux Membres du Gouvernement qui seuls sont à même tant par leurs lumières que par leurs connaissances d'examiner tout ce qui y a rapport, & de combiner toutes les raisons avec l'état actuel de la République. Chaque particulier ne voit l'objet que du côté qui l'intéresse. Le Gouvernement l'examine de tous côtés & dans ses différens rapports. En présentant nos idées nous sommes bien éloignés de décider, ou de former quelque prétension: nous sommes très-persuadés même que n'étant pas à même de pouvoir connoître toutes les circonstances qui peuvent ou qui devroient faire adopter ou rejeter les moyens & les ressources auxquels il semble qu'on pourroit recourir, il ne nous est pas possible d'en indiquer, qui ne soient peut-être sujets à des difficultés; & nous n'avons pas la vanité de nous supposer plus de lumières, plus de génie, & plus de pénétration que ceux qui par état sont instruits de tout. Ainsi en parlant des moyens que nous croyons pouvoir être utiles au bien du commerce & de la Navigation de la République, nous ne le faisons que dans la vue de les

les soumettre au jugement de ceux qui sont en état d'apprécier nos réflexions, de les approuver ou de les rejeter. Une différente façon d'envisager un objet, quelque peu d'utilité qu'on y trouve, peut faire naître des idées heureuses: & combien de fois n'a-t-on pas trouvé les indices d'un plan utile, là où on n'auroit jamais cru devoir le chercher?

IL est une maxime de droit, que l'on applique généralement aux Négocians lorsqu'il est question de donner protection au commerce: on veut que ceux qui ont l'avantage d'une chose, en portent les frais. La maxime paraît assez équitable; mais de quelle manière faire porter au commerce les frais d'un avantage dont il jouit? Les dépenses pour la perception & pour empêcher les fraudes, si on pouvoit les menager, suffiroient déjà à remplir en partie le but qu'on devroit remplir. N'y auroit-il donc pas moyen d'éviter en grande partie ces dépenses? Ne seroit-il pas possible de régler les revenus des Amirautes sur d'autres principes que ceux qu'on a suivis jusques à présent.

EN parcourant les opérations de la Nature nous voyons que sa marche est toujours simple & directe. La Méchanique nous enseigne que les machines les moins compliquées, les plus simples, sont celles qui satisfont le mieux: & le grand art de la Politique par rapport aux finances, semble particulièrement consister à trouver les moyens de faire le recouvrement des deniers publics aux moindres frais & par la moindre opération possibles. D'après ce principe ne pourroit-on pas demander, s'il n'y auroit pas moyen de recueillir un fonds pour les Amirautes, sans recourir à des droits d'entrée & de sortie? La perception de ces droits cause des frais, qui par eux-mêmes font une charge pour le commerce, parce que ces droits doivent proportionnellement être augmentés pour y trouver ces frais. Ceux qui doivent se faire pour prévenir les fraudes sont de la même nature; & ces frais sont encore assez considérables. D'ailleurs toute l'occupation & toute l'attention auxquelles les Négocians sont assujettis pour remplir les devoirs qu'exige la levée de ces droits, forment une augmentation de travail, qui leur est onéreux & qui leur enlève du temps. C'est un temps souvent très-précieux au Commerce, qui lui est enlevé: on pourroit encore y ajouter les désagréments que les Commerçans souffrent souvent de la part des Commissaires & de ceux qui sont préposés à tout ce qui tient à la perception des deniers publics. C'est là une difficulté qui a lieu dans tous les pays du monde, parce que partout les hommes sont hommes; & que l'autorité publique ne peut changer la nature humaine. Les Belges, suivant Tacite,

croyoient avoir conservé leur liberté non pas uniquement parce qu'ils ne payoient point de tributs, mais parce qu'ils n'étoient pas exposés aux exactions des Traitans. Peut-être le sont-ils moins en Hollande que partout ailleurs. Du moins on peut avancer, sans craindre un desaveu, que le Gouvernement de la Hollande est le plus doux, le plus circonspect, & le plus modéré qui soit connu. La Législation n'est jamais en défaut: mais quelle que soit la sagesse qui anime les délibérations & forme les Résolutions de l'Etat; l'exécution cependant doit en être confiée à des personnes, auxquelles on ne peut pas supposer les mêmes lumières, les mêmes vues, les mêmes motifs; ni même souvent la même volonté: de là des abus contre lesquels le peuple se recrie souvent, les prenant pour les défauts de la Législation, tandis qu'ils proviennent uniquement de la conduite de ceux à qui l'exécution est confiée; & qui souvent se gouvernent plus ou moins suivant leurs idées, leurs intérêts & leurs passions particulières. Quelquefois même ces personnes pêchent de bonne-foi, croyant devoir être attentifs à faire entrer les revenus de l'Etat, & à exécuter leur commission suivant toute la rigueur de la loi. C'est encore là une difficulté à laquelle tout Gouvernement est sujet, & à laquelle on ne peut remédier qu'en évitant la nécessité d'augmenter les offices subalternes: car c'est sur eux que les plaintes du peuple tombent ordinairement le plus.

ON lit dans les *Mémoires du Grand-Pensionnaire de Wit* (*) que dans le quinzième siècle „ l'on ne faisoit point payer d'argent de convoi aux Marchandises, pour assurer les mers; mais que tout étoit à la charge du Pays, „ ou du Comte, qu'on lui rabbatoit sur ses droits & revenus; & qu'il n'y „ avoit pour les vaisseaux pris ou faisis, que des Juges ordinaires & com-pétens”. Ne pourroit-on pas revénir en quelque sorte à ce qui s'est pratiqué anciennement, & mortifier les droits d'entrée & de sortie, en y substituant quelque autre moyen? Il est vrai que l'on ne peut pas toujours se flatter de prendre le plus sûr chemin, si dans l'administration publique d'un Etat, on se règle toujours sur ce qui a été fait anciennement: les circonstances changent si fort avec le tems & sont d'un tems à l'autre si différentes, qu'il n'y auroit pas plus de raison de suivre les anciens usages en politique, que de les suivre par exemple dans la Navigation. Cependant il est des maximes qui sont vrayes en tout tems & en toute occasion; & lorsqu'un peuple a eu du succès en quelque art, il ne peut être qu'utile de rechercher les principes & les maximes qu'il y a suivis. Or nous voyons

(*) Pag. 99. Ed. de 1709.

voyons qu'avant la Révolution, les Hollandois ont eu une puissance navale, relativement supérieure à celle des autres Nations; & plus respectable peut-être que celle que la République pourroit former aujourd'hui (*). Les fraix des armemens ont dû être faits. On a dû les trouver d'une manière ou d'autre. Croire que les Comtes fournisoient ces fraix de leur trésor particulier, ce seroit tomber dans une erreur, d'ailleurs très-peu vraisemblable (†). Où retrouvoient-on ces fraix? Ils étoient à la charge du Pays, disent les Mémoires de *de Wit*. Mais qu'est-ce que signifie ici être *à la charge du Pays*? Par quels moyens, de quelle manière l'étoient-ils?

A en juger par l'Histoire, les Villes intéressées à la Navigation faisoient entre elles des répartitions, & trouvoient de quoi satisfaire aux fraix sans user de droits d'entrée ou de sortie. Il est vrai qu'on n'avoit pas dans ces temps-là une marine militaire permanente, non plus que des troupes toujours sur pied; & il est vrai encore que depuis que les Puissances ont adopté le système d'être toujours armées, la République peut aussi peu se passer d'une marine militaire que d'une armée disciplinée, & de places fortes. Mais la nécessité d'avoir une marine militaire permanente, pourroit-elle changer les motifs qu'on a eu de préférer à en trouver les fraix par d'autres voies que par celles des droits d'entrée & de sortie? Et quels sont ces motifs? ce sont ceux que les Etats de Holande ont déduits dans leur Représentations à Charles V. sur le droit nommé *congé-geld*: ce sont ceux que l'on trouve exposés dans le mémoire ajouté à la Proposition du Prince Stadhouder: ce sont ceux sur lesquels les Négocians insistent; ce sont ceux que l'on retrouve dans la Résolution des Etats de Hollande, que nous avons rapportés ci-dessus: c'est en un mot le déclin, la décadence, la chute, la perte du commerce, le taïfissement de la source qui produit les fonds nécessaires aux besoins de l'Etat. On lève en Hollande différents droits, sur les domestiques, les Voitures, &c. on fait d'ailleurs payer une taxe particulière à ceux qui louent des voitures, qui vendent du thé & du caffé, qui tiennent logement &c. Ne pourroit-on pas soumettre à un impôt les marchands détaillieurs qui vendent des manufactures & des productions étrangères en détail; & faire servir le produit de ces taxes à l'entretien d'une marine? On paye la permission de se faire servir par un domestique; de boire du caffé & du thé: seroit-il plus extraordinaire de faire payer la permission de porter des manufactures étrangères, d'user de sucre, de boire du vin? Les droits d'entrée & de sortie auxquels

les

(*) Voyez ci-devant Tom. I. pag. 7. & suiv.

(†) Ibid. pag. 10 & 11.

les manufactures & les productions étrangères sont actuellement assujetties, étant supprimés, les prix en devront naturellement diminuer, & quelque aversion que l'on suppose aux Habitans à contribuer aux charges de l'Etat, on ne doit pas lui en supposer plus pour les droits qui lui donnent un bénéfice d'un autre côté, que pour ceux, qui, quoique de la même nature, ne lui en donnent point.

ON pourroit peut- être trouver une difficulté dans la répugnance que l'on supposeroit aux Habitans des villes particulières de contribuer aux charges de la Marine, à laquelle ils croient n'avoir aucune part. Mais cette difficulté s'évanouïra dès qu'on réfléchit que tous les Habitans participent à la diminution des prix, qui résulte d'une perte que font les Amirautes, & qui doit leur être bonifiée.

ON s'arrêtera peut- être à ce qu'un pareil arrangement accableroit encore davantage les manufactures nationales, puisque les étrangères deviendroient encore moins couteuses: mais cet effet du bon marché seroit balancé par la taxe à payer par ceux qui feroient commerce en marchandises étrangères dans l'intérieur, & par ceux qui voudroient faire usage de fabriques ou manufactures étrangères. D'ailleurs en employant des moyens pour se procurer un fonds suffisant pour l'entretien d'une marine militaire permanente, il faudroit en employer en même tems pour relever, s'il est possible, les manufactures & nous en dirons quelque chose dans la suite. Il est question 1^o. s'il est faisable? 2^o. S'il rempliroit le but? Or c'est de quoi peuvent seuls juger ceux qui sont à la tête des affaires. Il ne s'agit ici que de trouver des ressources pour les Amirautes les moins onéreuses à la République. On convient de part & d'autre 1^o. que les droits d'entrée & de sortie ont fait déperir le commerce, & le feront encore déperir davantage, s'ils subsistent; 2^o. que le meilleur sinon l'unique moyen de relever le commerce est de le décharger de ce fardeau. Ces vérités étant reconnues, il semble qu'on ne doit plus balancer à chercher les fonds pour l'entretien de la Marine ailleurs que dans la levée des droits d'entrée & de sortie, quelque spécieux que soit le motif qui y a fait recourir. Le moyen que nous indiquons peut avoir des inconvénients, que nous ne connoissions pas: mais en tout cas nous ne risquons rien de le mettre sur le papier: il n'y a que ceux qui ont part au gouvernement public qui puissent juger si un arrangement de cette nature pourroit être adopté par les sept Provinces qui font le corps de l'Etat: car toutes les Provinces ayant intérêt & part aux Amirautes, chaque Province devroit contribuer sa part à l'équivalent des droits d'entrée & de sortie; tout comme la Province de Hollande contribue aux

aux frais des forces de terre. Les Villes de la Hollande faisoient autrefois des répartitions entre elles pour les armemens de mer qu'elles faisoient; les Provinces ne pourroient-elles pas aujourd'hui également faire ces répartitions pour l'entretien d'une marine, & laisser à chacune d'elles le soin d'en faire le recouvrement de la manière qu'elle l'entendroit?

Le moyen que nous venons de proposer préviendroit ou ôteroit un inconvénient auquel la levée des droits d'entrée & de sortie semble toujours avoir été sujette. „ A l'égard des entrées & des sorties des marchandises „ l'on doit faire quelque distinction, puisqu'on en peut établir quelques-unes „ à l'avantage du pays; mais notre politique ne permet pas (c'est ainsi qu'on parle dans les *Mémoires de Jean de Wit* (*)) de faire aucune défense „ d'entrée de vaisseaux ou marchandises dans nos pays, ni de les surcharger „ par argent de convoi ou de sureté, puisque nous trouvons tous les jours „ que l'Amirauté de quelques-unes de nos Villes & Provinces, ferment les „ yeux, facilitant les entrées à la sourdine, à l'envie, pour attirer le com- „ merce chez eux." Sans admettre le fait, dont il est parlé ici, on ne peut cependant s'empêcher de réfléchir, qu'une défiance réciproque sur l'exactitude à tenir la main à la levée des droits d'entrée & de sortie, en rendra la perception toujours plus ou moins incertaine: la jalouſie dans le commerce est telle, qu'on croit pouvoir se permettre des moyens de l'attirer à soi, qui bien considérés, ne feroient pas approuvés dans toute autre occasion. Voici comme il en est parlé dans le Mémoire ajouté à la Proposition du Prince Stadhoudier.

„ De ce qui a été dit au long, relativement aux droits qui selon cette proposition doivent rester sur les effets & marchandises, il paroît évidemment que tous les moyens & tous les arrangemens, dont on pourroit se servir par rapport au commerce, feront infructueux & sans effet aussi long-tems qu'on n'employera pas des remèdes efficaces, tant contre l'inégalité de la perception des droits & charges de la Marine, que contre les fraudes & les mauvaises pratiques qui s'y commettent. L'importance de la matière mérite qu'on l'examine & la considère un peu plus à fonds. Pour la traiter avec ordre, on pourroit peut-être exiger, qu'on démontrât, qu'il a été commis beaucoup de fraudes depuis l'établissement de la liste de l'an 1725. & que les précautions qu'on a employées jusqu'ici pour les prévenir, n'ont pas été suffisantes.

Ces

(*) Pag. 56.

„ C E feroit se donner le dernier ridicule d'en vouloir donner une preuve détaillée & circonstanciée. Le fait est trop universellement connu pour que l'on ne puisse se dispenser de s'y arrêter longtems.

„ I L est pareillement hors de contestation, que si l'on tolère les fraudes dans une Province ou Ville, ou qu'on y procéde contre les fraudes, avec moins de sévérité que dans d'autres, il ne sera pas possible de les empêcher dans d'autres Provinces ou Villes.

„ U N chacun qui voudra considérer impartialément & sans préjugé le mal dont il s'agit ici, sera convaincu de la nécessité qu'il y a d'y remédier d'une manière efficace, & en même tems d'une manière que toutes les Villes & toutes les Provinces puissent avoir une parfaite confiance, qu'il n'y ait pas plus de connivence dans un endroit que dans l'autre.

„ M A I S la nécessité d'une réforme paroît surtout, lorsqu'on fait attention à l'effet que produit le relâchement de la levée des droits, dans les Villes & Provinces, où l'on feroit d'ailleurs très-disposé à lever les impôts sur le pié des Placarts & Ordonnances; mais dans lesquelles on n'ose & on ne peut agir avec plus de rigueur, à cause de ce qui se pratique dans d'autres Provinces ou Villes: d'où il résulte qu'un chacun pour conserver son commerce, ferme les yeux sur les fraudes journalières. Or cette précaution contre les fraudes deviendroit à présent encore plus nécessaire par la diminution des revenus résultant d'un *Porto-Franco*.

„ A U T A N T que le remède contre les fraudes est nécessaire, autant est-il difficile de le mettre en usage: il n'y a qu'à réfléchir en général, combien de précautions, de peines & de fraix on y a employé en France, en Angleterre & ailleurs, & toujours sans succès; combien le remède doit trouver plus de difficultés encore dans un Pays comme le nôtre, où la constitution du Pays, les différents intérêts & la différente juridiction des Villes & Provinces, rendent les précautions & les prévoyances contre les fraudes si pénibles.

„ L E S artifices & les ruses dont on se sert, se multiplient si fort, & se font si bien à la sourdine, ils sont employés avec tant de dextérité, que ceux qui feroient tentés de chercher de nouveaux moyens propres à prévenir toutes ces manœuvres, ne peuvent manquer de s'en degouter; surtout si l'on considère que ces moyens doivent être à la fois praticables,

» bles, relativement à la constitution du Pays & du Gouvernement; point su-
» jets à beaucoup de difficultés & incommodes; & tout à la fois propres à
» produire l'effet que l'on en attend.

» **O**N présente ici ces difficultés, non pas dans l'intention de faire perdre
» courage, & pour représenter la chose comme impraticable, ou pour dé-
» courager; mais uniquement pour démontrer, que la chose est d'une telle
» nature, qu'on devra mettre ici en œuvre des moyens qui ne devroient pas
» être employés dans le cours ordinaire des affaires: on est souvent obligé
» de se prêter un peu à la foiblesse ordinaire & à la dépravation de la mul-
» titude, mais dans le cas, où il est question de la conservation & du bien-
» être du Pays & du peuple, il ne convient pas de rejeter un remède uni-
» quement parce qu'il paroît entraîner avec soi une grande sévérité & ri-
» gueur.

» **C**OMBIEN ne feroit-il pas désirable, que les Provinces & les Villes
» fussent tellement pénétrées de ce qui vient d'être dit sur ce qui concerne le
» salut & la conservation de l'Etat, qu'elles abandonnassent & missent de co-
» té, toute autre vue & toutes considérations qui pourroient y être con-
» traïres!

» **E**NFIN passant aux moyens, qui pourroient être employés avec succès
» pour prévenir les fraudes, on met à la tête, comme la base de tout cet
» ouvrage,

» **Q**UE les punitions, les amendes & pénalités devroient être aggravées,
» & quelquefois étendues à l'infamie & banissement, même suivant le cas
» jusques à la peine de mort; & que les loix devroient rigoureusement être
» exécutées sans la moindre connivence: cela se faisant, il n'y a point d'hom-
» me de probité qui voulut s'exposer au danger d'être regardé comme un
» voleur public & un infame, ou à être puni de mort ou de banissement.

» **Q**UE la recherche sur les marchandises devroît être plus libre ou moins
» gênée, au moins, quand il y a quelques soupçons ou preuve de fraude.

» **Q**U'ON devroit faire de nouvelles ordonnances à l'égard des bateliers,
» porteurs, brouëtiers, traîneurs, & en un mot pour tous ceux, qui sont
» employés au chargement & déchargement des marchandises.

» **L**ES accusations & les preuves de fraude devroient être libres & per-
N n 2 , mises

» mises à un chacun, avec promesse même d'impunité pour les complices,
» & adjuger en tout ou en partie l'amende au délateur ou rapporteur.

» Qu'à l'avenir les Passeports devroient rester auprès des marchandises,
» qui entrent le long des Rivières; précaution dont la recherche de ces mar-
» chandises dépend principalement, & qui a été si sérieusement demandée en
» différents tems par les Colléges de l'Amirauté résidant en Hollande.

» Qu'il faudroit traiter à l'avenir les droits d'entrée en tout, sur le pié-
» d'un impôt de la Généralité, & non pas comme un droit Provincial.

» EN conséquence l'administration & la direction de la levée de ces droits de-
» vroient être ôtées aux Villes & aux Provinces particulières, & remises à la
» Généralité avec assez de pouvoir & d'autorité, pour faire exécuter les Loix
» relatives à la perception des impôts de la marine dans toutes les Provinces
» & Villes selon que les cas l'exigeroient: étant connu que la Loi en elle-même
» me ne peut rien, mais que tout dépend de l'exécution: sans quoi il se-
» roit fort à craindre, que tous les nouveaux arrangemens quelque utiles
» ou nécessaires qu'ils pussent être, & quelque bien calculés qu'ils fussent
» pour l'intérêt général, demeureroient cependant sans effet.

» A FIN de remplir le but & de parvenir à l'effet, il faudroit fortifier &
» maintenir la juridiction & l'autorité des Colléges de l'Amirauté, contre
» tous ceux qui se rendent coupables de fraude, & terminer & écarter prompt-
» temment & efficacement toutes les infractions contre la susdite juridiction
» & autorité.

» IL faudroit que les Magistrats & les officiers en faisant leur serment,
» promissent & s'engageassent de prêter la main à ceux qui sont employés à
» la perception dans les affaires qui concernent leurs fonctions, & de ne
» point aporter la moindre opposition, empêchement, ou résistance aux Col-
» léges de l'Amirauté dans l'exécution de leur emploi, ni à leurs Officiers, dans
» les affaires relatives à la levée des deniers publics, ni à l'exécution des Loix,
» ou autant qu'en eux est, de le tolérer soit directement soit indirectement.

» ET conséquemment que ceux qui viendroient à se rendre coupables de
» quelque fraude, ne seroient plus soustraits à la juridiction des Colléges,
» pour être jugés au Tribunal des Echevins des Villes.

» D'un côté surtout il conviendroit de remédier à l'abus de se prevaloir
» d'un

„ d'un desordre, pour le suivre, aussi-tôt qu'on se persuade (bien ou mal n'importe) qu'on n'agit pas bien dans quelque endroit touchant la levée des droits, ou bien d'user comme de rétorsion dans un autre endroit : & d'un autre côté, il conviendroit que les Colléges de l'Amiraute s'engageassent solemnellement, à faire exécuter partout la levée des impôts unanimément sur le même pié & strictement, sans égard pour les lieux ou les personnes, & sans connivence.

„ CAR les loix les plus strictes sans uniformité ne sont que des liens pour les plus scrupuleux ; & par là les meilleurs citoyens sont les seuls que les loix retiennent, tandis qu'ils sont exposés à perdre de leur commerce, qu'on détourne & qu'on fait passer à d'autres.

„ A cette fin il faudroit peut-être faire quelques nouveaux règlements & arrangemens, pour les officiers qui sont employés aux Colléges de l'Amiraute, à la levée & perception des droits."

Les réflexions qu'on vient de lire indiquent des difficultés auxquelles la perception des droits d'entrée & de sortie sera probablement toujours sujette, parce qu'il n'est guères possible de porter tous les individus qui composent la société, au degré de perfection, auquel il semble qu'on devroit pouvoir les éléver pour s'assurer de l'effet qu'on auroit lieu de se promettre des nouveaux arrangemens à prendre.

IL en est en quelque sorte de même de la branche de l'impôt connue sous le nom d'Accise, qui est un droit de consommation dont peu de personnes sont exemptes. Ce droit est d'un très-grand produit. Il est porté sur toutes les denrés, sur celles même de première nécessité, & ce sont celles de la plus grande consommation qui sont les plus chargées. L'accise dans la Province de Hollande double presque le prix naturel du pain & celui de la bierre commune. Ce droit produiroit peut-être davantage & d'une manière plus juste, s'il pouvoit être proportionné à la qualité des vins & de la bierre. Car les vins & les bieres des premières qualités ne payent pas plus que les vins médiocres & les bieres communes. Il en est de même des huiles, des eaux-de-vie, &c.

ON lève aussi comme nous l'avons fait voir ci-devant, des droits sur les domestiques, les chevaux, les carrosses, les chaises, toute sorte de voitures, sur les yachts de plaisir, sur les fruits, les bêtes à corne, &c. Ces

droits, dont la plus grande partie tombe sur le luxe, sont encore d'un produit très-riche.

Le droit annuel, qui se lève sous le nom de *verponding*, sur les maisons & sur les terres, sur le pied de leur estimation sans égard aux loyers, monte généralement de deux & demi à trois pour cent.

Nous avons parlé de l'impôt du quarantième & quatre-vingtième dénier, qui se lève sur les ventes des biens immeubles & sur les hypothéques. Les ventes publiques volontaires & forcées sont aussi sujettes à l'impôt. Peut-être conviendroit-il d'en décharger les ventes publiques des marchandises, parceque cet impôt augmentant nécessairement le prix de la marchandise vendue publiquement, doit par cela même faire préférer aux Etrangers les endroits, où toutes choses d'ailleurs égales, ce droit ne se paye pas.

Nous avons parlé du droit sur les legs & successions collatérales & directes en descendant, qui monte depuis cinq jusques à trente pour cent suivant le degré de proximité prescrit par un tarif. Ce droit est un des plus avantageux pour la caisse publique & des moins onéreux pour le peuple, parce qu'il ne porte ni sur le commerce, ni sur les manufactures, & qu'il ne tombe que sur ceux dont la fortune est augmentée par un héritage.

Le timbre dont le prix est taxé par un tarif suivant la sorte d'acte pour lequel on est obligé de se servir de papier timbré, depuis trois sols, jusqu'à trois cents florins, est comme nous l'avons déjà remarqué ci-devant, l'une des meilleures branches de la finance, tant par son produit, qui est fort étendu, que parce qu'elle est la moins onéreuse au peuple. Si le chose étoit possible, il feroit peut-être avantageux de dispenser de l'usage du timbre tous les actes qui ont trait aux opérations du commerce.

Les actions des compagnies des Indes, ainsi que les obligations de la Généralité, des provinces, des amirautes & des villes, sont aussi soumises à des droits. Il semble que l'administration publique n'ait pu trouver encore le moyen de faire contribuer aux charges de l'Etat les rentes immenses que ses habitans possèdent dans les fonds publics des nations étrangères.

L'EXEMPTION de cette nature de biens de toute contribution aux charges publiques, paroît être un vice qui se trouve également dans l'administration

tion des finances des autres nations. Par là le riche & quelques familles oisives se trouvent favorisés sans aucun bénéfice pour l'Etat, aux dépens du peuple, qui est la partie la plus précieuse de la nation & la première source de ses forces. Les richesses qui s'accumulent sans cesse dans les maisons de commerce, jouissent de la même exemption.

IL faut bien qu'il y ait des raisons très-fortes pour ne pas y porter atteinte; peut-être aussi ne pourroit-on la faire cesser que par des loix arbitraires, toujours odieuses & sujettes à des inconvénients infinis.

UN deuxième, un troisième *Verponding*, un centième & un second centième de la valeur de tous les biens, sont une ressource extraordinaire dont le Gouvernement a usé dans les cas de nécessité. Cette ressource est très-considerable.

CELLE des emprunts a peut-être en Hollande des limites plus reculées, que chez les nations emprunteuses. On ne peut pas dire que cette ressource, dont on ne peut user beaucoup sans en faire bientôt une source nouvelle de calamités pour le peuple, ait été beaucoup plus ménagée, que dans les autres Etats, où l'on a eu recours aux emprunts, soit pour se donner une grande puissance, soit pour se donner une puissance relative & se défendre contre la supériorité. La République s'est trouvée dans le dernier cas; elle a été forcée par les nations emprunteuses de les imiter pour se donner une puissance relative, & pour conserver par cette force artificielle sa puissance naturelle. Mais quoique ses emprunts aient été portés, à ce qu'on prétend jusques à un miliard, il s'en faut bien que pour se donner cette force artificielle, elle se soit autant éloignée des limites de sa puissance naturelle que les autres nations. On peut en juger par les remboursemens qu'elle a faits, & qu'elle continue de faire, & l'on doit conclure en même tems de ses remboursemens, que la dette publique est considérablement réduite depuis le dernier traité de paix d'Aix-la-chapelle. Il faut observer de près la République & la marche de son administration, pour connoître avec quelque justesse la source de ses richesses, l'étendue & la solidité de ses ressources & de ses forces. La République n'affecte point de montrer celles qu'elle n'a pas, & n'a jamais eu recours aux papiers publics pour montrer la réalité de celles qu'elle a. En général on peut dire que dans aucun pays les finances sont si sagement administrées qu'en Hollande.

ON peut juger de la solidité & de l'étendue de ses ressources de finance
par

par le seul remboursement que la Généralité & la province de Hollande firent en 1766. Ce remboursement fut (à ce qu'on prétend) de seize millions de florins. Il faut croire que les six autres provinces, les villes & les amirautes ont fait des remboursements proportionnés à leurs dettes respectives. Aucune des autres nations emprunteuses n'a encore donné l'exemple de remboursements de cette importance.

ON a continué tous les ans à faire à - peu - près de pareils remboursements, & cependant pour les effectuer & les soutenir, on n'a recours ici à aucun nouvel impôt, ni à la ressource d'un nouveau système d'économie ou de papier circulant. Il n'y a dans le système de finance que suit la République, ni jeu artificiel, ni illusion, pour soutenir un grand crédit; il n'y a que du réel.

POUR relever le commerce & l'industrie, & révivifier cette première source des finances & de la prospérité nationale, le Gouvernement devroit, à ce qu'il semble, sacrifier une partie des deux premières branches de l'impôt, c'est-à - dire des droits d'entrée & de sortie sur toutes les marchandises transportées au - dehors, & les droits d'accise sur les denrées de première nécessité: & c'est sur l'état des finances dont on vient de donner une idée, qu'il faudroit chercher les moyens de remplir le vuide que ce sacrifice peut faire dans le trésor public.

EN considérant les droits d'entrée & de sortie dans l'état actuel, si l'on suppose qu'il n'y aura point de fraude des droits réservés, c'est-à - dire, sur les marchandises qui entrent dans la consommation du pays, il est certain que la différence du produit futur ne seroit pas grande: & que cette diminution pourroit être remplacée peut - être par une simple augmentation de droit sur les marchandises de luxe qui entrent dans la consommation intérieure. Les Réflexions que l'on trouve dans la Résolution des Etats de Hollande indiquent suffisamment les fruits qui pourroient en revenir & les précautions à prendre pour n'en être pas frustrés.

LA diminution sur l'accise présente un objet important. Le luxe ne pourroit - il pas en remplacer une partie? ne pourroit - on pas trouver le moyen de faire contribuer les richesses aux charges de l'Etat dans une plus juste proportion? La consommation du tabac n'offre - t - elle pas encore un objet à l'impôt d'une grande importance? Quel que soit l'impôt sur le tabac, pourvu qu'il ne donne point d'atteinte à la liberté du commerce étranger, il sera toujours

jours de tous les impôts le moins onéreux au peuple; parceque l'usage du tabac est moins encore un objet de nécessité que celui du vin, des liqueurs fortes, du caffé, du thé, &c.

L'IMPÔT actuel sur le tabac est si médiocre, qu'il mérite à peine les frais de la régie, pendant qu'il est chez d'autres nations, & surtout en France, la branche de l'impôt la plus riche. On pourroit calculer le produit que les finances de la République pourroient tirer de cet impôt sur le calcul de ce què les fermiers généraux en tirent en France, en prenant pour base de ce calcul un état qui est bien plutôt susceptible d'augmentation, que de diminution. On fait qu'un ministre exigea autrefois des fermiers généraux un état de leur approvisionnement de tabac par année. Ils le donnèrent. Il montoit à vingt-quatre milions de livres de tabac brut, & il faut croire qu'ils n'exagéroient pas. On fait que le tabac brut manufaturé rend au fabricant par la fisselle & les humectations à peu près le double de son poids. La consommation du tabac doit donc être en France suivant cet état, d'environ quarante millions de livres. Si l'on suppose la population de la France à vingt milions, & celle de la Hollande à deux milions, on doit en conclure, que la consommation du tabac en Hollande est de quatre millions de livres. Un impôt de vingt sous par livre de tabac donneroit par conséquent un produit de quatre millions de florins. La facilité d'introduire le tabac, & d'en faire envoi, est peut-être une des premières causes, pour lesquelles on croit en Hollande n'en pas devoir charger davantage la consommation: car de quelque nature que soit un impôt, l'opération qui l'introduit porte à faux, dès qu'il peut encourager la fraude, & qu'on n'a pas la facilité de la prévenir ou de l'empêcher.

QUELQUES articles d'une consommation fort étendue chez les citoyens riches feroient peut-être encore susceptibles d'une augmentation de droits: & si l'on avoit recours à toutes ces ressources, en y ajoutant ensuite l'augmentation des consommations auxquelles l'aisance du peuple donneroit lieu, on trouveroit que l'encouragement à donner au commerce & à l'industrie ne produiroit peut-être aucune diminution dans les revenus actuels des finances; qui, en laissant cette première source de la richesse de la République dans l'état où elle est, ne doivent cesser de décroître. On répondroit peut-être par là aux vues de Mr. VAN DEN HEUVEL, proposées dans son Mémoire p. 109.

IL manque à la Hollande une pépinière de soldats & de matelots. Sa population est trop bornée pour en fournir le fonds nécessaire, & le recruter ensui-

te. Le commerce se plaint surtout depuis la dernière guerre, d'une grande difficulté à completer les équipages des vaisseaux marchands. On a donné une si prodigieuse étendue à la marine en Europe, qu'il est évident que si ses progrès continuent, on parviendra également à épuiser la partie de sa population qui fournit les matelots, & les forêts qui donnent les bois de construction. La nature ne produit point d'hommes & des arbres assez promptement & en assez grande quantité pour correspondre à une si grande consommation. L'Amérique supplée beaucoup à l'indigence de nos forêts; mais au lieu de suppléer à celle des hommes, elle en augmente sans cesse la disette dans la classe qui doit soutenir la navigation.

CETTE observation seule, qui ne doit pas échaper aux lumières du gouvernement d'une nation maritime, le portera sans doute à la recherche des moyens d'encourager la population, de la rétablir & de l'accroître. Car cette disette de matelots est encore une preuve du décroissement dans le commerce & dans la puissance de la République.

MAIS pourquoi, dit-on, nous proposer tant de soins pour accroître notre population? Qu'on ouvre un moment les yeux sur le poids de nos calamités, & l'on verra qu'on ne nous propose, que d'augmenter encore le nombre des êtres malheureux, & cela pour augmenter la puissance des Souverains & satisfaire leur ambition.

C'EST ainsi que raisonnent des gens qui réfléchissent peu sur les intérêts de l'humanité; qui ne voient pas la part que chaque individu prend dans le bien général: que la somme du bien public n'est & ne peut être que le résultat du bien de chaque particulier; que présenter aux Souverains & à leurs ministres les encouragemens que demande la population, c'est leur montrer les moyens de rendre heureux, non des hommes à naître, mais des hommes & des peuples qui existent & que l'indigence détruit: & qu'enfin ce n'est qu'une population nombreuse & florissante, qui annonce le bien-être des peuples, la prospérité nationale, la bonté du gouvernement, & conséquemment la richesse & la puissance du Souverain.

» IL manque (dit-on) à la Hollande des hopitaux ouverts à toute heure jour & nuit, pour y recevoir les malades sur la seule recommandation de la figure humaine, la recommandation la plus respectable, puisque c'est celle de la nature. S'il manque (ajoute-t-on) à la Hollande des aziles toujours ouvert aux infirmes, aux malades indigens, qui lui conserveroient des hommes,

Il lui en manque aussi pour recevoir une autre classe de malheureux & protéger la naissance d'autres hommes dont l'utilité payeroit bien à la patrie les fraix qu'elle pourroit faire pour leur conservation. Ces aziles que demande l'humanité, préviendroient une infinité de crimes énormes, qu'on a inutilement prévus parce qu'ils se commettent dans une obscurité presque toujours impénétrable à la vigilance des magistrats, & à la sévérité des loix."

„ Les enfans (continua-t-on) auxquels les loix refusent de reconnoître un pere & le droit naturel d'appartenir à une famille; ces enfans qui sont les victimes innocentes de la misère ou de la foiblesse de ceux qui leur donnent le jour, ont fait parler de tous tems en leur faveur l'humanité & la religion. On est enfin convenu que ces enfans sont les enfans de la patrie & appartiennent à l'Etat. Mais ce sentiment n'a pas fait encore assez de progrès pour produire dans l'administration une intelligence capable de veiller à la conservation de ces enfans autant qu'il seroit nécessaire, & n'a point encore fait naître l'idée d'une institution propre à leur donner l'éducation la plus convenable à l'utilité de l'Etat." — Il y a du vrai dans cette réflexion, mais on se trompe si l'on croit qu'en Hollande les malades & les indigens soyent sans assistance; & même les Enfans hors de famille n'en sont pas déstitués. Il n'y a point de défaut de sensibilité chez les Hollandois aux besoins de l'humanité. On voit partout en Hollande de bonnes institutions pour venir au secours de la misère.

IL seroit peut-être plus à propos de songer à former des institutions qui pussent prévenir le manque de travail & d'occupations. On ne sauroit croire combien de gens vivent en Hollande, soit en tout soit en partie, de la caisse publique, ou des fonds destinés pour le soulagement des pauvres. L'Etat fait par là deux pertes considérables. Ces indigens ne contribuent point au trésor public ce qu'ils y contribueroient s'ils étoient occupés, & leur entretien fait une dépense réelle pour le Corps de l'Etat. Mons. VAN DEN HEUVEL, jugeant sur la maxime, que c'est le travail qui enrichit un Etat, voudroit que pour banir la paresse, ou du moins pour la corriger, il ne fût donné aucun secours ou assistance à des Ouvriers capables de travailler, à moins qu'ils ne donnassent des témoignages irréprochables de leur bonne conduite & de leur activité. La raison en est toute simple, & on a de la peine à se persuader que la compassion pour la misère iroit jusques à fournir de la caisse publique ou de celle des charités, des secours à des indigens, qui le sont uniquement par leur faute. Il faut croire, que si cet abus a lieu quelquefois, il ne se commet que par inadvertance. Pour s'otlager les Pauvres & les Ouvriers indigens Mr. VAN DEN HEUVEL voudroit en-

core que ceux qui sont préposés à l'administration des charités publiques formassent des Magazins à tourbes, pour en vendre au comptant à un certain prix, de façon pourtant que les frais ne tombassent pas à la charge de l'administration (a). Mais nous ne voyons pas comment ce secours, donné à la misère, pourroit étendre son influence sur les encouragemens que demandent les fabriques. C'est plutôt le Fabriquant qu'il faut mettre en état de pouvoir occuper l'Ouvrier; & comment le faire? Mr. VAN DEN HEUVEL voudroit que les Négocians ou Fabriquans prissent un arrangement avec les Administrateurs de la caisse des pauvres, par lequel ces Administrateurs s'engageroient à donner de cette caisse un certain prix aux Fabriquans, à raison de chaque famille qu'il occuperoit: Mr. VAN DEN HEUVEL juge que par ce moyen on mettroit d'un côté le Fabriquant en état de pouvoir faire travailler à meilleur marché & de diminuer le prix de ses manufactures; & que d'un autre côté la caisse des pauvres seroit même par là soulagée, attendu qu'elle n'auroit pas alors à entretenir seule le nombre des pauvres qui actuellement sont tout-à-fait à sa charge. Les vues de Mr. VAN DEN HEUVEL sont certainement très-bonnes, mais seroit-il bien convenable d'exposer les Fabriquans, & les Fabriquans même voudroient-ils bien s'exposer, à se voir afficher comme des gens qui sont soulagés dans leurs fabriques par la caisse des pauvres? Quand il est question du Peuple on ne peut guères se dispenser de consulter les idées populaires. L'inégalité des familles seroit encore une grande difficulté. D'ailleurs Mr. VAN DEN HEUVEL ne paroit pas avoir fait attention que les Administrateurs des biens des pauvres ne sont qu'*Administrateurs* de ces biens, & qu'ils ne peuvent jamais en disposer, que suivant le but pour lequel ils ont été donnés & conformément à leur destination: or les charités & les largesses n'ont point été faites pour l'assistance des pauvres, afin d'en faire des gratifications. La destination est sacrée: c'est l'intention des Donateurs qui l'indique. On dira sans doute qu'on le fait pour le mieux; car c'est la réponse ordinaire de ceux qui ont quelque administration entre les mains: mais cette réponse indique un défaut d'attention à la qualité d'*Administrateurs*; tout Administrateur est indispensablement obligé de s'en tenir à la destination de l'objet de la commission, dont il s'est chargé: s'il s'en écarte, il commet une usurpation: il seroit à souhaiter que ceux qui se chargent de quelque administration, ou qui sont placés à la tête de quelque affaire, ne perdissent jamais le souvenir de la qualité qui constitue le droit de leur administration.

Le but de Mr. VAN DEN HEUVEL seroit de rendre la main-d'œuvre moins

(a) Antw. p. 67.

moins chère: il est hors de doute que le renchérisſement de la main-d'œuvre n'ait mis les Fabriquans hors d'état de soutenir la concurrence contre les Etrangers; mais il n'est pas douteux non plus, que l'augmentation des impôts n'ait fait renchérir la main-d'œuvre: or peut-on se flatter de réussir jamais à rétablir les fabriques en Hollande, à moins qu'on ne remédie à l'inconvénient qui résulte de l'augmentation des impôts? La question est comment y remédier? Naturellement on devroit y répondre, otez la cause du mal: c'est-à-dire diminuez les impôts, sur-tout sur les denrées qui sont d'un premier besoin. C'est ainsi du moins qu'a parlé le Grand-Pensionnaire de *Wit*,

„ Mais pour la navigation (b), la pêche, le commerce & les manufactures, qui sont les quatre colonnes de l'Etat, on ne doit point les affoiblir ni les incommoder par aucunes charges: car ce sont elles qui font subsister la plupart des habitans, & qui attirent toutes sortes d'étrangers, à moins que la nécessité fut si grande, que le pays fut menacé d'une ruine totale, & qu'on attaqueroit ces fondemens, sur l'espérance que ces impôts ne seroient pas de longue durée; du moins *deroit-on se diligenter, aussi-tôt l'orage passé, de les décharger*: encore doit-on faire cette distinction, que les manufactures ne doivent, ni ne peuvent être chargées du tout, puisqu'elles ne font pas attachées au pays, & que nous devons attirer des pays étrangers, les étoffes & les matériaux, pour les travailler; & que si nous les avions une fois perdus, & qu'ils pussent s'établir dans les pays qui produisent les matières & les étoffes cruës, ou dans des pays éloignés de la mer, dans lesquels on les pourroit mener par des charettes, nous les recouvrerions difficilement; outre que ces Manufactures font subfijer plus de sept cens mille personnes en Hollande, elles seroient encore suivies par ceux qui équipent des vaisseaux de transport." Cependant si les Finances de l'Etat ne permettent pas, qu'on fasse une pareille opération? Diminuer les impôts sur les denrées de première nécessité, seroit peut-être une opération diamétralement opposée à une sage maxime de la Hollande. Elle feroit perdre à l'Etat les revenus qui lui sont payés par tous les ordres de l'Etat & par les Etrangers: ce seroit une faveur qui perdroit de son prix, parce qu'il excéderoit le but qu'on se propose: le but seroit de faire diminuer le prix de la main-d'œuvre, c'est-à-dire de donner au peuple occupé aux fabriques le moyen de vivre moins chèrement: or en supprimant les impôts, cette suppression s'étendroit à tous les ordres de l'Etat, & porteroit par-là à faux. Voilà une difficulté. Seroit-il impossible de la lever? Si une suppression des droits d'accise ou de quelques-uns de ces droits, soit plus soit moins,

(b) Mémoire de *Jean de Wit* p. 63.

ne convient pas, prise généralement, ne pourroit-on pas user d'une suppression uniquement en faveur de tous les ouvriers qui seroient employés aux Fabriques? Il y a des exemptions pour les Diaconies, pour les Maisons de charité; pour les Hopitaux & pour d'autres fondations; seroit-il impossible de trouver un moyen d'en exempter aussi les Ouvriers occupés aux manufactures? Ne pourroit-on pas faire dans les villes des établissements propres à faire trouver aux Ouvriers l'occasion de se pourvoir du nécessaire sans payer l'impôt? On permet aux Administrateurs des biens des Pauvres, des Maisons d'Orphelins, &c. de former des Magazins, d'avoir par exemple une boulangerie, où les Pauvres vont prendre du pain, des Magazins de tourbes où les Pauvres vont prendre des tourbes, dont l'impôt n'a point été payé &c. Ne pourroit-on pas de la même manière former en faveur des fabriques des établissements semblables; où le peuple employé aux fabriques pourroit acheter le pain à un prix modéré, de même les tourbes, le bois, le beurre, le fromage, la bière, &c. Il semble qu'une pareille institution ne devroit pas trouver plus de difficulté que celle de donner aux Pauvres la facilité d'être pourvus de pain, & de tourbes, sans en rien payer. Les Etats-Généraux ont accordé des exemptions à la navigation, en particulier en faveur de la pêche en Groenlande & au détroit de Davis: les Etats de Hollande ont souvent accordé une diminution de droits d'accise en faveur des fabriques, par exemple, de celles qui employent des charbons, des tourbes, &c. y auroit-il plus d'inconvénient ou de difficulté à accorder une exemption générale limitée aux Ouvriers occupés aux Fabriques?

CETTE exemption seroit perdue à la vérité à l'Etat tout le revenu qu'il pourroit se promettre, si tous ces Ouvriers contribuoient aux droits imposés sur la consommation de ce qui sert à leur nourriture. Mais cette perte ne seroit-elle pas bonifiée par un avantage bien plus considérable? Combien d'Ouvriers employés aujourd'hui aux Fabriques, qui, faute d'occupation sont, soit en tout soit en partie, à la charge de l'Etat? Combien d'Individus dont la misère coule plus à la caisse publique, que ne seroit la somme à laquelle pourroit monter cette exemption. Cette exemption pourroit encore être limitée aux Ouvriers travaillant à des Fabriques qui ont une concurrence à soutenir. Celles qui ne sont pas dans ce cas, ne demandent pas un secours extraordinaire.

CALCULONS l'effet qui pourroit résulter de cette exemption. Si l'on suppose que l'impôt absorbe un tiers de la dépense que font les Ouvriers, il en résultera que l'exemption pourra diminuer la main-d'œuvre d'un tiers; & il n'en faut certainement pas tant pour se retrouver au niveau

veau des Anglois ; qui ont par la main-d'œuvre un avantage de vingt & deux & trois quarts pour cent sur la fabrique d'une pièce de drap, suivant la calcul présenté dans les Remarques que nous avons données ci-dessus.

A en juger par une observation que fait Mr. VAN DEN HEUVEL, il feroit presqu'inutile de songer à faire diminuer la cherté des vivres pour le peuple en Hollande : ce judicieux Auteur prétend que depuis que les pommes de terre sont devenues d'un usage commun en Hollande, le peuple peut être nourri en Hollande à aussi bon marché que partout ailleurs (c). Nous avouons que les pommes de terre font pour le peuple une très-grande resſource ; cet aliment, qui d'ailleurs est très-sain, a beaucoup soulagé la subsſtance du peuple : cependant peut-on exiger que le peuple ne mange autre chose que des pommes de terre ? Ne lui faut-il pas de tems en tems du beure, du fromage, de la bière ? n'a-t-il pas besoin de chauffage ? Prétendre que le peuple en Hollande puisse être nourri à aussi bon prix que partout ailleurs ou peu s'en faut, parce que les pommes de terre font depuis quelques années une nourriture peu couteuse, c'est, à ce qui nous semble, attribuer à cet usage un trop grand effet. Les Négociants, dont nous avons rapporté ci-dessus les Considérations, n'en parlent pas ainsi : ils comptent que la main-d'œuvre en Angleterre diffère de celle, qui a lieu en Hollande, de 22 & trois quarts pour cent. Ils ont fait leur calcul en 1751. & dans ce tems les pommes de terre étoient en vogue. De plus, dans la supposition même que le peuple ne mange actuellement que des pommes de terre ; qu'il ne puisse jamais se trouver dans la nécessité d'avoir besoin de pain ; que même les femmes & les enfans pourront également se passer de toute autre nourriture, l'Etat ne court donc aucun risque en lui présentant le moyen d'avoir du pain exempt d'impôt.

La perte que le trésor public feroit par cette exemption, pourroit même être bonifiée par d'autres moyens : car s'il étoit possible d'exempter les Ouvriers occupés aux fabriques de tout impôt ; ne pourroit-on pas augmenter quelques autres droits ou en trouver qui n'eussent pas une influence sur les fabriques. Nous en avons parlé ci-dessus p. 292. & suiv. Mr. VAN DEN HEUVEL en indique quelques-uns (d). Les pommes de terre, qui aujourd'hui font une nourriture généralement en usage en Hollande, pourroient être soumises à un droit d'accise, si une exemption générale en faveur des

Qu.

(c) *Antwoord op den Grond &c.* p. 64.

(d) *Antwoord op den Grond.* p. 73.

Ouvriers employés aux fabriques, pouvoit avoir lieu. Depuis trente ans la consommation des pommes de terre est devenue si générale, que les Personnes les plus riches en font servir à leur table. Ce fruit est d'ailleurs un aliment pour les domestiques, qui généralement parlant le préfèrent à tout autre.

ENFIN dans la supposition qu'il faut soulager la main-d'œuvre, & qu'on ne peut le faire sans procurer à ceux qui sont occupés aux manufactures une subsistance moins chère, la question se réduit à cette proposition - ci: *Trouver un moyen de diminuer la cherté de la main-d'œuvre sans que l'Etat mortifie ou supprime les droits d'accise ou les droits sur la consommation;* & on pourra y répondre: que l'Etat accorde une exemption de ces droits à tous les Ouvriers qui seront occupés à des manufactures & à des fabriques. On demandera ensuite, supposé que l'Etat crut qu'il feroit utile de faire jouir les Ouvriers de cette exemption, par quel moyen pourra-t-on les en faire jouir? C'est là une question à laquelle aucun particulier ne pourra donner de réponse exacte, parce qu'elle dépend de tant de circonstances, que les membres du Gouvernement sont seuls en état de connoître. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que les exemptions dont jouissent plusieurs fondations, & la façon dont on pourvoit à la subsistance des pauvres, nous paroissent assez solides & si bien dirigées, que nous croyons qu'il ne feroit pas impossible de trouver quelque moyen semblable en faveur des Ouvriers.

M A I S admettons pour un moment, qu'il ne convienne pas à l'Etat d'user de ce moyen, qu'il soit possible ou non, la question dont nous traitons maintenant se réduira à la proposition suivante. *Trouver un moyen de diminuer la cherté de la main-d'œuvre, sans que l'Etat altère les droits d'accise.* Mr. VAN DEN HEUVEL, comme nous l'avons remarqué ci-dessus, propose deux moyens: il voudroit que les Administrateurs des biens des pauvres formassent des magazins de tourbes, où le peuple pourroit s'en pourvoir à un bon prix; & en second lieu, que les Fabriquans prissent un arrangement avec ces Administrateurs, au moyen de quoi ils jouïroient d'un prix. Arrêtons-nous un moment à ces idées.

U N E caisse publique formée pour l'encouragement des Ouvriers occupés aux Fabriques, ne rempliroit-elle pas mieux encore les vues que Mr. VAN DEN HEUVEL présente? Ne pourroit-on pas, par exemple, accorder une certaine gratification par semaine à chaque Ouvrier ou Ouvrière occupés aux Fabriques suivant l'ouvrage qu'ils auroient achevé, on au pro-rata du travail qu'ils auroient fait: l'idée d'un encouragement accordé aux fabriques ne doit pas pa-
roî-

roître plus étrange que celle des gratifications accordées en faveur de la navigation & de la pêche. D'ailleurs la construction des Vaisseaux, une des premières fabriques de la République, qui décheoit de plus en plus, y trouveroit un grand secours, & par cela même il en resulteroit un grand bien pour le commerce général. On pourra présenter des difficultés sur l'execution de cette idée; mais quel est le projet qui en soit tout-à-fait exempt? Supposons une caisse publique formée sous la direction de deux, de trois, ou d'un plus grand nombre de Négotians ou de Fabriquans comme Administrateurs, ne seroit-il pas possible de prendre un arrangement, au moyen duquel ces Administrateurs seroit mis en état de distribuer chaque semaine une gratification aux Ouvriers, d'après la liste, qui leur seroit fournie par le Fabriquant, qui les auroient occupés. La gratification pourroit être plus ou moins grande à mesure de la quantité de l'ouvrage qui auroit été fait, du salaire qui auroit été payé; & pourroit même être limitée en quelque façon à la condition de la perdre en cas de plainte de la part du Fabriquant de mauvaise conduite, de mauvais ouvrage, ou d'indocilité. Les gratifications pourroient être remises aux Fabriquans, afin que chacun les distribuât à ses Ouvriers, en l'ajoutant au salaire d'une semaine suivante.

Nous ne décidons pas si ce moyen pourroit être mis en pratique, mais voici l'utilité qui, à ce qu'il nous semble, en résulteroit. 1°. Il contribueroit à rendre le peuple actif: l'amour du gain le feroit aspirer à la gratification, & la gratification l'animeroit au travail. 2°. Ce seroit un avantage pour le Fabriquant, qui, au moyen de cette gratification, trouveroit plus de facilité à engager des Ouvriers au travail, à un prix plus modique. Supposons, par exemple, un Ouvrier, auquel un Fabriquant fait gagner 30 sols en trois jours: que la gratification alors soit de six sols: que ce même Ouvrier, employé pendant six jours, ne soit payé qu'à raison de huit sols; & que la différence lui soit donnée par voie de gratification; cela fera douze sols: il aimera mieux travailler six jours à huit sols, que trois jours à dix sols, supposé même qu'on lui donne de la caisse des pauvres une assistance de douze sols par semaine. Il y sera même contraint, si on est exact à refuser de l'assistance à tout homme desœuvré & en état de travailler. La différence de trente sols à trente six, ou de quarante huit sols à soixante sols, en fera une pour le Fabriquant de 25 pour cent sur la main-d'œuvre. Or pour sentir l'influence que cela auroit sur les Fabriques, il n'y a qu'à suivre le calcul de ce que coûte une pièce de drap.

Il y a un siècle qu'on comptoit la façon d'une pièce d'un commun demi
Tome II. P p drap

drap, soixante-dix florins, auxquels 28 Personnes étoient occupées pendant quinze jours (a); que la façon d'une telle pièce revenoit à soixante-dix livres; dont vingt livres étoient payés en impôts; ce qui fait deux septièmes. On ne risque rien en affirmant qu'aujourd'hui le tiers de la dépense d'un Ouvrier est payé en impôt; ou droits d'accises.

Le calcul, présenté dans les remarques que nous avons rapportées ci-dessus (p. 277.) fixe la façon d'une pièce de drap à $f\ 102 : 13 : 8$. Mais ce calcul ne détermine point la longueur des pièces, ne marque pas non plus si le prix de $f\ 150 : 0 : 0$ pour chaque pièce est le prix de fabrique, ou celui de détail, ou celui auquel un Fabriquant la vend au marchand, ou bien encore si ce prix est compté sur le pied qu'on vend le drap en boutique aux Particuliers. Il semble que le prix est fait sur le pied, auquel une pièce de drap revient au Fabriquant en frais de manufacture; attendu que si la pièce coutait $f\ 150 : 0 : 0$ & qu'on y ait employé $f\ 102 : 13 : 8$ en frais de la main-d'œuvre, le tiers qui reste doit être compté pour les premières matières: la pièce étant calculée à 70. aunes, l'aune reviendroit en main-d'œuvre à 30 fols. Ainsi ce calcul nous donneroit le prix d'un drap fort commun.

ON nous en a fourni un de drap fin, qui fixe la main-d'œuvre d'un quart de drap, de 39 à 40. aunes, neuf quart de large, à $f\ 80 : 2 : 0$. sans y comprendre la teinture. Supposons que les frais des matières premières & la teinture, qui varient suivant la qualité, coutent encore $f\ 80 : 0 : 0$ au Fabriquant, voilà $f\ 160 : 0 : 0$, auxquels la pièce lui revient en Fabrique. Supposé que pour pouvoir déboucher ses manufactures il lui faille donner douze mois de crédit; le Fabriquant ne fera pas assurément un gros gain, s'il fait un profit de 15 pour cent sur sa fabrique: cela néanmoins fera monter le prix de cette pièce à $f\ 184 : 0 : 0$ pour le Marchand detailleur: celui-ci compte devoir y trouver un bénéfice de 20 pour cent; & c'est aussi le bénéfice ordinaire; de sorte que la pièce qui coutait en fabrique $f\ 160 : 0 : 0$ sera vendue en détail $f\ 200 : 0 : 0$. c'est-à-dire à $f\ 5 : 0 : 0$ l'aune. Aujourd'hui les bons draps de Leyden se vendent en détail à 6 flor. jusques à 7 flor. On en a qui coutent davantage, les Fabriques de Leyde en fournissent d'autant beaux & d'autant bons qu'aucunes des fabriques étrangères: peut-être les surpassent. ils en bonté, & en solidité.

VENONS maintenant à ce qui proprement fait ici le sujet de nos réflexions,

(a.) Mémoires de Jean de Wit. p. 504.

flexions; & posons, qu'au lieu de $f\ 80 : 0 : 0$. la main - d'œuvre n'aille qu'à soixante flor.: voici le calcul qui en resultera: la pièce de drap reviendra en fabrique à $f\ 140 : 0 : 0$. & à $f\ 176 : 0 : 0$. pour le detail, ou à $f\ 4 : 7\frac{1}{2} : 0$. l'aune. Voilà un quart de différence sur la main - d'œuvre, qui produit la différence de vingt - deux & demi pour cent dans la vente en detail. Cette différence se fait plus sentir sur la fabrique des draps communs; & c'est là la raison pourquoi les Hollandais ne peuvent soutenir la concurrence des draps communs des autres pays, sur - tout celle des draps anglois.

Nous avons donné quinze pour cent de bénéfice au Négociant sur sa fabrique. Supposons maintenant qu'il lui faille quatre mille florins pour son entretien, celui de sa famille, & ses autres dépenses; il faudra qu'il ait placé pour vingt - sept mille florins de marchandises, dans une année, pour se donner le revenu qu'il lui faut pour son entretien. Ainsi un Fabriquant ne sera pas un Manufacturier très considérable, s'il n'a qu'un capital de quarante mille florins pour faire rouler ses affaires, & en tirer une subsistance honnête.

ENCORE dans ce calcul nous supposons qu'un Fabriquant place tout de suite les pièces qu'il fabrique: mais est - ce là le cas ordinaire? Non. Outre les livraisons faites dans le cours d'une année, le Fabriquant pour l'ordinaire doit se faire un magasin assorti, pour satisfaire promptement aux demandes qui peuvent lui être faites; & cet objet fait pour ainsi dire un fonds mort, qui ne rapporte rien. On doit refléchir sur ce sujet, que toutes les fabriques & toutes les manufactures exigent ordinairement trois fonds pour faire face aux affaires courantes. Dabord un capital pour former & entretenir un Magasin; en second lieu un capital en marchandises vendues, dont les fonds ne rentrent qu'après les douze mois de crédit; en troisième lieu un capital à employer pendant ces douze mois. Il est vrai que les Fabriquans vendent à differens termes; à trois mois, à six mois, &c. d'autres font des envois pour leur compte, dont les retours ne viennent souvent que bien longtems après les douze mois; ou encore en marchandises que le Fabriquant prend en payement. Pour prendre un milieu nous avons fait le calcul sur une année de crédit.

AFIN d'appliquer le calcul, que nous venons de faire, à l'idée d'une caisse d'encouragement; posons que dans une ville telle que Leyden, Delft, Haarlem, il y ait 10000 Ouvriers, Ouvrières, tant hommes, que femmes & enfans que l'on pourroit employer aux fabriques: & que l'un portant l'autre, ils gagnassent trente sols par semaine. Posons qu'on ac-

cordat une gratification en sus de dix sous; cela feroit une dépense pour la caisse publique de $f\ 5000$: o : o par semaine, & de $f\ 260,000$: o : o par an. Ces Ouvriers dépenseroient par semaine $f\ 20,000$: o : o florins, & conséquemment par an $f\ 1,040,000$: o : o dont le tiers retourneroit à la caisse publique, savoir $f\ 346666$: o : o flor. Ainsi l'Etat y profiteroit encore une somme de $f\ 76666$: o : o là où les caisses de charité & les autres frais pour l'entretien des pauvres vont à des sommes bien au-delà de celles, que l'Etat retire actuellement de ce que les indigens contribuent par la part, qu'ils portent des droits d'accise.

Nous avons pris le calcul de la Fabrique des Draps, parce que c'est ordinairement cette Fabrique sur laquelle on se fonde, lorsqu'on traite en général de la decadence des Manufactures, & des moyens qui pourroient servir à les relever: nous en allons faire un, pris d'un commerce qui n'existe que depuis deux à trois siècles, & qui a pris une si grande étendue, qu'il fait aujourd'hui un des principaux commerces de l'Europe. Nous parlons de la Typographie & de la Librairie: Voici ce qu'en dit l'Auteur d'un ouvrage qui a paru il y a une dizaine d'années (*).

„ De toutes les branches du Commerce de l'Europe, celle-ci est peut-être celle qui l'intéresse le plus, si l'on fait attention aux progrès des connaissances humaines, aux progrès des Arts les plus utiles & les plus nécessaires, qui lui sont dûs; aux agréments de la société, même à ceux de la solitude; & enfin aux mœurs, qui en ont reçu & en reçoivent tous les jours la plus forte impression. Quels avantages, quels accroissement toutes les autres branches du Commerce ne doivent-elles pas à la Librairie? Que n'est-il possible d'assigner à ce Commerce des limites, qui ne nous permettroient de le voir que du beau côté, & de n'être sensible qu'à la somme immense de bonheur qu'il répand sur l'humanité.

„ Le Commerce de la Librairie a pour base plusieurs Fabriques qu'il enrichit, ou qui lui doivent leur existence. La richesse que les papéteries doivent à ce Commerce, est immense; & cette richesse est d'autant plus précieuse, qu'elle est produite par une matière vile. Mais le Commerce ennoblit tout ce qu'il fait faire valoir. L'Art de fabriquer le Papier a fait du vieux Linge, qui en est la matière première, connue sous le nom de *Loques* ou de *Peilles*, qu'on jettoit autrefois, une marchandise précieuse

&

(*) *Intérêts des Nations de l'Europe* T. I. p. 428.

„ & dont la sortie est aujourd’hui défendue sous les peines les plus rigoureuses, dans tous les Etats qui ont des Papéteries.

„ LA reliure, la gravure en taille douce & l'imprimerie, n'existent pas sans le Commerce de la Librairie; & l'imprimerie ne met les productions de l'Esprit humain entre les mains de tout le monde, que par le secours de l'Art de faire les caractères, car l'imprimerie n'est que l'art de les employer.

„ L'ART de faire les caractères, qui emploie le plomb & l'antimoine, se divise en deux: l'art de graver les poingons, & l'art de fondre les caractères. Peu de gens ont fait attention au mérite de l'art des graveurs en caractères, en admirant la beauté des éditions d'un grand nombre d'Ouvrages. On a donné un tribut de louanges aux Plantin, aux Etienne, aux Elzevier, qui étoit dû aux Fondeurs en caractères. L'Art Typographique a de grandes difficultés, mais sa perfection dépend préalablement de celle des caractères. Ce n'est que depuis peu, qu'on a reconnu que les Fondeurs en caractères doivent partager au moins les éloges qu'on donne aux Imprimeurs. L'Art en lui-même a été expliqué dans le Dictionnaire Encyclopédique, mais on ne l'a point envisagé du côté du Commerce. On est parvenu à rendre par un travail infini le mécanisme de l'imprimerie plus sûr & plus propre.

„ TOUT ce qui peut être communiqué à un homme par un autre pour son utilité ou pour son agrément, est la matière de Commerce. C'est sur ce principe que nous envisageons ici toutes les productions de l'Esprit, comme matière première d'une des plus riches Manufactures, dont l'Art & l'Industrie ont su faire un objet d'exportation très précieux: en sorte que tous les encouragemens donnés aux Académies, aux Gens de lettres, l'instruction & l'amusement, tournent en même tems au profit du Commerce, & le Commerce en étend infiniment l'utilité. Si l'on considère les bénéfices de l'imprimerie, des fonderies en caractères, de la gravure en taille douce, de la Mégisserie, & surtout des Papéteries, on conviendra que ce que les Ecrivains en tout genre mettent de valeurs dans le Commerce, est infini, & qu'ils sont dans un Etat, le fonds d'une branche de Commerce très-riche”.

EN jettant un coup d'œil sur l'état dans lequel se trouve actuellement la Librairie en Hollande, & en le comparant à ce qu'il a été il y a cinquante

ans; on ne pourra revenir de l'étonnement que cette comparaison doit exercer. Quand nous parlons de l'état de la Librairie en Hollande, nous parlons de cette partie de la Librairie, qui est relative au commerce avec l'Etranger; & en particulier du négoce qui se fait en livres latins & surtout en livres françois. Quelles idées ne doit-on pas se former de la Librairie en Hollande, lorsqu'on fait attention qu'on y a imprimé *le Corps Diplomatique de Du Mont*; *Les Discours sur la Bible par Saurin in folio*; *Les Ceremonies & Coutumes des Peuples*; *Les Metamorphoses d'Ovide*; *le Temple des Muses*; *le Thésaurus de Gronovius, de Grævius*; enfin un nombre prodigieux d'autres Ouvrages, dont l'exécution a occupé un nombre infini d'Ouvriers, employés aux fabriques de papier, aux fonderies de caractères, aux imprimeries, de Graveurs, d'Imprimeurs en étaille douce, de Correcteurs; sans compter ceux que la Librairie occupe tant pour la reliure des Livres, que pour mettre les livres en état d'être livrés; sans compter toutes les personnes qui ont part aux frais d'envoi & d'expédition &c. Les fabriques de drap, & celles d'autres étoffes attirent l'attention, parce qu'elles présentent des objets de nécessité, mais peut-être que la Librairie, depuis que les hommes (comme dit plaisamment Mr. VOLTAIRE) ont commencé à faire trafic de leurs idées, est-elle devenue une fabrique non moins importante pour l'Etat. De quel œil un Hollandois peut-il voir que des Ouvrages, originièrement imprimés en Hollande, tels que sont par exemple les *Commentaires de Voet sur les Pandectes*; ceux de *Vinnius* sur les Institutes, les leçons de *Huber*, la Jurisprudence Romaine avant Justinien de *Schulting*, auxquels on pourroit en ajouter d'autres de toutes les facultés, font actuellement partie des fonds de Libraires Allemands ou Suisses; & que les Hollandois doivent les acheter chez ces Etrangers, pour satisfaire à la demande qui s'en fait aux Universités de la République? Autrefois les Libraires Hollandois faisoient un commerce actif avec les étrangers: aujourd'hui ils n'en font qu'un passif. Autrefois les Etrangers debitoient les Editions de Hollande; aujourd'hui la Hollande paye les Ouvriers qui ont travaillé par exemple aux différentes éditions des Encyclopédies, qui se sont rapidement multipliées, & à tous les autres ouvrages étrangers qui se repandent journallement en Hollande, & dont les Hollandois n'auroient pas manqué, il y a une cinquantaine d'années, de faire promptement de nouvelles éditions: aujourd'hui les impressions de Liège & de Mastricht inondent la Hollande. A peine un Libraire Hollandois ose-t-il faire les frais d'une édition originale, crainte qu'une contrefaçon ne lui en enlève le bénéfice; ou ne lui fasse faire une perte considérable. La Hollande a si peu d'étendue que bien loin de pouvoir suffire à la consommation d'une édition; on ne la compte même que très peu

en faisant le calcul du debit qu'on peut se promettre d'un livre françois. Et quelle est la raison de cette étonnante révolution dans le commerce des Livres en Hollande? Pour l'apercevoir il faut s'arrêter un moment à celles qui l'ont élevé. Plusieurs causes ont concouru à porter en Hollande la Librairie au point auquel on l'a vu. 1°. Le grand nombre de Savans établis en Hollande, & qui ont honoré la République des Lettres. 2°. La facilité d'avoir du papier à un prix modique. 3°. La beauté des caractères qui se fontoient en Hollande. 4°. L'attention des Hollandois à faire de belles éditions. 5°. Le prix modique auquel ils pouvoient les fournir. 6°. La liberté de la presse. Cette dernière cause sur-tout a beaucoup contribué à faire fleurir la Librairie en Hollandois. La Réputation de pays libre, & la facilité de faire imprimer sans être soumis à une censure, ou à d'autres recherches, ont engagé plusieurs Auteurs Etrangers à faire imprimer leurs ouvrages en Hollande. Dans une note mise à la *Vie de la Fontaine* on lit. „ Il renonça en même tems au profit qui devoit lui revenir d'une nouvelle édition de ses contes qu'il avoit retouchée, & qui s'imprimoit alors en Hollande". L'opinion générale de la liberté de la presse en Hollande faisoit encore preferer dans l'Etranger les éditions de Hollande à toutes les autres éditions. On ne fauroit croire combien en ont été faites en Hollande de Livres, dont il ne s'est pas vendu un seul exemplaire dans le pays. Quand nous parlons de la liberté de la presse, nous ne prétendons pas faire l'apologie de ceux qui en abusent: nous n'entrons pas dans les motifs qui peuvent porter les Souverains à la limiter. Nous ne la considerons qu'autant que le commerce y est intéressé. Et à ce titre il nous semble qu'elle a droit à la protection du gouvernement. Nous pourrions, s'il en étoit question ici, faire voir que les prohibitions n'ont jamais empêché ni l'impression ni le debit des livres prohibés. Elle enleve au Pays, où on la fait, le bénéfice & l'avantage que l'impression lui auroit donnés; sans aucun fruit & même à son préjudice: car les prohibitions ne peuvent jamais empêcher que les éditions étrangères ne se repandent & ne se debitent en Hollande. Qu'on défende aujourd'hui l'impression d'un Livre en Hollande, demain on en vend une de *Liege*, de *Mastricht*, ou de quelque autre endroit. Aujourd'hui que l'expérience a convaincu les Souverains, du moins s'il en faut juger par la liberté accordée généralement à la presse, dans ces pays même où autrefois elle étoit extrêmement gênée, il semble que les Hollandois sont plus intéressés que jamais à ne pas gêner cette liberté. Déjà les imprimeries de *Liege* ont depuis peu d'années emporté une grande partie des fonds de la Librairie françoise de la Hollande; & actuellement celles de *Mastricht* sont occupées à porter un nouveau coup à cette branche de la Librairie de la Hollande. Le moyen le plus efficace d'y

remedier, & peut- être le seul qui puifſe preventir la perte de la petite partie qui en reſte, eſt exactement le même que celui que demandent toutes les Fa- briques: c'eſt de rendre ſ'il eſt poſſible la main- d'œuvre à meilleur marché. Suppoſé que par des encouragemens accordés aux fabriques de papiers, on put faire baifer les prix du papier de 20 pour cent; & que par des encouragemens ou des exemptions accordés aux Imprimeurs, on put avoir l'impreſſion à 20 pour cent au- deſſons du prix, qu'on paye actuellement; un volume de vingt feuilles grand in 12. pour onze cent exemplaires, dont les fraix auroient été de quatre cent florins, ne monteroient en ce cas qu'à 320 florins, ce qui fait pour chaque exemplaire à- peu- près ſix au lieu de ſept ſols & demi. Or voici l'effet que cette diminution produiroit. Le commerce des Livres exige que ce qui dans la fabrique coute ſix ſols, fe vende en détail à un florin; tant à caufe du bénéfice à accorder à ceux qui vendent en détail, qu'à caufe du bénéfice extraordinaire qu'il faut accorder à ceux qui fe chargent d'un nombre d'exemplaires, du risque que l'on court pour le succès; de la neceſſité dans laquelle on eſt de fe defaire de ſes impreſſions par voie d'echange, & du tems que prend un ouvrage ordinairement avant que l'édition en ſoit écoulée. Si donc un Ouvrage, qui coute 320 flor. en fabrique, doit produire un florin pour chaque exemplaire dans le detail, il faudra que le prix en détail ſoit augmenté proportionnellement, ſi les fraix de fabrique vont à 400 flor. Ainsi chaque exemplaire, au lieu de vingt ſols, devra couter vingt- cinq ſols; & la diſſérence d'un ouvrage de quatre volumes in 12. ſera d'un florin. C'eſt ainsi que la diſſérence de la main- d'œuvre d'un ſol & demi l'exemplaire en fait une de cinq ſols dans la vente en détail. Peu de personnes reſlechiffent à la diſſérence du préjudice que cauſent les droits mis ſoit sur les matières premières & la main- d'œuvre, ſoit sur les marchandifes fabriquées: les premiers, quelques peu conſiderables qu'ils puifſent paroître, peuvent cauſer la ruine totale d'une fabrique, par l'augmentation qu'ils doivent produire dans la vente en détail: & pour peu qu'on voudra faire reſlechion à la remarque que nous venons de faire, nous ne doutons pas qu'on ne ſoit pleinement convaincu que tous les moyens, qu'on voudra employer pour relever les fabriques, ne rempliront pas le but, tant que l'on ne trouvera pas un reméde à la cherté de vivre pour ceux qui ſont employés aux Fabriques.

PEUT- ÊTRE trouvera- t- on que d'accorder une exemption, ou de former une caiffe d'encouragement en faveur des Ouvriers feroit un bénéfice, dont les villes intérieures profiteroient presqu'uniquement, au desavantage des Places maritimes, parceque ces douceurs feroient accordées de la part des Provinces.

Q'ON

Qu'on nous permette d'y répondre par quelques observations sur la situation relative des Villes de la Hollande. Les Villes de commerce, telles qu'Amsterdam, Rotterdam, & celles qui sont à portée de la navigation, n'ont elles pas un avantage évident sur celles qui ne sont pas dans le même cas? L'équité ne demande-t-elle pas dans toute société, que celui qui a l'avantage d'en pouvoir retirer le plus de fruit, contribue le plus à sa charge? Cette maxime est-elle bien exactement observée lorsque les habitans d'une ville intérieure payent les mêmes droits d'accise pour la Province que ceux des Villes maritimes? Y auroit-il de l'iniquité à accorder par manière de compensation quelque avantage en faveur des villes intérieures, pour balancer celui que les villes maritimes ont sur elles? Les villes intérieures ne profitent certainement point ou du moins très peu des douceurs, qu'on accorde à la navigation & au commerce; l'équité n'exige-t-elle donc pas qu'on fasse quelque chose pour elles, ou du moins qu'on le tente? Encore ne peut-on pas dire que cela se feroit au detriment des villes maritimes; car si les fabriques prenoient faveur le commerce général en profiteroit. Si l'on pouvoit faire les manufactures à plus bas prix que ne les font les Anglois & les autres Nations rivales, le commerce de la Hollande n'auroit pas à soutenir une concurrence, qui aujourd'hui le fait tomber de plus en plus. Toutes choses d'ailleurs égales, il convient mieux au commerce de la Hollande de voir fleurir les fabriques nationales, que d'en employer des étrangères; & l'on peut affirmer hardiment que le déperissement des villes intérieures doit insensiblement entraîner la ruine des villes maritimes. C'est là une vérité, sur laquelle l'histoire ne laisse aucun doute.

ON n'a point à craindre en Hollande la désertion des campagnes, tant que les villes y seront bien peuplées: car c'est la population des villes qui rend ces campagnes florissantes. Il paroiffoit donc être d'une bonne administration de n'y point laisser répandre les manufactures, & de les conserver dans les villes pour entretenir leur population. Mais à l'occasion d'un impôt on ajouta à cette raison, que les villes pour former leurs contributions respectives aux dons gratuits avoient mis des droits sur les consommations, auxquels les campagnes n'avoient point été assujetties. Sur les représentations d'environ vingt villes Charles V. défendit d'établir des brasseries, boulangeries, &c. à une demi lieue des Villes. On trouva cette loi juste & nécessaire, parceque la population & l'industrie des villes étoient alors la source des subsides & de toutes les charges de l'Etat. Mais est-elle juste & nécessaire aujourd'hui, que le plat-pays y contribue tout comme les villes.

ON peut observer par rapport à cette loi, prise relativement aux Fabriques, qu'aujourd'hui elle est peut-être plus nuisible aux Villes qu'elle ne leur a été avantageuse du tems de Charles V. On a dit que le Sage ne voit dans les capitales immenses que des colosses fastueuses, qui paroissent servir à la décoration des Etats, & qui les écrasent sous leur poids, parcequ'elles ne se forment qu'aux dépens des campagnes. Si cette vérité ne peut être appliquée à la Hollande par rapport aux campagnes, ne pourroit-on pas à juste titre en faire l'application aux villes intérieures? Ne sont-elles pas écrasées sous le poids des villes maritimes? Si chez des Nations agricoles, comme en France & en Angleterre, on a raison d'y resserrer, d'y supprimer même tous les priviléges des grandes villes, des capitales sur-tout, de réjecter sur elles la partie la plus onéreuse des impôts, & de forcer ainsi leur excessive population à réfluer dans les campagnes, ou d'empêcher du moins les villes d'attirer continuellement celle des campagnes, qui est infiniment plus utile & plus précieuse à l'Etat; ne seroit-on pas autorisé à croire par les mêmes principes, que dans un Pays tel que la Hollande, il conviendroit de favoriser particulièrement les villes qui sont le domicile de l'industrie, des manufactures & du commerce & dont les habitans font valoir les productions des cultivateurs? Car si la population de celles-ci se recrute quelquefois aux dépens des campagnes, c'est du moins pour leur être utile par le grand débit des productions nationales, qu'elle procure, soit en les mettant en œuvre, soit en les produisant au dehors; & même pour être utiles aux villes maritimes, par les objets de commerce qu'elles leur fournissent.

IL n'y a à considérer ici que le peuple, la partie de la nation la plus grande, la plus intéressante; celle qui constitue véritablement sa force & son opulence. Les gens riches, les capitalistes, les négocians, reçoivent peu d'avantages sensibles des priviléges, & sont peu affectés personnellement de la destruction qu'entraîne l'excès des impôts. Ce sont les hommes industriels & cultivateurs que l'excès des impôts détruit. Or telle est la situation de la Hollande, que l'excès des impôts n'y fauroid détruire la partie du peuple qui habite & cultive les campagnes, que par la destruction des peuples des villes. Les peuples des campagnes font aujourd'hui sujets aux accises & à tous les mêmes impôts que ceux des villes; & l'on peut voir dans le détail des impôts de la Hollande, qu'ils payent différens impôts à raison de leur industrie, inconnus aux peuples des villes: cependant il y en a parmi eux un grand nombre de très riches, & ils sont tous généralement à leur aise; pendant que les peuples des villes, sur-tout de celles qui par leur situation sont aujourd'hui éloignées du commerce, sont tous généralement pauvres, telle-
ment

ment qu'une bonne partie n'y subsiste que par les secours des consistoires, & presque tout le reste par les dépenses des citoyens aisés ou capitalistes. La raison de cette différence est fort simple & bien sensible. L'excès des impôts a fait déserter les manufactures, & la perte des manufactures a reduit le peuple à la misère.

MR. VAN DEN HEUVEL, que nous nous faisons un plaisir de citer, non pas tant à cause que son Memoire a été couronné par la Société des Sciences de Haarlem, que par les sentimens de probité, de candeur & de zèle pour le bien public, dont il paroît être animé; Mr. VAN DEN HEUVEL voudroit, pour relever ou du moins pour encourager les fabriques, qu'on en élevât à la campagne. C'est là assurement une idée à suivre: car on ne peut se dissimuler, que le système, que les villes paroissent avoir adopté, de ne pas souffrir qu'on élève des fabriques hors de leur enceinte leur est très préjudiciable. Dès qu'il n'est pas possible de soutenir les fabriques dans les villes, & que les villes ne veulent pas souffrir qu'il s'en établisse dans leurs environs, elles perdent outre l'avantage d'attirer dans leur enceinte des familles qui y fixeroient leur séjour, encore celui qu'elles pourroient retirer de la consommation, que produiroient nécessairement chez elles, les familles qui seroient employées aux fabriques dans leurs environs. Sous le gouvernement des Comtes, & dans le tems que les habitans de la campagne ne contribuoient pas aux droits d'accise, les villes avoient, comme nous venons de l'observer, un motif raisonnable de prevenir que ces sortes d'établissemens ne se fissent à la campagne, attendu qu'elles n'auroient pu en soutenir la concurrence (a). Aujourd'hui ce motif ne peut plus subsister: au contraire, il est très vraisemblable que ces établissemens à la campagne, bien loin de depoupler les villes, serviroient à les peupler. On peut en juger par la ville de Londres. Jamais cette ville ne seroit ce qu'elle est aujourd'hui, si on avoit empêché les établissemens dans ses environs. Les villes en Hollande, par la politique à laquelle elles paroissent trop attachées, perdent également & les ressources qu'elles ont dans leur sein & celles que la campagne leur pourroit fournir. On peut remarquer encore, que les villes ayant fait des acquisitions de terres & de villages, qui autrefois étoient possédés par des Seigneurs particuliers, elles devroient encore moins se faire un scrupule d'y souffrir des établissemens relatifs aux Fabriques, dont la prospérité ne pourroit manquer de refluer sur les villes mêmes.

QUAND on voit tomber les fabriques dans un pays où on les avoit vu floriss-

(a) Voyez ci-dessus Tom. II. p. 23.

florissantes, on se figure tout de suite que cette décadence doit être attribuée uniquement aux efforts que font les Etrangers, pour les faire fleurir chez eux; à la préférence que leur donnent les Marchands en détail; & au gout qui porte communément le public à tout ce qui vient de l'étranger. De là les idées de prohibition, & de tous ces moyens de contrainte qu'on voudroit voir mettre en usage pour empêcher l'entrée & la vente des manufactures étrangères. Mr. VAN DEN HEUVEL en propose plusieurs: il voudroit que les Etats, ou que les Magistrats missent un frein à l'avidité & à la cupidité des Négocians, qui préfèrent la vente des manufactures étrangères aux nationales (b); qu'on empêchât les habitans de porter des manufactures étrangères, & qu'on les forçât de n'en porter que des nationales (c); qu'on mit des droits sur la permission d'user de manufactures étrangères (d); qu'on défendit tout debit de manufactures étrangères dans les Colonies de la République. Outre les raisons que les Négocians d'Amsterdam & de Rotterdam ont alleguées sur le danger des prohibitions & l'inconvénient de charger les manufactures étrangères de droits d'entrée, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer sur les differens moyens que Mr. VAN DEN HEUVEL propose; 1^o. qu'en général les motifs & les principes de vertus ne se laissent pas fixer par des voyes de contrainte: on pourroit en dire ce que CICERON dit à un autre sujet, *alterum facio ut cayeam; alterum, ut credam, facere non possum.* 2^o. Que l'usage qu'il voudroit que les Etats fissent du pouvoir souverain sembleroit approcher un peu trop du despotisme. 3^o. Qu'une conséquence de ce qui se fait ailleurs à ce qui devroit se faire en Hollande, est très vicieuse; attendu que le caractère de la nation; la nature du gouvernement; les différentes institutions; & les différences du local ne permettent pas d'adopter dans un pays tout ce qui se pratique dans un autre. En Angleterre le gouvernement profite de l'esprit national des Anglois naturellement ennemi de tout ce qui vient de l'Etranger. Ainsi un Anglois ne regarde pas comme une atteinte portée à la liberté, si les droits sur des marchandises ou des productions étrangères lui en interdisent la jouissance. Il compte qu'elles forment un superflu dont un Anglois peut se passer, & dont la Nation doit se passer. Il n'en est pas de même en Hollande. 4^o. Que les voyes de contrainte en fait de commerce sont toujours préjudiciables & dangereuses (e). 5^o. Que toutes les affaires doivent être considérées & traitées, suivant leurs principes. Le but du commerce est le profit: vouloir qu'un Négociant se détermine dans

(b) *Antwoord over de grond* p. 30. & suiv.

(c) L. c. p. 25. & suiv.

(d) L. c. p. 60. & suiv.

(e) *Mémoires de Jean de Witt*, p. 345.

dans les affaires de commerce par un motif de patriotisme, de gloire, de bienfaisance, c'est exiger qu'un Architecte élève un batiment, sur des fondemens qui ne pourront pas le soutenir. 6°. Que le Marchand en détail est obligé par la nature de son commerce, de prendre les marchandises & les productions là où il peut les acheter au plus bas prix; sans aucun égard aux endroits où il peut les trouver. Vouloir le réduire par contrainte à ne vendre que telles ou telles marchandises, telles ou telles fabriques, c'est lui ordonner de fermer sa boutique & son magasin. Il faudroit commencer pas détruire les désirs du public; ou du moins le forcer à borner ses désirs aux choses dont on permettroit la vente. 7°. Que tout Négociant, tout Fabriquant, tout Marchand en détail est Esclave du Public: il doit se faire une étude particulière du gout général, & s'appliquer à le satisfaire. Comment contraindre ce gout, qui change continuellement & qui tient l'industrie dans une activité perpétuelle? A ces réflexions nous en ajouterons une sur les Monopoles.

ON se recrie contre les Monopoles, parce que l'on trouve qu'un Négociant qui l'exerce pour se procurer un gain sordide, fait un usage illicite de sa fortune au dépend du public indigent: sans examiner ici si la censure est aussi legitime qu'elle paroit l'être, & si on est bien fondé à prétendre qu'un Négociant use de ses talens & de son industrie, & qu'il risque sa fortune pour un public, qui néglige sa propre conservation; & s'il ne seroit pas plus raisonnable que les gouvernemens dans des tems de disette achètassent de ces Monopoleurs de quoi remplir les besoins du Public; que de prétendre que ceux-ci abandonnent leurs magasins au peuple affamé; sans nous arrêter à ces considérations, posons que moralement parlant ces Négocians Monopoleurs pêchent contre leur devoir: fait-on bien attention au salutaire effet que ce mal produit? Il en produit un si important pour la République, que ce seroit exposer l'Etat à une famine continue, si on tentoit de l'empêcher. A-t-on manqué de froment & de seigle en Hollande, dans le tems que par-tout on a crié famine? Non. Les Hollandois dans ces mêmes tems en ont fait des envois considérables; & n'en ont jamais manqué chez eux. Le prix en a haussé, il est vrai; mais on n'a pas été exposé à en manquer. Croit-on que les Négocians qui font des achats dans des tems qu'ils voyent baisser le prix des denrées, & qui hazardent leurs fonds dans l'espérance de faire un gros profit (qui n'est pas cependant bien certain) voulussent courir ce risque, si on essayoit de les gêner dans leurs spéculations. Il est de fait que le terroir de la République ne produit pas de quoi nourrir la plus grande partie des habitans: cependant jamais les grains ne

manquent en Hollande, & l'exportation en est entièrement libre: quelle en est la raison, si ce n'est la liberté du commerce? celle d'entasser les provisions dans les tems de récoltes abondantes, pour les garder jusques à des tems moins favorables qui en fassent monter le prix? celle d'exercer un monopole? Le Négociant hollandois sûr de ne pas être géné dans ses spéculations, & de posséder une denrée d'une consommation générale, ne craint point de former des magasins considérables: il a continuellement les yeux ouverts sur les récoltes; il voit naître les besoins dans les différents pays, & l'abondance dans d'autres: il combine les circonstances & se détermine d'après cette combinaison: son premier soin est d'avoir toujours des magasins fournis pour le tems de disette. Il en est de même de plusieurs autres productions, dont les Hollandois font un monopole. Ainsi cette action, vicieuse si on la considère moralement, donne à la République un avantage singulier par rapport aux denrées sur tous les autres Etats: favor qu'elle n'a jamais lieu de craindre la disette; & que dans des tems de disette, le prix des grains n'est jamais plus haut en Hollande qu'ailleurs, malgré les exportations qui s'en font. On peut appliquer à cet abus de la liberté du Commerce, qui laisse un libre cours à la cupidité des hommes, ce que CICERON dit à l'occasion des vices du Tribunat: *Sed bonum, quod est quae situm in ea, sine isto malo non haberemus.* Qu'on ne touche pas à ce mal si on veut conserver le bien.

Nous avons expliqué les causes physiques qui ont donné naissance au commerce des grains, la branche du commerce de la Hollande, la plus ancienne après la pêche, & l'une des plus riches. Les causes qui ont rendu cette branche florissante, sont restées les mêmes, qui la soutiennent encore aujourd'hui dans le même état. Elle s'est un peu plus divisée dans l'intérieur de la République, entre quelques villes de la Zélande & de la Hollande, surtout entre Rotterdam & Amsterdam: mais c'est toujours Amsterdam qui y domine, où cette branche a été assez considérable pour mériter l'établissement d'une bourse particulière, & en dernier lieu pour la faire rétablir à neuf.

AUCUN évenement ne peut donner atteinte à l'avantage, qu'a la Hollande d'être située entre le nord & le midi de l'Europe, & d'être la nation la plus à portée de former des greniers des bleus du nord pour les ouvrir à propos & au moment des besoins frequens des nations du midi: tant que ce commerce sera libre en Hollande, tant qu'il sera respecté par le système de l'impost, & qu'on ne voudra pas y porter atteinte sous prétexte qu'il ne faut pas souffrir les Monopoles, les Hollandois ne pourront jamais éprouver qu'une con-

concurrence très foible, & telle qu'ils ont éprouvée dans tous les tems de la part des Villes du Nord, par la seule raison qu'ils les préviennent dans tous les lieux de la disette, & profitent d'un prix dont ces villes ne peuvent profiter; parceque leurs vaisseaux trouvent le pays qui sont en disette plus ou moins aprovisionnés par les Hollandois. La Hollande n'auroit à craindre dans ce commerce, qu'une concurrence, qu'elle n'a point encore éprouvée, & que vraisemblablement elle n'éprouvera jamais. Ce seroit celle des Anglois & des François. Les uns & les autres seroient encore plus à portée que les Hollandois, d'aprovisionner de grains les pays du midi, sujets à des disettes permanentes ou accidentelles. Mais les raisons qui les ont empêchés jusques à présent, de s'addonner au commerce des grains du nord, doivent toujours éloigner leur concurrence. L'Angleterre & la France sont des nations agricoles. Ceux de leurs Négocians qui s'addonnt au commerce des grains, n'ont pas besoin d'aller chercher l'objet de leur commerce hors de chez eux, excepté dans les cas d'une grande disette. Dans les années abondantes, ils remplissent leurs magasins sans sortir de leur pays; ils n'ont pas besoin pour cela d'en tirer du nord; ils en vendent souvent eux-mêmes aux Hollandois, dont les magasins sont toujours ouverts, pour recevoir cette denrée à bas prix. Lorsqu'il survient chez l'une ou l'autre nation une mauvaise année, si les magasins formés des années antérieures ne suffisent pas à l'approvisionnement, c'est en Hollande même qu'on se pourvoit, & qui vend souvent aux nations leurs propres grains. Ainsi les Négocians François & Anglois ne formeront jamais des magasins de grains, que du produit national, dans les années abondantes, qui suffisent à leurs spéculations, & pendant lesquelles, ils trouveroient souvent dans le nord les grains aussi chers que chez eux; & ils n'en introduiront jamais de chez l'étranger, que lorsqu'il n'est plus tems d'en aller chercher dans le nord. Dans ces cas extraordinaires, on aura toujours recours aux magasins de la Hollande.

Si des voyes de contrainte exposeroit la République à perdre le commerce des grains, qu'elle s'est appropriée & qu'elle a su conserver pendant des siècles, elles produiroient un effet non moins funeste par rapport aux Colonies. Qu'on n'employe jamais ni la force ni des loix penales pour contraindre les Colonies Hollandoises à ne faire usage que de fabriques nationales: en proposant ces voyes on peut avoir des vues droites; mais elles tendent à la ruine & à la destruction. Les Colonies Hollandoises ont une concurrence à soutenir contre celles de toutes les autres Nations: si par quelque contrainte, par quelque droit (n'importe de quelle nature il soit) vous mettez les Colons Hollandois dans la nécessité d'une plus forte dépense que le sont les Anglois,

les

les François, ou d'autres Colons étrangers: c'en est fait des Colonies Hollandaises. Elles se detruiront sans qu'un Ennemi se donne la peine de les venir saccager. Le premier soin qu'une Nation qui a des Colonies doit prendre, c'est de pourvoir les Colons de leurs besoins au meilleur marché possible, sans aucun égard aux endroits d'où l'on tire ce qui leur est fourni. Dès qu'on abandonne cette première règle, il n'y a plus rien à faire.

LA même raison ne permet pas qu'on force une Compagnie à se pourvoir de fabriques nationales pour son commerce. Pretendroit-on forcer les Asiatiques, par exemple, à préférer les étoffes de Harlem à celles de Lyon, les draps de Leyde à ceux d'Abbeville? La bonté & le bas prix sont les seuls motifs qui déterminent l'Acheteur dans toutes les parties du monde. C'est par ces deux motifs qu'il faut les attirer & les fixer.

Si nous insistons si fort sur la liberté du Commerce, & sur les avantages qui résultent des voies de contrainte, ce n'est pas que nous pensions que l'on doive tout-à-fait négliger des ressources qui génent plus ou moins la liberté des Citoyens: dès qu'on parle d'une Société, on parle de personnes qui pour un bien & un intérêt commun ont renoncé à une partie de la liberté qu'elles auroient sans cela. La Société civile suppose de même un acquiescement aux moyens de procurer le bien de l'Etat, qui génent en quelque façon la liberté naturelle: ce n'est pas porter atteinte à la liberté civile quand pour trouver des fonds qu'exigent la sûreté de l'Etat, on ne fait qu'imposer une taxe sur un usage dont on peut se priver. Les impôts sur tout ce qui sert au luxe sont par cette raison les moins onéreux; & ceux qui portent sur des choses indifférentes, n'ont jamais fait crier le peuple. Si une infinité de pauvres & d'indigens sont entretenus par des fonds de charité & de la caisse publique; porteroit-on atteinte à la liberté civile si on faisoit une Loi, qui obligeat les Administrateurs des biens des pauvres & des maisons de charité à n'employer que de marchandises de fabriques nationales, pour l'habillement & les besoins des pauvres & des indigens? On en payeroit, il est vrai, davantage actuellement; mais la consommation qui s'en feroit ne donneroit-elle pas lieu à employer des pauvres, & d'en diminuer par là le nombre? La même Loi pourroit imposer aux Tuteurs la même obligation par rapport à leurs Pupilles. Les Pauvres ne pourroient pas se plaindre qu'on attente à leur liberté, puisque tout ce qu'ils reçoivent est à titre de charité: les Pupilles ne pourroient pas s'en plaindre; vu qu'avant leur état de majorité ils n'ont point à cet égard de volonté: la loi ne feroit que limiter le pouvoir des Tuteurs.

MR. VAN DEN HEUVEL fait mention de quelques démarches qui ont été faites pour engager les Particuliers en Hollande à se servir de manufactures hollandoises. Voici un Extrait des Résolutions des Etats de Hollande, qui en donne une idée. Elle est du 6. Juillet 1753. & porte ce qui suit:

„ Son Altesse Royale a représenté à l'Assemblée, que feu Son Altesse „ serénissime, de glorieuse mémoire, Son Illustre Epoux, avoit de la maniè- „ re la plus sérieuse, dans un mémoire présenté le 2. Mai 1749. à Leurs „ Nobles & Grandes Puissance, insisté sur la nécessité de relever les Fabri- „ ques nationales en général, & celles des manufactures de soye en par- „ ticulier; sa dite Altesse ayant remis en même tems une Requête, qui lui „ avoit été présentée par les Commissaires des Manufactures de soye à Am- „ sterdam, contenant le déplorable état où se trouvoient réduites les Fa- „ briques nationales, la nécessité de les relever, & enfin des propositions „ relatives à cet objet: que Son Altesse avoit déclaré alors qu'elle étoit ré- „ solue de ne point se servir de manufactures étrangères, mais seulement de „ celles du Pays, tant pour son propre usage que pour celui de sa maison, „ de toutes les personnes de sa Cour, & généralement de toutes celles qui „ étoient à son service, afin d'animer par ce bon exemple les membres du „ Gouvernement & toute la nation à en agir de même: recommandant en „ même tems que l'on délibérât sur cet objet avec toute la célérité que „ l'exigeoit l'importance de la chose: qu'en conséquence leurs Nobles & „ Grandes Puissances, après en avoir communiqué & délibéré avec sa dite „ Altesse, avoient trouvé à propos, tandis qu'elles mêmes s'occuperoient à „ chercher les moyens qu'il conviendroit d'employer pour faire fleurir & mê- „ me pour augmenter les Fabriques du Pays, de publier un Edit en date du „ 26 Juillet suivant, pour prohiber l'exportation de toutes sortes d'ustensiles „ & instrumens propres aux Fabriques de Soye, de Laine, de Fil & de Ru- „ ban; pour prier les Membres du Corps des Nobles, de même que les Bour- „ guemaîtres & autres Magistrats des villes respectives, membres de l'As- „ semblée de Leurs Nobles & Grandes Puissances, & ordonner aux Bour- „ guemaîtres & autres Magistrats des autres villes de cette Province, que „ chacun de son coté s'appliquât provisionnellement & de la manière la plus „ convénable à faire qu'eux-mêmes & toutes les personnes dépendantes en „ quelque sorte de la Magistrature, ou revêtues de quelques charges, offi- „ ces ou emplois, dont ils avoient la disposition, n'employassent désormais „ pour leur habillement, celui de leurs femmes, de leurs enfans & de leurs „ domestiques d'autres manufactures de soye ou de laine, que fabriquées „ dans cette Province; recommandant en outre à tous les citoyens de suivre

» le louable exemple, donné par feu Son Altesse, par les membres du Gouvernement, & par toute autre personne constituée en office; que comme Son Altesse, de glorieuse mémoire, avoit persisté dans sa résolution sur l'emploi des manufactures du Pays, & que Son Altesse Royale, convaincue de la nécessité de soutenir les Fabriques nationales, étoit aussi dans le dessein de persister dans la même résolution, cependant sa dite Altesse Royale avoit été informée, & on lui en avoit même porté des plaintes, que l'Etat publie, pour ordonner que l'on ne s'habillât que de nos propres manufactures, n'avoit point produit l'effet auquel l'on s'étoit attendu, & que par conséquent les Fabriques du Pays restoient toujours privées du soulagement que l'on avoit voulu y apporter pour les remettre sur pied; qu'en conséquence Son Altesse Royale se trouvoit non-seulement obligée d'envoyer connoissance à Leurs Nobles & Grandes Puissances, mais que même elle faisoit travailler, par des personnes instruites, à la recherche des moyens que l'on pourroit employer à perfectionner les Fabriques du Pays, & à les rendre, autant qu'il seroit possible, aussi florissantes qu'elles l'avoient été par le passé; dans le dessein de saisir la première occasion pour en remettre le résultat aux délibérations de Leurs Nobles & Grandes Puissances, & qu'enfin Son Altesse Royale croyoit que, pour maintenir, autant qu'il se pourroit, cette branche importante de la richesse de l'Etat, l'on pourroit provisionnellement user de quelques nouvelles précautions, jusqu'à ce que l'on eut pris une Résolution définitive sur cet objet: qu'il sembloit à Son Altesse Royale, que rien ne seroit une plus forte impression sur le peuple, que de voir que l'on auroit fait une loi aux membres du Gouvernement, & à toutes les personnes qui en dépendent, de n'employer que des manufactures du Pays pour leur habillement; & que ce seroit encore un très grand avantage, si l'on pouvoit prévenir en même tems que les marchands ne débitassent point de manufactures étrangères pour celles du Pays, & que chacun put ainsi être assuré qu'on ne le trompe point à l'achat; car cette précaution n'ayant point encore été prise, il se peut que plusieurs personnes, contre leur intention, au lieu de manufactures du Pays en auront employé de l'étranger. Que Son Altesse Royale espéroit que, puisque les délibérations sur l'article du commerce avoient déjà été possées au point qu'il ne restoit plus qu'un seul objet, sur lequel presque tous les membres étoient déjà d'accord, l'on travailleroit avec le même zèle & la même célérité à prendre une résolution qui doit assurer la subsistance & le bien-être de tant de milliers d'Habitans de cette Province.

Sur ce délibéré, l'on a remercié Son Altesse Royale du zèle & de l'attention qu'Elle continue à faire paroître pour la prospérité de l'Etat, en

— Lui

„ Lui témoignant en même tems combien Leurs Nobles & Grandes Puissances
„ ces font satisfaites d'apprendre que Son Altesse Royale fait examiner par
„ des personnes instruites les moyens les plus propres à relever les Fabri-
„ ques du Pays, & à les remettre, autant qu'il est possible, dans l'état flo-
„ rissant qu'elles ont eu par le passé: que Leurs Nobles & Grandes Puissances
„ ces attendent avec plaisir & impatience que ce travail leur soit présenté,
„ & que quand il leur aura été remis, elles s'empresseront d'en délibérer com-
„ muniquativement & de concert avec Son Altesse Royale, de même que sur
„ les autres points actuellement sur le tapis: en conséquence a été résolu &
„ arrêté que les dites propositions feront examinées par le Corps des Nobles,
„ par leurs Nobles & Grandes Puissances les Seigneurs Commissaires pour la
„ grande besoigne, de même que par les Seigneurs Conseillers- Commissaires
„ des deux Quartiers, pour ensuite leurs considérations & avis être com-
„ muniqués à l'Assemblée.

A la lecture de cette Résolution, on s'étonnera peut-être de trouver dans le Memoire de Mr. VAN DEN HEUVEL des plaintes sur le peu de zèle des Hollandais à suivre l'exemple de la Cour du Stadhouder. Si les voeux de Mad. la Princesse Gouvernante & ceux de son Auguste Epoux n'ont pas été remplis jusques à présent, il faut penser qu'on a trouvé trop de difficultés à assurer l'execution des moyens qu'ils exigeoient: en effet mille arrangemens se prennent dans le cabinet dont on ne voit les inconveniens que lorsqu'on veut les exécuter. Quoiqu'il en soit, ce n'est pas certainement aux Stadhouders que l'on pourra reprocher de la froideur pour ce qui intéresse le commerce. Ce n'est pas non plus la seule Représentation que Madame la Princesse Gouvernante dit faite à cet égard.

LORSQUE nous avons parlé des moyens de trouver un équivalent pour les Amirautés, nous avons donné l'idée de lever une taxe sur les Marchands en détail d'étoffes étrangères. Ne pourroit-on pas en lever également une sur ceux qui voudroient porter des manufactures étrangères? On paye le droit d'avoir des domestiques, & d'en avoir plus ou moins; on paye la permission de boire du thé & du café. Seroit-il plus extraordinaire de payer le droit de se servir de manufactures étrangères? Et ce droit ne pourroit-il par être réglé sur le même pied que celui du thé & du café, & être levé par les mêmes Colleéteurs? Il est bien vrai qu'on ne pourroit pas tout-à-fait prévenir les fraudes; qu'il seroit très difficile d'en convaincre celui qui se trouvoit dans le cas d'avoir contrevenu à la loi; mais d'un autre coté trouvoit-on beaucoup de personnes, qui voulussent pour une bagatelle s'y expo-
fer?

fer? D'ailleurs si par une taxe à imposer sur ceux des Marchands détailleurs, qui voudroient faire le commerce en manufactures étrangères, on fixoit d'un coté les boutiques dans lesquelles le public pourroit trouver des marchandises étrangères à acheter, & que par là les boutiques seroient distinguées de celles qui ne vendroient que des manufactures nationales, il n'est guères apparent, que les particuliers qui seroient portés à se servir de manufactures étrangères, voulussent s'exposer à acheter dans ces boutiques ou magazins. Au reste c'est à ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement à juger si des moyens de cette nature peuvent être conciliés avec la liberté du Peuple, l'intérêt de l'Etat, & la Constitution du Pays.

PASSONS à une objection que l'on fait ordinairement lorsqu'on parle de diminuer les impôts afin de rendre la main-d'œuvre moins chère, & de diminuer les prix des alimens d'un premier besoin pour le peuple. On n'avance de rien, dit-on, parceque les Ouvriers ne demordront pas de leur salaire ordinaire, quand on diminueroit en leur faveur le prix des denrées. Ils exigeront même de plus hauts salaires, dès qu'ils sentiront que le Fabriquant ne peut se passer d'eux: & d'après ce raisonnement on a souvent avisé dans le Cabinet, qu'une diminution d'impôts en faveur des fabriques ne produiroit pas l'effet qu'on en attendroit.

Nous doutons que ceux qui font ce raisonnement aient été élevés où occupés à des fabriques: la science du commerce & l'art du Négociant sont peut-être de toutes les sciences & de tous les arts les plus difficiles à bien connaître & à exercer. Qu'on nous permette de comparer le raisonnement que nous venons de proposer à celui que feroit un malade, & que font bien souvent les Malades impatients, après avoir pris un remède. S'ils ne se voyent pas gueris tout de suite, ils jugent que le remède n'a rien valu; & jamais ils ne réfléchissent que sur-tout dans les maladies qui sont l'effet d'un vice lent, il faut des operations lentes pour produire une bonne guérison: il en est de même dans les maladies d'un corps politique. Si l'on veut une bonne guérison, il faut qu'elle ne se fasse qu'imperceptiblement. Toute autre opération ne frappera pas au but.

Nous ne prétendons cependant pas être plus éclairés que ceux qui en jugent autrement; mais nous ne pouvons nous dispenser d'observer encore sur l'objection dont nous venons de parler: 1. que ceux qui ont de quoi faire vivre les Ouvriers, ont toujours le pouvoir de limiter les salaires, dès que l'autorité publique soutient le Fabriquant. 2. Que le salaire des Ouvriers est su-

scep:

sceptible de haſſer & de baſter, ſuivant que les Fabriquans auront plus ou moins d'occupation à donner. 3. Que les Fabriquans forment entre eux une concurrence très utile aux Ouvriers. Un Ouvrier qui travaille & qui ſe conduit bien ſera recherché & mieux payé qu'un autre. 4. Qu'il eſt très utile que les gages & les ſalaires des Ouvriers foient laiſſés à la diſpoſition des Fabriquans. Les plus généreux ſeront le mieux ſervis, ſi l'il n'y a pas diſette d'ouvrage. 5. Que tous les changemens ne produiſent pas leur effet immédiatement & tout de suite. Soit qu'on uſât d'une exemption d'impôts, ou d'une caiſſe d'encouragement, les effets n'en ſeroient pas ſenſibles tout de suite: les Ouvriers étrangers n'abandonneroient pas tout d'un coup leur metier, leur patrie, & leurs amis pour venir en Hollande: mais il eſt indubitable, ſi les fabriques reprennent faveur, qu'on y destiñera & qu'on y emploira de bonne heure les Enfans; tandis qu'on en diſpoſe autrement aujourd'hui, parceque les Fabriques n'offrent pas, ni pour les Fabriquans ni pour les Ouvriers, une ſuſſiſtance honnête. Le nombre d'Ouvriers augmenteroit inſenſiblement; & le nombre d'Etrangers augmenteroit de même, parceque de tous les pays (fans en excepter même l'Angleterre) la Hollande eſt celui, où la liberté civile eſt la moins alterée. Chacun y vit à ſa fantaiſie: chacun y eſt ſous la protection des Loix: on n'y connoit pas la contrainte de ne pas quitter le pays: on peut ſe fixer ailleurs quand on le veut: la profession des armes eſt libre; on n'y voit pas enlever un homme de la charue pour en faire un Soldat. On peut (particulièrement dans la Province de Hollande, où cette liberté eſt uniquement limitée à certains cas) librement diſpoſer de ſon bien par testament; les coutumes de la Hollande ſont à tous égards très favorables au commerce. On n'y peut être ſouſtraiſt à ſes juges ordinaires. En un mot, la Province de Hollande offre tant de raisons de préférence aux Etrangers, qu'on peut raifonnablement s'affiuer, qu'il y en aura toujours qui feront portés à venir s'y établir, dès qu'ils pourront prevoir d'y trouver un moyen de ſuſſiſtance.

Les Reflexions que nous venons de faire ſur l'état des Fabriques en Hollande & les moyens de les relever, nous conduiſent naturellement aux reſſources, qu'elles pourroient trouver dans les Colonies de la République. On ſe tromperoit cependant ſi l'on croyoit pouvoir le faire par des prohibitions, ou d'autres voyes de contrainte. On pourroit dire aux Hollandois, relativement à leurs Colonies: faites regner la justice & ſuivez les maximes de vos Ancêtres; c'eſt là en deux mots le meilleur avis que l'on puiffe donner aux Hollandois pour la proſperité de leurs Colonies, & l'influence qu'elles peuvent avoir ſur l'état des fabriques nationales. Cependant l'intérêt du commerce de la Hollande exige que nous entrions en quelque détail.

SANS nous étendre sur le plus ou moins d'utilité, que les Puissances de l'Europe ont retiré & retirent encore aujourd'hui de leurs établissements dans les deux Indes ; & sans vouloir nous ériger en juges sur l'intérêt que les Puissances peuvent avoir à conserver ou à augmenter ces établissements, il suffira de remarquer par rapport à la Hollande, qu'elle se trouve dans une nécessité absolue d'avoir des Colonies ; & par conséquent de conserver & d'augmenter celles qui se sont formées sous sa domination ; & particulièrement celles qu'elle possède en Amerique. De tous les pays de l'Europe il n'en est aucun qui soit si peuplé que la Hollande ; & en même tems si peu propre à nourrir d'elle même ses Habitans : c'est une vérité de fait trop connu pour que nous soyons obligés de nous y arrêter.

Ce n'est pas parce que les Colonies peuvent servir de lieu d'exil à ceux des citoyens de la République, dont on voudroit se débarrasser, que nous croyons que la République ne peut se dispenser d'avoir des Colonies : idée assez singulière, que l'on trouve dans les *Mémoires de Jean de Wit*. Voici comme il en est parlé dans ces Mémoires.

„ Quoï que j'aye enseigné les manières d'attirer les étrangers en Hollande, d'augmenter le nombre des habitans, & de les faire subsister par un doux gouvernement & par une bonne Justice, il s'y trouvera toujours quelques malheureux qui seront dans le besoin, soit parmi les vieux ou parmi les nouveaux habitans, qui faute de bien, vivent très-mal à leur aise, lesquels souhaiteroient quelque changement. Les gains des manufactures, de la pêche & de la navigation sont si incertains, que tout le monde n'y réussit pas, soit par la guerre, les maladies, les tempêtes, les pirateries sur mer, ou par les banqueroutes, les infidélités de leurs Batteliers, qui leur font perdre leurs biens ; ils restent chargés d'impôts, comme les autres : & par ce moyen, ils se trouvent insensiblement abîmés & dans la dernière pauvreté.

„ SECONDEMMENT, notre gouvernement ne consistant que dans un petit nombre de personnes, qui composent les Etats ; & ces dignités, suivant les loix, n'étant pas attachées aux familles, un Bourgeois qui a été dix ans habitant d'une Ville, peut par sa bonne conduite, parvenir à la Régence & à la Magistrature ; ce qui ne laisse pas de causer des mécontentements parmi les descendants des anciennes familles, qui ont été dans le gouvernement, qui prétendent primer par leur grand bien, leur naissance, & la connoissance qu'ils ont de la politique ; lesquels croient qu'on leur fait

» grand

„ grand tort de leur préférer de nouveaux venus: ces sortes de personnes „ peuvent en tems & lieu causer des séditions, & produire de mauvais „ effets dans un Etat.

„ COMME nous avons conquis beaucoup de pays dans les Indes, & que „ nous éprouvons avec quelle peine on est obligé de les garder, & com- „ bien de troupes il faut pour cela; l'ancienne politique nous a enseigné „ qu'il n'y a pas de meilleurs moyens, principalement dans un Etat qui est „ fondé sur le commerce & la navigation, pour conserver des conquêtes „ au-delà des mers, que d'y établir des Colonies.

„ LES personnes pauvres & incommodées ne viennent des pays voisins „ en Hollande, que dans l'espérance d'y pouvoir gagner leur vie par quel- „ que métier ou commerce, ou de participer à la charité, qu'ils trouvent „ plus grande ici, que chez eux; & quoi qu'une infinité de malheureux „ s'y soient trouvés soulagés, cela ne pourroit peut-être pas continuer, „ en cas de revers de fortune; faute de quoi, ils pourroient causer des „ séditions, des pillages, & ce qui s'ensuit. Pour prévenir tous ces incon- „ veniens, il faut donner une sortie à tous ces malheureux & mécontents, „ comme l'ont autrefois bien considéré les villes de Tyr, Sidon, Carthage, „ la Grèce, & Rome, que l'intérêt des Républiques, fondé sur le com- „ merce, consistoit à établir des Colonies, & même les Monarchies de Ca- „ stile, Portugal, & particulierement l'Angleterre, qui fait tous les jours „ des Colonies très-avantageuses dans des pays éloignés & incultes; ce qui „ leur donne de grandes forces, & leur attire la plus grande partie du „ commerce. Il est donc bien étonnant que sur ces vieux & nouveaux „ exemples, la Hollande n'ait pas établi des Colonies en faveur des habi- „ tans; plutôt que d'employer de si grosses sommes à des charités, & de „ se voir tous les ans chargés de gens insolubles. Si les Hollandois qui „ ont découvert quantité de pays fertiles, qui sont incultes faute d'habitans, „ y avoient établi des Colonies, ces Colonies donneroient occasion à un „ grand commerce & navigation avec notre Province”.

C'EST cette dernière raison qui doit proprement exciter l'attention & le zèle des Hollandois, parceque la République ayant perdu & perdant en- core tous les jours de son commerce, elle court risque d'être réduite à ses anciens paturages, si elle ne trouve pas de nouveaux objets de commerce: pour remplacer ceux qu'elle perd.

Les Hollandois (comme nous l'avons observé ci-devant Tom. I. p. 13.) ont d'abord bonifié la sterilité de leur terroir par la pêche : la pêche a donné naissance au commerce : insensiblement les Hollandois ont formé une nation commerçante. Dans la guerre contre l'Espagne, devenus possesseurs d'une grande partie des Indes, les productions de l'Asie leur ont servi de fruits naturels : mais parmi ces productions il s'en trouvoit qui devoient causer la ruine d'une bonne partie des manufactures nationales, les damas par exemple & les toiles peintes (*citzen*). A mesure que l'usage du café & du thé est devenu plus général, les brasseries de bière ont decliné, de façon qu'aujourd'hui elles sont presqu'entièrement tombées. Les bières ne faisoient pas uniquement la boisson ordinaire des habitans ; mais il s'en exportoit une grande quantité au-dehors : tout cela n'existe presque plus : Nous avons déjà cité une remarque de l'Auteur des *Intérêts des Nations de l'Europe développés relativement au Commerce relativement au Commerce*, savoir, que l'on pourroit attribuer en partie au commerce des Indes Orientales la chute presque décidée des Manufactures de Hollande.

POSSESSSEURS encore aujourd'hui du commerce exclusif des épiceries, ces denrées tiennent lieu aux Hollandois de productions naturelles : mais s'ils n'avoient eu que la pêche & les épiceries à mettre dans le commerce général, leur commerce & leur navigation seroient tombés beaucoup plus bas encore, que nous le voyons actuellement. Heureusement qu'à la paix de Breda le hazard a voulu qu'ils se trouvassent maîtres de Surinam, qui fait une partie de la Guiane, & qui leur a valu un commerce, qu'on a estimé pour les avantages du commerce & de la navigation de la République, beaucoup au-dessus de ceux que lui donnoit la Compagnie des Indes Orientales. Nous ne deciderons point jusques à quel degré la République se trouve intéressée à la conservation des établissemens formés par la Compagnie des Indes Orientales, & au commerce & à la navigation qui en sont une suite : il suffira d'observer, que si les Hollandois ne portoient pas du poivre, du thé, de la canelle & d'autres denrées des Indes en Hollande, ils seroient réduits à la nécessité de les acheter des autres nations Européennes ; qu'ils en perdroient par là le commerce ; & que s'ils ne possédoient pas privativement le commerce des épiceries, ils perdroient un des principaux fondemens de leur commerce actuel : & cela seul suffit pour se convaincre, qu'il est de l'intérêt de la République de ne pas laisser tomber la Compagnie des Indes Orientales. Cela n'empêche pas que l'on ne puisse dire avec vérité, que la République est plus intéressée encore à la conservation des Colonies.

ON fait que les Colonies Américaines fournissent une quantité de productions dont il se fait une consommation immense en Europe, telles que sont le sucre, le café, le coton, le cacao, l'indigo, &c. Si les Hollandais n'ont point de Colonies dont ils puissent tirer ces denrées, il faudra qu'ils se les procurent des autres nations; & par là ils perdroient dans le commerce général des objets, qui les rendroient pour ainsi dire dépendants ou tributaires des autres nations Européennes, & en particulier des Anglois & des François, qui déjà ont sur eux de si grands avantages.

Les Colonies présentent d'ailleurs un avantage à la République qu'elle ne peut espérer du Commerce & de la Navigation aux Indes Orientales. Un des grands avantages qu'on peut retirer des Colonies, c'est la consommation des manufactures nationales. On s'étonne que le Ministère de Londres puisse se porter à faire de si grandes dépenses pour dompter les Colonies revoltées: ceux qui, éloignés du Cabinet, se permettent de censurer la conduite de la Grande-Bretagne par rapport à ces Colonies, ne refléchissent peut-être pas, qu'aujourd'hui l'Angleterre ne peut se dispenser de conserver un débouché, sans lequel elle ne pourroit guères soutenir ses manufactures: la conservation de ses fabriques tient aujourd'hui si étroitement à la conservation des Colonies, que la perte des unes entraîneroit vraisemblablement celle des autres.

UN second avantage que les Hollandais peuvent retirer de leurs Colonies relativement à leurs Fabriques, & même relativement à la consommation de bien des denrées, qui se consomment dans les Colonies; telles que sont les productions des grandes Indes, & en particulier les viandes, le beurre, le fromage, le bled, & tout ce qui sert d'aliment tant aux Colons qu'aux Esclaves, il en est un autre auquel on devroit peut-être faire plus d'attention; c'est qu'il n'y a que les Colonies qui présentent les moyens d'employer avec fruit pour l'Etat cette grande Richesse, qui s'est formée dans le sein de la Hollande, & qui y fait vivre un nombre considérable de Personnes dans l'oisiveté. Le terroir de la Hollande est trop borné pour qu'il puisse absorber la richesse des Hollandais. Nous avons remarqué, que dans les premiers tems la sterilité du terroir de la Hollande a contribué à augmenter le commerce, parceque le commerce faisoit, après la pêche, l'unique objet, auquel les Habitans pouvoient s'attacher soit pour se procurer une subsistance, soit pour tirer du fruit de leurs biens. Aujourd'hui, que le commerce tombe, il ne donne plus cette ressource: les Hollandais n'en ont presque d'autres que celle de prêter leur argent aux Nations étrangères, obligées de faire des emprunts. De là cette étonnante facilité, avec laquelle les emprunts pour les

Puissances étrangères se remplissent à Amsterdam, non obstant les pertes considérables que les Hollandois y ont faites de tems en tems: l'on peut dire en quelque façon que ce sont les Hollandois qui mettent ou qui ont mis les Puissances de l'Europe en état de soutenir les frais d'une guerre. Ce ne seroit pas là un grand mal pour les Hollandois, si ces emprunts n'avoient pas produit d'autres effets; mais si d'un coté les Nations emprunteuses se sont affoiblies, par les grands efforts qu'ils ont faits pour augmenter leur puissance relative, d'un autre coté le commerce de la Hollande a perdu toute la circulation, que les sommes prêtées y eussent produite & y produiroient encore nécessairement, si au lieu de passer à l'Etranger, ces sommes avoient été employées dans le commerce. Ce n'est pas tout..

L'IMPOSSIBILITÉ de les pouvoir placer dans le commerce de la Hollande a causé encore un plus grand préjudice à la République: elle a forcé la Hollande à encourager le commerce des nations rivales. C'est avec l'argent des Hollandois que les Colonies françoises se sont formées en Amerique, du moins en grande partie: c'est à l'aide de l'argent des Hollandois que les Colonies danoises se sont formées & se soutiennent: c'est à l'aide de l'argent des Hollandois que les Anglois se sont rendus maîtres de l'Indostan, & qu'ils couvrent la mer de leurs flottes. Qu'on fasse attention aux sommes immenses que les Hollandois ont perdues dans les fonds de Saxe, de Silesie, de France, d'Ostfrise & de tant d'autres fonds, qui se sont formés par voie d'emprunts, & auxquels les Hollandois ont pris part, uniquement parce qu'ils n'avoient pas d'autre objet à employer leur argent; & l'on ne pourra plus douter de la nécessité dans laquelle se trouve la République, de ne pas négliger un seul moyen propre à detourner les Hollandois de l'intérêt qu'ils trouvent dans l'emploi de leurs fonds chez les Etrangers, & de saisir avec empressement tous ceux, qui peuvent fixer les opérations de l'industrie hollandoise dans les domaines de la République.

ON n'ignore pas que la République s'est intéressée à prévenir la continuation de la Compagnie des Indes Orientales à Ostende; & que les Etats ont défendu aux Habitans des Provinces de prendre part aux Compagnies étrangères. Le Gouvernement a eu cette attention, pour prévenir une concurrence qui auroit pu nuire à la République; & il a craint avec raison que cette concurrence ne fut formée & soutenue par les richesses de la Hollande. Ce que la République a voulu prévenir par rapport au commerce des Indes Orientales, a véritablement lieu par rapport au commerce de l'Amérique. Les Hollandois, en travaillant, par les avances qu'ils font, à former

& à soutenir les Colonies des Nations étrangères, font naître & élèvent une concurrence, qui tend également à détruire leur commerce: & c'est ainsi que les grandes richesses des Hollandois tendent à la ruine de leur commerce & de leur navigation.

CEUX qui sans connoître le cœur humain, & qui n'ont jamais suivi la marche de l'industrie humaine dans les affaires de commerce, qui en jugent sur les idées vulgaires qu'on en prend dans les conversations ordinaires, sans consulter l'histoire, & encore moins l'expérience & les lumières des Négocians, ne manqueront pas de déclamer contres les Citoyens qui emploient si mal leurs richesses, & de dire qu'il faut leur interdire cet usage de leurs biens. Mais en bonne politique faut-il se régler sur ce que l'on juge que les hommes doivent faire, ou bien sur ce que les hommes sont enclins à faire, & sur ce qu'en vertu de leur profession ils sont en quelque façon obligés de faire? Que l'on cherche par une bonne police, & par des loix sages à attacher les hommes à la vertu & à les détourner du vice, cela est dans l'ordre; mais on se tromperoit beaucoup si l'on croyoit pouvoir déterminer les Négocians à employer leurs fonds dans des branches de commerce, qui ne leur feroient espérer aucun profit, en leur interdisant de se porter à d'autres branches: encore les interdictions, & les prohibitions n'ont jamais pu prévenir les operations de commerce prohibées & interdites. Il n'y a point de milieu: ou il faut rénونcer à voir fleurir le commerce, ou il en faut adopter & suivre les principes.

UN Négociant cherche par principe à saisir l'occasion de faire profit en faisant circuler son argent. Un cultivateur cherche par principe à retirer de ses terres le plus de fruit qu'il est possible. Celui-ci abandonne ses terres si elles sont ingrates, & en cherche d'autres: un commerçant abandonne les branches de commerce qui deviennent ingrates, & se porte à d'autres branches: dire à un Négociant de ne pas profiter de celles qui se présentent à son industrie, c'est dire à un cultivateur d'abandonner les terres qui lui font espérer de bonnes récoltes. Il n'est pas plus possible à un Négociant de faire naître les occasions de commerce, qu'il est possible à un Cultivateur de faire naître des terres fertiles. Mr. VAN DEN HEUVEL veut qu'on s'applique d'avantage à cultiver des pommes de terre: on n'a qu'à indiquer des terres qui y soient propres, & qui promettent un plus grand profit en y cultivant des pommes de terre que si on y cultive d'autres denrées; & l'on peut compter qu'elles seront cultivées; mais si les propriétaires de ces terres trouvent plus d'avantage à n'y point cultiver des pommes de terre, & à y cultiver par exemple du froment ou quelque autre denrée, ne seroit-il pas déraisonnable de prétendre qu'ils

renonçassent à cet avantage ; ne les blameroit-on même pas s'ils le faisoient ? Le Gouvernement Hollandois n'a pas encouragé la culture des terres par des loix impérieuses ; dès que les habitans ont trouvé que celle des pommes de terre étoit avantageuse, ils s'y sont livrés ; & aujourd'hui cette culture est extrêmement étendue. Il en feroit de même de toutes les autres terres que l'on pourroit défricher & dont parle Mr. VAN DEN HEUVEL (*). N'en voit-on pas un exemple dans le défrichement entrepris il y a peu d'années dans le *Gooiland*. Tout est affaire de calcul dans ces sortes d'objets. On peut prêcher tant qu'on voudra sur l'utilité que le public pourra retirer de tels ou tels établissemens ; si le calcul n'en fait pas voir un résultat avantageux, les discours ne tenteront personne.

LE seul moyen de detourner le Commerçant hollandois d'un négoce peu favorable ou nuisible à la République, & de l'encourager à faire des entreprises utiles à l'Etat, c'est de lui fournir des objets de commerce, qui tendent à la fois à augmenter les forces & les richesses de l'Etat ; & l'on ne peut disconvenir que les Colonies de l'Amérique ne soient très propres à remplir ce but.

LES expressions dont Leurs Hautes Puissances se sont servies dans l'Octroi, accordé pour la Colonie de Surinam, sont le meilleur & le plus sûr garant que l'on puisse désirer sur ce point ; „ de la prospérité d'une Colonie (c'est ainsi que parlent Leurs Hautes Puissances) il doit revenir de très grands avantages à tous les Habitans en général, & conséquemment à l'Etat lui-même, par l'accroissement du Commerce & de la Navigation ; par le débit de plusieurs manufactures & productions, par la fabrique de matières brutes, que l'on nous rapporteroit de là, & qui sont manufacturées ici, se transporteront & se débiteront en d'autres pays ; par la construction & réparation continue des vaisseaux qui s'y rendroient, & qui y étant rongés de vers ; par le grand nombre de mariniers & d'habiles matelots qui se formeroient (†)“. Il y a longtems que ces avantages ont été reconnus & recherchés par les Puissances Etrangères. Le Maréchal d'Estrades en rendant compte à Louis XIV. d'une Requête présentée par les Habitans de l'Acadie au Roi d'Angleterre, en parle ainsi (§).

„ VÔtre Majesté peut voir, par les offres que ces Peuples ont faites au Roi d'Angleterre, les avantages qu'il retire de ce Pais-là, & celui que Vôtre Majesté en pourroit retirer avec le tems, s'il y avoit un bon ordre,

„ &

{*} L. c. p. 46. & suiv.

(†) Voyez ci-dessus T. I. p. 214. & suiv.

(§) Lettres & Mémoires du Comte d'Estrades. T. I. p. 256.

„ & qu'on s'appliquât à fortifier ces Colonies, en leur envoyant cette année 1200. hommes d'Infanterie, commandez par de bons Officiers, avec quoi étant bien conduits, on pourroit venir à bout des Iroquois, qui sont leurs ennemis, & gagner plus de 300. lieues de Païs, qui est fort peuplé de Sauvages, qui ayant une fois reconnu l'autorité de Vôtre Majesté, demeuroient dans l'obéissance, & la Religion Catholique pourroit s'augmenter considérablement. Comme j'ai parlé de tout ce que dessus avec plusieurs personnes qui ont demeuré des années entières dans ce Païs-là, je m'en suis informé particulièrement, & Vôtre Majesté peut faire un Royaume considérable, d'un Païs qui n'a pas été connu jusqu'à cette heure, & que les Anglois souhaitent d'avoir, par les grands biens qu'ils espèrent en retirer pour le commerce & la marine.

IL est permis à un Monarque de se laisser éblouir par l'idée d'un nouveau Royaume à former & à posséder. Une République, qui ne cherche sa grandeur que dans l'aisance des peuples, se fixe sur les moyens qui peuvent la procurer: & la Hollande encouragera les Colonies *par les grands biens qu'ils peuvent espérer d'en retirer pour le commerce & la marine.*

ENFIN, outre les avantages que les Colonies présentent à la République pour son Commerce & sa Marine, il y a encore à considérer, que dans l'état où est actuellement le commerce de l'Europe, la Hollande court risque de perdre totalement la part qu'elle y a, si elle manque de soutenir ses Colonies & de les mettre sur un pied, qu'elles puissent répondre au but que l'on doit se proposer dans leur possession, savoir une augmentation de commerce & de navigation; & non pas le stérile avantage pour quelques particuliers, ou pour quelques familles, de pouvoir disposer d'un gouvernement, ou d'un poste lucratif. Dès qu'on est parvenu à ne considerer l'intérêt public que sous ce seul point de vue, c'en est fait d'un Etat. Il n'y a plus alors ni République ni citoyens: les sentimens qui doivent lier les hommes dans un Etat civil se perdent, & tout devient brigandage.

ON voit avec autant d'admiration que d'étonnement l'état auquel sont parvenues les Colonies Angloises, qui aujourd'hui osent mesurer leurs forces avec celles de la Grande Bretagne, & résister à cette Puissance formidable. Il n'est pas question d'examiner si les Colonies ont consulté leurs forces avant de tirer l'épée contre leur Souverain, ni si à la longue ils ne succomberont point; & si après avoir été domptés, ils ne se trouveront pas dans un état plus dépendant ou moins libre que celui dont ils ont voulu s'affranchir;

chir; nous ne devons, pour juger de l'utilité que la République pourroit tirer des Colonies, nous arrêter uniquement à cette grande puissance, que déployent les Colonies soulevées contre l'Angleterre; au tems auquel on a commencé à les former; & à l'état de prospérité à laquelle elles étoient parvenues sour le gouvernement britannique.

LO RSQUE la République se souleva contre la Monarchie Espagnole, elle s'étoit formée une puissance navale & un fonds de commerce, dont les premiers commencemens se perdent dans l'obscurité des tems anciens. En y remontant on voit les premiers habitans occupés à la pêche, au laitage, au commerce; mais ce n'est qu'après une évolution de mille ans plus ou moins qu'on y voit naître des villes de quelque apparence. Amsterdam, qui s'est élevée au-dessus de toutes celles de la Hollande, date son existence plus de mille ans après la naissance de Jésus Christ. Il a fallu des siècles pour donner aux Hollandois par le commerce les forces qu'ils ont déployées contre Philippe II. & il n'en a pas fallu un seul pour éllever les Villes de Boston, de Philadelphie, de New-York au rang des plus belles villes de l'Europe, & pour mettre les Provinces, dont elles sont les capitales, au nombre des plus riches & des plus commerçantes. Or ce n'est pas uniquement par l'avantage de posséder de riches provinces que les Colonies présentent une grande utilité aux Puissances de l'Europe; c'est principalement par le commerce auquel elles donnent lieu, & par l'échange des productions on des denrées qu'elles cultivent contre les manufactures des pays dont elles relèvent, ou dépendent. S'il est vrai, comme on le prétend, qu'aujourd'hui les manufactures angloises ne peuvent se soutenir que par le débouché qu'elles ont dans les Colonies, il ne faut pas s'étonner des efforts que font les Anglois pour empêcher les Colonies de former un Etat libre: outre le débouché qu'ils perdroient immanquablement par là, ils y perdroient encore le commerce des productions qui leur sont envoyées en retour des manufactures, qui se consomment dans les Colonies.

CE qui a été possible aux Anglois le seroit-il moins aux Hollandois, qui forment une nation moins remuante, plus docile, & peut-être même plus économe dans ses operations? Ce n'est pas par une jalousie offensante, & par des moyens qu'on blameroit si on en usoit de même à notre égard, qu'il faut tacher de nuire à un rival; ce n'est pas dans un commerce éphemère, & qui ne dure qu'autant qu'on peut profiter des troubles, qui n'enrichit que quelques particuliers & ne donne que peu d'utilité à l'Etat, qu'il faut chercher les moyens de relever un commerce déchu, ou d'accroître celui dont on est en posses-

session : c'est par des moyens qui donnent un commerce fixe & permanent, que les anciens Hollandois sont parvenus à ce degré de commerce & de navigation, auquel on les a vus à la naissance de la République. Il n'est pas douteux & l'expérience l'a prouvé évidemment, que si les Colonies de la République présentoient les avantages qu'on doit naturellement pouvoir y trouver, les Hollandois ne renonçaient à la part qu'ils prennent aujourd'hui aux Colonies étrangères, qu'ils ne se portassent avec ardeur à rendre celles de la République florissantes ; & que les Colonies Hollandoises ne prissent rapidement un accroissement, qui les rendroit supérieures à celles des autres Nations.

Si l'on ne peut douter de l'utilité qu'une Nation Commerçante, & que la Hollande en particulier, peut retirer des Colonies ; il ne reste qu'à considérer par quels moyens on peut faire fleurir & prosperer une Colonie, de façon à en rétirer le fruit qu'elles promettent.

LEURS Hautes Puissances les ont en partie indiquées dans l'Octroi accordé pour la Colonie de Surinam. „ Si dès les commencemens l'on traite les Colons avec douceur (c'est ainsi que s'expriment Leurs Hautes Puissances) „ si on leur accorde des secours, & d'autres assistances ; si on leur donne pour la suite des assurances suffisantes, que parvenus par leurs soins à un état d'aisance & de richesse, ils ne s'en verront point depouillés par des impositions onéreuses & d'odieuses exactions, il est sûr qu'une Colonie, fondée dans un lieu commode & bien situé peut en peu de tems, par l'affluence de nouveaux membres, qui s'y rendent de toutes parts, s'élever sans peine des plus petits commencemens à l'état le plus florissant". Ce que Leurs Hautes Puissances ont prédit dans ce passage s'est vérifié en grande partie par l'accroissement rapide de la Colonie de Surinam, mais bien plus par la grande élévation à laquelle les Colonies Angloises & Françoises ont été portées. Cependant nous ne pouvons nous dispenser de remarquer, que lorsque les premiers fondemens des Colonies ont été jettés, on ne s'est pas imaginé qu'elles pourroient être élevées au point où elles ont été portées : il est très vraisemblable, que si on se le fut figuré les concessions auroient été faites avec plus de réserve, & que même les arrangemens & les réglemens auroient été différens. Les établissemens, de quelque nature qu'ils soient, sont tous sujets au même inconvenient ; savoir qu'à mesure qu'ils prennent plus d'étendue, & qu'ils deviennent plus considérables, les principes d'administration sur lesquels ils ont été formés ne peuvent leur convenir. C'est là un défaut général, qui af-

Régle sur tout les Colonies Angloises & Hollandoises, & qui est probablement la véritable source des mesintelligences qui se sont élevées entre les Anglois & leur Colonies, & qui à la fin ont produit une espèce de guerre civile. On n'a pas à craindre le même événement dans les Colonies Hollandoises, qui sont formées sur un autre pied: mais on y doit craindre un déperissement, & même un anéantissement, qui déjà s'annonce par l'état précaire auquel la Colonie de Surinam a été reduite, & dont nous avons parlé ci-devant p. 147 & suiv. Pour juger de cet état, on n'a qu'à faire attention que depuis peu d'années les obligations à la charge des Colons établis en Surinam sont tombées de cent à cinquante, à quarante, à trente, & même plus bas encore; & que celles des autres Colonies sont à peu près dans le même cas. Or pour peu que l'on voudra y refléchir, & ne pas s'arrêter aux différentes causes particulières, qui peuvent avoir produit ce désastre dans les fonds, qui ont servi ou contribué à soutenir les Colonies, & sur lesquelles nous nous sommes expliqués ci-devant, on reconnoitra que la principale & la première cause git dans l'administration. Il n'y a point d'effet qui soit général à moins qu'il n'y ait de cause générale dont il dépend, & par laquelle il est principalement produit. Toutes les Histoires attestent que les relâchemens des Particuliers sont toujours précédés par des vices & des abus qui se glissent dans l'administration, & que jamais le désordre ne s'empare d'un Etat, tant que le gouvernement conserve sa vigueur. Les établissements des Colonies n'ayant point été calculés sur l'état de grandeur, auquel on a vu qu'ils pouvoient parvenir, cela a dû produire nécessairement dans l'administration un défaut, dont on n'a pas prévu les conséquences ni les suites; ainsi il n'y a rien d'étonnant qu'on ne le remarque aujourd'hui que par des événemens qu'on auroit pu prévenir: mais pourroit-on balancer de faire aujourd'hui ce qu'on auroit vraisemblablement fait dabord, si on auroit pu prévoir les événemens? Que l'on pèse les intérêts de la République & que l'on décide. Il nous paroît du moins que si les Hollandois veulent remettre leurs Colonies sur un bon pied, donner plus d'étendue à celles qu'ils possèdent, & les faire prospérer, il faut non-seulement qu'ils reviennent à ces sages maximes présentées par Leurs Hautes Puissances, (car on ne doit pas se dissimuler qu'ils s'en sont beaucoup écartés) mais qu'ils se fassent encore une loi 1^o. de donner des secours & de l'assistance à ceux qui voudront former des établissements dans les Colonies; 2^o. de ne pas surcharger les Colons de droits, d'impôts, ou autres taxes onéreuses; 3^o. d'observer religieusement les conditions fondamentales auxquelles les Octrois ont été accordés, & de remplir fidellement les engagemens pris avec les Colons; 4^o. de remplir d'ailleurs tous les devoirs

voirs qui sont dûs à un Corps civil ou politique. Les Colonies forment un Corps politique, un Etat civil: tout état civil, de quelque nature qu'il soit, exige surtout des réglements fondamentaux pour la sûreté publique & privée. Une Colonie doit être munie d'une force suffisante pour réprimer les violences qui pourroient être faites au-dedans, & pour s'opposer à celles qu'elle pourroit avoir à craindre du dehors. Si une Société civile manque à ce double objet, à ce principal but de toute association civile, ce n'est plus un Etat, ce n'est pas même une Société. Le premier soin à prendre pour une Colonie, comme pour tout autre Etat civil, c'est de lui procurer une sûreté convenable, & à cet égard il n'y a pas à composer: il faut ou renoncer aux Colonies, ou en assurer l'état. Personne n'ira s'établir dans un lieu où l'on est sans cesse exposé à être massacré par des Bandits, par des Brigands, ou par des Nègres: on ne sera pas tenté non plus de fixer son séjour dans un pays qui peut devenir la proye du premier pirate ou du premier Armateur, qui voudra en tenter la conquête, ou y venir faire une déprédation. Les événemens que l'histoire de Surinam nous fournit, le soulèvement arrivé dans la Colonie de Berbice sont, à ce qu'il nous paroît, des preuves suffisantes pour juger que les Hollandois doivent sur cet article changer de système, s'ils ne veulent voir totalement dépérir leurs Colonies.

MR. VAN DEN HEUVEL paroît avoir senti ce défaut de l'administration: il voudroit que l'on entretint deux ou trois bataillons de troupes de la République dans les Colonies; & que ces troupes fussent en grande partie entretenues aux frais de l'Etat: il propose comme un remède contre la désertion des Nègres, & les désolations qui en sont la suite, d'attirer quelques Indiens caraïbes, & de les fixer dans un endroit de la Colonie, afin de les employer à la défense de la Colonie. Il pense qu'on y trouveroit un avantage, attendu qu'ils sont plus agiles, plus propres à faire des courses dans les bois; sujets à moins de dépenses; ennemis mortels des Nègres; endurcis contre le climat & les fatigues; en un mot tels qu'on peut les désirer pour en faire des habitans très-utiles; car MR. VAN DEN HEUVEL ne prétend pas, qu'on se borne à les gagner pour servir uniquement de rempart aux Nègres révoltés: il voudroit qu'on leur fit prendre du gout pour nos moeurs; qu'on leur communiquât nos ustensiles; qu'on leur enseignât l'art de filer & de tisser à la manière européenne; enfin qu'on en fit de bons ouvriers. Nous ne sommes pas assez instruits du caractère de ces Indiens, de leurs gouts, de leurs talents, & de leurs penchants, pour pouvoir juger de l'idée que MR. VAN DEN HEUVEL fournit ici: nous ignorons s'il seroit possible de fixer ainsi les Indiens, & s'il y auroit de la prudence à le faire? Mais il nous semble qu'en

tout cas il faudroit dans les Colonies un état militaire suffisant, non pas uniquement pour réprimer des Nègres ou des Esclaves révoltés; pour assurer les Colons contre les déprédations, soit des Nègres révoltés, soit d'autres Bandits; mais encore pour donner à la Colonie une sûreté qui réponde à sa nature & à sa situation. Or quoi de plus naturel, que de s'en remettre pour la manière dont cet état militaire devroit être formé, à l'avis du Prince Stadhouder? tant que les affaires militaires dépendront de l'avis & feront à la disposition de Négocians, elles iront aussi mal, qu'un comptoir de commerce qui seroit dirigé par un Officier qui ne sauroit que son métier. Il n'est pas de si petit Marchand quel qu'il fut, qui voulut laisser les soins de sa boutique à un Militaire, & des personnes qui n'ont pas la moindre teinture de l'art militaire ni des opérations militaires, prétendent décider sur les moyens de pourvoir à la sûreté d'une Colonie!

IL seroit assurément à souhaiter pour les Hollandois, qu'on entretint des Troupes de la République dans les Colonies; mais peut-on se flatter d'obtenir que les Etats-Généraux consentent qu'elles soient mises soit en tout soit en partie à la charge de l'Etat, à moins que les Etats-Généraux ne voyent qu'il en résulte un bien réel pour les Colons; & que leurs Hautes Puissances soient convaincues que les secours donnés pour les Colonies & principalement pour les Colons, ne servent pas uniquement à décharger les Participants, ou à leur faire avoir un dividende plus fort. Enfin sans particulariser sur les moyens de pourvoir à la sûreté d'une Colonie, il suffit que l'on convienne qu'une Colonie, à moins de présenter une sûreté convenable pour la demeure, n'attirera point des habitans; & qu'au contraire, tout homme qui auroit envie d'y tenter fortune, doit en être détourné dès qu'il voit que sa vie ou ses biens n'y sont pas en sûreté.

APRÈS avoir pourvu à la sûreté des Colonies, elles demandent qu'on songe à y régler l'administration de la Justice. Nous avons de la peine à ajouter foi au tableau que fait l'Auteur, dont nous avons relevé plusieurs méprises, de la conduite qu'on tient dans les Colonies; mais on entend faire des plaintes si fréquentes & si amères de la façon dont la Justice y est administrée, que l'on ne peut guères se persuader, que ces plaintes soient entièrement mal fondées. Pour jouir de la vie & de son travail, il ne suffit pas que l'on soit à l'abri des attaques d'une nation ennemie; qu'on ne soit pas exposé à des violences d'un bandit; à des soulèvements des Esclaves; il faut encore que les faibles ne soient pas exposés à l'oppression; que ceux qui ont les rênes du gouvernement ne puissent en abuser, pour remplir leurs vues parti-

ticulières ; que chacun puisse être sûr de ne pas être dépouillé de ce qui est à lui, sous quelque prétexte que ce soit ; & enfin que l'on ait la facilité de se faire rendre Justice des torts que l'on pourroit souffrir. Dans l'octroi accordé à la Compagnie des Indes-Occidentales pour la Colonie de Surinam, on trouve deux Colléges, l'un de Police, l'autre de Justice ; mais jusques à présent, on n'a pas fait d'Ordonnance qui régle les formes judiciaires, dont la certitude n'est pas cependant moins nécessaire que celle des loix. On dit que dans les Colonies les Colléges de Justice doivent se conformer à ce qui est établi pour la Cour de Justice de Hollande, par l'instruction qui a été donnée à cette Cour. Mais est-il bien possible, que cette instruction, qui a été faite dans des tems si différens, dans des vues si différentes, dans un pays si différent, tant pour sa constitution que pour tout ce qui tient à l'état civil des Particuliers & même de l'état public, puisse convenir aux Colonies ? De trois en trois mois les Colléges de Justice y tiennent (dit-on) une séance : les parties y viennent, disent leurs raisons le mieux qu'elles peuvent. Le Gouverneur & ses Assesseurs décident tout de suite : à la vérité ces procédures ne pèchent pas par des longueurs ; mais cette brieveté ne peut-elle pas donner lieu à des actes d'oppression & d'injustice ? & n'approche-t-elle pas un peu trop de la manière dont on rend justice à Constantinople ? L'expédition est excellente, mais dès qu'on en peut abuser, elle devient très-dangereuse, surtout lorsqu'un Gouverneur a une grande influence sur ceux qui participent au Gouvernement ; & que ceux qui y ont part, sont peu éclairés ou trop dépendans.

ON observe encore que ceux, qui dans les Colonies sont à la tête du gouvernement, sont trop éloignés de l'action immédiate du Souverain, pour se laisser intimider par la crainte qu'on aura recours à lui ; & que cela même exigeroit des réglemens plus exacts & plus précis, que ceux qui ont été faits pour déterminer la manière dont il faut procéder en Hollande dans les causes civiles & criminelles. Si l'administration de la Justice fait la base de la Félicité publique, ne conviendroit-il pas de former quelque code, ou du moins quelque Ordonnance, qui, accommodée à l'état des Colonies, fixât & déterminât la manière & les formes qu'il y faudroit observer dans les procès & les jugemens ? La nécessité d'observer les formes judiciaires prévient souvent des actes d'injustice, d'autant plus oppressifs, qu'on trouve toujours quelque prétexte pour les couvrir du voile de la Justice.

ON se plaint & peut-être avec raison, que dans les taxations des Plantages, lorsqu'il a été question d'en faire l'estimation, pour trouver les emprunts

prunts, dont nous avons parlé ci-dessus, ceux qui ont été chargés de les faire, quoque liés par serment, en ont cependant agi de mauvaise foi. Mr. VAN DEN HEUVEL croit qu'il conviendroit que ces Priseurs ou Taxateurs, fussent obligés de répondre de la valeur réelle des effets, portés sur la liste ou l'inventaire; & que les Esclaves qui y seroient placés, fussent marqués avant de faire l'estimation, & qu'ensuite on n'en permit pas la vente que sous certaines conditions; il voudroit qu'on y fit observer le prix fixé aux terres; que l'on accordât une diminution sur les intérêts à payer par les Colons, lorsque les prix des denrées viendroient à baïsser considérablement. Mr. VAN DEN HEUVEL voudroit aussi qu'on prévint par de bonnes loix les mauvais traitemens dont on use envers les esclaves; qu'on en facilitât la population par des douceurs, & qu'en certains cas on accordât même la liberté aux Mères. Il souhaiteroit d'ailleurs qu'on employât toutes sortes de moyens pour engager des Etrangers à venir faire des essais dans les Colonies de la République; qu'on promit des gratifications pour les encourager, & pour encourager les Colons établis, à tenter de nouvelles entreprises: il voudroit de plus qu'on proposât des prix pour la découverte de quelque nouvelle production utile, ou pour la culture d'une denrée, qui ne l'auroit point été encore dans une des Colonies de la République; il souhaiteroit qu'on diminuât les impôts sur la culture des jardins; & qu'on retrouvât ce vuide par des impôts sur le luxe. Il désireroit outre cela, qu'on tentât de gagner les esclaves fugitifs, & qu'on tachât de les accoutumer à la culture du Tabac, de les porter aux paturages, à filer le coton, à prendre nos mœurs & nos usages, & à mener une vie plus sociale; & qu'on se servît d'ailleurs de la situation des Colonies pour augmenter le Commerce.

LES vues de cet habile citoyen sont certainement très-bonnes: il seroit seulement à souhaiter qu'il ne se fût pas borné à les indiquer; & qu'il fût entré dans un plus grand détail sur les moyens de gagner par exemple les esclaves; de leur faire perdre le gout de la vie sauvage, & de leur en inspirer pour nos mœurs & nos coutumes. Quoique ceux, que les anciens peuples ont mis en usage pour en civiliser d'autres & se les attacher peuvent être propres à guider les Nations modernes; il faut cependant user de prudence dans l'application, attendu que les circonstances d'une Nation à l'autre sont pour l'ordinaire si différentes, qu'on courroit risque de manquer non-seulement le but qu'on se proposeroit, mais de faire un effet tout contraire.

EN consultant les Histoires & les révolutions des Empires, on trouve une règle fixe & applicable à tous les Etats, à tous les corps de sociétés politiques

ques , à toutes les sociétés civiles , soit anciennes soit modernes , de quelque nature qu'elles aient été : c'est de faire régner la justice , de maintenir la bonne foi , d'honorer & de récompenser le mérite & les talens : & l'on peut dire que les Hollandois ne demandent point d'autres encouragemens : les Hollandois ne désirent point de gratifications ; il leur suffit qu'on ne porte point obstacle à leurs travaux , qu'on ne mette pas des entraves à leurs opérations , qu'on ne les contraigne pas à cesser le travail : le Hollandois est naturellement laborieux , actif , industrieux , économe : il calcule ce que son travail peut lui valoir : dans ce calcul entre la certitude que les loix auront leur effet , que la justice sera impartialement administrée ; que le cours des affaires ne sera pas altéré ; que ses opérations ne seront pas exposées à des actes arbitraires , soit de la part des Magistrats , soit de la part de ceux qui sont préposés aux affaires publiques , ou d'autres personnes : dans ce calcul entre la certitude de pouvoir agir avec pleine liberté , & d'avoir droit contre quiconque y porteroit atteinte . Si le Hollandois trouve qu'il peut faire état sur ce calcul , il se livre à tout ce qui lui paroît susceptible de lui donner profit . Il n'appréhende point alors les friponneries d'un parjure , parce qu'il suppose qu'il n'y est pas exposé ; il ne craint pas qu'un Banqueroutier lui enlevera une partie de son bien ; parce qu'il se persuade que la sévérité des loix y a pourvu ; il ne craint que les désastres , dont on ne peut jamais débarrasser le commerce , & contre lesquels il prend à tout hazard ses précautions ; il pouffe ses entreprises avec confiance & en attend l'événement avec tranquilité .

Si l'on suppose dans les Colonies une police sage & réglée ; & si la Justice y étoit également bien administrée , entendroit-on parler si souvent des mauvais traitemens qu'essuient les Esclaves ? l'intérêt personnel , bien entendu , doit naturellement engager les Colons à accorder des douceurs aux Esclaves , à en encourager la population ; à attirer les Nègres ; à les accoutumer à une vie plus paisible : & quel moyen plus propre à s'attacher les Indiens & faire revenir les Nègres , qu'un exemple qui puisse les tenter , qui leur fasse voir qu'on est plus juste , plus vertueux , de meilleure foi qu'eux ; & que les agréments de la vie & de la société tirent principalement leur source des vertus sociales ? Jamais la ruse n'a fait estimer un homme ; les sensimens naturels des Indiens & des Nègres doivent faire paraître méprisable à leurs yeux tout homme , qui use de sa supériorité pour abuser de leur simplicité & de leur ignorance : comme ils ont moins de besoins , ils ont plus de forces : & il est bien difficile de dompter des hommes , qui se font un plaisir de résister à ceux qui se glorifient d'être leurs supérieurs , & qui d'ailleurs n'ont à perdre qu'une vie qu'ils ont le courage de mépriser .

EN parlant des moyens qui pourroient servir à encourager les établissements dans les Colonies, Mr. VAN DEN HEUVEL paroit désirer des protections & des faveurs particulières de la part du Souverain. Les Etats-Généraux, & les Etats de Hollande en particulier, n'accordent-ils pas au Commerce & à la Navigation toute la protection que les Habitans peuvent naturellement en attendre ? Ne pourroit-on pas plutôt désirer que ceux, qui sont à la tête de l'administration de ces différens corps de commerce, que l'on nomme Compagnies des Indes, Sociétés de Surinam, Direction de Berbice, prissent un peu plus à coeur l'intérêt des affaires qui sont confiées à leurs soins ?

LES Compagnies des Indes & les Sociétés auxquelles appartiennent les Colonies, sont des Corps formés par une association de Particuliers plus ou moins étendue : elles se sont faites toutes dans la même vue, c'est-à-dire pour se procurer des avantages de commerce, que l'on a cru trouver dans les nouveaux objets qui se présentoient en Asie, en Afrique, & en Amérique. Nous avons donné une idée de la manière dont se sont formées ces associations. On a dû remarquer qu'elles l'ont été par des contributions en argent, plus ou moins fortes : nous avons fait observer encore que ces contributions ont été divisées en portions, que l'on a nommées *actions*, mot par lequel on désigne la part ou le droit que celui qui a contribué à former le Capital de la Société, a à l'association. Ces actions, devenues des objets de commerce, ont présenté une valeur plus ou moins grande suivant les dividendes annuels, qu'on pouvoit en espérer : c'est ainsi qu'elles ont passé d'une main à l'autre; & qu'on a commencé à ne faire attention à ces Compagnies, qu'autant qu'elles rapportoient de dividende aux possesseurs des actions. Insensiblement on a perdu l'idée de leur première origine; & on a totalement perdu de vue les premiers motifs qui ont donné lieu à leur fondation : on n'a plus songé à augmenter les objets de commerce pour l'avantage du bien public, mais à procurer des avantages aux employés de la Compagnie & à donner annuellement un dividende aux Possesseurs des actions: système qui fera toujours tomber un établissement de commerce de quelque nature qu'il puisse être. Le Grand Pensionnaire de Wit a sans doute outré les préjudices que les Compagnies des Indes & les autres Sociétés de commerce ont fait au commerce de la République, lorsqu'il en a parlé de la manière suivante. „ A l'égard des établissemens (dit-il) (*) des Compagnies des Indes-Orientales & Occidentales, c'étoit au commencement un mal nécessaire, puisque nous avions le

„ des-

(*) Mémoires de Jean de Wit p. 51. & suiv.

„ dessein de trafiquer dans des pays, où nos ennemis étoient trop forts pour des particuliers; si bien qu'il a fallu par la force des armes, établir notre commerce dans ces pays-là, & qu'il étoit très-prudent d'élever ces Compagnies; de plus, que les Etats avoient besoin de leurs forces pour lutter contre le Roi d'Espagne: mais à présent que le commerce y est établi, il est question de savoir si les choses devroient rester sur le même pié, à présent que nous sommes plus formidables à l'Espagne & au Portugal, qu'il ne le font à notre égard, & que la prospérité particulière de ces Compagnies est contraire aux intérêts publics: car il est certain qu'ils ne cherchent que l'intérêt des participants, en achetant même des Manufactures étrangères, si elles y trouvent plus de gain, & font apporter des Manufactures des autres pays, qu'elles font vendre par toute l'Europe, au desavantage de nos propres Habitans, & ne cherchent qu'à faire un gros gain avec un petit trafic: car si elles pouvoient augmenter les marchandises à tel point qu'elles pussent autant gagner sur cent tonneaux de charge, que sur mille, elles ne s'embarasseroient pas d'en augmenter le commerce & la Navigation; elles aimeroient mieux faire bruler dans les Indes le reste des soies cruës, & le surplus des étoffes & des épiceries, que de les apporter en Hollande, pour les tenir dans la cherte (†).

„ L'ON ne peut encore disconvenir, que plus ces Compagnies augmentent leurs conquêtes, plus elles seront obligées à faire des dépenses pour les garder; & plus elles auront à gouverner, moins elles auront de tems pour soigner à l'augmentation du commerce: où au contraire cela faciliteroit le commerce des particuliers. Nous savons que par l'établissement des Indes-Occidentales, & par la continuation, nous avons perdu ce considérable commerce dans la Guinée, qui étoit commun à tout le monde, & le mal que cette Compagnie a fait au Roi d'Espagne dans ces pays-là, nous est tombé ici sur le dos; si bien que nous ne devons pas être contens d'elle, qui a lié les bras aux particuliers, pendant qu'elle s'est amusée à faire la guerre, à la ruine de plusieurs Hollandais, au lieu de trafiquer, ou de permettre aux habitans de commercer dans leurs conquêtes: où l'on aurroit pu, par un libre commerce, dresser & établir des Colonies dans tous ces riches pays du Bresil, Guinée, Angola & San Tomé, & autres, que nous aurions pu conserver avec peu de fraix, contre les insultes des autres

Puis-

(†) Comme nous avons vu qu'ils ont fait verser dans l'embouchure de la mer en Hollande, deux Vaisseaux chargés de poivre, qu'ils ont même infecté les rivières, & fait mourir ou fuir plusieurs poissans.

» Puissances; & nous aurions fait un commerce considérable avec notre propre nation, sans crainte qu'aucun Potentat eût mis la main sur nos vaisseaux & sur nos effets, comme les Marchands en Europe qui sont toujours dans cette appréhension. Et l'on peut considerer combien ce commerce auroit donné de profit, puisque ces pays-là produisent les meilleures espèces de marchandises qui sont désirées en Europe, & qu'on ne trouve pas si bonnes en d'autres endroits; principalement le bois de Bresil, l'or & les dents d'Elephant, & qu'ils auroient tiré de nous les vivres, les habits, & la plupart des matériaux, tant pour le batiment des maisons, que la charpente des vaisseaux. A présent nous avons tout perdu; ce font les fruits ou les punitions ordinaires des Monopoles, & de leurs conquêtes, qu'on est obligé de garder avec de grosses dépenses, faute de Colonies. Dieu veuille que la Compagnie des Indes-Orientales prenne exemple sur cela, avant qu'il soit trop tard."

CE ne sont pas seulement les Compagnies des Indes, mais toutes les Autres Associations, telles que sont la Société de Surinam, celle qui a la propriété de la Colonie de Berbice, d'Isequebo, & Demerary &c. qui ne cherchent que l'intérêt des Participans, & qui pis est, qui croient n'en pas pouvoir & devoir chercher d'autres. Le mal ne seroit pas grand, si ceux qui tiennent les rênes de ces Administrations étoient toujours également éclairés sur le véritable intérêt des Participans; & qu'ils eussent toujours le pouvoir de faire prendre le meilleur parti.

L'INTERET des Participans (c'est-à-dire de ceux qui possèdent des actions) est actuellement si divisé, qu'il est à peine sensible. On les a mis en deux classes, en *Participans & hauts Participans*; on nomme *hauts Participans* ceux qui ont une certaine quantité d'actions; ceux qui en ont moins ne sont que simples Participans. On choisit parmi les *Hauts-Participans* les Directeurs: ce sont ces Directeurs qui administrent les affaires de la Société, comme nous l'avons rapporté ci-devant. Cette grande division d'intérêts rend chaque intéressé insensible au bien ou au mal-être de la Société: les particuliers ne s'en embarrassent point; ils reçoivent le dividende si on en paye; si on n'en paye point, ou si l'on ne fait qu'une mince répartition, il s'en console, parceque pour l'ordinaire ceux qui possèdent les actions, sont des personnes qui ont de quoi vivre sans cela; s'il ne leur convient pas de les garder, ils trouvent toujours moyen de s'en défaire. On ne se tromperoit peut-être pas, si l'on croyoit qu'aujourd'hui la Compagnie des Indes-Orientales ne se soutient que par le nombre des *Hauts-Participans*, qui n'y prennent part que dans

dans l'espérance de parvenir à la place de Directeurs, & de jouir alors des revenus & des avantages qui y sont attachés. C'est là un défaut que reproche à cette Compagnie l'Auteur de *l'histoire philosophique & politique des établissements des Européens*, & qu'on reproche généralement à tous ceux qui sont à la tête de ces sortes d'administrations; & particulièrement aussi à celles des Colonies. Il résulte de là (ainsi que le remarque cet Auteur) que ceux qui en Hollande sont chargés de l'administration d'une Colonie, sont pour l'ordinaire peu au fait de la nature de ces établissements, peu disposés à y donner attention, & d'ailleurs par leur état, par leurs occupations particulières & le peu d'intérêt qu'ils y ont, aisément détournés du soin qu'elles demandent: c'est là la raison pourquoi les affaires de ces grandes associations se trouvent aujourd'hui (à ce qu'on prétend) presqu'uniquement entre les mains d'un Commis auquel on donne le nom de Secrétaire, d'Avocat, de Teneur de Livres, suivant le plus ou moins de relief qu'on veut lui donner, mais qui dans le fonds est le gérant, le Premier-Ministre de ces Sociétés, qui toutes exercent un certain empire. Si les Directeurs ont le bonheur de trouver un homme habile, intelligent, intégré, prudent & actif, les affaires de ces Sociétés pourroient être assez bien conduites & prospérer; moyennant qu'en ce cas le zèle de ce Ministre ne fût pas traversé, & qu'on lui laissât pleine liberté d'agir & d'user même de réformes: mais si on rencontre mal, soit un homme entêté, ignorant, dissipé, peu propre aux affaires, ou rusé & ne cherchant que son intérêt, qu'en sera l'effet?

Ne doit-on pas craindre alors que les Colons seront foulés, & que les Négocians qui y ont intérêt soit par des possessions soit par des correspondances, seront exposés à mille avanies, ou particulièrement protégés suivant qu'ils se trouveront en faveur ou dans les bonnes grâces de ce Premier-Ministre? que les Colons ne seront plus alors que des sujets sur lesquels on pourra exercer un pouvoir absolu & même arbitraire? qui seront taxés de rébellion à la moindre représentation qu'ils feront contre les injustices qu'on leur fait souffrir? qu'on accablera de nouvelles impositions; & qu'on fera gémir sous le poids de mille vexations? qu'on trouvera toujours des prétextes plausibles pour colorer les mauvais procédés: le devoir par exemple de veiller aux intérêts des Participants, l'impossibilité de se tirer d'affaire; les nécessités du tems? qu'on ne raisonnera plus d'après les principes qui ont servi à attirer les Colons, mais d'après les maximes des Monarques, qui ne cessent d'alléguer les besoins de l'Etat, lorsque leurs favoris ont contribué à vider leur trésor, ou qu'une mauvaise économie fait perdre les trois quarts des revenus; & qui ne réfléchissent pas que l'Etat s'appauvrit à mesure qu'on détruit l'aisance des Peuples?

Voilà assurément à quoi une Colonie sera exposée, si les ordres de son administration dépendent de la volonté d'un homme peu intelligent, capricieux, ou guidé par des vues particulières.

L'ABÉ Milot en parlant du changement dans les affaires d'Espagne après que le Duc de Vendôme y fut arrivé, finit ainsi: „ Si Vendôme n'eut pas existé, si on peut laissé dans sa rétraite, peut-être la monarchie Espagnole auroit échappé aux Bourbons. Heureux les Princes lorsqu'ils savent emploier les grands hommes (*) ! Nous y ajouterons, *Heureuses les Sociétés dont les affaires sont entre des mains habiles & intégrées !* Qu'on nous permette donc de mettre au rang des moyens les plus sûrs pour relever le commerce, celui de choisir pour l'administration des affaires des hommes de probité & capables. On se garde bien de prendre à son service un cocher sans s'assurer de sa capacité: pourquoi risqueroit-on de remettre entre des mains malhabiles le sort d'une Nation ?

„ Tous les Gouvernemens éclairés, (dit l'Auteur de *l'Histoire Philosophique & Politique*. T. IV. p. 275. & 276.) ont trouvé de l'inconvénient à laisser leurs possessions d'Amérique dans les mains des Compagnies exclusives, dont les intérêts particuliers ne s'accordent pas toujours avec l'intérêt public. Ils ont pensé que leurs sujets du nouveau monde avoient un droit aussi démontré que ceux de l'ancien, à ne dépendre d'aucune autre autorité, que de celle des Loix générales. Ils ont cru que leurs Colonies ferroient des progrès plus rapides, si au lieu d'une protection intermédiaire elles jouissoient de la protection immédiate de l'Etat. Le succès a démontré plus ou moins la justesse de ces vues. La Hollande seule n'a pas adopté un système si simple & si raisonnnable, quoique tout concourut à le lui rendre plus nécessaire qu'aux autres peuples.

„ Ses établissemens sont sans défense contre les ennemis que l'ambition ou le ressentiment pourroient lui susciter. L'atrocité criante du traitement qu'y éprouvent les esclaves, menace d'un soulèvement. Une partie des denrées qui devroient revenir entièrement à la métropole, passe tous les jours dans les Colonies étrangères de l'Amérique septentrionale. Le peu de gout qu'a naturellement pour l'exploitation des terres une nation purement commerçante, est fortifié dans le nouveau monde par les abus inséparables de l'administration qui y est établie.

„ Les

(*) *Eléments de l'Hist. d'Angleterre*, Ed. de Leyde. Tom. II. p. 412.

„ Les moyens d'y créer un nouvel ordre de choses, sont au-dessus de l'autorité, de la protection, de l'activité d'une société particulière. La révolution est attachée aux soins immédiats du gouvernement.”

Si on approfondissoit les raisons qui portent les Gouvernemens à ne pas laisser leurs possessions d'Amérique dans les mains des compagnies exclusives, on trouveroit vraisemblablement que ce n'est pas parce que les intérêts particuliers ne s'accordent pas toujours avec l'intérêt public; mais par de tout autres motifs. On se persuadera difficilement que ce soit un défaut essentiel aux Compagnies exclusives de n'être pas propres à la direction des Colonies; & qu'il n'y en ait point dans les gouvernemens qui balancent ce défaut. Ce n'est pas, à ce que nous en jugeons, par la forme qu'on pêche, mais par le fonds. La compagnie des Indes-Orientales s'est formée & s'est soutenue malgré l'inconvénient dont parle l'Auteur: tout dépend de la conduite des affaires: & il est aussi peu essentiel à un gouvernement de l'avoir bonne, qu'à une Compagnie exclusive de l'avoir mauvaise. D'ailleurs on doit observer que les Colonies ne dépendent pas privativement de l'autorité des Compagnies exclusives, ni des loix particulières que ces Compagnies auroient droit de faire. Ces Compagnies sont formées, sauf la Souveraineté des Etats-Généraux, & sous l'autorité de Leurs Hautes Puissances, ainsi qu'il paroît par les octrois ou chartes accordés à ces Colonies: s'il y a des tems ou des cas dans lesquels ceux qui sont à la tête de ces administrations particulières, ont excédé les bornes de leur pouvoir, & ont agi comme s'ils étoient à la tête d'un empire absolu; ou si même aujourd'hui on n'observe pas assez les conditions des Octrois, ce sont là des faits, des abus, qui peuvent être corrigés ou reformés, & qui ne constituent aucun titre valable. Enfin, quoiqu'il en soit, il sera toujours vrai que le bien-être d'une Société, ou la réussite d'une affaire, dépend essentiellement de la manière dont on les conduit.

Nous avons vu ci-dessus combien l'autorité & le crédit des Princes Stadholders ont contribué à faire réussir les expéditions faites dans les Indes & les établissemens qui y ont été formés; nous avons vu les pertes que la République a faites dès que ce crédit & cette influence lui ont manqué: aujourd'hui que la République a un chef qui n'a d'autre intérêt particulier que celui de l'Etat, & qui ne peut avoir d'autre motif que de contribuer à la prospérité de tous les membres qui le composent, feroit-il difficile de remédier à l'inconvénient que l'Auteur que nous venons de citer trouve dans les Compagnies exclusives?

MR. VAN DEN HEUVEL nous indique ce moyen. „ Il ne tiendra pas dit - il, au zèle pour le bien public, & aux lumières de S. A. S. Mgr. le Prince Stadhouder, d'accorder sa faveur & de choisir pour membres de la Régence ceux de la Société qui excellent le plus (*).” Comme cette réflexion pourroit faire croire qu'il dépend entièrement de Mgr. le Prince Stadhouder d'élever aux honneurs, aux dignités & aux emplois ceux auxquels Son Altesse Sérénissime croit pouvoir les conférer, il est bon de faire attention, qu'ordinairement le Prince Stadhouder est lié dans son choix par la nomination, qu'on a droit de lui présenter d'un nombre de Personnes, entre lesquelles S. A. S. fait choix: ainsi, afin que Mgr. le Prince Stadhouder puisse faire un choix tel que Mr. VAN DEN HEUVEL l'indique, il faut que le zèle pour le bien public, & les lumières de ceux qui font la nomination, les portent à n'y mettre que les aspirans les plus dignes & les plus propres à remplir l'emploi, pour lequel ils sont proposés: & comme il est impossible au Prince Stadhouder de connoître par lui-même toutes les personnes, qui sont mises sur une nomination, ou qui d'ailleurs se présentent pour un emploi, il faut espérer, qu'il se trouvera toujours des personnes en place assez instruites & assez intégrées, pour donner des informations justes & exactes, afin de prévenir que le Prince ne fasse un choix, qui ne réponde pas à ses bonnes intentions, & à son attachement au bien public.

DANS le Mémoire ajouté à la Proposition présentée aux Etats par S. A. S. Mgr. le Prince d'Orange, Père de S. A. S. Mgr. le Stadhouder actuel, on observe que la Justice a toujours été incorruptible en Hollande, qu'elle y est administrée sans distinction entre Riches & Pauvres, Grands & Petits, pas même entre les Etrangers & les citoyens: qu'il seroit cependant à souhaiter qu'on put s'y glorifier également d'une Justice courte & prompte, vu que l'influence en est très- grande sur le commerce. Il est incontestable que l'expédition de la Justice est un des grands biens que l'on puisse désirer dans un Etat; que le commerce surtout demande une prompte justice; & qu'un négociant souffre souvent plus par les délais & les incertitudes d'une affaire en litige, que par des pertes réelles, quand ce ne seroit que parce que les longueurs d'un procès l'embarrassent dans le calcul général de ses affaires: aussi voit-on des Négocians, qui aiment mieux renoncer à une juste prétension qu'à entrer en procès pour en obtenir le payement: cependant nous devons remarquer sur ce sujet, que quoiqu'il seroit très- fort à souhaiter qu'on put abréger les procès, les affaires du bureau n'en sont pas toutes

(*) L. c. p. 68..

tes également ſuceptibles: les unes demandent plus de recherches, les autres moins; les circonſtaſces ſont en beaucoup de cas ſi compliquées, qu'il n'eft pas facile de ſaisir le point décisif. Le but des Jugemens eſt de faire droit, de faire obtenir à chacun ce qui lui eſt dû. Or on ne peut le faire ſans examiner avec ſoin qui des parties litigeantes a le droit de ſon côté; & cet examen exige qu'on entende les parties, & qu'on leur donne le tems & les moyens de fournir tout ce qui peut ſervir à instruire pleinement les Ju-geſ: ſi cette instruction demande l'examen des témoins pour conſtaſer des faits, combien de tems ne faut-il ſouvent pas avant de pouvoir instruire un procès, ſans que ni les Ju-geſ, ni les Gens du bareau, ni les Parties puifſent l'accélérer. Il ſemblé donc que cet objeſt ne peut pas être ſoumis à une regle générale, & que ce qui ſeroit un bien en certains cas, ſeroit un mal en d'autres cas.

CET inconveniēnt eſt vraisemblablement la cauſe qu'on a adopté dans tous les paſs où on a eu l'attention de favoriſer le commerce, un remède, qui ſemblé déroger au principe fondamental de tout jugement, ſavoir les ſen-tences proviſoires; c'eſt - à - dire ces décisions du juge, par lesquelles il ad-ju-ge *provisionnellement* au Négoçiant le payement qu'il exige, acceptant ſes livres de compte pour preuve ſuffiſante de ſa prétention, jusques à ce que le contraire ſoit prouvé: ces ſentences proviſoires que l'utilité publique a fait étendre aſſez généralement à toutes les affaires de commerce, dont on tient note régulièrem-ent, préviennent non - ſeulement bien des procès, mais elles empêchent que ſous de mauvais prétextes, on ne puifſe esquiver le payement ou le reculer. Ceux qui ſeroient tentés d'en uſer, apprêhendent d'être con-damnés par provision, & de ne faire des fraix qu'à pure perte.

L'UſAGE, reçu en Hollande, de procéder par voye d'arrêt en bien des occasions, eſt encore très-utile au commerce: on a pu remarquer, que les Rois de France ont accordé aux *Marchands de l'eau* la faculté d'arrêter leurs débiteurs (*). Mais les Hollandois jouiſſent d'un avantage plus important & qui leur fait grand honneur. Il n'en eſt pas en Hollande des Ju-geſ, comme de ceux dont Boileau parle, qui trouvant deux Voyageurs à jeun ſe diſputant une huitre, mangent l'huitre & renvoient les Plaideurs en leur donnant à chacun une écaille. Les Ju-geſ en Hollande, particulièrement ceux du Haut-Conſeil & de la Cour de Hollande, ſe font une loi de tenter non - ſeulement des voyes d'accommo-de-ment entre les parties; mais on peut obſerver enco-

re:

(*) Voyez ci - deſſus p. 8.

re à la gloire de ces deux Tribunaux, qu'on n'en connoit point ni en Allemagne, ni en France, ni partout ailleurs où les Judges prennent tant de peine à concilier les parties, à les accorder sur leurs différends; & que par là une infinité de procès sont terminés par l'intercession des Judges, soit avant que le procès ait commencé, soit durant le cours du procès.

ON doit observer encore, que les Négocians eux-mêmes sont ordinairement disposés à finir leurs démêlés soit par un arrangement, soit par un Compromis, de façon que les procès ne sont pas aussi nombreux en Hollande qu'on pourroit se l'imaginer en voyant la quantité d'affaires qui s'y font. On prétend qu'un des premiers Magistrats de la France se trouvant en Hollande, a témoigné sa surprise du peu de Personnes employées à finir les affaires du ressort de la Justice.

LE plus grand mal qui paroit affliger aujourd'hui le commerce de la Hollande, & qui achevera sa ruine d'autant plus certainement, qu'il gagne imperceptiblement, & qu'il produit une corruption contre laquelle tous les moyens deviendront inutiles, c'est le défaut de bonne foi.

EN parlant du commerce en Actions (Tom. I. p. 271. & suiv.) des emprunts qui ont été faits pour les Colons, & de l'abus qui en a été la suite (T. II. p. 147.) nous avons fait remarquer, que ces abus ont donné lieu à des faillites. Ces faillites ont été très-considerables, & malheureusement on a cru remarquer un manque de bonne foi dans la direction des emprunts pour les Colons & l'usage qui en avoit été fait. Tout le monde reconnoit que la bonne foi est l'ame du commerce; les Hollandais ont joui à cet égard d'une réputation qui encore aujourd'hui leur fait honneur. Mgr. le Prince Stadhoudier en a parlé dans le Mémoire que nous avons cité. Aussi le Gouvernement a-t-il toujours eu soin de la maintenir: mais aujourd'hui on se plaint qu'on se relâche sur ce sujet, & qu'on use d'une grande connivence dans les cas de faillites: que les Banqueroutes frauduleuses restent impunies; & que même les moyens qui devroient servir à rassurer les Crédanciers, ne servent qu'à enrichir quelques particuliers employés à redresser ces affaires; tandis qu'on fait languir les Crédanciers par des longueurs sans fin; & sous prétexte que tout n'est pas liquidé; qu'on les frustre même d'une partie de leurs créances, sans compter les frais énormes dont on charge ces liquidations. A en croire ce que nous lissons dans les *Mémoires de Jean de Wit*, il faut que déjà du tems de ce Premier-Ministre on se soit relâché sur l'ex-acte probité que demandent les affaires de commerce. Le Grand-Pensionai-

re en parle avec assez de force dans ces Mémoires. „ Pour soutenir (dit-il p. 77. & suiv.) „ la liberté du commerce, il est nécessaire que „ l'on exerce une bonne justice contre les violences publiques qui se com- „ mettent dans les pays, telles que sont les banqueroutes frauduleuses; „ puisque cela ne regarde pas seulement les Marchands ni les Manufactu- „ riers, mais tout un Etat général; & qu'il est impossible que la société „ humaine puisse subsister, si l'on n'y met ordre: une tromperie par où l'on „ peut s'approprier le bien d'autrui, est aussi criminelle qu'une violence ou „ un vol, principalement dans le commerce qui ne subsiste que sur la bonne „ foi, & doit périr avec elle. Il est étonnant que la Hollande ait encore „ pu conserver le commerce avec tous ces bénéfices de Droit Romain; & „ ne servant qu'à protéger les gens de mauvaise foi, pour les enrichir plu- „ tôt par la tromperie, que ceux qui cherchent les voyes honnêtes; je m'é- „ tonne que tous les fripons ne viennent s'établir en Hollande, pour y ap- „ prendre à voler publiquement, y pouvant prendre ce chemin en toute sui- „ reté, sans crainte de châtiment. Pour mettre ordre à de tels accidens, „ il me semble qu'on ne devroit point permettre à aucune personne de fai- „ re commerce, à moins qu'il ne se fit enrégistrer publiquement en cette „ qualité, dans le lieu de sa naissance & de sa demeure; & qu'il fut ordonné „ que les peres & meres, ou les plus proches parens, ne pourroient les „ deshériter, pour leur faire tomber leurs biens par une tierce personne, au „ préjudice de leurs Créditeurs; & qu'il ne feroit pas permis aux Marchands, „ particulièrement à un Banqueroutier, de refuser l'acceptation d'une suc- „ cession profitable: car tous ces tours ne se font que pour voler les Créditeurs: il lui devroit encore être défendu de dénaturer, ou de transporter quel- „ ques biens, à moins qu'il n'en reçût la valeur, & en cas qu'il vint à faillir, „ que toutes ses donations, & ce qu'il auroit donné à ses enfans, soit pour „ dot soit sous un autre titre, feroit employé au profit de ses Créditeurs.

„ Et comme il est permis aux Marchands de favoriser leurs femmes, par „ Contract de mariage, au desavantage des Créditeurs; l'on devroit aussi fai- „ re renoncer les femmes, en cas de séparation, à leur part du gain ou de „ la perte: car il n'est pas juste qu'une femme qui tire sa dot, au préjudice „ des Créditeurs, & qui ne porte point la perte, ait aucune part au gain.

„ Le registre d'un Marchand connu pour homme d'honneur, devroit „ être crû sur son ferment, & être de la même force qu'un écrit devant „ Notaire; & aucunes dettes ne devroient être préférées aux leurs, que les „ hypothéquaires, les droits du Souverain, les orphelins, loyers des mai- „ sons,

„ sons, & les Contrac̄ts de mariage; mais si l'on trouvoit qu'il eut falsifié „ son livre, ou juré faux, on devroit le punir, par corps, comme un „ faux monnoyeur, pour l'exemple.

„ Le commerce ne permettant pas d'autres preuves que les registres des „ Marchands, fortifiés & soutenus par leur serment; ainsi ce qui paroît „ leur être dû par leurs registres, devroit avoir une aussi prompte exécu- „ tion, que les déniers de l'Etat.

„ IL est encore nuisible qu'un marché soit tiré pour argent comptant, si „ les déniers ne sont pas comptés en livrant les marchandises, ou si les „ marchandises ne sont pas livrées en comptant les déniers: car quand le „ vendeur céde ainsi ses droits, en donnant crédit à l'acheteur, ou l'ache- „ teur en payant d'avance, il donne occasion aux mal-intentionnés à faire „ de grosses banqueroutes; & celui qui l'a causé par son imprudence, pour- „ suit son bien au préjudice des autres Cr̄anciers.

„ Au moins faudroit-il avoir dans chaque ville marchande, un Tribunal, „ pour juger entre l'acheteur & le vendeur, pour les expédier prompte- „ ment; & que les Judges n'étant uniquement employés que pour cela, ap- „ profondiroient mieux les règles du commerce, & donneroient des Sen- „ tences plus justes & plus salutaires; au lieu que les Marchands ne sont „ jamais jugés à présent sur la contestation des comptes, que par accord des „ parties; ce qui ne tourne la plûpart du tems, qu'à l'avantage du plus in- „ juste chicaneur.

„ ON ne devroit pas non plus accorder des bénéfices d'inventaire, lors- „ que les Cr̄anciers veulent se déclarer héritiers: car il est très-injuste que „ les Cr̄anciers qui doivent porter la perte, si le bien n'est pas suffisant pour „ les payer, ne profitent pas de l'avantage; & que les autres héritiers, au „ contraire, n'entrant aucunement dans la perte, emportent les profits de la „ succession.

„ ON ne devroit point encore accorder de lettres de surseance; car les Dé- „ biteurs courront plus de risque d'être trompés ou volés par les particuliers, „ entre les mains desquels ils auront confié leur bien, que par les plus vives „ poursuites de leurs Cr̄anciers en général; car il n'est pas naturel, ni de „ l'intérêt de ces Cr̄anciers, d'ôter le crédit à leurs Débiteurs, & de les „ accabler tout d'un coup, pour leur ôter entièrement les moyens de les fa- „ tisfaire.

„ Au contraire, on devroit contraindre le Débiteur, sur la moindre plainte d'un défaut de payement, de donner caution; faute de quoi, on devroit le mettre secrètement en prison, & faire ses livres; & s'il pouvoit prouver qu'il seroit en état de payer, il auroit facilement caution, sinon on découvriroit ses fourberies & ses effets détournés: & dans ce cas, on devroit, pour le punir, le faire avec tous ses enfans majeurs, afin de les faire travailler, pour gagner leur vie, dans des maisons destinées à cette fin, suivant les Loix du saint Prophète Moïse, & les Loix Romaines des douze Tables: même si leurs actions étoient accompagnées de trop de fourberies, on devroit les traiter comme des voleurs de grand chemin, suivant les Loix de Charles Quint, de l'an 1540., les pendre sans miséricorde, & ne pas leur permettre de revenir dans le pays, pour faire leur commerce sous des noms empruntés.

„ On devroit les traiter comme criminels de lèze-Majesté, ou trahison de l'Etat: & comme ces actions ne peuvent se commettre, sans que leurs Caissiers, ou ceux qui tiennent leurs registres, leurs valets ou leurs servantes, en ayant connoissance, il faudroit faire tous ses domestiques; & si l'on trouvoit qu'ils eussent été complices du vol, on devroit leur donner la question, & les punir suivant qu'ils se trouveroient coupables. L'on devroit encore faire publier, que tous ceux qui auroient quelques effets entre leurs mains, appartenans à ces Banqueroutiers, eussent à les annoncer, sous peine de punition corporelle, & leur accorder une amnistie, en confessant juste sur les choses où ils auroient prêté les mains.

„ On devroit encore citer ces Banqueroutiers au son des cloches, pour revenir dans un tel tems qui leur seroit donné, pendant lequel tems il leur seroit permis d'accorder avec leurs Créditeurs, pour faire finir leurs poursuites; & faute de comparaître au tems prescrit, on devroit les pendre en effigie, & déclarer tous leurs enfans infames.

„ Si ce malheur arrive à un honnête homme, par des banqueroutes considérables, ou des pertes sur mer, & qu'il soit hors d'état de payer ses Créditeurs, on le doit regarder avec des yeux de pitié; & ayant déclaré ingénument ses pertes, sans se dérober à la Justice, on devroit lui accorder la dixième partie de la somme avec laquelle il auroit commencé son commerce, sans que les Créditeurs le pussent jamais inquiéter, quand même il auroit donné de grands biens en mariage à ses enfans, qu'on regarderoit comme les fruits d'un gain honnête, qui pourroient leur servir de consolation dans leur désastre.

„ MAIS quoique toutes ces loix fussent faites à l'avantage du commerce, ainsi que je le viens de dire; & que les Colléges subalternes fussent bien choisis, cela seroit encore inutile, quand les affaires, par leur situation, demanderoient d'être décidées devant une plus haute Justice; notre haute Cour de Justice à la Haye ne consistant que dans douze Conseillers, qui ne peuvent donner leurs soins qu'à une Chambre, & ne peuvent par la grande quantité d'affaires, avoir les sens assez rassis pour comprendre toutes les causes; c'est pourquoi les procès restent un temps infini sans être jugés. Pour porter remède à cela, il seroit nécessaire d'augmenter les Conseillers en plus grand nombre; ce qui causeroit une plus prompte expédition parmi les Marchands, & mettroit la crainte dans toutes sortes de personnes mal-intentionnées, & propres à fusciter des séditions, & d'autres mauvaises affaires dans la patrie. Si une Cour sévère avoit toujours l'œil sur eux, elle réformeroit tous les abus qui se commettent par une trop foible justice".

A la lecture de ce passage on ne taxera pas certainement Mr. *de Wit* d'avoir eu les sentimens trop modérés: on pourroit plutôt s'étonner d'en rencontrer de si sévères dans un Hollandois, ami de la liberté. Ceux que Mr. *van den Heuvel* fait paroître p. 110 & suiv. de son Mémoire, sont & plus doux & plus dignes de l'homme qui réfléchit, & qui n'est pas emporté par ses passions. „ D'ailleurs, (c'est ainsi qu'il parle) si l'on veut, que notre crédit chancelant se rétablisse chez l'Etranger, il faudroit, je pense, que, suivant les circonstances des cas, l'on punît d'infamie & de bannissement quiconque seroit convaincu de s'être rendu coupable de la moindre infidélité dans l'exécution de quelque commission. Et en second lieu, pour s'opposer de fait & avec succès aux nombreuses Banqueroutes, il n'y a qu'une réflexion à faire; c'est que si dans un Etat commerçant un infortuné, réduit à l'impuissance de faire honneur à ses affaires, par des pertes qu'il souffre sans qu'il y ait de sa faute, méritât d'être plaint & secouru; il faut que d'un autre côté l'on sévisse avec toute la rigueur des Loix contre celui qui, foulant aux pieds & probité & bonne foi, dépense un bien qui ne lui appartient pas; ou qui, après une déclaration faîte suivie d'un prétendu accommodement, dérobe réellement le bien de ses Créditeurs, qui, au moyen des larcins qu'il leur a fait, le voyent ensuite insulter à leur confiance par un train plus somptueux qu'auparavant.

„ Dès que l'on aura posé ces fondemens, que l'on ne peut nier tendre à l'avantage du commerce en général, il ne reste plus qu'une difficulté. C'est de pouvoir distinguer le Débiteur frauduleux & de mauvaise foi, du Débiteur réellement malheureux.

„ **AUTANT** que je m'y connois, il me semble que ce moyen pourroit se trouver dans le Droit Romain, que nous avons corrigé à cet égard, mais dont aussi nous avons trop négligé l'usage. Que quiconque se déclare insolvable soit obligé, sans exception de personne, d'avoir recours à l'unique moyen que ce Droit autorise; de donner la déclaration de ses facultés, c'est-à-dire au bénéfice de Cession. En ce cas il faut qu'il se rende dans les prisons civiles, & qu'il y représente sous serment l'inventaire de tous ses biens; les Créditeurs ont alors le tems de l'examiner. Si ces Créditeurs ne peuvent trouver ni mauvaise foi, ni mauvaises pratiques, le Débiteur, comme malheureux, a droit à toutes les faveurs qui lui sont accordées par ce bénéfice; autrement il est sujet aux châtiments statués contre les trompeurs & les dissipateurs.

„ **CEPENDANT** pour favoriser encore plus un Débiteur malheureux à qui l'on ne peut reprocher d'avoir frauduleusement causé ses pertes, l'on pourroit d'abord l'affranchir d'une foule de formalités onéreuses, auxquelles il se trouve assujetti suivant le Droit, lorsqu'on lui remet à l'audience les lettres de cession; on pourroit lui permettre d'agir en cette occasion par Procureur, comme il est d'usage en d'autres procédures. Au lieu de l'obliger à se rendre dans les prisons civiles, on pourroit lui donner sa maison pour prison, en usant de toutes les précautions nécessaires pour empêcher qu'il n'échappât. D'ailleurs, dès que les Créditeurs ne pourroient trouver aucun motif de s'opposer au bénéfice de cession, l'on pourroit tâcher de toutes les manières, de les engager à un accommodement honnête, & pour cet effet ordonner le consentement de la manière qu'il se pratique aujourd'hui. Et au cas que ces Créditeurs pussent être assez impitoyables pour se refuser à un accord raisonnable avec leur Débiteur, l'on pourroit par une nouvelle loi augmenter considérablement l'avantage que ce bénéfice donne à un Débiteur, & le mettre par là en état, avec la bénédiction du ciel, de réparer les dommages qu'il auroit soufferts.

„ **IL** y auroit aussi un moyen d'ôter aux Créditeurs tout prétexte tiré d'un commerce hazardé; c'est que, pour favoriser le commerce, il faudroit statuer que l'on tiendroit pour Débiteurs malheureux, ayant droit à ce bénéfice, tous ceux qui pourroient prouver qu'au moment de l'achat ou de la convention, d'où procéde la dette, ils avoient en valeur réelle autant que ce à quoi se monte la dette contractée par cette convention ou cet achat. De cette manière l'on n'interdit pas à quelqu'un, qui même ne possède pas un sou, de faire de bonne foi des achats considérables,

„ puisqu'alors il obtient ces marchandises en propriété; ainsi l'on n'interdit „ par là le commerce qu'à ceux qui au tems de l'achat sont chargés de plus „ de dettes qu'ils n'ont de bien, & qui ont la mauvaise foi de ne pas le dé- „ clarer.

„ LE bénéfice de Cession étant ainsi remis en usage, & rendu aussi avan- „ tageux qu'il se puise en faveur d'un Débiteur malheureux, il faudroit sur- „ tout statuer irrévocablement, que tous ceux qui n'imploreroient pas ce bé- „ néfice, seroient supposés se juger eux-mêmes coupables de mauvaise foi & „ de dissipation, & conséquemment sujets à la sévérité des anciennes loix „ contre les Banqueroutiers; loix suivant lesquelles il faudroit que les Offi- „ ciers publics demandassent la punition des coupables, sans acception de „ personne.

„ L'UNIQUE raison qui pourroit faire craindre aux Négocians que leurs „ Débiteurs ne se soucieront guères de prendre cette voye, c'est la lenteur „ & les délais qui rendent dans nos Provinces les procédures bien plus lon- „ gues & plus coûteuses qu'auparavant. Mais si parmi les causes de l'état „ florissant du commerce en général, nous avons compté plus haut la certi- „ tude d'obtenir, en cas de dispute, une justice prompte & peu couteuse, „ il n'y a personne qui n'avoue avec moi, que l'on ne peut user de trop de „ précautions pour retenir les Procureurs dans leur devoir, & empêcher „ ces condescendances mutuelles à accorder des délais au grand desavantage „ de leurs commettans, liberté que ces Messieurs, qui par là prolongent „ les procédures bien plus qu'ils ne les abrégent, s'arrogent si communément „ aujourd'hui.”

Nous ne nous arrêterons pas à relever les méprises & les réflexions peu judicieuses que l'on trouve dans le passage que nous venons de rapporter des Mémoires publiés comme un ouvrage du Grand-Pensionnaire de Wit, & dont l'Original a été imprimé plus d'une fois sous le titre de *Aanwyzing der heilsaame politike Gronden en Maximen van de Republike van Holland en Westfriesland*: nous observerons seulement, que la législation Hollandoise pa- roit avoir assez pourvu aux actes de mauvaise foi, dans les faillites, & qu'il s'agit plus de l'exécution des loix, que des loix-mêmes. On a fait à Amsterdam une nouvelle Ordonnance, sur la manière de régler les affaires d'un failli, & la conduite à tenir à son égard. Etoit-elle nécessaire? Vaut-elle mieux que celle qui subsistoit depuis longtems? Ne s'en écarte-t-on pas déjà, malgré le peu de tems qui s'est écoulé depuis qu'elle a été arrêtée?

A quoi peuvent aboutir de nouvelles loix, si elles ne sont pas respectées, si on manque de vigueur dans l'exécution, si on ferme les yeux sur les abus?

CE n'est pas à la Législation à laquelle il faut s'en prendre; c'est le relâchement des mœurs, qui est cause, qu'on ne tient pas la main à l'exécution des Loix. „ On punit si légèrement les Banqueroutes frauduleuses (dit Mr. BORNIER dans son commentaire sur les *Ordonnances de Louis XIV.*) que l'indulgence dont on use, est cause qu'elles sont si fréquentes, & que le commerce diminue tous les jours, si bien qu'il seroit nécessaire de pratiquer les remèdes que les Loix & les Ordonnances proposent aux Judges pour en arrêter le cours, *Multis graffantibus opus est exemplo. l. aut facta in fin. D. de pæn.*”

Le reproche que l'on peut faire aux Hollandois au sujet des Banqueroutes, ne se borneroit pas à dire qu'on les punit trop légèrement: car à en juger par le passage que nous venons de rapporter du Mémoire de M R. VAN DEN HEUVEL, l'on diroit qu'on ne les punit pas du tout. Les Banqueroutiers repaissent dans la société, non pas avec le bonnet vert, auquel *la Fontaine* fait allusion dans une de ses Fables; ni avec la marque qu'en Hollande même les Faillis devoient porter à leur bonnet ou chapeau; mais avec tout le faste d'un homme qui par son industrie & ses talens a le droit d'aspirer à des considérations & à des honneurs. On ne fait plus aucune distinction dans les alliances de quelle manière les fortunes sont acquises. On pourroit même en quelque façon accuser les Hollandois de favoriser les Banqueroutes, si l'on peut nommer *favoriser* une indulgence qui facilite aux Banqueroutiers toutes les voies illicites, mises en pratique pour frustrer les Crédanciers de leurs créances, pour en rendre le recouvrement difficile, pour terrasser les Crédanciers par des longueurs, enfin pour les contraindre par là à souscrire à un accommodement, sans qu'on puisse faire un état des fonds de celui qui manque, ni examiner la solidité des Crédances.

A l'Article III. de l'Ordonnance de Louis XIV. sur les Faillites & les Banqueroutes, & par lequel il est statué „ que les Négocians, Marchands, & Banquiers, feront encore tenus de représenter tous leurs livres & registres cottés & paraphés &c.” Mr. BORNIER observe, qu'il faut qu'ils „ représentent leurs livres de raison en bonne forme, & qu'ils aient du rapport l'un à l'autre, car la plupart des trompeurs disent n'avoir tenu aucun livre, mais seulement quelque mémoire, & s'ils en ont tenu, ils cachent & emporent le plus important, ou s'ils le laissent, tout y est si brouillé & dans

„ une si grande confusion, qu'on n'y peut connoître rien de certain. So-
 „ lent rationes suas tam in codicibus quam adversariis conturbare & intricare in
 „ neminem creditorum, & inde dolus malus præsumitur. I. quidam ff. de in rem
 „ vers. ”

L'ARTICLE XI. de la même Ordonnance porte „ *Les Négocians & les Marchands tant en gros qu'en détail, & les Banquiers qui lors de leur faillite ne représenteront pas leurs Régistres & Journeaux, signés & paraphés, comme nous avons ordonné ci-dessus, pourront être réputés Banqueroutiers frauduleux:* ” & Mr. BORNIER y fait l'observation suivante: „ cet Article est d'une très-grande importance, parce que c'est un des moyens les plus puissans pour empêcher le dol & la fraude que ceux qui s'absentoient & qui faillirent, avoient accoutumé de pratiquer. — Or il est constant qu'il n'est point de plus grande présomption de fraude à un Négociant qui s'est absenté & qui a fait faillite, que de soustraire & cacher ses livres & régistres à ses Crédanciers, & leur en refuser la représentation. Cet abus venoit de ce qu'avant cette Ordonnance, il n'y en avoit point qui les y obligeât, ni qui ordonnât des peines faute de les représenter. ” Ne pourroit-on pas désirer pour le bien du commerce de la Hollande, qu'il y eut une loi qui infligeât des peines contre les faillis dont les Livres de compte seroient trouvés mal arrangés; ou qui auroient manqué d'en tenir en règle; ou qui au tems de leur faillite y seroient des altérations; ou qui manqueroient de les représenter: ou bien que tout Négociant, Marchand, ou Banquier, qui viendroient à faillir, & qui ne représenteroient pas des Livres de compte tenus en règle jusques au moment de la faillite, seroient tenus pour Banqueroutiers frauduleux & traités comme tels. Car s'il en faut croire ce qui se dit généralement des Banqueroutes ou des faillites, qui depuis peu d'années se sont succédées si rapidement en Hollande, la remarque de Mr. BORNIER ne s'y vérifie que trop.

ON pourroit encore s'étonner que dans un pays dans lequelle le Droit Romain a acquis une autorité qui aproche d'une Législation spéciale & positive, on s'en écarte cependant pour les cas des faillites. Les réflexions de Mr. VAN DEN HEUVEL à ce sujet sont très-judicieuses. Le Droit Romain d'ailleurs contient de très-belles dispositions relatives aux Débiteurs de mauvaise foi, & à ceux qui aident ou favorisent les Banqueroutes, mais, nous l'avons déjà remarqué, ce n'est pas tant la Loi qui manque, que l'exécution de la Loi. Les Ordonnances particulières des différentes villes, bien observées, & exécutées sans indulgence, suffiroient à réprimer un mal qui de jour en jour mine

mine de plus en plus le commerce, parce qu'on n'ose plus se fier à un Négociant. C'est là la grande extrémité à laquelle les affaires sont tombées. Le Grand-Pensionnaire de *Wit* observe, que les Négocians en Hollande peuvent se procurer des fonds à crédit à 3 pour cent. Il y a un siècle de ce tems-là à celui dans lequel nous vivons; & l'intérêt de l'argent étoit alors beaucoup plus haut qu'aujourd'hui: néanmoins actuellement à peine le Négociant Hollandois pourroit-il trouver de l'argent à 4 pour cent, en donnant même des sûretés, à moins que ce ne soyent des obligations à la charge de l'Etat; des hypothèques &c. Tant que l'on ne trouvera pas moyen de faire respecter la bonne foi, on ne pourra pas se flater de voir de la confiance dans les affaires de commerce: & aussi longtems que la confiance y manquera, ou qu'elle n'y sera que très-foible, le commerce ne pourra que déchoir de plus en plus, quelques moyens d'encouragement que l'on puisse employer d'ailleurs.

UN abus de la Loi sur le papier timbré, ou si l'on veut, une interprétation adoptée de cette Loi, contribue encore à diminuer la confiance que le commerce demande, & sans laquelle il ne peut se soutenir. Cette Loi (Gr. Pl. B. Vol. 3. p. 1005. & suiv.) porte qu'aucune Obligation aura droit de préférence, à moins que le 40^e. denier n'en aura été payé: de là on a inféré, que toute obligation, dont le 40^e. denier aura été payé, a droit de préférence aux Créditeurs ordinaires. Voyons l'effet que cela produit dans le commerce. Un Marchand se trouve dans l'embarras: il a fait des pertes, il court risque d'en faire encore: ignorant son état, je lui vends pour dix mille florins de marchandises: trois mois après il manque: à la première conférence des Créditeurs, il fait voir des obligations dont les 40^e. & 80^e. deniers ont été payés; & qui absorbent tellement son état, qu'il ne reste rien pour ceux avec lesquels il a été lié de correspondance, qui lui ont fait des livraisons, ou qui d'ailleurs ont travaillé pour lui. Nous supposons dans ce cas-ci, que les dettes portées par les obligations qu'un Failli représentera, soient réelles; qu'effectivement il ait été assisté de quelques amis, qui ont cru trouver une sûreté suffisante dans la préférence que leur assuroit le paiement du quarantième denier: mais à combien d'actes de mauvaise foi, ces sortes d'obligations ne peuvent-elles pas donner lieu? & quel est le Marchand, le Négociant, ou le Banquier qui doresnavant osera risquer son bien entre les mains de quelqu'un qui par des opérations secrètes a la facilité de le frustrer de toute sa créance? Est-ce par des moyens si susceptibles d'être mal employés qu'on doit remplir le trésor de l'Etat? Peut-on s'imaginer que le Souverain ait jamais voulu exposer le commerce au danger, auquel ce petit accroissement du revenu de l'Etat pouvoit l'exposer: & ne seroit-on pas

autorisé à souhaiter pour le bien du commerce, qu'il fut donné une interprétation de la Loi, qui supprimât, du moins pour la suite, l'avantage qu'on prétend donner par là à ces obligations: avantage dont elles devroient d'autant moins jouir, qu'il est impossible que l'on en ait connoissance, ou que l'on en soit informé.

Les réflexions que nous venons de faire sur le payement du quarantième denier pour s'assurer la préférence dans un concours de Créditeurs, nous en rappellent une, que nous avons déjà faite, & qui porte sur la nécessité de payer un impôt des biens immeubles qui se vendent, ou qu'on charge d'une hypothéque. S'il étoit possible à un Souverain de prévoir tous les inconveniens lorsqu'il se détermine pour la levée de quelque impôt, il y ajouteroit souvent des modifications & des exemptions pour les prévenir d'avance. L'intérêt du commerce exige, que tout ce qui entre comme objet de commerce dans le cours général du Négoce, puisse passer d'un propriétaire à l'autre par la voie la moins couteuse. Or, s'il nous est permis d'en faire la remarque, on pêche contre ce principe de mille manières, tant en Hollande que dans les Colonies. On n'y voit rien qui indique cette grande attention d'économie qu'on attribue aux Hollandois & avec raison: il n'est pas besoin d'insister sur le tort qui en revient à la Navigation. Un chacun doit sentir que les Navires & les portions de Navires faisant des objets de vente & d'achats qui se renouvellent sans cesse, la cherté des Navires doit augmenter à proportion des frais qu'exige l'acquisition. Si les Finances de l'Etat pouvoient le permettre, ce seroit un des premiers encouragemens à donner au commerce, aux fabriques, & à la navigation, de supprimer ou de modifier cet impôt, ou d'en exempter les objets de commerce, & ceux qui servent aux Fabriques.

Nous avons observé ci-dessus p. 28. que la levée du dixième denier sur la vente des effets mobiliers, contribua plus que tout autre impôt à la ruine du commerce d'Espagne; & que la levée du vingtième denier proposée par le Duc d'Albe sur les immeubles, auroit immanquablement détruit le commerce de la Hollande. Parlons d'un autre fléau.

De tous tems les Gouvernemens ont été attentifs à refréner la cupidité & les mauvaises pratiques des usuriers; & de tous tems cette classe d'hommes, qui guêtent les occasions de s'enrichir aux dépens des mineurs, & de ceux, qui dérangent leurs affaires, ont-ils trouvé des expédients pour éluder les Loix. Les maux que ces hommes causent à la Société sont infinis: nous en

en avons parlé ci-dessus p. 165. & suiv. Il en est un cependant, qui demande une réflexion particulière: c'est l'abus qu'on fait du titre ou de la profession de Marchand. Il est essentiel à une République commerçante, que le commerce y soit à tous égards libre: mais cette liberté exige-t-elle qu'on y souffre des actes, qui n'ont que le nom spacieux d'achats & de ventes, de lettres de change, & d'autres opérations de commerce, & qui dans le fonds ne sont que des fourberies? Nous avons déjà fait mention de cet abus, & nous devons ici y revenir.

Le commerce doit être libre; soit: mais cela emporte-t-il que sous prétexte de faire le commerce on puisse employer son industrie à chercher des profits & des gains dans des objets illicites, qui n'ont rien de commun avec le commerce que le nom qu'on leur donne? Qu'on fasse un moment attention aux suites que cette licence doit avoir: l'on verra qu'insensiblement le commerce doit se reduire à une habitude de tourner l'industrie sur les objets qui présentent le plus à gagner, n'importe par quel moyen: que par cela même il doit à la fin aboutir à l'art pernicieux de surprendre & de tromper. Combien de Négocians n'a-t-on pas vu se livrer au jeu des Actions? Ce jeu, qui déshonore la profession de Négociant, & qui ne déshonore pas moins ceux qui y prennent part, combien ne détourne-t-il pas l'industrie des hommes des objets d'un commerce réel? La Société est intéressée qu'on lui facilite l'acquisition des besoins ou des commodités de la vie: mais l'est-elle, que l'un s'enrichisse & que l'autre s'appauvrisse sans aucune circulation de travaux & de marchandises? Nous n'insisterons pas sur la bassesse & la lâcheté qu'il y a à jouir de la fortune d'autrui sans lui avoir donné un équivalent, & uniquement parce qu'on a été plus heureux que lui dans les conjectures: mais pourra-t-on nous blamer de souhaiter pour le bien du commerce, qu'on pût trouver un moyen de réprimer cette licence; & toutes ces opérations d'un préteudu commerce, qui ne donne aucune occupation au peuple, & qui ne contribue pas plus au trésor de l'Etat, que ces amusemens illicites, qui ont si souvent attiré l'animadversion des Gouvernemens (a)? Les Loix ont pourvu à l'état de foiblesse des mineurs; à celui des prodiges: ne pourroient-elles pas pourvoir de la même façon à l'abus du commerce & des amusemens? Seroit-il ridicule de considérer comme infirmes d'esprit ou attaqués plus ou moins du cerveau ceux qui risquent les moyens de leur subsistance, de celle de leur femme &

(a) Voyez le Mémoire de Mr. VAN DEN HEUVEL p. 105 & 106.
Tome II.

& de leurs enfans à un jet de dez, ou à une levée de cartes? ou qui font dépendre leur état & celui de leur famille des événemens incertains qui peuvent arriver dans l'univers? Seroit-ce une Loi ridicule qui assimileroit ces personnes aux Prodigues & Dissipateurs, & qui donneroit à leur égard le même droit de curatele que l'on accorde par rapport aux Prodigues? Cette disposition feroit peut-être plus d'effet que toutes les loix émanées contre les jeux de hazard; celles-ci perdent leur force par l'impossibilité de pouvoir les mettre en exécution: outre que les joueurs ont la manie de croire, qu'il n'y a aucun deshonneur à reduire une femme & des enfans à la misère, & qu'il y en a un très-grand à ne pas acquiter une dette de jeu: preuve assurément que les Joueurs n'ont pas le sens entièrement pur & bien constitué. Il faut certainement, pour raisonner de la sorte, être plus ou moins malade d'esprit: & les Loix civiles ne guérissont jamais ces sortes de maladies. Mais encore, ne pourroient-elles pas pourvoir à cet abus du Commerce, sur lequel la législation françoise a de très bonnes Ordonnances, qu'on trouve dans la compilation de Thevenau Lib. 1^v. Tit. 27.

Nous avons remarqué ci-dessus que les Colporteurs, les Portebales & Brocanteurs font un fléau pour le commerce & particulièrement pour les manufactures: on ne doute point qu'il n'y ait des loix qui les proscrive, & cependant l'on se plaint que la Hollande en est inondée, surtout en Eté qu'on les voit courir les Campagnes. On prétend qu'on les tolère sous certaines redevances, c'est-à-dire qu'ils obtiennent une dispense de la loi, moyennant une gratification qu'ils payent au Baillif ou à l'Officier du Lieu. Ces dispenses ne feroient pas mal comparées à celles du St. Siège pour les pêchés futurs. On ne peut guères concevoir d'abus plus grand, que celui d'employer l'office dont on est revêtu pour faire exécuter les loix, à en dispenser ceux que l'on veut favoriser, & à faire pour ainsi dire un trafic de la disposition des loix. Le Grand-Pensionnaire de Wit a eu peut-être aussi en vue ces sortes d'abus lorsqu'il se plaint de celui que les Baillifs font du pouvoir, dont il dit qu'ils sont revêtus. Peut-être aussi ne font-ce que des préjugés du Peuple, toujours porté à supposer de mauvaises pratiques: quoiqu'il en soit, s'il est vrai que cet abus a lieu, il feroit à souhaiter pour le bien du commerce, qu'on eut soin de le réformer (b). On paroit y être plus attentif à Amsterdam que partout ailleurs. En effet on ne doit pas se laisser détourner de l'exécution des

(b) Mons. VAN DEN HEUVEL voudroit même qu'on étendit la réforme beaucoup plus loin. Voyez son Mémoire p. 70.

des Loix par une fausse idée de liberté. Le premier caractère de la liberté civile est, que chacun soit dans son état à l'abri de toute lésion; or dès qu'il y a des Loix, qui fixent l'état & les droits du commerçant, & qui les ont soumis à de certains devoirs, la liberté de leur état est lésée si on souffre que d'autres, qui n'ont pas rempli les mêmes devoirs, ni acquis les mêmes titres, les traversent dans leur profession.

OUTRE les moyens qui peuvent tendre à relever le commerce, les manufactures, & la navigation en Hollande, dont nous avons parlé jusques à présent, Mr. VAN DEN HEUVEL en propose plusieurs autres; tels sont, d'approprier les dunes de Hollande à la pature des brebis (*c*); d'encourager la pêche en l'exemptant de tout impôt, & en faisant participer l'Etat aux pertes que souffre souvent la pêche de la Baleine (*d*); d'avoir soin que le Poisson salé, qui se consomme dans les Colonies, soit pris de la Hollande; de former des Sociétés de commerce, qui, sous l'administration d'un ou de deux Directeurs, établiroient des fabriques dans des endroits où il manque (*e*); de diminuer le nombre de Peruquiers, de Marchandes de mèdes, de Vendeurs d'eau-forte &c. & d'obliger en particulier les Juifs à lever des fabriques de tapis, de porcelaines, de miroirs, & d'autres manufactures qui jusques à présent n'ont pas été entreprises en Hollande, & auxquelles ils devroient employer ceux de leur religion, qui aujourd'hui courent les rues & font un trafic plus nuisible que nécessaire de différentes marchandises & particulièrement de billets de lotterie (*f*); d'observer dans l'établissement des fabriques, qu'on choisisse pour celles dont la main-d'œuvre est la plus chère, les endroits où les richesses abondent le plus; & pour celles dont la main-d'œuvre est à meilleur marché des endroits moins riches (*g*); de donner occasion à la jeunesse de s'instruire dans la Politique, en fondant pour cet effet des chaires de Professeurs dans les Universités (*h*); de profiter des Fondations de la Dame de *Rhynswoude* pour y former des Dessinateurs & d'autres Artistes, qui manquent aux Fabriques; & de prohiber la sortie du pays à ceux qui y auroient été élevés, sous peine d'un bannissement perpétuel (*i*); d'encourager les Etrangers à venir s'établir en Hollande, en leur accordant le droit de bourgeoisie sans fraix, & des douceurs pour leurs premiers besoins (*k*); d'obliger les Lombards à avancer de l'argent aux Fabriquans à 3. ou tout au plus à $3\frac{1}{2}$ pour cent sur un dépôt en manufactures

(*c*) L. c. p. 52. (*d*) L. c. p. 53. (*e*) L. c. p. 67. (*f*) L. c. p. 70 & 71.

(*g*) L. c. p. 71. (*h*) L. c. p. 73. (*i*) L. c. p. 74. (*k*) L. c. p. 76.

res (l); d'empêcher que les Marchands ne fassent la loi aux Fabriquans & ne les tiennent sous leur joug (m); de déterminer le nombre des métiers, que celui qui voudroit s'établir Fabriquant devroit éléver (n); de former entre les principaux Marchands un engagement à ne prendre aucun intérêt dans les sociétés étrangères, à ne faire aucun payement pour compte étranger, à ne faire aucunes avances aux Colonies étrangères (o); de réprimer l'influence que les Courtiers ont sur le commerce, & d'en laisser la profession libre à chacun, moyennant qu'il leur fût défendu de faire le commerce; du moins celui des marchandises dont ils se constitueroient Courtiers; de faire un Traité avec les Chevaliers de Malthe, par lequel ils s'engageroient de faire convoyer les Navires Hollandois dans la Méditerranée, au premier bruit d'une rupture avec l'une ou l'autre des Puissances Barbaresques; & d'entretenir pour le même effet, une Flotte dans la Méditerranée (p); de recommander aux Ambassadeurs Hollandois de prendre à leur service d'habiles Sécrétaires nés *hollandois*, qui à cette fin pourroient être élevés aux Universités du Pays (q); d'établir des Consuls, & des Facteurs dans les différentes places maritimes, qui soyent Hollandois de naissance, & non des étrangers (r); d'empêcher que des Etrangers ne navigent sous pavillon hollandois, & fassent le commerce sous le nom emprunté d'un Hollandois (s); de former une bourse pour l'entretien des gens de mer, chargés d'âge ou d'ailleurs, invalides (t); de faire instruire quelques jeunes gens élevés dans la fondation de la Dame de Rhynswoude, dans l'astronomie & la navigation, pour s'en servir ensuite sur des vaisseaux à instruire les cadets de Marine & à faire de nouvelles découvertes (u); d'établir des Sociétés pour l'encouragement du Commerce, de la Navigation, & des Fabriques, comme on en voit en Angleterre & ailleurs, qui ont eu du succès, &c. (v).

EN général on peut dire de tous ces différents moyens, dans lesquels on découvre des vues très-utiles & un zèle vraiment patriotique, qu'il seroit à souhaiter de les voir mis en usage: mais peut-on bien s'en flatter, aussi longtems que les premières sources du commerce resteront embarrassées? & ne peut-on pas raisonnablement s'attendre que l'industrie des Hollandois reprendra sa supériorité, dès qu'elle pourra agir avec un égal avantage, ou de pair avec les Nations étrangères? Si la main-d'œuvre, ou si les premières matières,

ou

(l) L. c. (m) L. c. p. 77. (n) L. c. (o) L. c. p. 105.
 (p) L. c. p. 116. (q) L. c. p. 122. (r) L. c. p. 123 & 124. (s) L. c. p. 124.
 (t) L. c. p. 126. (u) L. c. p. 130. (v) L. c. p. 152. & suiv.

ou si les premiers besoins de la vie, empêchent les Hollandois de soutenir la concurrence des Nations rivales, à quoi serviront les artistes élevés dans une fondation? A quoi serviront tous les travaux de la Société Patriotique? Les Tromps & les de Ruiters se sont formés dans le cours ordinaire de la Navigation; & la Hollande a surpassé toutes les autres Nations dans le commerce avec les seuls avantages du local, de l'industrie, de l'économie, de la liberté, & de la bonne-foi. Pourroit-on douter que ces sources rappelées à leur première pureté, ne produisissent le même bien si on leur laissoit un libre cours? & peut-on croire que sans elles l'on obtienne des effets qui ne sont propres qu'à elles? Il ne faut que jeter un coup d'œil sur les voyes que les Villes de la Hollande & surtout celle d'Amsterdam a employées pour le bien du commerce, pour y démêler les véritables moyens qui peuvent servir à l'élever, & à l'encourager:

ON la voit cette Ville toujours attentive à se procurer des exemptions de droits de péage, de douane & d'autres impôts, & à se faire accorder des libertés de commerce tant dans le pays que dans l'Etranger, & par ce seul moyen prendre une supériorité décidée sur les villes Asiatiques (v). On la voit faire des Traités avec des Puissances, les assister efficacement de troupes & de vaisseaux (w); veiller à la sûreté de la navigation dans ses ports, & enterrer un avantage pour ses finances (x); obtenir de la ville d'Anvers pour les citoyens (en 1393.) la liberté d'y vendre des marchandises, sans être sujets à aucun arrêt (y); faire des avances & accorder (en 1614.) d'autres douceurs à des Tisserans d'Aix, qui offroient de venir s'y établir (z); former une commission pour juger & décider les différends sur les affaires de commerce, & de navigation; établir une chambre d'Assurance; pourvoir par de bons règlements à tout ce qui intéresse le commerce, & donner une attention particulière à tout ce qui peut faciliter ses opérations; honorer le commerce, en accordant des distinctions à ceux des Marchands, chargés de quelque inspection (a); enfin les Coutumes d'Amsterdam contiennent une infinité de dispositions & d'ordonnances (b), telles que sont, celle du Lombard, celle pour la teinture des soies, pour les Courtiers, pour les Employés au poids, qui portent les marques d'une Législation très-éclairée. Le soin que le Magistrat a eu d'obtenir des Etats, que les fonds de la Banque ne seroient pas sujets à arrêt, en est encore une preuve: cette faveur est pour

(v) Voyez Tom. I. p. 21. & suiv. 293. & suiv. (w) Ibid. p. 292.

(x) Ibid. p. 293. (y) Ibid. (z) Ibid. p. 369. (a) Ibid.

(b) Voyez, les Privileges & Coutumes d'Amsterdam.

pour ces fonds un privilége important, qui déroge à un droit général de la Province, & qui donne à la ville d'Amsterdam un avantage particulier sur toutes les villes. A la vérité on accuse la Ville d'Amsterdam d'avoir souvent employé des voies peu équitables pour obtenir des avantages au détriment des autres villes de la Hollande; mais cela ne diminue pas le mérite de celles qui n'ont eu rien d'illégitime.

MR. VAN DEN HEUVEL voudroit en particulier, qu'on pût obtenir de la France la suppression des cinquante sous par tonneau; on fait les peines qui ont été prises pour l'obtenir dans les différentes Négociations avec la France. En général on peut faire, sur les avantages à obtenir des Nations étrangères, la réflexion faite par Madame la Princesse Gouvernante & le Conseil-d'Etat (c); savoir, qu'on ne peut guères attendre, que les Nations étrangères nous accordent des faveurs, si de notre côté nous n'avons rien à leur offrir: la ville d'Amsterdam a obtenu les avantages de commerce de la Suède, du Danemark, *pour les services rendus à ces Puissances*: c'est là l'expression dont elles ont usé dans leurs diplomes, chartes, ou traités.

IL paroît donc que pour relever le commerce, il ne faudroit pas tant chercher de nouveaux moyens d'encouragemens, que remettre en train & en vigueur ceux qui ont été employés ci-devant; ou du moins commencer par là, & reformer les abus qui s'y sont introduits, soit par rapport aux affaires mêmes, que par rapport à l'exécution des Loix & des Ordonnances. Le Commerce de la Hollande ne demande pas tant à être encouragé qu'à être débarrassé des entraves qui le gênent & des droits qui l'accablent. En général on doit observer que les moyens de contrainte repugnent à l'esprit de commerce. Il ne faut pas contraindre, il faut animer au commerce. Posez ce principe, tout se reduira à l'art de faire jouir le Commerçant de son état, c'est-à-dire de lui présenter tout ce qu'il faut pour faire le commerce d'une façon qu'il en puisse faire usage à son avantage. Le Hollandois est naturellement porté au commerce: il y est même entraîné: il a naturellement une passion pour le Négoce, comme un joueur en a pour le jeu: c'est un penchant honnête, qui est la source de l'aisance publique, & qu'une sage politique tourne au profit de l'Etat, dont elle cherche à prévenir l'affoiblissement, & qu'elle fait inciter. Ce penchant ou cette passion est le principal motif, qui porte des personnes riches, & en état de vivre de leurs revenus,

(c) Voyez ci-dessus p. 196. 206. & suiv.

nus, à se mettre dans le commerce, & à y risquer plus ou moins leur fortune. L'attrait du gain les y tiendra tant qu'ils ne seront pas rebutés par des mépris, par de mauvais traitemens, par des obstacles, des entraves, des difficultés, & des charges qui leur feront perdre une jouissance à laquelle leur travail leur donne droit d'aspirer: les Enfans naturellement portés à l'imitation & à prendre gout pour tout ce qu'ils voyent être en vogue, entendant dès leur bas âge parler journellement avec un certain plaisir des gains qu'on fait dans le commerce, aspireront au moment de pouvoir jouir de ce plaisir: les jeunes gens passeront aux comptoirs leurs années d'apprentissage avec docilité, se livreront au travail dans l'espérance qu'ils pourront à leur tour se mettre dans un état aisé: insensiblement ils prendront le gout du travail; & parvenus à l'âge qui les met en état de faire leurs propres affaires, le travail fera le plus grand agrément de leur vie.

Nous avons mis au rang des causes qui font décheoir le commerce, le relâchement dans l'éducation, & la fausse vanité qui en est une suite. Si la bonne-foi fait l'ame du commerce, on comprend assez que le commerce ne se soutiendra pas là où les mœurs sont dépravées; mais comment ramener une nation aux bonnes mœurs? Parmi tous les moyens, indiqués par les Moralistes, nous n'en connaissons qu'un seul, propre à être employé avec fruit, & que nous trouvons en quelque façon indiqué dans une Pièce Académique de Mr. PESTEL, actuellement Professeur de Droit Public à Leyde; c'est le discours prononcé par ce Savant à la réception des Docteurs en Droit, le jour du Jubilé en 1774.; il y dit: „ Prêt à parler pour la cause des Muses, je me sens pressé par la crainte de m'étendre trop, vu les solennités présentes, & d'en dire trop peu, vu l'importance & la dignité de la matière: cependant je croirai avoir rempli mon but, lorsque vous serez convaincus par les raisons que je vais exposer, qu'un Etat ne peut être heureux sans sciences, & que les sciences ne peuvent être portées à un haut degré, ni y rester longtems, sans que les Grands & les Riches ne les honorent de leur attention.”

PEUT-ON douter que si un Gouvernement quel qu'il soit, marque une attention distinguée pour le mérite & les talens; & s'il se détermine constamment pour les postes & les emplois sur la capacité & la conduite des Aspirans, sans aucun égard à des relations de famille ou d'amitié, cela ne réveille l'émulation de la Jeunesse, & ne la rappelle à des études & à des travaux, qui en fassent des hommes capables de servir l'Etat? Et pourroit-on douter encore, que si les principaux de l'Etat montrent ouvertement de la con-

fidence.

fidération pour les personnes de probité, & un mépris pour celles d'une vie scandaleuse; & que la considération ne soit pas toujours l'appanage des riches & le mépris celui des pauvres, il n'en résulte un grand bien pour l'Etat & en particulier aussi pour le Commerce?

Les guerres toujours ruineuses pour un Etat, le sont particulièrement à une République commerçante. Les Hollandais n'ont jamais été animés par un esprit de conquêtes: s'ils en ont faites, c'a été plutôt pour affoiblir la Monarchie Espagnole, que pour augmenter les domaines de la République: & même dans ces conquêtes ils ont moins cherché à faire des acquisitions territoriales, qu'à faire des acquisitions de commerce: les premières ne les tenteront jamais, qu'autant qu'elles pourront servir à maintenir & à affermir les dernières. La République d'ailleurs, sans ambition & sans prétension, ne demande que la paix, & ne peut être provoquée à une guerre que dans le cas qu'on attaquât soit ses domaines, soit son commerce, ou sa navigation; ou que ses alliances l'obligeassent à prendre les armes. Toutes les guerres, de quelque nature qu'elles puissent être, sont ruineuses à l'Etat, parce qu'elles ne peuvent se soutenir que par les ressources du commerce; & que la guerre fait tarir cette source en gênant, & en diminuant le commerce (*d*): c'est pour cela qu'il importe à la République d'éviter surtout une rupture avec l'Angleterre, ainsi que l'a remarqué le Grand-Pensionnaire de Witt (*e*). Mais quelle que soit l'attention & la prudence des Hollandais pour conserver la paix, ils ne sont pas maîtres des dispositions & des vues des Puissances étrangères; des événemens que la prudence humaine n'a pu prévoir peuvent réduire l'Etat le plus pacifique à la nécessité de prendre les armes pour sa conservation & sa défense: ainsi l'intérêt du commerce, qui demande qu'on évite une guerre, semble exiger à la fois, qu'on entretienne une force suffisante tant par terre que par mer, pour résister à un Ennemi. C'est là une nécessité à laquelle les Nations ont été réduites depuis que les Puissances ont commencé à se tenir toujours armées, & dont il semble que la République ne peut pas plus se défaire, qu'aucune des autres Puissances de l'Europe.

DANS la supposition que les circonstances de la République pussent permettre qu'on déchargeât le commerce & les manufactures, soit en tout, soit en grande partie, des impôts qui l'accablent; qu'on pût y suppléer par d'autres fonds afin de subvenir aux besoins de l'Etat & à l'ennemi.

(*d*) Mémoires de Jean de Witt p. 172.

(*e*) Ibid. p. 203.

l'entretien des forces de terre & de mer; qu'on pût prévenir ou empêcher les fraudes des déniers publics qu'on ne cesse de commettre dans les villes maritimes; que les Colonies & les grandes Sociétés de commerce fussent ramenées à leurs premiers principes, & leurs possessions mises sur un pied réglé & convenable; qu'on pût mettre un frein aux banqueroutes & aux opérations de mauvaise foi qu'on se permet actuellement dans le commerce; qu'on pût porter la Jeunesse à une émulation honnête, l'accoutumer au travail, & l'arracher à la dissipation; ne pourroit-on pas alors se flatter de voir de nouveau fleurir en Hollande les manufactures, le commerce & la navigation? Peut-être même n'en faudroit-il pas douter; premièrement parce qu'aucun pays en Europe n'est mieux ni même si bien situé pour le commerce de l'Europe que la Hollande (f); secondement parce qu'aucune Nation n'a l'avantage du numéraire qu'à la Hollande (g); en troisième lieu parce qu'il n'est point de pays dans lequel on soit si sûr de jouir de son état, & d'assurer celui de ses Enfans; en quatrième lieu parce qu'on jouit d'une pleine liberté de conscience (h), & qu'on y tolère toutes les religions, qui n'attaquent point la sûreté de l'Etat; en cinquième lieu parée que tous les Citoyens de quelque religion qu'ils soient, sont également sous la protection des Loix; en sixième lieu parce que la vie civile y est entièrement libre (i). Enfin, quels que soient les vices ou les abus qu'on attribue au Gouvernement de la République, on n'en connoit point cependant de plus sage, de plus modéré, de plus circonspect, & qui tende plus à assurer le bien-être & la liberté des Peuples.

Si nous insistons sur une diminution des impôts, qui accablent le commerce? si nous insistons sur une levée des déniers publics exacte & à l'abri des fraudes; c'est que nous croyons qu'aussi longtemps que l'on ne pourra pas jouir de ces deux avantages, tous les autres moyens ne seront que de purs palliatifs. „On peut voir (c'est ainsi qu'on s'exprime dans le Mémoire ajouté à la Proposition du Prince Stadhoudier) „ clairement par les observations „ déjà faites sur l'état de notre commerce, qu'il n'y a point de moyen qui „ puisse procurer ce remède, *sinon la diminution des impôts*”. Les Etats de Hollande dans leur Résolution du 28. Septemb. 1753. disent en termes exprès, „ que quoique la décadence du commerce doive être attribuée à différentes causes indiquées dans le Mémoire, on ne peut cependant user d'autres moyens pour le relever, qu'une suppression ou diminution de ces charges „ ges

(f) Ib. p. 373.

(g) Tom. I. p. 371 & 372. 375.

(h) Ib. p. 372.

(i) Ib. p. 372.

„ ges qui accablent si fort le commerce, & le font passer de la Hollande „ à d'autres pays".

LES Etats de Hollandé, en adoptant les Réflexions présentées dans le Mémoire cité ci-dessus, savoir „ que tous les moyens & tous les arrangemens „ dont on voudroit se servir relativement au commerce, seront inutiles & sans „ effet, tant qu'on n'employera pas des remèdes efficaces contre l'inégalité de „ la levée des impôts, sur la marine, & contre les fraudes & les mauvaises „ pratiques qui se commettent à cet égard; & que leurs Nobles & Grandes „ Puissances jugent ce point si important, qu'Elles déclarent sans détour, „ que si on n'a point intention de s'opposer de la manière la plus forte à ce „ vice, on ne peut, à leur avis, songer avec quelque espérance de succès „ à d'autres moyens de réforme."

NI l'attention, ni la protection du Souverain ne manquent donc point aux Hollandois. On a pu voir, par ce que nous avons rapporté ci-devant, que les Etats-Généraux & les Etats de Hollande diminuent ou suppriment en différens cas les impôts, pour favoriser le commerce & les fabriques; mais les Hollandois en peuvent-ils bien retirer tout le fruit qu'ils devroient en recueillir, si les administrations inférieures ne suivent pas les mêmes principes & les mêmes maximes: si dans les grandes & dans les petites Indes par exemple, on accable le commerce & la culture des mêmes droits & des mêmes charges, dont on se plaint en Hollande, & qui doivent les y faire déperir? Nous ne pouvons finir cet Article sans nous arrêter encore un moment sur un acte d'administration de l'Empereur Charles V. dont nous avons parlé plus d'une fois. C'est un des monumens concernant le commerce de cette nation, des plus intéressans, qui fait également honneur à la mémoire des Etats qui l'obtinrent, & à celle du Prince qui reçut leurs représentations.

CHARLES V. ayant imposé des droits de fortie sur les grains, non-seulement reçut les représentations qui lui furent faites par les Etats de Hollande à ce sujet, mais il voulut encore qu'ils soutinssent en son Grand-Conseil de Malines leurs prétentions contre lui en la personne de son Procureur-général. Ainsi il fut rendu une sentence contradictoire entre l'Empereur en la personne de son Procureur-général & les Etats de Hollande le 13. Octobre 1548. conçue en ces termes. „ Avons condamné & condamnons par cette notre sentence définitive, & pour droit le dit cité en la qualité en laquelle il procède, de tolérer & souffrir que tout le froment & grains crus dehors de nos pays & arrivés en Hollande, en soient fortis & transportés dehors notre „ dit:

„ dit pays de Hollande, sans à cause de cela payer quelque droit de douane,
„ impôt ou droit de congé, autre que ce qui suivant coutume a été payé &
„ imposé le 14. jour de Décembre de l'année 1495. en foi de quoi nous avons
„ fait attacher notre sceau, donné &c.

IL semble que l'Empereur auroit pu, sur les simples représentations des Etats, supprimer par un décret l'impôt dont on se plaignoit. Il faut croire qu'il fut frappé de la ruine du commerce des grains, la plus importante branche du commerce de la Hollande, & de celle des autres branches, que la ruine de celle-là entraîneroit, qui devoit résulter de l'impôt dont les Etats se plaignoient; & qu'il voulut prévenir pour l'avenir toute entreprise semblable, en faisant supprimer cet impôt par la voie juridique & dans la forme la plus solennelle. Peut-être voulut-il aussi que les motifs de la suppression de cet impôt, fussent consignés dans un jugement contradictoire qui honoroit son administration. Il est le seul Souverain qui ait donné un tel exemple d'équité & d'une si grande sensibilité aux avantages du commerce, car alors il n'étoit pas le seul qui y donnât quelque attention.

Les motifs exposés dans cette sentence rendue il y a plus de deux cent vingt années, sont encore aujourd'hui très-intéressans. On y expose ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, l'état où étoit alors le commerce, son origine & les causes qui l'avoient élevé, ainsi que celles qui tendoient à sa destruction. On y voit que la nécessité de subsister porta les Hollandais à la pêche qui donna naissance à la navigation; comme nous l'avons observé ci-devant; que cette navigation leur fit faire les premiers pas vers le commerce d'économie; & que de ce commerce est résulté ensuite, que des marchands étrangers ont formé en Hollande des magasins de marchandises de leur pays.

LE commerce d'économie étoit en effet le seul commerce que les habitans de la Hollande pouvoient faire, & la nature leur inspiroit par la nécessité de se procurer des subsistances toute l'industrie que ce genre de commerce exige, car c'est celui qui en exige le plus, & celle qui étoit encore nécessaire pour surmonter les obstacles qui naissent tant de la situation du pays, que de son administration & de l'administration des nations étrangères.

„ On observe avec raison dans ces motifs, que de nouveaux impôts & de nouvelles charges ne pouvoient manquer d'éloigner du pays les marchands étrangers, qui préféroient toujours les pays où ils pouvoient faire le commerce avec plus de liberté; que les gênes dont on se plaignoit, avoient dé-

„ déjà fait décliner le commerce en Hollandē, & par là causé de la diminution „ dans les droits de douane; que la diminution du commerce faisoit déſerter „ plusieurs maîtres de navires, pilotes & matelots, tendoit à la dépopulation „ de la province; mettoit les digues en danger, & faisoit paſſer ainsi le com- „ merce & la navigation à d'autres peuples."

ON voit là la première ſource de la décadence du commerce & de la na-
vigation en Hollandē, ainsi que du déperisſement de la marine & de la popu-
lation. Ceci, diſent les Etats dans ce jugement, a été repréſenté aux pré-
deceſſeurs de Charles V.; & il eſt assez ſingulier que c'aït été le Prince d'O-
range dernier Stadhouder qui deux ſiècles après (en 1751.) ait fait les mê-
mes repréſentations aux Etats, fon dées exactement ſur les mêmes principes,
ſur lesquels étoient établies les repréſentations des Etats du tems de Char-
les V. & des Etats enco re antérieurs, puisqu'il eſt dit, qu'ils les avoient déjà
faites avec ſuccès aux Comtes ſes prédeceſſeurs.

Il eſt des principes dans le commerce qui ſont les mêmes dans tous les
tems: & les mêmes causes deſtructives qu'on redoutoit lors de ce jugement,
ſe réproduiſent de nos jours. On voit ici que la ſituation locale & le pre-
mier fonds du commerce de la République ſont exactement les mêmes.

ON a conservé une Résolution des magistrats de la ville d'Amsterdam, qui mé-
rite d'être connue. Elle porte en ſubſtance que „ les magistrats ayant fait at-
tention aux différentes manœuvres employées pour diminuer le commerce de
„ la ville & le détourner vers d'autres endroits, les Bourguemaitres & 36
„ Conseillers avoient jugé convenable de fonder un Collége de commerce
„ composé de quelques-uns des dits magistrats & de quelques principaux né-
„ gocians expérimentés, pour avifer en tems & lieu & ſuivant les cas, mes-
„ ſieurs les Bourguemaitres de tout ce qui leur intéresseroit de ſavoir ſur le
„ fait du commerce, de ce qui pourroit tendre à en prévenir le déperisſement,
„ à l'encourager, le faire fleurir, &c. Et afin que les habitans puifſent avoir
„ du fruit de cette institution, on les exhorte à préſenter par requête leurs
„ griefs, en y ajoutant les documens, &c. afin d'être remis entre les mains
„ des dits commiſſaires pour en faire leur rapport aux Bourguemaitres."

ON ignore ſi cet établissement a jamais eu lieu: il n'en rēſte aucune trace
à Amsterdam, mais il paroît par les Mémoires du Grand - Pensionnaire de Wit,
qu'on a ſongé plus d'une fois à former un pareil établissement. Cette idée
ſimple d'une institution particulière, devroit ce ſembl faire naître & exé-
cuter le plan d'une institution plus étendue & plus utile, & bien plus néceſſai-

re dans un tems où les besoins du commerce se sont accrus, où la nécessité de lui donner des encouragemens, ainsi qu'à l'industrie, est devenu si sensible. La France présente un modèle à suivre, dont on a souvent proposé les avantages en Angleterre. Paris, Lyon, Rouen, Marseille, Toulouse, Nantes, Saint-Malo, la Rochelle, Bourdeaux, Bayonne, Dunkerque, ont des chambres de commerce. L'objet de ces chambres est de procurer au Conseil du commerce des mémoires fidèles & instructifs sur l'état du commerce & sur les moyens les plus propres à le rendre florissant: par là le conseil est instruit des différentes branches de commerce & de manufaçtures, qui ont besoin d'encouragemens. Chaque chambre entretient un député à la suite du Conseil, & ces députés assistent aux séances du bureau de commerce où ils donnent leur avis & en rendent raison. Ils ont entre eux un comité où ils examinent les mémoires qui leur sont adressés par leurs chambres respectives, ou renvoyés par le Conseil, & rédigent leur avis. Cette correspondance si sagement établie entre le Gouvernement & les Négocians, anime le commerce & lui assure toute la protection dont il a besoin, en même tems qu'elle étend les lumières de ceux qui le protègent.

ON dit que le feu Prince Stadhouder avoit eu l'idée de former une chambre de commerce à la Haye. Ce Prince n'a pas vécu assez longtems pour faire tout le bien qu'il vouloit faire. Une pareille institution ne seroit-elle pas d'autant plus nécessaire aujourd'hui, que les affaires de commerce ont pris une si grande étendue, & que les gouvernemens publics en font dans tous les pays un des principaux objets de leur attention?

Ce pourroit être à ce collége à veiller sur les intérêts du commerce & des manufaçtures, à recevoir les mémoires & les plaintes des Négocians, & à les protéger: On pourroit remettre tous les ans un état des douanes, c'est-à-dire de l'entrée & de la sortie des marchandises & de leur destination, à ce collége, qui par cet état pourroit comparer le commerce d'une année à l'autre, ainsi que la consommation nationale des marchandises étrangères. Il verroit par là l'état & les progrès des manufaçtures, ceux du commerce; on distingueroit les pays d'où il entre une plus grande quantité de marchandises, & ceux qui en tirent le plus; & d'après ces connaissances il seroit plus facile au gouvernement de voir les branches foibles du commerce & de l'industrie, de distinguer celles qui auroient besoin d'encouragemens, & de juger de la nature & de la sorte d'encouragemens qui seroient nécessaires ou les plus utiles, soit au dehors, soit au dedans.

CE collège pourroit encore être chargé d'examiner l'administration des compagnies, de donner son avis au gouvernement sur les abus & les moyens de les faire cesser. Il devroit être surtout particulièrement chargé de veiller aux progrès des Colonies de la Guiane Hollandaise; faire expédier les demandes de concessions dans ces deux Colonies; s'occuper de la recherche des moyens d'y faire fleurir la culture; d'y accroître les défrichemens, & d'en éloigner le commerce clandestin; de recevoir enfin les mémoires & les plaintes des colons & de les protéger contre les vexations auxquelles ils sont quelquefois exposés de la part de l'administration sur les lieux. Cette institution travaileroit ainsi à étendre, à fortifier avec succès cette source de la branche de commerce la plus riche & la plus précieuse de la République.

CE Collège frappé des inconvénients qui résultent de la difficulté de former des équipages, & de la disette des matelots, tant pour la sûreté que pour le bon marché de la navigation, qu'il est si important d'entretenir, pourroit s'occuper de la recherche des moyens d'accroître le nombre des matelots & d'encourager la navigation. On feroit peut-être revivre fort utilement l'ancien usage des ports permis, surtout pour les voyages de longueur.

LE Collège du commerce trouveroit les moyens de rappeler en Hollande quelques branches de commerce qui passent en d'autres pays; celui des laines d'Espagne, par exemple, qui passe à Ostende.

ON trouveroit peut-être, après avoir animé les manufactures de laine qui existent, les moyens d'en établir de nouvelles à l'imitation de celles de l'Angleterre en petites étoffes variées, dont il s'est fait une consommation immense, & qui tombent aujourd'hui en Angleterre par la cherté de la main-d'œuvre. Le Collège de commerce pourroit trouver les moyens de profiter de leur chute pour les attirer dans les endroits de la République, où la vie est moins chère qu'ailleurs, & où il feroit plus facile de les encourager par des exemptions.

LE Gouvernement auroit ainsi les yeux toujours ouverts par le secours de ce Collège sur tous les détails du commerce & de l'industrie, & sur tous les moyens de les améliorer ou de les conserver.

ENFIN ce Collège à portée d'être instruit de tout ce qui a trait au commerce, à la navigation & aux manufactures, destiné à en être pleinement in-

informé, à connoître leurs besoins & leurs ressources, feroit bien plus propre qu'un Particulier à indiquer par quelles voies la Hollande pourroit rétablir ses manufactures, & donner à son commerce & à sa navigation un nouvel accroissement: car outre les inexactitudes qui nous sont échappées dans cet ouvrage, & d'autres défauts qu'on pourra nous reprocher, nous ne dissimulerons point que nous sommes bien éloignés de le regarder comme un ouvrage achevé. Nous l'avons déjà remarqué: un particulier peut présenter ses idées, ses vues, ses réflexions; mais il n'y a que ceux qui sont à la tête du Gouvernement, qui puissent les apprécier; juger de leurs défauts & de leur utilité. Souvent il en est qui paroissent des plus simples & des plus utiles; & qui dans la combinaison des circonstances d'un Etat, deviennent impossibles: il nous suffira si celles que nous avons exposées dans cet Ouvrage, puissent contribuer à en faire naître de meilleures, & tendre par là à remplir le but que nous nous sommes proposés en les publant.

F I N.

FAUTES à CORRIGER.

Tom. I. p. 258. l. 24. 43,00,000. Liv.
 267. l. 12. 1770 — 1771.
 301. l. 31. pour s'en servir à Amsterdam,
 dans la fuite
 317. l. 21. dont la pratique
 250. CHAPITRE CINQUIEME.
 308. CHAPITRE SIXIEME.
 Tom. II. p. 1. CHAPITRE SEPTIEME.

lisez 43,000,000 Liv.
 — 1750 — 1751
 — pour s'en servir dans la fuite
 — dont la politique.
 — CHAPITRE SIXIEME.
 — CHAPITRE SEPTIEME.
 — CHAPITRE HUITIEME.

On laisse au Lecteur judicieux à corriger les fautes typographiques & les inexactitudes de moindre importance.



TABLE

TABLE DES M A T I E R E S.

A.

Acifes. Leur origine. Tom. II. p. 23.
ACHEM (Le Roi), fait mourir plusieurs Hollandois Tom. I. p. 37. & suiv. son Ambassade au Prince Maurice. 38.
Actions. (Ce que l'on observe touchant le jeu des) Tom. II. p. 357.
ALBE. (Le Duc d') Ses projets pour augmenter les impôts. Tom. II. p. 23. Quelles en furent les suites. *ibid.*
ALBERT, Roi de Suède, sa concession aux bourgeois d'Amsterdam. Tom. I. p. 21.
Amboiffadeurs Hollandois. Ce qu'on leur recommande. Tom. II. p. 360.
Amboine, première conquête de la Compagnie des Indes - Orientales. Tom. I. p. 41. Les suites de cette conquête. *ibid.* Comment les Hollandois s'en rendirent maîtres. 165. pris par les Portugais. 166. & repris par les Hollandois *ibid.* Quelles en sont les productions. *ibid.* & suiv.
Amérique. Discussion touchant la découverte de cette partie du Globe. Tom. I. p. 42. Erreurs d'un Auteur moderne au sujet des établissements des Hollandois en Amérique. 187.
AMIRAL. D'où dérive ce nom. Tom. I. p. 67. Quel fut le premier en Hollande. 68.
Amirautes. (Origine des) en Hollande. Tom. I. p. 58. Ordonnance à leur sujet. *ibid.* & suiv. Collèges d'une Amiraute formés & reformés par les Etats - Généraux. 70. Instruction pour ces Collèges. *ibid.* & suiv. Quelle est leur administration. 349. & suiv. Elles peuvent faire décroître le commerce. Tom. II. p. 121. Comment on fournit aux besoins des Amirautes. 122.
Amsterdam. Ses premiers progrès dans le Commerce. Tom. I. p. 21. ses habitans protégés par le Roi de Suède. *ibid.* & par le Roi de Danois. 22. Ses négocians avoient des Magazins en Norvège. 23. Ses habitans prennent le parti d'Erik Roi de Danois. 26. Elle avoit des Manufactures avant la Révolution. 30. & 293. Fait

un grand Commerce de diamans. 53. Origine de sa Banque. 115. Ses soins pour augmenter son commerce. 292. & suiv. Ses immunités, ou franchises de Douane. 244. & suiv. Ce que l'on en dit touchant son origine & son commerce. Tom. II. p. 21. & suiv. Les moyens qu'elle emploie pour faire fleurir son commerce. 361. & suiv. 367. & suiv.

Angleterre. (L') Quel est son état depuis le règne d'Elizabeth. Tom. II. p. 181. Comparée à un malade. 182. Par quel principe elle est parvenue à être la première nation maritime. 213. Quelles sont les suites de cette supériorité. *ibid.* & suiv. Ce qu'elle doit faire pour la conserver. 214. Par quelle voie elle a excité ses Colonies à la révolte. *ibid.* & suiv. Sa supériorité n'est qu'artificielle. 215. Doit être attribuée aux Hollandois. 216. & suiv.

Anglois (Les) jaloux du progrès de la navigation & du commerce des Hollandois. Tom. I. p. 128. Ils mettent tout en usage pour empêcher de bâtir Batavia. 134. & suiv. Ils ont fait les premiers établissements à Suriname. 212. Observations sur leur commerce. Tom. II. p. 17. & suiv. 20. & suiv. En quel état est leur commerce en Russie. 43. & suiv. Prétendent être dominateurs de toutes leurs mers. *ibid.* Leur commerce aux Indes - Orientales fait décheoir celui des Hollandois. 127. Leur domination à la côte d'Afrique. 128.

Anatique. (Ligue) Quand & par quelle occasion elle fut formée. Tom. II. p. 11. & 14 & suiv.

Arles (La ville d') en réputation pour ses manufactures. Tom. II. p. 5.

Assurance. (Commerce d') Son origine en Hollande. Tom. I. p. 81. Chambre d'Assurance érigée à Amsterdam. 83. Ordonnance à son sujet. *ibid.* & suiv. Nouvelles clauses ajoutées à cette Ordonnance. 87. & suiv. Autre ordonnance publiée en 1744. 89. & suiv. Plans des Etats - Généraux pour une Compagnie ou Société d'Assu-

T A B L E D E S M A T I E R E S .

rance. 97 & suiv. Rencontre des difficultés. 110. & suiv.
Athelstan Roi d'Angleterre. Loi qu'il fit en faveur des Négocians. Tom. II. p. 18.
Aventuriers. (Marchands) Qui ils étoient, & où ils s'établirent. p. 121. & suiv. & 268.
Avila (d') Amiral Espagnol; méprise les Hollandais, & il en est battu. Tom. I. p. 131.
Autriche. (La Maison d') Affoiblie. Tom. II. p. 183. Sa réunion avec la maison de Bourbon a augmenté sa puissance. 184.

B.

BAJAZET Empereur des Turcs. Présent que lui envoie le Roi de France. Tom. II. p. 17.
Baleine (La Pêche de la) protégée par les Etats-Généraux. Tom. I. p. 49 & suiv. Société appellée *Compagnie de la Groenlande*, formée pour l'encouragement de cette Pêche. 199 & suiv. Statuts & Ordonnances, publiés au sujet de cette Pêche. 201. Dans quels lieux se tient ce Poisson. 202. Description des vaisseaux employés à cette Pêche. *ibid.* & suiv. Calculs sur les avantages de cette Pêche. 203 & suiv. En quel état elle est présentement. Tom. II. p. 41. Quel avantage elle a sur celle du Harang. *ibid.*
Banda. (L'île de) Comment elle fut conquise par les Hollandais. Tom. I. p. 168.
Banque d'Amsterdam. Son origine. Tom. I. p. 116. Réglement à ce sujet. 117. Qu'en étoit le but. *ibid.* & suiv. Ses avantages. *ibid.*
Basques (Les) apprirent aux Hollandais la route du Groenland & l'art de harponner la Baleine. Tom. I. p. 49. & 198 & suiv.
Bataves (Les) reconnus pour un peuple libre par **JULES-CESAR**. Tom. I. p. 4. préférés à d'autres troupes par les Romains. *ibid.* renoncent à leur alliance, & saisissent les vaisseaux des Romains. *ibid.* ils prennent & fascinent l'Arragon. 5. ils passent en Sicile & s'emparent de Syracuse. *ibid.* unis avec les Saxons, ils dévastent les côtes de France. *ibid.* D'où ils tirèrent leur première nourriture. 13.
Batavia. Comment elle fut élevée & devint la capitale des Indes-Orientales. Tom. I. p. 41 & suiv. 134 & suiv. Quel est son état militaire. 361. Gouvernemens qui lui sont subordonnés. *ibid.* & suiv.
Béden. Sorte de Contributions. Tom. II. p. 23. De quelle manière chaque ville y contribuoit. *ibid.*
Belgique. (Nouvelle) Partie de l'Amérique Sept. Tom. II. p. 102.
Berlins. Fondemens de cette Colonie. Tom. Tome II.

I. p. 251. ravagée par les François. *ibid.* Change de Propriétaires. 252. sa situation & ses produits. 253. Son administration. 254 & suiv. Les Nègres s'y révoltent. 256. Tom. II. p. 109. conservée & mal dirigée. 110. *Beukelszoon* (Guillaume) enseigne aux Hollandais la manière de faler & d'encaquer les Harengs. Tom. I. p. 192.
Bornéo. (L'île de) Quand & comment s'y établirent les Hollandais. Tom. I. p. 181. & suiv. Son Commerce. 182.
Borssele (Henri de) à la tête d'une Flotte des Hollandais Tom. I. p. 9. Premier Amiral de la Hollande. 65.
Both (Pierre) nommé Gouverneur-Général des Indes. Tom. I. p. 133.
Bourgeois. (Le Parlour aux) Quel lieu c'étoit. Tom. II. p. 9.
Bouffole. (La) Quand elle fut découverte. Tom. II. p. 10.
Brafferies. Elles sont diminuées par l'usage du Thé, & du Caillé. Tom. II. p. 510. Comment les relever. *ibid.*
Bréda. (Paix de) peu avantageuse aux Hollandais. p. 190.
Bretencour découvre les îles flamandes avant l'expédition de Christophe Colomb. Tom. I. p. 42.
Brocanteurs, Colporteurs, Courreurs, Mercelets, Porteballes; préjudice qu'ils font au Commerce. Tom. II. p. 173. & 358.
Broek (van den) mis en prison par un Roi Indien p. 135. Son voyage au Japon. 171. & comment il fut reçu par l'Empereur. *ibid.*
Bruges (La ville de) le magazin de l'Europe Tom. II. p. 11. La magnificence des Dames de cette ville. 16.
Brunswick. (Le Duc de) Ses soins pour les Colonies. Tom. II. p. 109.
Bruyère (Le sieur) Directeur d'une Plantation à Suriname, est blessé & perd une main dans le soulèvement des Nègres. p. 243.

C.

Caffé. A qui on en attribue la culture à Suriname. Tom. I. p. 227. & suiv. Le commerce en est diminué en Hollande par les excès des impôts. Tom. II. p. 68. & suiv. Calculs donnés sur le prix du Caffé. 154.
Caisse publique proposée pour les Ouvriers. Tom. II. p. 300 & suiv. Calcul fait à ce sujet. 303 & suiv. Observations sur le même sujet. 308 & suiv.
Caissier. Sa profession. p. 376. & suiv.
Cap-vert (Les îles du) découvertes par les Portugais. Tom. I. p. 34.

A a a

C A R -

T A B L E D E S M A T I E R E S.

CARLETON (Dudley) ses avis sur le commerce des draps. p. 268 - 271.

Carthage. Comment fut diminué son commerce. Tom. II. p. 188. Pourquoi elle fut détruite. *ibid.* & suiv.

Ceilan ou Ceilan. (L'ile de) Comment les Hollandais s'y sont établis. Tom. I. p. 175 & suiv. Ils en chassent les Portugais. 177. Commerce de cette Ile. *ibid.*

Chambre de Commerce. Tom. II. p. 368 & suiv.

CHARLES-QUINT. Singulier Présent de ce Prince p. 10 & suiv. Fait ériger un tombeau en mémoire de *G. Beukels-zoon*. 14. Il envoie *Ferdinand Magellan* dans les Indes. 35. Prête serment aux Etats en qualité de Comte de Hollande. 146. Sentence du Grand-Conseil de Malines à son désavantage. T. II. p. 365 & suiv.

Chiens-Marins (La Pêche des) se fait par les Hambourgeois. Tom. I. p. 209.

Chine. (La) Tentatives des Hollandais pour y établir leur Commerce. p. 172 & suiv. Traité fait entre les Chinois & les Hollandais. 174. Les Chinois emploient le feu & le poison pour détruire les Hollandais. *ibid.* Commerce des Hollandais à la Chine. 175.

CHRISTIERN, Roi de Danois, accorde de grands priviléges aux habitans d'Amsterdam p. 22. & 23. Confirmés par ses successeurs. 24.

Coggones. Sorte de bateaux p. 6.

COLOMB (Christophe) découvre l'Amérique. Tom. I. p. 42.

Colombo. Bureau général de la Compagnie des Indes-Or. dans l'ile de Ceylon. Tom. I. p. 175.

Colonies Angloises. Etat de ces colonies. Tom. II. p. 214. *ibid.* & suiv. peuvent former un Empire indépendant. 215. Leurs villes commercantes. 330.

Colonies François. Formées avec l'argent des Hollandais. Tom. II. p. 326.

Colonies Hollandaises. Ressources qu'elles fournissent à la République. Tom. II. p. 321 & suiv. 324 & suiv. 328 & suiv. Moyens pour les faire fleurir. 331 & suiv. 334 & suiv. Comment la justice y est administrée. 336.

COMMERCE. Son origine en Hollande. p. 1. & suiv. Le Commerce du Nord très-intéressant. 18. En quoi consiste le commerce d'économie *ibid.* Il existoit du temps de Jules-César. *ibid.* Ses accroissement p. 19 - 27. 133. Etat du Commerce à l'époque de la Révolution. 32. Son accroissement donne de l'ombrage au Roi d'Espagne. 37. Causes de son accroissement. 39. 55 & suiv. 280 & suiv. 289 & suiv. 297 & suiv. 308 & suiv.

366. & suivant Richesses qu'il procure. 41. Commerce du Levant. 45. 47 & suiv. Commerce de Fré. 56 & suiv. d'Assurance. 81 & suiv. En Turquie 122 & suiv. Au Japon. 172. à la Chine. 175. Aux côtes de Coromandel. 178. 180. à Surate. 181. à Bornéo. 182. En Perse. *ibid.* Assujeti à plusieurs droits en France. 189. & 190. Causes de son décroissement. 191. état du Commerce du Hareng. 195 & suiv. Son importance. 258. avantage du Commerce du Levant. 260. Commerce de la Meuse & du Rhin. *ibid.* & suiv. de Commission. 263. & suiv. de tabac. 266. Des Corderies & de la Tonneerie. *ibid.* En Actions. 271 & suiv. En Lettres-de-change. 278. La Pêche & le commerce des Grains sont la base du Commerce de la Hollande p. 284. & suiv. Avantages du Commerce avec le Danois. 286. Commerce des grains. 287 & suiv. Commerce d'économie nécessaire aux Hollandais. 296. Commerce de Spéculation; 376. Préjugés touchant le décroissement du Commerce en Hollande. T. II. p. 2 & suiv. état du Commerce en France 3. & suiv. Les Italiens seuls en possession du Commerce 10 & suiv. Commerce en Allemagne & dans le Nord. 14 & suiv. 42. En Angleterre sous le règne d'Elisabeth. 21. 42. Celui de la Russie peu avantageux aux Hollandais. 43 & suiv. Commerce des Hollandais déchu en France, 47 & suiv. En Espagne. 48. En Portugal *ibid.* & suiv. En Angleterre. 49. Celui du tabac considérablement diminué 53 & suiv. Celui du Caffé également. 68. & suiv. Causes de la décadence du Commerce de la Hollande. T. I. p. 191. T. II. p. 71 & suiv. 75. 101 & suiv. 120 & suiv. 125 & suiv. 158-174. Dans les Ind. Or. 127. à la Côte d'Afrique. *ibid.* & suiv. En Amérique. 128. Différence entre le Commerce actif, & passif. 189. d'économie & de propriété 223. & suiv. Moyen pour soutenir en Europe la balance du commerce. 203 & suiv. Cause qui contribue à soutenir le commerce en Hollande. 219 & suiv. Moyens pour le relever. 220 & suiv.

Commission. (Commerce de) Comment il se fait Tom. I. p. 263 & suiv. Les Hollandais s'y livrent trop. Tom. II. p. 169 & suiv.

Compagnie des Indes-Occidentales. Son établissement. Tom. I. p. 42. Elle fait naître plusieurs sociétés. 43 & suiv. Son Ostroï. 44. Son premier fonds, & son administration. *ibid.* Ses conquêtes. 45. Obtient le pouvoir de faire des Traité. 127 & suiv.

T A B L E D E S M A T I E R E S.

Ses tentatives sur *S. Salvador*, *Porto-Rico*, & *Delmina*. 135. Met en Mer une flotte de 31 vaisseaux. 137. En envoie une autre au Brésil, & quel en est le succès. *ibid.* & suiv. Ses pertes considérables. 146 & suiv. Sa décadence. 185 & suiv. Moyens pour la relever. 186. En possession de Suriname. 213. Obligée d'en vendre deux tiers. 220. Ses autres possessions. 362. Son Octroi. 363 & suiv. 364 & suiv.

Compagnie des Indes-Orientales Ses premiers fondemens. Tom. I. p. 33. Son Octroi. 39 & suiv. Son premier fonds. 40 & suiv. Equipe une flotte de 14 Vaisseaux. 41. & une de 13. *ibid.* Sa première conquête. *ibid.* Ses autres conquêtes. *ibid.* & suiv. Batavia devient la Capitale de son Empire. 42. Obtient le pouvoir de faire des Traités. 127 & suiv. Avantages de son commerce aux Indes. *ibid.* Sa Marine. 134. Par quelle voie elle a bâti Batavia. *ibid.* & suiv. Dividende annuel, donné à ses Participants. 161 & suiv. 183 & suiv. Ses possessions aux Indes à la Paix de Westphalie. 162. & suiv. Ce qu'elle possède dans l'Île de Célon. 175. Ses établissements sur les côtes de Coromandel. 179 & suiv. Ses Comptoirs dans la Perse 182. Ses guerres contre les Rois Indiens. 356. Traits de sa politique. *ibid.* & suiv. Divisée en six Chambres. 358. Considérée comme une espèce de République. *ibid.* & suiv. 359 & suiv. Sa politique à l'égard de l'administration dans les Indes. 360 & suiv. Ses Gouvernemens & ses Comptoirs. 361 & suiv.

Compagnie du Nord. p. 50. & 199 & suiv.

Conseil-d'Etat. Administration de ce Collège. Tom. I. p. 348 & suiv.

Coromandel. Quand & comment s'y établirent les Hollandois. p. 177 & suiv. 179. Commerce qu'y font les Hollandois. 180.

Crédit. Celui que donnent les Négocians Hollandois, est immense. Tom. II. p. 127. détruit leur Commerce. 128 & suiv.

D.

Danois. Leurs incursions en Angleterre. Tom. II. p. 110 & suiv.

Démérary. Voyez *Efféquébo*.

Dénier. La levée du 20^e. ruine le commerce d'Espagne. Tom. II. p. 28. Influence du 40^e. & du 80^e. dénier sur le commerce. 355. & suiv.

Défima. Île du Japon, assignée aux Hollandois pour leur comptoir. Tom. I. p. 171.

Diemien (van) fait un Traité avec le Roi de Ternate. Tom. I. p. 166.

Directeur-Général des Indes. Son pouvoir & sa qualité. Tom. I. p. 361.

Discompteurs. Leur emploi. Tom. II. p. 128.

Drawbak. Ce que c'est, & comment il influe sur le commerce. Tom. II. p. 248 & suiv.

Dunkerque. Inquiétudes des Etats-Généraux sur les conséquences de la cession de cette Place à la France. Tom. II. p. 76 & suiv.

E.

Edouard III. Roi d'Angleterre, encourage le Commerce. Tom. II. p. 11 & suiv.

Elizabeth (La Reine) protège les Marchands-Avanturiers. Tom. I. p. 121.

Eloy (Saint) portoit des ceintures enrichies de pierreries. Tom. II. p. 3. Vint à la Cour de France en qualité d'Orfèvre. *ibid.*

Emprunts. Leur influence sur l'Etat. Tom. II. p. 291.

Epiceries. (Commerce d') Tom. I. p. 33. 166 & suiv.

Espagne. (L') Son état actuel. p. 183. Fournit des chevaux & des mulets aux François. Tom. II. p. 5. Avoit de belles manufactures. 13.

Efféquébo & Démérary. Etablissement de ces deux Colonies. Tom. I. p. 257.

Etats-Généraux. Leur résolution d'attaquer par mer les Espagnols. Tom. I. p. 129. Ordonnance contre ceux qui s'engageroient au service étranger. 133. Traité avec Louis XIII. 136. équipent une flotte pour assurer le Commerce. *ibid.* font un Traité avec la France. 140. Envoyent une flotte dans la Baltique. *ibid.* Leurs Edits & Ordonnances au sujet de la Pêche du Hareng. 193. Accordent un Octroi pour celle de la Baleine. 199. Aux propriétaires de Suriname. 214 & suiv. & aux propriétaires de la Colonie des Barbises. 252.

F.

Faillites. A quoi on les attribue. Tom. II. p. 161 & suiv. 168. 346. 355. Comment les reprimer. 349 & suiv.

Flotte composée de barques à rames. Tom. I. p. 5 & 6. expédition contre la ville de Dord. 6. Flotte de 300 Navires. 7. de cent vaisseaux Zélandois. *ibid.* contre les Frisons. 8. Flotte sous le commandement de Henri de Borsfelen. 9. Envoyée au secours du Roi de Danemarc. *ibid.* au service du Roi de France.

T A B L E D E S M A T I E R E S.

ce. ibid. envoyée aux Iles des Portugais. 35.
& suiv. Une flotte des Hollandais bat celle des Espagnols. 37. Deux flottes équipées par la Compagnie des Indes - Orientales. 41. Flottes équipées contre les Espagnols. 129, 130 *& suiv.* Flotte envoyée en Amérique, ses succès. 135. Contre les Génois. 136. sous le commandement de Pierre Hein. 137. Flotte envoyée au Brésil, & ses conquêtes. 138. Une flotte des Etats bat celle de Suède. 150. Les différentes flottes de 1672 & 1673. 152. Une flotte combinée des Hollandais & des Anglois est battue par celle des François. 153. *& suiv.*

Foires. Pourquoi elles furent établies. T. II. p. 4.
France. (La) Sa Marine sous le règne de PHILIPPE II. Tom. II. p. 6. Son état actuel. 180 *& suiv.* 182 *& suiv.*

Fraude. Précautions pour les empêcher. Tom. II. p. 123 *& suiv.* Moyen de les prévenir ou de les reprimer. 229 *& suiv.*

FREDERIC-HENRI, Prince d'Orange. Sa fermeté. Tom. I. p. 320. Son sentiment par rapport à la République. Tom. II. p. 209.
Frét. (Le commerce de) Ses avantages pour les Hollandais. Tom. I. p. 57 *& suiv.*

G.

Gouverneur-Général des Indes. Son pouvoir. Tom. I. p. 360. *& suiv.*

Geldres (La) s'est anciennement distinguée dans le commerce. Tom. I. p. 295. *& suiv.*

Gueux-Maîns, ou *Gueux de Mer.* p. 69.

GUILLAUME BEUKELS-ZOON, l'inventeur de saler le Harang. Tom. I. p. 14.

GUILLAUME (Le Comte) part pour la croisade avec une flotte de 12 vaisseaux. p. 6.

GUILLAUME I. Les Hollandais le regardent comme le fondateur, & *GUILLAUME III.* comme le restaurateur de leur République. 315.
Son Instruction au Prince MAURICE. 321.

H.

HAGEN (Etienne van der) à la tête de 13 Vaisseaux. p. 41. Se rend à Amboine. 167.

Hambourg. Rivale d'Amsterdam, & en quoi. Tom. II. p. 48 & 50.

Hanfe. D'où vient ce nom. Tom. II. p. 8.

Harang. (La Pêche du) Son établissement. Tom. I. p. 14. Ses progrès. 15. excite la jalouse des Ecois. *ibid.* Maltraitée par les François. 155. fait de grands progrès en Zélande. 192. passe toute entière en Hollande. *ibid.* Manière de le saler. *ibid.* Navi-

res employés à cette pêche. *ibid.* Quand & où l'on pêche le Harang. *ibid.* *& suiv.* Edits & Ordonnances au sujet de cette Pêche. 193. Réglements pour le commerce du Harang. 195. Cette Pêche est appellée la *Grande Pêche*, & le Pérou de la République. *ibid.* *& suiv.* Le commerce en est diminué. 196 *& suiv.* A quelle somme l'on fait monter le produit de cette Pêche. 198. Déchue presque de la moitié, & pourquoi. Tom. II. p. 39 *& suiv.* Quels sont les intéressés à cette Pêche. 40. Il importe à la République, de la conserver. 42.

HEIN (Pierre) enlève aux Espagnols une riche flotte. Tom. I. p. 111. Butin qu'il fait sur les Espagnols. 137.

HENRI IV. Roi de France protège les Hollandais d'une façon singulière. p. 127.

HEUVEL. (Mr. van den) Ses idées sur la Hollande. Tom. I. p. 374. Sur le Luxe des Hollandais. Tom. II. p. 159. sur les failles. 168. 350 *& suiv.* la caisse publique. 171. L'entretien des Ouvriers. 295 *& suiv.* Propose d'élever des fabriques à la campagne. 311. De mettre un frein au débit des Manufactures étrangères. 312. Ses sentiments touchant les Colonies. 333 & les moyens de les encourager. 336. Les moyens qu'il propose pour relever le commerce. 359 *& suiv.*

Hollande. (La) Son commencement & son évolution. Tom. I. p. 13. Sa situation & la nature de son territoir. 16 *& suiv.* Son commerce à l'époque de la Révolution. 32. Sujette à de grands frais, & pourquoi. 298. Sa longueur & sa largeur, *ibid.* n. L'administration de la justice. 303. Liberté de tester. 304. Administration des Maisons de Charité. 378 *& suiv.* Son état politique relativement à son commerce & à sa Navigation. Tom. II. p. 177 *& suiv.* Fruit de son commerce avec la France pendant sa dernière guerre. 205. Son Gouvernement. 282.

HOUTMAN (Corneille) double le Cap de Bonne-Espérance. Tom. I. p. 35. Emprisonné & suite de son emprisonnement. 334.

L

Facatza soumis à la Compagnie des Indes Orientales. Tom. I. p. 41.

JACQUES COEUR. Fameux Négociant. p. 23.
Japon. Des Hollandais y font naufrage. T. I. p. 171. L'Empereur les prend sous sa protection. *ibid.* Commerce des Hollandais dans cet Empire. 172.

T A B L E D E S M A T I E R E S.

Java. (L'Ile de) Administration de cette Ile. Tom. I. p. 163.

Impôts. A quelle occasion ils furent établis. Tom. II. p. 23 & 24. Comment s'en faisoit la levée. 25 & 26. Quelles marchandises y étoient sujettes 29 & suiv. Considérablement augmentés. 26 & suiv. Nuisent au commerce. 49 & suiv. 53 & suiv. 68 & suiv. Réflexions sur les moyens de rendre les impôts moins onéreux au commerce. 283 & suiv. 289 & suiv. 293. 296. 298 & suiv. Diminution des impôts absolument nécessaire pour relever le commerce. 365.

JULES-CESAR traite avec les Bataves. p. 4.

K.

KAARDEN (Paul van) se vange du Roi d'Allem. Tom. I. p. 38.

KOEN, Gouverneur-Général des Indes, batit Batavia. Tom. I. p. 134 & suiv.

L.

LAM (Jean Dirkszoon) Son entreprise sur Delmina, & le succès de son voyage au Brésil. Tom. I. p. 15.

Last-geld. D'où vient le nom de cet impôt. Tom. II. p. 122. Il seroit convenable de le supprimer. 255.

Leyde. Ses Manufactures de laine. p. 29.

Librairie (La) est un Commerce considérable. Tom. II. p. 304 & suiv. Comment ce commerce est diminué. 306 & suiv.

Loonk (Henri) envoyé au Brésil, & ses conquêtes. Tom. I. p. 137 & suiv.

Louis XIII. Roi de France, fait un Traité avec les Provinces-Unies Tom. I. p. 136.

Louis XIV. met des entraves au Commerce des Hollandois. Tom. I. p. 190. Se venge des Hollandois. Tom. II. p. 75. fait plus de mal à la France qu'à la République. 200. Pourquoi animé contre la Maison d'Orange. 201.

Lubeck (La ville de) se ligue avec la République de Hollande. Tom. I. p. 124.

Luxe. Si le Luxe peut être regardé comme une cause du décroissement du Commerce. Tom. II. p. 158. & suiv.

Lykedelers, Armateurs Hollandois. Pourquoi ainsi nommés. Tom. I. p. 8.

M.

MAARTEN MARTENZEN renouvelle plu-

sieurs Traités avec les Princes des côtes de Coromandel. Tom. I. p. 179 & suiv.

MAATELIEF reçoit le commandement d'une flotte; ses voyages, ses combats, & ses succès. Tom. I. p. 132 & suiv.

MAATELIEF le Jeune (l'Amiral) fait un Traité avec le Roi de Malaca. 169. Ses autres voyages à la Chine. p. 270 & suiv.

Macasar (Le royaume de) fournis aux Hollandois. 168 & suiv. Quelles en sont les productions. Tom. I. p. 169

MAGELLAN (Ferdinand) est envoyé aux Indes. Tom. I. p. 35. Il se fraye une nouvelle route, *ibid.*

MANU (Jacques) fait voile vers les Moluques. Tom. I. p. 36.

Main-d'Oeuvre. (La cherté de la) Ses effets. Tom. II. p. 37 & suiv. 50 & suiv. 126 & suiv.

Malaca soumise à la Compagnie des Indes-Orientales. Tom. I. p. 42. Assiégée par les Hollandois. 169.

Manufactures. Quelles furent les premières des Hollandois. Tom. I. p. 28. En quoi confissoient celles de Leyde. 29. Les Manufactures étoient considérables en *Hollande*, en *Zélande* & en *Frise*. *ibid.* & à *Amsterdam*. 30.

Leurs accroissemens en *Hollande*. 51 & suiv. Leurs décroissemens. 261. Florissantes à Amsterdam avant la révolution. 293. & suiv.

Comment encouragées. 369. Causes de leur déchec. Tom. II. p. 37. Etat de celles de France, de Limbourg & de Liège. 37 & suiv.

Observations sur le commerce des Manufactures étrangères. 170. 261 & suiv. 271 & suiv. 275 & suiv. 277 & suiv. 280. 283. Résolution des Etats de Hollande touchant les Manufactures du pays. 317. & suiv.

Marchands (Les) de France réunis en corps de communautés. Tom. II. p. 7. Priviléges des *Marchands de l'eau*. 8.

MARINE. Commencemens & progrès de la marine des Hollandois. Tom. I. p. 4-9. Devient redoutable aux Espagnols. 69. Son état en 1653. 149. Perd sa supériorité sur les autres nations. 153. tombe 155 & suiv.

Puissante marine sous l'Empereur *AURELIEN*. Tom. II. p. 2 & suiv. sous le règne de *CLOVIS* & de *PEPIN*. 3.

Maures (Les) avoient des Manufactures en Espagne. Tom. p. 12.

MAURICE. (Le Prince) reçoit une Ambassade d'un Roi Indien. Tom. I. p. 38. On lui confère les dignités de son Père. 69. Lettres aux Monarques indiens, en son nom. 333.

334. Leurs réponses. 335, 336. y est appellé

T A B L E D E S M A T I E R E S.

lé, *Roi de Hollande*. *ibid.* 345 & suiv.
Mines & Couvens. Dans quel état ils avoient reduit la Hollande. Tom. I. p. 351.
Moluques. Les îles Comment s'y établirent les Hollandais. Tom. I. p. 164 & suiv.
Monnoyes. Leur valeur ancienne comparée à celle d'aujourd'hui. Tom. II. p. 25.
Municipal. (Corps) Son origine. Tom. II. p. 8 & suiv.
Munster. (Le Traité de) donne une idée du Commerce des Hollandais. p. 158 & suiv.

N.

Naerdyns Draperien. Qui ils étoient, & leur fonction. Tom. I. p. 293.
Narwals (La Pêche des) se fait principalement pour les dents. Tom. I. p. 209.
Nassau (Le Comte Jean-Maurice de) accepte le Gouvernement du Brésil, & y défait les Portugais. Tom. I. p. 138. Se rend maître du Fort Parafon, & de celui de St. George de la Mina. *ibid.* Ses autres expéditions au Brésil. 139 & suiv. Il revient mécontent & pourquoi. Tom. II. p. 74.
Navigation. Navigation des Bataves. Tom. I. p. 4. Ses progrès. 6. & 7. Elle s'étend au delà des Mers de l'Europe. 10 & suiv. Opinien de Grotius sur la navigation des Hollandais. 20. Elle s'étend aux Indes. 35 & suiv. Première navigation aux Indes-Occidentales. 43. Règlements touchant la navigation au Levant. 45 & suiv. accrue par la Pêche de la Baleine. 49. S'étend en Russie. 51. *Acte de Navigation*; son but. 188.

Neck (Jacob van) arrive à Ternate avec une flotte de huit vaisseaux. Tom. I. p. 36. Fait un traité d'alliance avec le Roi de Ternate & avec la Reine de Patane. 37. Son voyage à la Chine. 172 & suiv.

Noord. (Olivier van) Ses voyages & les avantages qu'il remporta sur les Portugais. Tom. I. p. 36 & suiv.

Normands (Les) font une descente dans l'île de Walcherea. Tom. I. p. 5.

P.

Papier. (Réflexions sur les Fabriques de). Tom. I. p. 375 & suiv.

Papier Timbré. Quand ce droit fut introduit. Tom. II. p. 33. Considérablement augmenté. 36. Quel est son produit. 290.

Pêche. (La) Première ressource des Hollandais. Tom. I. p. 13. Liberté de la pêche

accordée aux Hollandais & aux Zélandois sur les côtes d'Angleterre. 14. Celle du Cabilijau, une grande richesse pour les Hollandais. 49. celle de la Baleine. *ibid.* & 198 & suiv.

Peere. (Abraham van) Premier propriétaire de la Colonie des Barbises. Tom. I. p. 251.

Philippe III. Roi d'Espagne, interdit aux Hollandais le Commerce & la navigation dans ses Etats. Tom. I. p. 129.

Pommes de Terre. Leur utilité. Tom. II. p. 327 & suiv.

Population. Ce qui la diminue, & nécessité de l'encourager. Tom. II. p. 294.

Porto-franc: Réflexions sur les avantages que le Commerce de la Hollande en pourroit retirer. Tom. II. p. 227. 232 & suiv. 246. 249. & suiv. 255 & suiv. 261 & suiv. 268 & suiv.

Portugais. Portrait qu'ils font des Hollandais. Tom. I. p. 38. En avoient fait pendre plusieurs à Macao. *ibid.* Réclament leurs Priviléges. *ibid.* & suiv. Font un traité avec les Hollandais. 42.

Provinces-Unies. Leur constitution. p. 309 & suiv. 312. Leur *Traité d'Union* en est la base. *ibid.* & suiv. Comment devenues florissantes. 352 & suiv. en guerre avec l'Angleterre. p. 148 & suiv. Influence de cette guerre sur son commerce. 149. T. II. p. 103. Seconde guerre avec l'Angleterre. 150. Mer en mer plusieurs flottes considérables. 152. Décroissement de leurs revenus. T. II. p. 178. Jusqu'où peut aller le crédit de la République. 178. Ce que l'on observe touchant ses forces de terre & de mer. 179 & suiv. En quoi elle est affoiblie, & par quelle voie. 185 & suiv. 191. Avantages de la République. 196 & suiv. Les alliances lui font d'un grand secours. 193. Ce qu'elle doit conserver pour perpétuer son état. 202 & suiv. Tableau de son ancienne gloire. 206. Ce qu'on peut lui reprocher. 210 & suiv. Désavantages de la Neutralité. 217. A quoi elle doit faire une attention singulière. 218. Sa situation intérieure actuelle. 219. Par quel moyen s'est soutenu son commerce. *ibid.* & suiv. Comparée à un grand Seigneur. 222 & suiv. Il lui importe de ne pas rompre avec l'Angleterre. 364.

R.

Rogge (Mr.) A quoi il attribue les faillites. Tom. II. p. 168. & le décroissement du com-

me-

T A B L E D E S M A T I E R E S.

merce. 169. censure l'usage d'employer les Etrangers. 171.
Rooi (Gerard de) & **LAURENT BIKKER** abordent à Achem. Tom. I. p. 38.
Roruk équipe une flotte & passe dans les mers du Nord. Tom. I. p. 5.
RUITER (l'Amiral de) combat les Anglois. Tom. I. p. 148. envoyé dans la Méditerranée. 150. Ses succès en Afrique. *ibid.* & suiv. Combat les Anglois. 151. Ses expéditions sur les côtes d'Angleterre. *ibid.* Ses combats contre les Anglois & les François combinés. 152. Envoyé aux côtes d'Afrique. 190.
Rusie. Manière dont s'y fait le commerce. Tom. II. p. 43. & suiv. Ses tentatives pour établir une marine marchande. 44 & suiv.

S.

Sardam (Le village de) célèbre dans toute l'Europe. Tom. I. p. 28 & 29.
Schoonen (L'île de) avantage qu'en retirèrent les Hollandois. Tom. I. p. 14.
SCHORER. Ses réflexions sur l'Etude du Droit en Hollande. Tom. II. p. 163. Son jugement sur l'usage du droit Romain. 166.
Shutterye. Quelle en est l'origine. p. 2.
Sel. Touchant la gabelle. Tom. II. p. 6.
Sentences provisoires. Leur effet. Tom. II. p. 345.
SOLD (van) conclut un Traité avec un Prince des Côtes de Coromandel. Tom. I. p. 179.
Sommelsdyk (Corneille van Aarsen, Seigneur de) achète un tiers de la Colonie de Suriname. Tom. I. p. 220. Il s'y rend en qualité de Gouverneur. *ibid.* Massacré. 221.
SPILBERGEN. Richesses qu'il rapporte des Indes. Tom. I. p. 134. arrive dans l'île de Célon. 175 & 176. Son entrevue avec l'Empereur. 176.
STADHOUDERAT. Sert de lien à l'union des Provinces-Unies. Tom. I. p. 313. Son influence dans la République. 315 & suiv. 319 & suiv. Raïsons alléguées contre le Stadhouderat. 322 & suiv. Le Stadhouderat nécessaire à la conservation & à la prospérité de la République. 325 — 332 & suiv.
Stapel-recht. Droit qui se lève à Dort. p. 296.
Stillyard. Sorte de Société de Négocians. p. 54.
Suède (La) épuisée par les guerres. Tom. II. p. 184.
Sumatra. De quelle manière les Hollandois s'y sont établis. Tom. I. p. 169 & suiv. Quel en est le commerce. 170.
Suratte. Les Hollandois y ont une Loge. Tom.

I. p. 181. Quel en est le commerce. *ibid.* Suriname restée aux Hollandois depuis la Paix de Bréda. Tom. I. p. 190. Les Anglois y ont fait les premiers établissements. 212. Les Zélandois s'en rendent maîtres. 213. Ils cèdent cette Colonie à la Compagnie des Indes-Occidentales. *ibid.* Ostroï accordé aux propriétaires de cette Colonie. 214 & suiv. Soulèvement contre le Gouverneur. 221. Les François y font une descente, & bombardent Paramaribo. 222. Sa situation. 223 & suiv. Sa division. 226 & suiv. Ses produits. 227 & suiv. Par quel moyen le coton y a réussi. 228. Comment on y a cultivé l'Indigo. *ibid.* Il y a eu autrefois plusieurs briqueretteries. *ibid.* & suiv. Cette Colonie est sujette aux incursions des Esclaves fugitifs. *ibid.* & à d'autres petites guerres qui en rendent le séjour dangereux. 231 — 237. Troupes de la République envoyées à Surinam pour mettre fin à ces guerres. 249 & suiv.

Swindel-handel. Ce que c'est. Tom. II. p. 166 & suiv.

SYLLE (van) Pensionnaire d'Amsterdam envoyé en Danemarc. Tom. I. p. 24.

T.

Tabac. Une des branches les plus considérables du commerce de la Hollande. Tom. II. p. 53. Ce commerce déchu à cause des impôts. 54 — 68. A combien on pourroit faire monter l'impôt sur le Tabac. 293.

Ternate (Le Roi de) fait un Traité avec les Hollandois. Tom. I. p. 166. Ce que les Hollandois possédoient dans son royaume. 167. Il envoie des Ambassadeurs pour demander la protection des Etats-Généraux. *ibid.*

Thiéri II. Se vange en faisant bruler des vaisseaux marchands. Tom. I. p. 19.

Thiéri III. Comte de Hollande exige des droits onéreux. Tom. I. p. 19.

Tolérance. Son avantage pour un Etat & pour le commerce. p. 351, 352. 372 & suiv.

TOURVILLE (Le comte de) bat la flotte des Hollandois. Tom. I. p. 153. & suiv.

Traites des Hollandois avec les Anglois. Tom. I. p. 53. & suiv. 121. avec trois Princes d'Allemagne. 122. avec la cour Ottomane. 123. avec les Royaumes de Tunis & d'Alger. *ibid.* avec le Roi de Maroc. *ibid.* & suiv. avec le Roi de Perse. 124. avec la ville de Lubeck, le Roi de Suède & le Roi de Danemarc. *ibid.* & suiv. Avantages que produit aux Hollandois ce dernier traité. 125.

T A B L E D E S M A T I E R E S

Traité des villes Anséatiques avec les Etats-Généraux. 126. Autres traités avec des Princes d'Allemagne. *ibid.* Avec le Portugal. *ibid.* & suiv. Avec la France. 127. avec Louis XIV. 136. Nouveau traité avec la France. 140. Traité de Munster cité au sujet du commerce des Hollandois. 158 & suiv. Traité avec les Portugais au sujet du Brésil. 189 & 355. avec Louis XIV. Tom. II. p. 75. Ce dernier mécontente le Roi d'Angleterre. 77. Suites du traité fait avec Cromwel. 102. Réflexions générales touchant les traités. 198 & suiv.

Transit (Un libre) proposé pour relever le commerce en Hollande. Tom. II. p. 226. Quel seraient son effet. 231. 272 & suiv.

TROMP (Le Lieutenant-Amiral bat la flotte Espagnole. Tom. I. p. 139. Ses combats avec les Anglois. 148 & suiv. Il se plaint aux Etats-Généraux. Tom. II. p. 73. Sa déclaration aux Etats. 93.

V.

Vatgeld. Droit imposé par la Cour de France sur le commerce des Hollandois p. 189.

VERRE (Henri de) son voyage. p. 11.

Venitians. Ce qui leur a fait perdre une partie de leur commerce. Tom. II. p. 190.

Ventres. (Les gros) Sorte de vaisseaux. p. 57.

VERHOEVEN (L'Amiral) à la Cour d'un Prince aux côtes de Coromandel. p. 179.

Vespolding. Ce que c'est, quand introduit. T. II. p. 30 & suiv. A quelle occasion augmenté. 35 & suiv. A combien il monte. 290.

VESPUCE (Améric) doit avoir donné son nom à l'Amérique Tom. I. p. 42.

Villes de Hollande font des armemens sans autorisation. Tom. I. p. 10. Font la guerre aux Gueldrois. *ibid.* Envoyent du secours au Roi de Danemarc. *ibid.* Se distinguent par le commerce. 18 & suiv. 25. Perte qu'elles font en Mer. 26. Leurs armemens pour protéger le commerce. 141 & suiv. Quelles sont les villes qui font le plus grand commerce du Harang. 192. Vingt villes font des représentations à Charles V. & pourquoi. 297. Les villes de France n'étoient autrefois habitées que par les Prêtres & quelques ouvriers. Tom. II. p. 4. Villes où l'on fabriquoit des draps. 7. Villes liguées, & pour quel sujet. 11. Richesses de quelques villes d'Espagne. 13. Fabriques de quelques villes de France. 16.

Upsal (L'Evêque d') accorde une exemption de droits aux habitans d'Amsterdam. p. 21.

VRIES (David Pietersz. de) établit une Colonie à la Cayenne. Tom. I. p. 212.

Usuriers & Contractors usuraires. Tom. II. p. 166 & suiv.

Vyl-geld. Ce que c'est. Tom. II. p. 122.

W.

WAGENAER. Son jugement au sujet des Impôts. Tom. II. p. 52 & suiv.

WARWYK (*Wybrand van*) commandant une flotte de 14 vaisseaux. Tom. I. p. 41.

WASSENAAR (L'Amiral de) est envoyé dans la Baltique. p. 150. Son vaisseau saute dans un combat contre les Anglois. *ibid.*

Watergeuzen. Voyez *Gueux-Marin.*

WEERD massacré dans l'Île de Célon. Tom. I. p. 176.

WILLEKENS (l'Amiral) s'empare de la ville de S. Salvador. Tom. I. p. 135.

WILLOUGBY (Milord) envoie quelques vaisseaux à Suriname. Tom. I. p. 212. La propriété de cette Colonie lui est cédée par le Roi d'Angleterre. *ibid.*

WISBUY ville de Suède, autrefois considérable par ses réglements sur le Commerce. Tom. II. p. 15 & suiv.

WITT, (Le Grand-Pensionnaire de) Vues de son administration & de sa politique. Tom. II. p. 73 & suiv. Sa situation dans la guerre contre Charles II. 78 & suiv. 80 & suiv. 91 & suiv. Se fait donner plein pouvoir. 93. Sa fermeté 99. son jugement touchant les impôts. 297. Ses idées singulières touchant les Colonies. 322 & suiv. Ses sentiments touchant les Banqueroutes & les Banqueroutiers. 347 — 350. Ce qu'il dit des Compagnies des Indes. 338 & suiv.

WOLFERT bat les Espagnols. Tom. I. p. 37. entre dans Bantam, & conclut un traité avec les Insulaires. *ibid.*

Z.

Zelandia. (*Nova*) Par qui elle fut formée. Tom. I. p. 187.

Zelandois (Les) font le commerce du Nord. Tom. I. p. 22. Equipent quatre vaisseaux pour les îles. 36. Enlèvent aux Portugais une riche cargaison. 38. S'adonnent à la Pêche du Harang. 192. Se rendent maîtres de Suriname. 213.

Fin de la Table des Matières.



